INITIALES DE LA MAIRESSE

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

3 janvier 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 3 janvier 1994 à 19h30, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras;** cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Odette Bélanger Marcotte
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et planification du territoire
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques
M. Gilles Raîche, assistant-greffier.

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

1/1/94 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Réjean Gosselin, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

Madame la mairesse souligne l'absence de M. Alain Carrier tout en la motivant et elle se fait le porte-parole de tous ses collègues pour offrir ses meilleurs voeux à toute la population.

Discours sur le budget 1994

Madame la mairesse prononce le discours sur le budget 1994 et le programme triennal d'immobilisations pour les années 1994/1995/1996.

Ce texte est annexé au présent procès-verbal pour en faire partie intégrante comme annexe "A".



Par la suite, Madame la mairesse invite le conseiller Jean-Guy Spénard, président du Comité des finances, à élaborer sur le budget 1994.

M. Jean-Guy Spénard explique les différents écarts entre les revenus escomptés et les dépenses prévues pour les différents services.

Une copie du discours de M. Spénard est annexée au présent procès-verbal pour en faire partie intégrante comme annexe "B".

2/1/94 - Adoption du budget 1994

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que le budget de l'année 1994 prévoyant des dépenses et des revenus de l'ordre de 39 300 000 $ soit adopté et que le document explicatif de ce budget soit annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

Un document explicatif du budget 1994 sera publié dans un journal local et également distribué.

ADOPTÉ

3/1/94 - Adoption du programme triennal d'immobilisations 1994/1995/1996

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que le programme triennal d'immobilisations pour les années 1994/1995/1996 soit adopté tel que présenté dans un document annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

Un document explicatif du programme triennal d'immobilisations pour les années 1994/1995/1996 sera publié dans un journal local et également distribué.

ADOPTÉ

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

4/1/94 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'acune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Thérèse Caquet
Greffière.

Jeannine Gauthier Jutras
Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
3
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

3 janvier 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 3 janvier 1994 à 20h00, **sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras;** cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no. 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Odette Bélanger Marcotte
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et planification du territoire
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques
M. Gilles Raîche, assistant-greffier.

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

5/1/94 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

6/1/94 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 20 décembre 1993

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 20 décembre 1993 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

7/1/94 - Adoption du procès-verbal - Séance d'ajournement du 16 décembre 1993 (ex-municipalité de Grantham)

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée d'ajournement tenue le 16 décembre 1993 à 19h00 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réjean Gosselin, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

8/1/94 - Taux d'intérêt applicable sur compte dû et pénalité

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu qu'à partir du 1er janvier 1994 le taux d'intérêt applicable sur tout arrérage dû à la Ville de Drummondville soit établi à 10% et la pénalité applicable sur tout compte passé dû soit établie à 0,5% par mois jusqu'à concurrence de 5% par année.

ADOPTÉ

9/1/94 - Adoption du projet de règlement no. 2286 - Plan d'urbanisme

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens,
appuyé par le conseiller Guy Drouin,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no. 2286 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080 dans le but de modifier l'affectation du sol pour le secteur compris entre les rues Perron, Paris et Hains ainsi que pour le secteur compris entre la limite du terrain du Centre Hospitalier Georges Frédéric, le prolongement de la rue Marler et la rivière St-François, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

10/1/94 - Adoption du projet de règlement no. 2287 - Zonage

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens,
appuyé par le conseiller Gilles Fontaine,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no. 2287 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de créer une nouvelle zone résidentielle à même une partie de la zone commerciale C02-37, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

11/1/94 - Adoption du projet de règlement no. 2288 - Zonage

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière,
appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no. 2288 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de créer une nouvelle zone d'utilités publiques à même la zone communautaire P01-24, soit et est adopté;

INITIALES DE LA MAIRESSE
5
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

12/1/94 - Adoption du projet de règlement no. 2289 - Zonage

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière,
appuyé par la conseillère Réjeanne Viens,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no. 2289 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier l'article 10.5.4 A) relatif aux enseignes de la catégorie "E" rattachées au bâtiment afin de permettre une enseigne sur boîtier au-dessus des îlots de pompes à essence, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

13/1/94 - Adoption du projet de règlement no. 2290 - Zonage

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière,
appuyé par la conseillère Réjeanne Viens,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no. 2290 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier les dispositions relatives aux constructions autorisées dans les marges et cours avant des usages commerciaux au centre-ville, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

14/1/94 - Adoption du projet de règlement no. 2294 - Zonage

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière,
appuyé par le conseiller Réjean Gosselin,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no. 2294 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier la grille des usages et normes de la zone industrielle I02-49 pour inclure dans cette zone les usages "écoles de camionnage" et "courtiers en douanes" comme usages spécifiquement permis, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

15/1/94 - Adoption du projet de règlement no. 2295 - Zonage

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière,
appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard,
et unanimement résolu:



1° QUE le projet de règlement no. 2295 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de supprimer la disposition relative à l'obligation de présenter au Conseil tous les changements d'usages et de destination d'un immeuble dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

16/1/94 - **Avis de motion d'un règlement - Taxes foncières générales et spéciales**

Le conseiller Jean-Guy Spénard donne avis de motion d'un règlement prévoyant l'imposition des taxes foncières générales et spéciales pour l'année 1994.

17/1/94 - **Avis de motion d'un règlement - Surtaxe sur les immeubles non résidentiels (Secteur de l'ex-Ville de Drummondville)**

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé donne avis de motion d'un règlement prévoyant l'imposition d'une surtaxe sur les immeubles non résidentiels pour l'année 1994 et ce pour le secteur de l'ex-Ville de Drummondville.

18/1/94 - **Avis de motion d'un règlement - Taxe d'affaires (ex-municipalité de Grantham)**

Le conseiller Réjean Gosselin donne avis de motion d'un règlement prévoyant l'imposition d'une taxe d'affaires pour l'année 1994 et ce pour les commerces et places d'affaires de l'ex-municipalité de Grantham.

19/1/94 - **Avis de motion d'un règlement - Fourniture de l'eau**

La conseillère Céline Trottier donne avis de motion d'un règlement prévoyant l'imposition d'une compensation pour la fourniture d'eau pour l'année 1994.

20/1/94 - **Avis de motion d'un règlement - Services d'égouts**

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement prévoyant l'imposition d'une compensation pour les services d'égouts pour l'année 1994.

21/1/94 - **Avis de motion d'un règlement - Licences et permis**

Le conseiller Jean-Guy Spénard donne avis de motion d'un règlement prévoyant l'imposition des licences et permis pour l'année 1994.

22/1/94 - **Avis de motion d'un règlement - Cueillette des déchets solides, transport, enfouissement san., collecte sélective et conteneurs**

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement prévoyant l'imposition d'une compensation pour la cueillette des déchets solides, le transport, l'enfouissement sanitaire, la collecte sélective et les conteneurs nécessaires et ce pour l'année 1994.



23/1/94 - **Avis de motion d'un règlement - Fourniture des services municipaux à certains immeubles**

Le conseiller Réal Jean donne avis de motion d'un règlement prévoyant l'imposition d'une compensation pour la fourniture des services municipaux à certains immeubles pour l'année 1994.

24/1/94 - **Avis de motion d'un règlement - Cotisation payable par les membres de la Sidac Alain Limoges de Drummondville Inc.**

La conseillère Réjeanne Viens donne avis de motion d'un règlement décrétant la cotisation payable par les membres de la Sidac Alain Limoges de Drummondville Inc., le mode de calcul ainsi que le nombre de versements pour l'année 1994.

25/1/94 - **Avis de motion d'un règlement - Cotisation payable par les membres de la Sidac du quartier St-Joseph**

Le conseiller Réal Jean donne avis de motion d'un règlement décrétant la cotisation payable par les membres de la Sidac du quartier St-Joseph, le mode de calcul ainsi que le nombre de versements pour l'année 1994.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Aucune personne présente ne pose de questions.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu **lundi le 10 janvier 1994.**

26/1/94 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Thérèse Caparet
Greffière.

Jacques Quart Jean
Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
8
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

10 janvier 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 10 janvier 1994, sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no. 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Odette Bélanger Marcotte
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et environnement urbain
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

27/1/94 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel, après y avoir ajouté les items suivants:

39A. Arbres de Noël (M. Pierre-Yvan Aubé)
39B. Comptes de taxes (M. Jean-Guy Spénard).

ADOPTÉ

28/1/94 - Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 3 janvier 1994

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de la séance spéciale tenue le 3 janvier 1994 à 19h30 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE

9

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

29/1/94 - **Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 3 janvier 1994**

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 3 janvier 1994 tenue à 20h00 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller **Réal Jean, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu** que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres de remerciements provenant de:

. Comptoir alimentaire drummond inc.
. Fabrique de la Paroisse St-Joseph.

30/1/94 - **Acceptation des comptes**

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 6 décembre 1993 au 10 janvier 1994, lesquels comptes totalisent la somme de 2 614 186,69 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

31/1/94 - **Protocole d'entente avec le Tournoi Invitation des Vétérans de Drummondville-Sud Inc.**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Tournoi Invitation des Vétérans de Drummondville-Sud Inc. pour l'utilisation de la glace à l'Olympia Yvan Cournoyer pour 1994.

ADOPTÉ

32/1/94 - **Protocole d'entente avec le Tournoi International de Hockey Midget de Drummondville Inc. et Drummond Sports Inc.**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Tournoi International de Hockey Midget de Drummondville Inc. et Drummond Sports Inc. pour la tenue de la 30e édition.

ADOPTÉ

33/1/94 - **Entente avec Transport Diligence Inc. et acceptation des prévisions budgétaires 1994**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente avec Transport Diligence Inc. pour l'opération d'un service de transport adapté pour personnes handicapées pour 1994 et que les prévisions budgétaires 1994 de l'organisme soient acceptées telles que présentées.

ADOPTÉ

34/1/94 - **Acceptation des taux de location des équipements du S.T.P. pour 1994**

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que les taux de location des équipements du Service des travaux publics pour l'année 1994 soient acceptés, le tout tel que proposé au tableau annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

ADOPTÉ

35/1/94 - **Nomination d'inspecteurs régionaux adjoints**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville demande à la Municipalité Régionale du Comté de Drummond de nommer les détenteurs des postes suivants pour agir à titre d'inspecteurs régionaux adjoints et pour signer les permis de construction:

Amendée par rés. 148/2/94

1) le directeur adjoint au Service de planification du territoire;
2) le coordonnateur permis et programmes;
3) l'urbaniste;
4) le directeur général adjoint au Service au public et environnement urbain.

ADOPTÉ

36/1/94 - **Autorisation au Groupe Conseil Robert Malouin Inc. - Présentation au MENVIQ de plans (Prolongement du réseau d'aqueduc - rue P.H. Frigon)**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise la firme d'ingénieurs-conseils Le Groupe Conseil Robert Malouin Inc. à présenter au ministère de l'Environnement du Québec, pour approbation, les plans démontrant le prolongement du réseau d'aqueduc sur la rue P.H. Frigon. Les frais sont à la charge du promoteur.

ADOPTÉ

37/1/94 - **Subvention de 7 000 $ - Carnaval des Neiges de Drummondville**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 7 000 $ au Carnaval des Neiges de Drummondville pour la tenue des fêtes d'hiver 1994.

ADOPTÉ

38/1/94 - **Subvention de 100 $ - Association québécoise de la fibrose kystique**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ à l'Association québécoise de la fibrose kystique à titre de subvention 1994.

ADOPTÉ

Dépôt du certificat relatif au règlement no. 50-93 (Grantham)

Conformément à la loi, la greffière dépose le certificat concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur le règlement no. 50-93 de l'ex-municipalité de Grantham relatif à un amendement au règlement de zonage no. 6-90.

Rapport mensuel du Service de planification du territoire - Construction

Le conseiller Robert Lafrenière résume la situation de l'habitation pour le mois de décembre 1993 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 1992.

Rapport mensuel du Service Permis & Inspection de l'ex-municipalité de Grantham - Construction

Le conseiller Réjean Gosselin résume la situation de l'habitation de l'ex-municipalité de Grantham pour le mois de décembre 1993 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 1992.

39/1/94 - Adoption du projet de règlement no. 2296 - Plan d'urbanisme

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière,
appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no. 2296 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080 dans le but de soustraire les terrains situés à l'angle du boulevard St-Joseph et de la rue Mélançon (côté sud) d'une affectation de type "résidentiel, moyenne densité 1" pour les inclure dans une affectation de type "résidentiel, moyenne densité 2", soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

40/1/94 - Adoption du projet de règlement no. 2297 - Zonage

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière,
appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no. 2297 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de créer une nouvelle zone résidentielle à même une partie de la zone résidentielle H03-09, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

41/1/94 - Avis de motion d'un règlement (no. 2286) - Plan d'urbanisme

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion du règlement no. 2286 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080 dans le but de modifier l'affectation du sol pour le secteur compris entre les rues Perron, Paris et Hains (côté nord-est) ainsi que pour le secteur compris entre la limite du terrain du Centre Hospitalier Georges Frédéric, le prolongement de la rue Marler et la rivière St-François.

42/1/94 - Dispense de lecture du règlement no. 2286

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2286 amendant le règlement de

plan d'urbanisme municipal no. 2080 dans le but de modifier l'affectation du sol pour le secteur compris entre les rues Perron, Paris et Hains (côté nord-est) ainsi que pour le secteur compris entre la limite du terrain du Centre Hospitalier Georges Frédéric, le prolongement de la rue Marler et la rivière St-François, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

43/1/94 - Avis de motion d'un règlement (no. 2287) - Zonage

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion du règlement no. 2287 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier le plan de zonage afin de créer une nouvelle zone résidentielle (H02-58) formée des terrains situés en bordure de la rue Perron (côté nord-est) entre les rues Paris et Hains faisant partie de la zone commerciale C02-37 et d'y permettre la classe d'usages h3 et de modifier les grilles des usages et normes pour y ajouter la nouvelle zone résidentielle H02-58, la classe d'usages h3 (multiplex 12 logements), ainsi que les normes afférentes à cette classe d'usages.

44/1/94 - Dispense de lecture du règlement no. 2287

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2287 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier le plan de zonage afin de créer une nouvelle zone résidentielle (H02-58) formée des terrains situés en bordure de la rue Perron (côté nord-est) entre les rues Paris et Hains faisant partie de la zone commerciale C02-37 et d'y permettre la classe d'usages h3 et de modifier les grilles des usages et normes pour y ajouter la nouvelle zone résidentielle H02-58, la classe d'usages h3 (multiplex 12 logements), ainsi que les normes afférentes à cette classe d'usages, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

45/1/94 - Avis de motion d'un règlement (no. 2288) - Zonage

Le conseiller Réal Jean donne avis de motion du règlement no. 2288 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier le plan de zonage afin de créer une nouvelle zone d'utilités publiques (U01-58) formée des terrains longeant la rivière St-François entre la limite du terrain du Centre Hospitalier Georges Frédéric et le prolongement de la rue Marler faisant partie de la zone communautaire P01-24 et d'y permettre la classe d'usages u2 et de modifier les grilles des usages et normes pour y ajouter la nouvelle zone d'utilités publiques U01-58, la classe d'usages u2 avec l'usage "station de pompage" exclusivement permis.

46/1/94 - Dispense de lecture du règlement no. 2288

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2288 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier le plan de zonage afin de créer une nouvelle zone d'utilités publiques (U01-58) formée des terrains longeant la rivière St-François entre la limite du terrain du Centre Hospitalier Georges Frédéric et le prolongement de la rue Marler faisant partie de la zone communautaire P01-24 et d'y permettre la classe d'usages u2 et de modifier les grilles des usages et normes pour y ajouter la nouvelle zone d'utilités publiques U01-58, la classe d'usages u2 avec l'usage "station de pompage" exclusivement permis, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

47/1/94 - Avis de motion d'un règlement (no. 2289) - Zonage

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion du règlement no. 2289 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier l'article 10.5.4 A) relatif aux enseignes de la catégorie "E" rattachées au bâtiment afin de permettre une enseigne sur boîtier au-dessus des îlots de pompes à essence.

48/1/94 - Dispense de lecture du règlement no. 2289

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2289 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier l'article 10.5.4 A) relatif aux enseignes de la catégorie "E" rattachées au bâtiment afin de permettre une enseigne sur boîtier au-dessus des îlots de pompes à essence, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

49/1/94 - Avis de motion d'un règlement (no. 2290) - Zonage

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion du règlement no. 2290 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de rajouter à l'article 5.2.1.1 g) la zone commerciale du centre-ville C06-58 à la liste des zones où il est permis l'empiètement des balcons et galeries situés aux étages supérieurs au rez-de-chaussée dans l'emprise de la voie publique.

50/1/94 - Dispense de lecture du règlement no. 2290

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2290 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de rajouter à l'article 5.2.1.1 g) la zone commerciale du centre-ville C06-58 à la liste des zones où il est permis l'empiètement des balcons et galeries situés aux étages supérieurs au rez-de-chaussée dans l'emprise de la voie publique, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

51/1/94 - Avis de motion d'un règlement (no. 2294) - Zonage

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion du règlement no. 2294 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier la grille des usages et normes de la zone industrielle I02-49 pour inclure dans cette zone les usages "écoles de camionnage" et "courtiers en douanes" comme usages spécifiquement permis.

52/1/94 - Dispense de lecture du règlement no. 2294

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2294 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier la grille des usages et normes de la zone industrielle I02-49 pour inclure dans cette zone les usages "écoles de camionnage" et "courtiers en douanes" comme usages spécifiquement permis, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

53/1/94 - Avis de motion d'un règlement (no. 2295) - Zonage

La conseillère Odette Bélanger Marcotte donne avis de motion du règlement no. 2295 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de supprimer la disposition relative à l'obligation de présenter au Conseil tous les changements d'usages et de destination d'un immeuble dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

54/1/94 - Dispense de lecture du règlement no. 2295

Il est proposé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2295 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de supprimer la disposition relative à l'obligation de présenter au Conseil tous les changements d'usages et de destination d'un immeuble dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

55/1/94 - Avis de motion d'un règlement - Travaux d'égouts et d'aqueduc 1994

Le conseiller Jean-Guy Spénard donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas 200 000 $ pour l'exécution en 1994 de travaux d'égouts et d'aqueduc dans la Ville de Drummondville.

1. Achat et installation de compteurs d'eau	34 000 $
2. Réfection et installation de services d'aqueduc et d'égouts	77 100
3. Inspection télévisée du réseau d'égouts	9 700
4. Branchement de services du Bloc 41 (ateliers municipaux)	65 000
5. Canalisation du fossé de la rue l'Acadie	8 200
	194 000 $
Frais de financement	6 000
TOTAL - EMPRUNT:	200 000 $

56/1/94 - Avis de motion d'un règlement - Achat de machinerie et d'équipements en 1994

Le conseiller Jean-Guy Spénard donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas 376 500 $ pour l'achat en 1994 de machinerie et d'équipements pour le Service des travaux publics et le Service de la sécurité publique de la Ville de Drummondville.

- SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS

1. Achat de 2 camions 34 000 lb avec les équipements à neige	194 000 $
2. Achat d'une fourgonnette et de 2 camionnettes	57 000
3. Achat d'un aérateur à gazon	5 700

- SERVICE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

1. Achat de 3 autos patrouilles et du véhicule de l'Association canadienne des dons d'organes et des systèmes de clignotants et sirènes	99 600 $
2. Achat de 4 radios mobiles	10 200
	366 500 $
Frais de financement	10 000
TOTAL - EMPRUNT:	376 500 $

57/1/94 - Avis de motion d'un règlement - Travaux municipaux sur la rue Robert-Bernard (entre le Chemin du Golf et le boul. René-Lévesque)

Le conseiller Guy Drouin donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas 443 000 $ pour l'exécution de travaux municipaux sur la rue Robert-Bernard, entre le Chemin du Golf et le boulevard René-Lévesque.

1. Égout pluvial	101 000 $
2. Travaux de voirie et de bordures	79 000
3. Éclairage	25 200
4. Aqueduc	73 000
5. Égout domestique	67 500
Taxe fédérale 7% (TPS)	24 200
Taxe provinciale 4% (TVQ)	14 800
	384 700 $
Honoraires professionnels	46 000
Frais de financement	12 300
TOTAL - EMPRUNT:	443 000 $

58/1/94 - Adoption du règlement no. 2298 - Taxes foncières générales et spéciales en 1994

Lecture est donnée du règlement no. 2298 prévoyant l'imposition des taxes foncières générales et spéciales pour l'année 1994.

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

59/1/94 - Adoption du règlement no. 2299 - Surtaxe sur les immeubles non résidentiels (ex-Ville de Drummondville)

Lecture est donnée du règlement no. 2299 prévoyant l'imposition d'une surtaxe sur les immeubles non résidentiels pour l'année 1994 et ce pour le secteur de l'ex-Ville de Drummondville.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

60/1/94 - Adoption du règlement no. 2300 - Taxe d'affaires (ex-municipalité de Grantham)

Lecture est donnée du règlement no. 2300 prévoyant l'imposition d'une taxe d'affaires pour le territoire de l'ex-municipalité de Grantham pour l'année 1994.

Il est proposé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

61/1/94 - Adoption du règlement no. 2301 - Fourniture de l'eau

Lecture est donnée du règlement no. 2301 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la fourniture de l'eau pour l'année 1994.

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

62/1/94 - **Adoption du règlement no. 2302 - Services d'égouts**

Lecture est donnée du règlement no. 2302 prévoyant l'imposition d'une compensation pour les services d'égouts pour l'année 1994.

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

63/1/94 - **Adoption du règlement no. 2303 - Licences et permis**

Lecture est donnée du règlement no. 2303 prévoyant l'imposition des licences et permis pour l'année 1994.

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

64/1/94 - **Adoption du règlement no. 2304 - Cueillette des déchets solides, transport, enfouissement san., collecte sélective et conteneurs**

Lecture est donnée du règlement no. 2304 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la cueillette des déchets solides, le transport, l'enfouissement sanitaire, la collecte sélective et les conteneurs nécessaires et ce pour l'année 1994.

Il est proposé par le conseiller Guy Dubreuil, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

65/1/94 - **Adoption du règlement no. 2305 - Fourniture des services municipaux à certains immeubles**

Lecture est donnée du règlement no. 2305 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la fourniture des services municipaux à certains immeubles pour l'année 1994.

Il est proposé par le conseiller Luc Teasdale, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

66/1/94 - **Adoption du règlement no. 2306 - Cotisation payable par les membres de la Sidac Alain Limoges de Drummondville**

Lecture est donnée du règlement no. 2306 décrétant la cotisation payable par les membres de la Sidac Alain Limoges de Drummondville, le mode de calcul ainsi que le nombre de versements pour l'année 1994.

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

67/1/94 - Adoption du règlement no. 2307 - Cotisation payable par les membres de la Sidac du quartier St-Joseph

Lecture est donnée du règlement no. 2307 décrétant la cotisation payable par les membres de la Sidac du quartier St-Joseph de Drummondville, le mode de calcul ainsi que le nombre de versements pour l'année 1994.

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Informations des membres du Conseil

Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du Conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à M. André Gauthier, policier au Service de la sécurité publique, à l'occasion du décès de sa mère, Mme Candide Cardin Gauthier.

Arbres de Noël (M. Pierre-Yvan Aubé)

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé fait lecture d'un communiqué qui traite des arbres de Noël.

Comptes de taxes (M. Jean-Guy Spénard)

Le conseiller Jean-Guy Spénard, pour sa part, informe la population des dates d'envoi et de perception des taxes pour l'année 1994.

De plus, compte tenu que lors de la séance du 3 janvier 1994, la télévision communautaire n'a pu diffuser la séance du budget, le conseiller Jean-Guy Spénard résume le discours du budget.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Aucune personne présente ne pose de questions.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu **lundi le 24 janvier 1994.**

68/1/94 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Thérèse Caporet
.....
Greffière.

.....
Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
18
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

24 janvier 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 24 janvier 1994 à 19h00, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras;** cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

  Pierre-Yvan Aubé
  Guy Drouin
  Guy Dubreuil
  Gilles Fontaine
  Réjean Gosselin
  Réal Jean
  Robert Lafrenière
  Denis Savoie
  Réal Sawyer
  Jean-Guy Spénard
  Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

  M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
  M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et environnement urbain
  Mme Anik Bonvouloir, urbaniste.

- Secrétaire:

  Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

69/1/94 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

A 19h05, Mme Odette Bélanger Marcotte, conseillère, et M. Luc Teasdale, conseiller, entrent dans la salle des délibérations et prennent leur siège et à 19h07, Me Céline Trottier, conseillère, prend également son siège.

Madame la mairesse explique la procédure de consultation publique édictée par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et précise la nature et l'objet des projets de règlements suivants:

- Règlement no. 2286 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080 dans le but de modifier l'affectation au sol de l'espace de terrain situé en bordure de la rue Perron (côté nord-est) entre les rues Paris et Hains de "commerciale régionale et artérielle" à "résidentielle de moyenne densité 1" et celle du lot 13 Ptie situé le long de la rivière St-François entre la limite du terrain du Centre Hospitalier Georges Frédéric et le prolongement de la rue Marler de type "public et institutionnel, catégorie 1 (usages institutionnels, administratifs et récréatifs)" au type "public et institutionnel, catégorie 2 (utilités et services publics)";

- **Règlement no. 2287** amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier le plan de zonage pour créer une nouvelle zone résidentielle (H02-58) avec classe d'usages h3 à même une partie de la zone commerciale C02-37 (terrains localisés en bordure de la rue Perron (côté nord-est) entre les rues Paris et Hains) et d'ajouter cette nouvelle zone dans les grilles des usages et normes avec la classe d'usages permise et des normes afférentes;

- **Règlement no. 2288** amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier le plan de zonage afin de créer une nouvelle zone d'utilités publiques (U01-58) formée des terrains longeant la rivière St-François entre la limite du terrain du Centre Hospitalier Georges Frédéric et le prolongement de la rue Marler faisant partie de la zone communautaire P01-24 et d'y permettre la classe d'usages u2 et de modifier les grilles des usages et normes pour y ajouter la nouvelle zone d'utilités publiques U01-58, la classe d'usages u2 avec l'usage "station de pompage" exclusivement permis;

- **Règlement no. 2289** amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier l'article 10.5.4 a) relatif aux enseignes de la catégorie "E" rattachées au bâtiment afin de permettre une enseigne sur boîtier au-dessus des îlots de pompes à essence;

- **Règlement no. 2290** amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de rajouter à l'article 5.2.1.1 g) la zone commerciale du centre-ville C06-58 à la liste des zones où il est permis l'empiètement des balcons et galeries situés aux étages supérieurs au rez-de-chaussée dans l'emprise de la voie publique;

- **Règlement no. 2294** amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier la grille des usages et normes de la zone industrielle I02-49 pour inclure dans cette zone les usages "écoles de camionnage" et "courtiers en douanes" comme usages spécifiquement permis;

- **Règlement no. 2295** amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de supprimer la disposition relative à l'obligation de présenter au Conseil tous les changements d'usages et de destination d'un immeuble dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

70/1/94 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Thérèse Caya ptr
Greffière.

Jeannine Lemay Gauthier
Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
20
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

24 janvier 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 24 janvier 1994, **sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras;** cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no. 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Odette Bélanger Marcotte
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et environnement urbain
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

71/1/94 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Réal Sawyer, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

72/1/94 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 10 janvier 1994

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 10 janvier 1994 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E :

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception d'une lettre provenant du ministère des Transports relativement à une contribution financière du ministère fixée provisoirement à 198 265 $ dans le cadre du programme d'aide au transport adapté, et fait également mention de lettres de remerciements provenant de citoyens.

73/1/94 - **Acceptation des comptes**

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 10 au 24 janvier 1994, lesquels comptes totalisent la somme de 3 506 140,95 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

74/1/94 - **Dérogation mineure - Immeuble situé à l'angle des rues Lindsay et Des Forges**

Considérant qu'une demande de dérogation mineure a été dûment présentée pour l'immeuble situé à l'angle des rues Lindsay et Des Forges, portant les numéros civiques 336 rue Lindsay et 143/145 rue Des Forges;

Considérant que cette dérogation mineure concerne l'opération d'un restaurant avec cuisine et des logements sur un même étage;

Considérant que le requérant désire agrandir son restaurant situé au rez-de-chaussée du bâtiment sous étude à même la bâtisse jumelée en créant un seul lot;

Considérant qu'en créant un seul lot à même la bâtisse jumelée nous retrouvons à l'étage un restaurant (La Chaudronnée) et deux (2) logements;

Considérant que la réglementation actuelle ne permet pas sur le même étage à la fois un service de restauration et des logements;

Considérant que la disposition précitée existe pour des questions de sécurité et d'incendie;

Considérant que, par contre, les logements sont séparés du restaurant par un mur coupe-feu déjà existant;

Considérant qu'il s'agit d'une situation existante;

Considérant que des détecteurs de chaleur sont installés dans les deux (2) restaurants et reliés aux logements comme avertisseur;

Considérant que deux (2) systèmes de gicleurs (CO_2) sont installés au-dessus des hottes de cuisines des restaurants (La Chaudronnée et Faubourg Des Forges);

Considérant que le requérant est dans l'impossibilité de respecter la réglementation existante;

Considérant que la dérogation mineure demandée ne porte pas préjudice aux droits de jouissance des propriétés voisines;

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le maire suppléant Alain Carrier, et unanimement résolu d'accorder la dérogation mineure demandée pour l'immeuble situé à l'angle des rues Lindsay et Des Forges, portant les numéros civiques 336 rue Lindsay et 143/145 rue Des Forges, qui consiste à permettre qu'un restaurant avec cuisine ainsi que deux (2) logements soient opérés sur un même étage et ce, à l'étage dudit bâtiment.

ADOPTÉ

75/1/94 - Acceptation d'un changement d'usage du bâtiment situé au 143 Des Forges - P.I.I.A.

Considérant qu'une demande d'autorisation pour un nouvel usage commercial au 143 rue Des Forges a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment est localisé dans une zone soumise aux critères d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que le commerce de détail (Général Bearing) au 143 rue Des Forges est remplacé par l'agrandissement du restaurant au rez-de-chaussée de Le Faubourg Des Forges;

Considérant qu'aucune rénovation extérieure n'est effectuée;

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville accepte le nouvel usage "restaurant", considérant l'agrandissement de Le Faubourg Des Forges sur une partie du deuxième étage du bâtiment situé au 143 rue Des Forges et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉ

76/1/94 - Délégation de membres du Conseil - Congrès de l'U.M.Q.

Il est proposé par le conseiller Guy Dubreuil, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras, Mesdames les conseillères Odette Bélanger Marcotte et Réjeanne Viens, Messieurs les conseillers Gilles Fontaine, Réjean Gosselin, Réal Sawyer et Jean-Guy Spénard, ainsi que Monsieur le directeur général Marc-Yves Beaulieu soient autorisés à participer au congrès de l'Union des municipalités du Québec qui se tiendra à Québec les 5, 6 et 7 mai 1994.

MM. Guy Drouin et Réal Jean, conseillers, agiront à titre de substituts.

ADOPTÉ

77/1/94 - Campagne de financement - Fondation des maladies du coeur

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise la Fondation des maladies du coeur de la région de Drummond à tenir sa campagne de financement en février 1994.

ADOPTÉ

78/1/94 - Activité pour la dystrophie musculaire - Ass. Harley Owners Group

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Luc Teasdale, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Association Harley Owners Group à tenir une activité le 6 août 1994 pour la dystrophie musculaire, le tout conformément à la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

De plus, la Ville autorise la fermeture de la rue St-Edgar, entre la rue Jean-de-Lalande et le boulevard Jean-de-Brébeuf.

Les organisateurs devront également se conformer à toute la réglementation municipale en ce qui concerne le bruit et le bon ordre.

ADOPTÉ

79/1/94 - Emprunt de 26 500 $ au fonds de roulement

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville emprunte une somme de 26 500 $ à son fonds de roulement pour l'aménagement du garage municipal (bloc 41) et de bureaux à l'hôtel de ville.

Cet emprunt est remboursable sur une période de 5 ans et de la façon suivante:

- 5 300 $ en 1995
- 5 300 $ en 1996
- 5 300 $ en 1997
- 5 300 $ en 1998
- 5 300 $ en 1999.

ADOPTÉ

80/1/94 - Participation financière de la Ville - Prévention des inondations de la rivière St-François

Attendu que la Ville de Drummondville juge important que les municipalités situées en bordure de la rivière St-François participent à un programme de prévention des inondations;

Attendu que la Ville de Drummondville participe financièrement aux travaux de prévention des inondations à chaque printemps;

Attendu que les municipalités de St-Nicéphore, St-Charles-de-Drummond et Drummondville sont d'avis que l'expérience doit être répétée;

Attendu que la municipalité de St-Nicéphore a déjà procédé à un appel d'offres pour les travaux de prévention des inondations et que les coûts dénoncés sont de l'ordre de 72 980,00 $ + TPS + TVQ, pour un total de 81 212,14 $;

Attendu qu'une demande financière est adressée au ministère de l'Environnement afin d'obtenir une participation de 40 606,00 $;

Attendu que la participation financière de chacune des municipalités sera répartie comme suit:

- Ville de Drummondville	13 535,00 $
- Municipalité de St-Charles-de-Drummond	13 535,00 $
- Municipalité de St-Nicéphore	13 536,14 $;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville participe financièrement aux travaux de prévention des inondations de la rivière St-François pour le printemps 1994 et ce pour une somme maximale de 13 535,00 $.

De plus, cette participation est conditionnelle à l'obtention d'une subvention du ministère de l'Environnement du Québec pour la réalisation desdits travaux.

ADOPTÉ

81/1/94 - Protocole de reconnaissance et de gestion avec la Corporation du Centre Culturel de Drummondville

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance et de gestion avec la Corporation du Centre Culturel de Drummondville Inc.

INITIALES DE LA MAIRESSE
24
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Le protocole d'entente est valable pour l'année 1994 et comprend le versement d'une subvention de 470 500 $.

ADOPTÉ

82/1/94 - **Protocole d'entente avec le Centre communautaire St-Pierre Inc.**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Centre communautaire St-Pierre Inc. pour la gestion et l'animation du Centre communautaire de Grantham.

Le protocole d'entente est valable pour une durée de 3 ans, soit du 1er janvier 1994 au 31 décembre 1996, et comprend le versement d'une subvention de 47 600 $.

ADOPTÉ

83/1/94 - **Protocole de reconnaissance avec le Centre communautaire St-Pierre**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec le Centre communautaire St-Pierre Inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 1994 et comprend le versement d'une subvention de 10 000 $.

ADOPTÉ

84/1/94 - **Protocole de reconnaissance avec la Corporation de Développement Communautaire Drummond Inc.**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec la Corporation de Développement Communautaire Drummond Inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 1994 et comprend le versement d'une subvention de 25 000 $.

ADOPTÉ

85/1/94 - **Addenda au contrat de location avec la Corporation de Développement Communautaire Drummond Inc.**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un addenda au contrat de location intervenu avec la Corporation de Développement Communautaire Drummond Inc.

ADOPTÉ

86/1/94 - Protocole d'entente avec la Chambre de Commerce du Comté de Drummond

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec la Chambre de Commerce du Comté de Drummond.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 1994 et comprend le versement d'une subvention de 30 000 $.

ADOPTÉ

87/1/94 - Contrat de location avec le Festival mondial de folklore drummond

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat de location avec le Festival mondial de folklore drummond inc. pour l'utilisation de locaux à l'édifice Thomas-Louis Gauthier durant l'année 1994.

ADOPTÉ

88/1/94 - Protocole d'entente avec le Carnaval des Neiges de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le maire suppléant Alain Carrier, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Carnaval des Neiges de Drummondville Inc. pour l'édition 1994. Une subvention de 7 000 $ est prévue audit protocole d'entente.

ADOPTÉ

89/1/94 - Protocole de reconnaissance avec le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc.

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 1994 et comprend le versement d'une subvention de 57 700 $.

ADOPTÉ

90/1/94 - Protocole de reconnaissance avec le Centre Communautaire de Drummondville-Sud Inc.

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec le Centre Communautaire de Drummondville-Sud Inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 1994 et comprend le versement d'une subvention de 12 000 $.

ADOPTÉ

91/1/94 - **Protocole de gestion avec le Centre Communautaire de Drummondville-Sud Inc. - Résidence St-Simon (La Source)**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de gestion avec le Centre Communautaire de Drummondville-Sud Inc. pour la Résidence St-Simon (La Source).

Le protocole d'entente est valable pour l'année 1994 et comprend le versement d'une subvention de 10 000 $.

ADOPTÉ

92/1/94 - **Protocole de reconnaissance avec le Club des Loisirs Ste-Thérèse**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Luc Teasdale, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec le Club des Loisirs Ste-Thérèse Inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 1994 et comprend le versement d'une subvention de 3 200 $.

ADOPTÉ

93/1/94 - **Protocole de reconnaissance avec Les Loisirs Drummondville-Ouest**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec Les Loisirs Drummondville-Ouest Inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 1994 et comprend le versement d'une subvention de 3 000 $.

ADOPTÉ

94/1/94 - **Protocole de reconnaissance avec Les Loisirs St-Joseph de Drummondville Inc.**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec Les Loisirs St-Joseph de Drummondville Inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 1994 et comprend le versement d'une subvention de 15 000 $.

ADOPTÉ

95/1/94 - **Bail avec Les Alcooliques Anonymes, section L'intergroupe**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un bail avec Les Alcooliques Anonymes, section L'intergroupe, pour l'utilisation du chalet Bernier durant l'année 1994.

ADOPTÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

96/1/94 - **Abrogation de la résolution no. 102/2/92 du 17 février 1992 (vente du lot 126-3-415 - Prolongement de la rue Fauteux)**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la résolution no. 102/2/92 du 17 février 1992 soit abrogée à toutes fins que de droit (vente du lot 126-3-415 (parcelle Q) - Prolongement de la rue Fauteux).

ADOPTÉ

97/1/94 - **Affiliation de la Ville au Conseil régional de loisir Centre du Québec Inc.**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville renouvelle son affiliation au Conseil régional de loisir Centre du Québec Inc. et ce pour l'année 1994. Cette affiliation représente une somme de 1 038 $.

ADOPTÉ

98/1/94 - **Subvention de 6 000 $ - Maison des Jeunes de Drummondville**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 6 000 $ à la Maison des Jeunes de Drummondville à titre de subvention 1994.

ADOPTÉ

99/1/94 - **Subvention de 12 500 $ - Ensemble folklorique Mackinaw**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 12 500 $ à l'Ensemble folklorique Mackinaw à titre de subvention 1994.

ADOPTÉ

100/1/94 - **Acceptation du compte rendu (18/1/94) - Comité de transp. en commun**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de transport en commun tenue le 18 janvier 1994 soit accepté tel que rédigé et que copie soit déposée aux archives.

ADOPTÉ

101/1/94 - **Acceptation du procès-verbal (19/1/94) - C.C.U.**

Il est proposé par le conseiller Réjean Gosselin, appuyé par le conseiller Luc Teasdale, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 19 janvier 1994 pour le secteur de Grantham soit accepté tel que rédigé et que copie soit déposée aux archives.

ADOPTÉ

102/1/94 - **Acceptation du compte rendu (19/1/94) - Comité de Circulation**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de Circulation tenue le 19 janvier 1994 soit accepté tel que rédigé, à l'exception de l'item no. 3, et que copie soit déposée aux archives.

ADOPTÉ

103/1/94 - **Acceptation du plan de signalisation proposé dans le rapport du 29 novembre 1993**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville accepte le plan de signalisation proposé dans le rapport sur l'étude de circulation dans le secteur des rues Jogues, Goupil et St-Rodolphe daté du 29 novembre 1993, ainsi que l'ajout de 4 arrêts, et que ledit plan de signalisation soit mis en application.

ADOPTÉ

104/1/94 - **Vente d'une partie du lot 613 à Mme Mariette Beauvilliers et M. Alphonse Marchand**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente en faveur de Dame Mariette Beauvilliers et M. Alphonse Marchand. Cette vente affecte une partie du lot 613 du quartier Est de la Ville de Drummondville et est consentie pour le prix de 2,00 $ le pied carré ou 21,53 $ le mètre carré pour une superficie d'environ 2 542 pieds carrés ou 236,16 mètres carrés.

Les frais de description technique et notariés sont à la charge des acquéreurs.

ADOPTÉ

105/1/94 - **Avenant no. 2 (police no. 20584) de la compagnie d'assurance Zurich du Canada (assurance des biens de la Ville)**

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville l'avenant no. 2 (police no. 20584) de la compagnie d'assurance Zurich du Canada relativement à l'assurance des biens de la Ville.

ADOPTÉ

106/1/94 - **Entente avec la S.H.Q. pour l'application du programme PRIL +**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente avec la Société d'habitation du Québec pour l'application du programme PRIL +.

ADOPTÉ

107/1/94 - **Entente avec la S.H.Q. pour l'application du programme réparAction**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente avec la Société d'habitation du Québec pour l'application du programme réparAction.

ADOPTÉ

108/1/94 - **Demande à la F.C.M. - C.N. assume les frais d'entretien et de déneigement des routes aux passages à niveau publics**

Considérant que la Ville de Drummondville a, sur son territoire, une voie ferrée utilisée par le Canadien National;

Considérant que la Ville de Drummondville débourse des sommes importantes pour l'entretien des passages à niveau plus particulièrement pour le déneigement;

Considérant que, de plus en plus, les coûts rattachés à de tels travaux augmentent;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le maire suppléant Alain Carrier, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville demande à la Fédération canadienne des municipalités qu'elle discute lors de son congrès de l'obligation pour le Canadien National d'assumer les frais d'entretien et de déneigement des routes aux passages à niveau publics.

ADOPTÉ

109/1/94 - **Autorisation au directeur des Services juridiques à aller en appel du jugement rendu dans le dossier no. 405-05-000047-936**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard,
appuyé par le maire suppléant Alain Carrier,
et unanimement résolu:

1° que la Ville de Drummondville porte en appel la décision rendue par le juge Denis Durocher dans le dossier 405-05-000047-936 de la Cour supérieure du district de Drummond et opposant la Ville de Drummondville à la compagnie 2840-5348 Québec Inc.;

2° que la direction des Services juridiques de la Ville soit et est par la présente autorisée à poser tout geste nécessaire ou utile à cette fin.

Votent **POUR**	Vote **CONTRE**
M. Alain Carrier	M. Denis Savoie
M. Pierre-Yvan Aubé	
Mme Odette Bélanger Marcotte	
M. Guy Drouin	
M. Guy Dubreuil	
M. Gilles Fontaine	
M. Réjean Gosselin	
M. Réal Jean	
M. Robert Lafrenière	
M. Réal Sawyer	
M. Jean-Guy Spénard	
M. Luc Teasdale	
Me Céline Trottier	
Mme Réjeanne Viens	

ADOPTÉ

Le maire suppléant Alain Carrier précise que la Ville doit être cohérente avec la décision déjà prise dans un dossier similaire. Cependant, il souhaite que l'on étudie le jugement rendu par le juge Durocher et que l'on prenne tous les moyens nécessaires pour s'assurer les meilleures chances possibles.

Le conseiller Denis Savoie se déclare dissident et logique avec la position qu'il a prise dans un dossier similaire.

Le conseiller Guy Drouin et la conseillère Céline Trottier sont d'avis que la Ville doive poursuivre les procédures.

Selon Mme Francine Ruest-Jutras la Ville a des pouvoirs qui lui sont conférés en vertu de l'article 414.4 de la Loi sur les Cités et Villes. Elle se dit heureuse de la décision du Conseil.

110/1/94 - **Avis de motion d'un règlement (no. 2296) - Plan d'urbanisme**

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement (no. 2296) amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080 dans le but de soustraire les terrains situés à l'angle du boulevard St-Joseph et de la rue Mélançon (côté sud) d'une affectation de type "résidentiel, moyenne densité 1" pour les inclure dans une affectation de type "résidentiel, moyenne densité 2".

111/1/94 - **Dispense de lecture du règlement no. 2296**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2296 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080 dans le but de soustraire les terrains situés à l'angle du boulevard St-Joseph et de la rue Mélançon (côté sud) d'une affectation de type "résidentiel, moyenne densité 1" pour les inclure dans une affectation de type "résidentiel, moyenne densité 2", dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

112/1/94 - **Avis de motion d'un règlement (no. 2297) - Zonage**

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement (no. 2297) amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier le plan de zonage afin de créer une nouvelle zone résidentielle H03-28 formée des terrains situés à l'angle sud du boulevard St-Joseph et de la rue Mélançon et d'y permettre la classe d'usages h3 et de modifier les grilles des usages et normes pour y ajouter la nouvelle zone résidentielle H03-28 et y permettre la classe d'usages h3 (multiplex 12 logements) ainsi que les normes afférentes à cette classe d'usages.

113/1/94 - **Dispense de lecture du règlement no. 2297**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2297 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier le plan de zonage afin de créer une nouvelle zone résidentielle H03-28 formée des terrains situés à l'angle sud du boulevard St-Joseph et de la rue Mélançon et d'y permettre la classe d'usages h3 et de modifier les grilles des usages et normes pour y ajouter la nouvelle zone résidentielle H03-28 et y permettre la classe d'usages h3 (multiplex 12 logements) ainsi que les normes afférentes à cette classe d'usages, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

114/1/94 - **Avis de motion d'un règlement - Construction d'une piscine pour le secteur sud de la Ville**

La conseillère Céline Trottier donne avis de motion d'un règlement décrétant un emprunt n'excédant pas 200 000 $ et prévoyant la construction d'une piscine pour le secteur sud de la Ville.

Travaux	177 500 $
Honoraires professionnels	17 500
Frais de financement	5 000
TOTAL - EMPRUNT:	200 000 $

115/1/94 - **Avis de motion d'un règlement - Programme de revitalisation (quartier St-Joseph)**

Le conseiller Réal Jean donne avis de motion d'un règlement prévoyant l'adoption d'un programme de revitalisation pour favoriser la construction résidentielle ou commerciale et la restauration desdits immeubles dans le quartier St-Joseph.

116/1/94 - **Avis de motion d'un règlement - Amendement au règl. no. 2293 (excl. des coopératives d'habitation du prog. de revitalisation)**

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement modifiant le règlement no. 2293 de façon à exclure les coopératives d'habitation du programme de revitalisation.

117/1/94 - **Avis de motion d'un règlement - Lieu de résidence des policiers**

Le conseiller Guy Drouin donne avis de motion d'un règlement visant à déterminer le lieu de résidence des policiers de la Ville de Drummondville.

118/1/94 - **Adoption du règlement no. 2286 - Plan d'urbanisme**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2286 a été donné (réf: 41/1/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no. 2286 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080 dans le but de modifier l'affectation au sol de l'espace de terrain situé en bordure de la rue Perron (côté nord-est) entre les rues Paris et Hains de "commerciale régionale et artérielle" à "résidentielle de moyenne densité 1" et celle du lot 13 Ptie situé le long de la rivière St-François entre la limite du terrain du Centre Hospitalier Georges Frédéric et le prolongement de la rue Marler de type "public et institutionnel, catégorie 1 (usages institutionnels, administratifs et récréatifs)" au type "public et institutionnel, catégorie 2 (utilités et services publics)".

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2286 et ce de 9 heures à 19 heures le 1er février 1994.

119/1/94 - **Adoption du règlement no. 2287 - Zonage**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2287 a été donné (réf: 43/1/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no. 2287 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier le plan de zonage pour créer une nouvelle zone résidentielle (H02-58) avec classe d'usages h3 à même une partie de la zone commerciale C02-37 (terrains localisés en bordure de la rue Perron (côté nord-est) entre les rues Paris et Hains) et d'ajouter cette nouvelle zone dans les grilles des usages et normes avec la classe d'usages permise et des normes afférentes.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

120/1/94 - Adoption du règlement no. 2288 - Zonage

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2288 a été donné (réf: 45/1/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no. 2288 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier le plan de zonage afin de créer une nouvelle zone d'utilités publiques (U01-58) formée des terrains longeant la rivière St-François entre la limite du terrain du Centre Hospitalier Georges Frédéric et le prolongement de la rue Marler faisant partie de la zone communautaire P01-24 et d'y permettre la classe d'usages u2 et de modifier les grilles des usages et normes pour y ajouter la nouvelle zone d'utilités publiques U01-58, la classe d'usages u2 avec l'usage "station de pompage" exclusivement permis.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

121/1/94 - Adoption du règlement no. 2289 - Zonage

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2289 a été donné (réf: 47/1/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no. 2289 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier l'article 10.5.4 a) relatif aux enseignes de la catégorie "E" rattachées au bâtiment afin de permettre une enseigne sur boîtier au-dessus des îlots de pompes à essence.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le maire suppléant Alain Carrier, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2289 et ce de 9 heures à 19 heures le 1er février 1994.

122/1/94 - Adoption du règlement no. 2290 - Zonage

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2290 a été donné (réf: 49/1/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no. 2290 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de rajouter à l'article 5.2.1.1 g) la zone commerciale du centre-ville C06-58 à la liste des zones où il est permis l'empiètement des balcons et galeries situés aux étages supérieurs au rez-de-chaussée dans l'emprise de la voie publique.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2290 et ce de 9 heures à 19 heures le 21 février 1994.

123/1/94 - Adoption du règlement no. 2294 - Zonage

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2294 a été donné (réf: 51/1/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no. 2294 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier la grille des usages et normes de la zone industrielle I02-49 pour inclure dans cette zone les usages "écoles de camionnage" et "courtiers en douanes" comme usages spécifiquement permis.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2294 et ce de 9 heures à 19 heures le 21 février 1994.

124/1/94 - Adoption du règlement no. 2295 - Zonage

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2295 a été donné (réf: 53/1/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no. 2295 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de supprimer la disposition relative à l'obligation de présenter au Conseil tous les changements d'usages et de destination d'un immeuble dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2295 et ce de 9 heures à 19 heures le 1er février 1994.

125/1/94 - Adoption du règlement no. 2308 - Travaux d'égouts et d'aqueduc 1994

Lecture est donnée du règlement no. 2308 décrétant un emprunt de 200 000 $ pour l'exécution en 1994 de travaux d'égouts et d'aqueduc dans la Ville de Drummondville.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2308 et ce de 9 heures à 19 heures le 1er février 1994.

126/1/94 - **Adoption du règlement no. 2309 - Achat de machinerie & d'équip.**

Lecture est donnée du règlement no. 2309 décrétant un emprunt de 376 500 $ pour l'achat en 1994 de machinerie et d'équipements pour le Service des travaux publics et le Service de la sécurité publique de la Ville de Drummondville.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2309 et ce de 9 heures à 19 heures le 1er février 1994.

Informations des membres du Conseil

Statistiques - Commission de transport en commun (M. Réal Jean)

Le conseiller Réal Jean présente des statistiques sur le transport en commun et informe la population que la clientèle a augmenté de 2,54% en 1993.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Aucune personne présente ne pose de questions.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu **lundi le 7 février 1994.**

127/1/94 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le maire suppléant Alain Carrier, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Thérèse Caporet
Greffière.

Françoise Bruneau Julien
Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
35
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

7 février 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 7 février 1994 à 19h15, sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Odette Bélanger Marcotte
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et environnement urbain
Mme Anik Bonvouloir, urbaniste.

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

128/2/94 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Guy Dubreuil, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

Madame la mairesse explique la procédure de consultation publique édictée par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et précise la nature et l'objet des projets de règlements suivants:

- Règlement no. 2296 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080 dans le but de soustraire les terrains situés à l'angle du boulevard St-Joseph et de la rue rue Mélançon (côté sud) d'une affectation de type "résidentiel, moyenne densité 1" pour les inclure dans une affectation de type "résidentiel, moyenne densité 2";

INITIALES DE LA MAIRESSE
36
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

- **Règlement no. 2297** amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier le plan de zonage afin de créer une nouvelle zone résidentielle (H03-28) formée des terrains situés à l'angle sud du boulevard St-Joseph et de la rue Mélançon et d'y permettre la classe d'usages h3 et de modifier les grilles des usages et normes pour y ajouter la nouvelle zone résidentielle H03-28 et y permettre la classe d'usages h3 (multiplex 12 logements) ainsi que les normes afférentes à cette classe d'usages.

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

129/2/94 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Thérèse Lagolet
Greffière.

Jeanne Brunet Dion
Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
37
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

7 février 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 7 février 1994, **sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras;** cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no. 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Odette Bélanger Marcotte
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et environnement urbain
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

Madame la mairesse souhaite la bienvenue à M. Philippe Chagnon, étudiant au CÉGEP de Drummondville qui, dans le cadre des activités du 75e anniversaire de l'Union des municipalités du Québec, participe au projet "Le jeune Conseil".

130/2/94 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel, après y avoir ajouté les items suivants:

39B. Nomination d'une nouvelle rue (M. Gilles Fontaine)
40A. Fermeture de rues - Carnaval des Neiges (Me Céline Trottier)
40B. Félicitations - Tournoi international de hockey midget (Me Céline Trottier)
40C. Pétition (M. Pierre-Yvan Aubé)
40D. Paiement des taxes (M. Jean-Guy Spénard)
40E. Signalisation secteur sud (M. Réal Jean).

ADOPTÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

131/2/94 - **Adoption du procès-verbal - Ass. publ. cons. du 24 janvier 1994**

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 24 janvier 1994 à 19h00 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

132/2/94 - **Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 24 janvier 1994**

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 24 janvier 1994 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

Proclamation - "MOIS DU COEUR"

Madame la mairesse proclame le mois de février "MOIS DU COEUR" et invite la population à appuyer la Fondation des maladies du coeur du Québec.

C O R R E S P O N D A N C E:

La greffière fait mention aux membres du Conseil de la réception d'une lettre de félicitations et d'une offre de services, ainsi que d'une pétition dont le conseiller Pierre-Yvan Aubé traitera au cours de la présente séance du Conseil.

133/2/94 - **Acceptation des comptes**

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 24 janvier au 7 février 1994, lesquels comptes totalisent la somme de 2 649 354,46 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

134/2/94 - **Appui à la Société sylvicole Arthabaska-Drummond inc. - Forêt privée**

Considérant que 370 municipalités au Québec comptent sur les ressources de la forêt privée pour assurer leur développement;

Considérant que l'aménagement de la forêt privée crée de la richesse et génère de l'activité économique à court, moyen et long terme;

Considérant que la forêt privée est un élément indissociable du développement durable;

Considérant que la forêt privée occupe les terres les plus productives, les plus accessibles et les mieux situées par rapport aux usines de transformation et aux agglomérations urbaines;

Considérant qu'un aménagement intensif de la forêt privée contribue à améliorer la compétitivité de l'industrie des produits forestiers;

INITIALES DE LA MAIRESSE
39
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

En conséquence, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville demande aux gouvernements du Canada et du Québec que ses représentants gouvernementaux s'assoient et travaillent avec les représentants des propriétaires de lots boisés, de l'industrie des produits forestiers, du monde municipal et les autres intervenants pour trouver et appliquer des solutions durables au développement de la forêt privée.

ADOPTÉ

135/2/94 - Tenue de la Marche du Pardon le 1er avril 1994

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise la tenue de la Marche du Pardon le 1er avril 1994, le tout selon un parcours approuvé par le Service de la sécurité publique de la Ville et en conformité avec la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉ

136/2/94 - Entente avec la S.H.Q. - Programme VIRAGE-RÉNOVATION

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le maire suppléant Alain Carrier, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente avec la Société d'habitation du Québec pour l'application du programme VIRAGE-RÉNOVATION.

ADOPTÉ

137/2/94 - Protocole d'entente avec Les Jumelages et Échanges socio-culturels

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec Les Jumelages et Échanges socio-culturels de Drummondville Inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 1994 et comprend le versement d'une subvention de 8 000 $.

ADOPTÉ

138/2/94 - Mandat à H.B.A. - Analyse du problème de chauffage au C.I.D.C.S.G.

Il est proposé par le conseiller Réjean Gosselin, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme d'ingénieurs-conseils Hamel, Beaulieu & Associés aux fins d'analyser le problème de chauffage au Centre d'Information Documentaire Côme Saint-Germain, de proposer des solutions et de soumettre une demande de conversion au gaz naturel dans le cadre du programme énergétique.

Le montant des honoraires professionnels est fixé à 4 800 $.

ADOPTÉ

139/2/94 - Subvention de 3 500 $ - Orchestre symphonique de Drummondville

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 3 500 $ à l'Orchestre symphonique de Drummondville à titre de subvention 1994.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec l'organisme.

ADOPTÉ

140/2/94 - **Subvention de 1 000 $ - CÉGEP de Drummondville**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 000 $ au CÉGEP de Drummondville pour la bourse étudiante 1994 remise à la personnalité étudiante de l'année.

ADOPTÉ

Le conseiller Réal Sawyer mentionne que l'ex-municipalité de Grantham donnait également une bourse.

Mme Francine Ruest-Jutras précise que l'an prochain le dossier sera réévalué afin de préciser les critères d'éligibilité des étudiants.

141/2/94 - **Subvention de 2 500 $ - Association des Clubs d'Entrepreneurs Étudiants du Québec**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 2 500 $ à l'Association des Clubs d'Entrepreneurs Étudiants du Québec à titre de subvention 1994.

ADOPTÉ

142/2/94 - **Subvention de 300 $ - Les Grands du Sport**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 300 $ à Les Grands du Sport à titre de subvention 1994.

ADOPTÉ

143/2/94 - **Subvention de 200 $ - Ensemble vocal Do-Ados Inc.**

Il est proposé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 200 $ à l'Ensemble vocal Do-Ados Inc. à titre de subvention 1994.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec l'organisme.

ADOPTÉ

144/2/94 - **Subventions de déneigement - Stationnements privés**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville accorde les subventions suivantes à certains organismes pour le déneigement de leurs stationnements pour la période se terminant le 31 décembre 1994:

Organismes	1er versement (15 mars 1994)	2e versement (6 décembre 1994)
Benoit & Frère	248 $	247 $
Canadian Tire	930	930
Centre Récréatif St-Jean-Baptiste	470	470
Église St-Georges	352	352
Fabrique Christ-Roi	572	572
Fabrique St-Pie X	1 831	1 831
Fabrique St-Joseph	2 315	2 316
Fabrique St-Jean-Baptiste	547	547
Fabrique St-Simon	987	986
Fabrique Ste-Thérèse	285	286
Fabrique St-Pierre & St-Paul	1 925	1 925
Fabrique St-Philippe	1 428	1 428
	11 890 $	11 890 $

Total des subventions: 23 780 $

ADOPTÉ

145/2/94 - **Subvention de 100 $ - Semaine interrégionale du théâtre scolaire**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ au comité organisateur de la Semaine interrégionale du théâtre scolaire par les jeunes et pour tous.

ADOPTÉ

146/2/94 - **Nomination de Me Céline Trottier et M. Robert Lafrenière - Conseil d'administration de la Régie intermunicipale de la Cité des Loisirs**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise la conseillère Céline Trottier et le conseiller Robert Lafrenière à siéger au sein du conseil d'administration de la Régie intermunicipale de la Cité des Loisirs à titre de représentants de la Ville.

ADOPTÉ

147/2/94 - **Délégation de M. Gilles Fontaine, M. Réjean Gosselin, M. Michel Blanchette et Mme Gisèle Ménard - Colloque de l'AQU**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que MM. Gilles Fontaine et Réjean Gosselin, conseillers, ainsi que Mme Gisèle Ménard, présidente du Comité consultatif d'urbanisme, et M. Michel Blanchette, directeur adjoint au Service de la planification du territoire, soient autorisés à participer au colloque de l'Association québécoise d'urbanisme qui se tiendra à Magog-Orford le 19 mars 1994.

ADOPTÉ

Madame la mairesse souligne également que la conseillère Réjeanne Viens et Mme Anik Bonvouloir, urbaniste, agiront à titre de conférencières lors du colloque de l'AQU.

148/2/94 - **Amendement à la résolution no. 35/1/94 - Inspecteurs régionaux adjoints**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la résolution no. 35/1/94 du 10 janvier 1994 soit amendée de façon à ajouter les inspecteurs en bâtiment à la liste des personnes autorisées à agir à titre d'inspecteurs régionaux adjoints et comme signataires des permis de construction.

ADOPTÉ

149/2/94 - **Programme d'échanges d'emplois d'été - Association Québec-France**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville participe au programme d'échanges d'emplois d'été organisé par l'Association Québec-France pour l'été 1994.

ADOPTÉ

150/2/94 - **Acceptation du compte rendu (3/2/94) - Comité de transp. en commun**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de transport en commun tenue le 3 février 1994 soit accepté tel que rédigé et que copie soit déposée aux archives.

ADOPTÉ

151/2/94 - **Acceptation du procès-verbal (2/2/94) - C.C.U.**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 2 février 1994 soit accepté tel que rédigé et que copie soit déposée aux archives.

ADOPTÉ

152/2/94 - **Acceptation d'un changement d'usage pour l'immeuble situé au 332 Lindsay - P.I.I.A.**

Considérant qu'une demande visant à obtenir l'autorisation d'aménager et d'exercer un nouveau commerce de "transfert d'accommodation" entre particuliers pour des véhicules au 332 rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est localisé à l'intérieur des limites du centre-ville et qu'en conséquence, tout nouvel usage est soumis aux critères du plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que le nouvel usage commercial projeté de type "bureau de transfert d'accommodation" est conforme à la réglementation d'urbanisme applicable;

Considérant qu'aucun aménagement extérieur ne sera réalisé;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville accepte le nouvel usage commercial de type "transfert d'accommodation" entre particuliers pour les véhicules au 332 rue Lindsay et ce, dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉ

Dépôt des certificats relatifs aux règlements nos 2286, 2289, 2295, 2308 et 2309

Conformément à la loi, la greffière dépose les certificats concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur les règlements suivants:

- règlement no. 2286 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080;
- règlement no. 2289 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850;
- règlement no. 2295 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850;
- règlement no. 2308 décrétant un emprunt de 200 000 $ pour l'exécution en 1994 de travaux d'égouts et d'aqueduc dans la Ville de Drummondville;
- règlement no. 2309 décrétant un emprunt de 376 500 $ pour l'achat en 1994 de machinerie et d'équipements pour le Service des travaux publics et le Service de la sécurité publique de la Ville de Drummondville.

153/2/94 - **Formation des comités**

Madame la mairesse informe la population de la nomination des élus municipaux à titre de présidents et membres de certains comités.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la formation de ces comités soit acceptée et que copie soit annexée au présent procès-verbal pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

ADOPTÉ

Rapport mensuel du Service de planification du territoire - Construction

Le conseiller Gilles Fontaine résume la situation de l'habitation pour le mois de janvier 1994 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 1993.

154/2/94 - **Règlement hors Cour - Dossier "Roger Boivin"**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière,
appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard,
et unanimement résolu:

1° QUE la proposition de règlement hors Cour dans la cause Roger Boivin -vs- Ville de Drummondville (dossier no. 405-05-000097-907 en Cour Supérieure du district de Drummond), soit et est acceptée telle que soumise par Me Martin Bureau, avocat, dans une lettre datée du 7 février 1994 et adressée à la Ville de Drummondville;

2° QUE Me Gérard Guay, notaire, soit et est mandaté afin de préparer tout acte nécessaire à la mise en oeuvre de la susdite entente;

3° QUE la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tout document relatif à l'entente hors Cour et à l'achat d'immeubles qui y est prévu.

ADOPTÉ

155/2/94 - **Entente avec la Société d'Agriculture du District de Drummond**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente avec la Société d'Agriculture du District de Drummond pour l'occupation des locaux au cours de l'année 1994.

De plus, la Ville consent à verser une somme de 3 000 $ à ladite Société en compensation de l'exécution de certains travaux d'aménagement et de réaménagement de certains équipements par la Société dans le cadre de son exposition annuelle.

ADOPTÉ

156/2/94 - **Nomination de M. Mario Ouellette au poste d'enquêteur**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que M. Mario Ouellette soit nommé au poste d'enquêteur au Service de la sécurité publique de la Ville de Drummondville, le tout en conformité avec la convention collective de l'Unité des Policiers de Drummondville Inc.

ADOPTÉ

157/2/94 - Adoption du projet de règlement no. 2312 - Zonage

Il est proposé par le conseiller Réjean Gosselin,
appuyé par le conseiller Gilles Fontaine,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no. 2312 amendant le règlement de zonage municipal no. 6-90 de l'ex-municipalité de Grantham dans le but d'agrandir la zone résidentielle Ru4-052-1 à même une partie de la zone résidentielle Ru4-052, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

158/2/94 - **Avis de motion d'un règlement - Modification des dates des séances du Conseil provisoire pour les mois de mars et août 1994**

Le conseiller Réal Jean donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement no. 819 de façon à modifier le calendrier des séances régulières du Conseil provisoire pour les mois de mars et août 1994.

159/2/94 - **Avis de motion d'un règlement - Travaux de pavage et bordures**

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé donne avis de motion d'un règlement décrétant un emprunt n'excédant pas 455 435 $ pour l'exécution en 1994 de travaux de pavage et bordures sur certaines rues de la Ville de Drummondville.

1. Travaux de bordures	174 960 $
2. Travaux de pavage	228 475
	403 435 $
Honoraires professionnels	40 000
Frais de financement	12 000
TOTAL - EMPRUNT:	455 435 $

160/2/94 - Adoption du règlement no. 2296 - Plan d'urbanisme

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2296 a été donné (réf: 110/1/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no. 2296 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080 dans le but de soustraire les terrains situés à l'angle du boulevard St-Joseph et de la rue Mélançon (côté sud) d'une affectation de type "résidentiel, moyenne densité 1" pour les inclure dans une affectation de type "résidentiel, moyenne densité 2".

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2296 et ce de 9 heures à 19 heures le 21 février 1994.

161/2/94 - Adoption du règlement no. 2297 - Zonage

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2297 a été donné (réf: 112/1/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no. 2297 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier le plan de zonage afin de créer une nouvelle zone résidentielle (H03-28) formée des terrains situés à l'angle sud du boulevard St-Joseph et de la rue Mélançon et d'y permettre la classe d'usages h3 et de modifier les grilles des usages et normes pour y ajouter la nouvelle zone résidentielle H03-28 et y permettre la classe d'usages h3 (multiplex 12 logements) ainsi que les normes afférentes à cette classe d'usages.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

162/2/94 - Adoption du règlement no. 2310 - Travaux municipaux (Rue Robert-Bernard)

Lecture est donnée du règlement no. 2310 décrétant un emprunt de 443 000 $ afin d'exécuter des travaux d'égouts pluvial et domestique, d'aqueduc, de pavage et d'éclairage sur la rue Robert-Bernard, entre le Chemin du Golf et le boulevard René-Lévesque.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le maire suppléant Alain Carrier, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2310 et ce de 9 heures à 19 heures le 22 février 1994.

163/2/94 - Adoption du règlement no. 2311 - Programme de revitalisation (secteur St-Joseph)

Lecture est donnée du règlement no. 2311 décrétant un programme de revitalisation pour le secteur St-Joseph.

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

164/2/94 - Adoption du règlement no. 2313 - Aménagement d'une piscine (secteur sud)

Lecture est donnée du règlement no. 2313 décrétant un emprunt de 200 000 $ pour l'aménagement d'une piscine dans le secteur sud de la Ville de Drummondville.

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
46
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2313 et ce de 9 heures à 19 heures le 22 février 1994.

La conseillère Céline Trottier remercie tous les membres du Conseil de l'appui accordé au développement du secteur sud de la Ville.

165/2/94 - **Adoption du règlement no. 2314 - Amendement au règlement no. 2293 (exclusion des coopératives d'hab. du programme de revitalisation)**

Lecture est donnée du règlement no. 2314 modifiant le règlement no. 2293 de façon à exclure les coopératives d'habitation du programme de revitalisation pour le centre-ville.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

166/2/94 - **Nomination de la rue "Ilot Fradet" - Collectivité du Boisé Messier**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de la rue "Ilot Fradet" portant le numéro de cadastre P.792-1 du Canton de Wickham et située dans le développement domiciliaire Collectivité du Boisé Messier.

ADOPTÉ

Informations des membres du Conseil

Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du Conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à:

- M. Alain Bergeron, frère de M. Richard Bergeron, employé au Service des travaux publics;
- la famille de M. Gérard Lemay, ex-employé au Service des travaux publics.

Fermeture de rues - Carnaval des Neiges (Me Céline Trottier)

La conseillère Céline Trottier informe la population de la fermeture des rues dans le secteur centre-ville le 13 février 1994 dans le cadre des activités du Carnaval des Neiges.

Félicitations - Tournoi international de hockey midget (Me Céline Trottier)

La conseillère Céline Trottier félicite les organisateurs de la 30e édition du Tournoi international de hockey midget de Drummondville.

Pétition (M. Pierre-Yvan Aubé)

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé fait part de la réception d'une pétition signée par des résidents du secteur St-Jean-Baptiste qui se plaignent du bruit et des travaux qui se font au dépotoir à neige Celanese.

Il assure les plaignants que le dossier sera évalué et qu'il rencontrera les personnes touchées par le problème.

INITIALES DE LA MAIRESSE
47
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

De plus, il traite du gel du réseau d'aqueduc et des fuites d'eau, le tout occasionné par la température, et informe le Conseil et la population qu'une équipe supplémentaire a été affectée au dégel.

Paiement des taxes **(M. Jean-Guy Spénard)**

Le conseiller Jean-Guy Spénard rappelle à la population les modalités de paiement des taxes.

Signalisation secteur sud **(M. Réal Jean)**

Le conseiller Réal Jean souligne le fait qu'une nouvelle signalisation est installée près de l'école St-Simon.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenants: A) **Mme Joan Nicol**
  Sujet: Déversement de neige - Celanese.

  B) **Mme Chantal Dionne - CJDM-FM**
  Sujets: - Programme d'infrastructures
  - Surtaxe.

  C) **M. Gilles Pellerin**
  Sujet: Pistes cyclables.

A) **Mme Joan Nicol**

Mme Joan Nicol résume la pétition qu'elle a déposée au nom de certains résidents du secteur St-Jean-Baptiste. Elle fait état de dommages causés à sa résidence et de la senteur qui se dégage à la fonte des neiges, et souhaite que le Conseil se penche sur la dimension environnementale du problème.

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé assure Mme Nicol qu'un suivi sera donné au dossier.

B) **Mme Chantal Dionne**

- Mme Chantal Dionne désire connaître les intentions du Conseil face au programme d'infrastructures.

  Madame la mairesse souligne que la Ville est prête et que des projets seront soumis au ministère des Affaires municipales pour connaître l'admissibilité.

- Mme Chantal Dionne veut connaître la position de la Ville dans le dossier de la surtaxe.

  Madame la mairesse précise que lors de la préparation du budget, il avait été décidé que la Ville continue d'imposer la surtaxe et ce, tenant compte de l'assurance donnée par le ministre des Affaires municipales.

C) **M. Gilles Pellerin**

M. Gilles Pellerin veut connaître la position de la Ville face à l'utilisation des emprises de la voie ferrée du CP.

Madame la mairesse explique que l'étude a été réalisée, que la Ville entend donner suite au projet des pistes cyclables et que notamment des sommes sont prévues au programme triennal d'immobilisations.

INITIALES DE LA MAIRESSE
48
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

M. Pellerin souligne la possibilité de faire une piste cyclable sur le boulevard Des Pins, entre la rivière St-Germain et le boulevard René-Lévesque. M. Pellerin rappelle également qu'il est impossible actuellement de rejoindre la piste cyclable du boulevard René-Lévesque.

Le conseiller Réal Jean s'engage avec les membres du Comité pistes cyclables à analyser le projet.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu **lundi le 21 février 1994.**

167/2/94 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Réal Sawyer, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Thérèse Cajolet
Greffière.

Jeannine Gauthier
Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
49
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

21 février 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 21 février 1994, **sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras;** cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no. 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Odette Bélanger Marcotte
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Céline Trottier

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et environnement urbain
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

168/2/94 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Luc Teasdale, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel, après y avoir ajouté les items suivants:

56A. Taxes (ex-municipalité de Grantham) (M. Alain Carrier)
56B. Remboursement de la surtaxe (M. Jean-Guy Spénard)
56C. Développement Lapéro-Lemaire (Réal Sawyer).

ADOPTÉ

169/2/94 - Adoption du procès-verbal - Ass. publ. cons. du 7 février 1994

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 7 février 1994 à 19h15 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

170/2/94 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 7 février 1994

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 7 février 1994 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

1- **ENTRETIEN MÉNAGER DES ÉDIFICES MUNICIPAUX (TP-94-01)**
(Soumissions ouvertes le 16 février 1994)

171/2/94

A) **Hôtel de Ville, poste de police et caserne d'incendie (TP-94-01A)**

Soumissionnaires	Prix (taxes inc.)
. MAINTENANCE EUREKA LTÉE 700 rue Des Érables Thetford-Mines	62 202,48 $
. RÉCUPÉRACTION CENTRE DU QUÉBEC INC. 5620 St-Roch Drummondville	39 949,52 $
. ENTRETIEN CHEVALIER RIVE-SUD LTÉE 330 boul. Fiset Sorel	48 963,20 $
. SERVICE DE LAVAGE DYNAMIQUE ENR. 1850 Fradet Drummondville	70 440,24 $
. JULES LOZEAU NETTOYAGE GÉNÉRAL ENR. C.P. 463 Drummondville	43 421,46 $

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la soumission de **Récupéraction Centre du Québec Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

172/2/94

B) **Centre d'information documentaire Côme St-Germain (TP-94-01B)**

Soumissionnaires	Prix (taxes inc.)
. MAINTENANCE EUREKA LTÉE 700 rue Des Érables Thetford-Mines	60 202,48 $
. SERVICES D'ENTRETIEN D'ÉDIFICES PUBLICS & COMMERCIAUX DRUMMOND LTÉE 252 Lorraine Drummondville	30 708,83 $
. SERVICE D'ENTRETIEN RAYMOND LALIBERTÉ & FILS ENR. 184 Paillé Drummondville	60 091,20 $
. RÉCUPÉRACTION CENTRE DU QUÉBEC INC. 5620 St-Roch Drummondville	27 708,72 $

. ENTRETIEN CHEVALIER RIVE-SUD LTÉE 330 boul. Fiset Sorel	56 085,12 $
. SERVICE DE LAVAGE DYNAMIQUE ENR. 1850 Fradet Drummondville	69 438,72 $
. JULES LOZEAU NETTOYAGE GÉNÉRAL ENR. C.P. 463 Drummondville	34 680,41 $

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la soumission de **Récupéraction Centre du Québec Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

173/2/94

C) **Centre Marcel Dionne (TP-94-01C)**

Soumissionnaires	Prix (taxes inc.)
. SERVICES D'ENTRETIEN MORIN ENR. 605 Domaine Francoeur St-Félix-de-Kingsey	5 007,60 $
. SERVICE D'ENTRETIEN RAYMOND LALIBERTÉ & FILS ENR. 184 Paillé Drummondville	8 902,40 $
. RÉCUPÉRACTION CENTRE DU QUÉBEC INC. 5620 St-Roch Drummondville	5 007,60 $
. ENTRETIEN CHEVALIER RIVE-SUD LTÉE 330 boul. Fiset Sorel	4 339,92 $
. SERVICE DE LAVAGE DYNAMIQUE ENR. 1850 Fradet Drummondville	1 335,36 $

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la soumission de **Service de Lavage Dynamique Enr.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

174/2/94

2- **FOURNITURE ET INSTALLATION D'UNE DALLE DE BÉTON DANS LE FILTRE #14 A L'USINE DE TRAITEMENT D'EAU (Soumissions ouvertes le 10 février 1994)**

Soumissionnaires	Prix (taxes inc.)
. JOHN MEUNIER INC. 6290 Perinault Montréal	26 707,20 $
. DEGREMONT INFILCO LTEE 160D boul. St-Joseph Lachine	27 263,60 $

Attendu que la Ville de Drummondville, selon l'article 2, paragraphe L) de cette entente, ne doit utiliser que du personnel ou des ressources extérieures autorisés et désignés par une résolution du présent Conseil;

Attendu que le personnel ou ressources extérieures qui seront affectés à ce programme ont été identifiés par la municipalité;

Attendu que le personnel ou ressources extérieures désignés par la municipalité s'engagent à assumer les responsabilités qui leur sont dévolues et décrites à l'article 2 de ladite entente;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que Mesdames Carmen Houle Hamel et Noella Bernier Hamel, ainsi que M. Martin Boisvert de la section Programmes de la Ville agissent à titre de représentants de la Ville de Drummondville dans le cadre du programme de stimulation de la rénovation résidentielle (VIRAGE-RÉNOVATION) et soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville tous les formulaires requis par ledit programme.

ADOPTÉ

181/2/94 - **Autorisation au Cercle de Fermières de St-Nicéphore - Installation d'une enseigne (aéroport de Drummondville)**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise le Cercle de Fermières de St-Nicéphore à installer une enseigne sur le terrain de l'aéroport de Drummondville pour la période du 18 avril au 2 mai 1994 afin d'annoncer son exposition artisanale, le tout conformément à la réglementation en vigueur dans la municipalité de St-Nicéphore.

ADOPTÉ

182/2/94 - **Vente de pain-partage - Unités scouts et guides de Drummondville**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise les Unités scouts et guides de Drummondville des paroisses St-Jean-Baptiste, St-Pierre et St-Simon à procéder à la vente de pain-partage dans les rues de la Ville les 31 mars et 1er avril 1994.

ADOPTÉ

183/2/94 - **Délégation de MM. Jean-Guy Spénard et Marc-Yves Beaulieu - Colloque "La rémunération dans le secteur municipal"**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville délègue M. Jean-Guy Spénard, conseiller, et M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général, à participer au colloque "La rémunération dans le secteur municipal" qui se tiendra à Montréal le 3 mars 1994.

ADOPTÉ

184/2/94 - **Délégation de MM. Luc Teasdale et Gérald Lapierre - Colloque sur le compostage des déchets municipaux**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que M. Luc Teasdale, conseiller, et M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint au Service au public et environnement urbain de la Ville, soient délégués au colloque sur le compostage des déchets municipaux qui se tiendra à Sherbrooke les 11 et 12 mars 1994.

ADOPTÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

185/2/94 - **Nomination de membres au c.a. de la Corporation du Centre Culturel**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que les personnes suivantes soient nommées au sein du conseil d'administration de la Corporation du Centre Culturel de Drummondville Inc. pour une période de 2 ans:

- M. Michel Letendre, représentant de la population
- M. André Paquin, représentant socio-économique.

ADOPTÉ

186/2/94 - **Entente avec Canadian Bond Rating Service - Étude financière et économique**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que le trésorier ou à défaut l'assistant-trésorier soit et est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente avec la firme Canadian Bond Rating Service pour la réalisation d'une étude financière et économique de la Ville.

ADOPTÉ

187/2/94 - **Acceptation du recueil de politiques de tarification en loisir**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que le recueil de politiques de tarification en loisir proposé pour l'année 1994 soit approuvé et que copie dudit recueil soit annexée à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

ADOPTÉ

188/2/94 - **Addenda au contrat de location intervenu avec M. Jean-Guy Mélançon (Restaurant à l'Olympia Yvan Cournoyer)**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un addenda au contrat de location intervenu avec M. Jean-Guy Mélançon pour l'opération du restaurant à l'Olympia Yvan Cournoyer, lequel addenda prend effet le 1er mars 1994.

ADOPTÉ

189/2/94 - **Protocole de reconnaissance avec le Tournoi Invitation des Vétérans de Drummondville-Sud Inc.**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec le Tournoi Invitation des Vétérans de Drummondville-Sud Inc. et ce pour une période de 5 ans.

ADOPTÉ

190/2/94 - **Protocole de reconnaissance avec Drummond Sports Inc.**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec Drummond Sports Inc. et ce pour une période de 5 ans.

ADOPTÉ

191/2/94 - **Contrat de location avec Drummond Sports Inc. - Opération du bar à l'O.Y.C.**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat de location avec Drummond Sports Inc. pour l'opération du bar à l'Olympia Yvan Cournoyer.

ADOPTÉ

192/2/94 - **Contrat de location avec le Fonds provincial des hockeyeurs élites inc. (pour l'École de hockey spécialisée de Drummondville)**

Il est proposé par la conseilère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat de location avec le Fonds provincial des hockeyeurs élites inc. pour l'École de hockey spécialisée de Drummondville pour l'utilisation de la glace au Centre Marcel Dionne et ce pour l'année 1994.

ADOPTÉ

193/2/94 - **Acte de mainlevée en faveur de Les Cercueils South Durham Ltée**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de mainlevée du droit de résolution créé par Les Cercueils South Durham Ltée, en vertu de l'acte enregistré au bureau d'enregistrement de Drummond sous le numéro 176498, le tout suivant le projet d'acte préparé par Me Pierre Fradet, notaire, et dont copie demeure annexée à la présente pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

ADOPTÉ

194/2/94 - **Modification au salaire des brigadiers scolaires**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise une modification au salaire des brigadiers scolaires de façon à le porter à 110 $ par semaine, le tout rétroactivement au 1er janvier 1994.

ADOPTÉ

195/2/94 - **Modification aux conditions de travail du personnel cadre contractuel**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise une modification aux conditions de travail du personnel cadre contractuel actuellement à l'emploi de la Ville. Toutes les conditions de travail du personnel cadre de la Ville s'appliqueront à cette catégorie d'employés, à l'exception des articles 12 (droits parentaux et avantages sociaux), 13 (assurance invalidité longue durée) et 14 (accidents de travail).

Quant aux articles 6 (prime de remplacement), 17 (formation et perfectionnement) et 18 (reconnaissance d'association et/ou de corporation professionnelle), ils feront l'objet d'une recommandation lors de la formulation d'une demande.

De plus, les articles 16 (protection et privilèges acquis) et 21 (paie de service) ne s'appliquent pas à cette catégorie d'employés.

ADOPTÉ

196/2/94 - **Mandat au Groupe HBA Experts Conseils Inc. - Travaux de nettoyage du collecteur principal (St-Onge)**

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate Le Groupe HBA Experts Conseils Inc. aux fins d'assurer la surveillance des travaux de nettoyage des ponceaux du pluvial du collecteur principal (St-Onge) pour un montant maximum de 4 850 $, plus taxes, et payable à même la retenue de P.N. Rox Ltée et/ou le règlement no. 2-92 de l'ex-municipalité de Grantham.

ADOPTÉ

Le maire suppléant Alain Carrier précise qu'il s'agit de travaux correctifs.

197/2/94 - **Mandat à Sintra Inc. (Région Centre du Québec) - Travaux de nettoyage du collecteur principal (St-Onge)**

Attendu qu'il est urgent de faire des travaux de nettoyage des ponceaux du pluvial du collecteur principal (St-Onge);

Attendu que des soumissions sur invitation ont été demandées;

Attendu que la firme d'ingénieurs Le Groupe HBA Experts Conseils Inc. a recommandé de retenir le plus bas soumissionnaire, soit Sintra Inc. (Région Centre du Québec);

Il est proposé par le maire suppléant Alain Carrier, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Sintra Inc. (Région Centre du Québec) aux fins d'effectuer les travaux de nettoyage des ponceaux du pluvial du collecteur principal (St-Onge) pour un montant maximum de 24 500 $, plus taxes, et d'affecter un montant maximum de 15 000 $, plus taxes, pour la fourniture de machinerie, le tout payable à même la retenue de P.N. Rox Ltée et/ou le règlement no. 2-92 de l'ex-municipalité de Grantham.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec la firme Sintra Inc. (Région Centre du Québec pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

198/2/94 - **Mandat au Groupe HBA Experts Conseils Inc. - Surveillance des travaux (Les Jardins des Galeries)**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe HBA Experts Conseils Inc. aux fins d'assurer la surveillance des travaux exécutés sur les rues portant les numéros de cadastre 172-306, 172-307 et 172-308 dans le développement domiciliaire Les Jardins des Galeries. Les honoraires professionnels sont à la charge du promoteur.

ADOPTÉ

199/2/94 - **Mandat à Les Laboratoires Shermont Inc. - Analyse des travaux dans Les Jardins des Galeries**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont Inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour la réalisation des travaux sur les rues portant les numéros de cadastre 172-306, 172-307 et 172-308 dans le développement domiciliaire Les Jardins des Galeries. Les honoraires professionnels sont à la charge du promoteur.

ADOPTÉ

200/2/94 - **Mandat au Groupe HBA Experts Conseils Inc. - Surveillance des travaux (Les Jardins du Golf)**

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe HBA Experts Conseils Inc. aux fins d'assurer la surveillance des travaux exécutés sur les rues portant les numéros de cadastre 123-14, 123-15, 124-568 et 124-572 dans le développement domiciliaire Les Jardins du Golf. Les honoraires professionnels sont à la charge du promoteur.

ADOPTÉ

201/2/94 - **Mandat à Les Laboratoires Shermont Inc. - Analyse des travaux dans Les Jardins du Golf**

Il est proposé par le conseiller Guy Dubreuil, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont Inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour la réalisation des travaux sur les rues portant les numéros de cadastre 123-14, 123-15, 124-568 et 124-572 dans le développement domiciliaire Les Jardins du Golf. Les honoraires professionnels sont à la charge du promoteur.

ADOPTÉ

202/2/94 - **Autorisation et mandat au Groupe HBA Experts Conseils Inc. - Travaux exécutés pour le prolongement de la rue des Grands-Ducs**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise le Groupe HBA Experts Conseils Inc. à présenter au ministère de l'Environnement du Québec, pour approbation, les plans (projet no. 12-93) des infrastructures à réaliser pour le prolongement de la rue des Grands-Ducs (Ptie 291) dans le développement domiciliaire La Volière et mandate également cette firme aux fins d'assurer la surveillance des travaux précités. Les honoraires professionnels sont à la charge du promoteur.

ADOPTÉ

203/2/94 - **Mandat à Les Laboratoires Shermont Inc. - Analyse des travaux (Prolongement de la rue des Grands-Ducs)**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont Inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour la réalisation des travaux exécutés pour le prolongement de la rue des Grands-Ducs dans le développement domiciliaire La Volière. Les honoraires professionnels sont à la charge du promoteur.

ADOPTÉ

204/2/94 - **Mandat au Groupe HBA Experts Conseils Inc. - Surveillance des travaux (Rue Martine - Les Jardins du Boisjoli)**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe HBA Experts Conseils Inc. aux fins d'assurer la surveillance des travaux exécutés sur la rue Martine (Ptie 182) dans le développement domiciliaire Les Jardins du Boisjoli. Les honoraires professionnels sont à la charge du promoteur.

ADOPTÉ

205/2/94 - **Mandat à Les Laboratoires Shermont Inc. - Analyse des travaux (Rue Martine - Les Jardins du Boisjoli)**

Il est proposé par le conseiller Réal Sawyer, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont Inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour la réalisation des travaux exécutés sur la rue Martine (Ptie 182) dans le développement domiciliaire Les Jardins du Boisjoli. Les honoraires professionnels sont à la charge du promoteur.

ADOPTÉ

206/2/94 - **Autorisation au Groupe HBA Experts Conseils Inc. - Présentation au MENVIQ des plans des infrastructures - rues Cloutier et Gauthier**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise le Groupe HBA Experts Conseils Inc. à présenter au ministère de l'Environnement du Québec, pour approbation, les plans des infrastructures à réaliser sur les rues Cloutier et Gauthier (167-206 et 168-352) dans le développement domiciliaire Le Faubourg St-Pierre.

ADOPTÉ

207/2/94 - **Convention avec Gestion Michel St-Pierre Inc., M. Michel St-Pierre et Mme Gisèle Surprenant Lemieux (Le Faubourg St-Pierre)**

Il est proposé par le conseiller Réal Sawyer, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention à intervenir avec les promoteurs du développement domiciliaire Le Faubourg St-Pierre, Gestion Michel St-Pierre Inc., M. Michel St-Pierre et Mme Gisèle Surprenant Lemieux. Cette convention comprendra entre autres, les modalités d'installation et de paiement des infrastructures, de surveillance des travaux et de paiement des honoraires professionnels. Elle prévoira également l'engagement des promoteurs de céder à la Ville de Drummondville, à des fins de rues les lots 167-206 et 168-352 du cadastre du Canton de Grantham et ce, après que les infrastructures auront été installées à la satisfaction de la Ville. Cette cession de rues est consentie pour une somme de un dollar (1,00 $).

ADOPTÉ

198/2/94 - **Mandat au Groupe HBA Experts Conseils Inc. - Surveillance des travaux (Les Jardins des Galeries)**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe HBA Experts Conseils Inc. aux fins d'assurer la surveillance des travaux exécutés sur les rues portant les numéros de cadastre 172-306, 172-307 et 172-308 dans le développement domiciliaire Les Jardins des Galeries. Les honoraires professionnels sont à la charge du promoteur.

ADOPTÉ

199/2/94 - **Mandat à Les Laboratoires Shermont Inc. - Analyse des travaux dans Les Jardins des Galeries**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont Inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour la réalisation des travaux sur les rues portant les numéros de cadastre 172-306, 172-307 et 172-308 dans le développement domiciliaire Les Jardins des Galeries. Les honoraires professionnels sont à la charge du promoteur.

ADOPTÉ

200/2/94 - **Mandat au Groupe HBA Experts Conseils Inc. - Surveillance des travaux (Les Jardins du Golf)**

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe HBA Experts Conseils Inc. aux fins d'assurer la surveillance des travaux exécutés sur les rues portant les numéros de cadastre 123-14, 123-15, 124-568 et 124-572 dans le développement domiciliaire Les Jardins du Golf. Les honoraires professionnels sont à la charge du promoteur.

ADOPTÉ

201/2/94 - **Mandat à Les Laboratoires Shermont Inc. - Analyse des travaux dans Les Jardins du Golf**

Il est proposé par le conseiller Guy Dubreuil, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont Inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour la réalisation des travaux sur les rues portant les numéros de cadastre 123-14, 123-15, 124-568 et 124-572 dans le développement domiciliaire Les Jardins du Golf. Les honoraires professionnels sont à la charge du promoteur.

ADOPTÉ

202/2/94 - **Autorisation et mandat au Groupe HBA Experts Conseils Inc. - Travaux exécutés pour le prolongement de la rue des Grands-Ducs**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise le Groupe HBA Experts Conseils Inc. à présenter au ministère de l'Environnement du Québec, pour approbation, les plans (projet no. 12-93) des infrastructures à réaliser pour le prolongement de la rue des Grands-Ducs (Ptie 291) dans le développement domiciliaire La Volière et mandate également cette firme aux fins d'assurer la surveillance des travaux précités. Les honoraires professionnels sont à la charge du promoteur.

ADOPTÉ

203/2/94 - **Mandat à Les Laboratoires Shermont Inc. - Analyse des travaux (Prolongement de la rue des Grands-Ducs)**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont Inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour la réalisation des travaux exécutés pour le prolongement de la rue des Grands-Ducs dans le développement domiciliaire La Volière. Les honoraires professionnels sont à la charge du promoteur.

ADOPTÉ

204/2/94 - **Mandat au Groupe HBA Experts Conseils Inc. - Surveillance des travaux (Rue Martine - Les Jardins du Boisjoli)**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe HBA Experts Conseils Inc. aux fins d'assurer la surveillance des travaux exécutés sur la rue Martine (Ptie 182) dans le développement domiciliaire Les Jardins du Boisjoli. Les honoraires professionnels sont à la charge du promoteur.

ADOPTÉ

205/2/94 - **Mandat à Les Laboratoires Shermont Inc. - Analyse des travaux (Rue Martine - Les Jardins du Boisjoli)**

Il est proposé par le conseiller Réal Sawyer, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont Inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour la réalisation des travaux exécutés sur la rue Martine (Ptie 182) dans le développement domiciliaire Les Jardins du Boisjoli. Les honoraires professionnels sont à la charge du promoteur.

ADOPTÉ

206/2/94 - **Autorisation au Groupe HBA Experts Conseils Inc. - Présentation au MENVIQ des plans des infrastructures - rues Cloutier et Gauthier**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise le Groupe HBA Experts Conseils Inc. à présenter au ministère de l'Environnement du Québec, pour approbation, les plans des infrastructures à réaliser sur les rues Cloutier et Gauthier (167-206 et 168-352) dans le développement domiciliaire Le Faubourg St-Pierre.

ADOPTÉ

207/2/94 - **Convention avec Gestion Michel St-Pierre Inc., M. Michel St-Pierre et Mme Gisèle Surprenant Lemieux (Le Faubourg St-Pierre)**

Il est proposé par le conseiller Réal Sawyer, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention à intervenir avec les promoteurs du développement domiciliaire Le Faubourg St-Pierre, Gestion Michel St-Pierre Inc., M. Michel St-Pierre et Mme Gisèle Surprenant Lemieux. Cette convention comprendra entre autres, les modalités d'installation et de paiement des infrastructures, de surveillance des travaux et de paiement des honoraires professionnels. Elle prévoira également l'engagement des promoteurs de céder à la Ville de Drummondville, à des fins de rues les lots 167-206 et 168-352 du cadastre du Canton de Grantham et ce, après que les infrastructures auront été installées à la satisfaction de la Ville. Cette cession de rues est consentie pour une somme de un dollar (1,00 $).

ADOPTÉ

208/2/94 - **Autorisation au Groupe HBA Experts Conseils Inc. - Présentation au MENVIQ des plans des infrastructures sur le lot 168-350**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise le Groupe HBA Experts Conseils Inc. à présenter au ministère de l'Environnement du Québec, pour approbation, les plans des infrastructures à réaliser sur la rue portant le numéro de cadastre 168-350 dans le développement domiciliaire Les Jardins des Galeries.

ADOPTÉ

209/2/94 - **Convention avec Mme Gisèle Surprenant Lemieux - Les Jardins des Galeries**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention à intervenir avec le promoteur du développement domiciliaire Les Jardins des Galeries, Mme Gisèle Surprenant Lemieux. Cette convention comprendra entre autres, les modalités d'installation et de paiement des infrastructures, de surveillance des travaux et de paiement des honoraires professionnels. Elle prévoira également l'engagement du promoteur de céder à la Ville de Drummondville, à des fins de rue le lot 168-350 du cadastre du Canton de Grantham et ce, après que les infrastructures auront été installées à la satisfaction de la Ville. Cette cession de rue est consentie pour une somme de un dollar (1,00 $).

ADOPTÉ

210/2/94 - **Acceptation du procès-verbal (10/2/94) - C.C.U.**

Il est proposé par le conseiller Réjean Gosselin, appuyé par le conseiller Luc Teasdale, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 10 février 1994 pour le secteur de Grantham soit accepté tel que rédigé et que copie soit déposée aux archives.

ADOPTÉ

211/2/94 - **Acceptation du compte rendu (16/2/94) - Comité de Circulation**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de Circulation tenue le 16 février 1994 soit accepté tel que rédigé et que copie soit déposée aux archives.

ADOPTÉ

212/2/94 - **Enlèvement de 2 espaces réservés pour les taxis dans le stationnement no. 1 et enlèvement de la zone réservée aux taxis rue Brock**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise l'enlèvement de deux (2) espaces réservés pour les taxis dans le stationnement no. 1 et la conversion de ces deux espaces réservés pour les détenteurs de vignettes et autorise également l'enlèvement de la zone réservée aux taxis sur la rue Brock et l'installation de parcomètres sur la rue Brock, côté ouest, entre le stationnement no. 1 et la rue Cockburn.

ADOPTÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
61
INITIALES DE LA GREFFIERE

213/2/94 - **Installation d'enseignes limitant le stationnement à 60 minutes, entre les numéros civiques 1330 et 1380 Duvernay**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'enseignes limitant le stationnement à 60 minutes, du lundi au vendredi, entre 8h00 et 16h00, pendant la période du 1er septembre au 15 juin, entre les numéros civiques 1330 et 1380 Duvernay.

ADOPTÉ

214/2/94 - **Enlèvement des enseignes limitant la vitesse à 40 et 45 km/hre (secteur de Grantham)**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise l'enlèvement des enseignes limitant la vitesse à 40 et 45 km/hre dans le secteur de Grantham.

ADOPTÉ

215/2/94 - **Adoption du projet de règlement no. 2316 - Plan d'urbanisme**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Réjean Gosselin,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no. 2316 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080 dans le but de rajouter une disposition particulière prohibant les lieux d'entreposage extérieur de métaux et/ou ferrailles sur l'ensemble du territoire municipal, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

216/2/94 - **Avis de motion d'un règlement (no. 2316) - Plan d'urbanisme**

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement (no. 2316) amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080 dans le but de rajouter une disposition particulière prohibant les lieux d'entreposage extérieur de métaux et/ou ferrailles sur l'ensemble du territoire municipal.

217/2/94 - **Dispense de lecture du règlement no. 2316**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2316 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080 dans le but de rajouter une disposition particulière prohibant les lieux d'entreposage extérieur de métaux et/ou ferrailles sur l'ensemble du territoire municipal, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

218/2/94 - **Adoption du projet de règlement no. 2317 - Zonage**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no. 2317 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de créer un nouvel article dans lequel les lieux d'entreposage extérieur de métaux et/ou de ferrailles sont prohibés sur l'ensemble du territoire municipal, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

219/2/94 - Avis de motion d'un règlement (no. 2317) - Zonage

Le conseiller Réal Jean donne avis de motion d'un règlement (no. 2317) amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de créer un nouvel article dans lequel les lieux d'entreposage extérieur de métaux et/ou de ferrailles sont prohibés sur l'ensemble du territoire municipal.

220/2/94 - Dispense de lecture du règlement no. 2317

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2317 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de créer un nouvel article dans lequel les lieux d'entreposage extérieur de métaux et/ou de ferrailles sont prohibés sur l'ensemble du territoire municipal, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

221/2/94 - Adoption du projet de règlement no. 2320 - Zonage

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Réjean Gosselin,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no. 2320 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier la date de révision du plan du projet d'ensemble du projet L'Érablière apparaissant à la disposition no. 4 de la grille des usages et normes de la zone H02-50, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

222/2/94 - Avis de motion d'un règlement (no. 2320) - Zonage

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement (no. 2320) amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier la date de révision du plan du projet d'ensemble du projet L'Érablière apparaissant à la disposition no. 4 de la grille des usages et normes de la zone H02-50.

223/2/94 - Dispense de lecture du règlement no. 2320

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2320 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier la date de révision du plan du projet d'ensemble du projet L'Érablière apparaissant à la disposition no. 4 de la grille des usages et normes de la zone H02-50, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE

63

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

224/2/94 - Adoption du projet de règlement no. 2321 - Zonage

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no. 2321 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but d'ajouter à la grille des usages et normes de la zone résidentielle H09-44 une disposition spéciale relative à la hauteur des bâtiments et ce, pour un îlot particulier de constructions unifamiliales jumelées, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

225/2/94 - Avis de motion d'un règlement (no. 2321) - Zonage

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement (no. 2321) amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but d'ajouter à la grille des usages et normes de la zone résidentielle H09-44 une disposition spéciale relative à la hauteur des bâtiments et ce, pour un îlot particulier de constructions unifamiliales jumelées.

226/2/94 - Dispense de lecture du règlement no. 2321

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2321 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but d'ajouter à la grille des usages et normes de la zone résidentielle H09-44 une disposition spéciale relative à la hauteur des bâtiments et ce, pour un îlot particulier de constructions unifamiliales jumelées, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

227/2/94 - Avis de motion d'un règlement (no. 2312) - Zonage

Le conseiller Réal Jean donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement de zonage municipal no. 6-90 dans le but d'agrandir la zone résidentielle Ru4-052-1 à même une partie de la zone résidentielle Ru4-052 et de modifier l'article relatif à la hauteur des bâtiments permise dans la zone Ru4-052-1.

228/2/94 - Dispense de lecture du règlement no. 2312

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2312 amendant le règlement de zonage municipal no. 6-90 dans le but d'agrandir la zone résidentielle Ru4-052-1 à même une partie de la zone résidentielle Ru4-052 et de modifier l'article relatif à la hauteur des bâtiments permise dans la zone Ru4-052-1, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

229/2/94 - Avis de motion d'un règlement - Amendement à l'art. 12 du règ. 2190

Le conseiller Jean-Guy Spénard donne avis de motion d'un règlement amendant l'article 12 du règlement no. 2190 relatif aux immeubles imposables.

230/2/94 - **Adoption du règlement no. 2319 - Amendement au règ. no. 819 (calendrier des séances régulières - mois de mars et août 1994)**

Lecture est donnée du règlement no. 2319 amendant le règlement no. 819 de façon à modifier le calendrier des séances régulières du Conseil provisoire pour les mois de mars et août 1994.

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Informations des membres du Conseil

Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du Conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à la famille de M. Gaston Montplaisir, ex-greffier de la Ville de Drummondville.

Aqueduc/utilisation (M. Pierre-Yvan Aubé)

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé invite la population à respecter les consignes données pour l'utilisation de l'eau dans les cas où il y a eu gel d'eau.

M. Alain Carrier, maire suppléant, remercie les gens qui collaborent et les employés municipaux qui par leur travail contribuent à fournir des services aux contribuables qui subissent des situations créées par la température.

Taxes (ex-municipalité de Grantham) (M. Alain Carrier)

Le maire suppléant Alain Carrier rappelle aux citoyens de l'ex-municipalité de Grantham que les comptes de taxes seront envoyés le 7 mars 1994 et seront payables en 3 versements, soit les 6 avril, 5 juillet et 3 octobre 1994.

Madame la mairesse commente le jugement rendu par le juge Durocher dans le cas du règlement no. 489. Elle rappelle les faits et confirme que la Ville n'ira pas en appel du jugement.

Le maire suppléant, pour sa part, est d'avis que lorsque l'on signe un contrat, on doit le respecter. Il juge que la Ville a essayé de négocier des ententes déjà prises. Il s'inquiète des situations qui, selon lui, pourraient survenir plus tard dans le temps.

Madame la mairesse précise que la signature de la Ville a toujours été respectée. La Loi sur l'évaluation foncière a modifié certaines règles et la Ville a fait valider le tout par la Cour.

Le conseiller Guy Drouin déclare qu'il était en faveur de l'action prise en Cour. Il trouve injuste qu'une propriété évaluée à 125 000 $ ne génère que 125 $ de taxes.

Remboursement de la surtaxe (M. Jean-Guy Spénard)

Le conseiller Jean-Guy Spénard, quant à lui, informe les propriétaires que le remboursement de la surtaxe pour l'année d'imposition 1993, se fera à compter du 1er mars 1994.

INITIALES DE LA MAIRESSE

65

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Développement Lapéro-Lemaire (M. Réal Sawyer)

Le conseiller Réal Sawyer fait part de la réception d'une pétition des résidents de la Place Bonneville et les assure du suivi du dossier. Il traite également de la demande formulée par les propriétaires du développement domiciliaire Lapéro-Lemaire.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenant: **M. André Verrier,** 460 rue Sauvé.

M. André Verrier déclare qu'il aurait apprécié que la Ville discute avec les propriétaires de la démarche qu'elle entendait prendre relativement au règlement no. 489. Il trouve que les propriétaires paient cher (50 000 $) pour que la Ville se fasse dire qu'elle a tort.

Des précisions sont apportées par MM. Gilles Bélisle, d.g.a., Services administratifs, et Claude Proulx, directeur des Services juridiques, quant à la procédure et aux revenus générés si la Ville avait gagné.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu lundi le 14 mars 1994.

231/2/94 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Thérèse Cajolet
Greffière.

Jeannine Gauthier Jutras
Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
66
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

14 mars 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 14 mars 1994 à 19h20, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras;** cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Odette Bélanger Marcotte
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Réal Sawyer
Luc Teasdale
Céline Trottier

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et environnement urbain
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques
Mme Anik Bonvouloir, urbaniste

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

232/3/94 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

A 19h22, le conseiller Jean-Guy Spénard entre dans la salle des délibérations et prend son siège.

Madame la mairesse explique la procédure de consultation publique édictée par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et précise la nature et l'objet des projets de règlements suivants:

- **Règlement no. 2312** amendant le règlement de zonage municipal no. 6-90 dans le but d'agrandir la zone résidentielle Ru4-052-1 à même une partie de la zone résidentielle Ru4-052 et de modifier l'article relatif à la hauteur des bâtiments permise dans la zone Ru4-052-1;

INITIALES DE LA MAIRESSE
67
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

- **Règlement no. 2316** amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080 dans le but de créer une nouvelle section pour y inclure une disposition particulière prohibant les lieux d'entreposage extérieur de métaux et/ou ferrailles sur l'ensemble du territoire municipal;
- **Règlement no. 2317** amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de créer un nouvel article dans lequel les lieux d'entreposage extérieur de métaux et/ou de ferrailles sont prohibés sur l'ensemble du territoire municipal;
- **Règlement no. 2320** amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier la date de revision du plan du projet d'ensemble apparaissant à la disposition no. 4 de la grille des usages et normes de la zone H02-50;
- **Règlement no. 2321** amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but d'ajouter à la grille des usages et normes de la zone H09-44 une disposition spéciale permettant, pour un îlot particulier, que les constructions unifamiliales jumelées puissent avoir une hauteur inférieure à deux (2) étages avec, cependant, une hauteur minimale de quatre virgule deux mètres (4,2 m).

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

233/3/94 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Luc Teasdale, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Thérèse Cayouette
Greffière.

Jeannine Lauzon Gutzeit
Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
68
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

14 mars 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 14 mars 1994, sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no. 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Odette Bélanger Marcotte
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et environnement urbain
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

234/3/94 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel, après y avoir ajouté l'item suivant:

51A. Remerciements (M. Pierre-Yvan Aubé).

ADOPTÉ

235/3/94 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 21 février 1994

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 21 février 1994 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
69
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

236/3/94

1- **VENTE DU LOT 286-147 - RUE AMÉLIE**
(Soumission ouverte le 9 mars 1994)

Soumissionnaire	Prix
. MME GINETTE FONTAINE et M. SYLVAIN CARON 2255 Place Montgrand Drummondville	25,84 $ le mètre carré

Il est proposé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, appuyé par le conseiller Luc Teasdale, et unanimement résolu que la soumission de **Mme Ginette Fontaine et M. Sylvain Caron** soit retenue.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

237/3/94

2- **VENTE DU LOT 286-155 - RUE AMÉLIE**
(Soumission ouverte le 9 mars 1994)

Soumissionnaire	Prix
. MME LORRAINE TELLIER et M. ALAIN BOURQUE 20 Isabelle Victoriaville	24,26 $ le mètre carré

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Luc Teasdale, et unanimement résolu que la soumission de **Mme Lorraine Tellier et M. Alain Bourque** soit retenue.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

238/3/94

3- **VENTE DU LOT 287-164 - RUE AMÉLIE**
(Soumission ouverte le 10 mars 1994)

Soumissionnaire	Prix
. MME JOHANNE LAMBERT et M. YVES MAILHOT 102 Juneau Victoriaville	24,22 $ le mètre carré

Il est proposé par le conseiller Guy Dubreuil, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la soumission de **Mme Johanne Lambert et M. Yves Mailhot** soit retenue.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

239/3/94

4- **FOURNITURE DE 3 CAMIONNETTES FORD EXPLORER 1994 (NO. 4-009)**
(Soumissions ouvertes le 23 février 1994)

Soumissionnaires	Prix (taxes inc.)
. PINARD ET NADEAU INC. 1144 boul. St-Joseph Drummondville	90 463,86 $
. FORTIER AUTO LTÉE 7000 Louis H. Lafontaine Anjou	84 586,45 $
. CHARTRAND FORD INC. 1610 est, boul. St-Martin Laval	89 741,58 $

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la soumission de **Fortier Auto Ltée** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉ

240/3/94

5- **FOURNITURE DE 2 CAMIONS 6 ROUES AVEC BENNE ET ÉQUIPEMENTS A NEIGE**
(Soumission ouverte le 16 février 1994)

Soumissionnaire	Prix (taxes inc.)
. CENTRE DU CAMION BEAUDOIN INC. 5360 St-Roch Drummondville	197 557,92 $

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la soumission de **Centre du Camion Beaudoin Inc.** soit retenue, étant la seule soumission reçue conforme.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres provenant de:

. Ministère des Affaires municipales (Nouveau délai pour l'adoption des règlements de concordance pour tenir compte du règlement no. MRC-133 modifiant le schéma de la MRC de Drummond);
. Pépin Assurance Inc. (Félicitations aux employés municipaux pour le travail accompli pour rétablir le service d'eau dans le quadrilatère Loring/Brock/Heriot/St-Georges.

241/3/94 - Acceptation des comptes

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 21 février au 14 mars 1994, lesquels comptes totalisent la somme de 2 391 433,79 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et majoritairement résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

Les conseillers Denis Savoie et Robert Lafrenière votent contre la proposition en précisant qu'ils s'opposent au paiement du compte de Les Entreprises Brouillette Enr. et ce pour les motifs déjà énoncés lors du règlement du dossier.

Le conseiller Gilles Fontaine rappelle qu'il s'agit du deuxième versement, en exécution d'un règlement hors-Cour.

Madame la mairesse confirme que cette somme est payée par l'ex-ville de Drummondville conformément au protocole de regroupement.

ADOPTÉ

242/3/94 - **Paiement de 30 000 $ à même le surplus non-affecté de l'ex-municipalité de Grantham**

Attendu que le Conseil de l'ex-municipalité de Grantham a adopté le règlement no. 46-93 pour la préparation des plans et devis du secteur Lapéro-Lemaire et que ledit règlement a dûment été approuvé par le Ministre des Affaires municipales;

Attendu qu'il y a lieu de payer comptant à même le surplus non-affecté les coûts engendrés par le règlement no. 46-93;

Il est proposé par le maire suppléant Alain Carrier, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu de ne pas financer le règlement no. 46-93 au montant de 30 000 $ et de payer ladite somme à même le surplus non-affecté de l'ex-municipalité de Grantham.

ADOPTÉ

243/3/94 - **Acceptation d'une offre de financement par Lévesque Beaubien Geoffrion Inc. pour un emprunt de 274 500 $ par billets**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard,
appuyé par le maire suppléant Alain Carrier,
et unanimement résolu:

1° QUE la Ville de Drummondville accepte l'offre qui lui est faite par Lévesque Beaubien Geoffrion Inc. pour son emprunt de 274 500 $ par billets en vertu des règlements numéros 4-75 et 33-90, au prix de 98,62 $, et échéant en série 5 ans comme suit:

68 600 $	4,50 %	29 mars 1995
73 200	5,50 %	29 mars 1996
23 100	6,25 %	29 mars 1997
24 700	6,75 %	29 mars 1998
84 900	7,00 %	29 mars 1999

2° QUE les billets, capital et intérêts soient payables par chèque à l'ordre du détenteur enregistré;

3° QUE demande soit faite au Ministre des Affaires municipales d'approuver les conditions du présent emprunt telles que mentionnées ci-haut.

ADOPTÉ

244/3/94 - **Emprunt par billets d'un montant de 274 500 $ pour un terme plus court que le terme prévu dans les règlements d'emprunt**

Attendu que la Ville de Drummondville se propose d'emprunter par billets un montant total de 274 500 $ en vertu des règlements d'emprunt suivants et pour les montants indiqués en regard de chacun d'eux:

Règlement numéro	Pour un montant de
4-75	100 100 $
33-90	174 400

Attendu qu'il serait plus avantageux pour la municipalité de procéder au financement à long terme au moyen de billets au lieu d'obligations;

Attendu que la municipalité désire se prévaloir des dispositions de l'article 2 de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (L.R.Q, chap. D-7), qui prévoit que le terme original d'un emprunt peut être prolongé d'au plus douze (12) mois lors d'un nouvel emprunt;

Attendu qu'à ces fins, il devient nécessaire de modifier les règlements en vertu desquels ces billets sont émis;

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard,
appuyé par le conseiller Robert Lafrenière,
et unanimement résolu:

QUE le préambule de la présente résolution en fasse partie intégrante comme s'il était ici au long reproduit;

QUE les billets soient signés par la mairesse et la greffière;

QUE les billets soient datés du 29 mars 1994;

QUE les billets portent un taux d'intérêt non supérieur à 15% payables semi-annuellement;

QUE les billets, quant au capital, soient remboursés comme suit:

1.- 68 600 $
2.- 73 200
3.- 23 100
4.- 24 700
5.- 26 400

5.- 58 500 $ (à renouveler)

QUE pour réaliser cet emprunt, la municipalité émette par billets pour un terme plus court que le terme prévu dans les règlements d'emprunt; c'est-à-dire pour un terme de 5 ans (à compter du 29 mars 1994); en ce qui regarde les amortissements annuels de capital prévus pour les années 6 et suivantes, au lieu du terme prescrit pour lesdits amortissements pour le règlement numéro 33-90, chaque emprunt subséquent devant être pour le solde ou partie de la balance due sur l'emprunt;

QUE la municipalité avait, le 5 mars 1994, un montant de 274 500 $ à renouveler sur un emprunt original de 434 000 $, pour des périodes de 2 et 7 ans, en vertu des règlements numéros 4-75 et 33-90;

QUE la municipalité emprunte les 274 500 $ par billets, en renouvellement d'une émission d'obligations, pour un terme additionnel de 24 jours au terme original des règlements mentionnés ci-haut.

ADOPTÉ

245/3/94 - **Mandat à Les Laboratoires Shermont Inc. - Analyse de matériaux (Travaux dans le développement Le Faubourg St-Pierre)**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont Inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour la réalisation des travaux sur les rues Cloutier et Gauthier (lots 167-206 et 168-352) dans le développement domiciliaire le Faubourg St-Pierre. Les honoraires professionnels sont à la charge du promoteur.

ADOPTÉ

246/3/94 - **Mandat au Groupe HBA Experts Conseils Inc. - Surveillance des travaux (Le Faubourg St-Pierre)**

Il est proposé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe HBA Experts Conseils Inc. aux fins d'assurer la surveillance des travaux exécutés sur les rues Cloutier et Gauthier (lots 167-206 et 168-352) dans le développement domiciliaire le Faubourg St-Pierre. Les honoraires professionnels sont à la charge du promoteur.

ADOPTÉ



247/3/94 - **Autorisation et mandat au Groupe HBA Experts Conseils Inc. - Travaux exécutés pour le prolongement de la rue des Grands-Ducs**

Il est proposé par le conseiller Réal Sawyer, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise le Groupe HBA Experts Conseils Inc. à présenter au ministère de l'Environnement du Québec, pour approbation, les plans (projet no. 02-94) des infrastructures à réaliser pour le prolongement de la rue des Grands-Ducs (Ptie 291) dans le développement domiciliaire La Volière et mandate également cette firme aux fins d'assurer la surveillance des travaux précités. Les honoraires professionnels sont à la charge du promoteur.

ADOPTÉ

248/3/94 - **Mandat à J.B. Deschamps Inc. - Gestion des coupons et obligations de la Ville**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme J.B. Deschamps Inc., imprimeurs-fiduciaires, aux fins d'assurer la gestion des coupons et obligations de la Ville de Drummondville pour les années 1994, 1995 et 1996, le tout selon les tarifs fixés par la compagnie dans sa proposition datée du 3 mars 1994, laquelle est annexée à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

ADOPTÉ

249/3/94 - **Convention avec la compagnie 2953-2959 Québec Inc. - Rue Marquis**

Il est proposé par le conseiller Réjean Gosselin, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention à intervenir avec la compagnie 2953-2959 Québec Inc. Cette convention comprendra entre autres, les modalités d'installation et de paiement des infrastructures, de surveillance des travaux et de paiement des honoraires professionnels. Elle prévoira également l'engagement du promoteur de céder à la Ville de Drummondville, à des fins de rues les lots 288-105 et 289-94 du cadastre du Canton de Grantham et ce, après que les infrastructures auront été installées à la satisfaction de la Ville. Cette cession de rues est consentie pour une somme de un dollar (1,00 $).

ADOPTÉ

250/3/94 - **Convention avec la compagnie Construction Gilles Ducharme et Associés Inc. (Développement La Volière)**

Il est proposé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention à intervenir avec le promoteur du développement domiciliaire La Volière, la compagnie Construction Gilles Ducharme et Associés Inc. Cette convention comprendra entre autres, les modalités d'installation et de paiement des infrastructures, de surveillance des travaux et de paiement des honoraires professionnels. Elle prévoira également l'engagement du promoteur de céder à la Ville de Drummondville, à des fins de rues les lots 291 Ptie et 292 Ptie du cadastre du Canton de Grantham et ce, après que les infrastructures auront été installées à la satisfaction de la Ville. Cette cession de rues est consentie pour une somme de un dollar (1,00 $).

ADOPTÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
74
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

251/3/94 - **Acte de servitude de non-accès avec Gestions Michel St-Pierre Inc.**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de servitude de non-accès à intervenir avec la compagnie Gestions Michel St-Pierre Inc. Ladite servitude affecte une partie du lot 168 du cadastre du Canton de Grantham.

ADOPTÉ

252/3/94 - **Entente avec la S.H.Q. et l'O.M.H. - Programme de supplément au loyer sur le marché locatif privé**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente avec la Société d'habitation du Québec et l'Office municipal d'habitation de Drummondville dans le cadre du programme de supplément au loyer sur le marché locatif privé.

ADOPTÉ

253/3/94 - **Protocole de reconnaissance avec le Club de baseball Les Olympiques de Drummondville Inc.**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec le Club de baseball Les Olympiques de Drummondville Inc. et ce pour une période de 5 ans.

ADOPTÉ

254/3/94 - **Protocole d'entente avec le Club de baseball Les Olympiques de Dr'ville Inc. - Animation et gestion du Stade Jacques Desautels**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Club de baseball Les Olympiques de Drummondville Inc. pour l'animation et la gestion du Stade Jacques Desautels.

Le protocole d'entente est valable pour la période du 1er mars 1994 au 1er novembre 1994 et comprend le versement d'une subvention de 15 200 $.

ADOPTÉ

255/3/94 - **Utilisation du parc Woodyatt - Cercles de Fermières du Québec**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise Les Cercles de Fermières du Québec de la Fédération 07 à utiliser le parc Woodyatt le 16 mai 1994 pour la tenue d'un pique-nique dans le cadre de la Semaine des Fermières, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
75
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

256/3/94 - **Utilisation des parcs Ste-Thérèse et Bellevue et descente de la rue Cook - Tenue du Tournoi de pêche sportive familiale de Dr'Ville**

Il est proposé par le conseiller Guy Dubreuil, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise les organisateurs du Tournoi de pêche sportive familiale de Drummondville à utiliser les parcs Ste-Thérèse et Bellevue, de même que la descente de la rue Cook pour la tenue du tournoi le 28 mai 1994 et autorise également les responsables à solliciter auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux un permis pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de l'événement, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

La Ville de Drummondville verse également une somme de 5 000 $ aux organisateurs du Tournoi de pêche sportive familiale de Drummondville, édition 1994.

ADOPTÉ

257/3/94 - **Tenue du Rendez-vous du Vélo le 29 mai 1994**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise le comité organisateur du Rendez-vous du Vélo Inc. à:

1° tenir cette activité le 29 mai 1994;

2° utiliser les rues ainsi que le site Kounak, la Place St-Frédéric et le Centre Marcel Dionne;

3° solliciter auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux un permis pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de l'activité;

le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉ

258/3/94 - **Tenue d'une procession - Famille du Sacré-Coeur de Jésus**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise la Famille du Sacré-Coeur de Jésus à tenir une procession dans les rues de la Ville le 10 juin 1994, le tout selon un parcours approuvé par le Service de la sécurité publique.

ADOPTÉ

259/3/94 - **Autorisation à l'Association des chauffeurs de taxis de stationner des véhicules taxis (rue Brock et dans le stationnement no. 1)**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Association des chauffeurs de taxis à stationner 2 véhicules taxis sur la rue Brock et lui alloue 4 espaces de stationnement dans le stationnement no. 1.

De plus, les autorités municipales interdisent le stationnement des véhicules taxis dans les espaces de parcomètres.

ADOPTÉ

260/3/94 - **Autorisation de signatures - Programme Défi 1994**

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la greffière et le trésorier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents aux demandes présentées dans le cadre du programme Défi 1994.

ADOPTÉ

261/3/94 - **Appui à la demande formulée par M. Gaston Guilbault auprès de la Commission de Protection du Territoire Agricole du Québec**

Il est proposé par le maire suppléant Alain Carrier, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande de lotissement, d'aliénation et d'utilisation non-agricole des parties du lot 187 du cadastre du Canton de Grantham (rue Mailhot), formulée par M. Gaston Guilbault auprès de la Commission de Protection du Territoire Agricole du Québec.

ADOPTÉ

262/3/94 - **Amendement à la rés. no. 16/1/93 - Remplacement de Mme Réjeanne Viens par M. Jean-Guy Spénard (c.a. de l'O.M.H.)**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que la résolution no. 16/1/93 du 11 janvier 1993 soit amendée de façon à remplacer le nom de Mme Réjeanne Viens par celui de M. Jean-Guy Spénard à titre de membre du conseil d'administration de l'Office municipal d'habitation de Drummondville.

ADOPTÉ

263/3/94 - **Ajustement de salaire pour le programmeur analyste de la Ville**

Il est proposé par le maire suppléant Alain Carrier, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et majoritairement résolu que la Ville de Drummondville consente un ajustement de salaire au programmeur analyste actuellement à l'emploi de la Ville et ce pour les années 1994 et 1995. Cet ajustement équivaut à 5% par année.

Le conseiller Robert Lafrenière s'oppose à la décision en faisant valoir que le Conseil déroge à la décision prise lors du gel des salaires de toutes les catégories d'employés municipaux. Il précise que probablement cet employé mérite une augmentation mais, selon lui, il faut respecter ce que l'on a décrété.

Le conseiller Denis Savoie s'oppose également à l'augmentation proposée. Selon lui, le Conseil crée une injustice envers tous les employés et on brime tout le monde.

Le maire suppléant Alain Carrier résume le dossier et précise les points qui l'ont incité à proposer la présente résolution, dont entre autres le travail rattaché au regroupement et le fait que ledit employé avait déjà formulé une demande d'ajustement.

Pour sa part, le conseiller Guy Drouin soulève le fait que si la Ville avait acheté les logiciels pour la bibliothèque, ce geste aurait représenté un investissement de 50 000 $ et des coûts additionnels auraient dû être prévus pour les déplacements du personnel extérieur.

Madame la mairesse demande le vote sur la proposition.

Votent POUR	Votent CONTRE
M. Alain Carrier	M. Denis Savoie
M. Pierre-Yvan Aubé	M. Gilles Fontaine
Mme Odette Bélanger Marcotte	M. Luc Teasdale
M. Guy Drouin	M. Robert Lafrenière
M. Guy Dubreuil	
M. Réjean Gosselin	
M. Réal Jean	
M. Réal Sawyer	
M. Jean-Guy Spénard	
Me Céline Trottier	
Mme Réjeanne Viens	

ADOPTÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

264/3/94 - Acceptation du rapport "A" - Dossier du 14 mars 1994

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville entérine la recommandation du directeur général, soit la suspension sans solde d'une durée de 8 semaines pour l'employé portant le numéro de matricule 235, faisant l'objet du rapport "A" daté du 14 mars 1994.

ADOPTÉ

265/3/94 - Subvention de 300 $ - Association Québec-France

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 300 $ à l'Association Québec-France, section Centre du Québec.

ADOPTÉ

266/3/94 - Acceptation du procès-verbal (2/3/94) - C.C.U.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 2 mars 1994 soit accepté tel que rédigé, à l'exception des résolutions 94.03.09 et 94.03.13, et que copie soit déposée aux archives.

ADOPTÉ

267/3/94 - Acceptation d'une demande pour un permis de rénovation pour les bâtiments situés aux 191 et 195/197 Heriot - P.I.I.A.

Considérant qu'une demande visant à obtenir un permis de rénovation pour les bâtiments sis aux 191 et 195/197 Heriot a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que lesdits bâtiments sont localisés à l'intérieur des limites du centre-ville et, de ce fait, soumis aux critères du plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que la rénovation proposée est en continuité avec celle déjà acceptée pour le bâtiment situé à l'angle des rues Heriot, Cockburn et Brock sous le numéro de résolution 93.09.04 du Comité consultatif d'urbanisme;

Considérant que l'enseigne actuelle du commerce Reitmans est remplacée par une enseigne plus discrète et localisée sur l'entablement de bois qui crée une continuité entre les trois (3) bâtiments rénovés;

Considérant que les plans soumis s'inscrivent bien dans une intégration harmonieuse du milieu existant;

Considérant que la rénovation proposée améliorera significativement l'esthétique du secteur;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville accepte le plan d'implantation et d'intégration architecturale préparé par M. Denis Chamberland pour la rénovation des deux (2) bâtiments situés aux 191 et 195/197 rue Heriot.

ADOPTÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
78
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

268/3/94 - Acceptation d'une demande de modification pour le bâtiment situé au 582 Lindsay - P.I.I.A.

Considérant qu'une demande de modification pour le bâtiment situé au 582 rue Lindsay a déjà été acceptée par la résolution 93.12.10 du Comité consultatif d'urbanisme;

Considérant que ledit Comité avait exigé la conservation du marbre déjà existant;

Considérant que, suite à une évaluation, il a été établi que le marbre est beaucoup trop endommagé pour y demeurer, puisque l'acier et les vis qui le soutiennent ne sont pas galvanisés et ont donc entraîné des coulisses de rouille importantes ainsi que des trous;

Considérant que la requérante veut recouvrir le marbre d'un nouveau produit de pierre de granit, de couleur grise, donnant l'allure du marbre;

Considérant que la marquise serait aussi de ce même matériau et de cette même couleur grise;

Considérant que la requérante voudrait, de plus, recouvrir sa brique en façade par la même pierre de granit en employant la couleur rouge brique;

Considérant qu'en recouvrant la brique en façade, la pierre de granit serait de la même couleur que la brique des murs latéraux et, de ce fait, minimise le nombre de couleurs et les matériaux que l'on retrouve sur ledit bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville accepte le nouveau plan déposé pour la rénovation de la façade du bâtiment situé au 582 rue Lindsay, lequel précise le nouveau choix de matériau en l'occurrence de la pierre de granit identifiée sous le nom STO Industries et portant les numéros 14 pour le gris et 9 pour le rouge brique, le tout dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉ

Dépôt des certificats relatifs aux règlements nos 2290, 2294, 2296, 2310 et 2313

Conformément à la loi, la greffière dépose les certificats concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur les règlements suivants:

- règlement no. 2290 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850;
- règlement no. 2294 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850;
- règlement no. 2296 amendant le règlement de plan d'urbanisme no. 2080;
- règlement no. 2310 décrétant un emprunt de 443 000 $ afin d'exécuter des travaux d'égouts pluvial et domestique, d'aqueduc, de pavage et d'éclairage sur la rue Robert-Bernard, entre le Chemin du Golf et le boul. René-Lévesque;
- règlement no. 2313 décrétant un emprunt de 200 000 $ pour l'aménagement d'une piscine dans le secteur sud de la Ville de Drummondville.

Rapport mensuel du Service de planification du territoire - Construction

Le conseiller Gilles Fontaine résume la situation de l'habitation pour le mois de février 1994 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 1993.

269/3/94 - **Mandat à Environnement E.S.A. Inc. - Évaluation des caractéristiques des sols (Programme A.C.T. - Quartier du Centre 1)**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Environnement E.S.A. Inc. aux fins d'évaluer les caractéristiques des sols sur les terrains visés par le programme A.C.T. - Quartier du Centre 1. Les honoraires professionnels sont de l'ordre de 2 736,38 $.

ADOPTÉ

270/3/94 - **Autorisation au Centre Social Louis Braille Inc. - Tenue d'une campagne de financement**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre Social Louis Braille Inc. à tenir sa campagne de financement au cours du mois d'avril 1994.

ADOPTÉ

271/3/94 - **Adoption du projet de règlement no. 2322 - Plan d'urbanisme**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Guy Dubreuil,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no. 2322 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080 dans le but de rendre "résidentielle" l'affectation du sol commerciale de certains terrains situés de chaque côté d'une partie de la rue Notre-Dame, approximativement entre les rues Cockburn et Mélançon, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

272/3/94 - **Adoption du projet de règlement no. 2323 - Zonage**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens,
appuyé par le conseiller Réjean Gosselin,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no. 2323 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de réduire la zone commerciale C03-13 aux deux (2) lots situés de part et d'autre de la rue Notre-Dame du côté nord-ouest de la rue Marchand entraînant l'agrandissement des zones résidentielles H03-09 et H03-10, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

273/3/94 - **Adoption du projet de règlement no. 2324 - Zonage**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean,
appuyé par le conseiller Guy Dubreuil,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no. 2324 amendant le règlement de zonage municipal no. 6-90 dans le but d'agrandir la zone résidentielle Ru3-016 et de fixer certaines normes de construction pour les résidences unifamiliales isolées en bordure de la rue Martine, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

274/3/94 - Adoption du projet de règlement no. 2325 - Lotissement

Il est proposé par le maire suppléant Alain Carrier,
appuyé par le conseiller Réal Sawyer,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no. 2325 amendant le règlement de lotissement municipal no. 7-90 dans le but de modifier la superficie minimale requise ainsi que le frontage minimal exigé pour une opération cadastrale sur la rue Martine (zones Ru3-016 et Ru3-016-1), soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

275/3/94 - Avis de motion d'un règlement - Travaux - rues Ayotte, Cormier et Perron

Le conseiller Jean-Guy Spénard donne avis de motion d'un règlement décrétant l'exécution de travaux d'égouts domestique et pluvial et de réfection des rues Ayotte, Cormier et Perron et prévoyant un emprunt n'excédant pas 245 000 $.

1. Égout domestique	59 000 $
2. Égout pluvial	67 400
3. Travaux de voirie	90 000
	216 400 $
Honoraires professionnels	21 600
Frais de financement	7 000
TOTAL - EMPRUNT:	245 000 $

Le conseiller Robert Lafrenière demande que l'on informe tous les propriétaires du secteur visé de l'étendue du projet et des coûts estimés qui devront être absorbés par chacun. De plus, il souhaite qu'une rencontre soit prévue.

276/3/94 - Avis de motion d'un règlement - Travaux de construction et d'aménagement des ateliers municipaux

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé donne avis de motion d'un règlement décrétant l'exécution de travaux de construction et d'aménagement des ateliers municipaux et prévoyant un emprunt n'excédant pas 2 850 000 $.

1. Bâtiment "A" (bloc 41)	968 000 $
2. Bâtiment "B" (atelier mécanique)	769 000
3. Bâtiment "C" (entrepôt tempéré)	463 500
4. Bâtiment "D" (entrepôt non chauffé)	147 000
5. Bâtiments "F" & "G" (abris pour asphalte, pierre, sable, sel calcium, pièces & matériaux)	53 500
6. Aménagement extérieur	139 000
	2 540 000 $
Honoraires professionnels	254 000
Frais de financement	56 000
TOTAL - EMPRUNT:	2 850 000 $

277/3/94 - **Avis de motion d'un règlement - Travaux publics en 1994**

Le conseiller Guy Dubreuil donne avis de motion d'un règlement décrétant l'exécution de travaux publics au cours de l'année 1994 et prévoyant un emprunt n'excédant pas 1 322 200 $.

1. Éclairage de rues et feux de circulation	232 300 $
2. Construction et réfection de trottoirs et bordures	422 000
3. Réfection et aménagement de rues	287 200
4. Réaménagement de carrefour	27 000
5. Passages à niveau	21 400
6. Aménagement de pistes cyclables	95 500
7. Aménagement du stationnement Heriot	29 500
8. Aménagement de parcs	97 400
	1 212 300 $
Honoraires professionnels	78 000
Frais de financement	31 900
TOTAL - EMPRUNT:	1 322 200 $

278/3/94 - **Avis de motion d'un règlement - Entretien des édifices municipaux et aménagement de parcs et/ou d'équipements municipaux en 1994**

Le conseiller Réal Jean donne avis de motion d'un règlement décrétant un emprunt n'excédant pas 203 200 $ pour l'entretien des édifices municipaux et l'aménagement de parcs et/ou d'équipements municipaux en 1994.

1. Centre Marcel Dionne	41 700 $
2. Centre d'Information Documentaire Côme St-Germain	14 600
3. Centre Culturel	11 700
4. Parcs	91 000
5. Autres projets	38 800
	197 800 $
Frais de financement	5 400
TOTAL - EMPRUNT:	203 200 $

279/3/94 - **Avis de motion d'un règlement - Amendement à l'article 8a) du règlement no. 16-90**

La conseillère Odette Bélanger Marcotte donne avis de motion d'un règlement modifiant l'article 8a) du règlement no. 16-90 de l'ex-municipalité de Grantham (taxation).

280/3/94 - **Adoption du règlement no. 2312 - Zonage**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2312 a été donné (réf: 227/2/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no. 2312 amendant le règlement de zonage municipal no. 6-90 dans le but d'agrandir la zone résidentielle Ru4-052-1 à même une partie de la zone résidentielle Ru4-052 et de modifier l'article relatif à la hauteur des bâtiments permise dans la zone Ru4-052-1.

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire des secteurs concernés pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2312 et ce de 9 heures à 19 heures le 5 avril 1994.

281/3/94 - Adoption du règlement no. 2316 - Plan d'urbanisme

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2316 a été donné (réf: 216/2/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no. 2316 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080 dans le but de créer une nouvelle section pour y inclure une disposition particulière prohibant les lieux d'entreposage extérieur de métaux et/ou ferrailles sur l'ensemble du territoire municipal.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2316 et ce de 9 heures à 19 heures le 5 avril 1994.

282/3/94 - Adoption du règlement no. 2317 - Zonage

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2317 a été donné (réf: 219/2/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no. 2317 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de créer un nouvel article dans lequel les lieux d'entreposage extérieur de métaux et/ou de ferrailles sont prohibés sur l'ensemble du territoire municipal.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2317 et ce de 9 heures à 19 heures le 5 avril 1994.

283/3/94 - Adoption du règlement no. 2320 - Zonage

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2320 a été donné (réf: 222/2/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no. 2320 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier la date de révision du plan du projet d'ensemble apparaissant à la disposition no. 4 de la grille des usages et normes de la zone H02-50.

Il est proposé par le maire suppléant Alain Carrier, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2320 et ce de 9 heures à 19 heures le 5 avril 1994.

284/3/94 - Adoption du règlement no. 2321 - Zonage

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2321 a été donné (réf: 225/2/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no. 2321 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but d'ajouter à la grille des usages et normes de la zone H09-44 une disposition spéciale permettant, pour un îlot particulier, que les constructions unifamiliales jumelées puissent avoir une hauteur inférieure à deux (2) étages avec, cependant, une hauteur minimale de quatre virgule deux mètres (4,2 m).

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2321 et ce de 9 heures à 19 heures le 5 avril 1994.

Informations des membres du Conseil

Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du Conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à:
- Mme Denise Forget, secrétaire au Cabinet de la mairesse, à l'occasion du décès de son père, M. Paul Nolin;
- Mme Marguerite Houle, secrétaire au Service de l'habitation, à l'occasion du décès de sa mère, Mme Thérèse Gaudet Houle.

Recyclage (M. Robert Lafrenière)

Le conseiller Robert Lafrenière résume une visite que les membres du Comité Environnement ont effectuée au centre de tri de Récupéraction du Centre du Québec Inc.

Il confirme à la population que toutes les matières récupérées sont réellement recyclées. Il encourage la population à utiliser les bacs verts et l'invite à collaborer.

Le conseiller Réal Jean souligne que le mobilier urbain du parc Curé Demers est construit avec des matières recyclables.

Les Jumelages et Échanges socio-culturels de Dr'Ville Inc.
(M. Robert Lafrenière)

Le conseiller Robert Lafrenière demande pourquoi l'association Les Jumelages et Échanges socio-culturels de Drummondville Inc. n'a pas encore reçu son chèque.

Madame la mairesse confirme qu'une rencontre doit avoir lieu sous peu.

Remerciements (M. Pierre-Yvan Aubé)

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé informe la population que la période de dégel des conduites d'aqueduc représente des incidences monétaires très importantes pour la Ville. Il remercie pour leur collaboration tous ceux qui ont subi des inconvénients durant cette période et souligne le travail formidable de l'équipe des travaux publics qui a dû faire de nombreuses interventions dans des conditions très difficiles.

Comptes de taxes (ex-municipalité de Grantham) (M. Alain Carrier)

Le maire suppléant Alain Carrier rappelle que les comptes de taxes ont été envoyés aux résidents de l'ex-municipalité de Grantham et que les baisses prévues lors des discussions sur le regroupement sont en fait plus importantes.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenants: a) **M. Guy Turenne**, président du Syndicat des employés municipaux de Drummondville Inc.
  b) **M. Claude Beaudet**, président de l'Association des chauffeurs de taxis.

a) **M. Guy Turenne**

M. Turenne remercie M. Brian Illick pour les félicitations à l'endroit des employés du Service des travaux publics et le conseiller Pierre-Yvan Aubé pour son intervention.

M. Turenne s'inquiète du gel des salaires des élus puisqu'aucune décision écrite n'a été déposée.

Madame la mairesse précise qu'il avait été dit que le salaire des élus serait gelé pour les années 1994 et 1995 et que cette décision sera respectée. A cet effet, le conseiller Pierre-Yvan Aubé donne avis de motion d'un règlement concernant le gel des salaires des élus municipaux.

285/3/94 - **Avis de motion d'un règlement - Gel des salaires des élus municipaux pour les années 1994 et 1995**

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé donne avis de motion d'un règlement qui décrète le gel des salaires des élus municipaux pour les années 1994 et 1995.

b) **M. Claude Beaudet**

M. Beaudet, président de l'Association des chauffeurs de taxis, fait des représentations auprès du Conseil. Selon lui, la proposition du Conseil est inacceptable.

Certaines avenues sont proposées.

Afin de discuter à fond du sujet, une rencontre sera prévue avec toutes les parties concernées par le dossier.

INITIALES DE LA MAIRESSE

85

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu **mardi le 5 avril 1994.**

286/3/94 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le maire suppléant Alain Carrier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

.....
Greffière.

.....
Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
86
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

28 mars 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 28 mars 1994 à 17h00, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras;** cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Odette Bélanger Marcotte
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et environnement urbain
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

287/3/94 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

288/3/94 - Caution de 75 000 $ au Club de Hockey Drummond Inc.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville se porte caution conjointe et solidaire du Club de Hockey Drummond Inc. pour le remboursement d'une somme de 75 000 $ à la Caisse populaire St-Pierre de Drummondville. La présente caution sera valable jusqu'au 31 janvier 1995.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville les documents afférents, le tout sujet à l'approbation du ministère des Affaires municipales et à l'obtention d'une garantie du Club de Hockey Drummond Inc.

ADOPTÉ

289/3/94 - **Amendement à la résolution no. 958/12/93 pour changer le nom de "Marc Labossière" par celui de "Électronique M. Labossière Inc."**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que la résolution no. 958/12/93 du 20 décembre 1993 soit amendée de façon à changer le nom de "Marc Labossière" par celui de "Électronique M. Labossière Inc.".

ADOPTÉ

290/3/94 - **Acte de cession de droits en faveur de M. Réal Lahaie (lot 139-927)**

Il est proposé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de cession de droits sur le lot 139-927 du cadastre du Canton de Grantham, le tout en faveur de M. Réal Lahaie. Ladite cession est faite pour la somme nominale de 1,00 $.

ADOPTÉ

291/3/94 - **Protocole d'entente avec M. J.A. Sylvio Smith - Vente de publicité à l'intérieur et à l'extérieur des véhicules de transport en commun**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec M. J.A. Sylvio Smith pour la vente de panneaux de publicité à l'intérieur et à l'extérieur des véhicules de transport en commun.

ADOPTÉ

Le conseiller Guy Drouin demande si la Ville acceptera d'autres publicités du même genre que celle qui existe actuellement sur un véhicule du Service de transport en commun.

Les conseillers Denis Savoie et Réal Jean précisent le point de vue du Comité de transport en commun sur le sujet en mentionnant que les responsables se sont assurés que l'identification de la Commission de transport est très visible.

Le conseiller Guy Dubreuil souhaite que les vitres du véhicule soient transparentes et ce à des fins sécuritaires.

292/3/94 - **Acceptation du procès-verbal (23/3/94) - C.C.U.**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 23 mars 1994 soit accepté tel que rédigé, à l'exception de la résolution no. 94.03.20, et que copie soit déposée aux archives.

ADOPTÉ

293/3/94 - **Acceptation d'un projet de rénovation extérieure du bâtiment sis aux 81 et 85 Des Forges - P.I.I.A.**

Considérant qu'une demande visant à obtenir l'autorisation de rénover le bâtiment sis aux 81 et 85 rue Des Forges a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé dans une zone comprise à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, le projet est soumis aux critères du plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que le projet de rénovation consiste à changer les portes et fenêtres, refaire les galeries et ajouter des décorations;

Considérant que le remplacement des ouvertures, soit les portes en façade et les fenêtres à guillotine en façade et coulissantes sur les autres murs s'intègrent bien au bâtiment sous étude;

Considérant que sur le plan déposé, on insère des éléments de décoration au-dessus des fenêtres et au toit;

Considérant que les deux (2) galeries en façade sont refaites selon le même style que celles qui sont existantes;

Considérant que le projet de rénovation répond bien aux critères d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville accepte le projet de rénovation du bâtiment sis aux 81 et 85 rue Des Forges dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉ

294/3/94 - **Acceptation d'un projet de rénovation extérieure du bâtiment sis au 229 Lindsay - P.I.I.A.**

Considérant qu'une demande de transformation de l'habitation unifamiliale isolée en duplex pour la bâtisse sise au 229 rue Lindsay a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé dans le périmètre du centre-ville et est, de ce fait, soumis aux critères du plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que l'intervention proposée a pour effet de rajouter un nouveau logement à l'étage;

Considérant qu'un balcon à l'étage sera rajouté;

Considérant que le modèle de poteaux à la galerie et au balcon avant rehausse le cachet du bâtiment;

Considérant que le projet est conforme à la réglementation actuelle;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville accepte la transformation de la bâtisse sise au 229 rue Lindsay pour permettre un logement à l'étage dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉ

295/3/94 - **Fixation des frais administratifs chargés par la Ville pour le nettoyage des terrains vacants ou construits**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville fixe à 85 $ les frais administratifs exigibles pour le nettoyage des terrains vacants ou construits sur l'ensemble du territoire.

La présente résolution abroge à toutes fins que de droit la résolution no. 348/4/93 du 19 avril 1993.

ADOPTÉ

296/3/94 - **Mandat à Les Consultants Audet et Associés Inc. - Travaux de construction (règlement no. 2313)**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et majoritairement résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme d'ingénieurs-conseils Les Consultants Audet et Associés Inc. aux fins de préparer les plans, les devis et une demande de soumissions publiques pour l'aménagement d'une piscine dans le secteur sud, le tout tel que prévu au règlement no. 2313, et autorise également cette firme à présenter pour approbation au ministère de l'Environnement du Québec les plans et devis ci-haut mentionnés.

Le conseiller Denis Savoie précise que, selon ses informations, la firme Les Consultants Audet et Associés Inc. est spécialiste en grains et en bâtiments ruraux. De plus, cette firme s'est dissociée récemment d'une autre compagnie.

M. Gérald Lapierre, d.g.a., confirme qu'il a obtenu de M. Luc Audet l'assurance que sa firme pouvait réagir au mandat avec le personnel actuel.

Le conseiller Réal Sawyer est du même avis que son collègue Denis Savoie quant à la spécialité recherchée.

Le conseiller Guy Drouin s'inquiète sur la capacité d'un ingénieur si ce dernier ne peut faire des plans.

Madame la mairesse demande le vote sur la proposition.

Votent POUR	Votent CONTRE
M. Alain Carrier	M. Denis Savoie
M. Pierre-Yvan Aubé	M. Réal Sawyer
Mme Odette Bélanger Marcotte	
M. Guy Drouin	
M. Guy Dubreuil	
M. Gilles Fontaine	
M. Réjean Gosselin	
M. Réal Jean	
M. Robert Lafrenière	
M. Jean-Guy Spénard	
Mme Réjeanne Viens	

ADOPTÉ

297/3/94 - **Adoption du projet de règlement no. 2326 - C.C.U. et dérogations mineures**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Réjean Gosselin,
et majoritairement résolu:

1° QUE le projet de règlement no. 2326 concernant le Comité consultatif d'urbanisme et les dérogations mineures, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

Le maire suppléant Alain Carrier n'est pas contre le projet de règlement créant et régissant le Comité consultatif d'urbanisme, mais s'objecte à l'adoption du chapitre 3 tel que proposé pour ce qui concerne les frais exigés pour une dérogation mineure.

Selon M. Carrier, un tarif réduit pour certaines demandes de dérogations mineures faites lors de demandes de permis pourrait être accepté. Il fait état également de la réglementation qui existait à Grantham et prévoyait un tarif de 350 $ pour les dérogations mineures demandées avant l'émission de permis.

Il est proposé par le maire suppléant Alain Carrier, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, qu'un tarif de 350 $ soit fixé pour les demandes de dérogations mineures présentées avant l'émission d'un permis.

Madame la mairesse demande le vote sur l'amendement.

Votent POUR	Votent CONTRE
M. Alain Carrier	M. Pierre-Yvan Aubé
M. Réal Sawyer	M. Guy Drouin
Mme Odette Bélanger Marcotte	M. Gilles Fontaine
M. Robert Lafrenière	M. Réjean Gosselin
M. Guy Dubreuil	M. Réal Jean
	M. Denis Savoie
	M. Jean-Guy Spénard
	Mme Réjeanne Viens

Madame la mairesse déclare l'amendement rejeté.

Madame la mairesse demande le vote sur la proposition initiale.

Votent POUR	Votent CONTRE
M. Pierre-Yvan Aubé	M. Alain Carrier
Mme Odette Bélanger Marcotte	M. Réal Sawyer
M. Guy Drouin	
M. Guy Dubreuil	
M. Gilles Fontaine	
M. Réjean Gosselin	
M. Réal Jean	
M. Robert Lafrenière	
M. Denis Savoie	
M. Jean-Guy Spénard	
Mme Réjeanne Viens	

ADOPTÉ

298/3/94 - Avis de motion d'un règlement (no. 2326) - C.C.U. et dérogations mineures

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement (no. 2326) concernant le Comité consultatif d'urbanisme et les dérogations mineures.

299/3/94 - Dispense de lecture du règlement no. 2326

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2326 concernant le Comité consultatif d'urbanisme et les dérogations mineures, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

300/3/94 - Avis de motion d'un règlement (no. 2332) - Tarifs des permis et des certificats d'autorisation et autres frais exigibles

Le conseiller Réal Jean donne avis de motion d'un règlement fixant les tarifs des permis et des certificats d'autorisation et autres frais exigibles et abrogeant le règlement no. 2228 de l'ex-Ville de Drummondville, de même que le règlement no. 1-93 de l'ex-municipalité de Grantham.

INITIALES DE LA MAIRESSE
92
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

5 avril 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 5 avril 1994, **sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras;** cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no. 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et environnement urbain
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

303/4/94 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel, après y avoir ajouté les items suivants:

40G. Information concernant la police (M. Denis Savoie)
40H. Dépôt d'une lettre - Coopérative Casse-Noisette (Me Céline Trottier)
40I. Feu de circulation clignotant, coin avenue Des Lilas/boul. Des Pins (M. Alain Carrier).

ADOPTÉ

304/4/94 - Adoption du procès-verbal - Ass. publ. cons. du 14 mars 1994

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 14 mars 1994 à 19h20 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

305/4/94 - **Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 14 mars 1994**

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 14 mars 1994 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

306/4/94 - **Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 28 mars 1994**

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 28 mars 1994 à 17h00 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

307/4/94

1- **PEINTURE 1994 (TP-94-04)**
(Soumissions ouvertes le 23 mars 1994)

Soumissionnaires	Centre d'Information docum. Côme St-Germain	Olympia Yvan Cournoyer
. COURCHESNE & FILS 2328-1587 QUÉBEC INC. 804 Lafontaine Drummondville	2 503,80 $	6 120,40 $
. G & L VADEBONCOEUR INC. 718 Marchand Drummondville	2 014,17 $	7 233,20 $
. SABLAGE ET PEINTURE BEAULAC INC. 1180 St-Adélard Drummondville	4 912,63 $	5 163,39 $

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que les soumissionnaires suivants soient retenus pour les items ci-après mentionnés:

- **G & L Vadeboncoeur Inc.** (Centre d'information documentaire Côme St-Germain) 2 014,17 $
- **Sablage et Peinture Beaulac Inc.** (Olympia Yvan Cournoyer) 5 163,39 $

ADOPTÉ

308/4/94

2- **ENTRETIEN MÉNAGER DU GARAGE MUNICIPAL (TP-94-05)**
(Soumissions ouvertes le 30 mars 1994)

Soumissionnaires	Partie "A"	Partie "B"
. ENTRETIEN CHEVALIER RIVE-SUD LTÉE 330 Boulevard Fiset Sorel	14 688,96 $	9 013,68 $
. RÉCUPÉRACTION CENTRE DU QUÉBEC INC. 5620 St-Roch Drummondville	17 693,52 $	10 404,68 $

INITIALES DE LA MAIRESSE
94
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la soumission de **Entretien Chevalier (Rive Sud) Ltée** soit retenue pour la partie "A" au montant de 14 688,96 $ et pour la partie "B" au montant de 9 013,68 $, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

309/4/94

3- **NETTOYAGE DES CHAUDIERES (TP-94-03)**
(Soumission ouverte le 9 mars 1994)

Soumission	Prix (taxes inc.)
. COMBUSTION A.C. INC. 3115 Gendron Ste-Rosalie	3 230,68 $

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la soumission de **Combustion A.C. Inc.** soit retenue, étant la seule soumission reçue conforme.

ADOPTÉ

310/4/94

4- **VENTE DU LOT 126-3-427 (CHEMIN DU GOLF)**
(Soumission ouverte le 30 mars 1994)

Soumissionnaire	Prix
. **MME GINETTE MÉNARD** 1090 Gadbois St-Hyacinthe	31 500 $

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la soumission de **Mme Ginette Ménard** soit retenue.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception d'une pétition provenant d'une quinzaine de compagnies situées sur la rue Haggerty, ainsi que des employés de ces compagnies concernant le mauvais état de la chaussée de la rue Haggerty. Le suivi sera assuré par les différents services de la Ville.

La greffière fait également mention de lettres de remerciements provenant des brigadières scolaires et de la Maison de Quartier de Drummondville.

311/4/94 - Acceptation des comptes

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 14 mars au 5 avril 1994, lesquels comptes totalisent la somme de 3 140 225,13 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

312/4/94 - **Demande au MAM et au Ministre de la Sécurité publique - Remboursement d'un montant payé par l'ex-municipalité de Grantham**

Attendu que la municipalité de Grantham et la Ville de Drummondville forment depuis le 22 décembre 1993 une seule Ville;

Attendu qu'avant cette date, la municipalité de Grantham payait au ministère des Affaires municipales un coût pour les services de la Sûreté du Québec, le tout en conformité avec les objectifs de la Loi 145 modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales;

Attendu que l'ex-municipalité de Grantham a acquitté tous les coûts imputables à sa municipalité pour l'année financière 1993;

Attendu que depuis le 22 décembre 1993, la municipalité de Grantham n'existe plus et que le Service de la sécurité publique de la Ville assure la sécurité de la population;

En conséquence, il est proposé par le maire suppléant Alain Carrier, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la Ville de Drummmondville demande au Ministre des Affaires municipales et au Ministre de la Sécurité publique de rembourser le montant payé par l'ex-municipalité de Grantham pour la période du 22 au 31 décembre 1993, soit environ 15 300 $ plus les intérêts pour ladite période.

ADOPTÉ

313/4/94 - **Utilisation du stationnement de l'O.Y.C. - Association Moto-Tourisme Drummond**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Association Moto-Tourisme Drummond Inc. à utiliser le stationnement de l'Olympia Yvan Cournoyer les 10 et 12 mai 1994 en soirée et toute la journée du 21 mai 1994 pour la tenue d'activités, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉ

314/4/94 - **Tenue d'un casino - Société d'Agriculture du District de Drummond**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise la Société d'Agriculture du District de Drummond à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la tenue d'un casino dans le cadre de l'Exposition agricole de Drummondville et ce pour la période du 27 juin au 3 juillet 1994.

ADOPTÉ

315/4/94 - **Tenue d'un bingo - Société d'Agriculture du District de Drummond**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise la Société d'Agriculture du District de Drummond à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la tenue d'un bingo le 28 juin 1994 dans le cadre de l'Exposition agricole de Drummondville.

ADOPTÉ

316/4/94 - **Sollicitation de permis de bar - Société d'Agriculture du District de Drummond**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise la Société d'Agriculture du District de Drummond à solliciter des permis de bar auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec dans le cadre de l'Exposition agricole de Drummondville et ce pour la période du 27 juin au 3 juillet 1994.

ADOPTÉ

317/4/94 - **Protocole de reconnaissance avec Joujouthèque Drummond Inc.**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec Joujouthèque Drummond Inc. et ce pour une période de 5 ans.

ADOPTÉ

318/4/94 - **Protocole d'entente avec Joujouthèque Drummond Inc. - Subvention pour l'animation**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec Joujouthèque Drummond Inc. pour l'animation et la gestion.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 1994 et comprend le versement d'une subvention de 7 000 $.

ADOPTÉ

319/4/94 - **Nomination de MM. Michel Desrosiers et Martin Boisvert à titre d'inspecteurs des mauvaises herbes**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que MM. Michel Desrosiers et Martin Boisvert agissent à titre d'inspecteurs des mauvaises herbes aux termes de la Loi sur les abus préjudiciables à l'agriculture.

ADOPTÉ

320/4/94 - **Emprunt de 217 865 $ au fonds de roulement**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le maire suppléant Alain Carrier, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville emprunte de son fonds de roulement une somme de 217 865 $ pour des dépenses à être effectuées par les différents services de la Ville et réparties comme suit:

1.	Informatique	9 925 $
2.	Embellissement	35 000
3.	Édifices	47 840
4.	Police	28 000
5.	Incendie	14 000
6.	OMU	14 000
7.	Loisirs & action communautaire	11 600
8.	Bibliothèque	7 500
9.	Asphalte	50 000
		217 865 $

316/4/94 - **Sollicitation de permis de bar - Société d'Agriculture du District de Drummond**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise la Société d'Agriculture du District de Drummond à solliciter des permis de bar auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec dans le cadre de l'Exposition agricole de Drummondville et ce pour la période du 27 juin au 3 juillet 1994.

ADOPTÉ

317/4/94 - **Protocole de reconnaissance avec Joujouthèque Drummond Inc.**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec Joujouthèque Drummond Inc. et ce pour une période de 5 ans.

ADOPTÉ

318/4/94 - **Protocole d'entente avec Joujouthèque Drummond Inc. - Subvention pour l'animation**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec Joujouthèque Drummond Inc. pour l'animation et la gestion.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 1994 et comprend le versement d'une subvention de 7 000 $.

ADOPTÉ

319/4/94 - **Nomination de MM. Michel Desrosiers et Martin Boisvert à titre d'inspecteurs des mauvaises herbes**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que MM. Michel Desrosiers et Martin Boisvert agissent à titre d'inspecteurs des mauvaises herbes aux termes de la Loi sur les abus préjudiciables à l'agriculture.

ADOPTÉ

320/4/94 - **Emprunt de 217 865 $ au fonds de roulement**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le maire suppléant Alain Carrier, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville emprunte de son fonds de roulement une somme de 217 865 $ pour des dépenses à être effectuées par les différents services de la Ville et réparties comme suit:

1.	Informatique	9 925 $
2.	Embellissement	35 000
3.	Édifices	47 840
4.	Police	28 000
5.	Incendie	14 000
6.	OMU	14 000
7.	Loisirs & action communautaire	11 600
8.	Bibliothèque	7 500
9.	Asphalte	50 000
		217 865 $

INITIALES DE LA MAIRESSE
97
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Cet emprunt sera remboursable comme suit:

43 573 $ en 1995
43 573 $ en 1996
43 573 $ en 1997
43 573 $ en 1998
43 573 $ en 1999.

ADOPTÉ

321/4/94 - **Inscription de la Ville à la progr. annuelle du programme d'aide (Travaux - Pont de la rue St-Pierre et Pont du Curé Marchand)**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière,
appuyé par le conseiller Guy Dubreuil,
et unanimement résolu:

1° QUE la Ville de Drummondville autorise le ministère des Transports du Québec à inscrire à la programmation annuelle du programme d'aide les travaux qualifiés d'urgent par ledit ministère et à être effectués sur le Pont de la rue St-Pierre (dossier no. 2258) et sur le Pont du Curé Marchand (dossier no. 2259);

2° QUE la Ville de Drummondville signifie son accord à la réalisation desdits travaux en autant que le ministère des Transports du Québec en assume les coûts.

ADOPTÉ

322/4/94 - **Tenue d'une journée de collecte de déchets domestiques dangereux - Le Bloc Vert Inc.**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise Le Bloc Vert Inc. à tenir une journée de collecte de déchets domestiques dangereux le 7 mai 1994 dans le stationnement du Centre Marcel Dionne, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

De plus, la Ville de Drummondville verse une somme de 22 000 $ à cet organisme à titre de subvention 1994. Ladite somme sera payable en 2 versements.

ADOPTÉ

323/4/94 - **Inscription de la Ville au programme de conversion de l'éclairage public et demande d'aide financière**

Attendu que la Ville de Drummondville possède son système d'éclairage public (abonné au service général d'éclairage public);

Attendu qu'une partie du parc d'éclairage public de la municipalité fonctionne avec des lampes à incandescence, fluorescentes et/ou à vapeur de mercure, lesquelles sont peu efficaces;

Attendu qu'Hydro-Québec propose son Programme de conversion de l'éclairage public, lequel offre aux municipalités une aide financière pour la réalisation d'une étude de faisabilité (appelée étude technico-économique);

Attendu qu'il est avantageux pour la Ville de Drummondville de faire réaliser cette étude pour pouvoir analyser la rentabilité de convertir au sodium le parc d'éclairage public;

Attendu que la Ville de Drummondville souhaite obtenir l'aide financière prévue au Programme de conversion de l'éclairage public d'Hydro-Québec;

INITIALES DE LA MAIRESSE
98
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Il est proposé par le maire suppléant Alain Carrier,
appuyé par le conseiller Denis Savoie,
et unanimement résolu:

1° QUE la Ville de Drummondville s'inscrive au Programme de conversion de l'éclairage public d'Hydro-Québec et demande l'aide financière qui y est prévue;

2° QUE la Ville de Drummondville mandate le Groupe HBA Experts Conseil Inc. comme interlocuteur d'Hydro-Québec pour la municipalité aux fins de ce Programme.

ADOPTÉ

324/4/94 - **Mandat au Groupe HBA Experts Conseils Inc. - Étude technico-économique (Programme de conversion de l'éclairage public)**

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Le Groupe HBA Experts Conseils Inc. aux fins de réaliser une étude technico-économique dans le cadre du Programme de conversion de l'éclairage public d'Hydro-Québec et de préparer le cahier des charges pour l'appel de propositions clé en main.

Les honoraires ne devront pas excéder le montant de la subvention accordée par Hydro-Québec.

ADOPTÉ

325/4/94 - **Subvention de 150 $ - Les Jeunes Violonistes Suzuki de Dr'Ville**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 150 $ à Les Jeunes Violonistes Suzuki de Drummondville à titre de subvention 1994.

ADOPTÉ

326/4/94 - **Subvention de 100 $ - Fondation Réveil Inc.**

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ à la Fondation Réveil Inc. à titre de subvention 1994.

ADOPTÉ

327/4/94 - **Subvention de 100 $ - Société Canadienne du Cancer**

Il est proposé par le conseiller Guy Dubreuil, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ à la Société Canadienne du Cancer à titre de subvention 1994.

ADOPTÉ

328/4/94 - **Acceptation du compte rendu (15/3/94 et 29/3/94) - Comité de transport en commun**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et unanimement résolu que le compte rendu des réunions du Comité de transport en commun tenues les 15 et 29 mars 1994 soit accepté tel que rédigé et que copie soit déposée aux archives.

ADOPTÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Rapport mensuel du Service de planification du territoire - Construction

Le conseiller Gilles Fontaine résume la situation de l'habitation pour le mois de mars 1994 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 1993.

329/4/94 - **Vente du lot 790-134 à Mme Nathalie Boisvert et M. Stéphane Marcotte**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville vende à Mme Nathalie Boisvert et M. Stéphane Marcotte le lot 790-134 du cadastre du Canton de Wickham, division d'enregistrement de Drummond.

Ladite vente est consentie pour et en considération d'une somme de quatorze mille cinq cents dollars (14 500 $) payable comptant à la signature du contrat, le tout sujet aux conditions déjà acceptées par les acquéreurs.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents à la présente transaction.

ADOPTÉ

330/4/94 - **Autorisation au directeur des Services juridiques - État d'insalubrité d'une propriété sise au 402 rue Bruno**

Considérant que les autorités de la Ville de Drummondville ont été saisies d'un problème d'insalubrité dans une résidence située au 402 rue Bruno;

Considérant que la Loi sur la qualité de l'environnement permet à une municipalité d'intervenir dans un cas semblable;

AMENDÉE PAR RÉS. 499/5/94

En conséquence, il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville enjoigne le propriétaire et/ou l'occupant du 402 rue Bruno de prendre les mesures nécessaires pour remédier à l'état d'insalubrité de sa propriété et ce dans un délai de 10 jours.

Le directeur des Services juridiques de la Ville est également autorisé à procéder dans ce dossier.

ADOPTÉ

331/4/94 - **Appui de la Ville à la candidature de la Corporation Rues Principales Drummondville - catégorie: organisme communautaire**

Considérant que depuis quelques années, la Ville de Drummondville participe au programme Rues Principales;

Considérant que la Corporation Rues Principales Drummondville a développé au sein de la communauté drummondvilloise et plus particulièrement du centre-ville une façon de penser différente au niveau de la mise en valeur des immeubles;

Considérant que tous les bénévoles membres de la Corporation Rues Principales Drummondville contribuent par leur dévouement et leur dynamisme à l'amélioration de la qualité de vie du secteur centre-ville;

En conséquence, il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville appuie la candidature de la Corporation Rues Principales Drummondville au mérite municipal, catégorie: organisme communautaire, et ce dans le cadre de la Semaine de la municipalité.

ADOPTÉ

332/4/94 - **Subvention de 3 000 $ - Club social des employés municipaux de la Ville de Drummondville**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 3 000 $ au Club social des employés municipaux de la Ville et ce à titre de subvention 1994.

ADOPTÉ

333/4/94 - **Modification du nom du "Centre Communautaire Grantham" en celui de "Centre Pierre Lemaire"**

Il est proposé par le conseiller Réal Sawyer, appuyé par le maire suppléant Alain Carrier, et unanimement résolu que le Centre Communautaire Grantham soit dorénavant connu sous le nom de "Centre Pierre Lemaire".

Le conseiller Réal Sawyer souligne que M. Pierre Lemaire a été membre du Conseil de l'ex-municipalité de Grantham durant 16 ans et que cette nomination constitue une marque de reconnaissance.

ADOPTÉ

334/4/94 - **Nomination de la rue "du Faucon" - Développement domiciliaire La Volière**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de la rue "du Faucon" portant les numéros de cadastre 291-225 Ptie, 291-255 et 291-294 du Canton de Grantham et située dans le développement domiciliaire La Volière.

ADOPTÉ

335/4/94 - **Acceptation du procès-verbal (30/3/94) - C.C.U.**

Il est proposé par le conseiller Réjean Gosselin, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 30 mars 1994 pour le secteur de Grantham soit accepté tel que rédigé et que copie soit déposée aux archives.

ADOPTÉ

336/4/94 - **Avis de motion d'un règlement (no. 2322) - Plan d'urbanisme**

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement (no. 2322) amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080 dans le but de rendre "résidentielle" l'affectation commerciale de certains terrains situés de chaque côté d'une partie de la rue Notre-Dame, approximativement entre les rues Cockburn et Mélançon.

337/4/94 - **Dispense de lecture du règlement no. 2322**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2322 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080 dans le but de rendre "résidentielle" l'affectation commerciale de certains terrains situés de chaque côté d'une partie de la rue Notre-Dame, approximativement entre les rues Cockburn et Mélançon, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

338/4/94 - Avis de motion d'un règlement (no. 2323) - Zonage

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de réduire la zone commerciale C03-13 aux deux (2) lots situés de part et d'autre de la rue Notre-Dame du côté nord-ouest de la rue Marchand entraînant l'agrandissement des zones résidentielles H03-09 et H03-10.

339/4/94 - Dispense de lecture du règlement no. 2323

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2323 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de réduire la zone commerciale C03-13 aux deux (2) lots situés de part et d'autre de la rue Notre-Dame du côté nord-ouest de la rue Marchand entraînant l'agrandissement des zones résidentielles H03-09 et H03-10, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

340/4/94 - Avis de motion d'un règlement (no. 2324) - Zonage

Le conseiller Réjean Gosselin donne avis de motion d'un règlement (no. 2324) amendant le règlement de zonage municipal no. 6-90 dans le but d'agrandir la zone résidentielle Ru3-016 à même la zone résidentielle Ru3-016-1 et de fixer certaines normes de construction pour les résidences unifamiliales isolées en bordure de la rue Martine.

341/4/94 - Dispense de lecture du règlement no. 2324

Il est proposé par le conseiller Réjean Gosselin, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2324 amendant le règlement de zonage municipal no. 6-90 dans le but d'agrandir la zone résidentielle Ru3-016 à même la zone résidentielle Ru3-016-1 et de fixer certaines normes de construction pour les résidences unifamiliales isolées en bordure de la rue Martine, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

342/4/94 - Avis de motion d'un règlement (no. 2325) - Lotissement

Le conseiller Réjean Gosselin donne avis de motion d'un règlement (no. 2325) amendant le règlement de lotissement municipal no. 7-90 dans le but de réduire la superficie minimale requise ainsi que le frontage minimal exigé pour une opération cadastrale sur la rue Martine (zones Ru3-016 et Ru3-016-1).

343/4/94 - Dispense de lecture du règlement no. 2325

Il est proposé par le conseiller Réjean Gosselin, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2325 amendant le règlement de lotissement municipal no. 7-90 dans le but de réduire la superficie minimale requise ainsi que le frontage minimal exigé pour une opération cadastrale sur la rue Martine (zones Ru3-016 et Ru3-016-1), dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

344/4/94 - Avis de motion d'un règlement - Achat d'équipements informatiques

Le conseiller Jean-Guy Spénard donne avis de motion d'un règlement prévoyant un emprunt n'excédant pas 125 000 $ pour l'achat d'équipements informatiques.

1. Centre d'Information documentaire Côme St-Germain	20 000 $
2. Trésorerie	14 500
3. Service de l'habitation	12 000
4. Cartographie	65 000
5. Divers	11 000
	122 500 $
Frais de financement	2 500
TOTAL - EMPRUNT:	125 000 $

345/4/94 - **Avis de motion d'un règlement - Achat d'équipements et de matériel au Service de la sécurité publique**

Le conseiller Guy Drouin donne avis de motion d'un règlement prévoyant un emprunt n'excédant pas 59 200 $ pour l'achat d'équipements et de matériel pour le Service de la sécurité publique.

Achat d'équipements et de matériel	58 000 $
Frais de financement	1 200
TOTAL - EMPRUNT:	59 200 $

Le conseiller Denis Savoie s'interroge sur le 10 000 $ affecté à la modification de locaux prévue au précédent avis de motion.

Le conseiller Robert Lafrenière confirme que les membres du Comité de police verront à obtenir les informations nécessaires.

346/4/94 - **Avis de motion d'un règlement - Amendement au règlement no. 2226 et à la résolution no. 555/7/93**

Le conseiller Jean-Guy Spénard donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement no. 2226 et la résolution no. 555/7/93 afin de modifier les dispositions relatives à la taxation prévue à ce règlement de manière à ce qu'une partie des travaux décrétés à ce règlement soit payée à même une taxe imposée sur les immeubles du secteur desservi et abrogeant le règlement no. 2281.

347/4/94 - **Avis de motion d'un règlement - Adoption des prévisions budgétaires 1994 de la Régie intermunicipale de la Cité des Loisirs**

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement prévoyant l'adoption des prévisions budgétaires de la Régie intermunicipale de la Cité des Loisirs pour l'année 1994.

348/4/94 - **Avis de motion d'un règlement - Travaux d'aqueduc sur le boulevard Allard**

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement décrétant un emprunt n'excédant pas 72 000 $ pour l'exécution de travaux d'aqueduc sur le boulevard Allard, entre le 4950 boulevard Allard et les limites de la Ville de Drummondville.

Travaux d'aqueduc	63 800 $
Honoraires professionnels	6 400
Frais de financement	1 800
TOTAL - EMPRUNT:	72 000 $

349/4/94 - Adoption du règlement no. 2329 - Travaux publics en 1994

Lecture est donnée du règlement no. 2329 décrétant un emprunt de 1 125 700 $ pour l'exécution en 1994 de divers travaux publics dans la Ville de Drummondville.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2329 et ce de 9 heures à 19 heures le 18 avril 1994.

350/4/94 - **Adoption du règlement no. 2330 - Entretien des édifices municipaux et aménagement de parcs et/ou d'équipements municipaux en 1994**

Lecture est donnée du règlement no. 2330 décrétant un emprunt de 203 200 $ pour l'entretien de certains édifices municipaux et l'aménagement de parcs et/ou d'équipements municipaux en 1994.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2330 et ce de 9 heures à 19 heures le 18 avril 1994.

351/4/94 - **Adoption du règlement no. 2332 - Tarifs des permis et des certificats d'autorisation et autres frais exigibles**

Lecture est donnée du règlement no. 2332 concernant les tarifs des permis et certificats d'autorisation et autres frais exigibles.

Le maire suppléant Alain Carrier soumet à ses collègues une proposition d'amendement au projet de règlement, laquelle proposition sera la suivante:

- Modification au règlement de zonage: 200 $ lors de la demande
  + 150 $ si la demande est acceptée

- Dérogation mineure: 200 $ lors de la demande
  + 400 $ si la demande est acceptée

Les motifs d'incitation et d'aide au développement représentent le point de vue de certains élus.

Par contre, le conseiller Gilles Fontaine rappelle que des frais sont engendrés par les demandes prévues au projet de règlement et que la Ville doit couvrir ces dépenses.

Après plusieurs interventions, il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le maire suppléant Alain Carrier, et unanimement résolu que le règlement no. 2332 soit retiré pour en faire une étude plus approfondie.

ADOPTÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
104
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Informations des membres du Conseil:

Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du Conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à:
- Mme Odette Clair, secrétaire au Service de la sécurité publique, à l'occasion du décès de son beau-père, M. Augustin Audet;
- Mme Lisette Dion, employée au Service de la trésorerie, à l'occasion du décès de son père, M. Armand Dion.

Communiqué - 1er versement des taxes municipales - ex-municipalité de Grantham (M. Jean-Guy Spénard)

Le conseiller Jean-Guy Spénard rappelle aux propriétaires de l'ex-municipalité de Grantham que le premier versement de taxes devient dû et échu le 6 avril 1994.

Nettoyage de rues (M. Pierre-Yvan Aubé)

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé informe la population que le nettoyage des rues a débuté mardi le 5 avril 1994.

Il demande également aux résidents qui ont eu à vivre des gels d'eau durant la saison hivernale de fermer les robinets, les risques étant terminés.

Cueillette des déchets domestiques dangereux (M. R. Lafrenière)

Le conseiller Robert Lafrenière annonce la journée de la cueillette des déchets domestiques dangereux (DDD) pour le 7 mai 1994; laquelle activité se tiendra dans le stationnement du Centre Marcel Dionne.

Piscine - secteur Sud (Me Céline Trottier)

La conseillère Céline Trottier résume la soirée d'information tenue le 24 mars dernier au Centre Communautaire Drummondville-Sud pour la présentation du concept de piscine-plage. Elle fait également lecture d'une lettre signée par la présidente de la Coopérative Casse-Noisette.

Me Céline Trottier remercie ses collègues et la population du secteur Sud pour leur confiance dans ce dossier.

Information concernant la police (M. Denis Savoie)

Le conseiller Denis Savoie demande si des gestes ont été posés suite à son intervention du 21 février dernier relativement au téléphone du Service des enquêtes.

Madame la mairesse l'informe qu'une directive a été émise et le directeur général confirme qu'une ligne privée a été installée.

Feu de circulation clignotant, coin avenue Des Lilas/ boul. Des Pins (M. Alain Carrier)

Le maire suppléant Alain Carrier demande que le Comité de Circulation soit sensibilisé au feu de circulation clignotant installé à l'angle du boulevard Des Pins et de l'avenue Des Lilas.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenants: a) **M. Gérard Prince,** 1942 boulevard Mercure.

b) **M. André Verrier,** promoteur.

a) **M. Gérard Prince**

Qui a autorisé le "monstre noir" à circuler à Drummondville?

Le conseiller Réal Jean précise qu'il s'agit d'une publicité vendue et qu'elle maquille un véhicule de la Commission de Transport.

M. Prince trouve le concept de la piscine du secteur Sud formidable.

M. Prince suggère également qu'un terrain soit aménagé pour permettre le patin à roulettes.

b) **M. André Verrier**

M. Verrier s'excuse des propos qu'il a tenus lors d'une récente séance du Conseil. Les chiffres qu'il avait alors dévoilés ne reflétaient pas la réalité.

De plus, M. Verrier intervient pour émettre son point de vue sur la modification proposée aux tarifs imposés lors d'une demande de modification de zonage ou d'une dérogation mineure. Selon lui, le tarif importe peu pour un promoteur, ce qui compte c'est la collaboration des urbanistes et la réaction du marché immobilier. Le développement à long terme est très difficile à planifier.

Le conseiller Gilles Fontaine trouve intéressante l'intervention de M. Verrier et promet de vérifier la réglementation.

Le maire suppléant Alain Carrier, pour sa part, maintient que sa proposition est faite dans l'esprit d'être plus compétitif et de venir en aide aux promoteurs.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu **lundi le 18 avril 1994.**

352/4/94 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Thérèse Cayolet
Greffière.

Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE

106

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

18 avril 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 18 avril 1994 à 19h15, sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Odette Bélanger Marcotte
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et environnement urbain
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques
Mme Anik Bonvouloir, urbaniste.

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

353/4/94 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

Madame la mairesse explique la procédure de consultation publique édictée par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et précise la nature et l'objet des projets de règlements suivants:

- Règlement no. 2322 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080 dans le but de soustraire au plan d'urbanisme certains terrains situés de chaque côté de la rue Notre-Dame, approximativement entre les rues Cockburn et Mélançon, à l'exception des deux (2) terrains localisés du côté nord-ouest de la rue Marchand (angle Notre-Dame), d'une affectation du sol de type "commercial" pour l'inclure dans une affectation de type "résidentiel";

- **Règlement no. 2323** amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de réduire la zone commerciale C03-13 aux deux (2) lots situés de part et d'autre de la rue Notre-Dame du côté nord-ouest de la rue Marchand entraînant l'agrandissement des zones résidentielles H03-09 et H03-10;
- **Règlement no. 2324** amendant le règlement de zonage municipal no. 6-90 dans le but de diminuer la zone résidentielle Ru3-016-1 par l'incorporation de cette partie amputée à la zone résidentielle Ru3-016 et de fixer des normes spéciales de construction pour les résidences, soit au niveau de la pente de toit et du mur de façade;
- **Règlement no. 2325** amendant le règlement de lotissement municipal no. 7-90 dans le but de réduire la superficie minimale requise ainsi que le frontage minimal exigé pour une opération cadastrale sur la rue Martine (zones Ru3-016 et Ru3-016-1);
- **Règlement no. 2326** concernant le Comité consultatif d'urbanisme et les dérogations mineures.

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

354/4/94 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Thérèse Cayouette
Greffière.

Francine Gratton Jetten
Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
108
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

18 avril 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 18 avril 1994, **sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras;** cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no. 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Odette Bélanger Marcotte
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et environnement urbain
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

355/4/94 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Luc Teasdale, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel, après y avoir ajouté les items suivants:

53C. Félicitations à Nancy Drolet (Me Céline Trottier)
53D. Exposition - U.M.Q. (Mme Réjeanne Viens).

ADOPTÉ

Proclamation - "Semaine des travaux publics"

Madame la mairesse proclame la semaine du 25 avril au 1er mai 1994 "Semaine des travaux publics".

356/4/94 - **Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 5 avril 1994**

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 5 avril 1994 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

357/4/94

- **FOURNITURE D'UNE FOURGONNETTE ET DE DEUX CAMIONNETTES (NO. 4-020)**
  (Soumissions ouvertes le 23 mars 1994)

a) **Une fourgonnette 4 x 2, 8 cylindres**

Soumissionnaires	Alternative "A" Véhicule avec moteur à essence	Alternative "B" Véhicule avec moteur diesel
. PINARD & NADEAU INC. 1144 boul. St-Joseph Drummondville	21 063,12 $	-
. GARAGE MONTPLAISIR LTÉE 875 boul. St-Joseph Drummondville	20 038,10 $	22 927,10 $
. DRUMMONDVILLE FORD INC. 2115 boul. Mercure Drummondville	21 135,92 $	-

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la soumission de **Pinard & Nadeau Inc. (alternative "A" - moteur à essence)**, au montant de 21 063,12 $ (taxes incluses), soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉ

358/4/94

b) **Deux camionnettes Pick Up, 4 x 2, 8 cylindres**

Soumissionnaires	Alternative "A" Véhicules avec moteur à essence	Alternative "B" Véhicules avec moteur diesel
. PINARD & NADEAU INC. 1144 boulevard St-Joseph Drummondville	41 599,29 $	-
. GARAGE MONTPLAISIR LTÉE 875 boulevard St-Joseph Drummondville	42 188,64 $	47 966,64 $
. DRUMMONDVILLE FORD INC. 2115 Boulevard Mercure Drummondville	41 132,43 $	-

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la soumission de **Drummondville Ford Inc. (alternative "A" - moteur à essence)**, au montant de 41 132,43 $ (taxes incluses), soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E :

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres relativement à:

. des offres de services de consultants
. l'affichage suite à des avis de non-conformité
. des remerciements suite à une subvention.

359/4/94 - **Utilisation du parc St-Georges - Club Optimiste de Grantham**

Il est proposé par le conseiller Réjean Gosselin, appuyé par le maire suppléant Alain Carrier, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club Optimiste de Grantham à utiliser le parc St-Georges le 7 mai 1994 ou le 8 mai 1994 en cas de pluie, pour une activité de sécurité à bicyclette, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉ

360/4/94 - **Utilisation du parc St-Philippe et du chalet - Club de Pétanque**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club de Pétanque de Drummondville Inc. à utiliser le parc St-Philippe ainsi que le chalet pour la tenue de ses activités estivales 1994, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉ

361/4/94 - **Protocole d'entente avec le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc. - Tenue de la Fête de la St-Jean-Baptiste 1994**

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc. pour la tenue de la Fête de la St-Jean-Baptiste 1994.

Le protocole d'entente est valable pour la période d'organisation, de réalisation et d'évaluation de la Fête de la St-Jean-Baptiste 1994 et comprend le versement d'une subvention de 6 000 $.

La Ville de Drummondville autorise cet organisme à solliciter auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec un permis pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉ

362/4/94 - **Protocole d'entente avec le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc. - Entretien de certains parcs**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc. pour l'entretien de certains parcs.

Le protocole d'entente est valable pour la période du 15 avril au 31 octobre 1994 et comprend le versement d'une subvention de 26 707,20 $ (incluant les taxes).

ADOPTÉ

363/4/94 - **Contrat de location avec la Sidac du quartier St-Joseph de Drummondville - Utilisation d'un local à l'édifice Th.-Louis Gauthier**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat de location avec la Sidac du quartier St-Joseph de Drummondville pour l'utilisation d'un local à l'édifice Thomas-Louis Gauthier.

Le contrat de location est valable pour la période du 1er mai au 31 décembre 1994.

ADOPTÉ

364/4/94 - **Contrat de location avec le Regroupement interculturel de Drummondville Inc. - Utilisation d'un local à l'édifice Th.-Louis Gauthier**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat de location à intervenir avec le Regroupement interculturel de Drummondville Inc. pour l'utilisation d'un local à l'édifice Thomas-Louis Gauthier.

Le contrat de location est valable pour la période du 1er mai au 31 décembre 1994.

ADOPTÉ

365/4/94 - **Convention avec Résidence L'Ermitage Inc. - Modification à l'acte enregistré sous le numéro 326204**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec Résidence l'Ermitage Inc. de façon à modifier le paragraphe b) de l'article "Servitude réelle" de l'acte enregistré au bureau d'enregistrement de Drummond sous le numéro 326204, afin de se conformer à la réglementation de zonage actuellement en vigueur.

Les honoraires seront à la charge du promoteur.

ADOPTÉ

366/4/94 - **Appui au Conseil régional de la Prévention de la Criminalité Mauricie-Bois-Francs**

Considérant que la criminalité et les problèmes qui en découlent affectent la qualité de vie de nos citoyennes et citoyens;

Considérant que la prévention constitue la voie à privilégier pour diminuer les risques de la criminalité;

Considérant que le Conseil régional de la Prévention de la Criminalité Mauricie-Bois-Francs peut nous aider à développer des mécanismes de concertation dans notre municipalité;

Considérant que le Conseil régional de la Prévention de la Criminalité Mauricie-Bois-Francs peut nous aider à supporter la mise en place des projets-pilotes en matière de prévention de la criminalité;

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville demande au ministère de la Sécurité publique de continuer à reconnaître et à soutenir le Conseil régional de la Prévention de la Criminalité Mauricie-Bois-Francs.

ADOPTÉ

367/4/94 - **Demande au ministère des Transports - Installation de feux de circulation à l'angle du boulevard St-Joseph et de la rue Poulin**

Il est proposé par le maire suppléant Alain Carrier, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville demande au ministère des Transports du Québec d'installer des feux de circulation à l'angle du boulevard St-Joseph et de la rue Poulin.

ADOPTÉ

368/4/94 - **Désaccord de la Ville signifié à la CPTAQ - Aménagement d'une résidence unifamiliale isolée sur le lot 187-76**

Attendu que le propriétaire du lot 187-76 du cadastre du Canton de Grantham a déposé une demande à la Commission de Protection du Territoire Agricole du Québec;

Attendu que la demande vient en contradiction avec la réglementation municipale en vigueur;

Attendu que l'approbation par la Commission de Protection du Territoire Agricole du projet soumis constituerait un encouragement à l'étalement urbain en zone agricole;

En conséquence, il est proposé par le maire suppléant Alain Carrier, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville signifie à la Commission de Protection du Territoire Agricole du Québec son désaccord au projet d'aménagement d'un bâtiment en résidence sur le lot 187-76 du cadastre du Canton de Grantham.

ADOPTÉ

369/4/94 - **Subvention de 500 $ - Jumelages et Échanges socio-culturels de Drummondville Inc.**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 500 $ à Les Jumelages et Échanges socio-culturels de Drummondville Inc. pour la diffusion d'émissions sur la Roche-sur-Yon.

ADOPTÉ

370/4/94 - **Acceptation du procès-verbal (14/4/94) - C.C.U.**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 14 avril 1994 soit accepté tel que rédigé et que copie soit déposée aux archives.

ADOPTÉ

371/4/94 - **Acceptation d'un projet de reconstruction d'une bâtisse située au 400 St-Jean - P.I.I.A.**

Considérant qu'une demande pour la reconstruction de la Pharmacie Jean-Coutu située au 400 rue St-Jean a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que la zone C06-49 est assujettie aux critères d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que la Pharmacie Jean-Coutu subissait un important incendie le 10 janvier 1994;

Considérant que la reconstruction de la nouvelle bâtisse sera similaire à celle incendiée;

Considérant que la nouvelle bâtisse s'intègre aux bâtiments environnants;

Considérant que la demande respecte les règlements municipaux;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville accepte le plan déposé par le bureau d'architectes Baril, Duclos et Fournier portant le numéro de dossier 94-1129 dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉ

372/4/94 - **Acceptation d'un projet de rénovation d'une bâtisse située au 191 Heriot - P.I.I.A.**

Considérant qu'une demande modifiant les plans à l'étage du 191 rue Heriot (Reitmans) a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment est localisé à l'intérieur du centre-ville donc assujetti aux dispositions du plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que le Comité consultatif d'urbanisme par sa résolution no. 94.03.04 avait accepté un P.I.I.A. pour le 191 rue Heriot;

Considérant que la modification proposée consiste à percer une porte double jardin, ainsi qu'à rajouter un balcon;

Considérant que l'ancien plan proposait simplement un "oeil de boeuf" comme élément décoratif;

Considérant que le nouveau plan répond davantage aux critères du plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville accepte le nouveau plan déposé par M. Denis Chamberland dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale pour la bâtisse sise au 191 rue Heriot.

ADOPTÉ

373/4/94 - **Acceptation de la rés. no. 94.03.13 du C.C.U. du 2 mars 1994**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que la résolution no. 94.03.13 du procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 2 mars 1994 soit acceptée telle que rédigée.

ADOPTÉ

374/4/94 - **Nomination des rues "P. Mondou" et "G.-E. Cyr"**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination des rues suivantes:

- rue P. Mondou : lots 167-206, 168-351 et 168-352
- rue G.-E. Cyr : lots P.167, P.168 et P.167-38

situées dans le développement Faubourg St-Pierre.

ADOPTÉ

375/4/94 - **Demande au MAM - Inscription de travaux à réaliser dans le centre-ville (Programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec - Volet 1)**

Attendu que la Ville de Drummondville a investi, à date, beaucoup d'argent pour améliorer son centre-ville;

Attendu que l'état des infrastructures risque de créer des déboursés importants pour la Ville et ce à très brève échéance;

Attendu que le programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec - Volet 1 permet à la Ville d'envisager la possibilité d'un financement partiel de travaux majeurs au centre-ville;

Attendu que ledit programme prévoit une enveloppe budgétaire de 60 000 000 $ pour des travaux visant la revitalisation des centres-villes;

En conséquence, il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville demande au Ministre des Affaires municipales du Québec d'inscrire à son programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec - Volet 1 les travaux d'aqueduc, d'égout sanitaire, d'égout pluvial, d'infrastructures, de pavage, de trottoirs et de pulvérisation de pavage à être réalisés au centre-ville.

Le coût desdits travaux est évalué à 2 747 500 $. La participation de la Ville est de 915 833,34 $ et les gouvernements fédéral et provincial participeront pour 915 833,33 $ chacun.

ADOPTÉ

376/4/94 - **Demande au MAM - Inscription de travaux sur le boul. St-Joseph (Programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec - Volet 1)**

Attendu que la Ville de Drummondville désire corriger des problèmes de drainage et d'égouttement des eaux de surface sur une partie du boulevard St-Joseph;

Attendu que le programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec - Volet 1 offre à la Ville la possibilité de financer en partie les travaux nécessaires pour corriger la situation;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville demande au Ministre des Affaires municipales du Québec d'inscrire à son programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec - Volet 1 les travaux de drainage et d'installation d'égouts pluviaux sur le boulevard St-Joseph, entre l'avenue Des Lilas et le pont de la rivière St-Germain, ainsi que les travaux d'aménagement d'un terre-plein et les travaux de pavage sur cette même partie de territoire.

Le coût desdits travaux est évalué à 1 059 600 $. La participation de la Ville est de 353 200 $ et les gouvernements fédéral et provincial contribueront pour 353 200 $ chacun.

ADOPTÉ

M. Alain Carrier, maire suppléant, souhaite qu'une consultation ait lieu auprès des commerçants du secteur de façon à éviter de les pénaliser.

Le conseiller Réal Sawyer déclare que les gens ne veulent pas du terre-plein sur le boulevard St-Joseph.

Les conseillers Robert Lafrenière et Pierre-Yvan Aubé confirment que des rencontres ont déjà eu lieu et qu'actuellement, il s'agit de faire valider le projet au niveau du programme de subventions. La consultation se poursuivra.

377/4/94 - **Demande au MAM - Inscription de travaux de réfection du Bloc 41 et autres (Programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec, Volet 1)**

Attendu que la Ville de Drummondville désire relocaliser ses ateliers municipaux;

Attendu que dans cette optique, la Ville s'est portée acquéreur d'un emplacement afin d'y aménager ses ateliers municipaux;

Attendu que le programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec - Volet 1 ouvre de nouveaux horizons en finançant partiellement des travaux majeurs;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et majoritairement résolu que la Ville de Drummondville demande au Ministre des Affaires municipales du Québec d'inscrire à son programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec - Volet 1 les travaux de réfection du Bloc 41, de construction d'un atelier mécanique et d'aires d'entreposage, ainsi que des travaux d'aménagement de la cour intérieure et de l'entrée des ateliers municipaux.

Le coût desdits travaux est évalué à 2 850 000 $. La participation la Ville est de 950 000 $ et les gouvernements fédéral et provincial contribueront pour 950 000 $ chacun.

Madame la mairesse demande le vote sur la proposition.

Votent POUR	Votent CONTRE
M. Pierre-Yvan Aubé	M. Alain Carrier
M. Gilles Fontaine	M. Guy Drouin
M. Réjean Gosselin	M. Robert Lafrenière
M. Réal Jean	M. Denis Savoie
M. Réal Sawyer	
M. Jean-Guy Spénard	
Me Céline Trottier	
Mme Réjeanne Viens	
Mme Odette Bélanger Marcotte	
M. Luc Teasdale	

ADOPTÉ

Le conseiller Guy Drouin est d'avis que l'investissement est prématuré et que d'autres projets sont plus prioritaires. Selon lui, la vente du garage actuel représente un mauvais geste d'administrateur. Il est d'accord avec la réfection des édifices actuels, mais juge que le réaménagement coûtera environ 5 200 000 $ et non 2 850 000 $ tel que soumis.

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé fait valoir que la relocalisation des ateliers municipaux n'est pas une nouveauté et que le programme triennal d'immobilisations prévoit des sommes à cet effet. De plus, il faut évaluer la rentabilité du projet à moyen et à long terme. Il souhaite que les fonds ne deviennent pas politiques.

Le conseiller Denis Savoie, avec la relocalisation des activités du ministère des Transports du Québec à Trois-Rivières et Cowansville, souhaite l'acquisition par la Ville des immeubles. Il est d'accord avec la rénovation du Bloc 41.

Le maire suppléant Alain Carrier se dit en désaccord avec le projet. Les motifs invoqués sont:

1) l'endettement créé par le coût de 2 850 000 $;
2) le coût de l'assainissement qui devra s'ajouter à la dette de la Ville;
3) l'augmentation des salaires des employés.

Selon lui, on peut réparer le garage, mais ne pas le vendre.

De plus, les travaux prévus sur le boulevard René-Lévesque devraient être inscrits au programme à la place du garage municipal, puisque la vente des terrains devrait rapporter environ 1 000 000 $. Il ne suffit pas de lancer des projets en l'air, mais d'évaluer la façon de payer.

Le conseiller Gilles Fontaine se dit insulté par certains propos de M. Carrier et il privilégie la relocalisation du garage, puisque la Ville peut bénéficier de certaines sommes des autres paliers de gouvernement.

Le conseiller Réal Sawyer affirme que les gens de son secteur ne veulent pas du garage municipal.

Le conseiller Jean-Guy Spénard rappelle les investissements réalisés par la Ville pour et depuis l'acquisition du Bloc 41. Il confirme également certains travaux urgents qui devront également être réalisés dans les plus brefs délais afin de respecter les clauses du contrat, d'assurer la sécurité des travailleurs et d'aménager les terrains pour la circulation lourde.

M. Gérald Lapierre, d.g.a., confirme les dépenses à faire pour rénover les 2 emplacements actuels, ce qui se chiffre à 1 505 200 $.

378/4/94 - **Demande au MAM - Inscription de travaux d'élarg. du boul. Lemire et autres (Programme de Travaux d'infrastructures Canada-Québec)**

Attendu que le boulevard Lemire constitue une artère où la circulation est très importante;

Attendu qu'il y a lieu d'améliorer ce corridor de circulation afin de répondre aux exigences minimales de sécurité;

Attendu que le ministère des Affaires municipales par son programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec - Volet 1 offre à la Ville de Drummondville la possibilité de financer en partie les travaux importants;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville demande au Ministre des Affaires municipales du Québec d'inscrire à son programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec - Volet 1 les travaux d'élargissement du boulevard Lemire, entre le boulevard Jean-de-Brébeuf et la rue St-Pierre, d'aménagement d'une aire pour piste cyclable, de construction de trottoirs et d'installation d'égout sanitaire sur la même artère.

Le coût desdits travaux est évalué à 1 580 000 $. La participation de la Ville est de 526 666,66 $ et les gouvernements fédéral et provincial contribueront pour 526 666,67 $ chacun.

ADOPTÉ

379/4/94 - **Demande au MAM - Inscription de travaux sur la rue Luneau (Programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec - Volet 1)**

Attendu que la Ville de Drummondville doit, dans le cadre d'un nouveau développement domiciliaire, ouvrir une nouvelle rue;

Attendu que le programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec - Volet 1 offre à la Ville de se prévaloir d'une assistance financière;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville demande au Ministre des Affaires municipales du Québec d'inscrire à son programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec - Volet 1 les travaux d'installation d'un égout domestique et d'un fossé de drainage à ciel ouvert pour la desserte du secteur de la rue Luneau, entre les rues Janelle et Giroux.

Les travaux sont évalués à 450 000 $ et une participation de 50% sera demandée aux promoteurs, ce qui représente 225 000 $. La participation de la Ville est de 75 000 $ et les gouvernements fédéral et provincial contribueront pour 75 000 $ chacun.

ADOPTÉ

380/4/94 - **Demande au MAM - Inscription de travaux sur la rue Michaud (Programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec - Volet 1)**

Attendu que la Ville de Drummondville a réalisé en 1992 l'ouverture de la rue Michaud;

Attendu qu'il est jugé important de réaliser des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur cette artère qui longe l'autoroute Jean-Lesage;

Attendu que la Ville désire bénéficier des sommes affectées au programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec - Volet 1;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville demande au Ministre des Affaires municipales d'inscrire à son programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec - Volet 1 les travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur la rue Michaud, entre les rues Bernier et Giroux.

Le coût desdits travaux est évalué à 372 000 $. La participation de la Ville est de 124 000 $ et les gouvernements fédéral et provincial contribueront pour 124 000 $ chacun.

ADOPTÉ

Le maire suppléant Alain Carrier informe la greffière qu'il se retire de la discussion pour le prochain item, mais demeure à son siège.

381/4/94 - **Demande au MAM - Inscription de travaux en rapport avec le collecteur St-Onge (Programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec)**

Attendu que la Ville de Drummondville désire, dans le cadre de son développement résidentiel, assurer la desserte de certains secteurs de la Ville;

Attendu que dans le cadre du programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec - Volet 1, certains travaux sont admissibles et que la Ville pourrait bénéficier d'une aide financière pour la réalisation desdits travaux;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Luc Teasdale, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville demande au Ministre des Affaires municipales du Québec d'inscrire à son programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec - Volet 1 les travaux d'installation d'un collecteur d'égout pluvial dans le cadre du dossier collecteur St-Onge.

Les coûts sont évalués à 1 800 000 $ et une participation financière équivalant à 50% des coûts sera demandée aux promoteurs. La participation au projet s'établit comme suit:

Promoteurs	:	900 000 $
Ville de Drummondville	:	300 000 $
Gouvernement provincial	:	300 000 $
Gouvernement fédéral	:	300 000 $

ADOPTÉ

La conseillère Réjeanne Viens ne s'oppose pas au projet, mais désire obtenir plus d'informations.

Le maire suppléant Alain Carrier poursuit la séance avec ses collègues pour tous les autres items.

382/4/94 - **Demande au MAM - Inscription de travaux d'automatisation prévus à l'U.T.E. (Progr. Travaux d'infrastructures Canada-Québec - Volet 3)**

Attendu que le ministère des Affaires municipales dans le cadre de son programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec - Volet 3 prévoit des sommes pour l'expérimentation de nouvelles technologies;

Attendu que la Ville de Drummondville désire améliorer le fonctionnement de l'Usine de traitement d'eau;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Luc Teasdale, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville demande au Ministre des Affaires municipales du Québec d'inscrire à son programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec - Volet 3 les travaux d'automatisation prévus à l'Usine de traitement d'eau.

Le coût desdits travaux est évalué à 200 000 $. La participation au projet s'établit comme suit:

Ville de Drummondville	:	66 666,66 $
Gouvernement provincial	:	66 666,67 $
Gouvernement fédéral	:	66 666,67 $

ADOPTÉ

383/4/94 - **Demande au MAM - Inscription de travaux dans le stationnement de la Cité des Loisirs (Progr. Travaux d'infrastructures Canada-Québec)**

Attendu que la Ville de Drummondville a toujours considéré la Cité des Loisirs comme un équipement majeur;

Attendu que la Ville de Drummondville et la municipalité de St-Charles-de-Drummond ont formé une régie intermunicipale afin d'assurer la survie de cet équipement majeur;

Attendu que le programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec prévoit que les régies intermunicipales puissent formuler des demandes d'aide financière;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et majoritairement résolu que la Ville de Drummondville appuie la démarche de la Régie intermunicipale de la Cité des Loisirs et demande au Ministre des Affaires municipales du Québec d'inscrire au programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec - Volet 1 les travaux d'aménagement et de drainage du stationnement de la Cité des Loisirs.

Le coût de ces travaux est évalué à 235 000 $. La contribution de la Ville de Drummondville est de 80% du budget de la Régie intermunicipale de la Cité des Loisirs, ce qui équivaut à 62 666,66 $, et la municipalité de St-Charles-de-Drummond participe pour 20%, ce qui représente 15 666,66 $. Les coûts sont répartis comme suit:

Gouvernement provincial	:	78 333,34 $
Gouvernement fédéral	:	78 333,34 $
Régie interm. de la Cité des Loisirs	:	78 333,32 $

Le conseiller Gilles Fontaine s'oppose à ce projet.

ADOPTÉ

384/4/94 - Avis de motion d'un règlement - Travaux sur le boulevard René-Lévesque, entre les rues Robert-Bernard et Paul-H. Frigon

Le conseiller Jean-Guy Spénard donne avis de motion d'un règlement décrétant des travaux d'aqueduc, d'égouts domestique et pluvial, et de voirie sur le boulevard René-Lévesque, entre les rues Robert-Bernard et Paul-H. Frigon, et prévoyant un emprunt n'excédant pas 2 400 000 $.

1. Aqueduc	155 000 $
2. Égout domestique	222 000
3. Égout pluvial	692 000
4. Travaux de voirie	1 026 000
	2 095 000 $
Honoraires professionnels	245 000
Frais de financement	60 000
TOTAL - EMPRUNT:	2 400 000 $

385/4/94 - Investissement additionnel au-delà du seuil minimal annuel d'immobilisations en travaux de génie (Progr. de Travaux d'infrastruct.)

Attendu que la Ville de Drummondville désire bénéficier des avantages du programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec - Volets 1 et 3, il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville s'engage à effectuer un investissement additionnel au-delà du seuil minimal annuel d'immobilisations en travaux de génie tel qu'établi par le ministère et ce pour chaque année de réalisation des travaux reconnus admissibles.

ADOPTÉ

386/4/94 - Autorisation au directeur général - Signature de formulaires pour la présentation de dossiers (Progr. Travaux d'infrastructures)

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que le directeur général de la Ville de Drummondville soit et est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville tous les formulaires nécessaires à la présentation des dossiers déposés dans le cadre du programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec - Volets 1 et 3.

ADOPTÉ

Dépôt des certificats relatifs aux règlements nos 2312, 2316, 2317, 2320 et 2321

Conformément à la loi, la greffière dépose les certificats concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur les règlements suivants:

- règlement no. 2312 amendant le règlement de zonage municipal no. 6-90 de l'ex-municipalité de Grantham;
- règlement no. 2316 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080;
- règlement no. 2317 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850;
- règlement no. 2320 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850;
- règlement no. 2321 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850.

Dépôt des états financiers 1993 - Ex-municipalité de Grantham

Le maire suppléant Alain Carrier résume le rapport financier 1993 de l'ex-municipalité de Grantham qui démontre un surplus de 305 734 $. Il commente les états financiers en précisant les recettes, les déboursés et les pourcentages affectés.

Il remercie tous les membres du Conseil, le personnel cadre et tous les employés municipaux pour les résultats obtenus.

Dépôt des états financiers 1993 - Ex-municipalité de Drummondville

Madame la mairesse dresse une rétrospective des faits saillants de l'année 1993. Elle souligne également que depuis 1988 une capitalisation de 30 916 000 $ a été réalisée et que malgré tout, l'endettement n'a augmenté que d'un million de dollars.

Par la suite, le conseiller Jean-Guy Spénard, président du Comité des finances, résume le rapport financier 1993 de l'ex-municipalité de Drummondville qui démontre un surplus de 1 938 742 $. Il commente les états financiers en précisant les recettes, les déboursés et les pourcentages affectés.

Il remercie tous les membres du Conseil, le personnel cadre et tous les employés municipaux pour les résultats obtenus.

387/4/94 - **Acceptation des états financiers 1993 de l'O.M.H. de l'ex-municipalité de Grantham**

Il est proposé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville accepte les états financiers de l'Office municipal d'habitation de l'ex-municipalité de Grantham pour 1993.

ADOPTÉ

388/4/94 - **Acceptation des états financiers 1993 de l'O.M.H. de l'ex-municipalité de Drummondville**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville accepte les états financiers de l'Office municipal d'habitation de l'ex-municipalité de Drummondville pour 1993.

ADOPTÉ

389/4/94 - **Appui de la Ville aux demandes d'aide financière - Programme d'aide en loisir pour les personnes vivant avec un handicap**

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que la greffière soit et est par la présente autorisée à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une lettre d'appui pour toutes les demandes d'aide financière déposées par les organismes dans le cadre du Programme d'aide en loisir pour les personnes vivant avec un handicap et ce en autant qu'il n'y ait aucune participation financière de la Ville.

ADOPTÉ

390/4/94 - **Autorisation au directeur du Service du Loisir et de l'Action communautaire - Signature de formulaires au Fonds d'intervention rég.**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que le directeur du Service du Loisir et de l'Action communautaire soit et est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les formulaires de demande de subvention transmis au Fonds d'intervention régional.

ADOPTÉ

391/4/94 - **Subvention de 1 000 $ - Café le Rendez-vous doux**

Il est proposé par le conseiller Luc Teasdale, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 000 $ au Café le Rendez-vous doux et ce à titre de subvention 1994.

ADOPTÉ

392/4/94 - Adoption du règlement no. 2318 - Travaux de pavage et/ou bordures

Lecture est donnée du règlement no. 2318 décrétant l'exécution de travaux de pavage et/ou de bordures sur les rues et/ou parties des rues Amélie, St-Onge, Des Grands-Ducs, Des Martinets, 28e Avenue, Tousignant, 29e Avenue, St-Denis, 31e Avenue, Gisèle, Théode, Fugère et Valmont, et prévoyant un emprunt de 455 435 $ à cette fin.

Il est proposé par le maire suppléant Alain Carrier, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2318 et ce de 9 heures à 19 heures le 3 mai 1994.

Le conseiller Réal Sawyer mentionne que sur les rues Laurentien et Brousseau il n'y a pas de bordure, il faudrait donc en prévoir l'installation après consultation avec les propriétaires.

393/4/94 - Adoption du règlement no. 2322 - Plan d'urbanisme

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2322 a été donné (réf: 336/4/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no. 2322 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080 dans le but de soustraire au plan d'urbanisme certains terrains situés de chaque côté de la rue Notre-Dame, approximativement entre les rues Cockburn et Mélançon, à l'exception des deux (2) terrains localisés du côté nord-ouest de la rue Marchand (angle Notre-Dame), d'une affectation du sol de type "commercial" pour l'inclure dans une affectation de type "résidentiel".

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2322 et ce de 9 heures à 19 heures le 2 mai 1994.

394/4/94 - Adoption du règlement no. 2323 - Zonage

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2323 a été donné (réf: 338/4/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no. 2323 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de réduire la zone commerciale C03-13 aux deux (2) lots situés de part et d'autre de la rue Notre-Dame du côté nord-ouest de la rue Marchand entraînant l'agrandissement des zones résidentielles H03-09 et H03-10.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

395/4/94 - Adoption du règlement no. 2324 - Zonage

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2324 a été donné (réf: 340/4/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no. 2324 amendant le règlement de zonage municipal no. 6-90 dans le but de diminuer la zone résidentielle Ru3-016-1 par l'incorporation de cette partie amputée à la zone résidentielle Ru3-016 et de fixer des normes spéciales de construction pour les résidences, soit au niveau de la pente de toit et du mur de façade.

Il est proposé par le conseiller Réjean Gosselin, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire des secteurs concernés pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2324 et ce de 9 heures à 19 heures le 16 mai 1994.

396/4/94 - Adoption du règlement no. 2325 - Lotissement

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2325 a été donné (réf: 342/4/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no. 2325 amendant le règlement de lotissement municipal no. 7-90 dans le but de réduire la superficie minimale requise ainsi que le frontage minimal exigé pour une opération cadastrale sur la rue Martine (zones Ru3-016 et Ru3-016-1).

Il est proposé par le conseiller Réjean Gosselin, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire des secteurs concernés pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2325 et ce de 9 heures à 19 heures le 16 mai 1994.

397/4/94 - Adoption du règlement no. 2326 - C.C.U. et dérogations mineures

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2326 a été donné (réf: 298/3/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no. 2326 concernant le Comité consultatif d'urbanisme et les dérogations mineures.

INITIALES DE LA MAIRESSE
123
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le maire suppléant Alain Carrier, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2326 et ce de 9 heures à 19 heures le 2 mai 1994.

398/4/94 - **Adoption du règlement no. 2332 - Tarifs des permis et certificats d'autorisation et autres frais exigibles**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2332 a été donné (réf: 300/3/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no. 2332 concernant les tarifs des permis et certificats d'autorisation et autres frais exigibles.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le maire suppléant Alain Carrier, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

399/4/94 - **Adoption du projet de règlement no. 2334 - Amendement au règ. no. 1760 (gel des salaires des élus municipaux pour 1994 et 1995)**

Conformément aux articles 7 et 8 de la Loi sur le traitement des élus municipaux, lecture est donnée du projet de règlement no. 2334 amendant le règlement numéro 1760 de manière à décréter le gel des salaires des élus municipaux pour les années 1994 et 1995.

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que ce projet de règlement soit adopté.

ADOPTÉ

400/4/94 - **Adoption du règlement no. 2335 - Achat d'équipements informatiques**

Lecture est donnée du règlement no. 2335 prévoyant un emprunt de 125 000 $ pour l'achat d'équipements informatiques.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2325 et ce de 9 heures à 19 heures le 2 mai 1994.

401/4/94 - **Adoption du règlement no. 2336 - Achat d'équipements et de matériel pour le Service de la sécurité publique**

Lecture est donnée du règlement no. 2336 prévoyant un emprunt de 49 200 $ pour l'achat d'équipements et de matériel pour le Service de la sécurité publique.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2336 et ce de 9 heures à 19 heures le 2 mai 1994.

402/4/94 - **Adoption du règlement no. 2337 - Adoption des prévisions budgétaires de la Régie intermunicipale de la Cité des Loisirs pour 1994**

Lecture est donnée du règlement no. 2337 prévoyant l'adoption des prévisions budgétaires de la Régie intermunicipale de la Cité des Loisirs pour l'année 1994.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

403/4/94 - **Adoption du règlement no. 2338 - Travaux d'aqueduc, boul. Allard**

Lecture est donnée du règlement no. 2338 décrétant un emprunt de 72 000 $ pour l'exécution de travaux d'aqueduc sur le boulevard Allard, entre le 4950 boulevard Allard et les limites de la Ville de Drummondville.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Luc Teasdale, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2338 et ce de 9 heures à 19 heures le 2 mai 1994.

Informations des membres du Conseil

Nettoyage du réseau d'aqueduc du 17 avril au 13 mai 1994 (M. Pierre-Yvan Aubé)

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé informe la population que le Service des travaux publics effectue actuellement le nettoyage du réseau d'aqueduc et ce jusqu'au 13 mai 1994.

Ouverture des pistes cyclables le 15 avril 1994 (M. Réal Jean)

Le conseiller Réal Jean souligne à la population l'ouverture des pistes cyclables et l'invite à être très prudente.

INITIALES DE LA MAIRESSE
125
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Félicitations à Nancy Drolet (Me Céline Trottier)

La conseillère Céline Trottier félicite Nancy Drolet pour l'obtention du championnat canadien de hockey féminin.

Exposition - U.M.Q. (Mme Réjeanne Viens)

La conseillère Réjeanne Viens informe la population que dans le cadre de l'exposition de peinture organisée par l'Union des municipalités du Québec, la Ville a retenu les oeuvres du peintre-animalier Luc Leclerc.

Félicitations à M. Pascal Genest (M. Alain Carrier)

Le maire suppléant Alain Carrier félicite M. Pascal Genest pour l'obtention du championnat canadien junior en arts martiaux.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenants:
  a) **M. Louis Durepos**
     Sujet: Affichage.
  b) **M. Jean-Paul Désilets**
     Sujet: Affichage.
  c) **Mme Chantal Dionne de CJDM-FM**
     Sujet: Rapport annuel de la S.D.E.D.

a) **M. Louis Durepos**

M. Louis Durepos reconnaît avoir reçu un avis de non-conformité relativement à son affichage et souhaite que le Conseil se penche sur le dossier afin de permettre à tous les commerçants de survivre.

b) **M. Jean-Paul Désilets**

M. Jean-Paul Désilets, à titre de président de l'Association des garagistes indépendants, souligne également le fait que ceux-ci ont reçu des avis de non-conformité. Il demande que la Ville revise sa réglementation afin de répondre aux besoins des commerçants. Il confirme que son association a recommandé à ses membres de se conformer à la réglementation en vigueur.

Le conseiller Gilles Fontaine précise les normes de grandeur de l'affichage. Il confirme également que des modifications seront soumises au Conseil pour répondre au marché actuel.

c) **Mme Chantal Dionne de CJDM-FM**

Mme Chantal Dionne veut savoir ce qui explique la performance industrielle en 1993.

Mme Francine Ruest-Jutras est d'avis qu'une multitude de petits investissements a été réalisée. De plus, la diversité des structures, la modernisation et l'exportation répondent en grande partie de cette performance.

Quant à l'analyse du directeur de la S.D.E.D. en novembre dernier, elle peut sembler erronée, mais comme tous les investisseurs ne transitent pas par la Société de Développement Économique de Drummondville, certaines données n'étaient donc pas disponibles au moment de l'entrevue.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu lundi le 2 mai 1994.

INITIALES DE LA MAIRESSE

126

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

404/4/94 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

.....
Greffière.

.....
Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
127
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

22 avril 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 22 avril 1994 à 16h30, **sous la présidence du maire suppléant Alain Carrier;** cette séance en étant une **SPÉCIALE** dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Odette Bélanger Marcotte
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réal Jean
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et environnement urbain
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Mme Anik Bonvouloir, urbaniste.

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Le maire suppléant déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

405/4/94 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

406/4/94 - **Acceptation de la rés. no. 94.03.20 du C.C.U. (23/03/94)**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et majoritairement résolu que la résolution no. 94.03.20 du procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 23 mars 1994 soit acceptée telle que rédigée.

Le conseiller Gilles Fontaine fait lecture de la recommandation du Comité consultatif d'urbanisme et également d'une lettre d'un architecte du ministère des Affaires culturelles.

Le conseiller Réal Sawyer fait état du refus du ministère des Affaires culturelles en 1986 pour un commerce d'art floral. Il mentionne également le problème de circulation.

Le conseiller Gilles Fontaine précise qu'en 1986 le ministère des Affaires culturelles avait approuvé le commerce d'art floral et que le Comité consultatif d'urbanisme l'avait recommandé.

Le conseiller Réal Jean trouve déplorable que le cachet de la maison soit modifié. Selon lui, on risque qu'avec le temps, ce genre de commerce soit amplifié. Il suggère également qu'on élargisse l'entrée du stationnement.

Le conseiller Jean-Guy Spénard ne s'objecte pas à l'implantation du commerce de crêperie en précisant qu'effectivement, il faut privilégier le statut des arbres. De plus, selon lui, les lumières de circulation déjà en place permettront de sécuriser la clientèle.

Le maire suppléant demande le vote sur la proposition.

Votent POUR	Votent CONTRE
M. Pierre-Yvan Aubé	M. Réal Jean
Mme Odette Bélanger Marcotte	M. Réal Sawyer
M. Guy Drouin	
M. Guy Dubreuil	
M. Gilles Fontaine	
M. Jean-Guy Spénard	
M. Luc Teasdale	
Mme Réjeanne Viens	

ADOPTÉ

407/4/94 - Adoption du projet de règlement no. 2340 - Plan d'urbanisme

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par la conseillère Réjeanne Viens,
et majoritairement résolu:

1° QUE le projet de règlement no. 2340 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080 dans le but de soustraire le terrain situé à l'angle nord-ouest de l'intersection des rues Newton et St-Georges d'une affectation de type "habitation, moyenne densité 1" pour l'inclure dans une affectation de type "commerce régional", soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

Les conseillers Réal Jean et Réal Sawyer enregistrent leur dissidence.

ADOPTÉ

408/4/94 - Avis de motion d'un règlement (no. 2340) - Plan d'urbanisme

La conseillère Odette Bélanger Marcotte donne avis de motion d'un règlement (no. 2340) amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080 dans le but de soustraire le terrain situé à l'angle nord-ouest de l'intersection des rues Newton et St-Georges d'une affectation de type "habitation, moyenne densité 1" pour l'inclure dans une affectation de type "commerce régional".

409/4/94 - Dispense de lecture du règlement no. 2340

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2340 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080 dans le but de soustraire le terrain situé à l'angle nord-ouest de l'intersection des rues Newton et St-Georges d'une affectation de type "habitation, moyenne densité 1" pour l'inclure dans une affectation de type "commerce régional", dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

410/4/94 - Adoption du projet de règlement no. 2341 - Zonage

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par la conseillère Réjeanne Viens,
et majoritairement résolu:

1° QUE le projet de règlement no. 2341 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier la grille des usages et normes de la zone résidentielle H06-53 afin d'autoriser en plus de l'habitation, les usages de type "crêperie et salon de thé" comme usages spécifiquement permis, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

Les conseillers Réal Jean et Réal Sawyer enregistrent leur dissidence.

ADOPTÉ

411/4/94 - Avis de motion d'un règlement (no. 2341) - Zonage

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement (no. 2341) amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier la grille des usages et normes de la zone résidentielle H06-53 afin d'autoriser en plus de l'habitation, les usages de type "crêperie et salon de thé" comme usages spécifiquement permis dans le cadre d'un bâtiment mixte (résidentiel et commercial).

412/4/94 - Dispense de lecture du règlement no. 2341

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2341 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier la grille des usages et normes de la zone résidentielle H06-53 afin d'autoriser en plus de l'habitation, les usages de type "crêperie et salon de thé" comme usages spécifiquement permis dans le cadre d'un bâtiment mixte (résidentiel et commercial), dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

413/4/94 - Avis de motion d'un règlement - Travaux d'infrastructures dans le secteur centre-ville

Le conseiller Jean-Guy Spénard donne avis de motion d'un règlement décrétant des travaux d'aqueduc, d'égout domestique, d'égout pluvial, et de voirie dans le secteur centre-ville (rues Hébert, Dorion, Brock, Lindsay, St-Georges, Loring et Cockburn) et prévoyant un emprunt n'excédant pas 2 747 500 $.

1. Aqueduc	389 750 $
2. Égout domestique	245 150
3. Égout pluvial	808 750
4. Voirie	1 056 750
	2 500 400 $
Honoraires professionnels	211 600
Frais de financement	35 500
TOTAL - EMPRUNT:	2 747 500 $

Période de questions

Le journaliste Raynald Forcier demande qui est propriétaire de la bâtisse située au 131 St-Georges.

La précision ne peut être donnée, cependant on l'informe que Mme Goupil doit se porter acquéreur de la bâtisse si le Conseil accepte l'implantation d'une crêperie.

Les journalistes Raynald Forcier et Benoit Thibault désirent savoir si la Société Historique de Drummondville a été consultée.

La conseillère Réjeanne Viens dit que le programme Rues Principales qui travaille de concert avec la Société Historique, approuve le projet.

414/4/94 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Thérèsa Cajolet
.....
Greffière.

.....
Maire suppléant.

INITIALES DE LA MAIRESSE
131
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

2 mai 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 2 mai 1994, **sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras;** cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no. 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Odette Bélanger Marcotte
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et environnement urbain
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

415/5/94 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Luc Teasdale, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

Proclamation - "Mois de l'environnement"

Madame la mairesse proclame le mois de mai "Mois de l'environnement 1994".

416/5/94 - Adoption du procès-verbal - Ass. publ. cons. du 18 avril 1994

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 18 avril 1994 à 19h15 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

417/5/94 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 18 avril 1994

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 18 avril 1994 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

418/5/94 - Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 22 avril 1994

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 22 avril 1994 à 16h30 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

419/5/94

1- **TRAVAUX DE PAVAGE (NO. 4-038)**
(Soumissions ouvertes le 27 avril 1994)

Soumissionnaires	Prix (taxes inc.)
. PAVAGE DRUMMOND INC. 2120 Sigouin Drummondville	55 751,28 $
. LACBEC INC. 1093 Principale, C.P. 129 Wickham	61 426,56 $
. SINTRA INC. (RÉGION CENTRE DU QUÉBEC) 911 St-Mathieu N.D. Bon-Conseil	48 406,80 $
. VEL-COUR ASPHALTE LTÉE 1355 Nadeau Drummondville	39 726,96 $

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la soumission de **Vel-Cour Asphalte Ltée** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉ

420/5/94

2- **FOURNITURE D'ASPHALTE ROUTIER (NO. 4-037)**
(Soumissions ouvertes le 27 avril 1994)

Soumissionnaires	Prix (taxes inc.)
. ASPHALTE DRUMMOND INC. 805 boulevard Lemire Drummondville	131 738,40 $
. SINTRA INC. (RÉGION CENTRE DU QUÉBEC) 911 St-Mathieu N.D. Bon-Conseil	131 738,40 $

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que les soumissions de **Asphalte Drummond Inc. et de Sintra Inc. (Région Centre du Québec)**, au montant de 131 738,40 $, soient retenues. Le marché sera divisé en part égale entre les deux soumissionnaires.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres provenant de:

- Ministère des Affaires municipales et ministère de la Sécurité publique (Accusés de réception d'une demande de remboursement d'un montant payé par l'ex-municipalité de Grantham pour les services de la Sûreté du Québec).
- Municipalité Régionale de Comté de Drummond (Par son règlement MRC-141, la MRC de Drummond délègue à son Comité Administratif et de Planification sa compétence en matière d'émission d'un avis relatif à l'opportunité d'un règlement d'emprunt).
- Fédération canadienne des municipalités (Prise en charge par le CN des coûts liés à l'entretien et à l'enlèvement de la neige des routes aux passages à niveau publics).
- Contribuables du secteur sud (Pétition concernant la piscine au Centre Communautaire Drummondville-Sud).
- Adolescents du secteur St-Jean-Baptiste (Pétition pour l'installation d'un terrain de basketball près du Centre Récréatif St-Jean-Baptiste sur la 18e Avenue).
- Fabrique St-Pie X (remerciements).

421/5/94 - Acceptation des comptes

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 5 avril au 2 mai 1994, lesquels comptes totalisent la somme de 2 731 272,33 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

422/5/94 - Annulation de soldes disponibles aux règlements d'emprunt autorisés

Attendu que la Ville de Drummondville n'aura pas besoin d'emprunter les soldes des règlements d'emprunt autorisés et approuvés, dont le détail apparaît ci-après, parce que les travaux prévus auxdits règlements ont été, soit exécutés pour un montant inférieur à celui prévu au règlement, ou non exécutés;

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard,
appuyé par le conseiller Guy Dubreuil,
et unanimement résolu:

INITIALES DE LA MAIRESSE

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

QUE la Ville de Drummondville annule le solde des règlements apparaissant à la colonne "Solde à annuler" dans le bloc ci-dessous et représentant la partie non-empruntée de chacun des règlements d'emprunt mentionnés ci-après:

Règlement	Description	Solde à annuler
2095	Travaux publics 1991	217 250 $
2096	Entretien des édifices 1991	22 500
2132	Pavage, éclairage, bordures - Terrasse des Promenades	34 500
2156	Égouts et aqueduc 1992	50 000
2158	Entretien des édifices 1992	800
2162	Infrastructures - rue Gauthier	53 000
2177	Pavage, éclairage, bordures - Boisé Messier	8 500
2178	Pavage, éclairage, bordures - rue Fradet	23 640
2190	Pavage, éclairage, bordures - Boisé Marconi	106 060
2192	Infrastructures - rue Michaud	134 500
2206	Terre-plein - boulevard St-Joseph	9 000
2207	Travaux - rue Power	70 000
46-93	Plans & devis - rues Lapéro-Lemaire	30 000
		759 750 $

ADOPTÉ

423/5/94 - **Utilisation des parcs Michaud, Bernier et Celanese - Les Dodgers de Dr'Ville et le Tournoi de Baseball Pee-Wee Cascades de Dr'Ville**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise les organisateurs du Tournoi de Baseball Pee-Wee Cascades de Drummondville et les Dodgers de Drummondville à utiliser gratuitement les parcs Michaud, Bernier et Celanese du 20 au 23 mai 1994 pour un tournoi de balle donnée, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

De plus, la Ville autorise les organisateurs du Tournoi de Baseball Pee-Wee Cascades de Drummondville à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉ

424/5/94 - **Utilisation du parc Ste-Thérèse - Services de Garde Coopératifs Les P'tites Abeilles**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise les Services de Garde Coopératifs Les P'tites Abeilles à utiliser le parc Ste-Thérèse le 10 mai 1994 ou le 11 mai 1994 en cas de pluie, pour la tenue d'une activité dans le cadre de la Semaine des Services de Garde du Québec, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉ

425/5/94 - **Tenue d'une parade (10/5/94) - La Garderie A Tire d'Aile Inc.**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise la Garderie A Tire d'Aile Inc. à tenir une parade le 10 mai 1994 dans les rues de la municipalité dans le cadre de la Semaine des Services de Garde du Québec, selon un parcours approuvé par le Service de la sécurité publique, le tout conformément à la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉ

426/5/94 - **Tenue d'une parade (9/5/94) - Les garderies de Drummondville**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise les garderies de Drummondville à tenir une parade le 9 mai 1994 dans les rues de la municipalité dans le cadre de la Semaine des Services de Garde du Québec, selon un parcours approuvé par le Service de la sécurité publique, le tout conformément à la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉ

427/5/94 - **Sollicitation d'un permis d'alcool pour des activités - Académie d'Équitation Drummond Enr.**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Académie d'Équitation Drummond Enr. à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées lors des activités tenues conformément à l'entente de gestion intervenue entre la Ville et l'organisme.

ADOPTÉ

428/5/94 - **Délégation de Me Céline Trottier et de M. Pierre-Yvan Aubé - Congrès de la F.C.M.**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que Me Céline Trottier, conseillère, et M. Pierre-Yvan Aubé, conseiller, soient délégués au congrès de la Fédération canadienne des municipalités qui se tiendra du 5 au 8 juin 1994 à Winnipeg.

ADOPTÉ

429/5/94 - **Vente d'un terrain industriel à la compagnie Cerfab Inc.**

AMENDÉE PAR RÉS. 528/5/94

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie Cerfab Inc. une partie du lot 277 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 4 640,7 mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Yves Noël en date du 28 avril 1994 (numéro de répertoire: 4411 - numéro de minute: 7206), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

Cette vente est faite pour le prix de 3,00 $ le mètre carré, soit treize mille neuf cent vingt-deux dollars et dix cents (13 922,10 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire André Sylvestre et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "B".

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉ

430/5/94 - Vente d'un terrain industriel à la compagnie 2547-4362 Québec Inc.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie 2547-4362 Québec Inc. une partie du lot 281 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 5 350,4 mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Yves Noël en date du 29 avril 1994 (numéro de répertoire: 4411 - numéro de minute: 7207), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

Cette vente est faite pour le prix de 3,00 $ le mètre carré, soit seize mille cinquante-et-un dollars et vingt cents (16 051,20 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire Jean Shooner et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "B".

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉ

431/5/94 - Protocole de reconnaissance avec le Festival Mondial de Folklore Drummond Inc.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec le Festival Mondial de Folklore Drummond Inc.

Le protocole d'entente est valable pour une période de 5 ans, soit de 1994 à 1998.

ADOPTÉ

432/5/94 - Protocole d'entente avec le Festival Mondial de Folklore Drummond

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Festival Mondial de Folklore Drummond Inc.

Le protocole d'entente est valable pour la période d'organisation, de réalisation et d'évaluation du Festival, édition 1994, et comprend le versement d'une subvention de 110 000 $.

ADOPTÉ

433/5/94 - Protocole d'entente avec le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste - Animation et gestion des parcs Boivin et St-Georges

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc. pour l'animation et la gestion des parcs Boivin et St-Georges.

Le protocole d'entente est valable pour la saison 1994 et comprend le versement d'une subvention de 6 000 $.

ADOPTÉ

Le conseiller Réal Sawyer rappelle à ses collègues que le secteur Boisjoli compte une clientèle aussi importante que les secteurs des parcs Boivin et St-Georges et qu'après vérification, il s'attendait à la même aide financière.

434/5/94 - **Prolongation de contrat avec Mme Solange Picotin - Cueillette d'animaux morts et autres services**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de prolongation de contrat avec Mme Solange Picotin et ce pour la gestion de la fourrière municipale. Cette prolongation est consentie jusqu'au 30 juin 1994 et n'affecte que les clauses qui traitent de la cueillette d'animaux morts et autres services de capture, d'euthanasie et de garde d'animaux.

ADOPTÉ

435/5/94 - **Bail emphytéotique avec le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste**

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un bail emphytéotique avec le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc. Ledit bail affecte le lot Ptie 149 du cadastre du Canton de Grantham d'une superficie d'environ 849 mètres carrés.

Cette autorisation est valable en autant que les travaux d'agrandissement soient réalisés.

ADOPTÉ

436/5/94 - **Mandat à Daniel Arbour & Associés - Étude de faisabilité - Viabilisation du Chemin Hemming**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Daniel Arbour & Associés aux fins de réaliser une étude de faisabilité visant la viabilisation du Chemin Hemming, entre le pont de la Traverse et les limites est du territoire municipal.

Les honoraires professionnels seront défrayés comme suit:

Part de la Ville	:	2 500 $
Part des promoteurs	:	5 000 $.

ADOPTÉ

437/5/94 - **Mandat à Les Laboratoires Shermont Inc. - Analyse des travaux dans Les Jardins des Galeries**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont Inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour la réalisation des travaux sur la rue Duchesneau (lot 168-350) dans le développement domiciliaire Les Jardins des Galeries. Les honoraires professionnels sont à la charge du promoteur.

ADOPTÉ

438/5/94 - **Mandat au Groupe HBA Experts Conseils Inc. - Surveillance des travaux (Les Jardins des Galeries)**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe HBA Experts Conseils Inc. aux fins d'assurer la surveillance des travaux exécutés sur la rue Duchesneau (lot 168-350) dans le développement domiciliaire Les Jardins des Galeries. Les honoraires professionnels sont à la charge du promoteur.

ADOPTÉ

439/5/94 - **Avis de réserve foncière publique sur le lot 179-93**

Il est proposé par le conseiller Réal Sawyer, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville prévoie une réserve foncière publique pour fins municipales sur le lot 179-93 du cadastre du Canton de Grantham, et plus particulièrement pour l'aménagement d'un parc.

ADOPTÉ

Dépôt des certificats relatifs aux règlements nos 2329, 2330, 2322, 2326, 2335, 2336 et 2338

Conformément à la loi, la greffière dépose les certificats concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur les règlements suivants:

- règlement no. 2329 décrétant un emprunt de 1 125 700 $ pour l'exécution en 1994 de divers travaux publics dans la Ville;
- règlement no. 2330 décrétant un emprunt de 203 200 $ pour l'entretien de certains édifices municipaux et l'aménagement de parcs et/ou d'équipements municipaux en 1994;
- règlement no. 2322 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080;
- règlement no. 2326 concernant le Comité consultatif d'urbanisme et les dérogations mineures;
- règlement no. 2335 décrétant un emprunt de 125 000 $ pour l'achat d'équipements informatiques;
- règlement no. 2336 décrétant un emprunt de 49 200 $ pour faire l'achat d'équipements et de matériel pour le Service de la sécurité publique;
- règlement no. 2338 décrétant l'exécution de travaux d'aqueduc sur le boulevard Allard.

440/5/94 - **Acceptation du procès-verbal (27/4/94) - C.C.U.**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Gilles Gosselin, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 27 avril 1994 soit accepté tel que rédigé et que copie soit déposée aux archives.

ADOPTÉ

441/5/94 - **Acceptation d'un projet de rénovation extérieure d'une bâtisse située au 20 rue Holmes - P.I.I.A.**

Considérant qu'une demande visant à obtenir l'autorisation de changer les fenêtres du quadruplex sis au 20 rue Holmes a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment est situé à l'intérieur du périmètre centre-ville donc soumis aux critères du plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que les fenêtres actuelles sont de type "guillotine" combinées avec un châssis supérieur à carreaux allongés;

Considérant que la requérante désire installer des fenêtres à battants;

Considérant que les proportion et répartition des fenêtres actuelles seront conservées (soit 25% - 50% - 25%);

Considérant qu'il s'agit là de travaux de rénovation nécessaires au bon entretien de la bâtisse;

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville accepte la demande qui consiste à changer les fenêtres actuelles pour des fenêtres à battants au 20 rue Holmes dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉ

442/5/94 - **Acceptation d'un projet de rénovation extérieure d'une bâtisse située au 151 rue Girard - P.I.I.A.**

Considérant qu'une demande visant à la transformation complète de la bâtisse au 151 rue Girard a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est localisé dans le centre-ville donc soumis aux critères du plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que les travaux projetés consistent à:

- prolonger la galerie du rez-de-chaussée sur la pleine longueur de la façade, ainsi que les garde-corps, tout en conservant le même style que celui actuel;
- revêtir la totalité des murs du bâtiment d'un déclin de vinyle blanc;
- changer les fenêtres pour des fenêtres de type coulissant coupées au centre;
- repositionner la première fenêtre du côté latéral gauche du rez-de-chaussée et celle du premier étage afin qu'elles soient l'une au-dessus de l'autre;
- prolonger la corniche du côté latéral gauche jusqu'à l'arrière;
- recouvrir les planches cornières et l'encadrement de fenêtres d'un revêtement d'aluminium vert foncé;

Considérant que les modifications projetées favorisent une bonne intégration du bâtiment par rapport à son environnement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville accepte les modifications proposées par les considérants décrits ci-dessus pour la bâtisse du 151 rue Girard dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉ

443/5/94 - **Acceptation d'un projet de rénovation pour le revêtement extérieur d'un garage situé au 305 rue Heriot - P.I.I.A.**

Considérant qu'une demande de rénovation pour le garage du 305 rue Heriot a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant qu'il s'agit d'un bâtiment localisé dans le centre-ville donc soumis aux critères du plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant qu'il s'agit d'un bâtiment accessoire qui est en piètre état;

Considérant que le revêtement proposé en est un de type vinyle de couleur vert-beige;

Considérant qu'il s'agit d'une intervention intéressante pour le secteur;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville accepte le déclin de vinyle de couleur vert-beige pour le garage du 305 rue Heriot dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉ

444/5/94 - **Acceptation d'un projet de rénovation extérieure d'un restaurant situé au 336 rue Lindsay - P.I.I.A.**

Considérant qu'une demande à l'effet de repeindre les murs extérieurs et la toiture du restaurant Faubourg Des Forges au 336 rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment sous étude est localisé au centre-ville alors soumis aux critères du plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant qu'il s'agit de repeindre d'un vert forêt les éléments des portes-fenêtres du rez-de-chaussée et les éléments structuraux des fenêtres de l'étage;

Considérant que le toit de l'avancé du rez-de-chaussée est d'un vert plus pâle (vert patine);

Considérant que l'intervention projetée s'intègre bien au bâtiment et au milieu environnant;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville accepte le projet qui consiste à repeindre le restaurant le Faubourg des Forges de deux (2) teintes de vert sur les façades extérieures dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉ

445/5/94 - **Acceptation d'un projet d'aménagement d'un stationnement sur une partie du lot 5 située au sud de la rue du Pont - P.I.I.A.**

Considérant qu'une demande pour l'aménagement d'un stationnement sur une partie des terrains appartenant à l'Hydro-Québec a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le terrain est localisé dans le centre-ville donc soumis aux dispositions du plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant qu'il s'agit d'un stationnement d'une cinquantaine de cases;

Considérant que le projet respecte la réglementation;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville accepte le stationnement de l'Hydro-Québec sur une partie du lot 5, côté sud de la rue du Pont dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉ

446/5/94 - **Respect de la Loi sur la protection du territoire agricole dans le dossier 212312**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le maire suppléant Alain Carrier, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville intervienne auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec dans le dossier 212312 de façon à démontrer l'importance pour ladite Commission d'exiger le respect de la Loi.

ADOPTÉ

447/5/94 - **Acceptation du compte rendu (20/4/94) - Comité de Circulation**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de Circulation tenue le 20 avril 1994 soit accepté tel que rédigé et que copie soit déposée aux archives.

ADOPTÉ

448/5/94 - **Modification de la date sur les enseignes limitant le stationnement à 60 minutes du lundi au vendredi, de 9h00 à 15h00**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que les enseignes limitant le stationnement à 60 minutes, du lundi au vendredi, de 9h00 à 15h00 à compter du 1er septembre jusqu'au 30 juin, soient modifiées afin d'indiquer le "30 avril" au lieu du "30 juin".

ADOPTÉ

449/5/94 - **Installation d'enseignes indiquant qu'il s'agit d'un débarcadère pour personnes handicapées face au 420 St-Georges**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'enseignes indiquant qu'il s'agit d'un débarcadère pour personnes handicapées face au 420 rue St-Georges.

ADOPTÉ

450/5/94 - **Acceptation du compte rendu (14/4/94) - Comité de transp. en commun**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de transport en commun tenue le 14 avril 1994 soit accepté tel que rédigé et que copie soit déposée aux archives.

ADOPTÉ

Rapport trimestriel du trésorier au 31 mars 1994

Le conseiller Jean-Guy Spénard commente le rapport du trésorier pour la période se terminant le 31 mars 1994.

451/5/94 - **Demande au gouv. féd. de maintenir la politique actuelle de remise de la TPS aux municipalités**

Attendu que le gouvernement fédéral par son Comité permanent des finances étudie actuellement des solutions de rechange à la TPS;

Attendu que depuis 1990, les municipalités bénéficient d'une remise de 57,14% sur la taxe sur les produits et services de 7% qu'elles paient sur leurs achats;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville demande au gouvernement du Canada de maintenir la politique actuelle de remise de la taxe sur les produits et services et de fournir l'engagement qu'aucun fardeau fiscal ne sera transféré aux gouvernements municipaux par le biais de la réforme.

ADOPTÉ

452/5/94 - **Vente de boîtes de fleurs - Les Grands Frères et Grandes Soeurs de Drummondville Inc.**

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise Les Grands Frères et Grandes Soeurs de Drummondville Inc. à procéder à la vente de boîtes de fleurs pour transplantation dans certains secteurs de la Ville le 14 mai 1994 dans le cadre de leur campagne de financement.

ADOPTÉ

453/5/94 - Subvention de 50 $ - Diabète Drummond Inc.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 50 $ à Diabète Drummond Inc. à titre de subvention 1994.

ADOPTÉ

454/5/94 - Avis de motion d'un règlement - Ventes de garage

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement régissant les ventes de garage dans les limites de la Ville.

455/5/94 - Adoption du projet de règlement no. 2344 - Construction

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé,
et majoritairement résolu:

1° QUE le projet de règlement no. 2344 amendant le règlement de construction municipal no. 1851 dans le but de soustraire certains bâtiments de l'application de la partie 3 du Code National du Bâtiment faisant partie intégrante du règlement de construction, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

Le conseiller Denis Savoie s'objecte à la modification au règlement de construction et selon lui, le projet devrait être relocalisé ailleurs. Il fait également référence aux décisions prises en 1986 sur le même immeuble.

Le conseiller Gilles Fontaine résume le dossier et fait lecture des correspondances de 1986 et 1994 signées par le mandataire du ministre des Affaires culturelles. Il confirme que la Société d'Histoire de Drummondville par son président approuve le projet.

Le conseiller Robert Lafrenière rappelle que, selon lui, en 1986 il y avait eu 2 alternatives et que la galerie d'art avait pu sembler être une alternative logique.

Le conseiller Réal Sawyer maintient la position qu'il a prise lors de l'adoption du projet d'amendement au plan d'urbanisme et au règlement de zonage et s'objecte.

Le conseiller Réal Jean maintient également l'orientation qu'il avait dénoncée lors de l'amendement proposé au plan d'urbanisme et au règlement de zonage et s'objecte à l'adoption du présent projet de règlement.

La conseillère Réjeanne Viens précise que le cachet extérieur sera conservé et que les arbres seront préservés.

Le maire suppléant Alain Carrier, pour sa part, convient que le cachet particulier de l'immeuble sera modifié; que les risques d'incendie sont plus grands si l'on permet une crêperie et qu'un autre genre de commerce telle une galerie d'art aurait été souhaitable. Il ne peut approuver le projet de règlement.

Madame la mairesse demande le vote sur la proposition.

Votent POUR	Votent CONTRE
M. Pierre-Yvan Aubé	M. Alain Carrier
M. Guy Dubreuil	M. Réal Jean
M. Gilles Fontaine	M. Robert Lafrenière
M. Réjean Gosselin	M. Denis Savoie
Mme Odette Bélanger Marcotte	M. Réal Sawyer
Mme Réjeanne Viens	Me Céline Trottier
M. Jean-Guy Spénard	
M. Luc Teasdale	

ADOPTÉ

456/5/94 - Avis de motion d'un règlement (no. 2344) - Construction

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement (no. 2344) amendant le règlement de construction municipal no. 1851 dans le but de soustraire certains bâtiments de l'application de la partie 3 du Code National du Bâtiment.

457/5/94 - Dispense de lecture du règlement no. 2344

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2344 amendant le règlement de construction municipal no. 1851 dans le but de soustraire certains bâtiments de l'application de la partie 3 du Code National du Bâtiment, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

458/5/94 - Avis de motion d'un règlement - Travaux de réfection de rues

Le conseiller Jean-Guy Spénard donne avis de motion d'un règlement décrétant un emprunt n'excédant pas 1 587 000 $ pour l'exécution de travaux de réfection de rues.

1. 18e Avenue	192 000 $
2. 117e Avenue	158 000
3. Rue Haggerty	306 000
4. Boulevard St-Joseph	130 000
5. Rue St-Pierre	130 000
6. Rue St-Roch Sud	130 000
7. Rue Notre-Dame	235 000
8. Rue du Pont	77 000
9. Boulevard René-Lévesque	27 000
	1 385 000 $
Honoraires professionnels	166 000
Frais de financement	36 000
TOTAL - EMPRUNT:	1 587 000 $

Le conseiller Denis Savoie demande que les travaux de la 18e Avenue soient rayés de la liste et que ceux prévus sur la rue Haggerty soient remplacés par des travaux sur la rue Cormier. Selon lui, d'autres rues nécessitent une intervention plus urgente.

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé dit ne pas comprendre l'obstination de M. Savoie face aux travaux sur la 18e Avenue. Actuellement, l'affaissement de la rue est évident. Le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste localisé sur cette artère dessert une bonne partie de la population, ce qui crée un achalandage important.

459/5/94 - **Adoption du règlement no. 2343 - Travaux d'infrastructures - secteur centre-ville**

Lecture est donnée du règlement no. 2343 décrétant un emprunt de 2 747 500 $ pour l'exécution de travaux d'aqueduc, d'égout domestique, d'égout pluvial et de voirie dans le secteur centre-ville (rues Hébert, Dorion, Brock, Lindsay, St-Georges, Loring et Cockburn).

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2343 et ce de 9 heures à 19 heures le 16 mai 1994.

Informations des membres du Conseil

Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du Conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à:
- Mme Desneiges Roy, employée au Service des travaux publics, à l'occasion du décès de son frère, M. Raoul Roy;
- Mme Johanne Gauthier, employée au Centre d'information documentaire Côme St-Germain, à l'occasion du décès de sa mère, Mme Jacqueline Gauthier.

Enlèvement des gros rebuts du 2 au 6 mai 1994 (M. P.-Y. Aubé)

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé informe la population que l'enlèvement des gros rebuts se fait du 2 au 6 mai 1994.

Réglementation sur l'utilisation de l'eau potable (M. R. Lafrenière)

Le conseiller Robert Lafrenière rappelle les différentes dispositions relatives à l'utilisation de l'eau potable et invite la population à participer à la journée de cueillette des déchets domestiques dangereux qui se tiendra le 7 mai dans le stationnement du Centre Marcel Dionne.

Nouvel horaire en vigueur pour les bureaux des services municipaux débutant le 2 mai 1994 (M. Jean-Guy Spénard)

Le conseiller Jean-Guy Spénard souligne le nouvel horaire pour les bureaux des services municipaux pour la période débutant le 2 mai 1994.

Encan de bicyclettes le 14 mai 1994 (M. Réal Jean)

Le conseiller Réal Jean invite la population à l'encan de bicyclettes qui se tiendra le 14 mai 1994 à compter de 9h30.

INITIALES DE LA MAIRESSE

145

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Signalisation, angle boul. St-Joseph/rue Poulin (M. Réal Sawyer)

Le conseiller Réal Sawyer informe les résidents du secteur Boisjoli que la Ville a demandé au ministère des Transports du Québec d'installer des feux de circulation à l'angle du boulevard St-Joseph et de la rue Poulin.

Il précise également qu'une vérification légale est actuellement faite pour limiter la vitesse dans le secteur de l'ex-municipalité de Grantham.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenants: a) **M. Raynald Forcier**, Journal La Parole
  b) **Mme Chantal Dionne**, CJDM-FM.

a) **M. Raynald Forcier**

Relativement à la maison Mitchell-Marchesseault, l'aménagement extérieur sera-t-il modifié? M. Forcier trouve bizarre que le ministère des Affaires culturelles accorde une permission pour ce genre de commerce.

Le conseiller Gilles Fontaine rétorque que l'extérieur ne sera pas modifié, à l'exception de l'entrée pour le stationnement. Pour ce qui est de la sécurité des lieux, un mur coupe-feu préservera le tout.

M. Raynald Forcier précise que lors de la séance spéciale, la Société d'Histoire n'avait pas été consultée.

Le conseiller Gilles Fontaine déclare que d'autres membres de la Société d'Histoire avaient été rencontrés mais qu'effectivement le président de la Société n'a été contacté qu'après la séance spéciale, mais qu'il était en accord avec le projet.

b) **Mme Chantal Dionne**

Mme Dionne demande des précisions quant aux items nos 24 et 25 de l'ordre du jour.

Madame la mairesse fournit les informations requises.

Mme Dionne veut savoir combien a coûté l'opération dégel du réseau d'aqueduc?

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé évalue à environ 212 000 $ les coûts de dégel.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu **lundi le 16 mai 1994.**

460/5/94 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Réal Sawyer, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Thérèse Caya
.....
Greffière.

Francine Ruest-Jutras
.....
Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
446
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

16 mai 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 16 mai 1994 à 19h15, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras;** cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et environnement urbain
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques
Mme Anik Bonvouloir, urbaniste.

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

461/5/94 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Réjean Gosselin, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

Madame la mairesse explique la procédure de consultation publique édictée par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et précise la nature et l'objet des projets de règlements suivants:

- Règlement no. 2340 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080 dans le but de soustraire le terrain situé à l'angle nord-ouest de l'intersection des rues Newton et St-Georges d'une affectation de type "habitation, moyenne densité 1" pour l'inclure dans une affectation de type "commerce régional";

- Règlement no. 2341 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier la grille des usages et normes de la zone résidentielle H06-53 afin d'autoriser, en plus de l'habitation, les établissements de type "crêperie et salon de thé" comme usages spécifiquement permis dans le cadre d'un bâtiment mixte.

INITIALES DE LA MAIRESSE
147
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Période de questions

Mme Marjolaine Bouvette, propriétaire de la maison Mitchell-Marchesseault durant 16 ans, appuie la modification à la réglementation qui permettra aux nouveaux propriétaires d'opérer un commerce à cet endroit.

Pour elle, vouloir conserver la vocation résidentielle à cette bâtisse est irréaliste. Cette maison demande beaucoup d'énergie et d'argent.

462/5/94 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Thérèse Caquet
Greffière.

Jeannine Gauthier
Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

16 mai 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 16 mai 1994, **sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras;** cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no. 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et environnement urbain
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

463/5/94 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Luc Teasdale, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

464/5/94 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 2 mai 1994

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 2 mai 1994 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Luc Teasdale, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE

149

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

C O R R E S P O N D A N C E:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres provenant de:

- Municipalité de St-Nicéphore (lettre de demande de desserte policière et de transport en commun)
- Ministère des Transports (accusé de réception de la résolution no. 367/4/94 demandant au ministère l'installation de feux de circulation à l'intersection du boul. St-Joseph et de la rue Poulin).

La greffière fait également mention de lettres de remerciements reçues de différents organismes.

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

465/5/94

1- **FOURNITURE DE PIERRE CONCASSÉE ET ABRASIF (NO. 4-048)**
(Soumissions ouvertes le 6 mai 1994)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Gilles Charest, responsable du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A")

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et unanimement résolu que les soumissionnaires suivants soient retenus pour chaque item ou pour chacun des groupes composant un tout:

1.	**SINTRA INC.**	pour un montant approximatif de	34 229,07 $
2.	**CARRIERE ST-FRANCOIS LTÉE**	pour un montant approximatif de	1 040,44 $
3.	**CARRIERES P.C.M. LTÉE**	pour un montant approximatif de	23 400,90 $
		(taxes incluses)	58 670,41 $

ADOPTÉ

466/5/94

2- **NETTOYAGE DE TERRAINS VACANTS OU CONSTRUITS**
(Soumissions ouvertes le 26 avril 1994)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par Mme Carmen Houle Hamel du Service de planification du territoire, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A")

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que les soumissionnaires suivants soient retenus pour les items ci-après mentionnés:

a) Pour les petites surfaces

Entretien de Pelouse D.R. — Taux horaire: 16,00 $ (taxes incl.)

b) Pour les grandes surfaces

Rémi Lambert Enr. — Taux horaire: 27,82 $ (taxes incl.)
et
M. Athanase Gélineau — Taux horaire: 27,82 $ (taxes incl.)

ADOPTÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
150
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

467/5/94

3A- **CONSTRUCTION D'UN CHALET ET AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR POUR PISCINE - SECTEUR SUD (AE94DR01-1) - (Soumissions ouvertes le 13 mai 1994)**

Soumissionnaires	Prix (taxes incl.)
. LE GROUPE DRUMCO CONSTRUCTION INC. 2420 Sigouin Drummondville	167 103,61 $
. CONSTRUCTION DENIS LAMOUREUX 243 Notre-Dame St-Germain de Grantham	181 652,25 $
. GROUPE PROGESCO CONSTRUCTION 956 St-Jean Drummondville	190 187,48 $
. CONSTRUCTION BUGERE INC. 3395 Picard St-Hyacinthe	190 830,18 $
. DESHAIES & RAYMOND INC. 650 Haggerty Drummondville	198 281,70 $
. LES CONSTRUCTIONS BRAULT & FILS INC. 3506 1ère Rue St-Hubert	218 499,99 $

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que la soumission de **Le Groupe Drumco Construction Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

468/5/94

3B- **CONSTRUCTION D'UNE PISCINE MUNICIPALE - SECTEUR SUD (AE94DR01-02) (Soumissions ouvertes le 13 mai 1994)**

Soumissionnaires	Prix (taxes incl.)
. PISCINES TRÉVI INC. (L'AQUASTA) 510 boul. Curé Labelle Fabreville, Laval	133 263,54 $
. FILTRATION AQUAZUR MB INC. 259 St-Louis, suite 202 Ville LeMoyne	145 518,26 $
. LES ENTREPRISES DANIEL BRULÉ INC. 671 - 3e Avenue Fabreville, Laval	150 268,53 $
. CIMENT PROJETÉ & PISCINES ORLÉANS INC. 1675 Royal, St-Pierre Ile d'Orléans	162 955,65 $
. DESHAIES & RAYMOND INC. 650 Haggerty Drummondville	175 262,79 $
. CONSTRUCTION BUGERE INC. 3395 Picard St-Hyacinthe	182 130,86 $
. LE GROUPE DRUMCO CONSTRUCTION INC. 2420 Sigouin Drummondville	180 789,61 $
. GROUPE LEFEBVRE M.R.P. INC. 210 Roy St-Eustache	192 811,86 $

INITIALES DE LA MAIRESSE
151
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que la soumission de **Piscines Trévi Inc. (L'Aquasta)** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

469/5/94 - **Amendement à l'art. 2 du règlement no. 2313**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que l'article 2 du règlement no. 2313 soit modifié de façon à préciser que les plans et devis préparés par Les Consultants Audet et Associés Inc. en date du 28 avril 1994 portent le numéro de projet AE94DR01, feuilles 1 à A4, B1 à B3, MB1, MB2, MP1, MP2, E1 et E2, le tout tel qu'approuvé par le ministère de l'Environnement du Québec en date du 17 mai 1994.

ADOPTÉ

470/5/94 - **Protocole d'entente avec Drummond Sports Inc. - Animation des terrains de tennis**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec Drummond Sports Inc. pour l'animation des terrains de tennis.

Le protocole d'entente est valable pour la saison estivale 1994 et comprend le versement d'une subvention de 12 000 $.

ADOPTÉ

471/5/94 - **Protocole d'entente avec Drummond Sports Inc. - Animation et utilisation d'équipements et de locaux**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec Drummond Sports Inc. pour l'animation et l'utilisation d'équipements et de locaux.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 1994 et comprend le versement d'une subvention de 20 830 $.

ADOPTÉ

472/5/94 - **Contrat de services avec la Maison de Quartier de Drummondville**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat de services avec la Maison de Quartier de Drummondville Inc. pour l'entretien du parc St-Frédéric, du cimetière anglican, du terrain de l'église St-Georges et de la Place La Roche-sur-Yon. Ce contrat est consenti pour une somme de 3 500 $.

ADOPTÉ

473/5/94 - **Protocole d'entente avec Drummond Sports Inc. et le Club de ski nautique Drummond**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec Drummond Sports Inc. et le Club de ski nautique Drummond pour la saison estivale 1994.

ADOPTÉ

474/5/94 - **Protocole de reconnaissance avec Les Groupes Populaires Associés de Drummondville Inc. - Subvention de 1 600 $**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec Les Groupes Populaires Associés de Drummondville Inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 1994 et comprend le versement d'une subvention de 1 600 $.

ADOPTÉ

475/5/94 - **Protocole de reconnaissance avec le Club d'Astronomie de Drummondville Inc.**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec le Club d'Astronomie de Drummondville Inc.

Le protocole d'entente est valable pour une période de 5 ans, soit de 1994 à 1998.

ADOPTÉ

476/5/94 - **Protocole de reconnaissance avec certains organismes**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec les organismes suivants:

- Conseil canadien des aveugles du Québec - région Drummond inc.
- Parrainage civique Drummond Inc.
- Association de paralysie cérébrale du Québec Inc. - Chapitre Mauricie
- Association des parents d'enfants handicapés du Centre du Québec Inc.
- Association des personnes handicapées de Drummondville Inc.
- Association du Québec pour enfants avec problèmes auditifs Mauricie/Bois-Francs 04
- Amitié Tournesol Inc.

Le protocole de reconnaissance pour chacun des organismes est valable pour une période de 5 ans, soit du 1er janvier 1994 au 31 décembre 1998.

ADOPTÉ

477/5/94 - **Protocole d'entente avec le Conseil canadien des aveugles du Québec Région Drummond Inc. - Subvention de 600 $**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Conseil canadien des aveugles du Québec, région Drummond inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 1994 et comprend le versement d'une subvention de 600 $.

ADOPTÉ

478/5/94 - **Protocole d'entente avec Parrainage Civique Drummond - Subvention de 1 300 $**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec Parrainage Civique Drummond Inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 1994 et comprend le versement d'une subvention de 1 300 $.

ADOPTÉ

479/5/94 - **Protocole d'entente avec l'Association de paralysie cérébrale du Québec Inc. - Chapitre Mauricie - Subvention de 800 $**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec l'Association de paralysie cérébrale du Québec Inc. - Chapitre Mauricie.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 1994 et comprend le versement d'une subvention de 800 $.

ADOPTÉ

480/5/94 - **Protocole d'entente avec l'Association des parents d'enfants handicapés du Centre du Québec Inc. - Subvention de 900 $**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec l'Association des parents d'enfants handicapés du Centre du Québec Inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 1994 et comprend le versement d'une subvention de 900 $.

ADOPTÉ

481/5/94 - **Protocole d'entente avec l'Association des personnes handicapées de Drummondville Inc. - Subvention de 900 $**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec l'Association des personnes handicapées de Drummondville Inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 1994 et comprend le versement d'une subvention de 900 $.

ADOPTÉ

482/5/94 - **Protocole d'entente avec l'Association du Québec pour enfants avec problèmes auditifs, Mauricie/Bois-Francs 04 - Subvention de 600 $**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec l'Association du Québec pour enfants avec problèmes auditifs, Mauricie/Bois-Francs 04.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 1994 et comprend le versement d'une subvention de 600 $.

ADOPTÉ

483/5/94 - **Protocole d'entente avec Amitié Tournesol Inc. - Subvention de 900 $**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec Amitié Tournesol Inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 1994 et comprend le versement d'une subvention de 900 $.

ADOPTÉ

484/5/94 - **Avenant d'inspection des lieux pour un immeuble rue St-Pierre**

Il est proposé par le maire suppléant Alain Carrier, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la greffière de la Ville de Drummondville soit et est par la présente autorisée à signer pour et au nom de la Ville un avenant d'inspection des lieux pour un immeuble sis et situé au 2345 rue St-Pierre, le tout tel que requis par l'assureur de la Ville.

ADOPTÉ

Le maire suppléant Alain Carrier suggère que le Conseil évalue les besoins de la Ville quant à cet édifice.

485/5/94 - **Utilisation du parc St-Frédéric - Club d'Astronomie de Dr'Ville**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club d'Astronomie de Drummondville Inc. à utiliser le parc St-Frédéric le 21 mai 1994 de 14h00 à 23h00, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉ

486/5/94 - **Utilisation de l'O.Y.C. - Club Optimiste de Drummondville-Sud**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club Optimiste de Drummondville-Sud à utiliser l'Olympia Yvan Cournoyer le 28 mai 1994, de 13h00 à 17h00, pour une activité de sécurité à bicyclette, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
155
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

487/5/94 - Subvention de 12 500 $ au Drummond Sports Inc. - Embauche d'un coordonnateur

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et majoritairement résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 12 500 $ au Drummond Sports Inc. pour l'embauche d'un coordonnateur pour l'année 1994.

Le conseiller Réal Jean enregistre sa dissidence sur cette proposition en précisant qu'il ne faut pas voir là un désaveu envers le Drummondville Olympique et ses bénévoles. Il est d'avis qu'il faut maintenir la subvention au montant actuel compte tenu d'une diminution de la clientèle.

ADOPTÉ

La conseillère Céline Trottier respecte l'opinion de M. Jean mais précise que, selon elle, il n'y a pas de diminution de la clientèle et que le coordonnateur est engagé pour venir en aide aux organismes.

Le conseiller Jean-Guy Spénard confirme que le montant de 12 500 $ représente une réduction par rapport à 1993.

Le maire suppléant Alain Carrier précise qu'il ne s'agit pas de la création d'un nouveau poste, mais de la reconduction. Le Drummondville Olympique profite d'un programme PAIE et assume la différence.

Le conseiller Réal Sawyer souligne que la fermeture d'écoles est rendue obligatoire non pas par la baisse de la clientèle mais par des coupures budgétaires. De plus, selon lui, le meilleur moyen de contrer la délinquance est d'encadrer la jeunesse.

488/5/94 - Tenue d'un pique-nique au parc Milette - Église Baptiste de la Foi

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Église Baptiste de la Foi à tenir son pique-nique annuel au parc Milette le 3 juillet 1994 ou le 10 juillet 1994 en cas de pluie, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉ

489/5/94 - Abrogation de la rés. no. 135/2/90 - Vente d'un terrain industriel à Le Roi de l'Entreposage Inc. - rue Michaud

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la résolution no. 135/2/90 du 19 février 1990 autorisant la vente d'un terrain industriel à la compagnie Le Roi de l'Entreposage Inc., division de Tower Management Co., soit abrogée à toutes fins que de droit.

ADOPTÉ

490/5/94 - Vente d'un terrain industriel à Les Impressions Alfred Inc.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie Les Impressions Alfred Inc. les lots 166 D-7 et 167-63 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 5 958,6 mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Yves Noël en date du 11 mai 1994 (numéro de répertoire: 4434 - numéro de minute: 7215), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

Cette vente est faite pour le prix de 3,00 $ le mètre carré, soit dix-sept mille huit cent soixante-quinze dollars et quatre-vingt cents (17 875,80 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire André Jean et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "B".

INITIALES DE LA MAIRESSE
456
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉ

491/5/94 - **Nomination de la rue "F.-X. Charbonneau" (lot 123-14)**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que le lot 123-14 du cadastre du Canton de Grantham soit dorénavant identifié comme étant la rue "F.-X. Charbonneau", en l'honneur de M. F.-X Charbonneau qui fut conseiller municipal de 1907 à 1909.

ADOPTÉ

492/5/94 - **Demande au gouv. prov. - Maintien de l'article 65.1° de la Loi sur la fiscalité municipale**

Attendu que la réforme fiscale municipale de 1980 visait à élargir l'assiette fiscale des municipalités en limitant les cas d'exception à la règle générale (article 31 LFM) voulant que tous les immeubles situés sur le territoire d'une municipalité soient portés au rôle d'évaluation;

Attendu que la demande des associations industrielles d'exempter les équipements antipollution équivaut à un rétrécissement de l'assiette fiscale des municipalités et constitue un accroc supplémentaire au pacte fiscal de 1980 négocié de bonne foi entre le gouvernement et le monde municipal;

Attendu que ladite demande ne vise pas à clarifier une disposition qui serait dans la Loi actuelle mais à y introduire une disposition qui existait dans la Loi sur l'évaluation foncière de 1972 (article 12) que le législateur n'a pas cru bon de reconduire en 1980;

Attendu que ladite demande ne serait pas neutre sur le plan fiscal mais entraînerait, au contraire, un manque à gagner annuel d'environ 20 millions de dollars en revenus de taxes pour les municipalités;

Attendu que l'adoption, en décembre 1993, de la Loi 146 est venue clarifier l'assiette des immeubles industriels devant être inscrits au rôle d'évaluation;

Attendu que les taxes municipales ne menacent d'aucune façon la compétitivité des entreprises installées au Québec et des entreprises manufacturières en particulier puisqu'elles représentent en moyenne moins de 1% de leur chiffre d'affaires;

Attendu qu'une exemption des équipements antipollution entraînera une augmentation du fardeau fiscal des autres catégories de contribuables municipaux résidentiels et non résidentiels;

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville demande au gouvernement du Québec de maintenir tel quel l'article 65.1° de la Loi sur la fiscalité municipale afin de préserver l'intégrité de l'assiette fiscale des municipalités.

ADOPTÉ

493/5/94 - **Demande au ministère de la Justice - Poursuites en matière d'infractions municipales**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville demande au ministère de la Justice que les Cours municipales du Québec aient juridiction concernant les poursuites par une municipalité, au moyen du constat d'infraction, contre un défendeur âgé de moins de 18 ans, pour toutes les infractions relatives aux règlements municipaux et au Code de sécurité routière.

ADOPTÉ

494/5/94 - **Remboursement d'une somme d'environ 975 750 $ à la SCHL en paiement de certains emprunts par règlements**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville rembourse à même le surplus réservé de l'ex-Ville de Drummondville et accumulé au 31 décembre 1993, une somme d'environ 975 750 $ à la Société Canadienne d'Hypothèques et de Logement.

Cette somme représente le paiement complet et final de certains emprunts décrétés par les règlements numéros 276, 307, 308, 1002, 1052, 1154 et 1302 identifiés auprès de la SCHL comme étant les dossiers numéros 09-832-189, 09-832-031, 10-121-978, 08-417-610, 09-832-015, 09-832-148, 09-832-023, 09-832-171, 09-832-197, 13-005-327, 13-005-343 et 09-832-247.

ADOPTÉ

Mme Francine Ruest Jutras informe la population que la Ville procédera à une remise importante en août prochain sur la dette de l'ex-Ville de Drummondville.

495/5/94 - **Vente de produits alimentaires dans le cadre du Festival mondial de folklore de Drummondville**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise le Festival mondial de folklore de Drummondville à procéder à la vente de produits alimentaires du 8 au 17 juillet 1994 dans le cadre de la 13e édition du festival et ce aux endroits déterminés dans une lettre datée du 9 mai 1994, laquelle lettre est annexée à la présente pour en faire partie intégrante.

ADOPTÉ

496/5/94 - **Sollicitation de permis d'alcool - Festival mondial de folklore**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise le Festival mondial de folklore de Drummondville à solliciter des permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées au parc Woodyatt dans le cadre des activités de la 13e édition du festival et ce aux endroits démontrés sur un plan présenté par les organisateurs.

ADOPTÉ

497/5/94 - **Installation de tentes au parc Woodyatt - Festival mondial de folklore de Drummondville**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise le Festival mondial de folklore de Drummondville à procéder à l'installation de tentes au parc Woodyatt dans le cadre de sa 13e édition.

ADOPTÉ

498/5/94 - **Utilisation d'équipements - Festival mondial de folklore**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise le Festival mondial de folklore de Drummondville à:

1) utiliser les équipements nautiques du parc Ste-Thérèse, selon les tarifs réduits;
2) bénéficier gratuitement des piscines publiques;
3) circuler à bicyclette sans immatriculation.

Ces autorisations sont valables pour les membres des troupes qui participent à la 13e édition du Festival mondial de folklore.

ADOPTÉ

499/5/94 - **Amendement à la résolution no. 330/4/94**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que la résolution no. 330/4/94 du 5 avril 1994 soit amendée de façon à changer l'adresse "402 rue Bruno" par les adresses suivantes:

"410 et 410A rue Bruno
412 et 412A rue Bruno
26 et 26A St-Antoine
24 St-Antoine".

ADOPTÉ

500/5/94 - **Autorisation de signature - Propositions de Hydro-Québec pour l'utilisation d'une partie du lot 5, Quartier Ouest**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que le directeur général adjoint, Services au public et environnement urbain, soit et est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un engagement face aux conditions proposées par Hydro-Québec pour l'utilisation d'une partie du lot 5 du Quartier Ouest de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

501/5/94 - **Mandat à Paradis et Lemaire - Description technique d'une ptie du lot 5**

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme d'arpenteurs-géomètres Paradis et Lemaire aux fins de préparer et rédiger une description technique d'une partie du lot 5 du Quartier Ouest de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

502/5/94 - **Mandat à Me Jacques Létourneau - Acte de radiation partielle des conditions d'usage créées sur une partie du lot 5**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate Me Jacques Létourneau, notaire, aux fins de préparer et rédiger un acte de radiation partielle des conditions d'usage créées sur une partie du lot 5 du Quartier Ouest de la Ville de Drummondville, en vertu d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement de Drummond sous le numéro 170184, le tout sujet également aux conditions édictées dans une lettre du 3 mai 1994 signée par un représentant d'Hydro-Québec.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
459
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

503/5/94 - **Mandat à la Société Biancamano Bolduc - Révision de la planification du secteur Nasguategua**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate la Société Biancamano Bolduc aux fins de réviser la planification du secteur Nasguategua.

Les honoraires professionnels sont fixés à 1 700 $, plus taxes.

ADOPTÉ

504/5/94 - **Acceptation du procès-verbal (réunions des 29/4/94 et 11/5/94) - C.C.U.**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que le procès-verbal des réunions du Comité consultatif d'urbanisme tenues les 29 avril 1994 et 11 mai 1994 soit accepté tel que rédigé, sauf la résolution no. 94.05.02, et que copie soit déposée aux archives.

ADOPTÉ

505/5/94 - **Acceptation d'un projet permettant de repeindre les murs extérieurs de la bâtisse sise au 207 rue Lindsay - P.I.I.A.**

Considérant qu'une demande permettant de repeindre les murs extérieurs de la bâtisse sise au 207 de la rue Lindsay, a été déposée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment sous étude est localisé au centre-ville donc soumis aux critères du plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant qu'il s'agit de repeindre les murs de bardeaux d'amiante-ciment d'une couleur beige-sable, l'ornementation d'ouverture d'un vieux bleu-gris et l'intérieur des fenêtres d'un beige pâle;

Considérant qu'un encadrement sous chaque fenêtre sera rajouté où seront peints des motifs floraux;

Considérant que l'intervention proposée s'inscrit bien dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que la proposition respecte son milieu environnant;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville accepte la demande qui consiste à repeindre le bâtiment du 207 de la rue Lindsay dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉ

Dépôt des certificats relatifs aux règlements nos. 2318, 2324, 2325 et 2343

Conformément à la loi, la greffière dépose les certificats concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur les règlements suivants:

- règlement no. 2318 décrétant l'exécution de travaux de pavage et/ou de bordures sur les rues et/ou parties des rues Amélie, St-Onge, Des Grands-Ducs, Des Martinets, 28e Avenue, Tousignant, 29e Avenue, St-Denis, 31e Avenue, Gisèle, Théode, Fugère et Valmont et prévoyant un emprunt de 455 435 $;
- règlement no. 2324 amendant le règlement de zonage municipal no. 6-90;
- règlement no. 2325 amendant le règlement de lotissement municipal no. 7-90;

INITIALES DE LA MAIRESSE
160
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

- règlement no. 2343 décrétant un emprunt de 2 747 500 $ pour l'exécution de travaux d'aqueduc, d'égout domestique, d'égout pluvial et de voirie dans le secteur centre-ville (rues Hébert, Dorion, Brock, Lindsay, St-Georges, Loring et Cockburn).

Rapport mensuel du Service de planification du territoire - Construction

Le conseiller Gilles Fontaine résume la situation de l'habitation pour le mois d'avril 1994 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 1993.

A 20h12, le conseiller Robert Lafrenière se retire.

506/5/94 - **Mandat à Jodoin et Grondin - Description technique d'une partie du lot 104-180 (piscine - secteur sud)**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme d'arpenteurs-géomètres Jodoin & Grondin aux fins de préparer et rédiger une description technique d'une partie du lot 104-180 du cadastre du Canton de Wickham, circonscription foncière de Drummond.

ADOPTÉ

507/5/94 - **Mandat à Me Daniel Beaulac - Bail emphytéotique avec le Centre Communautaire de Dr'Ville-Sud Inc. - chalet et piscine**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate Me Daniel Beaulac, notaire, aux fins de préparer et rédiger un bail emphytéotique à intervenir entre la Ville de Drummondville et le Centre Communautaire de Drummondville-Sud Inc.

Ce bail affecte une partie du lot 104-180 du cadastre du Canton de Wickham, circonscription foncière de Drummond, laquelle sera incessamment subdivisée. Ladite partie de terrain mesure environ 57,76 mètres par 45,38 mètres. Ledit bail sera consenti pour une période de 99 ans.

ABROGÉE PAR RÉS. 640/6/94

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉ

508/5/94 - **Mandat à Me Normand Corriveau - Défense d'un policier suite à une poursuite en Cour du Québec**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que les services professionnels de Me Normand Corriveau, avocat, soient retenus aux fins d'assurer la défense du policier faisant l'objet d'une poursuite en Cour du Québec (Chambre criminelle et pénale - Dossier numéro 405-01-000525-948).

ADOPTÉ

509/5/94 - **Prime de remplacement à MM. Alain Boisvert et Yves Blais**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise le paiement d'une prime de remplacement de 5% à MM. Alain Boisvert et Yves Blais compte tenu de l'absence de M. Denis Larocque, directeur du Service des travaux publics.

ADOPTÉ

A 20h15, le conseiller Robert Lafrenière reprend son siège.

510/5/94 - **Demande au ministère des Transports - Limite de vitesse à 50 km/hre sur certaines routes**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville demande au ministère des Transports du Québec de limiter la vitesse à 50 km/hre sur les routes suivantes:

- boulevard St-Joseph ouest (de la rue Hains aux limites de la Ville);
- boulevard Lemire ouest (de l'autoroute 20 aux limites de la Ville);
- rue St-Pierre (du boulevard Lemire aux limites de la Ville).

ADOPTÉ

511/5/94 - **Délégation de Mme Odette Bélanger Marcotte - Colloque international <Municipalités et familles: partenaires du développement>**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la conseillère Odette Bélanger Marcotte soit autorisée à participer au colloque international <Municipalités et familles: partenaires du développement> qui se tiendra à Blainville les 10, 11 et 12 juin 1994.

ADOPTÉ

512/5/94 - **Mandat à Environnement Conseil BGA Inc. - Évaluation des parcs et et équipements sportifs dans l'ex-secteur de Grantham**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Luc Teasdale, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Environnement Conseil BGA Inc. aux fins d'évaluer la situation des parcs et équipements sportifs dans l'ex-secteur de Grantham situé au nord de l'autoroute 20.

Les honoraires maximums sont de 7 825 $.

ADOPTÉ

513/5/94 - **Emprunt de 100 000 $ au fonds de roulement**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville emprunte à son fonds de roulement une somme de 100 000 $ pour défrayer les dépenses excédentaires du règlement no. 2313 prévoyant la construction et l'aménagement d'une piscine dans le secteur sud de la Ville.

Ladite somme de 100 000 $ est remboursable sur une période de 5 ans et de la façon suivante:

1995 - 20 000 $
1996 - 20 000 $
1997 - 20 000 $
1998 - 20 000 $
1999 - 20 000 $.

ADOPTÉ

514/5/94 - **Adoption du projet de règlement no. 2339 - Zonage**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière,
appuyé par le conseiller Réjean Gosselin,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no. 2339 amendant le règlement de zonage municipal no. 6-90 dans le but d'agrandir la zone résidentielle Ru4-052-1 à même une partie de la zone résidentielle Ru4-052 et de fixer une hauteur minimale et maximale des bâtiments à être construits dans la zone Ru4-052-1, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

515/5/94 - Avis de motion d'un règlement (no. 2339) - Zonage

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement de zonage municipal no. 6-90 dans le but d'agrandir la zone résidentielle Ru4-052-1 à même une partie de la zone résidentielle Ru4-052 et de modifier l'article relatif à la hauteur des bâtiments permise dans la zone Ru4-052-1.

516/5/94 - Dispense de lecture du règlement no. 2339

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2339 amendant le règlement de zonage municipal no. 6-90 dans le but d'agrandir la zone résidentielle Ru4-052-1 à même une partie de la zone résidentielle Ru4-052 et de modifier l'article relatif à la hauteur des bâtiments permise dans la zone Ru4-052-1, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

517/5/94 - Adoption du projet de règlement no. 2346 - Zonage

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le maire suppléant Alain Carrier,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no. 2346 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier le plan de zonage de manière à agrandir la zone résidentielle H08-38 à même la zone résidentielle H08-37 et de rajouter une disposition à la grille des usages et normes, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

518/5/94 - Avis de motion d'un règlement (no. 2346) - Zonage

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier le plan de zonage de manière à agrandir la zone résidentielle H08-38 à même la zone résidentielle H08-37 et de rajouter une disposition à la grille des usages et normes.

519/5/94 - Dispense de lecture du règlement no. 2346

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2346 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier le plan de zonage de manière à agrandir la zone résidentielle H08-38 à même la zone résidentielle H08-37 et de rajouter une disposition à la grille des usages et normes, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

520/5/94 - Adoption du règlement no. 2340 - Plan d'urbanisme

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2340 a été donné (réf: 408/4/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no. 2340 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080 dans le but de soustraire le terrain situé à l'angle nord-ouest de l'intersection des rues Newton et St-Georges d'une affectation de type "habitation, moyenne densité 1" pour l'inclure dans une affectation de type "commerce régional".

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et majoritairement résolu que ce règlement soit adopté.

Madame la mairesse demande le vote sur cette proposition.

Votent POUR	Votent CONTRE
M. Pierre-Yvan Aubé	M. Denis Savoie
M. Guy Drouin	M. Réal Jean
M. Gilles Fontaine	M. Réal Sawyer
M. Réjean Gosselin	M. Robert Lafrenière
M. Jean-Guy Spénard	M. Alain Carrier
M. Luc Teasdale	
Me Céline Trottier	
Mme Réjeanne Viens	

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2340 et ce de 9 heures à 19 heures le 25 mai 1994.

Le maire suppléant Alain Carrier, malgré son opposition et ce pour les raisons déjà invoquées, souhaite bonne chance aux propriétaires.

Le conseiller Gilles Fontaine mentionne la visite de M. Jean Lamothe du ministère des Affaires culturelles qui a précisé certaines données.

La conseillère Céline Trottier appuie la modification de règlement qui prévoit spécifiquement le genre de commerce et demande que les mesures de sécurité soient prises conformément à la Loi.

Madame la mairesse résume les mesures de sécurité exigées par le Service tout en précisant que le ministère des Affaires culturelles doit s'assurer de la sauvegarde de ce genre de maison.

521/5/94 - Adoption du règlement no. 2341 - Zonage

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2341 a été donné (réf: 411/4/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no. 2341 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier la grille des usages et normes de la zone résidentielle H06-53 pour autoriser en plus de l'habitation, les usages de type "crêperie et salon de thé" comme usage spécifiquement permis dans le cadre d'un bâtiment mixte.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et majoritairement résolu que ce règlement soit adopté.

Le maire suppléant Alain Carrier, ainsi que les conseillers Denis Savoie, Réal Jean, Réal Sawyer et Robert Lafrenière enregistrent leur dissidence.

ADOPTÉ

522/5/94 - Adoption du règlement no. 2345 - Ventes de garage

Lecture est donnée du règlement no. 2345 concernant les ventes de garage.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

523/5/94 - Adoption du règlement no. 2348 - Travaux de réfection de rues

Lecture est donnée du règlement no. 2348 décrétant un emprunt de 1 587 000 $ pour l'exécution en 1994 de travaux de réfection de rues.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et majoritairement résolu que ce règlement soit adopté.

Le conseiller Denis Savoie enregistre sa dissidence quant aux travaux prévus sur la 18e Avenue.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2348 et ce de 9 heures à 19 heures le 31 mai 1994.

Pour sa part, le conseiller Pierre-Yvan Aubé déclare être conscient que la rue St-Denis a besoin d'être refaite. Cependant, lors de la réfection, il faudra prévoir des travaux majeurs pour régler le problème d'écoulement des eaux et de refoulement dans les sous-sols.

Le conseiller Robert Lafrenière ne s'objecte pas au règlement même s'il aurait préféré que priorité soit accordée à certaines rues.

Informations des membres du Conseil

Second versement des taxes municipales (M. Jean-Guy Spénard)

Le conseiller Jean-Guy Spénard rappelle aux propriétaires la date du second versement des taxes municipales.

Pas d'enlèvement des ordures ménagères, ni de collecte sélective lundi le 23 mai 1994 (M. Robert Lafrenière)

Le conseiller Robert Lafrenière informe la population qu'il n'y aura pas d'enlèvement des ordures ménagères, ni de collecte sélective, lundi le 23 mai 1994.

Fermeture des bureaux des services municipaux le 23 mai 1994 (M. Pierre-Yvan Aubé)

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé annonce la fermeture des bureaux des services municipaux le 23 mai 1994.

INITIALES DE LA MAIRESSE
165
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Condoléances (Madame la mairesse)

Madame la mairesse, au nom de ses collègues et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à M. Denis Proulx, journalier au Service des travaux publics, à l'occasion du décès de son père, M. Gédéon Proulx.

Affichage (M. Réjean Gosselin)

Le conseiller Réjean Gosselin demande aux commerçants de faire preuve de collaboration dans l'affichage.

Félicitations (Mme Réjeanne Viens)

La conseillère Réjeanne Viens félicite la compagnie Profilair Ventilation Inc. pour les succès obtenus.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenants: a) **M. Robert Lafrenière**, conseiller
  b) **Mme Blanchette**
  c) **M. Guy Turenne**, prés. du Syndicat des employés municipaux
  d) **M. Raynald Forcier**, journaliste au Journal La Parole.

a) **M. Robert Lafrenière**

M. Lafrenière s'interroge sur l'intervention de la journaliste Chantal Dionne au sujet de la déclaration du directeur général de la Société de Développement Économique de Drummondville relative aux investissements réalisés en 1993.

Madame la mairesse reprend ses propos tenus le 2 mai dernier et explique la façon utilisée par la Société de Développement Économique de Drummondville pour obtenir les informations.

A l'interrogation du maire suppléant Alain Carrier, pourquoi la question n'a pas été posée à l'assemblée générale de la S.D.E.D.? La journaliste rétorque qu'il n'y avait pas eu de période de questions et qu'après avoir pris connaissance de toutes les informations, elle a jugé que des éclaircissements étaient nécessaires.

b) **Mme Blanchette**

Mme Blanchette remercie le Conseil d'avoir adopté un règlement pour contrôler les ventes de garage. Cependant, elle aurait préféré que l'on prévoit une période donnée durant l'année et que toutes les ventes se fassent durant cette période.

Quant au respect du règlement, le Service de la sécurité publique verra à vérifier si les vendeurs ont leur permis.

Cette année, le Conseil évaluera les bienfaits de la réglementation et le dossier pourra être réévalué l'an prochain.

c) **M. Guy Turenne**

M. Turenne veut savoir où en sont rendues les démarches pour la construction d'un garage municipal?

Madame la mairesse précise que le dossier a été déposé au ministère des Affaires municipales dans le cadre du programme Travaux d'infrastructures et qu'une évaluation devrait être faite prochainement.

d) **M. Raynald Forcier**

Qu'advient-il des négociations avec la police?

Madame la mairesse résume la situation et précise que l'Unité des Policiers de Drummondville Inc. a demandé l'arbitrage. Elle fait état des dernières offres du médiateur, lesquelles ont été refusées par le syndicat.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu **lundi le 6 juin 1994.**

524/5/94 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Thérèse Caya
Greffière.

Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
167
JC
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

25 mai 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 25 mai 1994 à 17h00, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras;** cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Odette Bélanger Marcotte
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et environnement urbain
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

525/5/94 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

Madame la mairesse explique la procédure de consultation publique édictée par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et précise la nature et l'objet du projet de règlement suivant:

- **Règlement no. 2344** amendant le règlement de construction municipal no. 1851 dans le but de soustraire les bâtiments classés monument historique par le ministère de la Culture de l'application de la partie 3 du Code National du Bâtiment relative à certaines normes applicables en fonction de l'usage des bâtiments.

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

INITIALES DE LA MAIRESSE

168

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

526/5/94 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Thérèse Cayer
Greffière.

Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
169
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

25 mai 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 25 mai 1994 à 17h10, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras;** cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Odette Bélanger Marcotte
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et environnement urbain
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

527/5/94 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

528/5/94 - **Amendement à la résolution no. 429/5/94 - Remplacement du nom de "Me André Sylvestre" par celui de "Me Michel Boileau"**

Il est proposé par le conseiller Réal Sawyer, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la résolution no. 429/5/94 du 2 mai 1994 soit amendée de façon à remplacer le nom de "Me André Sylvestre" par celui de "Me Michel Boileau".

ADOPTÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

529/5/94 - **Demande au MAM - Inscription de travaux sur le boul. Lemire (programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec)**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville demande au ministre des Affaires municipales d'inscrire à son programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec - Volet 1 les travaux de réfection et d'élargissement du boulevard Lemire/tronçon Jean-de-Brébeuf à la route 122.

Le montant des travaux est évalué à 677 120 $, ce qui représente une participation des gouvernements fédéral et provincial de 225 706,66 $ chacun et de 225 706,68 $ pour la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

530/5/94 - **Demande au MAM - Inscription de travaux d'amélioration et de renforcement de la structure du boul. Lemire**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Luc Teasdale, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville demande au ministre des Affaires municipales d'inscrire à son programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec - Volet 3 les travaux d'amélioration et de remplacement de la structure du boulevard Lemire/tronçon Jean-de-Brébeuf à la route 122 et ce par l'utilisation d'une technologie nouvelle liant bitume et ciment.

Les travaux sont évalués à 844 880 $, ce qui représente une participation de 281 626,66 $ pour le gouvernement fédéral, 281 626,66 $ pour le gouvernement provincial et de 281 626,68 $ pour la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

531/5/94 - **Autorisation de signatures - Emprunts temporaires sur les règlements nos 2260, 2269, 2270, 2310, 2318, 2338 et tout autre règl.**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la mairesse et le trésorier ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-trésorier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents nécessaires pour effectuer des emprunts temporaires sur les règlements nos 2260, 2269, 2270, 2310, 2318, 2338 et tout autre règlement subséquent.

ADOPTÉ

532/5/94 - **Avis de motion d'un règlement - Travaux sur le boul. Lemire**

Le conseiller Guy Dubreuil donne avis de motion d'un règlement décrétant l'exécution de travaux de réfection et d'élargissement du boulevard Lemire/tronçon Jean-de-Brébeuf à la route 122, de travaux d'amélioration et de renforcement de la structure du boulevard Lemire, de même que des travaux de construction d'un égout domestique sur la rue St-Laurent, et prévoyant un emprunt n'excédant pas 1 522 000 $.

1. Égout domestique	66 000 $
2. Travaux de voirie	1 160 500
3. Piste cyclable	99 500
	1 326 000 $
Honoraires professionnels	159 000
Frais de financement	37 000
TOTAL - EMPRUNT	1 522 000 $

533/5/94 - **Avis de motion d'un règlement - Travaux d'égouts, d'aqueduc et de voirie et construction d'un poste de pompage (sect. Lapéro-Lemaire)**

Le conseiller Réal Sawyer donne avis de motion d'un règlement décrétant l'exécution de travaux d'égouts domestique et pluvial, d'aqueduc et de voirie et la construction d'un poste de pompage dans le secteur Lapéro-Lemaire et prévoyant un emprunt n'excédant pas 938 800 $.

1. Aqueduc	84 500 $
2. Égout domestique	103 500
3. Égout pluvial	235 800
4. Poste de pompage	95 800
5. Voirie	336 300
	855 900 $
Honoraires professionnels	59 900
Frais de financement	23 000 $
TOTAL - EMPRUNT	938 800 $

534/5/94 - **Adoption du règlement no. 2315 - Amendement à l'art. 12 du règlement no. 2190**

Lecture est donnée du règlement no. 2315 amendant l'article 12 du règlement no. 2190 de manière à en préciser le mode de taxation.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

535/5/94 - **Adoption du règlement no. 2344 - Construction**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2344 a été donné (réf: 456/5/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no. 2344 amendant le règlement de construction municipal no. 1851 dans le but de soustraire les bâtiments classés monument historique par le ministère de la Culture de l'application de la partie 3 du Code National du Bâtiment relative à certaines normes applicables en fonction de l'usage des bâtiments.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que ce règlement soit adopté.

Les conseillers Denis Savoie, Réal Jean, Réal Sawyer et Robert Lafrenière enregistrent leur dissidence.

ADOPTÉ

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

536/5/94 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Thérèse Cazaret
Greffière.

Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
172
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

6 juin 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 6 juin 1994 à 19h15, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Odette Bélanger Marcotte
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et environnement urbain
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques
Mme Anik Bonvouloir, urbaniste.

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

537/6/94 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

Madame la mairesse explique la procédure de consultation publique édictée par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et précise la nature et l'objet des projets de règlements suivants:

- **Règlement no. 2339** amendant le règlement de zonage municipal no. 6-90 dans le but modifier le plan de zonage afin d'ajouter à la zone résidentielle Ru4-052-1 les terrains à l'arrière de la rue Des Grands-Ducs (lot P.291) faisant partie de la zone résidentielle Ru4-052 et de modifier à l'article 412.1 les normes qui régissent la hauteur permise des bâtiments dans la zone résidentielle Ru4-052-1;

- **Règlement no. 2346** amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier le plan de zonage afin d'agrandir la zone résidentielle H08-37 en y intégrant le lot 104-180 (Centre communautaire Drummondville-Sud) qui fait actuellement partie de la zone résidentielle H08-37.

INITIALES DE LA MAIRESSE

173

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

538/6/94 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Thérèse Cayouette
Greffière.

Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
174
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

6 juin 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 6 juin 1994, **sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no. 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Odette Bélanger Marcotte
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et environnement urbain
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

539/6/94 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Luc Teasdale, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

540/6/94 - Adoption du procès-verbal - Ass. publ. cons. du 16 mai 1994

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 16 mai 1994 à 19h15 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE

175

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

541/6/94 - **Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 16 mai 1994**

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 16 mai 1994 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

542/6/94 - **Adoption du procès-verbal - Ass. publ. cons. du 25 mai 1994**

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 25 mai 1994 à 17h00 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

543/6/94 - **Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 25 mai 1994**

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 25 mai 1994 à 17h10 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

544/6/94 - **Soumission - Vente d'un terrain, rue Amélie**

Le Conseil prend connaissance de la soumission suivante:

VENTE DU LOT 287-162 - RUE AMÉLIE
(soumission ouverte le 1er juin 1994)

Soumissionnaire	Prix
M. MICHEL CAMIRÉ 370 Du Richelieu St-Charles-de-Drummond	2,25 $ le pied carré

Il est proposé par le maire suppléant Alain Carrier, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la soumission de **Monsieur Michel Camiré** soit retenue.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

545/6/94 - **Soumissions - Réfrigération - Centre Marcel Dionne**

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

REMPLACEMENT DES TUYAUX MAITRES DE SAUMURE AU CENTRE MARCEL DIONNE
(soumissions ouvertes le 3 juin 1994)

(Le détail de ces soumissions apparait à un tableau préparé par M. Gilles Charest, responsable du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A")

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et unanimement résolu que la soumission de **Bolé Inc.**, au montant de 31 041,34 $ (Alternative "B"), soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres de remerciements provenant d'organismes ayant bénéficié de subventions, ainsi que d'offres de services de différentes compagnies.

546/6/94 - **Acceptation des comptes**

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 2 mai au 6 juin 1994, lesquels comptes totalisent la somme de 2 717 871,83 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

547/6/94 - **Dérogation mineure - Immeuble sis au 114 Heriot**

Considérant qu'une demande de dérogations mineures a été dûment présentée pour l'immeuble situé à l'angle des rues Heriot et Loring, soit au 114 rue Heriot;

Considérant que cette dérogation mineure concerne l'implantation d'une enseigne sur poteau qui empiéterait dans le triangle de visibilité;

Considérant que le fait de respecter la réglementation cause préjudice au requérant étant donné que l'enseigne serait non visible de la voie publique et entrainerait de surcroit la coupe d'arbres matures;

Considérant que la demande ne cause pas préjudice au droit de propriété des propriétaires voisins;

Considérant que l'enseigne en soi doit respecter la réglementation;

Considérant qu'il est fortement recommandé que les bases soutenant l'enseigne sur poteau soient en briques de couleur rouge plutôt qu'en imitation de briques;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et unanimement résolu d'accorder la dérogation mineure demandée pour l'immeuble situé au 114 Heriot de façon à permettre l'implantation d'une enseigne sur poteau dans le triangle de visibilité à l'angle des rues Heriot et Loring.

ADOPTÉ

548/6/94 - **Dérogation mineure - Immeuble sis au 671 boulevard Mercure**

Considérant qu'une demande de dérogation mineure a été dûment présentée pour l'immeuble situé au 671 boulevard Mercure;

Considérant que cette dérogation mineure concerne la hauteur maximale permise pour une clôture;

Considérant qu'en respectant la réglementation, la requérante subit un préjudice sérieux;

Considérant que le terrain arrière adjacent à celui du 671 boulevard Mercure est surélevé et utilisé à des fins commerciales;

Considérant que l'usage commercial exercé sur le terrain adossé à celui du 671 boulevard Mercure entraîne un achalandage de clientèle qui a une vue directe sur la cour arrière de la requérante;

Considérant que la dérogation mineure demandée ne porte pas préjudice au droit de jouissance des propriétaires voisins;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu d'accorder la dérogation mineure demandée pour l'immeuble situé au 671 boulevard Mercure de façon à permettre que la clôture située sur la ligne arrière du terrain puisse avoir une hauteur de deux virgule quarante-trois mètres (2,43 m) plutôt que de deux mètres (2 m).

ADOPTÉ

549/6/94 - **Dérogation mineure - Immeuble sis au 400 boulevard St-Joseph**

Considérant qu'une demande de dérogation mineure a été dûment présentée pour l'immeuble situé au 400 boulevard St-Joseph;

Considérant que cette dérogation mineure concerne l'ajout d'identification d'un commerce sur l'enseigne communautaire;

Considérant que le commerce est dans l'impossibilité de se conformer;

Considérant le fait que le requérant ne puisse s'afficher lui cause un préjudice sérieux;

Considérant que la clientèle du commerce en question en est une spontanée, impulsive;

Considérant qu'il s'avère très important que le demandeur puisse s'afficher;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu d'accorder la dérogation mineure demandée pour l'immeuble situé au 400 boulevard St-Joseph, de façon à permettre l'ajout d'une nouvelle enseigne de deux virgule vingt-deux mètres carrés (2,22 m.c.) portant alors la superficie de l'enseigne communautaire sur poteau à dix virgule quatre mètres carrés (10,4 m.c.) plutôt qu'à dix mètres carrés (10 m.c.).

ADOPTÉ

550/6/94 - **Dérogation mineure - Immeuble sis au 607 Lindsay**

Considérant que des demandes de dérogations mineures ont été dûment présentées pour l'immeuble situé au 607 rue Lindsay;

Considérant que ces dérogations mineures concernent l'une des marges latérales et la marge arrière;

Considérant que la construction date de 1979 et qu'à l'époque, les travaux ont été réalisés de bonne foi;

Considérant qu'à cette époque, la marge latérale prescrite était fixée à zéro virgule six mètre (0,6 m) tandis que la marge arrière était de un virgule deux mètres (1,2 m);

Considérant que la bâtisse a actuellement une marge latérale de zéro virgule cinquante-six mètre (0,56 m) et zéro virgule cinquante-et-un mètre (0,51 m) comme marge arrière;

Considérant qu'à cette époque, le certificat de localisation n'était pas exigé suite aux travaux;

INITIALES DE LA CONCERNÉE
178
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Considérant que le requérant est dans l'impossibilité de se conformer;

Considérant que les demandes ne portent pas préjudice au droit de propriété des propriétaires voisins;

Considérant que les travaux qui ont été réalisés en 1979 l'ont été de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Luc Teasdale, et unanimement résolu d'accorder les dérogations mineures demandées pour l'immeuble situé au 607 rue Lindsay, de façon à permettre:

- que l'une des marges latérales de la bâtisse soit à zéro virgule cinquante-six mètre (0,56 m) plutôt qu'à zéro virgule six mètre (0,6 m);

- que la marge arrière de la bâtisse soit à zéro virgule cinquante-et-un mètre (0,51 m) plutôt qu'à un virgule deux mètre (1,2 m).

ADOPTÉ

551/6/94 - **Tenue de la "course des p'tits canards" - Société canadienne du cancer**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise la Société canadienne du cancer à tenir la "course des p'tits canards" le 28 août 1994 au parc Woodyatt, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

La Ville autorise également cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉ

552/6/94 - **Tenue du Festival de l'Épi - Centre Communautaire St-Pierre**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre Communautaire St-Pierre à tenir le Festival de L'Épi au parc Guilbault le 11 août 1994 ou le 12 août 1994 en cas de pluie, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

La Ville autorise également cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉ

553/6/94 - **Tenue de l'activité "Défi-Desjardins" - Les Grands Frères et Grandes Soeurs de Drummondville Inc.**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise l'organisme Les Grands Frères et Grandes Soeurs de Drummondville Inc. à tenir le "Défi-Desjardins" le 12 juin 1994 et à utiliser le parc Woodyatt, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉ

554/6/94 - **Tenue d'une randonnée avec une super-bicyclette - Société des Timbres de Pâques du Québec et Banque Royale du Canada**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise la Société des Timbres de Pâques du Québec et la Banque Royale du Canada à tenir une randonnée avec une super-bicyclette le 7 juin 1994 selon un parcours approuvé par le Service de la sécurité publique, le tout conformément à la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉ

555/6/94 - **Tenue du Festival de Blues au parc Woodyatt et signature d'un protocole d'entente**

AMENDÉE PAR RÉS. 680/7/94

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les organisateurs du Festival de Blues de Drummondville à tenir la 3e édition du Festival au parc Woodyatt du 20 au 24 juillet 1994. Les activités sont autorisées jusqu'à minuit les 20, 21, 22 et 23 juillet 1994, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

La Ville autorise également les organisateurs à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Festival de Blues de Drummondville.

La conseillère Réjeanne Viens s'oppose à l'autorisation de terminer les activités à minuit. Les conseillers Guy Drouin et Gilles Fontaine s'opposent également.

ADOPTÉ

556/6/94 - **Protocole d'entente avec la Corporation du Centre Culturel de Drummondville Inc. - Gestion et animation des piscines extérieures**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec la Corporation du Centre Culturel de Drummondville Inc. pour la gestion et l'animation des piscines extérieures de la Ville durant la saison estivale 1994.

ADOPTÉ

557/6/94 - **Protocole de reconnaissance avec Le Refuge La Piaule - Subvention de 8 000 $**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec Le Refuge La Piaule du Centre du Québec Inc.

Ce protocole d'entente est valable pour l'année 1994 et prévoit le versement d'une subvention de 8 000 $ qui sera affectée au maintien de ressources en travail de rue dans les parcs de la Ville.

ADOPTÉ

558/6/94 - **Reconduction de convention - Maintien du pavillon-jardin au 3125 rue Louise**

Il est proposé par le maire suppléant Alain Carrier, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de renouvellement de la convention intervenue entre Madame Colette Bernier, Madame Rolande Larochelle Turcotte, la Société d'Habitation du Québec et l'ex-municipalité de Grantham.

Cette convention permet la construction d'un pavillon-jardin sur le lot 309-7 partie, Rang V, du cadastre officiel du canton de Grantham, soit au 3125 rue Louise.

La reconduction est autorisée pour une période de 2 ans.

ADOPTÉ

559/6/94 - **Protocole d'entente avec le C.R.S.J.B. - Projet "travailleur de rue"**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste concernant le projet d'intervention des travailleurs(ses) de rues.

Ce protocole d'entente est valable pour l'année 1994 et prévoit le versement d'une subvention de 2 572,50 $ pour le maintien d'un travailleur de rue au parc St-Georges.

ADOPTÉ

560/6/94 - **Protocole d'entente avec le Centre Communautaire St-Pierre Inc. - Projet "travailleur de rue"**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Centre Communautaire St-Pierre Inc. concernant le projet d'intervention des travailleurs(ses) de rues.

Ce protocole d'entente est valable pour l'année 1994 et prévoit le versement d'une subvention de 427,50 $ pour le maintien d'un travailleur de rue au parc Simard.

ADOPTÉ

561/6/94 - **Appui au Centre communautaire St-Pierre Inc. - Programme de soutien aux centres communautaires**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville appuie la démarche du Centre communautaire St-Pierre Inc. auprès du ministre des Affaires municipales du Québec aux fins d'obtenir une reconnaissance et une aide financière dans le cadre du Programme de soutien aux centres communautaires.

ADOPTÉ

562/6/94 - Demande de subvention - Prog. d'équipements pour les bibliothèques

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que demande soit faite au Ministre de la Culture et des Communications d'accorder une subvention à la Ville de Drummondville dans le cadre du Programme d'équipements pour les bibliothèques publiques.

ADOPTÉ

563/6/94 - Demande de maintien de subventions - Bibliothèques publiques

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville demande au Ministre de la Culture et des Communications de maintenir la subvention à l'achat de documents pour les bibliothèques publiques, de même que la participation financière du ministère à la gestion desdites bibliothèques.

ADOPTÉ

564/6/94 - Autorisation au régisseur du C.I.D.C.St-G. - Interlocuteur officiel

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que le régisseur du Centre d'Information Documentaire Côme St-Germain, Monsieur Pierre Meunier, soit autorisé à agir comme interlocuteur officiel de la Ville de Drummondville auprès du ministère de la Culture et des Communications pour le secteur "bibliothèque" et ce plus particulièrement dans le dossier de demande d'aide financière formulée dans le cadre du Programme d'équipements pour les bibliothèques publiques.

ADOPTÉ

565/6/94 - Demande de subvention - Animation de la Place St-Frédéric

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Luc Teasdale, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville demande au Ministre de la Culture et des Communications de subventionner l'animation de la Place St-Frédéric et ce dans le cadre du volet 4 du programme d'aide du ministère.

ADOPTÉ

566/6/94 - Acte de consentement à radiation - ZCL Mfg. Inc.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de consentement à radiation pour tous droits de résolution créés en vertu de l'acte de vente enregistré au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Drummond sous le numéro 322727.

ADOPTÉ

567/6/94 - Demande au Service de l'aménagement de l'exploitation et de la faune - Interdiction de pêcher sur la glace - hiver 1993/1994

Considérant que le Service de l'aménagement de l'exploitation et de la faune a interdit, durant l'hiver 1993-1994, la pêche sur la glace de la rivière St-François;

Considérant que depuis nombre d'années, ce sport s'est pratiqué et a fait la joie de milliers de personnes;

Considérant que la Ville de Drummondville s'interroge sur le bien-fondé de cette décision unilatérale des autorités;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville demande aux représentants du Service de l'aménagement de l'exploitation et de la faune de motiver l'interdiction émise pour l'hiver 1993-1994.

De plus, les autorités de la Ville souhaitent connaître les intentions et recommandations dudit Service pour la prochaine saison hivernale.

ADOPTÉ

568/6/94 - **Appui à la demande formulée auprès de la C.P.T.A.Q. - Utilisation non-agricole, lotissement et aliénation des lots 26-7 et 26-8**

Considérant que les lots 26-7 et 26-8 du cadastre du Canton de Grantham sont situés en zone permanente agricole;

Considérant que lesdits lots font partie d'un secteur de développement résidentiel situé en zone agricole et reconnu par nos règlements d'urbanisme (zone Ru 1-001);

Considérant que cette demande respecte les dispositions des divers règlements de la Ville de Drummondville;

Il est proposé par le maire suppléant Alain Carrier, appuyé par le conseiller Luc Teasdale, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande formulée par Madame Madeleine Généreux auprès de la Commission de Protection du Territoire Agricole du Québec pour l'utilisation non-agricole, le lotissement et l'aliénation des lots 26-7 et 26-8 situés sur la rue Mylène et ceci dans le but de construire sur chaque terrain une résidence unifamiliale isolée.

ADOPTÉ

569/6/94 - **Appui à la demande formulée auprès de la C.P.T.A.Q. - Projet d'émissaire de l'usine d'épuration et servitude sur ptie du lot 10**

Considérant que les plans de construction de l'usine d'épuration indiquent de façon précise qu'une surlargeur est requise afin de traverser et de protéger adéquatement le corridor de l'émissaire à la hauteur du ruisseau Fréchette;

Considérant que cette surlargeur est localisée en zone agricole permanente;

Considérant que les travaux sont prévus pour les mois de juin et juillet 1994;

Il est proposé par le maire suppléant Alain Carrier, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville appuie le projet d'émissaire tel que conçu et demande à la Commission de Protection du Territoire Agricole du Québec d'autoriser une servitude permanente sur une partie du lot 10 appartenant à Monsieur Jean-Guy Romanesky en vue d'installer la conduite d'émissaire du site d'assainissement des eaux usées du Grand Drummondville. Il est de plus résolu que la Ville demande à la Commission d'analyser le dossier de l'émissaire en préséance, étant donné la nécessité d'entreprendre les travaux durant la période d'étiage.

ADOPTÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
183
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

570/6/94 - **Tirage au sort - Remboursement par anticipation de 201 000 $**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que le tirage au sort effectué en avant-midi le 6 juin 1994 et établissant le remboursement par anticipation de 201 000 $ des obligations portant les numéros C008, A029, A040, A049, A056 et M444 soit et est accepté.

La Ville de Drummondville est par la présente autorisée à faire le remboursement prévu de 201 000 $ suivant la procédure établie par le ministère des Affaires municipales pour l'émission datée du 20 août 1979 au montant de 3 306 000 $ et portant intérêt actuellement au taux de 10 1/2 %.

ADOPTÉ

571/6/94 - **Subvention au Club d'Age d'Or Dr'Ville Inc. (St-Joseph) - Construction d'un chalet et aménagement d'un jeu de galet au parc C. Demers**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville verse une subvention de 8 816,34 $ au Club d'Age d'Or Drummondville Inc. (St-Joseph) pour la construction d'un chalet et l'aménagement d'un jeu de galet au parc Curé Demers (St-Joseph) et ce dans le cadre du programme Nouveaux Horizons.

ADOPTÉ

572/6/94 - **Demande de crédits supplémentaires - Programme PRIL+ et RéparAction**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville demande au Ministre des Affaires municipales, responsable de l'Habitation, de nous accorder des crédits supplémentaires dans le cadre du programme PRIL+ et du programme RéparAction, et ce pour l'année financière en cours.

ADOPTÉ

573/6/94 - **Protocole d'entente avec Drummond Sports Inc. - Animation et entretien des terrains de soccer**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec Drummond Sports Inc. concernant l'animation des équipes du Club de soccer juvénile de Drummondville et l'entretien des terrains de soccer.

Ce protocole d'entente est valable pour la saison 1994 et prévoit le versement d'une subvention de 2 000 $ à l'organisme.

ADOPTÉ

574/6/94 - **Dépôt du compte rendu (17/5/94) - Comité de transp. en commun**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de transport en commun tenue le 17 mai 1994 soit déposé tel que rédigé et que copie soit transmise aux archives.

ADOPTÉ

575/6/94 - **Dépôt du procès-verbal (18/5/94) - C.C.U. (secteur Grantham)**

Il est proposé par le conseiller Réjean Gosselin, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 18 mai 1994 pour le secteur de Grantham soit déposé tel que rédigé et que copie soit transmise aux archives.

ADOPTÉ

576/6/94 - **Dépôt du procès-verbal (26/5/94) - C.C.U.**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 26 mai 1994 soit déposé tel que rédigé et que copie soit transmise aux archives.

ADOPTÉ

577/6/94 - **Acceptation d'un projet d'installation d'un chalet dans le parc Curé Demers (St-Joseph) - P.I.I.A.**

Considérant qu'une demande d'autorisation pour l'installation d'un chalet dans le parc Curé Demers a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le parc Curé Demers est compris dans la zone P05-04 qui est assujettie aux normes du plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que le chalet servira aux citoyens jouant au jeu de galet dans ce parc;

Considérant que l'implantation du bâtiment accessoire respecte la réglementation;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville accepte le projet d'installation d'un chalet dans le parc Curé Demers dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉ

578/6/94 - **Dépôt du compte rendu (25/5/94) - Comité de Circulation**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de Circulation tenue le 25 mai 1994 soit déposé tel que rédigé et que copie soit transmise aux archives.

ADOPTÉ

579/6/94 - **Limite de vitesse sur certaines rues: 50 km/heure**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et résolu que la limite de vitesse soit fixée à 50 km/heure sur les rues suivantes:

-Chemin du Golf Ouest, de l'autoroute 20 aux limites de la municipalité;

-Farley, entre le Chemin du Golf et le boulevard Patrick;

-Petit-Cinquième Rang, de la rue St-Pierre aux limites de la municipalité;

-Cinquième Rang Est, entre la rue St-Pierre et le boulevard Jean-de-Brébeuf;

-Cinquième Rang Ouest, de l'autoroute 20 aux limites de la municipalité;

-boulevard Jean-de-Brébeuf, du boulevard Lemire aux limites de la municipalité;

-boulevard Patrick, du Chemin du Golf aux limites de la municipalité.

INITIALES DE LA MAIRESSE
185
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Les conseillers Denis Savoie, Luc Teasdale et Robert Lafrenière enregistrent leur dissidence sur cette proposition car selon eux, une vitesse supérieure pourrait être permise sur certaines rues.

Le conseiller Réal Jean explique pourquoi le Comité de Circulation recommande l'uniformité.

ADOPTÉ

580/6/94 - **Installation d'enseignes "ARRET" sur certaines rues**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que des enseignes "ARRET" soient installées sur les rues suivantes:

-Cloutier, à l'intersection de la rue Cormier;
-Martine, à l'intersection de la rue Gisèle;
-Tousignant, à l'intersection de la rue St-Laurent;
-de Madrid, à l'intersection de la rue de Vienne;
-F.-X. Charbonneau, à l'intersection de la rue Joly;
-Champagne, à l'intersection de la rue Joly.

ADOPTÉ

Dépôt des certificats relatifs aux règlements nos 2340 et 2348

Conformément à la loi, la greffière dépose les certificats concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur les règlements suivants:

- règlement no. 2340 amendant le règlement de plan d'urbanisme no. 2080;
- règlement no. 2348 décrétant un emprunt de 1 587 000 $ pour l'exécution en 1994 de travaux de réfection de rues.

Le maire suppléant Alain Carrier demande à la greffière de préciser si dans le dossier de modification de zonage, la Ville a pris la bonne procédure.

La greffière confirme que dans le cas de la Maison Mitchell-Marchesseault la Ville a procédé par modification au plan d'urbanisme, ce qui nécessitait la tenue d'un registre pour l'ensemble de la Ville; et par modification au règlement de zonage pour se conformer au plan d'urbanisme et qu'à ce moment là, le registre n'était pas nécessaire, le tout conformément à la Loi.

M. Carrier demande si la Ville aurait pu procéder par dérogation mineure et si on est certain d'avoir suivi la bonne procédure.

Mme Francine Ruest Jutras précise que la dérogation mineure ne s'appliquait sûrement pas dans ce dossier et que la procédure suivie a été celle prise pour toute modification au plan d'urbanisme.

581/6/94 - **Installation d'une tente au 129 Heriot**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une tente au 129 Heriot et ce pour les 9, 10 et 11 juin 1994.

ADOPTÉ

582/6/94 - **Tenue de ventes-trottoir au centre-ville - Sidac Alain Limoges**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise la Sidac Alain Limoges de Drummondville à tenir:

- la vente-trottoir pour la rue Lindsay du 15 au 18 juin 1994;
- la vente-trottoir pour la rue Heriot du 6 au 10 juillet 1994;

le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉ

583/6/94 - **Appui à la Corporation Rues Principales et la Sidac Alain Limoges - Déclaration du centre-ville "zone touristique"**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville appuie la Corporation Rues Principales Drummondville et la Sidac Alain Limoges de Drummondville dans leurs démarches aux fins de faire reconnaitre le centre-ville comme "zone touristique" pour la période du 1er juillet au 25 juillet 1994.

ADOPTÉ

584/6/94 - **Emprunt de 22 000 $ au fonds de roulement**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville emprunte une somme de 22 000 $ à son fonds de roulement pour la finition des locaux au bloc 41.

Cet emprunt est remboursable sur une période de 5 ans et de la façon suivante:

- 4 400 $ en 1995
- 4 400 $ en 1996
- 4 400 $ en 1997
- 4 400 $ en 1998
- 4 400 $ en 1999.

ADOPTÉ

Le conseiller Denis Savoie trouve bizarre que l'on emprunte un si petit montant sur une période de 5 ans.

585/6/94 - **Adoption du règlement no. 2333 - Amendement au règlement no. 2226 et à la résolution no. 555/7/93**

Lecture est donnée du règlement no. 2333 amendant le règlement no. 2226 et la résolution no. 555/7/93 afin de modifier les dispositions relatives à la taxation prévue à ce règlement de manière à ce qu'une partie des travaux décrétés à ce règlement soit payée à même une taxe imposée sur les immeubles du secteur desservi et abrogeant le règlement no. 2281.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

586/6/94 - **Adoption du règlement no. 2334 - Gel des salaires des élus municipaux pour les années 1994 et 1995**

Lecture est donnée du règlement no. 2334 amendant le règlement numéro 1760 de manière à décréter le gel des salaires des élus municipaux pour les années 1994 et 1995.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le maire suppléant Alain Carrier, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
187
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

587/6/94 - **Adoption du règlement no. 2339 - Zonage**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2339 a été donné (réf: 515/5/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no. 2339 amendant le règlement de zonage municipal no. 6-90 dans le but modifier le plan de zonage afin d'ajouter à la zone résidentielle Ru4-052-1 les terrains à l'arrière de la rue Des Grands-Ducs (lot P.291) faisant partie de la zone résidentielle Ru4-052 et de modifier à l'article 412.1 les normes qui régissent la hauteur permise des bâtiments dans la zone résidentielle Ru4-052-1.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire des secteurs concernés pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2339 et ce de 9 heures à 19 heures le 29 juin 1994.

588/6/94 - **Abandon des procédures du règlement no. 2346 - Zonage**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que le Conseil de la Ville de Drummondville abandonne les procédures du règlement no. 2346 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier le plan de zonage afin d'agrandir la zone résidentielle H08-37 en y intégrant le lot 104-180 (Centre communautaire Drummondville-Sud) qui fait actuellement partie de la zone résidentielle H08-37.

ADOPTÉ

589/6/94 - **Adoption du règlement no. 2349 - Travaux de réfection et d'élargissement du boulevard Lemire**

Lecture est donnée du règlement no. 2349 décrétant un emprunt de 1 522 000 $ pour l'exécution de travaux de réfection et d'élargissement du boulevard Lemire/tronçon Jean-de-Brébeuf à la route 122, d'amélioration et de renforcement de la structure du boulevard Lemire et d'aménagement d'une piste cyclable et piétonnière le long dudit boulevard, ainsi que des travaux de construction d'un égout domestique sur la rue St-Laurent, du boulevard Lemire à la 20e Avenue.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Luc Teasdale, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2349 et ce de 9 heures à 19 heures le 21 juin 1994.

590/6/94 - **Adoption du règlement no. 2350 - Travaux - secteur Lapéro-Lemaire**

Lecture est donnée du règlement no. 2350 décrétant une dépense de 938 800 $ et un emprunt de 844 920 $ pour l'exécution de travaux d'égouts domestique et pluvial, d'aqueduc et de voirie et la construction d'un poste de pompage dans le secteur Lapéro-Lemaire.

Il est proposé par le conseiller Réal Sawyer, appuyé par le maire suppléant Alain Carrier, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2350 et ce de 9 heures à 19 heures le 21 juin 1994.

Le maire suppléant Alain Carrier rappelle qu'il s'agit d'un projet de 1993 de l'ex-municipalité de Grantham et qu'il aurait souhaité que la démarche soit appuyée par la nouvelle Ville.

Madame la mairesse soutient que la nouvelle Ville est très sensible au problème et que la politique est de participer dans la proportion de 70/30. Comme l'engagement de l'ex-municipalité de Grantham était la réalisation des travaux avec une participation municipale de 40%, la différence de 10% doit être assumée par le surplus de Grantham, ce qui a d'ailleurs été proposé par les élus de Grantham.

Le conseiller Réal Sawyer juge qu'effectivement les travaux sont urgents et que la majorité des élus de Grantham était favorable à l'affectation d'une partie du surplus de Grantham, soit 10% des travaux.

591/6/94 - **Entente avec l'Association des chauffeurs de taxis - Utilisation de 4 espaces de stationnement**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville entérine l'entente avec l'Association des chauffeurs de taxis et permette l'utilisation de 4 espaces de stationnement dans le stationnement no. 1. Lesdits espaces sont situés près de la rue Brock.

De plus, il est convenu qu'aucun autre espace de stationnement n'est autorisé sur rue dans le centre-ville.

ADOPTÉ

Informations des membres du Conseil

Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du Conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à Mesdames Rita Vigneault et Thérèse Desrosiers, employées au Service de la trésorerie, à l'occasion du décès de leur frère, M. Paul-Émile Desrosiers.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenants: a) **M. Gérard Prince**
  Sujet: entretien des rues
  b) **M. Lambert**, 4955 rue Lemaire
  Sujet: taxation Grantham.

a) **M. Gérard Prince**

M. Prince suggère que la Ville permette du stationnement alternatif sur la rue St-Aimé de façon à pouvoir nettoyer la rue.

La collaboration des résidents est nécessaire et M. Gérald Lapierre, d.g.a., convient que le travail de nettoyage est rendu difficile par le stationnement des autos.

b) **M. Lambert**

M. Lambert trouve exagéré le montant réclamé à sa fille pour la réalisation des travaux dans le développement Lapéro-Lemaire.

M. Alain Carrier, maire suppléant, explique le dossier et rappelle que la somme peut être répartie sur une période de 10 ans.

Le conseiller Réal Sawyer soutient que le secteur est privilégié puisque la Ville investit 40%.

Le conseiller Jean-Guy Spénard, quant à lui, mentionne que la valeur de la propriété sera améliorée.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu **lundi le 20 juin 1994.**

592/6/94 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Thérèse Cayouette
Greffière

Françoise Lemaire Jutras
Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
190
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

13 juin 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 13 juin 1994 à 17h00, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Odette Bélanger Marcotte
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Luc Teasdale
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et environnement urbain
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

593/6/94 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

594/6/94 - Dérogation mineure - Immeuble situé sur une partie du lot 104-180

Considérant qu'une demande de dérogation mineure a été dûment présentée pour la piscine du Centre Communautaire de Drummondville-Sud située au 1550 de la rue St-Aimé;

Considérant que la marge de recul arrière est fixée à douze mètres (12 m);

Considérant que la piscine serait implantée à trois virgule sept mètres (3,7 m) de la limite du terrain;

Considérant que le terrain a seulement une profondeur de quarante cinq mètres (45 m);

Considérant qu'entre la limite de son terrain et le boulevard St-Joseph, il existe une bande de terrain de plus ou moins dix virgule cinq mètres (10,5 m) appartenant à Hydro-Québec;

Considérant que la demande ne cause pas préjudice au droit de propriété des voisins;

Considérant que le requérant est dans l'impossibilité de respecter la marge fixée à la grille;

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que la dérogation mineure pour la piscine du Centre Communautaire de Drummondville-Sud soit acceptée de façon à permettre une marge arrière à trois virgule sept mètres (3,7 m) au lieu de douze mètres (12 m).

ADOPTÉ

595/6/94 - **Nomination des membres du Comité consultatif d'urbanisme**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination des membres du Comité consultatif d'urbanisme pour une période de 2 ans, soit:

- Mme Gisèle Ménard, professeur
- Mme Yolande Allard, historienne
- M. Gaston Houle, thanatologue
- M. Pierre Daniel, technicien en génie civil.

ADOPTÉ

596/6/94 - **Abolition du Comité consultatif d'urbanisme - ex-municipalité de Grantham**

Il est proposé par le conseiller Réjean Gosselin, appuyé par le conseiller Luc Teasdale, et unanimement résolu que le Comité consultatif d'urbanisme de l'ex-municipalité de Grantham soit aboli à compter de ce jour, soit le 13 juin 1994.

ADOPTÉ

597/6/94 - **Abolition du Comité consultatif d'urbanisme - Ex-Ville de Drummondville**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que le Comité consultatif d'urbanisme de l'ex-Ville de Drummondville soit aboli à compter de ce jour, soit le 13 juin 1994.

ADOPTÉ

598/6/94 - **Location du terrain du Canadien National (12 800 $/pour 1994)**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville défraie une somme de 12 800 $ (taxes en sus) pour la location du terrain du Canadien National situé sur la rue Lindsay et utilisé à des fins de stationnement, et ce pour l'année 1994.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉ

599/6/94 - **Adoption du projet de règlement no. 2347 - Zonage**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Guy Dubreuil,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no. 2347 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de créer une nouvelle zone résidentielle à même la zone H01-42, et d'y permettre des normes et dispositions afférentes à la nouvelle zone dans la grille des usages et normes, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

600/6/94 - **Avis de motion d'un règlement (no. 2347) - Zonage**

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement (no. 2347) amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de créer une nouvelle zone résidentielle à même la zone H01-42, et d'y permettre des normes et dispositions afférentes à la nouvelle zone dans la grille des usages et normes.

601/6/94 - **Dispense de lecture du règlement no. 2347**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2347 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de créer une nouvelle zone résidentielle à même la zone H01-42, et d'y permettre des normes et dispositions afférentes à la nouvelle zone dans la grille des usages et normes, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

602/6/94 - **Avis de motion d'un règlement - Amendement à l'art. 71° du règlement no. 2271 concernant la garde des animaux et la fourrière mun.**

Le conseiller Guy Dubreuil donne avis de motion d'un règlement amendant l'article 71° du règlement no. 2271 concernant la garde des animaux et la fourrière municipale et abrogeant le règlement no. 6-1976 et ses amendements de l'ex-municipalité de Grantham.

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

603/6/94 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Thérèse Ogilvie
Greffière.

Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
193
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

20 juin 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 20 juin 1994, **sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no. 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Odette Bélanger Marcotte
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et environnement urbain
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

604/6/94 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel, après y avoir ajouté les items suivants:

42F. Prix "Gustave Gingras" (M. Guy Drouin)
42G. Informations (M. Denis Savoie)
42H. Informations (M. Gilles Fontaine).

ADOPTÉ

605/6/94 - **Adoption du procès-verbal - Ass. publ. cons. du 6 juin 1994**

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 6 juin 1994 à 19h15 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

606/6/94 - **Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 6 juin 1994**

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 6 juin 1994 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

607/6/94 - **Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 13 juin 1994**

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 13 juin 1994 à 17h00 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres provenant de:

. Ministère des Transports (Limite de vitesse sur différentes routes - rue St-Pierre et boul. St-Joseph Ouest);
. M. Gaston Blackburn, Ministre délégué aux Transports (Enlèvement des panneaux limitant la vitesse à 40 et 45 km/h dans le secteur de Grantham);
. M. Claude Ryan, Ministre des Affaires municipales, responsable de l'Habitation (Maintien de l'article 65.1 de la Loi sur la fiscalité municipale en ce qui a trait à l'application de cet article aux équipements antipollution reliés à la production industrielle).

La greffière fait également mention de lettres de remerciements provenant de différents organismes ayant bénéficié d'une subvention de la Ville.

608/6/94 - **Subvention de 3 000 $ - SIDAC Alain Limoges de Drummondville**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 3 000 $ à la Sidac Alain Limoges de Drummondville pour l'animation de la Place St-Frédéric.

ADOPTÉ

609/6/94 - **Tenue d'un défilé de voitures anciennes - Pavillon Thématique et Multifonctionnel (V.Q.A.) Inc.**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise le Pavillon Thématique et Multifonctionnel (V.Q.A.) Inc. à tenir un défilé de voitures anciennes dans les rues de la Ville le 2 juillet 1994, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉ

610/6/94 - **Tenue d'un triathlon - Corporation du Centre Culturel de Dr'Ville**

AMENDÉE PAR RÉS. 704/7/94

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise la Corporation du Centre Culturel de Drummondville Inc. à tenir la quatrième édition du Triathlon de Drummondville le 21 août 1994 au parc Woodyatt, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

La Ville autorise également cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉ

611/6/94 - **Tenue d'un pique-nique - Diabète Drummond Inc.**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise Diabète Drummond Inc. à tenir son pique-nique annuel le 7 août 1994 ou le 14 août 1994 en cas de pluie, au parc Ste-Thérèse, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉ

612/6/94 - **Tenue d'une fête de quartier - Centre Communautaire St-Pierre**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre Communautaire St-Pierre à tenir une fête de quartier le 1er juillet 1994 au Centre Pierre Lemaire et permette la fermeture de la rue Gaudet, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

La Ville autorise également cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉ

613/6/94 - **Tenue d'un lave-auto - Centre Communautaire St-Pierre**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre Communautaire St-Pierre à tenir un lave-auto le 15 juillet 1994 au parc Frigon, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉ

614/6/94 - **Nomination de M. Roland Janelle comme interlocuteur de la Ville auprès du ministère de la Culture et des Communications**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise M. Roland Janelle à agir à titre d'interlocuteur de la Ville auprès du ministère de la Culture et des Communications et ce pour le volet culturel dans le cadre d'une entente globale.

ADOPTÉ

615/6/94 - **Tenue d'un bazar - Maison Ensoleilvent**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise la Maison Ensoleilvent à tenir un bazar le 7 juillet 1994 à son local du 501 rue Moisan.

ADOPTÉ

616/6/94 - **Tenue d'un bazar - Maison de Quartier de Drummondville**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise la Maison de Quartier de Drummondville à tenir un bazar les 9 et 10 juillet 1994 sur le terrain et à son local du 265 rue Brock.

ADOPTÉ

617/6/94 - **Subvention de 500 $ - Société d'Agriculture du District de Drummond**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 500 $ à la Société d'Agriculture du District de Drummond à titre de subvention 1994.

ADOPTÉ

618/6/94 - **Autorisation aux restaurateurs et dépanneurs d'offrir leurs produits lors du défilé du Festival mondial de folklore**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise les restaurateurs et dépanneurs qui ont déjà pignon sur les rues Lindsay et Heriot et le long du trajet du défilé du Festival mondial de folklore, à vendre des liqueurs, croustilles et autres produits du même genre lors du défilé du 9 juillet 1994.

ADOPTÉ

619/6/94 - **Acte de cession pour fins de parc par Mme Gisèle Surprenant - Les Jardins des Galeries**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de cession à être consentie par Mme Gisèle Surprenant sur des parties du lot 168 du cadastre du Canton de Grantham, division de Drummond.

Cette cession est consentie pour la somme nominale de un dollar (1,00 $) et à des fins de parc.

ADOPTÉ

620/6/94 - **Acte de cession pour fins de parc par la compagnie 2334-5499 Québec Inc. et/ou M. Richard Lamoureux - Les Jardins des Galeries**

ABROGÉE PAR RÉS. 762/9/96

Il est proposé par le conseiller Réjean Gosselin, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de cession à être consentie par la compagnie 2334-5499 Québec Inc. et/ou M. Richard Lamoureux et portant sur des parties du lot 172 et sur le lot 172-334 du cadastre du Canton de Grantham.

Cette cession est consentie pour la somme nominale de un dollar (1,00 $) et à des fins de parc.

ADOPTÉ

621/6/94 - **Protocole de reconnaissance avec différents clubs d'âge d'or**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec les différents clubs d'âge d'or suivants:

- L'Amicale du 3e Age
- Le Cercle d'Amitié de l'Age d'Or de Drummondville-Sud
- Le Club de l'Age d'Or de la paroisse Ste-Thérèse de Drummondville Inc.
- Les Joyeux Amis du 3e Age de Drummond Inc. (Christ-Roi)
- Le Club de l'Age d'Or St-Philippe Inc.
- Le Club de l'Age d'Or de Drummondville Inc. (St-Joseph)
- Le Club Or et Argent
- Le Club de l'Age d'Or de St-Frédéric de Drummondville Inc.
- Le Club de l'Age d'Or Immaculée-Conception de Drummondville Inc.
- Le Club du 3e Age St-Pierre et St-Paul Inc.

Le protocole d'entente est valable pour une période de 5 ans, soit de 1994 à 1998.

ADOPTÉ

622/6/94 - **Protocole d'entente avec différents clubs d'âge d'or - Subvention de 800 $**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec les différents clubs d'âge d'or suivants:

- L'Amicale du 3e Age
- Le Cercle d'Amitié de l'Age d'Or de Drummondville-Sud
- Le Club de l'Age d'Or de la paroisse Ste-Thérèse de Drummondville Inc.
- Les Joyeux Amis du 3e Age de Drummond Inc. (Christ-Roi)
- Le Club de l'Age d'Or St-Philippe Inc.
- Le Club de l'Age d'Or de Drummondville Inc. (St-Joseph)
- Le Club Or et Argent
- Le Club de l'Age d'Or de St-Frédéric de Drummondville Inc.
- Le Club de l'Age d'Or Immaculée-Conception de Drummondville Inc.
- Le Club du 3e Age St-Pierre et St-Paul Inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 1994 et comprend le versement d'une subvention de 800 $ à chacun desdits clubs d'âge d'or.

ADOPTÉ

623/6/94 - **Appui à la demande formulée auprès de la C.P.T.A.Q. - Utilisation non-agricole, lotissement et aliénation des lots 114 et 115**

Considérant que certains lots sur la rue Poulin sont localisés en zone agricole permanente;

Considérant qu'un collecteur principal (égout sanitaire) sera installé dans la rue Poulin;

Considérant que ce collecteur se déversera vers l'usine d'épuration des eaux usées et qu'il sera installé pour réduire l'utilisation de la station de pompage de la rue Vachon;

Considérant qu'une partie des lots subdivisés sur la rue Poulin fait partie de la zone blanche (périmètre d'urbanisation);

Considérant que la partie de la rue Poulin localisée en zone blanche peut être développée sans autorisation de la C.P.T.A.Q.;

Il est proposé par le conseiller Réal Sawyer, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville appuie les propriétaires riverains de la rue Poulin (entre le boulevard Patrick et le Chemin du Diable) dans leur demande formulée auprès de la Commission de Protection du Territoire Agricole du Québec pour l'utilisation non-agricole, le lotissement et l'aliénation de leurs lots situés sur la rue Poulin.

Cet avis est donné sur les lots situés en zone agricole et de la façon suivante:

- lot 115 sur une profondeur de 130 pieds (ceci incluant une partie du lot ayant 30 pieds à devenir rue Poulin);
- lot 114 soit la rue Poulin (lot 114-716) et sur tous les lots subdivisés ayant front sur le lot 114-716 connu comme rue.

ADOPTÉ

624/6/94 - **Refus à la demande de Mme Louise Lachapelle - Utilisation autre que l'agriculture sur une partie des lots 260 et 261**

Considérant qu'une partie des lots 260 et 261 est située en zone agricole permanente;

Considérant que le projet ne rencontre pas les objectifs généraux des divers règlements de la Ville de Drummondville;

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville n'appuie pas la demande de Mme Louise Lachapelle à l'effet d'obtenir l'autorisation pour une utilisation autre que l'agriculture, soit pour des fins résidentielles, sur une partie des lots 260 et 261 (895 boulevard Lemire Ouest) et ceci dans ses démarches auprès de la Commission de Protection du Territoire Agricole du Québec.

ADOPTÉ

625/6/94 - **Paiement d'une somme de 2 465,41 $ à M. Yves Boisjoli (lot 126-3-421)**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville paie une somme de 2 465,41 $ à M. Yves Boisjoli pour un problème souterrain sur le lot 126-3-421 du cadastre du Canton de Grantham et réclame ledit montant à qui de droit.

ADOPTÉ

626/6/94 - **Vente d'une partie du lot 242-52 à M. Normand Goulet**

Attendu que l'étude du dossier a été effectuée en novembre 1992;

Attendu que la nouvelle offre du propriétaire est acceptable;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville vende à M. Normand Goulet une partie du lot 242-52 du cadastre du Canton de Wickham, division d'enregistrement de Drummond.

Ladite vente est consentie pour le prix de 0,60 $ le pied carré. De plus, M. Goulet devra faire préparer une description technique de ladite partie de terrain et devra également obtenir un nouveau lotissement à ses frais.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉ

627/6/94 - **Vente d'un terrain industriel à les compagnies 2547-4362 Québec Inc. et 9003-0263 Québec Inc.**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie 2547-4362 Québec Inc. et à la compagnie 9003-0263 Québec Inc. une partie du lot 281 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 4 347,2 mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Yves Noël en date du 16 juin 1994 (numéro de répertoire: 4411 - numéro de minute: 7247), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

Cette vente est faite pour le prix de 3,00 $ le mètre carré, soit treize mille quarante-et-un dollars et soixante cents (13 041,60 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire Jean Shooner et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "B".

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉ

628/6/94 - **Mandat à Sintra Inc. - Travaux correctifs au collecteur principal (St-Onge)/intersection St-Denis (dossier: 0592012-12)**

Attendu que des soumissions sur invitation ont été demandées;

Attendu que la firme d'ingénieurs Le Groupe HBA Experts Conseils Inc. a recommandé de retenir le plus bas soumissionnaire, soit Sintra Inc. (Région Centre du Québec);

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Luc Teasdale, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Sintra Inc. (Région Centre du Québec) aux fins d'effectuer les travaux correctifs au collecteur principal (St-Onge) pour un montant maximum de 24 900 $ (taxes en sus), le tout payable à même la retenue de P.N. Rox Ltée et/ou le règlement no. 2-92 de l'ex-municipalité de Grantham.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec la firme Sintra Inc. (Région Centre du Québec) pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
200
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

629/6/94 - **Tenue d'une vente-trottoir et installation d'une tente - Rochefort Radio-TV Inc.**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une tente et la tenue d'une vente-trottoir au 2265 boulevard St-Joseph du 6 au 9 juillet 1994, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉ

630/6/94 - **Mandat au Groupe HBA Experts Conseils Inc. - Travaux dans le secteur centre-ville**

Il est proposé par le conseiller Guy Dubreuil, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe HBA Experts Conseils Inc. aux fins de préparer les plans, les devis et une demande de soumissions publiques et d'assurer la surveillance des travaux d'aqueduc, d'égout domestique, d'égout pluvial et de voirie dans le secteur centre-ville (rues Hébert, Dorion, Brock, Lindsay, St-Georges, Loring et Cockburn), lesquels travaux sont décrétés par le règlement no. 2343.

ADOPTÉ

631/6/94 - **Mandat au Groupe HBA Experts Conseils Inc. - Travaux d'installation de luminaires sur la rue Lindsay, entre Cockburn et St-Georges**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe HBA Experts Conseils Inc. aux fins de préparer les plans, les devis et une demande de soumissions publiques et d'assurer la surveillance des travaux d'installation de luminaires sur la rue Lindsay, entre les rues Cockburn et St-Georges, lesquels travaux sont décrétés par le règlement no. 2329.

ADOPTÉ

632/6/94 - **Mandat à Les Consultants Falardeau et Associés Ltée - Feux de circulation**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Les Consultants Falardeau et Associés Ltée, spécialistes en feux de circulation, aux fins de préparer les plans, les devis et une demande de soumissions publiques et d'assurer la surveillance des travaux suivants:

a) installation de feux de circulation à l'intersection du boulevard Lemire et de la rue Power;
b) remplacement du contrôleur et des têtes de feux de signalisation à l'intersection du boulevard St-Joseph et de la rue Des Forges;

lesquels travaux sont décrétés par le règlement no. 2329.

ADOPTÉ

Le conseiller Réal Sawyer demande si le nouveau feu de circulation sera synchronisé avec celui situé au coin du boulevard Lemire et de la rue St-Pierre.

M. Gérald Lapierre, d.g.a., confirme que l'installation proposée consiste en un feu indépendant mais que la possibilité de synchroniser le tout sera évaluée.

INITIALES DE LA MAIRESSE
201
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

633/6/94 - **Mandat à Daniel Arbour & Associés - Aménagement d'une piste cyclable et installation de luminaires sur la rue Des Forges**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Daniel Arbour & Associés aux fins de préparer les plans, les devis et une demande de soumissions publiques et d'assurer la surveillance des travaux suivants:

a) aménagement d'une piste cyclable dans l'emprise de la voie ferrée du CP entre la rue Lindsay et la rue St-Albert;
b) installation de luminaires sur la rue Des Forges, entre la rue Lindsay et le boulevard St-Joseph;

lesquels travaux sont décrétés par le règlement no. 2329.

ADOPTÉ

634/6/94 - **Mandat à Le Groupe Conseil Robert Malouin Inc. - Installation de luminaires sur la rue Lindsay et dans le parc "La Coulée"**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Le Groupe Conseil Robert Malouin Inc. aux fins de préparer les plans, les devis et une demande de soumissions publiques et d'assurer la surveillance des travaux suivants:

a) installation de luminaires sur la rue Lindsay, entre les rues Marchand et Cockburn;
b) installation de luminaires dans le parc "La Coulée";

lesquels travaux sont décrétés par le règlement no. 2329.

ADOPTÉ

635/6/94 - **Mandat à Les Consultants Audet et Associés Inc. - Élargissement des rues Rocheleau et Paris et prolongement de la rue Letendre**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Les Consultants Audet et Associés Inc. aux fins de préparer les plans, les devis et une demande de soumissions publiques et d'assurer la surveillance des travaux suivants:

a) élargissement de la rue Rocheleau de la rue Bernier à la rue Canadien;
b) prolongement de la rue Letendre;
c) élargissement de la rue Paris;

lesquels travaux sont décrétés par le règlement no. 2329.

ADOPTÉ

636/6/94 - **Mandat à Environnement Conseil BGA Inc. - Travaux au stationnement Heriot et au parc linéaire - secteur Grantham**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Environnement Conseil BGA Inc. aux fins de préparer les plans, les devis et une demande de soumissions publiques et d'assurer la surveillance des travaux suivants:

a) installation d'un terre-plein au stationnement Heriot;
b) aménagement et ensemencement du parc linéaire - secteur Grantham;

lesquels travaux sont décrétés par le règlement no. 2329.

ADOPTÉ

Le conseiller Denis Savoie souhaite que les mandats soient accordés de la même façon aux avocats et il identifie plus particulièrement l'étude d'avocats Clair, Laplante, Côté & Associés.

Madame la mairesse rappelle que le dernier mandat accordé à un avocat l'a été à Me Normand Corriveau.

637/6/94 - **Mandat à Jodoin, Grondin, Scott et Associés - Description technique de la rue Robert-Bernard**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme d'arpenteurs-géomètres Jodoin, Grondin, Scott et Associés aux fins de procéder à la description technique de la rue Robert-Bernard et au cadastre de cette dernière, de même qu'au cadastre des terrains adjacents et appartenant à la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

638/6/94 - **Ajout de travaux municipaux à des travaux d'assainissement**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que les travaux municipaux décrits en annexe à la présente résolution soient ajoutés aux travaux ayant fait l'objet d'une entente relative à l'exécution de travaux municipaux simultanément à des travaux d'assainissement, entente conclue le 12 juin 1990 avec la Société québécoise d'assainissement des eaux, le tout conditionnellement à l'approbation des autorités gouvernementales.

ADOPTÉ

639/6/94 - **Adjudication à R. Guilbeault Construction Inc. - Exécution de travaux municipaux simultanément à des travaux d'assainissement**

Considérant que la Ville de Drummondville a signé une entente relative à l'exécution de travaux municipaux simultanément à des travaux d'assainissement et que la Ville demandait à la Société québécoise d'assainissement des eaux lors de l'appel d'offres no. 0160-30-58-41-3J pour les travaux d'assainissement des eaux, d'y inclure les travaux municipaux suivants: Aqueduc, égouts, voirie et éclairage;

Considérant qu'à l'ouverture des soumissions, l'entrepreneur R. Guilbeault Construction Inc. s'est avéré le plus bas soumissionnaire conforme au montant de 538 999,91 $, excluant les taxes;

Considérant qu'il est dans l'intérêt de la municipalité de procéder à ces travaux et que les fonds pour ce faire sont financés par le règlement numéro 2310 tel qu'en fait foi le certificat de fonds disponibles numéro 94-001 émis par le trésorier de la municipalité;

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé,
appuyé par le conseiller Robert Lafrenière,
et unanimement résolu:

1° QUE la Ville de Drummondville adjuge à R. Guilbeault Construction Inc. le contrat pour les travaux ci-dessus mentionnés pour la somme de 278 269,42, excluant les taxes, tel que recommandé par la Société québécoise d'assainissement des eaux et par le comité technique à la suite de l'ouverture des soumissions ci-haut mentionnées;

2° QUE la Ville de Drummondville désigne et autorise la Société québécoise d'assainissement des eaux, par son président directeur général, à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville le contrat pour les travaux ci-dessus mentionnés pour la somme de 278 269,42 $, excluant les taxes, tel qu'adjugé par la présente résolution, le tout conditionnellement à l'approbation des autorités gouvernementales.

ADOPTÉ

640/6/94 - **Mandat à Me Daniel Beaulac - Acte de vente à intervenir entre la Ville et le Centre Communautaire de Drummondville-Sud Inc.**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate Me Daniel Beaulac, notaire, aux fins de préparer et rédiger un acte de vente à intervenir entre la Ville de Drummondville et le Centre Communautaire de Drummondville-Sud Inc.

Cette vente affecte une partie du lot 104-180 du cadastre du Canton de Wickham, circonscription foncière de Drummond, laquelle sera incessamment subdivisée. Ladite partie de terrain mesure environ 57,76 mètres par 45,38 mètres. Ladite vente est consentie pour la somme nominale de un dollar (1,00 $) et autres considérations.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

La présente résolution abroge à toutes fins que de droit la résolution no. 507/5/94 du 16 mai 1994.

ADOPTÉ

641/6/94 - **Embauche de 5 policiers temporaires**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que le Service de la sécurité publique de la Ville de Drummondville soit autorisé à procéder à l'embauche de 5 policiers temporaires, conformément à l'article 2.1 de l'annexe A de la convention collective de l'Unité des Policiers de Drummondville Inc.

ADOPTÉ

Le conseiller Denis Savoie fait état d'un policier temporaire qui a été congédié par la Ville. Il s'interroge sur le fait que ce policier a été à l'emploi durant une période d'environ 2 ans et que les autorités ne lui aient pas signifié les raisons de son revoi. Selon M. Savoie, le policier n'aurait jamais eu de mémo; de plus, il souligne que la Ville paie du temps supplémentaire pour le remplacement.

Le conseiller Guy Drouin précise que les membres de l'état-major ont la responsabilité d'évaluer le personnel et de faire les recommandations qui s'imposent. Quant au temps supplémentaire, des vérifications seront faites.

642/6/94 - **Embauche de M. Martin Lessard au poste de policier à l'essai**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de M. Martin Lessard au poste de policier à l'essai au Service de la sécurité publique, le tout en conformité avec la convention collective de l'Unité des Policiers de Drummondville Inc.

De plus, M. Martin Lessard s'engage à respecter le règlement no. 2034 quant au lieu de résidence.

ADOPTÉ

643/6/94 - **Mandat à Michel Dubé, a.-g. - Description technique d'une servitude sur les lots 299 et 301**

Il est proposé par le conseiller Réjean Gosselin, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate M. Michel Dubé, arpenteur-géomètre, aux fins de préparer une description technique d'une servitude sur les lots 299 et 301 du cadastre du Canton de Grantham, le tout à des fins d'expropriation.

ADOPTÉ

644/6/94 - **Participation financière de Collecte Sélective Québec à la relance du projet de collecte sélective**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Luc Teasdale, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville demande à Collecte Sélective Québec de participer financièrement à la relance du projet de collecte sélective sur son territoire.

ADOPTÉ

645/6/94 - **Dépôt du compte rendu (14/6/94) - Comité de transp. en commun**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de transport en commun tenue le 14 juin 1994 soit déposé tel que rédigé et que copie soit transmise aux archives.

ADOPTÉ

Le maire suppléant Alain Carrier souligne que le Service de transport en commun pour l'ex-secteur de Grantham débutera ses opérations en août prochain.

646/6/94 - **Dépôt du compte rendu (15/6/94) - Comité de Circulation**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de Circulation tenue le 15 juin 1994 soit déposé tel que rédigé et que copie soit transmise aux archives.

ADOPTÉ

Rapport mensuel du Service de planification du territoire - Construction

Le conseiller Gilles Fontaine résume la situation de l'habitation pour le mois de mai 1994 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 1993.

Le conseiller Gilles Fontaine soumet à l'ensemble du Conseil certaines statistiques quant au nombre de permis émis depuis janvier 1994 et le délai d'émission des permis:

9,1% des permis sont émis la même journée
32% dans un délai de 1 à 6 jours
35% entre 7 et 8 jours
11,6% entre 10 et 15 jours
9,4% dans un délai de 16 jours et plus.

Le maire suppléant Alain Carrier émet certaines remarques quant au délai.

647/6/94 - **Avis de motion d'un règlement (no. 2352) - Plan d'urbanisme**

Le maire suppléant Alain Carrier donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080 dans le but de modifier l'affectation du sol des terrains localisés en bordure de la rue Bernier (côté nord), entre les rues Cormier et Perron, pour les soustraire d'une affectation "industrielle de prestige" pour les inclure dans une affectation de type "résidentiel, moyenne densité 1".

Le conseiller Gilles Fontaine trouve que M. Carrier a du culot de présenter un avis de motion sur un sujet qui a été discuté au moins 4 fois. Il souligne que le promoteur semble être un grand ami de M. Carrier et s'interroge pour savoir si des contrats lui sont octroyés.

M. Alain Carrier rétorque qu'effectivement le promoteur est un ami, mais qu'il n'a pas nécessairement de contrat de ses amis. Il souligne de plus que le dossier traîne depuis février et qu'il faut respecter les gens.

648/6/94 - **Avis de motion d'un règlement (no. 2353) - Zonage**

Le maire suppléant Alain Carrier donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier le plan de zonage afin de créer une nouvelle zone résidentielle H02-59, d'y permettre la classe d'usages h3 et ce, à même la zone industrielle I02-53 et d'ajouter ladite nouvelle zone H02-59 aux grilles des usages et normes ainsi que des normes afférentes à la classe d'usages h3 permise.

Informations des membres du Conseil

Enlèvement des ordures ménagères et collective sélective se feront les mercredis 22 et 29 juin 2994 (M. Robert Lafrenière)

Le conseiller Robert Lafrenière informe la population que l'enlèvement des ordures ménagères et la collective sélective se feront les mercredis 22 et 29 juin prochains, à l'occasion de la Fête nationale et de la Fête du Canada.

2e opération d'enlèvement des gros rebuts du 27 au 30 juin 1994 (M. Pierre-Yvan Aubé)

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé informe les citoyens de Drummondville que la seconde opération d'enlèvement des gros rebuts aura lieu du 27 au 30 juin prochains; il est à noter qu'il n'y aura pas d'enlèvement le vendredi 1er juillet, jour férié, celui-ci sera devancé au mercredi 29 juin.

Service de transport en commun interrompu les vendredis 24 juin et 1er juillet 1994 (M. Réal Jean)

Le conseiller Réal Jean informe les usagers du transport en commun que le service sera interrompu les vendredis 24 juin et 1er juillet prochains, à l'occasion de la Fête nationale et la Fête du Canada.

Bureaux des services municipaux fermés les 24 juin et 1er juillet 1994 (M. Jean-Guy Spénard)

Le conseiller Jean-Guy Spénard informe la population que les bureaux des services municipaux seront fermés les vendredis 24 juin et 1er juillet prochains, à l'occasion de la Fête nationale et la Fête du Canada.

A la Place St-Frédéric, la programmation estivale débutera le jeudi 23 juin 1994 (Mme Réjeanne Viens)

La conseillère Réjeanne Viens informe la population que la programmation estivale de la Place St-Frédéric débutera le jeudi 23 juin prochain.

Prix "Gustave Gingras"

Madame la mairesse informe la population que la Ville de Drummondville a reçu le prix "Gustave Gingras".

Le conseiller Guy Drouin précise que l'Association de paralysie cérébrale, section de Drummondville, a soumis le nom de la Ville. Il résume également les améliorations faites par la Ville pour répondre aux attentes des personnes handicapées.

Informations (M. Denis Savoie)

Le conseiller Denis Savoie veut savoir si le dossier de division des districts électoraux reviendra sous peu sur la table du Conseil.

Des précisions sont apportées par Madame la mairesse et la greffière.

Informations (M. Gilles Fontaine)

Le conseiller Gilles Fontaine confirme que les procédures suivies lors de la modification au plan d'urbanisme et au plan de zonage pour la Maison Mitchell-Marchessault ont été conformes à la Loi.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenants:
  a) **M. Louis Durepos**
     Sujet: affichage.
  b) **M. Guy Drouin** de la Sidac Centre-Ville
     Sujet: heures de fermeture lors des activités du Festival du Blues.
  c) **M. André Verrier**
     Sujet: Item 41 de l'ordre du jour.
  d) **M. Denis Leblanc**
     Sujet: affichage.

a) M. Louis Durepos

M. Durepos s'interroge sur le règlement d'affichage qui n'a pas encore été modifié, il suggère l'implication des marchands.

Le conseiller Gilles Fontaine explique le mandat du Comité consultatif d'urbanisme et précise que des recommandations ont été soumises à l'ensemble du Conseil, mais que le Conseil ne les a pas retenues.

Le conseiller Réjean Gosselin précise que l'exagération amène le Conseil à sévir, mais que des solutions devraient être soumises sous peu.

La conseillère Réjeanne Viens confirme la problématique.

Madame la mairesse rappelle qu'il s'agit de permettre certains assouplissements à la réglementation actuelle.

Le maire suppléant Alain Carrier trouve spécial qu'un collègue siège sur le Comité consultatif d'urbanisme alors que lui-même est propriétaire d'un commerce. Il souhaite que la Ville soit plus permissive pour tous les genres de commerces.

b) M. Guy Drouin

M. Drouin félicite et remercie le Conseil pour les travaux prévus au centre-ville.

De plus, M. Drouin demande au Conseil de reconsidérer sa décision face aux heures de fermeture des activités du Festival du Blues.

Les propriétaires de bars souhaitent que les activités extérieures cessent à 23h30 de façon à permettre la poursuite des activités intérieures de leurs commerces.

Madame la mairesse soutient que la conseillère Réjeanne Viens a âprement défendu la demande des propriétaires de bars et que le Conseil verra à évaluer si une modification peut être apportée.

M. Drouin suggère que les travaux prévus au centre-ville soient exécutés au mois d'août et au début de septembre de façon à minimiser l'impact.

c) M. André Verrier

M. Verrier intervient pour préciser qu'il veut travailler avec tous les membres du Conseil. Il fait valoir l'importance pour les promoteurs que les dossiers soient traités rapidement.

Il soulève le cas d'un dossier qui a été soumis depuis un certain temps et qui n'est pas encore réglé.

Madame la mairesse assure M. Verrier que le dossier sera clarifié.

d) M. Denis Leblanc

M. Leblanc émet l'opinion que tous les commerces doivent être traités de la même façon au niveau de l'affichage. Il est également d'avis que toutes les enseignes illégales soient enlevées.

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé rappelle qu'il faut trouver une solution équitable pour tous et que le C.C.U. avait un mandat et que le travail demandé a été exécuté.

Madame la mairesse mentionne à M. Leblanc qu'une séance particulière d'information sur l'affichage pourra être tenue.

Le conseiller Réal Sawyer se dit offusqué par certains propos du conseiller Gilles Fontaine. Il précise que même si un comité travaille sur un projet, il a quand même une opinion personnelle.

Madame la mairesse rappelle que tout le monde doit vivre avec la réglementation. Elle rend également hommage aux collègues et aux bénévoles qui siègent au C.C.U.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu **lundi le 4 juillet 1994.**

649/6/94 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Mairesse

Greffière



LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

27 juin 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 27 juin 1994 à 17h30, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Odette Bélanger Marcotte
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Luc Teasdale
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et environnement urbain
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

650/6/94 - **Ajournement de la séance**

A 17h45, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que la présente séance soit ajournée à 18h05.

ADOPTÉ

- - - - - - -

651/6/94 - **Reprise de la séance**

A la reprise de la séance ajournée à 18h05, tous les membres du Conseil présents au début de cette séance forment toujours quorum.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean et unanimement résolu de reprendre les délibérations.

ADOPTÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
209
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

652/6/94 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté après y avoir retiré les items 7, 11 et 15.

ADOPTÉ

653/6/94 - **Amendement à l'art. 1 du règlement no. 2310**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville modifie l'article 1 du règlement no. 2310 de façon à préciser que les plans et devis relatifs aux travaux décrétés par le règlement no. 2310 portent le numéro de projet 0592008-4-R-3 et sont datés du 4 mai 1994.

ADOPTÉ

654/6/94 - **Mandat à Le Groupe Conseil Robert Malouin Inc. - Travaux d'aqueduc sur le boulevard Allard**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Le Groupe Conseil Robert Malouin Inc. aux fins de préparer les plans, les devis et une demande de soumissions publiques et d'assurer la surveillance des travaux d'aqueduc sur le boulevard Allard, entre le 4950 boulevard Allard et les limites de la Ville, lesquels travaux sont décrétés par le règlement no. 2338.

Cette firme d'ingénieurs-conseils est également autorisée à présenter les plans des travaux au ministère de l'Environnement du Québec pour approbation.

ADOPTÉ

655/6/94 - **Mandat à Le Groupe Conseil Robert Malouin Inc. - Travaux de pavage et bordures sur certaines rues (secteur Grantham)**

Il est proposé par le maire suppléant Alain Carrier, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Le Groupe Conseil Robert Malouin Inc. aux fins de préparer les plans, les devis et une demande de soumissions publiques et d'assurer la surveillance des travaux de pavage et/ou de bordures sur les rues et/ou parties des rues Amélie, St-Onge, Des Grands-Ducs, Des Martinets, 28e Avenue, Tousignant, 29e Avenue, St-Denis, 31e Avenue, Gisèle, Théode, Fugère et Valmont; lesquels travaux sont décrétés par le règlement no. 2318.

ADOPTÉ

Le conseiller Réal Sawyer demande si le règlement no. 2318 sera invalidé si des travaux ne sont pas réalisés.

Monsieur Gérald Lapierre lui dit que non puisque des précisions seront apportées lors de la préparation du devis de soumission.

656/6/94 - **Divers mandats à des consultants - Travaux de réfection de rues**

Avant que le Conseil accorde des mandats à des consultants pour les travaux prévus au règlement no. 2348, le directeur général Marc-Yves Beaulieu soumet la recommandation suivante:

- mandater ENVIRONNEMENT CONSEIL BGA INC. pour les travaux d'aménagement de la Place publique, rue DuPont;
- mandater LES CONSULTANTS AUDET & ASSOCIÉS INC. pour les travaux de reconstruction de la 18e Avenue, de la 117e Avenue et de la rue Haggerty;

- mandater LE GROUPE CONSEIL ROBERT MALOUIN INC. pour les travaux de pulvérisation et de pavage sur le boulevard St-Joseph, et sur les rues St-Pierre et Notre-Dame, ainsi que pour les travaux de reconstruction de la rue St-Roch Sud et pour l'ouverture du terre-plein sur le boulevard René-Lévesque, entre la rue St-Amant et le boulevard Des Pins.

Le conseiller Robert Lafrenière demande où se situe la firme HBA. Le directeur général l'assure que cette firme profite des mandats accordés dans le cadre du programme "Travaux d'infrastructures Canada-Québec".

Il est proposé par le maire suppléant Alain Carrier, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé et résolu que les mandats pour la préparation des plans et devis et demandes de soumissions publiques et pour la surveillance des travaux prévus au règlement no. 2348 soient accordés aux firmes de consultants sus-mentionnées selon la recommandation de la direction générale.

Lesdits consultants sont également par la présente autorisés à présenter, s'il y a lieu, les plans des travaux au ministère de l'Environnement du Québec pour approbation.

Le conseiller Denis Savoie enregistre sa dissidence concernant le mandat accordé à la firme Les Consultants Audet & Associés Inc.

ADOPTÉ

657/6/94 - **Dépôt du procès-verbal (22/6/94) - C.C.U.**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 22 juin 1994 soit déposé tel que rédigé et que copie soit transmise aux archives.

ADOPTÉ

658/6/94 - **Acceptation d'un projet de rénovation de la galerie avant de la bâtisse située au 205 Lindsay (Boutique Essenci-Elle) - P.I.I.A.**

Considérant qu'une demande d'autorisation pour rénover la galerie avant de la bâtisse sise au 205 rue Lindsay a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que la bâtisse sous étude est localisée dans le périmètre du centre-ville et que, de ce fait, elle est assujettie aux critères du plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que l'intervention proposée consiste à changer les garde-corps, les planchers et les poteaux de soutien de la galerie;

Considérant que les matériaux utilisés seront de même type que ceux existants;

Considérant que la seule modification envisagée est de hausser le garde-corps qui passerait de vingt-deux pouces (22") à trente-quatre pouces (34") afin qu'il soit plus sécuritaire;

Considérant que le Code national du bâtiment stipule qu'en général un garde-corps doit avoir une hauteur de quarante-deux pouces (42");

Considérant que le bâtiment date de 1927 et qu'en imposant une hauteur de garde-corps de quarante-deux pouces (42") on affecte le cachet et la valeur patrimoniale du bâtiment;

Considérant que l'article A-1.1.2.1 du Code national du bâtiment permet, lors d'une rénovation de garde-corps, que la hauteur puisse être inférieure à quarante-deux pouces (42") si le niveau de sécurité du bâtiment est satisfaisant;

Considérant que la requérante s'engage à hausser de vingt-deux pouces (22") à trente-quatre pouces (34") le garde-corps de la galerie à rénover;

INITIALES DE LA MAIRESSE
211
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Considérant que la galerie sera repeinte selon les mêmes couleurs que celles acceptées lors de la rencontre du Comité consultatif d'urbanisme du 11 mai 1994 sous le numéro de résolution 94.05.03;

Considérant que l'intervention proposée respecte les critères du plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens et unanimement résolu que la Ville de Drummondville accepte la rénovation proposée pour la galerie avant du bâtiment situé au 205 rue Lindsay en autorisant la hauteur du garde-corps à trente-quatre pouces (34") et ce dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉ

659/6/94 - **Acceptation d'un projet de peinture de la façade extérieure de la bâtisse située au 266 Brock (Café Rendez-vous Doux) - P.I.I.A.**

Considérant qu'une demande d'autorisation de repeindre la façade du bâtiment situé au 266 rue Brock a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment sous étude est localisé dans le périmètre du centre-ville et que de ce fait il est soumis aux critères du plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant qu'il s'agit de repeindre la façade extérieure du bâtiment;

Considérant que le projet anticipé en est un des plus particuliers étant donné que la façade du bâtiment sera peinte avec des éléments de détail donnant l'impression d'avoir du relief, type trompe-l'oeil;

Considérant que le concepteur s'est inspiré du bâtiment où est situé le Café Morgane et de l'église St-Frédéric pour réaliser son oeuvre;

Considérant que la bâtisse, dans son état actuel, ne possède aucun attrait particulier;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens et résolu que la Ville de Drummondville accepte le projet de repeindre la façade extérieure du bâtiment situé au 266 rue Brock selon le plan déposé et ce dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

Une discussion comportant des opinions différentes sur le projet s'engage. Madame la mairesse demande donc le vote sur la proposition d'acceptation dudit projet. Le résultat est le suivant:

Votent POUR	Votent CONTRE
Pierre-Yvan Aubé	Guy Drouin
Gilles Fontaine	Robert Lafrenière
Réjeanne Viens	Céline Trottier
Odette Bélanger Marcotte	
Réal Sawyer	
Réal Jean	
Denis Savoie	
Réjean Gosselin	
Luc Teasdale	
Alain Carrier	
Guy Dubreuil	

La présente résolution est donc adoptée majoritairement.

ADOPTÉ

La discussion sur le projet de peinture au 266 Brock a surtout porté sur le fait que l'immeuble soit situé dans une zone P.I.I.A. et qu'un doute subsiste quant à l'apparence finale dudit projet. Lorsque les travaux seront terminés, le Conseil pourra rééavaluer la problématique face à des demandes futures pour l'autorisation de projets semblables.

660/6/94 - **Acceptation d'une modification à la pente du toit arrière de la bâtisse située au 148 rue Lindsay - P.I.I.A.**

Considérant qu'une demande pour changer la pente du toit du bâtiment situé au 148 rue Lindsay a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment en question est localisé dans le périmètre du centre-ville et est donc soumis aux critères du plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que l'intervention projetée consiste à modifier la pente du toit de la section arrière de la maison;

Considérant que le toit de la section arrière du bâtiment est à faible pente;

Considérant que la modification proposée ferait que la pente du toit de la section arrière serait plus accentuée permettant une meilleure aération du bâtiment et facilitant le chauffage de la maison;

Considérant que la modification ne serait pas visible de la rue;

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine et unanimement résolu que la Ville de Drummondville accepte le projet de modification de la pente du toit de la section arrière du bâtiment localisé au 148 rue Lindsay et ce dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉ

661/6/94 - **Subvention de 2 950 $ au Drummondville Olympique - Bourses aux athlètes d'élite**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville verse au Drummondville Olympique (Drummond Sports Inc.) une somme de 2 950 $ pour l'attribution de bourses dans le cadre du programme de soutien aux athlètes d'élite, édition 1994.

ADOPTÉ

Une vérification sera faite par le trésorier pour savoir quel montant a été versé en 1993 dans le cadre du programme de soutien aux athlètes d'élite.

662/6/94 - **Demande au MAM - Inscription de divers travaux au programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec, Volet 1, secteur "revitalisation des centres-villes"**

Attendu que le programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec - Volet 1 prévoit une enveloppe budgétaire spéciale pour la revitalisation des centres-villes;

Attendu que la Ville de Drummondville juge que certains de ses projets peuvent rencontrer les critères d'admissibilité du volet 1, secteur "revitalisation des centres-villes";

En conséquence, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine et résolu que la Ville de Drummondville demande au Ministre des Affaires municipales du Québec d'inscrire à son programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec - Volet 1, secteur "revitalisation des centres-villes", les travaux suivants:

- rénovation et construction du Bloc 41 et aménagement de terrain 2 850 000 $
- rénovation des infrastructures au centre-ville 2 747 500 $
- rénovation de l'actuel garage municipal 1 500 000 $.

Le coût total de ces travaux est donc évalué à 7 097 500 $ et la participation financière de chacun des paliers de gouvernement est établie à 2 365 833,33 $.

Le maire suppléant Alain Carrier enregistre sa dissidence sur cette résolution, à l'exception de la demande d'inscription des travaux de rénovation des infrastructures au centre-ville.

ADOPTÉ

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

663/6/94 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Réal Sawyer, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Thérèse Cajolet
Greffière.

Jeannine Lanctôt Jutras
Mairesse.

LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS

INDEX

DATE	RÉSOLUTION NO	CONCERNANT	FOLIO

LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS

INDEX

DATE	RÉSOLUTION NO	CONCERNANT	FOLIO

LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS

INDEX

DATE	RÉSOLUTION NO	CONCERNANT	FOLIO

LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS

INDEX

DATE	RÉSOLUTION NO	CONCERNANT	FOLIO

LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS

INDEX

DATE	RÉSOLUTION NO	CONCERNANT	FOLIO

LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS

INDEX

DATE	RÉSOLUTION NO	CONCERNANT	FOLIO

INITIALES DE LA MAIRESSE
1
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

4 juillet 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 4 juillet 1994 à 19h15, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras;** cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Odette Bélanger Marcotte
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et environnement urbain
M. Denis Jauron, coordonnateur-urbaniste

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

664/7/94 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

Madame la mairesse explique la procédure de consultation publique édictée par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et précise la nature et l'objet du projet de règlement suivant:

- **Règlement no. 2347** amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier le plan de zonage afin de créer une nouvelle zone résidentielle H01-59 à même une partie de la zone résidentielle H01-42, d'y permettre les classes d'usages h2, h3 et h4, d'ajouter ladite nouvelle zone résidentielle H01-59 aux grilles des usages et normes ainsi que les classes d'usages permises, des normes afférentes et des dispositions particulières.

INITIALES DE LA MAIRESSE
2
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

665/7/94 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Thérèse Cazeault
Greffière.

Jeannine Lauzé-Jean
Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
3
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

4 juillet 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 4 juillet 1994, **sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no. 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Odette Bélanger Marcotte
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et environnement urbain
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

666/7/94 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel, en y ajoutant les items suivants:

34. Commentaires (M. Pierre-Yvan Aubé)
34A. Commentaires (Mme Réjeanne Viens)
34B. Message - Taxes (M. Jean-Guy Spénard)
34C. Évaluation - Policiers (M. Guy Drouin)
34D. Informations (M. Denis Savoie)

ADOPTÉ

667/7/94 - **Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 20 juin 1994**

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 20 juin 1994 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

668/7/94 - **Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 27 juin 1994**

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 27 juin 1994 à 17h30 et que tout semble conforme, il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

669/7/94

1- **ENTRETIEN MÉNAGER DU COMPLEXE SOCIO-COMMUNAUTAIRE (TP-94-07)**
(Soumission ouverte le 29 juin 1994)

Soumissionnaire	Prix
. Récupéraction Centre du Québec inc. 5620, St-Roch Drummondville (Québec)	5 900,00 $

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la soumission de **Récupéraction Centre du Québec inc.** soit retenue, étant jugée conforme et étant la seule soumission reçue.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

670/7/94

2- **INFORMATIQUE**

Soumissions reçues de:
- Drummond Info Plus
- M.A.I.
- Micro-Age
- Le 9e Bit

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Yvan Morin, trésorier adjoint de la Ville, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A").

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la soumission de **Le 9e Bit**, au montant de 28 321 $, pour le matériel en réseau et quatre micros autonomes soit retenue, de même que la soumission de **Micro-Age**, au montant de 1 778 $, pour l'augmentation de mémoire.

ADOPTÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
5
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

671/7/94

3- **OPÉRATION DE LA FOURRIERE MUNICIPALE (1er juillet 1994 au 30 avril 1995)**
(Soumissions ouvertes le 17 juin 1994)

Soumissionnaires: - Mme Solange Picotin
660, boul. St-Joseph Ouest
Drummondville

- M. Stéphane Naud
314, 10e Rang
St-Edmond

(Le détail de ces soumissions apparait à un tableau préparé par M. Gilles Raiche, assistant-greffier de la Ville, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A")

ABROGÉE PAR RÉS. 701/7/94

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et résolu que la soumission de **M. Stéphane Naud** soit acceptée, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le soumissionnaire.

Droit de vétoe de Mme Jutras 8 juillet 15h00 Germaine Jutras Gaudet

Le maire suppléant Alain Carrier et le conseiller Réal Sawyer enregistrent leur dissidence.

ADOPTÉ

Le conseiller Réal Sawyer aurait préféré que la formule de l'ancienne municipalité de Grantham soit retenue, étant selon lui plus équitable.

Le maire suppléant Alain Carrier souligne que depuis le début des discussions il a invité le Conseil à procéder de la même manière qu'à Grantham et ceci permettait une économie d'environ 4 000 $ pour la Ville. Il préconise le principe que le propriétaire d'un animal doit assumer les frais et non toute la population.

Il trouve déplorable que le Conseil hésite à installer un panier de basket-ball pour des jeunes alors qu'on remet de l'argent pour ramasser les animaux.

La conseillère Céline Trottier est d'avis que l'appel d'offres a été préparé légalement. Elle fait également lecture d'un extrait d'opinion juridique de Me Claude Proulx et selon elle, si la Ville va à l'encontre de cet avis, elle risque de faire l'objet d'une action justifiée dans le contexte actuel.

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé rappelle que l'ex-secrétaire trésorier de Grantham a fait rapport et qu'il est constaté que le soumissionnaire retenu est le plus bas soumissionnaire. Quant à la pétition pour le basket-ball, M. Aubé souligne qu'en aucun temps il n'y a eu des commentaires rébarbatifs; la seule interrogation consistait dans le délai de réalisation.

C O R R E S P O N D A N C E:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres provenant de:

. M. Gilbert Girard (Demande de synchroniser les feux de circulation).
. Centraide Coeur du Québec Inc. (Demande de mettre à la disposition de Centraide un cadre délégué de la Ville pour une période de 10 semaines).

INITIALES DE LA MAIRESSE
6
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

. Ministère de la Sécurité publique (Insuffisance des effectifs du corps de police de la Ville de Drummondville suite à la fusion avec la Municipalité de Grantham).
. Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc. (Demande à la Ville de relocaliser l'aire de jeux et la patinoire pour permettre l'agrandissement du Pavillon du Centre).
. Ministère des Transports, District de Drummondville (Feux de circulation, intersection boulevard St-Joseph/rue Poulin).
. Sonya Guillemette (Demande de support financier - Championnat Canadien de balle molle à Calgary).
. La Fondation du CHUS (Demande de contribution financière - Campagne de financement).
. Médiat-Muse Inc. (Projet "L'Eau").

672/7/94 - **Acceptation des comptes**

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 6 juin au 4 juillet 1994, lesquels comptes totalisent la somme de 4 640 179,88 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

Madame la mairesse demande à M. Carrier si les comptes payés à Atelier Go-Elan Inc. pour un montant de 980,01 $ et à Roger Traversy Inc. pour un montant de 3 341,73 $ concernant des travaux sur la rue Trépanier seront payés à même un règlement ou à même le surplus de l'ex-municipalité de Grantham.

M. Carrier répond que le montant est prévu aux états financiers de l'ex-municipalité de Grantham et sera donc pris à même le surplus accumulé de l'ex-municipalité.

Mme Jutras souligne qu'un montant de 2 700 $ est prévu alors que les dépenses sont de l'ordre de 6 660,69 $; elle demande à quoi est dû le dépassement et s'il s'agit du seul endroit dans l'ex-municipalité de Grantham où ce genre d'aménagement existe.

M. Carrier confirme qu'il s'agit de la première rue aménagée de cette façon et qu'une deuxième suivra sous peu. Il déclare également que lors de l'adoption de ces travaux, il était absent ou s'était retiré.

Le conseiller Gilles Fontaine, pour sa part, s'interroge sur le fait que des travaux aussi magnifiques aient été réalisés en face de la maison de M. Carrier.

673/7/94 - **Autorisation à la Ville de Victoriaville - Arthabaska de procéder à une demande de soumissions publiques - Fourniture de produits chimiques**

Attendu qu'un regroupement d'achats favorise la diminution des prix de base des produits chimiques;

Attendu qu'un regroupement d'achats favorise l'accroissement de la concurrence au niveau des produits non différenciés;

Attendu que la Ville de Drummondville est membre du Regroupement d'Achat des Produits et Services en Eau Mauricie - Bois-Francs (RAPSEMBF);

INITIALES DE LA MAIRESSE
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la Ville de Victoriaville - Arthabaska soit autorisée pour et au nom de la Ville de Drummondville à procéder à une demande de soumissions publiques relative à la fourniture des produits chimiques nécessaires au traitement des eaux et ce pour l'année 1994.

ADOPTÉ

674/7/94 - **Subvention de 750 $ - Association Forestière des Cantons de l'Est**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 750 $ à l'Association Forestière des Cantons de l'Est à titre de subvention 1994.

ADOPTÉ

675/7/94 - **Mandat à Les Consultants Audet & Associés Inc. - Travaux d'aménagement d'une piscine dans le secteur sud de la Ville**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Les Consultants Audet & Associés Inc. aux fins d'assurer la surveillance des travaux d'aménagement d'une piscine dans le secteur sud de la Ville, lesquels travaux sont décrétés par le règlement no. 2313.

Le conseiller Denis Savoie enregistre sa dissidence.

ADOPTÉ

676/7/94 - **Vente d'un terrain industriel à la compagnie 9006-2704 Québec Inc.**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie 9006-2704 Québec Inc. une partie des lots 278 et 279 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 6 598,4 mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Yves Noël en date du 27 juin 1994 (numéro de répertoire: 4411 - numéro de minute: 7254), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

Cette vente est faite pour le prix de 3,00 $ le mètre carré, soit dix-neuf mille sept cent quatre-vingt-quinze dollars et vingt cents (19 795,20 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire André Jean et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "B".

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉ

677/7/94 - **Subvention de 100 $ - Fondation du CHUS**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ à la Fondation du CHUS.

ADOPTÉ

678/7/94 - **Mandat à Me André Lepage, notaire - Annulation de servitude (P.279) - Bell Canada**

ABROGÉE PAR RÉS. 1101/11/94

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate Me André Lepage, notaire, aux fins de préparer et rédiger un acte de radiation de servitude sur des parties du lot 279 et sur partie des lots 279-2, 279-1 et 279-5 du cadastre du canton de Grantham, le tout tel que plus amplement décrit à une description technique préparée par l'arpenteur-géomètre Yves Noël en date du 22 juin 1994 et portant le numéro 4411 de son répertoire et le numéro de minute 7252.

Ladite servitude avait été créée en vertu d'un acte enregistré à Drummond sous le numéro 143937.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉ

679/7/94 - **Nomination des membres de l'exécutif - S.D.E.D.**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que MM. Paul G. Lemire et Claude Verrier agissent respectivement à titre de représentants du secteur industriel et du secteur touristique au sein du conseil d'administration de la Société de Développement Économique de Drummondville.

ADOPTÉ

680/7/94 - **Amendement à la résolution 555/6/94 - Festival de Blues**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu de modifier la résolution 555/6/94 de façon à préciser que les activités du Festival de Blues de Drummondville devront se terminer à 23h30 les 20, 21, 22 et 23 juillet 1994.

ADOPTÉ

681/7/94 - **Entente de principe avec Hydro-Québec - Aménagements au parc Woodyatt**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente de principe avec Hydro-Québec pour la réalisation de certains aménagements au parc Woodyatt.

ADOPTÉ

La conseillère Réjeanne Viens résume les travaux qui seront exécutés dans le cadre de ce projet.

682/7/94 - **Cession pour fins de parc par Résidence l'Ermitage Inc. (P.124) - Carrefour des Promenades**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de cession à être consenti par Résidence l'Ermitage Inc. à la Ville de Drummondville.

Ladite cession affecte une partie du lot 124 du cadastre du canton de Grantham, circonscription foncière de Drummond, le tout tel que plus amplement décrit à une description technique préparée par l'arpenteur-géomètre Michel Dubé en date du 27 juin 1994 et portant le numéro 1525 de son répertoire et le numéro de minute 3952.

Ladite cession est consentie par Résidence l'Ermitage Inc. en application du 10% d'espaces verts exigé par la réglementation lors d'un lotissement.

La Ville de Drummondville reconnait une valeur de 48 000 $ au terrain cédé par Résidence l'Ermitage Inc. et s'engage à le rétrocéder à la même compagnie et au même prix, et ce à la condition expresse que la rétrocession se réalise avant le 31 décembre 1994.

ADOPTÉ

Rapport du trésorier au 31 mai 1994

Le conseiller Jean-Guy Spénard commente le rapport du trésorier pour la période du 1er janvier 1994 au 31 mai 1994.

Dépôt des certificats relatifs aux règlements nos 2339, 2349 et 2350

Conformément à la loi, la greffière dépose les certificats concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur les règlements suivants:

- règlement no. 2339 amendant le règlement de zonage municipal no. 6-90;
- règlement no. 2349 décrétant un emprunt de 1 522 000 $ pour l'exécution de travaux de réfection et d'élargissement du boulevard Lemire/tronçon Jean-de-Brébeuf à la route 122, d'amélioration et de renforcement de la structure du boulevard Lemire et d'aménagement d'une piste cyclable et piétonnière le long dudit boulevard, ainsi que des travaux de construction d'un égout domestique sur la rue St-Laurent, du boulevard Lemire à la 20e Avenue;
- règlement no. 2350 décrétant une dépense de 938 800 $ et un emprunt de 844 920 $ pour l'exécution de travaux d'égouts domestique et pluvial, d'aqueduc et de voirie, et la construction d'un poste de pompage dans le secteur Lapéro-Lemaire.

683/7/94 - **Avis de présentation d'un règlement - Districts électoraux**

Le conseiller Guy Drouin donne avis, par les présentes, qu'il sera soumis lors d'une prochaine assemblée de ce Conseil un règlement concernant la division de la municipalité en douze (12) districts électoraux.

684/7/94 - **Adoption du règlement no. 2351 - Amendement à l'art. 71° du règlement no. 2271 concernant la garde des animaux et la fourrière municipale**

Lecture est donnée du règlement no. 2351 amendant l'article 71° du règlement no. 2271 concernant la garde des animaux et la fourrière municipale et abrogeant le règlement no. 6-1976 et ses amendements de l'ex-municipalité de Grantham.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que ce règlement soit adopté.

Le maire suppléant Alain Carrier et le conseiller Réal Sawyer enregistrent leur dissidence.

ADOPTÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
10
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

685/7/94 - **Adoption du règlement no. 2347 - Zonage**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2347 a été donné (réf: 600/6/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no. 2347 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier le plan de zonage afin de créer une nouvelle zone résidentielle H01-59 à même une partie de la zone résidentielle H01-42, d'y permettre les classes d'usages h2, h3 et h4, d'ajouter ladite nouvelle zone résidentielle H01-59 aux grilles des usages et normes ainsi que les classes d'usages permises, des normes afférentes et des dispositions particulières **(Projet La Villa des Promenades)**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2347 et ce de 9 heures à 19 heures le 2 août 1994.

686/7/94 - **Adoption du projet de règlement no. 2355 - Zonage**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Réjean Gosselin,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no. 2355 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier la grille des usages et normes de la zone résidentielle H01-43 afin de rajouter deux (2) dispositions spéciales pour la classe d'usages h2 relatives aux garages privés et à la marge de recul avant pour un lot transversal, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ

687/7/94 - **Avis de motion d'un règlement (no. 2355) - Zonage**

Le conseiller Guy Drouin donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier la grille des usages et normes de la zone résidentielle H01-43 afin de rajouter deux (2) dispositions spéciales pour la classe d'usages h2 relatives aux garages privés et à la marge de recul avant pour un lot transversal.

688/7/94 - **Dispense de lecture du règlement no. 2355**

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2355 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier la grille des usages et normes de la zone résidentielle H01-43 afin de rajouter deux (2) dispositions spéciales pour la classe d'usages h2 relatives aux garages privés et à la marge de recul avant pour un lot transversal, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ



689/7/94 - **Adoption du projet de règlement no. 2356 - Plan d'urbanisme**

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé,
appuyé par le conseiller Guy Dubreuil,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no. 2356 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080 dans le but de modifier l'affectation du sol du quadrilatère formé par l'autoroute 20, la rue Perron, la rue Bernier et la rue Cormier actuellement de type "industriel de prestige" pour rendre l'affectation des terrains en bordure de la rue Bernier, entre les rues Perron et Cormier "résidentielle, moyenne densité 1" et le résidu, soit les terrains compris entre la rue Cormier, l'autoroute 20, la rue Perron et la limite sud-est des terrains en bordure de la rue Ayotte (côté sud-est) "commerce régional et artériel", soit et est adopté;

2° ET QU'IL soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ

690/7/94 - **Avis de motion d'un règlement (no. 2356) - Plan d'urbanisme**

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080 dans le but de modifier l'affectation du sol du quadrilatère formé par l'autoroute 20, la rue Perron, la rue Bernier et la rue Cormier actuellement de type "industriel de prestige" pour rendre l'affectation des terrains en bordure de la rue Bernier, entre les rues Perron et Cormier "résidentielle, moyenne densité 1" et le résidu, soit les terrains compris entre la rue Cormier, l'autoroute 20, la rue Perron et la limite sud-est des terrains en bordure de la rue Ayotte (côté sud-est) "commerce régional et artériel".

691/7/94 - **Dispense de lecture du règlement 2356**

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2356 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080 dans le but de modifier l'affectation du sol du quadrilatère formé par l'autoroute 20, la rue Perron, la rue Bernier et la rue Cormier actuellement de type "industriel de prestige" pour rendre l'affectation des terrains en bordure de la rue Bernier, entre les rues Perron et Cormier "résidentielle, moyenne densité 1" et le résidu, soit les terrains compris entre la rue Cormier, l'autoroute 20, la rue Perron et la limite sud-est des terrains en bordure de la rue Ayotte (côté sud-est) "commerce régional et artériel", dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

692/7/94 - **Adoption du projet de règlement no. 2357 - Zonage**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Réjean Gosselin,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no. 2357 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier le plan de zonage afin d'éliminer la zone industrielle I02-53, de créer une nouvelle zone résidentielle (H02-53) à même une partie de l'ancienne zone industrielle I02-53 (bande de terrain en bordure de la rue Bernier, entre les rues Perron et Cormier) et d'y permettre la classe d'usages h3, d'agrandir la zone commerciale C02-42 à même le résidu de l'ancienne zone industrielle I02-53 (quadrilatère formé par la rue Cormier, l'autoroute 20, la rue Perron et les terrains au sud-est de la rue Ayotte) et de modifier les grilles des usages et normes en conséquence, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ

693/7/94 - **Avis de motion d'un règlement (no. 2357) - Zonage**

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier le plan de zonage afin d'éliminer la zone industrielle I02-53, de créer une nouvelle zone résidentielle (H02-53) à même une partie de l'ancienne zone industrielle I02-53 (bande de terrain en bordure de la rue Bernier, entre les rues Perron et Cormier) et d'y permettre la classe d'usages h3, d'agrandir la zone commerciale C02-42 à même le résidu de l'ancienne zone industrielle I02-53 (quadrilatère formé par la rue Cormier, l'autoroute 20, la rue Perron et les terrains au sud-est de la rue Ayotte) et de modifier les grilles des usages et normes en conséquence.

694/7/94 - **Dispense de lecture du règlement 2357**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2357 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier le plan de zonage afin d'éliminer la zone industrielle I02-53, de créer une nouvelle zone résidentielle (H02-53) à même une partie de l'ancienne zone industrielle I02-53 (bande de terrain en bordure de la rue Bernier, entre les rues Perron et Cormier) et d'y permettre la classe d'usages h3, d'agrandir la zone commerciale C02-42 à même le résidu de l'ancienne zone industrielle I02-53 (quadrilatère formé par la rue Cormier, l'autoroute 20, la rue Perron et les terrains au sud-est de la rue Ayotte) et de modifier les grilles des usages et normes en conséquence, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

695/7/94 - **Adoption du projet de règlement no. 2358 - Zonage**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Guy Drouin,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no. 2358 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier la disposition particulière applicable aux abords de l'autoroute 20 en changeant la zone I02-53 pour la zone C02-42 relativement à la pente de toiture, ainsi que la disposition relative aux accès à la voie publique pour permettre la possibilité d'avoir un accès commun aux stationnements pour les bâtiments de la classe d'usages h2 (duplex et triplex), soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ

696/7/94 - **Avis de motion d'un règlement (no. 2358) - Zonage**

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier la disposition particulière applicable aux abords de l'autoroute 20 en changeant la zone I02-53 pour la zone C02-42 relativement à la pente de toiture, ainsi que la disposition relative aux accès à la voie publique pour permettre la possibilité d'avoir un accès commun aux stationnements pour les bâtiments de la classe d'usages h2 (duplex et triplex).

697/7/94 - **Dispense de lecture du règlement no. 2358**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2358 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier la disposition particulière applicable aux abords de l'autoroute 20 en changeant la zone I02-53 pour la zone C02-42 relativement à la pente de toiture, ainsi que la disposition relative aux accès à la voie publique pour permettre la possibilité d'avoir un accès commun aux stationnements pour les bâtiments de la classe d'usages h2 (duplex et triplex), dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

698/7/94 - **Avis de motion d'un règlement (no. 2359) - P.I.I.A.**

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un nouveau règlement relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale, et ce:

- pour la future zone résidentielle H02-53 comprenant la portion du territoire bordant le côté ouest de la rue Bernier entre les rues Perron et Cormier;

- pour la zone commerciale C02-42 existante qui sera toutefois extensionnée afin d'y inclure la portion de territoire comprise entre l'autoroute 20, les rues Perron et Cormier et la ligne arrière des lots bordant le côté est de la rue Ayotte.

Ce règlement aura pour effet d'assujettir à des normes particulières l'implantation et l'intégration architecturale de tout nouveau bâtiment, de même que toute modification extérieure d'un bâtiment existant, le tout en tenant compte des caractéristiques propres au milieu d'intervention.

Plus précisément, ce règlement aura pour effet d'assujettir l'obtention de tout permis de construction et de tout certificat d'autorisation relatifs à l'architecture extérieure d'un bâtiment, l'aménagement des terrains et l'affichage, à l'approbation du Conseil municipal, en regard d'objectifs et critères d'aménagement qui seront précisés dans le cadre dudit règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale.

Les objets qui seront traités dans le cadre de ce règlement sont:

A) pour la zone résidentielle H02-53:

- l'aménagement des terrains, à savoir la plantation d'arbres et arbustes, l'aménagement paysager des terrains, l'implantation de bâtiments et constructions accessoires, l'aménagement des voies d'accès aux terrains et des aires de stationnement, de même que l'implantation au sol des bâtiments;

- l'architecture extérieure des bâtiments principaux, à savoir l'harmonisation du gabarit des bâtiments, leur traitement architectural (incluant fenestration, ornementations, matériaux, toitures), la couleur des matériaux de revêtement extérieur et des toitures.

B) pour la zone commerciale C02-42:

- l'aménagement des terrains, à savoir la plantation d'arbres et arbustes, les pentes de terrains, l'aménagement des cours, des abords des aires de stationnements et des aires de chargement/déchargement, l'implantation des bâtiments et constructions accessoires, l'entreposage et l'étalage extérieurs, le remisage des déchets, les voies d'accès aux terrains, l'aménagement des murets, des clôtures, et les appareils de mécanique, de même que l'aménagement de mesures visant à minimiser les nuisances entre des usages différents, que ceux-ci soient situés dans la zone visée ou une zone voisine;

- l'architecture extérieure des bâtiments principaux et accessoires, à savoir l'harmonisation du gabarit des bâtiments, leur traitement architectural (incluant fenestration, ornementations, matériaux, toitures), la couleur des matériaux de revêtement, ornementations et toitures, l'aménagement des aires de chargement/déchargement;

- l'affichage, en ce qui a trait à sa forme, sa localisation et sa couleur, le tout en relation avec l'architecture des bâtiments et des autres enseignes situées dans l'environnement immédiat.

Le conseiller Gilles Fontaine résume le P.I.I.A. et la conseillère Réjeanne Viens confirme qu'au départ elle était contre le projet parce qu'elle trouve important de protéger les abords de l'entrée de la Ville.

Informations des membres du Conseil

Commentaires - Article de journal

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé commente l'article paru dans le journal relativement au réseau d'éclairage et certains autres sujets municipaux dont la vente de l'ex-Hôtel de Ville de Grantham. Il souligne que tous ont souhaité une fusion harmonieuse.

Il dresse l'historique du dossier réseau d'éclairage et s'explique mal comment on peut affirmer que la Ville a été défaillante ou négligente. De plus, il n'accepte pas qu'on laisse sous-entendre que la Ville et ses fonctionnaires sont négligents.

M. Carrier ne met pas en doute la capacité des fonctionnaires et employés municipaux. Le programme existe depuis deux ou trois ans; l'ex-municipalité de Grantham était prête à procéder en septembre mais on lui a dit d'attendre pour que le Grand Drummondville y aille ensemble.

M. Gérald Lapierre précise que Drummondville a été la troisième ville du Québec à se porter acquéreur du réseau d'éclairage et que depuis 1981, elle économise environ 250 000 $ par année. Drummondville sera la première ville à procéder dans le programme actuel.

M. Marc-Yves Beaulieu précise qu'en regard du dossier de l'Hôtel de Ville de l'ex-municipalité de Grantham, le local vient d'être vidé, l'évaluation de la bâtisse a été réalisée et l'orientation devrait être déposée.

Mme Jutras affirme que le Conseil ne laissera pas traîner l'administration dans la boue.

Félicitations (Mme Réjeanne Viens)

La conseillère Réjeanne Viens félicite M. Claude Verrier, directeur général du Pavillon thématique et multifonctionnel, pour la réussite du National des Voitures anciennes.

Message - Taxes (M. Jean-Guy Spénard)

Le conseiller Jean-Guy Spénard rappelle aux propriétaires de l'ex-municipalité de Grantham que le 2e versement des taxes municipales est dû le 5 juillet 1994.

Félicitations (M. Jean-Guy Spénard)

Le conseiller Jean-Guy Spénard propose un vote de félicitations à l'égard de Me Céline Trottier, à l'occasion de sa nomination au conseil d'administration de la Fédération Canadienne des Municipalités.

Évaluation - Policiers (M. Guy Drouin)

Le conseiller Guy Drouin précise les critères d'évaluation des candidats à titre de policiers.

Le conseiller Denis Savoie relate les dates d'emploi d'un policier temporaire remercié de ses services et trouve bizarre la façon d'agir de la direction.

Le conseiller Drouin affirme qu'il ne discutera jamais d'un dossier personnel en public et rappelle qu'il est de la responsabilité de l'état-major d'assurer le cheminement des dossiers du personnel policier.

Le conseiller Savoie identifie le policier remercié, soit M. Denis Desruisseaux.

Informations (M. Denis Savoie)

Le conseiller Denis Savoie demande à Mme Jutras si en tant que présidente de la S.D.E.D., elle est au courant de toutes les transactions industrielles.

Mme Jutras confirme qu'à titre de mairesse, elle est au courant de toutes les transactions.

M. Savoie soulève le cas du dossier de Motelin Inc. et du délai à construire.

Madame la mairesse résume le dossier et rappelle que suite à un atelier tenu en février dernier, la compagnie s'est engagée à débuter la construction en septembre 1994.

Elle soumet également que la même procédure a été suivie dans le dossier du terrain vendu à M. Equilbec.

Si le Conseil n'est plus d'accord avec cette façon, qu'il avise et les dépôts seront conservés.

Le conseiller Denis Savoie fait l'historique du dossier de vente à Gestion Michel Equilbec Inc.

Invitation - Festival mondial de folklore (M. Réjean Gosselin)

Le conseiller Réjean Gosselin invite la population à participer à la 13e édition du Festival mondial de folklore.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Aucune personne présente ne pose de questions.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu **lundi le 18 juillet 1994.**

699/7/94 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Thérèse Caporet
Greffière.

Jeannine Jutras
Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
16
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 11 juillet 1994 à 18h00, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Odette Bélanger Marcotte
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Céline Trottier

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et environnement urbain
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

700/7/94 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

701/7/94 - **Abrogation de la résolution no. 671/7/94 (Opération de la fourrière municipale)**

Il est proposé par le conseiller Luc Teasdale, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la résolution no. 671/7/94 du 4 juillet 1994 soit abrogée à toutes fins que de droit.

ADOPTÉ



702/7/94 - **Prolongation du contrat de Mme Solange Picotin**

Il est proposé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte et résolu à l'unanimité que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un document permettant la prolongation du contrat de gestion de la fourrière municipale à Mme Solange Picotin et ce jusqu'à ce que le nouveau contrat soit octroyé.

ADOPTÉ

Le conseiller Denis Savoie souligne que lors de rencontres précédentes, certains élus avaient soulevé certains questionnements et qu'en après-midi, le conseiller juridique a fait rapport de la situation.

Madame la mairesse confirme que certains collègues avaient émis des commentaires sur le soumissionnaire, mais qu'aucune recherche n'avait été faite. Losqu'on lui a fait part de certains faits en rapport avec M. Naud, Madame la mairesse a utilisé son droit de véto vendredi le 8 juillet pour permettre que l'information soit transmise à l'ensemble du Conseil.

L'enquête n'avait pas été faite auparavant. Comme l'autre soumission n'était pas conforme, il faudra rejeter toutes les soumissions.

Le maire suppléant Alain Carrier résume son intervention en atelier et en séance et blâme Madame la mairesse de ne pas avoir demandé au directeur général de faire les vérifications nécessaires.

Ce à quoi Madame la mairesse rétorque que certains mandats ont un caractère administratif. Elle confirme également que certains types de dossiers permettent à la Ville de ne pas accepter une soumission. La Charte des Droits et Libertés, la Jurisprudence et la Loi sur les Cités et Villes ont été vérifiées.

703/7/94 - **Rejet des soumissions - Opération de la fourrière municipale**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que les 2 soumissions reçues pour l'opération de la fourrière municipale soient rejetées.

ADOPTÉ

704/7/94 - **Amendement à la résolution no 610/6/94 - Date de tenue du Triathlon de Dr'Ville - Corp. Centre Culturel**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la résolution no 610/6/94 du 20 juin 1994 soit amendée en remplaçant la date du 21 août 1994 par celle du 28 août 1994 pour la tenue du Triathlon de Drummondville au parc Woodyatt.

ADOPTÉ

705/7/94 - **Dépôt du compte rendu (6/7/94) - Comité de circulation**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de circulation tenue le 6 juillet 1994 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉ

706/7/94 - **Autorisation - Tournoi industriel de balle lente Normand Pelletier**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Association du Baseball Mineur de Drummondville et les Olympiques de Drummondville à utiliser les parcs Bernier, Ferland et Michaud, les 19, 20 et 21 août 1994, pour la tenue du tournoi industriel de balle lente Normand Pelletier, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

La Ville autorise également les organisateurs à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux du tournoi.

ADOPTÉ

707/7/94 - **Amendement au règlement no 2329 - Référence aux plans et devis**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que l'article 2 du règlement no 2329 soit modifié en y ajoutant le paragraphe suivant:

" Ces travaux seront également exécutés conformément aux plans et devis portant les numéros suivants et préparés par des consultants:

Numéro de projet	Date	Consultants
94-169	Août 1994	Les Consultants Falardeau et Ass.
93321	Août 1994	Daniel Arbour & Associés
ME94DR03	Juillet 1994	Le Groupe Conseil Robert Malouin
0594016	Août 1994	Groupe HBA Experts Conseils
AE94DR03	Juillet 1994	Les Consultants Audet et Ass.
94-170	Août 1994	Les Consultants Falardeau et Ass.
93321	Août 1994	Daniel Arbour & Associés
M413706	Juillet 1994	Environnement Conseil BGA
ME94DR02	Juillet 1994	Le Groupe Conseil Robert Malouin. "

ADOPTÉ

708/7/94 - **Adoption du projet de règlement no 2354 - Zonage**

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé,
appuyé par le conseiller Gilles Fontaine,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2354 amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but de modifier le plan de zonage afin de créer une nouvelle zone industrielle I02-59 à même une partie de la zone industrielle I02-41, d'y permettre les classes d'usage i2 et i3 et de modifier les grilles des usages et normes pour y inclure la nouvelle zone industrielle I02-59, les classes d'usages i2 et i3, des normes afférentes à cesdites classes, ainsi qu'une disposition particulière, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ

709/7/94 - **Avis de motion d'un règlement (no 2354) - Zonage**

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement (no. 2354) amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but de modifier le plan de zonage afin de créer une nouvelle zone industrielle I02-59 à même une partie de la zone industrielle I02-41, d'y permettre les classes d'usage i2 et i3 et de modifier les grilles des usages et normes pour y inclure la nouvelle zone industrielle I02-59, les classes d'usages i2 et i3, des normes afférentes à cesdites classes, ainsi qu'une disposition particulière.

710/7/94 - **Dispense de lecture du règlement no 2354**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2354 amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but de modifier le plan de zonage afin de créer une nouvelle zone industrielle I02-59 à même une partie de la zone industrielle I02-41, d'y permettre les classes d'usage i2 et i3 et de modifier les grilles des usages et normes pour y inclure la nouvelle zone industrielle I02-59, les classes d'usages i2 et i3, des normes afférentes à cesdites classes, ainsi qu'une disposition particulière, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

711/7/94 - **Adoption du projet de règlement no 2359 - P.I.I.A.**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Réjean Gosselin,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2359 créant un nouveau règlement municipal relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale visant à assujettir l'obtention de tout permis de construction et de tout certificat d'autorisation concernant l'architecture extérieure d'un bâtiment, l'aménagement des terrains et l'affichage, à l'approbation du Conseil municipal en regard d'objectifs et critères d'aménagement qui seront précisés dans le cadre de cedit règlement et ce pour les zones commerciale C02-42 et résidentielle H02-53, soit est est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ

712/7/94 - **Adoption du projet de règlement no. 2360 - Zonage**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le maire suppléant Alain Carrier,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no. 2360 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier la grille des usages et normes de la zone H01-07 afin de réduire les marges latérales minimales de quatre mètres (4 m) à trois mètres (3 m), de même que la somme minimale des marges latérales de huit mètres (8 m) à six mètres (6 m) pour tous les bâtiments de types duplex et triplex, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ

713/7/94 - **Avis de motion d'un règlement (no. 2360) - Zonage**

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement (no. 2360) amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier la grille des usages et normes de la zone H01-07 afin de réduire les marges latérales minimales de quatre mètres (4 m) à trois mètres (3 m), de même que la somme minimale des marges latérales de huit mètres (8 m) à six mètres (6 m) pour tous les bâtiments de types duplex et triplex.

INITIALES DE LA MAIRESSE
20
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

714/7/94 - Dipense de lecture du règlement no. 2360

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2360 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier la grille des usages et normes de la zone H01-07 afin de réduire les marges latérales minimales de quatre mètres (4 m) à trois mètres (3 m), de même que la somme minimale des marges latérales de huit mètres (8 m) à six mètres (6 m) pour tous les bâtiments de types duplex et triplex, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

Période de questions

- Intervenants: a) **M. Raynald Forcier**, journaliste au Journal La Parole et au Journal L'Express
  b) **M. Benoit Thibault**, journaliste à CHRD.

a) **M. Raynald Forcier**

Jusqu'à quelle date, Madame Solange Picotin assurera-t-elle l'intérim?

Madame la mairesse confirme que l'intérim devrait être assuré au moins jusqu'au ler août prochain.

b) **M. Benoit Thibault**

La soumission de Mme Picotin était-elle non-conforme?

Madame la mairesse répond que oui mais qu'il s'agit d'une extension de contrat qui liait la Ville et Mme Picotin afin de permettre la préparation d'un nouveau devis de demande de soumissions publiques.

715/7/94 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Pierre Capuet
Greffière.

Mairesse.



LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

18 juillet 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 18 juillet 1994, **sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no. 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et environnement urbain
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

716/7/94 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

717/7/94 - **Adoption du procès-verbal - Ass. publ. cons. du 4 juillet 1994**

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 4 juillet 1994 à 19h15 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

718/7/94 - **Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 4 juillet 1994**

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 4 juillet 1994 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

719/7/94 - **Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 11 juillet 1994**

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 11 juillet 1994 à 18h00 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

720/7/94

1- **ACQUISITION - EMBARCATION PNEUMATIQUE DE SAUVETAGE**
(Soumissions ouvertes le 7 juin 1994)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Gilles Charest, responsable du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A")

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que les soumissionnaires suivants soient retenus:

- **SPORTHEQUE ENR** (embarcation et remorque) : 10 381,30 $ (taxes incl.)
- **LAVALLÉE RÉPARATION ENR** (moteur) : 3 019,81 $ (taxes incl.)

ADOPTÉ

721/7/94

2- **MODULE DE JEUX (PARC ALEXANDRE) - NO. 4-073**
(Soumissions ouvertes le 15 juillet 1994)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Gilles Charest, responsable du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A")

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la soumission de **Les Industries Simexco Inc.**, au montant de 14 996,48 $ (taxes incluses), soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉ

722/7/94

3- **ÉQUIPEMENTS DE JEUX (PARC ST-JOSEPH) - NO. 4-073**
(Soumissions ouvertes le 15 juillet 1994)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Gilles Charest, responsable du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A")

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la soumission de **Polyjeux Inc.**, au montant de 4 011,22 $ (taxes incluses), soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres provenant de:

. Fédération canadienne des municipalités (Prise en charge par le CN des coûts liés à l'entretien et à l'enlèvement de la neige des routes aux passages à niveau publics)
. Fédération canadienne des municipalités (Présentation de résolutions lors de la réunion du mois de septembre 1994 du conseil national d'administration de la FCM)
. Commission de la représentation électorale du Québec (Division en districts électoraux du territoire de la Ville de Drummondville)
. M. Claude Ryan, Ministre des Affaires municipales (Seuil d'admissibilité pour le programme d'infrastructures modifié, suite au regroupement des municipalités de Drummondville et de Grantham)
. M. Claude Ryan, Ministre des Affaires municipales (Chèque de 17 693 $ - Trop-perçu de l'ex-municipalité de Grantham pour les services de la Sûreté du Québec)
. Pétition des résidents des rues Valmont, Roger, Parisien et Béland (Installation de jeux au parc Valmont-Pitre).

723/7/94 - Acceptation des comptes

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 4 au 18 juillet 1994, lesquels comptes totalisent la somme de 911 391,62 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

724/7/94 - **Mandat à Raymond, Chabot, Martin, Paré - Étude portant sur la charge de travail et les modes de fonctionnement - S.S.P.**

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme de consultants en gestion Raymond, Chabot, Martin, Paré aux fins de réaliser une étude portant sur la charge de travail et les modes de fonctionnement du Service de la sécurité publique.

ADOPTÉ

Les objectifs recherchés par la réalisation de ce mandat sont:

- maximiser la qualité et la prestation des services policiers à moindre coût;
- éliminer les doubles tâches pouvant exister au sein du service;
- interroger les façons de faire actuelles pour réaliser des économies;
- mettre en place une structure policière apte à supporter d'autres regroupements de services.

725/7/94 - **Mandat à Jodoin, Grondin & Scott - Piquetage et cadastre du lot Ptie 281 (prolongement de la rue Letendre)**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme d'arpenteurs-géomètres Jodoin, Grondin & Scott aux fins de procéder au cadastre et au piquetage d'une partie du lot 281 du cadastre du Canton de Grantham, ladite partie de lot étant connue comme étant le prolongement de la rue Letendre jusqu'à la rue Power.

ADOPTÉ

726/7/94 - **Mandat à Jodoin, Grondin & Scott - Travaux d'arpentage prévus aux règlements nos 2329 et 2348**

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme d'arpenteurs-géomètres Jodoin, Grondin & Scott aux fins de procéder à l'arpentage pour la réalisation de certains travaux prévus aux règlements nos 2329 et 2348.

ADOPTÉ

727/7/94 - **Signature d'addenda - Éxécution et financement des ouvrages requis pour le traitement des eaux usées municipales**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville les documents suivants:

- troisième addenda à la première convention de réalisation entre le gouvernement du Québec et la Ville de Drummondville et relative à l'exécution et au financement des ouvrages requis pour le traitement des eaux usées municipales;
- premier addenda à la deuxième convention de réalisation entre le gouvernement du Québec et la Ville de Drummondville et relative à l'exécution et au financement des ouvrages requis pour le traitement des eaux usées municipales.

ADOPTÉ

728/7/94 - **Signature d'addenda - Éxécution et financement des ouvrages requis pour le traitement des eaux usées municipales**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Luc Teasdale, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville les documents suivants:

- troisième addenda à la première convention de réalisation entre le gouvernement du Québec et la Ville de Drummondville (secteur Grantham) et relative à l'exécution et au financement des ouvrages requis pour le traitement des eaux usées municipales;
- premier addenda à la deuxième convention de réalisation entre le gouvernement du Québec et la Ville de Drummondville (secteur Grantham) et relative à l'exécution et au financement des ouvrages requis pour le traitement des eaux usées municipales.

ADOPTÉ

729/7/94 - **Bail de location avec les promoteurs intéressés - Construction de hangars à l'aéroport municipal**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un bail de location de terrain avec les promoteurs intéressés à construire un ou des hangars à l'aéroport municipal.

ADOPTÉ

730/7/94 - **Délégation de Mme Francine Ruest-Jutras - Congrès de l'UMRCQ**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que Mme Francine Ruest-Jutras, mairesse, soit autorisée à assister au congrès de l'Union des municipalités régionales de comté et des municipalités locales du Québec (UMRCQ) qui se tiendra à Montréal les 22, 23 et 24 septembre 1994.

Advenant son impossibilité de participer audit congrès, la Ville de Drummondville délèguera un autre membre du Conseil.

ADOPTÉ

731/7/94 - **Tenue d'un pique-nique au parc St-Jean-Baptiste - Regroupement Interculturel de Drummondville**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise le Regroupement Interculturel de Drummondville à utiliser le parc St-Jean-Baptiste le 7 août 1994 pour son pique-nique annuel, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉ

732/7/94 - **Tenue de la finale régionale de soccer, région Centre du Québec - Club de soccer juvénile de Drummondville**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club de soccer juvénile de Drummondville à tenir la finale régionale de soccer, région Centre du Québec, des Jeux du Québec, en division Pee-Wee, le 7 août 1994 au Collège St-Bernard, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉ

733/7/94 - **Installation d'une tente au 740 boul. St-Joseph - J.M. Saucier Drummondville**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise J.M. Saucier Drummondville à installer une tente sur les terrains arrière du 740 boulevard St-Joseph pour une vente les 11, 12 et 13 août 1994.

ADOPTÉ

734/7/94 - **Demande au ministère des Transports - Installation d'un trottoir sur le boul. St-Joseph, entre les rues Simard et Boisclair**

Il est proposé par le conseiller Réjean Gosselin, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville demande au ministère des Transports du Québec l'autorisation de construire un trottoir sur le boulevard St-Joseph, entre les rues Simard et Boisclair.

ADOPTÉ

735/7/94 - **Subvention de 1 100 $ - Club d'Age d'Or Drummondville (St-Joseph)**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 100 $ au Club d'Age d'Or Drummondville (St-Joseph) pour l'aménagement des jeux de galet au parc Curé Demers dans le cadre du programme Nouveaux Horizons.

ADOPTÉ

736/7/94 - **Subvention de 2 500 $ - Centre Communautaire de Drummondville-Sud**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 2 500 $ au Centre Communautaire de Drummondville-Sud pour l'embauche d'un travailleur de rue.

ADOPTÉ

737/7/94 - **Dépôt du procès-verbal (13/7/94) - C.C.U.**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 13 juillet 1994 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉ

738/7/94 - **Acceptation d'un projet de modification mineure à l'arrière du bâtiment situé aux 258, 260 et 262 Moisan - P.I.I.A.**

Considérant qu'une demande visant à refaire les galeries arrière du bâtiment et les espaces de remisage qui y sont intégrés a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le matériau de revêtement extérieur du bâtiment ne sera pas modifié;

Considérant que les espaces de remisage seront recouverts de déclin de vinyle blanc qui s'harmonise au matériau de parement extérieur du bâtiment (ciment roulé de couleur gris pâle);

Considérant que les demandeurs profiteront de ces interventions pour réaliser certains autres travaux d'impact visuel mineurs au bâtiment dont recouvrir d'aluminium le dessous des toits des galeries avant, réparer la fondation et prévoir un accès au sous-sol;

Considérant que les modifications seront quasi imperceptibles de la rue;

Considérant que cette intervention respecte les critères du plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville accepte la rénovation extérieure telle que montrée aux plans soumis pour l'immeuble sis aux 258, 260 et 262 rue Moisan dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉ

739/7/94 - **Acceptation d'un projet d'agrandissement du local commercial dans la cour avant du bâtiment situé au 336 St-Edouard - P.I.I.A.**

Considérant qu'une demande visant à réaliser un agrandissement sur une partie de la façade avant du local commercial du bâtiment situé au 336 St-Edouard, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le projet d'agrandissement sera majoritairement vitré afin de maximiser l'exposition de la marchandise;

Considérant que les matériaux qui seront utilisés de façon secondaire sont le crépi et la pierre comme recouvrement des fondations tels que déjà utilisés sur le bâtiment;

Considérant que les colonnes entre les panneaux vitrés seront en aluminium blanc avec éclairage intégré;

Considérant que le demandeur souhaite réaliser un toit à trois (3) versants pour l'agrandissement, que celui-ci sera de couleur verte mais que le matériau pourrait être du bardeau d'asphalte ou d'acier;

Considérant que la majorité des bâtiments voisins sur la rue St-Edouard sont d'usage résidentiel, sur deux (2) étages, avec recouvrement de brique;

Considérant que le bâtiment visé ne présente presqu'aucun point commun dans sa présentation actuelle avec cesdits bâtiments;

Considérant que le seul bâtiment commercial dans l'environnement immédiat est le commerce "Tim Horton" pour qui l'aménagement d'une verrière et le recouvrement partiel du bâtiment en acier ont déjà été acceptés;

Considérant que les autres locaux commerciaux sont voués à des vocations autres pour le moment avec portes de garages en façades principales et latérales;

Considérant que le projet soumis respecte les critères d'implantation et d'intégration architecturale tenant compte des usages du bâtiment et du milieu d'intervention;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que:

1° la Ville de Drummondville accepte le projet d'agrandissement tel que montré aux plans soumis pour l'immeuble sis au 336 rue St-Edouard en exigeant toutefois que le revêtement de toiture soit d'acier tel qu'indiqué sur ledit plan, le tout dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale;

2° la Ville de Drummondville suggère au propriétaire d'évaluer la possibilité de penser son agrandissement pour l'ensemble de la façade commerciale de son commerce et de revoir l'aménagement de son stationnement en y intégrant de l'aménagement paysager.

ADOPTÉ

<u>Dépôt des états financiers consolidés au 1er janvier 1994</u>

Le conseiller Jean-Guy Spénard, président du Comité des Finances, dépose les états financiers consolidés de la Ville de Drummondville au 1er janvier 1994.

M. Jean-Guy Spénard fait part de quelques statistiques et souligne l'intention du Conseil de la Ville de Drummondville de continuer à gérer le budget municipal de la meilleure façon possible. Il précise que l'ex-Ville de Drummondville devrait dans les prochaines semaines affecter une partie importante de son surplus au remboursement de la dette à long terme.

<u>Rapport mensuel du Service de planification du territoire - Construction</u>

Le conseiller Gilles Fontaine résume la situation de l'habitation pour le mois de juin 1994 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 1993.

Il souligne également le temps requis pour l'émission des permis:

80% des permis ont été émis dans les 7 jours ouvrables et
3 permis ont pris plus de temps, et ce pour différentes raisons.

740/7/94 - **Requête au Lieutenant-Gouverneur - Maintien de la Charte de l'O.M.H.D. émise le 11 septembre 1970**

Attendu que l'article 19 du décret concernant le regroupement de la Ville de Drummondville et de la municipalité de Grantham décrit qu'un Office municipal d'habitation sous le nom de "Office municipal d'habitation de Drummondville" est incorporé;

Attendu que cet office municipal succède aux Offices municipaux d'habitation de l'ancienne Ville de Drummondville et de l'ancienne municipalité de Grantham, lesquels sont éteints;

Attendu que les troisième et quatrième alinéas de l'article 58 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c.s-8) s'appliquent à l'Office municipal d'habitation de la nouvelle Ville de Drummondville, comme s'il était constitué par lettres patentes en vertu de l'article 57 de cette loi;

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu qu'une requête soit adressée au Lieutenant-Gouverneur demandant le maintien de la Charte de l'Office municipal d'habitation de Drummondville émise le 11 septembre 1970 - libro 1535, folio 43, avec les fins et pouvoirs qui en font partie.

ADOPTÉ

A 19h55, le conseiller Robert Lafrenière quitte la salle des délibérations.

741/7/94 - **Mandat à l'étude Bélanger Sauvé - Dossier d'arbitrage (U.P.D.I.)**

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que l'étude légale Bélanger Sauvé soit nommée assesseur de la Ville de Drummondville aux fins de défendre les intérêts de la Ville dans le dossier d'arbitrage qui l'oppose à l'Unité des Policiers de Drummondville Inc.

De plus, l'étude légale Bélanger Sauvé devra fournir une opinion juridique à la Ville sur la faisabilité de modifier les horaires au Service de la sécurité publique.

ADOPTÉ

742/7/94 - **Mandat à Me Roger Blais - Dossier d'arbitrage (U.P.D.I.)**

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que Me Roger Blais, avocat, soit nommé procureur de la Ville de Drummondville aux fins de défendre les intérêts de la Ville dans le dossier d'arbitrage qui l'oppose à l'Unité des Policiers de Drummondville Inc.

ADOPTÉ

743/7/94 - **Appui à Parrainage Civique Drummond Inc. - Arrêt du processus de démantèlement du Programme de soutien à l'éducation pop. aut.**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande de Parrainage Civique Drummond Inc. auprès du ministère de l'Éducation aux fins d'arrêter le processus de démantèlement du Programme de soutien à l'éducation populaire autonome (PSEPA).

ADOPTÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
25
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

744/7/94 - **Tenue d'une journée d'activités sur la rue Boisclair**

Il est proposé par le conseiller Réal Sawyer, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise les citoyens de la rue Boisclair à tenir une journée d'activités le 6 août 1994 sur la rue Boisclair, entre la rue Théode et le boulevard Patrick, laquelle rue sera fermée à la circulation, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉ

745/7/94 - **Adoption du projet de règlement no. 2361 - Zonage**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Réjean Gosselin,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no. 2361 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but d'ajouter à la grille des usages et normes de la zone I02-46, en tant qu'usage spécifiquement permis, les établissements relatifs à la conception de journaux, magazines et autres publications incluant les aires de bureaux (administration et services aux clients) et les aires de distribution qui y sont afférentes, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ

746/7/94 - **Avis de motion d'un règlement (no. 2361) - Zonage**

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement (no. 2361) amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but d'ajouter à la grille des usages et normes de la zone I02-46, en tant qu'usage spécifiquement permis, les établissements relatifs à la conception de journaux, magazines et autres publications incluant les aires de bureaux (administration et services aux clients) et les aires de distribution qui y sont afférentes.

747/7/94 - **Dispense de lecture du règlement no. 2361**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2361 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but d'ajouter à la grille des usages et normes de la zone I02-46, en tant qu'usage spécifiquement permis, les établissements relatifs à la conception de journaux, magazines et autres publications incluant les aires de bureaux (administration et services aux clients) et les aires de distribution qui y sont afférentes, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

748/7/94 - **Avis de motion d'un règlement - Adhésion des membres du Conseil de l'ex-municipalité de Grantham au régime de retraite des élus mun.**

Le conseiller Réal Sawyer donne avis de motion d'un règlement permettant l'adhésion des membres du Conseil de l'ex-municipalité de Grantham au régime de retraite constitué par la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux.

INITIALES DE LA MAIRESSE
30
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Informations des membres du Conseil

Taux d'inoccupation des logements locatifs (M. Gilles Fontaine)

Le conseiller Gilles Fontaine fait lecture d'un communiqué qui traite du taux d'inoccupation des logements locatifs.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenants: a) **M. Guy Drouin**, d.g. de la Sidac Alain Limoges
  b) **M. Denis Leblanc**, commerçant.

a) **M. Guy Drouin**

M. Guy Drouin traite du problème engendré par la présence des jeunes aux abords de la rue Lindsay à la hauteur de l'ancien Cinéma Drummond. Les commerçants du secteur se plaignent de cette situation qui perdure depuis au moins un an. Ils demandent donc que les autorités policières réagissent et fassent circuler cette clientèle du secteur.

Madame la mairesse assure les commerçants qu'un suivi sera fait.

b) **M. Denis Leblanc**

M. Leblanc désire sensibiliser les membres du Conseil au problème causé par les kiosques de vente de fruits et légumes qui s'installent partout.

Il demande de vérifier la réglementation qui existait à Grantham et de prendre le meilleur des règlements de Grantham et de Drummondville.

Madame la mairesse assure M. Leblanc qu'une vérification sera effectuée.

M. Gérald Lapierre, d.g.a, informe M. Leblanc qu'il a donné suite à une demande de vérification qu'il a formulée précédemment et que le tout devrait être réglé.

M. Réal Sawyer demande de vérifier l'installation au coin des rues St-Roch et Richard.

MM. Réjean Gosselin et Luc Teasdale soulignent que la réglementation de Grantham faisait état de la grandeur des kiosques et du genre de construction.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu **lundi le 22 août 1994.**

749/7/94 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Thérèse Caya
Greffière.

Françoise Gauthier Jutras
Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
31
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

25 juillet 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 25 juillet 1994 à 18h00, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

  Guy Dubreuil
  Réjean Gosselin
  Réal Jean
  Robert Lafrenière
  Céline Trottier
  Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

  M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et environnement urbain
  Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques
  Mme Anik Bonvouloir, urbaniste

- Secrétaire:

  Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Trente minutes après avoir constaté le défaut du quorum, le conseiller Robert Lafrenière et le conseiller Réal Jean **ajournent la présente séance au lundi, 1er août 1994 à 17h45**.

Thérèse Cajolet
Greffière.

Francine Ruest-Jutras
Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
32
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

25 juillet 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 25 juillet 1994 à 18h15, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

  Guy Dubreuil
  Réjean Gosselin
  Réal Jean
  Robert Lafrenière
  Céline Trottier
  Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

  M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et environnement urbain
  Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

  Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Trente minutes après avoir constaté le défaut du quorum, le conseiller Robert Lafrenière et le conseiller Réal Jean **ajournent la présente séance au lundi, 1er août 1994 à 18h15**.

Thérèse Cajolet
Greffière.

Francine Ruest-Jutras
Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
33
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

1er août 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 1er août 1994 à 17h45, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras**; cette séance étant l'ajournement de la séance spéciale prévue le 25 juillet 1994 à 18h00.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et environnement urbain
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques
Mme Anik Bonvouloir, urbaniste

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

750/8/94 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

Madame la mairesse explique la procédure de consultation publique édictée par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et précise la nature et l'objet des projets de règlements suivants:

- **Règlement no. 2355** amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier la grille des usages et normes de la zone résidentielle H01-43 afin de rajouter deux (2) dispositions spéciales pour la classe d'usages h2 relatives aux garages privés et à la marge de recul avant pour un lot transversal;

INITIALES DE LA MAIRESSE
34
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

- Règlement no. 2356 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080 dans le but de modifier l'affectation du sol du quadrilatère formé par l'autoroute 20, la rue Perron, la rue Bernier et la rue Cormier actuellement de type "industriel de prestige" pour rendre l'affectation des terrains en bordure de la rue Bernier, entre les rues Perron et Cormier "résidentielle, moyenne densité 1" et le résidu soit les terrains compris entre la rue Cormier, l'autoroute 20, la rue Perron et la limite sud-est des terrains en bordure de la rue Ayotte (côté sud-est) "commerce régional et artériel";
- Règlement no. 2357 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier le plan de zonage afin d'éliminer la zone industrielle I02-53, de créer une nouvelle zone résidentielle (H02-53) à même une partie de l'ancienne zone industrielle I02-53 (bande de terrain en bordure de la rue Bernier, entre les rues Perron et Cormier) et d'y permettre la classe d'usages h3, d'agrandir la zone commerciale C02-42 à même le résidu de l'ancienne zone industrielle I02-53 (quadrilatère formé par la rue Cormier, l'autoroute 20, la rue Perron et les terrains au sud-est de la rue Ayotte) et de modifier les grilles des usages et normes en conséquence;
- Règlement no. 2358 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier l'article 5.1.3.5 "accès à la voie publique" pour permettre la possibilité d'avoir un accès commun aux stationnements pour les bâtiments de la classe d'usages h2 ainsi que l'article 6.8 "dispositions particulières applicables aux abords de l'autoroute 20" en changeant la zone I02-53 pour la zone C02-42 relativement à la pente de toiture;

Période de questions

M. Denis Drolet dépose une pétition au Conseil demandant une modification de zonage pour le secteur concerné par le règlement no. 2355.

Les motifs invoqués pour s'objecter à l'adoption dudit règlement sont:

- la circulation;
- la densité;
- la dévaluation des propriétés.

Le souhait formulé par les propriétaires du secteur est de conserver un caractère résidentiel unifamilial.

M. Réal Vaillancourt, propriétaire et promoteur, rappelle qu'à maintes reprises il a demandé de réaliser de la construction unifamiliale, mais que le Comité consultatif d'urbanisme et la Ville ont toujours refusé son projet. Sa dernière demande remonte à environ 2 1/2 mois. Il a donc soumis le projet de triplex de qualité et précise que le tout a été préparé par Daniel Arbour & Associés.

Le maire suppléant Alain Carrier souligne que M. Vaillancourt lui a déjà parlé de ses projets de construction unifamiliale.

Madame la mairesse précise que la réticence de la Ville relève surtout du fait d'adosser de l'unifamilial au boulevard René-Lévesque. Elle confirme également que le projet actuel rencontre les exigences de la réglementation à l'exception des garages et que le permis émis est conforme.

Quelques personnes interviennent et tous maintiennent les mêmes vues.

M. Réal Vaillancourt, pour sa part, rappelle qu'il a fait réaliser des études, que des contrats sont signés, qu'un solage est coulé et qu'il se demande qui assumera ces coûts.

M. Alain Carrier est d'avis qu'il y a matière à discussion et qu'il faudrait évaluer le tout.

M. Réal Vaillancourt est d'accord pour discuter mais il n'assumera plus aucun coût.

Une suggestion au niveau de la circulation ou de l'accès au secteur sera envisagée et vérifiée.

Pour ce qui est de cacher les poteaux électriques, les coûts sont évalués à environ 50 000 $.

Suite à toutes les interventions, le conseiller Jean-Guy Spénard demande si le projet est acceptable, advenant que le problème de circulation soit réglé.

Les propriétaires demandent de se consulter avant.

Madame la mairesse propose une rencontre avec tous les intervenants dans un délai d'une semaine. Elle propose également que le règlement no. 2355 soit adopté, mais que les avis soient suspendus tant et aussi longtemps qu'une rencontre n'aura pas été tenue de façon à ne pas retarder le projet indûment.

Les propriétaires acceptent ce principe.

751/8/94 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Greffière.

Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
36
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

1er août 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 1er août 1994 à 19h30, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et environnement urbain
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques
Mme Anik Bonvouloir, urbaniste

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

752/8/94 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

Madame la mairesse explique la procédure de consultation publique édictée par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et précise la nature et l'objet des projets de règlements suivants:

- Règlement no. 2354 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier le plan de zonage afin de créer une nouvelle zone industrielle à même une partie de la zone industrielle I02-41 et de modifier les grilles des usages et normes en conséquence;
- Règlement no. 2359 créant un nouveau règlement municipal relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale visant à soumettre à des objectifs et critères particuliers l'implantation, l'architecture extérieure et l'aménagement des terrains dans le cas d'un nouveau bâtiment ou de la modification d'un bâtiment existant;

INITIALES DE LA MAIRESSE
37
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

- Règlement no. 2360 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier les normes d'implantation applicables aux bâtiments de types duplex et triplex dans le secteur délimité approximativement par le Chemin du Golf, le boulevard des Ormes, la rue des Châtaigniers et l'avenue Plamondon.

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

753/8/94 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Greffière.

Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
38
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

1er août 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 1er août 1994 à 19h40, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras**; cette séance étant l'ajournement de la séance spéciale prévue le 25 juillet 1994 à 18h15.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et environnement urbain
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

754/8/94 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

755/8/94 - Offre de vente à la compagnie Les Hebdos Unimédia

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville soumette une offre de vente à la compagnie Les Hebdos Unimédia, division du Groupe Unimédia Inc., relative à des parties du lot 166A et une partie du lot 164 du cadastre du Canton de Grantham de la circonscription foncière de Drummond.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉ

756/8/94 - **Vente d'un terrain industriel à Les Hebdos Unimédia - Division du groupe Unimédia inc.**

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie Les Hebdos Unimédia - Division du groupe Unimédia inc. une partie du lot 164 et des parties du lot 166A du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 5 096 mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Yves Noël en date du 4 juillet 1994 (numéro de répertoire: 4236 - numéro de minute: 7260), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

Cette vente est faite pour le prix de quinze mille trois cent cinquante-neuf dollars (15 359,00 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire Gérard Fradet et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "B".

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉ

757/8/94 - **Mandat à Daniel Arbour & Associés - Révision du plan d'urbanisme**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Daniel Arbour & Associés aux fins de procéder à la révision et à l'harmonisation du plan d'urbanisme de la nouvelle Ville de Drummondville.

Les honoraires professionnels sont évalués à environ 41 000 $, le tout selon l'offre de services soumise aux autorités municipales.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents audit mandat.

Madame la mairesse demande le vote sur cette proposition.

Votent POUR	Votent CONTRE
M. Pierre-Yvan Aubé	M. Alain Carrier
M. Réal Jean	Me Céline Trottier
M. Jean-Guy Spénard	M. Réal Sawyer
M. Gilles Fontaine	M. Robert Lafrenière
M. Réjean Gosselin	M. Luc Teasdale
Mme Réjeanne Viens	M. Denis Savoie
	M. Guy Dubreuil
	M. Guy Drouin

La proposition est réputée rejetée.

758/8/94 - **Autorisation à Me Céline Trottier de siéger au c.a. de la FCM**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le maire suppléant Alain Carrier, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise la conseillère Céline Trottier à siéger au sein du conseil national d'administration de la Fédération canadienne des municipalités et à participer aux différentes réunions de la Fédération, le tout aux frais de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

759/8/94 - **Subvention de 500 $ - Comptoir familial de Drummondville-Sud**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 500 $ au Comptoir familial de Drummondville-Sud à titre de subvention 1994.

ADOPTÉ

760/8/94 - **Adoption du règlement no. 2355 - Zonage**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2355 a été donné (réf: 687/7/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no. 2355 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier la grille des usages et normes de la zone résidentielle H01-43 afin de rajouter deux (2) dispositions spéciales pour la classe d'usages h2 relatives aux garages privés et à la marge de recul avant pour un lot transversal.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et majoritairement résolu que ce règlement soit adopté.

Madame la mairesse demande le vote sur cette proposition.

Votent POUR	Votent CONTRE
M. Pierre-Yvan Aubé	M. Alain Carrier
M. Guy Drouin	M. Luc Teasdale
M. Guy Dubreuil	
M. Gilles Fontaine	
M. Réjean Gosselin	
M. Réal Jean	
M. Robert Lafrenière	
M. Denis Savoie	
M. Réal Sawyer	
M. Jean-Guy Spénard	
Me Céline Trottier	
Mme Réjeanne Viens	

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2355.

761/8/94 - **Adoption du règlement no. 2356 - Plan d'urbanisme**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2356 a été donné (réf: 690/7/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no. 2356 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080 dans le but de modifier l'affectation du sol du quadrilatère formé par l'autoroute 20, la rue Perron, la rue Bernier et la rue Cormier actuellement de type "industriel de prestige" pour rendre l'affectation des terrains en bordure de la rue Bernier, entre les rues Perron et Cormier "résidentielle, moyenne densité 1" et le résidu soit les terrains compris entre la rue Cormier, l'autoroute 20, la rue Perron et la limite sud-est des terrains en bordure de la rue Ayotte (côté sud-est) "commerce régional et artériel".

INITIALES DE LA MAIRESSE
41
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2356 et ce de 9 heures à 19 heures le 23 août 1994.

762/8/94 - **Adoption du règlement no. 2357 - Zonage**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2357 a été donné (réf: 693/7/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no. 2357 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier le plan de zonage afin d'éliminer la zone industrielle I02-53, de créer une nouvelle zone résidentielle (H02-53) à même une partie de l'ancienne zone industrielle I02-53 (bande de terrain en bordure de la rue Bernier, entre les rues Perron et Cormier) et d'y permettre la classe d'usages h3, d'agrandir la zone commerciale C02-42 à même le résidu de l'ancienne zone industrielle I02-53 (quadrilatère formé par la rue Cormier, l'autoroute 20, la rue Perron et les terrains au sud-est de la rue Ayotte) et de modifier les grilles des usages et normes en conséquence.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

763/8/94 - **Adoption du règlement no. 2358 - Zonage**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2358 a été donné (réf: 696/7/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no. 2358 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier l'article 5.1.3.5 "accès à la voie publique" pour permettre la possibilité d'avoir un accès commun aux stationnements pour les bâtiments de la classe d'usages h2 ainsi que l'article 6.8 "dispositions particulières applicables aux abords de l'autoroute 20" en changeant la zone I02-53 pour la zone C02-42 relativement à la pente de toiture.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2358 et ce de 9 heures à 19 heures le 23 août 1994.

INITIALES DE LA MAIRESSE

42

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

764/8/94 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Greffière.

Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
43
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

1er août 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 1er août 1994 à 19h45, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et environnement urbain
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

765/8/94 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

766/8/94

1- **TRAVAUX PUBLICS 1994 - RÉFECTION DE RUES (DOSSIER NO. ME94DR01)**
(Soumissions ouvertes le 1er août 1994)

Soumissionnaires	Prix (taxes incl.)
. R. GUILBEAULT CONSTRUCTION INC. 805 boulevard Lemire Drummondville	507 340,09 $
. LACBEC INC. 1093 Principale, C.P. 129 Wickham	513 867,53 $

. SINTRA INC. (RÉGION CENTRE DU QUÉBEC) 523 130,47 $
911 St-Mathieu
N.D. Bon-Conseil

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la soumission de **R. Guilbeault Construction Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme, le tout conditionnellement à l'approbation du règlement par le ministère des Affaires municipales.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

767/8/94

2- **TRAVAUX PUBLICS 1994 - RECONSTRUCTION DE RUE - BORDURES DE BETON ET PAVAGE (DOSSIER NO. ME94DR01) - (Soumissions ouvertes le 1er août 1994)**

Soumissionnaires	Prix (taxes incl.)
. LA CIE DE PAVAGE D'ASPHALTE BEAVER Division du Groupe Devesco Ltée 5250 Amiens Montréal-Nord	666 755,94 $
. R. GUILBEAULT CONSTRUCTION INC. 805 boulevard Lemire Drummondville	629 691,83 $
. SINTRA INC. (RÉGION CENTRE DU QUÉBEC) 911 St-Mathieu N.D. Bon-Conseil	592 179,69 $

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la soumission de **Sintra Inc. (Région Centre du Québec)** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme, le tout conditionnellement à l'approbation du règlement par le ministère des Affaires municipales.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

768/8/94

3- **TRAVAUX PUBLICS 1994 - AQUEDUC, ÉGOUTS, FONDATIONS DE RUE, BORDURES ET PAVAGE (DOSSIER NO. AE94DR03) - (Soumissions ouvertes le 28 juillet 1994)**

Soumissionnaires	Prix (taxes incl.)
. R. GUILBEAULT CONSTRUCTION INC. 805 Boulevard Lemire Drummondville	910 446,01 $
. LACBEC INC. 1093 Principale, C.P. 129 Wickham	967 052,33 $
. LES ENTREPRISES CAMVRAC INC. 389 Notre-Dame N.D. Bon-Conseil	688 722,00 $
. SINTRA INC. (RÉGION CENTRE DU QUÉBEC) 911 St-Mathieu N.D. Bon-Conseil	854 572,48 $

. CIE DE PAVAGE D'ASPHALTE BEAVER INC. DIVISION DU GROUPE DEVESCO LTÉE 5250 Amiens Montréal-Nord	1 164 334,25 $ (soumission reçue après 14h00)

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la soumission de **Les Entreprises Camvrac Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme, le tout conditionnellement à l'approbation du règlement par le ministère des Affaires municipales.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

769/8/94

4- **TRAVAUX PUBLICS 1994 - RÉFECTION DE TROTTOIRS**
(Soumissions ouvertes le 28 juillet 1994)

Soumissionnaires	Prix (taxes incl.)
. LAVALLÉE & FRERES LTÉE 116 Avenue des Terrasses Auteuil - Laval	558 191,47 $
. CONSTRUCTION T.C.L. (1990) INC. 4115 Boulevard Sainte-Anne Beauport	558 459,84 $
. LES CONSTRUCTIONS R.C.R. INC. 1054 Boulevard St-Joseph Québec	533 409,68 $
. LAMBERT & GRENIER INC. 1244 Chemin Quatre-Saisons N.D. Bon-Conseil	537 637,41 $
. LAVAL CONSTRUCTION ENR. 8090 Boyer Québec	552 953,19 $
. SINTRA INC. (RÉGION CENTRE DU QUÉBEC) 911 St-Mathieu N.D. Bon-Conseil	569 672,44 $

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la soumission de **Les Constructions R.C.R. Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme, le tout conditionnellement à l'approbation du règlement par le ministère des Affaires municipales.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

770/8/94 - **Dérogation mineure - Immeuble situé au 131 St-Georges**

Considérant qu'une demande de dérogation mineure a été dûment présentée pour l'immeuble situé au 131 rue St-Georges;

Considérant que cette dérogation mineure concerne la largeur minimale exigée pour la voie d'accès au stationnement arrière projeté pour ce bâtiment;

INITIALES DE LA MAIRESSE
46
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Considérant que la voie d'accès actuelle dudit immeuble a présentement environ trois virgule cinq mètres (3,5 m) de largeur;

Considérant que la norme minimale prévue à la réglementation pour une voie d'accès est de cinq mètres (5 m);

Considérant que le requérant est dans l'impossibilité de se conformer puisque le ministère des Affaires culturelles exige que la voie d'accès dudit immeuble demeure telle qu'elle est actuellement;

Considérant que cette demande de dérogation mineure favorise le maximum de préservation des arbres et permet une meilleure mise en valeur du bâtiment;

Considérant que cette dérogation mineure ne porte pas préjudice aux droits de jouissance des propriétés voisines;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu d'accorder la dérogation mineure demandée pour l'immeuble situé au 131 rue St-Georges et qui consiste à permettre que la largeur de la voie d'accès menant au stationnement arrière projeté demeure telle qu'elle est actuellement, soit environ trois virgule cinq mètres (3,5 m), plutôt qu'à cinq mètres (5 m), tel que prescrit à la réglementation municipale actuelle.

ADOPTÉ

771/8/94 - **Dérogation mineure - Immeuble situé au 51 - 17e Avenue**

Considérant qu'une demande de dérogation mineure a été dûment présentée pour l'immeuble situé au 51 - 17e Avenue;

Considérant que cette dérogation mineure concerne la diminution d'une marge latérale prescrite pour la résidence unifamiliale isolée localisée sur ce terrain;

Considérant que la résidence en question est construite depuis 1969;

Considérant qu'à cette époque, un certificat démontrant l'implantation projetée de la future construction n'était pas exigé;

Considérant que la transaction immobilière de ladite résidence entraîna la réalisation d'un certificat de localisation;

Considérant que ledit certificat de localisation démontre que les marges latérales ne respectent pas les marges à respecter mentionnées sur le permis de construction émis à cette époque;

Considérant qu'une dérogation mineure est nécessaire pour corriger la situation, soit la marge latérale gauche (côté nord) qui doit être de deux virgule quarante-deux mètres (2,42 m) plutôt que d'un virgule soixante-quatorze mètre (1,74 m), puisque la somme des deux (2) marges latérales doit, selon la réglementation actuelle, avoir un minimum de trois virgule cinq mètres (3,5 m);

Considérant que le requérant est dans l'impossibilité de se conformer;

Considérant que cette dérogation mineure ne porte pas préjudice aux droits de jouissance des propriétés voisines;

Considérant que les travaux ont été réalisés de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu d'accorder la dérogation mineure demandée pour l'immeuble situé au 51 - 17e Avenue et qui consiste à permettre que la marge latérale gauche (côté nord) du bâtiment soit de un virgule soixante-quatorze (1,74 m) plutôt que de deux virgule quarante-deux mètres (2,42 m), tel que prescrit à la réglementation municipale actuelle.

ADOPTÉ

772/8/94 - **Acte de droit de superficie à intervenir avec M. Michel Fréchette et Mme Lyne Mathieu Fréchette (Partie du boul. Mercure)**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte à intervenir avec M. Michel Fréchette et Mme Lyne Mathieu Fréchette et établissant un droit de superficie sur une partie du boulevard Mercure (sans désignation cadastrale), le tout tel que montré à la description technique préparée par l'arpenteur-géomètre Yves Noël en date du 17 mars 1994 (numéro de répertoire: 4296 - numéro de minute: 7169) et annexée à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

ADOPTÉ

773/8/94 - **Tenue du Tournoi des Champions - Drummondville Olympique**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Association du baseball mineur de Drummondville, le Tournoi de baseball Pee-Wee Cascades et le Drummondville Olympique à tenir le Tournoi des Champions les 1, 2, 3 et 4 septembre 1994 sur différents terrains de balle de la Ville, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

La Ville autorise également le Drummondville Olympique à solliciter des permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉ

774/8/94 - **Adoption du règlement no. 2354 - Zonage**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2354 a été donné (réf: 709/7/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no. 2354 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier le plan de zonage afin de créer une nouvelle zone industrielle à même une partie de la zone industrielle I02-41 et de modifier les grilles des usages et normes en conséquence.

Il est proposé par le conseiller Réjean Gosselin, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2354 et ce de 9 heures à 19 heures le 23 août 1994.

775/8/94 - **Adoption du règlement no. 2359 - P.I.I.A.**

Lecture est donnée du règlement no. 2359 créant un nouveau règlement municipal relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale visant à soumettre à des objectifs et critères particuliers l'implantation, l'architecture extérieure et l'aménagement des terrains dans le cas d'un nouveau bâtiment ou de la modification d'un bâtiment existant.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

776/8/94 - **Adoption du règlement no. 2360 - Zonage**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2360 a été donné (réf: 713/7/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no. 2360 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier les normes d'implantation applicables aux bâtiments de types duplex et triplex dans le secteur délimité approximativement par le Chemin du Golf, le boulevard des Ormes, la rue des Châtaigniers et l'avenue Plamondon.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Luc Teasdale, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2360 et ce de 9 heures à 19 heures le 23 août 1994.

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

777/8/94 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Greffière

Mairesse

INITIALES DE LA MAIRESSE
49
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

22 août 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 22 août 1994 à 19h15, **sous la présidence du maire suppléant, M. Alain Carrier**; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Odette Bélanger Marcotte
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et environnement urbain
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques
Mme Anik Bonvouloir, urbaniste

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Monsieur le maire suppléant déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

778/8/94 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

Monsieur le maire suppléant explique la procédure de consultation publique édictée par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et précise la nature et l'objet du projet de règlement no. 2361 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but d'ajouter à la grille des usages et normes de la zone I02-46, en tant qu'usage spécifiquement permis, les établissements relatifs à la conception de journaux, magazines et autres publications incluant les aires de bureaux (administration et services aux clients) et les aires de distribution qui y sont afférentes.

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

INITIALES DE LA MAIRESSE
50
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

779/8/94 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Thérèse Lapointe
Greffière

Maire suppléant.

INITIALES DE LA MAIRESSE
51
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

22 août 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 22 août 1994, **sous la présidence du maire suppléant Alain Carrier**; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no. 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Odette Bélanger Marcotte
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et environnement urbain
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Monsieur le maire suppléant déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

Le maire suppléant Alain Carrier offre de sincères condoléances à la famille de M. Roger Bourgeois, à l'occasion du décès de son fils Gilbert Bourgeois.

780/8/94 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Luc Teasdale, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel, après y avoir ajouté l'item suivant:

55A. Transport en commun (M. Réal Jean).

ADOPTÉ

781/8/94 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 18 juillet 1994

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 18 juillet 1994 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

782/8/94 - **Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 25 juillet 1994**

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 25 juillet 1994 à 18h00 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

783/8/94 - **Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 25 juillet 1994**

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 25 juillet 1994 à 18h15 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

784/8/94 - **Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 1er août 1994**

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 1er août 1994 à 17h45, cette séance étant l'ajournement de la séance spéciale prévue le 25 juillet 1994 à 18h00, et que tout semble conforme, il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

785/8/94 - **Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 1er août 1994**

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 1er août 1994 à 19h30 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

786/8/94 - **Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 1er août 1994**

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 1er août 1994 à 19h40, cette séance étant l'ajournement de la séance spéciale prévue le 25 juillet 1994 à 18h15, et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

787/8/94 - **Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 1er août 1994**

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 1er août 1994 à 19h45 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

788/8/94

1- **LOCATION-ACHAT D'UNE NIVELEUSE AUTOMOTRICE NEUVE 1994 (TP-94-09)**
(Soumissions ouvertes le 10 août 1994)

Soumissionnaires	Achat-Location (5 ans)	
. LES INDUSTRIES WAJAX LIMITÉE 1100 Norman Lachine	164 318 $	4 000,96 $/mois
. ÉQUIPEMENT CLAUDE BÉLANGER INC. 1800 boul. Taschereau Ville Lemoyne	192 500 $	4 700,96 $/mois
. M.C. ÉQUIPEMENT INC. 2000 Sidbec Trois-Rivières Ouest	188 000 $	4 590,20 $/mois

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la soumission de **M.C. Équipement Inc.**, au montant de 188 000 $ avec une mensualité sur cinq ans de 4 590,20 $, soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat de location-achat avec la firme précitée pour une niveleuse automotrice neuve 1994, le tout conditionnellement à l'approbation de l'engagement de crédit sur une période de 5 ans par le ministère des Affaires municipales.

ADOPTÉ

789/8/94

2- **LOCATION DE BOUTEURS POUR LES DÉPOTOIRS A NEIGE - HIVER 1994-1995**
(Soumissions ouvertes le 8 juillet 1994)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Denis Larocque, directeur du Service des travaux publics, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A")

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que les soumissions suivantes soient retenues, étant les plus basses soumissions conformes:

- **R. Guilbeault Construction Inc. à 90,85 $ l'heure**
- **F. Majeau et Fils Inc. à 74,00 $ l'heure.**

ADOPTÉ

790/8/94

3- **LOCATION D'UN CHARGEUR SUR ROUES - HIVER 1994-1995**
(Soumissions ouvertes le 8 juillet 1994)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Denis Larocque, directeur du Service des travaux publics, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A")

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que la soumission de **R. Guilbeault Construction Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉ

791/8/94

4- **ÉCLAIRAGE DU PARC LINÉAIRE LA VOLIERE**
(Soumissions ouvertes le 15 novembre 1993)

Considérant que l'ex-municipalité de Grantham a procédé à l'ouverture de 2 soumissions pour l'installation de lampadaires dans le parc linéaire La Volière;

Considérant que la soumission comportait deux (2) options, soit: Option A - modèle L 20 et Option B - modèle LL HX;

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la soumission de **Paul Savard Ent. Elect. Inc.**, au montant de 32 809,89 $ (Option A - modèle L 20), soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

792/8/94

5- **OPÉRATION DE LA FOURRIERE MUNICIPALE (1er sept. 1994 au 1er sept. 1996)**
(SOUMISSION OUVERTE LE 19 AOUT 1994)

Soumissionnaire: Mme Solange Picotin
660 boulevard St-Joseph Ouest
Drummondville

Tous les frais suivants sont chargés au gardien d'un animal:

1.	- Licence pour chien.....	20,00 $
	- Remplacement du médaillon abîmé ou perdu.....	5,00 $
2.	Frais de capture (lorsque l'animal est remis à son propriétaire).....	25,00 $
3.	Frais de pension (lorsque l'animal est remis à son propriétaire).....	7,00 $/jour
4.	Frais pour euthanasie (lorsque demandé par le propriétaire).....	20,00 $
5.	Disposition d'un animal mort (si demande formulée par un citoyen propriétaire de l'animal)..	20,00 $

Il est proposé par le conseiller Réal Sawyer, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la soumission de **Mme Solange Picotin** soit acceptée, étant la seule soumission reçue conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le soumissionnaire.

ADOPTÉ

Le maire suppléant Alain Carrier confirme que seuls les propriétaires d'animaux défraieront des coûts quant à la fourrière municipale.

793/8/94

6- ACQUISITION D'UN SYSTEME DE BILLETTERIE INFORMATISÉ AU CENTRE MARCEL DIONNE - (Soumission ouverte le 12 août 1994)

Soumissionnaire	Prix (taxes incl.)
. S.M.D. INFORMATIQUE INC. 193 Lindsay Drummondville	29 879,00 $

Attendu que la compagnie Le 9e Bit Inc. n'a pas soumissionné et a informé la Ville qu'elle ne peut fournir le logiciel demandé;

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la soumission de **S.M.D. Informatique Inc.**, au montant de 29 879,00 $, soit retenue, étant la seule soumission reçue conforme.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres provenant de:

. Commission municipale du Québec (demande d'exemption de taxes du Réseau d'aide Le Tremplin Inc.)
. Ministère des Transports (cession par le ministère des droits de gestion de tous les non-accès le long des routes appartenant à la Ville)
. Résidents des rues Lindsay, Des Écoles, Girard, St-Jean et St-Édouard (Signature d'une pétition - opposition à une demande de permis pour un bar avec danse et spectacle au 457 Lindsay).

La greffière fait également mention de lettres de remerciements reçues de différents organismes.

Le maire suppléant Alain Carrier informe les membres du Conseil de la réception d'une lettre de la Société d'Agriculture du District de Drummond concernant son futur déménagement. Une rencontre est prévue d'ici quelques jours avec les parties concernées.

794/8/94 - **Acceptation des comptes**

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 18 juillet au 22 août 1994, lesquels comptes totalisent la somme de 2 995 519,22 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

Le conseiller Denis Savoie fait allusion au compte de l'étude Ogilvy, Renault, avocats, au montant de 3 539,12 $. Il est d'avis que la Ville n'avait pas à dépenser cette somme puisque le contrat qui la liait au chef de police était clair. Il fait lecture de certains articles du contrat de travail et si le Comité du personnel était de bonne foi en 1990 et que, depuis, certaines modifications étaient souhaitées, il aurait fallu négocier.

Le conseiller Jean-Guy Spénard rappelle que le montant de 3 539,12 $ équivaut à 3 000 $ d'honoraires, auxquels s'ajoutent des frais et des taxes. Le mandat a été accordé pour obtenir une interprétation indépendante du contrat, et selon lui, il n'y a pas d'erreur d'une part ou de l'autre.

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé confirme que le Comité du personnel avait négocié ledit contrat et que toutes les parties étaient de bonne foi.

Le maire suppléant Alain Carrier informe la population qu'il a personnellement demandé 2 avis juridiques et à la lueur de ces avis, le chef de police avait le droit de se servir de son véhicule. Mme Francine Ruest-Jutras et le Comité du personnel ont convenu de demander un avis juridique à Ogilvy Renault et aujourd'hui, le dossier est réglé.

Le conseiller Guy Drouin mentionne qu'il était d'accord avec le mandat accordé à Ogilvy Renault et qu'il fallait que le Conseil se fasse une idée et qu'une solution soit trouvée.

795/8/94 - **Mandat à la firme Environnement Conseil B.G.A. Inc. - Révision du plan d'urbanisme**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Environnement Conseil B.G.A. Inc. aux fins de procéder à la révision et à l'harmonisation du plan d'urbanisme de la nouvelle Ville de Drummondville.

Les honoraires professionnels sont évalués à environ 41 000 $, le tout selon l'offre de services soumise aux autorités municipales.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents audit mandat.

ADOPTÉ

796/8/94 - **Signature de l'avenant no. 8 de la police d'assurance émise par Zurich du Canada**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville l'avenant no. 8 de la police d'assurance 20584 émise par Zurich du Canada et relatif à une augmentation de la franchise en cas d'inondation à l'usine de filtration. En vertu de cet avenant, la franchise passe de 25 000 $ à 100 000 $.

ADOPTÉ

797/8/94 - **Appui à la demande formulée par M. Gilles Rodier auprès de la C.P.T.A.Q. (enlèvement de sol arable sur les lots 115 et 117 Ptie)**

Attendu que la Loi sur la Protection du Territoire Agricole du Québec énonce qu'une municipalité doit faire connaître son avis suite à la formulation d'une demande;

Attendu que M. Léo Rodier est propriétaire des lots 115 Ptie et 117 Ptie du cadastre du Canton de Grantham;

Attendu que Cotev Inc. a déposé une demande de permis pour l'enlèvement de sol arable auprès de la C.P.T.A.Q.;

Attendu que, conformément à la Loi, plus précisément à l'article 62 de la Loi sur la Protection du Territoire Agricole du Québec, les autorités municipales ont analysé la demande et que l'objet de celle-ci ne semble pas contrevenir à aucune réglementation municipale;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Réjean Gosselin, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande formulée par M. Gilles Rodier de Cotev Inc. pour l'enlèvement de sol arable sur une partie des lots 115 et 117 du cadastre du Canton de Grantham, compte tenu que la réglementation municipale (règlement de zonage no. 6-90) n'interdit pas ce genre d'activités.

ADOPTÉ

798/8/94 - Tenue d'un bazar - l'A.D.I.S.E.P. Drummond Inc.

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise l'A.D.I.S.E.P. Drummond Inc. - Association de familles monoparentales à tenir un bazar le 10 septembre 1994 dans la cour avant de l'Édifice La Source situé au 1150 rue Goupil.

ADOPTÉ

799/8/94 - **Demande au ministère des Transports - Installation d'une conduite d'égouts domestique et pluvial (boul. St-Joseph Ouest)**

Il est proposé par le conseiller Réjean Gosselin, appuyé par le conseiller Luc Teasdale, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville demande au ministère des Transports du Québec l'autorisation d'installer une conduite d'égouts domestique et pluvial sur le boulevard St-Joseph Ouest, entre les rues Bonneville et Lapéro (travaux prévus au règlement no. 2350).

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉ

800/8/94 - **Demande au M.L.C.P. - Permission de pêcher sur la glace de la rivière St-François**

Considérant que la Ville de Drummondville a adopté le 6 juin 1994 une résolution demandant de motiver l'interdiction émise par le Service de l'aménagement de l'exploitation et de la faune de pêcher sur la glace de la rivière St-François durant l'hiver 1993/1994;

Considérant que le Service de l'aménagement de l'exploitation et de la faune dans sa lettre du 18 juillet 1994 mentionnait que la raison de son interdiction de pêcher sur la glace était due à l'absence d'achalandage;

Considérant que la pêche sur la glace permettra d'attirer de nouveaux adeptes;

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville demande au ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche de permettre la pêche sur la glace dès la saison 1994/1995, compte tenu du nombre d'adeptes qui pratiquent ce sport.

ADOPTÉ

801/8/94 - Amendements au règlement no. 2350 (secteur Lapéro-Lemaire)

A la demande du ministère des Affaires municipales, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que le règlement no. 2350 décrétant l'exécution de travaux dans le secteur Lapéro-Lemaire, soit amendé comme suit:

1° A l'article 1

en remplaçant "datés du 27 janvier 1994" par "datés de avril 1994 (1 feuillet - station de pompage) et du 27 janvier 1994 (7 feuillets)";

2° A l'article 4

en enlevant "en séries de cinq (5) ans";

3° A l'article 10

au 1er paragraphe, en remplaçant "66 2/3 %" par "6 2/3 %";

au 2e paragraphe, en remplaçant "66 2/3 %" par "60 %";

4° A l'article 11

en remplaçant au complet le texte de cet article par le texte suivant:

" Tout propriétaire sur l'immeuble duquel une taxe est imposée en vertu de l'article 10 peut en être exempté en payant en un seul versement la part du capital qui à l'échéance de l'emprunt aurait été fournie par la taxe imposée sur son immeuble. Ce paiement doit être fait avant la publication de l'avis visé à l'article 554 de la Loi sur les Cités et Villes ou avant que le ministre des Affaires municipales n'accorde l'autorisation visée au quatrième alinéa dudit article 554 ou l'approbation visée à l'article 563.1 de ladite Loi.

Tout propriétaire sur l'immeuble duquel une taxe est imposée en vertu de l'article 10 et qui ne se prévaut pas du premier alinéa doit payer ladite taxe par paiement réparti sur une période de dix (10) ans, incluant capital et intérêts, et facturée sur le compte annuel de taxes de la Ville de Drummondville. "

ADOPTÉ

802/8/94 - **Mandat à l'Union des municipalités du Québec pour l'adhésion au groupe de partageurs**

Vu la proposition de l'Union des municipalités du Québec de procéder, au nom des municipalités intéressées, à la formation d'un groupe de partageurs;

Vu l'article 29.9.1 de la Loi sur les Cités et Villes;

Attendu que la Ville de Drummondville désire adhérer au groupe de partageurs formé par l'Union des municipalités du Québec;

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard,
appuyé par le conseiller Réjean Gosselin,
et unanimement résolu:

1° QUE la Ville de Drummondville accepte de se joindre au groupe de partageurs formé par l'Union des municipalités du Québec afin de bénéficier des rabais du service Avantage Privilège fournis et facturés par Bell Québec;

2° QUE la Ville de Drummondville confie à l'Union des municipalités du Québec le mandat d'agir à titre d'administrateur du groupe de partageurs et l'autorise à traiter toutes les questions d'ordre administratives concernant le groupe et à agir au nom des membres du groupe pour tout ce qui touche le service Avantage Privilège fourni par Bell Québec;

3° QUE la Ville de Drummondville s'engage à agir en conformité au document "Groupe partageurs" soumis au Conseil lors de cette réunion;

4° QUE la Ville de Drummondville consente, en considération des services rendus par l'Union des municipalités du Québec, à verser à l'Union des frais administratifs de 25,00 $ annuellement;

5° QUE copie de la présente résolution et du relevé des numéros de compte soient transmis à l'Union des municipalités du Québec.

ADOPTÉ

803/8/94 - Emprunt de 45 000 $ au fonds de roulement

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville emprunte une somme de 45 000 $ à son fonds de roulement pour l'achat d'un système informatique de billetterie au Centre Marcel Dionne et pour des travaux de pavage sur la rue St-Laurent.

INITIALES DE LA MAIRESSE
59
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Cet emprunt est remboursable sur une période de 5 ans et de la façon suivante:

9 000 $ en 1995
9 000 $ en 1996
9 000 $ en 1997
9 000 $ en 1998
9 000 $ en 1999.

Le conseiller Denis Savoie enregistre sa dissidence quant à la période de remboursement.

ADOPTÉ

804/8/94 - **Tenue d'un défilé de voitures modifiées - Pavillon Thématique et Multifonctionnel (V.Q.A.) Inc.**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise le Pavillon Thématique et Multifonctionnel (V.Q.A.) Inc. à tenir un défilé de voitures modifiées dans les rues de la Ville le 3 septembre 1994, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉ

805/8/94 - **Embauche de brigadiers(ères) adultes pour l'année scolaire 1994-95**

Il est proposé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, appuyé par le conseiller Luc Teasdale, et unanimement résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant soit par la présente autorisé(e) à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente contractuelle avec les brigadiers(ères) adultes pour l'année scolaire 1994-1995.

Les brigadiers(ères) scolaires engagés par la présente sont ceux dont le nom apparaît à la liste annexée pour en faire partie intégrante.

Les conditions d'embauche sont celles prévues au contrat annexé à la présente pour en faire partie intégrante.

ADOPTÉ

806/8/94 - **Subvention de 400 $ - Association Canadienne des Dons d'Organes**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Luc Teasdale, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 400 $ à l'Association Canadienne des Dons d'Organes, à titre de subvention 1994.

ADOPTÉ

807/8/94 - **Subvention de 500 $ au Drummondville Olympique - Sébastien Groulx, haltérophile**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 500 $ au Drummondville Olympique (Drummond Sports Inc.) pour l'attribution d'une bourse à M. Sébastien Groulx, membre du Club d'Haltérophilie Les Voltigeurs de Drummondville, et ce dans le cadre du programme de soutien aux athlètes d'élite.

ADOPTÉ

808/8/94 - **Dépôt du procès-verbal (17/8/94) - C.C.U.**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 17 août 1994 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉ

809/8/94 - **Acceptation de plans finals suite à certains changements lors de la réfection de bâtiments (185, 191, 195 Heriot) - P.I.I.A.**

Considérant qu'une demande de changements sur les plans finals de la rénovation en cours des bâtiments situés aux 185, 191 et 195 Heriot, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que des plans ont déjà été déposés et acceptés par les membres du Comité consultatif d'urbanisme en septembre 1993 et mars 1994;

Considérant que lors des travaux de rénovation, certaines modifications ont dû être apportées;

Considérant que lesdites modifications sont justifiables et ne compromettent pas l'ensemble du projet;

Considérant que les nouveaux plans soumis s'inscrivent bien dans une intégration du milieu existant;

Considérant que la rénovation améliore grandement le secteur;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville accepte les plans finals réalisés par M. Denis Baril, architecte (numéro de dossier 93-1084), ainsi que ceux de la façade des bâtiments de Reitmans et Grenier Chaussures donnant sur la rue Brock, révisés le 7 mai 1994 par M. Denis Chamberland, technicien en architecture, pour la rénovation des trois (3) bâtiments sis aux 185 Heriot/108 Cockburn, 191 Heriot et 195 Heriot dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉ

Rapport mensuel du Service de planification du territoire - Construction

Le conseiller Gilles Fontaine résume la situation de l'habitation pour le mois de juillet 1994 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 1993.

810/8/94 - **Autorisation au maire suppléant de participer au congrès de l'U.M.R.C.Q.**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que le maire suppléant soit autorisé à participer au congrès de l'U.M.R.C.Q. qui se tiendra à Montréal les 22, 23 et 24 septembre 1994.

ADOPTÉ

811/8/94 - **Mandat à Me Sylvie Smith - Acte de correction de l'entente intervenue avec les Résidences l'Ermitage Inc.**

Il est proposé par le conseiller Guy Dubreuil, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate Me Sylvie Smith, notaire, aux fins de préparer et rédiger un acte de correction ou un protocole d'entente à intervenir avec Les Résidences l'Ermitage Inc. et/ou son représentant, de façon à modifier les exigences relatives au plan d'ensemble.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tout document à cet effet.

ADOPTÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
61
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

812/8/94 - **Mandat à Me Annie Cusson - Acte d'acquisition du lot 116-68 Ptie (propriété de Succession J.Albert Simard)**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate Me Annie Cusson, notaire, aux fins de préparer et rédiger un acte d'acquisition d'une partie du lot 116-68 du cadastre du Canton de Grantham, propriété actuelle de Succession J.Albert Simard.

Cette acquisition est faite pour et en considération d'une somme de un dollar (1,00 $) payée comptant et sans engagement de la Ville quant à la vocation dudit terrain.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tout document à cet effet.

ADOPTÉ

813/8/94 - **Subvention de 100 $ - Fondation Frederick-George-Heriot**

Il est proposé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ à la Fondation Frederick-George-Heriot, à titre de subvention 1994.

ADOPTÉ

814/8/94 - **Avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas 165 000 $ - Les Jardins du Golf**

Le conseiller Réal Sawyer donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas 165 000 $ afin de permettre la modification d'un projet de construction d'unités résidentielles de trois logements-condomimium, déjà amorcée, en un projet de construction unifamiliale. L'emprunt inclura notamment des frais de démolition ou de relocalisation de certains équipements, de même que le remboursement d'honoraires professionnels et autres sommes déjà déboursées pour la mise en oeuvre du projet en cours.

Le conseiller Gilles Fontaine souligne que la pression globale des gens du secteur peut inciter le Conseil à consentir une modification pour le plan d'ensemble du secteur, mais qu'il n'accepte pas les coûts que l'on veut faire absorber par l'ensemble de la Ville. Selon lui, la Ville n'est pas en cause.

A 20h07, le conseiller Réjean Gosselin quitte son siège.

Le conseiller Denis Savoie résume le dossier et est d'avis que le Conseil doit être à l'écoute des citoyens. Les gens du secteur sont prêts à investir, la Ville doit donc reconnaître la volonté de ces citoyens.

Le conseiller Réjean Gosselin reprend son siège à 20h12.

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé soutient que la Ville n'a aucune responsabilité dans ce dossier mais il est d'avis qu'il faut régler le problème. Par contre, il exprime l'opinion qu'en aucun cas les membres du Comité consultatif d'urbanisme ne doivent être blâmés pour leurs recommandations.

Le conseiller Jean-Guy Spénard quitte la séance à 20h15.

La conseillère Réjeanne Viens endosse les propos du conseiller Aubé, mais elle s'élève contre le montant que la Ville aura à verser.

Le conseiller Réal Jean considère que la Ville crée un précédent en procédant comme ce soir.

Le maire suppléant Alain Carrier confirme que le Conseil, à l'unanimité, est d'accord pour modifier le zonage de façon à ne permettre que de l'unifamilial. Par contre, le fait d'investir des sous a fait reculer certains élus.

Il compare ce dossier à celui de Lapéro-Lemaire où la Ville a investi 30% dans le coût des travaux pour améliorer la qualité de vie du secteur.

Il souligne également que les promoteurs ne sont plus invités aux rencontres du Comité consultatif d'urbanisme.

815/8/94 - **Adoption du projet de règlement no. 2362 - Plan d'urbanisme**

Il est proposé par le conseiller Réjean Gosselin,
appuyé par le conseiller Gilles Fontaine,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no. 2362 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 4-90 dans le but de réduire la densité d'occupation au sol des terrains situés en bordure de la rue St-Onge, entre la rivière St-Germain et la voie ferrée du C.N. de densité moyenne II à densité moyenne I et de modifier l'affectation commerciale des lots 293 et 294 localisés au nord de la voie ferrée du C.N. pour une affectation résidentielle à densité faible, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ

816/8/94 - **Avis de motion d'un règlement (no. 2362)**

La conseillère Odette Bélanger Marcotte donne avis de motion d'un règlement (no. 2362) amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 4-90 dans le but de réduire la densité d'occupation au sol des terrains situés en bordure de la rue St-Onge, entre la rivière St-Germain et la voie ferrée du C.N. de densité moyenne II à densité moyenne I et de modifier l'affectation commerciale des lots 293 et 294 localisés au nord de la voie ferrée du C.N. pour une affectation résidentielle à densité faible.

817/8/94 - **Dispense de lecture du règlement no. 2362**

Il est proposé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2362 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 4-90 dans le but de réduire la densité d'occupation au sol des terrains situés en bordure de la rue St-Onge, entre la rivière St-Germain et la voie ferrée du C.N. de densité moyenne II à densité moyenne I et de modifier l'affectation commerciale des lots 293 et 294 localisés au nord de la voie ferrée du C.N. pour une affectation résidentielle à densité faible, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

818/8/94 - **Adoption du projet de règlement no. 2363 - Zonage**

Il est proposé par le conseiller Luc Teasdale,
appuyé par le conseiller Guy Dubreuil,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no. 2363 amendant le règlement de zonage municipal no. 6-90 dans le but de modifier le plan de zonage afin de créer une zone résidentielle bifamiliale et trifamiliale Rb4-052-6 sur la rue St-Onge (côté nord-est), entre la rivière St-Germain et les lots ayant façade sur la rue Des Grands Ducs, et ceci à même la zone commerciale Cs4-052-5 et d'en fixer les normes qui la réglementeront, soit et est adopté;

INITIALES DE LA MAIRESSE
63
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ

819/8/94 - **Avis de motion d'un règlement (no. 2363)**

Le conseiller Luc Teasdale donne avis de motion d'un règlement (no. 2363) amendant le règlement de zonage municipal no. 6-90 dans le but de modifier le plan de zonage afin de créer une zone résidentielle bifamiliale et trifamiliale Rb4-052-6 sur la rue St-Onge (côté nord-est), entre la rivière St-Germain et les lots ayant façade sur la rue Des Grands Ducs, et ceci à même la zone commerciale Cs4-052-5 et d'en fixer les normes qui la réglementeront.

820/8/94 - **Dispense de lecture du règlement no. 2363**

Il est proposé par le conseiller Luc Teasdale, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2363 amendant le règlement de zonage municipal no. 6-90 dans le but de modifier le plan de zonage afin de créer une zone résidentielle bifamiliale et trifamiliale Rb4-052-6 sur la rue St-Onge (côté nord-est), entre la rivière St-Germain et les lots ayant façade sur la rue Des Grands Ducs, et ceci à même la zone commerciale Cs4-052-5 et d'en fixer les normes qui la réglementeront, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

821/8/94 - **Adoption du projet de règlement no. 2364 - Lotissement**

Il est proposé par le conseiller Réjean Gosselin,
appuyé par le conseiller Luc Teasdale,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no. 2364 amendant le règlement de lotissement municipal no. 7-90 dans le but d'établir des normes de lotissement, soit frontage, profondeur et superficie, pour la nouvelle zone résidentielle Rb4-052-6 située en bordure de la rue St-Onge, côté nord-est, entre la rivière St-Germain et les terrains ayant façade sur la rue Des Grands Ducs, et de modifier les normes de lotissement de l'article 110.1 relatives à la superficie et la profondeur, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ

822/8/94 - **Avis de motion d'un règlement (no. 2364)**

Le conseiller Luc Teasdale donne avis de motion d'un règlement (no. 2364) amendant le règlement de lotissement municipal no. 7-90 dans le but d'établir des normes de lotissement, soit frontage, profondeur et superficie, pour la nouvelle zone résidentielle Rb4-052-6 située en bordure de la rue St-Onge, côté nord-est, entre la rivière St-Germain et les terrains ayant façade sur la rue Des Grands Ducs, et de modifier les normes de lotissement de l'article 110.1 relatives à la superficie et la profondeur.

INITIALES DE LA MAIRESSE
64
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

823/8/94 - **Dispense de lecture du règlement no. 2364**

Il est proposé par le conseiller Luc Teasdale, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2364 amendant le règlement de lotissement municipal no. 7-90 dans le but d'établir des normes de lotissement, soit frontage, profondeur et superficie, pour la nouvelle zone résidentielle Rb4-052-6 située en bordure de la rue St-Onge, côté nord-est, entre la rivière St-Germain et les terrains ayant façade sur la rue Des Grands Ducs, et de modifier les normes de lotissement de l'article 110.1 relatives à la superficie et la profondeur, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

824/8/94 - **Adoption du projet de règlement no. 2365 - Zonage**

Il est proposé par le conseiller Guy Dubreuil,
appuyé par le conseiller Réjean Gosselin,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no. 2365 amendant le règlement de zonage municipal no. 6-90 dans le but de modifier le plan de zonage afin de créer une zone résidentielle bifamiliale et trifamiliale (Rb4-053-3) située de part et d'autre de la rue St-Onge, entre la voie ferrée du C.N. et la limite sud-est des lots ayant façade sur la rue Des Grands Ducs et ceci en annulant la zone commerciale Cs4-052-1 et de fixer les normes qui réglementeront la nouvelle zone résidentielle créée Rb4-053-3, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ

825/8/94 - **Avis de motion d'un règlement (no. 2365)**

Le conseiller Guy Dubreuil donne avis de motion d'un règlement (no. 2365) amendant le règlement de zonage municipal no. 6-90 dans le but de modifier le plan de zonage afin de créer une zone résidentielle bifamiliale et trifamiliale (Rb4-053-3) située de part et d'autre de la rue St-Onge, entre la voie ferrée du C.N. et la limite sud-est des lots ayant façade sur la rue Des Grands Ducs et ceci en annulant la zone commerciale Cs4-052-1 et de fixer les normes qui réglementeront la nouvelle zone résidentielle créée Rb4-053-3.

826/8/94 - **Dispense de lecture du règlement no. 2365**

Il est proposé par le conseiller Guy Dubreuil, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2365 amendant le règlement de zonage municipal no. 6-90 dans le but de modifier le plan de zonage afin de créer une zone résidentielle bifamiliale et trifamiliale (Rb4-053-3) située de part et d'autre de la rue St-Onge, entre la voie ferrée du C.N. et la limite sud-est des lots ayant façade sur la rue Des Grands Ducs et ceci en annulant la zone commerciale Cs4-052-1 et de fixer les normes qui réglementeront la nouvelle zone résidentielle créée Rb4-053-3, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

827/8/94 - **Adoption du projet de règlement no. 2366 (Lotissement)**

Il est proposé par le conseiller Luc Teasdale,
appuyé par le conseiller Réjean Gosselin,
et unanimement résolu:

INITIALES DE LA MAIRESSE
65
INITIALES DE LA GREFFIERE

1° QUE le projet de règlement no. 2366 amendant le règlement de lotissement municipal no. 7-90 dans le but d'établir des normes de lotissement, soit frontage, profondeur et superficie pour la nouvelle zone résidentielle Rb4-053-3 située de part et d'autre de la rue St-Onge, entre la voie ferrée du C.N. et la limite sud-est des terrains ayant front sur la rue Des Grands Ducs, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ

828/8/94 - **Avis de motion d'un règlement (no. 2366)**

Le conseiller Luc Teasdale donne avis de motion d'un règlement (no. 2366) amendant le règlement de lotissement municipal no. 7-90 dans le but d'établir des normes de lotissement, soit frontage, profondeur et superficie pour la nouvelle zone résidentielle Rb4-053-3 située de part et d'autre de la rue St-Onge, entre la voie ferrée du C.N. et la limite sud-est des terrains ayant front sur la rue Des Grands Ducs.

829/8/94 - **Dispense de lecture du règlement no. 2366**

Il est proposé par le conseiller Guy Dubreuil, appuyé par le conseiller Luc Teasdale, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2366 amendant le règlement de lotissement municipal no. 7-90 dans le but d'établir des normes de lotissement, soit frontage, profondeur et superficie pour la nouvelle zone résidentielle Rb4-053-3 située de part et d'autre de la rue St-Onge, entre la voie ferrée du C.N. et la limite sud-est des terrains ayant front sur la rue Des Grands Ducs, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

830/8/94 - **Adoption du projet de règlement no. 2367 (Zonage)**

Il est proposé par le conseiller Luc Teasdale,
appuyé par le conseiller Réjean Gosselin,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no. 2367 amendant le règlement de zonage municipal no. 6-90 dans le but de modifier le plan de zonage afin de créer deux (2) nouvelles zones résidentielles unifamiliales à même toute la zone commerciale Cz4-054 de ce fait annulée et une partie des zones résidentielles Ru4-053 et Ru4-053-1; l'une de ces nouvelles zones porte le numéro Ru4-053-2 (longeant la rivière St-Germain et le boulevard St-Onge) et l'autre le numéro Ru4-054 (longeant la voie ferrée du C.N. côté nord-ouest) et d'en fixer des normes qui les réglementeront, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ

831/8/94 - **Avis de motion d'un règlement (no. 2367)**

Le conseiller Guy Dubreuil donne avis de motion d'un règlement (no. 2367) amendant le règlement de zonage municipal no. 6-90 dans le but de modifier le plan de zonage afin de créer deux (2) nouvelles zones résidentielles unifamiliales à même toute la zone commerciale Cz4-054 de ce fait annulée et une partie des zones résidentielles Ru4-053 et Ru4-053-1; l'une de ces nouvelles zones porte le numéro Ru4-053-2 (longeant la rivière St-Germain et le boulevard St-Onge) et l'autre le numéro Ru4-054 (longeant la voie ferrée du C.N. côté nord-ouest) et d'en fixer des normes qui les réglementeront.

832/8/94 - **Dispense de lecture du règlement no. 2367**

Il est proposé par le conseiller Guy Dubreuil, appuyé par le conseiller Luc Teasdale, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2367 amendant le règlement de zonage municipal no. 6-90 dans le but de modifier le plan de zonage afin de créer deux (2) nouvelles zones résidentielles unifamiliales à même toute la zone commerciale Cz4-054 de ce fait annulée et une partie des zones résidentielles Ru4-053 et Ru4-053-1; l'une de ces nouvelles zones porte le numéro Ru4-053-2 (longeant la rivière St-Germain et le boulevard St-Onge) et l'autre le numéro Ru4-054 (longeant la voie ferrée du C.N. côté nord-ouest) et d'en fixer des normes qui les réglementeront, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

833/8/94 - **Adoption du projet de règlement no. 2368 - Lotissement**

Il est proposé par le conseiller Réjean Gosselin
appuyé par le conseiller Guy Dubreuil
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no. 2368 amendant le règlement de lotissement municipal no. 7-90 dans le but d'établir des normes de lotissement concernant le frontage, la profondeur et la superficie pour les zones résidentielles Ru4-053, Ru4-053-2 et Ru4-054, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ

834/8/94 - **Avis de motion d'un règlement (no. 2368)**

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement 2368 amendant le règlement de lotissement municipal no. 7-90 dans le but d'établir des normes de lotissement concernant le frontage, la profondeur et la superficie pour les zones résidentielles Ru4-053, Ru4-053-2 et Ru4-054.

835/8/94 - **Dispense de lecture du règlement no. 2368**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2368 amendant le règlement de lotissement municipal no. 7-90 dans le but d'établir des normes de lotissement concernant le frontage, la profondeur et la superficie pour les zones résidentielles Ru4-053, Ru4-053-2 et Ru4-054, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

836/8/94 - **Adoption du projet de règlement no. 2369 - Plan d'urbanisme**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière
appuyé par le conseiller Guy Dubreuil
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no. 2369 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080 dans le but de changer l'affectation du sol des lots 17P situés en bordure de la rue St-Georges côté sud-est, entre le pont de la Traverse et la rue Heriot de "résidentielle, faible densité" à "commerce de détail et de service", soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ

837/8/94 - **Avis de motion d'un règlement (no. 2369)**

La conseillère Réjeanne Viens donne avis de motion d'un règlement (no. 2369) amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080 dans le but de changer l'affectation du sol des lots 17P situés en bordure de la rue St-Georges côté sud-est, entre le pont de la Traverse et la rue Heriot de "résidentielle, faible densité" à "commerce de détail et de service".

838/8/94 - **Dispense de lecture du règlement no. 2369**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2369 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080 dans le but de changer l'affectation du sol des lots 17P situés en bordure de la rue St-Georges côté sud-est, entre le pont de la Traverse et la rue Heriot de "résidentielle, faible densité" à "commerce de détail et de service", dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

839/8/94 - **Adoption du projet de règlement no. 2370 - Zonage**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Réjean Gosselin,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no. 2370 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier le plan de zonage afin de changer l'utilisation dominante de la zone résidentielle H06-10 localisée à l'angle est des rues St-Georges et Heriot (52 et 58 rue St-Georges) pour une utilisation commerciale (C06-10), d'y ajouter les classes d'usages h5.1 et c2 et de modifier la grille des usages et normes de la zone H06-10 en changeant l'utilisation dominante, en y ajoutant la nouvelle classe d'usages c2 avec usage spécifique, disposition spéciale et des normes afférentes, ainsi qu'en modifiant une norme aux classes h1 et h2, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ

840/8/94 - **Avis de motion d'un règlement (no. 2370)**

La conseillère Odette Bélanger Marcotte donne avis de motion d'un règlement (no. 2370) amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier le plan de zonage afin de changer l'utilisation dominante de la zone résidentielle H06-10 localisée à l'angle est des rues St-Georges et Heriot (52 et 58 rue St-Georges) pour une utilisation commerciale (C06-10), d'y ajouter les classes d'usages h5.1 et c2 et de modifier la grille des usages et normes de la zone H06-10 en changeant l'utilisation dominante, en y ajoutant la nouvelle classe d'usages c2 avec usage spécifique, disposition spéciale et des normes afférentes, ainsi qu'en modifiant une norme aux classes h1 et h2.

841/8/94 - **Dispense de lecture du règlement no. 2370**

Il est proposé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2370 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier le plan de zonage afin de changer l'utilisation dominante de la zone résidentielle H06-10 localisée à

INITIALES DE LA MAIRESSE
68
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

l'angle est des rues St-Georges et Heriot (52 et 58 rue St-Georges) pour une utilisation commerciale (C06-10), d'y ajouter les classes d'usages h5.1 et c2 et de modifier la grille des usages et normes de la zone H06-10 en changeant l'utilisation dominante, en y ajoutant la nouvelle classe d'usages c2 avec usage spécifique, disposition spéciale et des normes afférentes, ainsi qu'en modifiant une norme aux classes h1 et h2, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

842/8/94 - **Adoption du projet de règlement no. 2371 - Zonage**

Il est proposé par le conseiller Guy Dubreuil,
appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no. 2371 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but d'ajouter à la terminologie la définition de l'expression "unités juxtaposées" et une nouvelle disposition concernant le nombre de remises permises pour les unités juxtaposées, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ

843/8/94 - **Avis de motion d'un règlement (no. 2371)**

Le conseiller Luc Teasdale donne avis de motion d'un règlement (no. 2371) amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but d'ajouter à la terminologie la définition de l'expression "unités juxtaposées" et une nouvelle disposition concernant le nombre de remises permises pour les unités juxtaposées.

844/8/94 - **Dispense de lecture du règlement no. 2371**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2371 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but d'ajouter à la terminologie la définition de l'expression "unités juxtaposées" et une nouvelle disposition concernant le nombre de remises permises pour les unités juxtaposées, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

845/8/94 - **Avis de motion d'un règlement - Entente intermunicipale avec les Mun. de St-Charles de Drummond et St-Nicéphore (usine d'épuration)**

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement prévoyant la signature d'une entente intermunicipale à intervenir entre la Ville de Drummondville et la Municipalité de St-Charles de Drummond et la Municipalité de St-Nicéphore relativement à la construction et à l'exploitation par fourniture de services, de la part de la Ville de Drummondville, d'un système commun d'assainissement des eaux usées.

846/8/94 - **Avis de motion d'un règlement - Amende l'art. 71° du règlement no. 2271 (garde des animaux et fourrière municipale)**

Le conseiller Réjean Gosselin donne avis de motion d'un règlement amendant l'article 71° du règlement no. 2271 concernant la garde des animaux et la fourrière municipale et abrogeant le règlement no. 2351 de la Ville de Drummondville et le règlement no. 6-1976 et ses amendements de l'ex-municipalité de Grantham.

847/8/94 - **Adoption du projet de règlement no. 2373 divisant la Ville en 12 districts électoraux pour l'élection générale de 1995**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que le projet de règlement no. 2373 concernant la division de la Ville de Drummondville en 12 districts électoraux pour l'élection générale de 1995 soit adopté et qu'il soit soumis à la procédure de consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

ADOPTÉ

848/8/94 - **Adoption du règlement no. 2361 - Zonage**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2361 a été donné (réf: 746/7/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no. 2361 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but d'ajouter à la grille des usages et normes de la zone I02-46, en tant qu'usage spécifiquement permis, les établissements relatifs à la conception de journaux, magazines et autres publications incluant les aires de bureaux (administration et services aux clients) et les aires de distribution qui y sont afférentes.

Il est proposé par le conseiller Luc Teasdale, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2361 et ce de 9 heures à 19 heures le 13 septembre 1994.

849/8/94 - **Adoption du règlement no. 2372 - Adhésion des membres du Conseil de l'ex-mun. de Grantham au régime de retraite**

Lecture est donnée du règlement no. 2372 permettant l'adhésion des membres du Conseil de l'ex-municipalité de Grantham au régime de retraite constitué par la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux et amendant le règlement no. 1093 à cette fin.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Informations des membres du Conseil

Transport en commun (M. Réal Jean)

Le conseiller Réal Jean informe la population qu'un délai de livraison pour le véhicule du Service de transport en commun devant desservir l'ex-secteur de Grantham devrait être comblé dans les prochains jours.

Il remercie le transporteur pour la gratuité du service durant la 1re semaine de transport dans le nouveau secteur et souhaite que le parcours réponde aux attentes des usagers tout en mentionnant que des modifications sont toujours possibles.

Le conseiller Robert Lafrenière considère que le service est amélioré pour le secteur des rues Biron et Cardin entre autres.

INITIALES DE LA MAIRESSE
70
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Le conseiller Réjean Gosselin fait état de demandes des citoyens de la rue Gaston et il mentionne que pour respecter l'horaire, le circuit ne peut être allongé.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenants: a) **M. André Verrier**
  Sujet: item 29E de l'ordre du jour.

  b) **M. Réal Vaillancourt**
  Sujet: item 29F de l'ordre du jour.

a) **M. André Verrier**

M. Verrier trouve important de convaincre les gens du bien-fondé de l'avis de motion. Selon lui, 12 résidences unifamiliales seront construites au lieu de 9. La taxe comblera donc les déboursés de la Ville. Quant à lui, la Ville ne crée pas de précédent.

De plus, suite aux commentaires de certains élus, il dit que le Comité consultatif d'urbanisme est nécessaire, mais qu'il souhaite que les promoteurs puissent continuer à faire des représentations lors de l'étude de leur dossier.

Le conseiller Réjean Gosselin est d'accord pour que les promoteurs puissent présenter leur projet.

b) **M. Réal Vaillancourt**

M. Vaillancourt dit respecter les membres du Comité consultatif d'urbanisme. Cependant, il souhaite que le Conseil fasse une réflexion en profondeur sur le volet développement.

Le maire suppléant se déclare tout à fait d'accord avec les propos des promoteurs et souhaite que la Ville fasse en sorte que les promoteurs soient les bienvenus.

Prochaine assemblée du Conseil

Monsieur le maire suppléant informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil Provisoire aura lieu **mardi le 6 septembre 1994**.

850/8/94 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Réal Sawyer, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Thérèse Cayouette
Greffière.

Maire suppléant.

INITIALES DE LA MAIRESSE
71
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

6 septembre 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 6 septembre 1994, **sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no. 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

Madame la mairesse justifie son absence lors de la séance du 22 août 1994.

851/9/94 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel, après y avoir ajouté les items suivants:

27A. Demande d'information (M. Robert Lafrenière)
27B. Information (M. Pierre-Yvan Aubé)
27C. Nouvel horaire - bibliothèque (M. Guy Drouin)
27D. Programme d'infrastructures (M. Alain Carrier)
27E. Chevaliers de Colomb (M. Alain Carrier)
27F. Information - Dossier Lapéro-Lemaire (M. Réjean Gosselin).

ADOPTÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
72
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

852/9/94 - **Adoption du procès-verbal - Ass. publ. cons. du 22 août 1994**

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 22 août 1994 à 19h15 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

853/9/94 - **Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 22 août 1994**

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 22 août 1994 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

854/9/94

1- **AMÉNAGEMENT DE L'ENTRÉE DE LA RUE DU PONT - PLACETTE ET AMÉNAGEMENT PAYSAGER (DOSSIER: M-4137-06-AP) - (Soumissions ouvertes le 2 sept. 1994)**

Soumissionnaires	Prix (taxes incl.)
. DESHAIES & RAYMOND INC. 650 Haggerty Drummondville	51 709,36 $
. SERVICE PAYSAGISTE DRUMMOND INC. 1535 Janelle Drummondville	88 060,12 $
. LAMBERT & GRENIER INC. 1244 Chemin Quatre-Saisons N.D. Bon-Conseil	52 018,56 $

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la soumission de **Deshaies & Raymond Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

855/9/94

2- **MARQUAGE DES CHAUSSÉES PAVÉES (TP-94-08) (Soumissions ouvertes le 20 juillet 1994)**

Soumissionnaires	Prix (taxes incl.)
. SERVICE DES LIGNES BLANCHES DRUMMOND INC. 815 boul. Patrick, R.R. 4 Drummondville	107 662,47 $
. LES SIGNALISATIONS R.C. INC. 3500 Autoroute des Laurentides Laval	110 733,57 $

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la soumission de **Service des lignes blanches Drummond inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

INITIALES DE LA MAIRESSE
473
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

856/9/94

3- **REMPLACEMENT DU CONTROLEUR ET MODIFICATIONS AUX FEUX DE CIRCULATION EXISTANTS - CARREFOUR BOULEVARD ST-JOSEPH/RUE DES FORGES**
(Soumissions sur invitation: Ouverture le 31 août 1994)

Soumissionnaires	Prix (taxes incl.)
. PAUL SAVARD ENT. ELECT. INC. 532 Lindsay Drummondville	31 273,35 $
. ELECTRO-SYSTEME P.L. INC. 235 Lévis Drummondville	24 979,46 $

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la soumission de **Électro-Système P.L. Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

857/9/94

4- **FOURNITURE ET INSTALLATION DE FEUX DE CIRCULATION - CARREFOUR BOULEVARD LEMIRE/RUE POWER**
(Soumissions sur invitation: Ouverture le 31 août 1994)

Soumissionnaires	Prix (taxes incl.)
. PAUL SAVARD ENT. ELECT. INC. 532 Lindsay Drummondville	20 629,73 $
. ELECTRO-SYSTEME P.L. INC. 235 Lévis Drummondville	18 395,14 $

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la soumission de **Électro-Système P.L. Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

M. Alain Carrier, maire suppléant, mentionne que le transporteur du Service de transport en commun recommande de réviser la signalisation au coin du boulevard Lemire et de la rue Janelle.

Le conseiller Réal Jean précise qu'une firme de consultants, suite à une étude, a recommandé l'installation proposée au coin du boulevard Lemire et de la rue Power, ce qui permettrait probablement une circulation plus fluide.

INITIALES DE LA MAIRESSE
74
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

858/9/94

5- **SERVICES MUNICIPAUX - SECTEUR LAPÉRO-LEMAIRE (ME92GR06)**
(Soumissions ouvertes le 5 mai 1994)

Soumissionnaires	Prix (taxes incl.)
. R. GUILBEAULT CONSTRUCTION INC. 805 boulevard Lemire Drummondville	798 564,12 $
. LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC. 330 Principale St-Bernard de Michaudville	809 286,03 $
. SINTRA INC. (RÉGION CENTRE DU QUÉBEC) 911 St-Mathieu N.D. Bon-Conseil	794 999,90 $
. BERTRAND MATHIEU LTÉE 1555 Brouillette St-Hyacinthe	805 555,92 $

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le maire suppléant Alain Carrier, et unanimement résolu que la soumission de **Sintra Inc. (Région Centre du Québec)** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

859/9/94

6- **ÉQUIPEMENTS DE JEUX - PARC ST-GEORGES (NO. 4-076)**
(Soumissions sur invitation: Ouverture le 31 août 1994)

Soumissionnaires	Prix (taxes incl.)
. PARIS PLAYGROUND EQUIPEMENT INC. 3143, Rang 4 Ste-Julienne	20 141,55 $
. LES INDUSTRIES SIMEXCO INC. 3300 boul. Cavendish Montréal	19 428,19 $

Il est proposé par le conseiller Luc Teasdale, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la soumission de **Les Industries Simexco Inc.**, pour un montant total de 17 647,08 $ (en retirant de la soumission originale l'item "Tourniquet" évalué à 1 563 $, plus taxes) soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉ

Le conseiller Luc Teasdale s'interroge sur la tardiveté à demander des soumissions.

Madame la mairesse précise que les informations fournies par les fonctionnaires font état de la difficulté en approvisionnement et elle spécifie également que les équipements ne seront pas installés au cours de l'automne.

M. Alain Carrier, maire suppléant, souhaite que dorénavant les travaux soient mis en marche aussitôt que les budgets sont acceptés.

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé est d'avis que le personnel a toujours fait en sorte de répondre dans les meilleurs délais aux attentes des élus municipaux mais que le programme d'infrastructures a pour cette année changé certaines données.

C O R R E S P O N D A N C E:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres provenant de:

. Ministère de la Justice (Accusé de réception de la résolution du Conseil demandant que les Cours municipales aient juridiction en regard des poursuites des municipalités contre les contrevenants de moins de 18 ans, aux règlements municipaux ou aux lois statutaires provinciales)
. Club Les Cyclophiles de Drummondville (Prolongement de la future piste cyclable, entre l'hôtel de ville et la rue St-Albert, jusqu'à la rue Celanese)
. Ministère des Affaires municipales (Aide financière de 706 400 $ du ministère pour la réfection de la chaussée et du système de drainage du boulevard St-Joseph - programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec)
. Mme Louise Desrosiers (Installation d'une lumière de circulation pour piétons, angle St-Jean et boulevard St-Joseph)
. M. Michel Boisvert (Plainte - Surveillance de la circulation sur certaines rues de la municipalité).

860/9/94 - Acceptation des comptes

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 22 août au 6 septembre 1994, lesquels comptes totalisent la somme de 2 621 259,13 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

861/9/94 - Acceptation d'une offre de financement de 246 700 $ par billets

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard,
appuyé par le conseiller Robert Lafrenière,
et unanimement résolu:

1° QUE la Ville de Drummondville accepte l'offre qui lui est faite par la Banque de Montréal pour son emprunt de 246 700 $ par billets en vertu des règlements numéros 6-89, 28-93 et 2-92, au prix de 100,00 $, et échéant en série 5 ans comme suit:

16 100 $	7,44 %	19 septembre 1995
17 700 $	8,15 %	19 septembre 1996
19 200 $	8,49 %	19 septembre 1997
20 900 $	8,74 %	19 septembre 1998
172 800 $	9,15 %	19 septembre 1999

2° QUE les billets, capital et intérêts, soient payables par chèque à l'ordre du détenteur enregistré;

3° QUE demande soit faite au Ministre des Affaires municipales d'approuver les conditions du présent emprunt telles que mentionnées ci-haut.

ADOPTÉ

Le conseiller Robert Lafrenière souhaite que les corporations locales soient invitées à soumissionner.

862/9/94 - Emprunt par billets d'un montant de 246 700 $ pour un terme plus court que le terme prévu dans les règlements d'emprunt

Attendu que la Ville de Drummondville se propose d'emprunter par billets un montant total de 246 700 $ en vertu des règlements d'emprunt suivants et pour les montants indiqués en regard de chacun d'eux:

INITIALES DE LA MAIRESSE
76
INITIALES DE LA GREFFIERE

Règlement numéro	Pour un montant de
6-89	28 300 $
28-93	43 000 $
2-92	175 400 $

Attendu qu'il serait plus avantageux pour la municipalité de procéder au financement à long terme au moyen de billets au lieu d'obligations;

Attendu qu'à ces fins, il devient nécessaire de modifier les règlements en vertu desquels ces billets sont émis;

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard,
appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé,
et unanimement résolu:

QUE le préambule de la présente résolution en fasse partie intégrante comme s'il était ici au long reproduit;

QUE les billets soient signés par la mairesse et le trésorier;

QUE les billets soient datés du 19 septembre 1994;

QUE les billets portent un taux d'intérêt non supérieur à 15%, payables semi-annuellement;

QUE les billets, quant au capital, soient remboursés comme suit:

1.- 16 100 $
2.- 17 700 $
3.- 19 200 $
4.- 20 900 $
5.- 22 800 $
5.- 150 000 $ (à renouveler)

QUE pour réaliser cet emprunt la municipalité doit émettre par billets pour un terme plus court que le terme prévu dans les règlements d'emprunt; c'est-à-dire pour un terme de 5 ans (à compter du 19 septembre 1994); en ce qui regarde les amortissements annuels de capital prévus pour les années 6 et suivantes, au lieu du terme prescrit pour lesdits amortissements pour le règlement numéro 2-92, chaque emprunt subséquent devant être pour le solde ou partie de la balance due sur l'emprunt.

ADOPTÉ

863/9/94 - **Remboursement au propriétaire des obligations V210, V211 et M304 de toutes sommes dues en intérêt**

Considérant que le propriétaire des obligations V210, V211 et M304 de l'émission datée du 14 novembre 1989, a perdu les coupons d'intérêt échéant le 14 mai 1994 et représentant une somme de 563,75 $ en intérêt;

Considérant que le propriétaire desdits coupons d'intérêt s'est engagé à rembourser à la Ville ladite somme de 563,75 $ advenant le cas où lesdits coupons seraient retrouvés et encaissés;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville rembourse au propriétaire des obligations V210, V211 et M304 une somme de 563,75 $ représentant l'intérêt échéant le 14 mai 1994, et ce en remplacement des coupons d'intérêt perdus, le tout conditionnellement à l'engagement de remboursement dans le cas où lesdits coupons d'intérêt seraient retrouvés et encaissés.

ADOPTÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

864/9/94 - **Acte de rétrocession du lot 298-117 et des services y installés (projet Tousignant)**

Il est proposé par le conseiller Luc Teasdale, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de rétrocession du lot 298-117 du cadastre du Canton de Grantham et des services d'infrastructures qui y sont installés et ce pour la somme nominale d'un dollar (1,00 $) payable comptant à la signature du contrat.

Cette rétrocession doit être consentie à la Ville de Drummondville par Gestion Tousignant Enr. et ses associés, à savoir: Yves, Marc-André, Lise, Gaston, Murielle et Hélène Tousignant.

ADOPTÉ

865/9/94 - **Envoi d'une mise en demeure à Société en Commandite Centre Industriel Motelin Enr.**

Considérant la vente par la Ville de Drummondville d'un terrain industriel à Société en Commandite Centre Industriel Motelin Enr., par contrat intervenu devant Me André Jean, notaire, en date du 26 juin 1992 , sous sa minute 16537, et enregistré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Drummond sous le numéro 346069;

Considérant que ce terrain n'est toujours pas construit, contrairement aux engagements pris par l'acquéreur en ce sens et que ceci contrevient à l'article 1 de la section "conditions spéciales" du susdit contrat;

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé,
appuyé par le conseiller Réal Jean,
et unanimement résolu:

1° QUE la Ville de Drummondville mette en demeure l'acheteur de se conformer au contrat dans les délais et de la manière prévue aux articles 1742 et suivants du Code civil du Québec;

2° QU'à défaut, la Ville de Drummondville demande à Société en Commandite Centre Industriel Motelin Enr. la rétrocession du susdit immeuble, conformément au 3e paragraphe de l'article 1 de la section "conditions spéciales" de ce contrat de vente;

3° QU'à cette fin, la somme de 35 851,16 $, représentant 90% du prix de vente, soit payée à Société en Commandite Centre Industriel Motelin Enr. en contrepartie de ladite rétrocession ou annulation, cette somme étant prise à même les fonds généraux de la municipalité;

4° QUE la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tout document requis à la fidèle exécution de la présente résolution.

ADOPTÉ

866/9/94 - **Mandat à Gestion Paul Chevrette Inc. - Réalisation d'un plan d'urgence municipal**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate Gestion Paul Chevrette Inc., consultant en mesures d'urgence, aux fins de réaliser un plan d'urgence municipal selon les normes du guide de la Sécurité civile du Québec.

Les honoraires professionnels seront de l'ordre de 10 028 $.

ADOPTÉ

867/9/94 - **Mandat à René Laporte & Associés Enr. - Consultants en assurance**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme René Laporte & Associés Enr. aux fins d'agir à titre de consultants en assurance pour la Ville de Drummondville et ce pour la période du 1er septembre 1994 au 1er septembre 1995.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉ

868/9/94 - **Mandat à Les Laboratoires Shermont Ltée - Analyse des matériaux (travaux prévus aux règlements nos 2310, 2318, 2329, 2348 et 2350)**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Luc Teasdale, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont Ltée aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour la réalisation des travaux prévus aux règlements nos 2310, 2318, 2329, 2348 et 2350.

ADOPTÉ

869/9/94 - **Protocole d'entente avec le Centre Communautaire de Drummondville-Sud Inc. - Travailleurs de rues**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Centre Communautaire de Drummondville-Sud Inc. concernant le projet d'intervention des travailleurs(ses) de rues.

Ce protocole d'entente est valable pour l'année 1994 et prévoit le versement d'une subvention de 2 500 $, laquelle a déjà été autorisée par la résolution no. 736/7/94.

ADOPTÉ

870/9/94 - **Protocole de reconnaissance avec le Groupe d'entraide l'Entracte**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec le Groupe d'entraide l'Entracte pour une période de 5 ans.

ADOPTÉ

871/9/94 - **Protocole d'entente avec le Groupe d'entraide L'Entracte et subvention de 900 $**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Groupe d'entraide l'Entracte.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 1994 et comprend le versement d'une subvention de 900 $.

ADOPTÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE

79

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

872/9/94 - **Dépôt du compte rendu (23/8/94) - Comité de transp. en commun**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de transport en commun tenue le 23 août 1994 soit déposé aux archives.

ADOPTÉ

Le conseiller Réal Jean soumettra prochainement des statistiques quant à la fréquentation sur la ligne 3 du Service de transport en commun.

Le conseiller Luc Teasdale, pour sa part, informera M. Réal Jean de certaines demandes pour le secteur de la rue Hector et du Domaine du 150e.

873/9/94 - **Dépôt du compte rendu (31/8/94) - Comité de Circulation**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de Circulation tenue le 31 août 1994 soit déposé aux archives.

ADOPTÉ

874/9/94 - **Enlèvement des arrêts à l'intersection Power/Bergeron et installation d'arrêts à l'intersection Bergeron/Power**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise l'enlèvement des arrêts sur la rue Power à l'intersection de la rue Bergeron et l'installation d'arrêts sur la rue Bergeron à l'intersection de la rue Power.

ADOPTÉ

875/9/94 - **Installation d'arrêts toutes directions à l'intersection De la Samarre et Paris**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'arrêts toutes directions à l'intersection des rues De la Samarre et Paris.

ADOPTÉ

876/9/94 - **Limites de vitesse à 70 km/heure sur certaines rues**

Il est proposé par le conseiller Luc Teasdale, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et unanimement résolu:

1° Que les limites de vitesse soient de 70 km/heure sur les rues suivantes:

- Rue Farley (entre le Chemin du Golf et le boulevard Patrick)
- Petit-cinquième Rang (de la rue St-Pierre aux limites de la municipalité)
- Cinquième Rang (entre la rue St-Pierre et le boulevard Jean-de-Brébeuf)
- Cinquième Rang Ouest (entre l'autoroute 20 et les limites de la municipalité)
- Rue St-Pierre (entre St-Germain et le cinquième Rang)
- Rue Jean-de-Brébeuf (entre le boulevard Lemire et le cinquième Rang);

2° Que copie soit transmise au ministère des Transports du Québec pour approbation.

ADOPTÉ

Le conseiller Luc Teasdale trouve malheureux que l'on fasse volte-face dans ce dossier, ce qui occasionne des déboursés supplémentaires. Il exprime également le souhait qu'une étude globale soit réalisée afin de valider certaines décisions ou de modifier la signalisation ou la vitesse dans certains secteurs.

Madame la mairesse confirme qu'il ne s'agit pas d'une décision facile puisque le représentant du Service de la sécurité publique s'est dit dissident de la recommandation du Comité de Circulation.

Dépôt des certificats relatifs aux règlements nos 2354, 2356, 2358 et 2360

Conformément à la loi, la greffière dépose les certificats concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur les règlements suivants:

- règlement no. 2354 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850;
- règlement no. 2356 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080;
- règlement no. 2358 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850;
- règlement no. 2360 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850.

Suite au registre tenu le 23 août 1994 concernant le règlement no. 2360 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier la grille des usages et normes de la zone H01-07 afin de réduire les marges latérales minimales de quatre mètres (4 m) à trois mètres (3 m), de même que la somme minimale des marges latérales de huit mètres (8 m) à six mètres (6 m) pour tous les bâtiments de types duplex et triplex, 85 personnes ont signé le registre alors que le minimum requis était de 36 pour rendre obligatoire la tenue d'un scrutin référendaire.

877/9/94 - Abandon des procédures - Règlement no. 2360

Il est proposé par le maire suppléant Alain Carrier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville abandonne les procédures du règlement no. 2360 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier la grille des usages et normes de la zone H01-07 afin de réduire les marges latérales minimales de quatre mètres (4 m) à trois mètres (3 m), de même que la somme minimale des marges latérales de huit mètres (8 m) à six mètres (6 m) pour tous les bâtiments de types duplex et triplex, compte tenu de l'opposition manifestée par les résidents du secteur.

ADOPTÉ

Le conseiller Gilles Fontaine rappelle que le Comité consultatif d'urbanisme avait recommandé le statu quo, que le Conseil avait décidé autrement et que les citoyens ont exprimé leur opinion.

878/9/94 - Nomination de M. Mario Ouellette au poste de lieutenant

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que M. Mario Ouellette soit nommé au poste de lieutenant au Service de la sécurité publique, le tout conformément à l'article 10 de la convention collective de l'Unité des Policiers de Drummondville Inc. et ce à compter de la date qui sera fixée par la direction du Service de la sécurité publique.

ADOPTÉ

Rapport mensuel du Service de planification du territoire - Construction

Le conseiller Gilles Fontaine résume la situation de l'habitation pour le mois d'août 1994 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 1993.

INITIALES DE LA MAIRESSE
81
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Le conseiller Gilles Fontaine fait état de certaines statistiques de construction suite aux propos tenus par M. Alain Carrier lors de la dernière séance.

Madame la mairesse précise que Drummondville fera tout en son pouvoir pour que les citoyens ne regrettent jamais le regroupement. Elle souligne que la façon de questionner soulève l'agressivité plutôt que de favoriser le dialogue.

879/9/94 - **Avis de motion d'un règlement - Entente interm. avec la Mun. de St-Nicéphore - Entretien d'une ptie du boul. Jean-de-Brébeuf**

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement prévoyant la signature d'une entente intermunicipale à intervenir entre la Ville de Drummondville et la Municipalité de St-Nicéphore pour la gestion de l'entretien d'une partie du boulevard Jean-de-Brébeuf.

880/9/94 - **Avis de motion d'un règlement - Entente interm. avec la Mun. de St-Germain Paroisse - Entretien du Rang 5 Ouest**

Le conseiller Luc Teasdale donne avis de motion d'un règlement prévoyant la signature d'une entente intermunicipale à intervenir entre la Ville de Drummondville et la Municipalité de St-Germain Paroisse pour la gestion de l'entretien du cinquième Rang Ouest et du petit-cinquième Rang, le tout conformément à la législation en vigueur.

881/9/94 - **Avis de motion d'un règlement - Travaux de remplacement ou de modification du système d'éclairage municipal**

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé donne avis de motion d'un règlement décrétant des travaux de modification ou de remplacement du système d'éclairage municipal de même que des travaux de modification au système de signalisation routière lumineux.

882/9/94 - **Adoption du règlement no. 2375 - Amendement au règlement no. 2271 (Garde des animaux et fourrière)**

Lecture est donnée du règlement no. 2375 amendant l'article 71° du règlement no. 2271 concernant la garde des animaux et la fourrière municipale et abrogeant le règlement no. 2351, ainsi que le règlement no. 6-1976 et ses amendements de l'ex-municipalité de Grantham.

Il est proposé par le conseiller Luc Teasdale, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Informations des membres du Conseil

Activités de patinage libre débutant en septembre (Me C. Trottier)

La conseillère Céline Trottier mentionne les heures de patinage libre.

Demande d'information (M. Robert Lafrenière)

Le conseiller Robert Lafrenière demande à Madame le mairesse de préciser pourquoi sa secrétaire travaille aussi tard le vendredi soir.

Madame la mairesse précise que certaines constatations ont été faites dans le système informatique utilisé par sa secrétaire, que certains dossiers ont été fouillés et que, suite à cette découverte, une plainte a été formulée à la Sûreté du Québec, ce qui explique la présence de Mme Forget à l'hôtel de ville, vendredi soir.

INITIALES DE LA MAIRESSE
82
INITIALES DE LA GREFFIERE

Information (M. Pierre-Yvan Aubé)

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé invite la population à faire preuve de prudence dans le cadre des travaux de réfection des rues actuellement en voie de réalisation.

Nouvel horaire - bibliothèque (M. Guy Drouin)

Le conseiller Guy Drouin informe la population du nouvel horaire de la bibliothèque municipale.

Programme d'infrastructures (M. Alain Carrier)

Le maire suppléant Alain Carrier fait état qu'il a constaté que certains documents dans son bureau ont été déplacés et que sa porte était débarrée.

Il souligne également que dans le cadre du programme d'infrastructures un projet a été déposé pour le pavage de la rue Michaud. Compte tenu qu'une seule construction existe sur cette rue, il demande que l'on évalue la possibilité de réaffecter les sommes prévues pour l'aménagement de la piste cyclable.

Madame la mairesse rappelle que la rue Michaud a été réalisée dans le cadre d'un programme fédéral, il faudra donc vérifier l'entente. Elle souligne également qu'environ 30 000 personnes circulent sur cette rue pour se rendre à la Maison du Tourisme.

Elle assure cependant le Club des Cyclophiles que le prolongement de la piste cyclable jusqu'à la rue Celanese sera réalisé au début du printemps 1995.

Chevaliers de Colomb (M. Alain Carrier)

M. Alain Carrier félicite M. Gilles Raiche, assistant-greffier, pour sa nomination comme Maître du district #4 des Chevaliers de Colomb.

Information - Dossier Lapéro-Lemaire (M. Réjean Gosselin)

Le conseiller Réjean Gosselin confirme que les travaux du développement domiciliaire Lapéro-Lemaire débuteront incessamment.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenants:
  a) **M. Jean-Claude Hébert**, rue Laflamme
  b) **Mme Rita Larose**, Place Montgrand
  c) **M. André Verrier**
  d) **M. Denis Drolet**

a) M. Jean-Claude Hébert

M. Jean-Claude Hébert fait lecture d'une pétition signée par les résidents de la Place Montgrand. Il propose que la compagnie Sotramex soit relocalisée de façon à améliorer la qualité de vie des résidents du secteur.

b) Mme Rita Larose

Mme Rita Larose intervient dans le même sens.

Madame la mairesse confirme que le Conseil travaille à trouver une solution qui pourrait amoindrir l'impact sur l'entourage.

Le conseiller Denis Savoie appuie les dires de Mme Larose et souhaite qu'une solution soit trouvée dans les meilleurs délais.

c) **M. André Verrier**

M. André Verrier vient préciser que les promoteurs ne recherchent pas l'affrontement avec le Conseil.

d) **M. Denis Drolet**

M. Denis Drolet veut savoir ce qui arrive avec le règlement no. 2376 touchant Les Jardins du Golf.

Madame la mairesse l'informe que certains points restent à finaliser avec le ministère des Affaires municipales et que le tout devrait être réglé dans les prochains jours.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu **lundi le 19 septembre 1994.**

883/9/94 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Thérèse Lajoie
Greffière.

Francine Lemieux
Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
84
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

13 septembre 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 13 septembre 1994 à 17h00, **sous la présidence du maire suppléant Alain Carrier**; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Odette Bélanger Marcotte
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et environnement urbain
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Monsieur le maire suppléant déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

884/9/94 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, appuyé par le conseiller Luc Teasdale, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

885/9/94 - **Rejet des soumissions - Aménagement de la phase 2 - Stationnement de la rue Heriot**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville rejette toutes les soumissions reçues en regard du projet d'aménagement de la phase 2 du stationnement de la rue Heriot.

ADOPTÉ

886/9/94 - **Dérogation mineure - Immeuble situé au 190, 18e Avenue**

Considérant qu'une demande de dérogation mineure a été dûment présentée pour l'immeuble situé au 190, 18e Avenue;

Considérant que cette dérogation mineure concerne les marges latérales totales dudit immeuble;

INITIALES DE LA MAIRESSE
85
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Considérant qu'il s'agit d'une résidence unifamiliale isolée construite en 1990;

Considérant que l'implantation actuelle du bâtiment est conforme;

Considérant que le requérant voudrait aménager un salon de coiffure dans son garage;

Considérant que l'usage, la superficie et les transformations sont conformes;

Considérant que la transformation de la pièce du garage en un salon de coiffure nécessite une application différente des normes requises pour les marges latérales;

Considérant que la somme des deux (2) marges latérales exigée dans le cas d'un garage est de trois virgule cinq mètres (3,5 m), tandis que pour un salon de coiffure elle est fixée à cinq mètres (5 m) étant donné que cette nouvelle pièce devient partie intégrante du bâtiment principal;

Considérant que, actuellement, les marges latérales totales sont de quatre virgule quanrante-trois mètres (4,43 m);

Considérant que le requérant est dans l'impossibilité de respecter la réglementation actuelle;

Considérant que la demande ne causerait pas de préjudice aux droits de jouissance des propriétés voisines;

Considérant que la dérogation mineure n'est que de zéro virgule cinquante-sept mètre (0,57 m) sur le total des marges latérales prescrites;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu d'accorder la dérogation mineure demandée pour l'immeuble situé au 190, 18e Avenue et qui consiste à permettre que la somme des marges latérales du bâtiment soit de quatre virgule quarante-trois mètres (4,43 m) plutôt que de cinq mètres (5 m), tel que prescrit.

ADOPTÉ

887/9/94 - **Dérogations mineures - Immeuble situé au 521 Laferté**

Le conseiller Robert Lafrenière explique le dossier à ses collègues et souhaite que le voisin du 521 rue Laferté puisse exprimer son opinion sur le sujet.

M. Gilles Caissy du 525 rue Laferté fait l'historique du dossier et précise que le permis de construction émis en 1976 valait pour une remise, que la Ville a payé pour faire démolir le toit et qu'il subit un préjudice depuis ce temps. M. Caissy suggère que la Ville fasse évaluer le préjudice.

Le conseiller Gilles Fontaine rappelle que la dérogation mineure est nécessaire parce que l'arpenteur-géomètre n'a pu établir la conformité. Le seul recours de la Ville est de permettre les dérogations mineures ou de faire démolir.

Après discussion, il est proposé par le conseiller Luc Teasdale, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le Conseil sursoit à la décision dans ce dossier jusqu'au 19 septembre 1994 de façon à permettre la recherche d'une solution.

ADOPTÉ

888/9/94 - **Dérogations mineures - Immeuble situé au 495 boulevard St-Joseph**

Considérant qu'une demande de dérogations mineures a été dûment présentée pour l'immeuble situé au 495 boulevard St-Joseph;

Considérant que ces dérogations mineures concernent les marges latérales et arrière dudit immeuble;

Considérant qu'il s'agit d'un terrain d'angle localisé à l'intersection du boulevard St-Joseph et de la rue William;

Considérant que la grandeur du terrain est très restreinte (30 m x 35,6 m);

Considérant qu'un terrain d'angle est soumis à l'application de deux (2) marges de recul avant, sur chacune des rues;

Considérant qu'à la grille des usages et normes de la zone où se situe le terrain sous étude, la marge arrière minimale est fixée à douze mètres (12 m) par rapport à la profondeur du terrain qui est de trente mètres (30 m), et la marge de recul avant à respecter sur le boulevard St-Joseph est de huit mètres (8 m);

Considérant que les normes actuelles sont adéquates et conséquentes pour l'ensemble de ladite zone qui est composée en très forte majorité de très grands terrains;

Considérant que la demande du requérant consiste à inverser la marge arrière requise de douze mètres (12 m) en une marge latérale avant face à la rue William et que, de ce fait, la marge arrière de la bâtisse par rapport à la rue William devient une marge latérale de deux mètres (2 m); alors la somme des deux (2) marges latérales est de quatre mètres (4 m) plutôt que de six mètres (6 m), tel que prescrit;

Considérant que la demande ne porte pas préjudice aux droits de jouissance des propriétés voisines;

Considérant que les normes prescrites par rapport à la grandeur du terrain permettent une construction très limitative et pas nécessairement très intéressante pour le requérant;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu d'accorder les dérogations mineures demandées pour l'immeuble à être érigé au 495 boulevard St-Joseph et qui consistent à ce que:

- la marge latérale avant sur la rue William soit décrétée marge arrière avec sa norme minimale prescrite de douze mètres (12 m);
- la marge arrière par rapport à la rue William soit décrétée marge latérale avec une norme minimale de deux mètres (2 m);
- le total des marges latérales minimal soit réduit à quatre virgule un mètres (4,1 m) plutôt que de six mètres (6 m) tel que prescrit.

ADOPTÉ

889/9/94 - **Mandat au Groupe HBA Experts-Conseils Inc. - Surveillance des travaux décrétés par le règlement no. 2349**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe HBA Experts-Conseils Inc. aux fins de préparer les plans, les devis et une demande de soumissions publiques et d'assurer la surveillance des travaux décrétés par le règlement no. 2349 (réfection et élargissement du boulevard Lemire).

ADOPTÉ

890/9/94 - **Mandat à Lemaire & Paradis, a.g. - Assistance à l'ingénieur (travaux décrétés par le règlement no. 2349)**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Luc Teasdale, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville

INITIALES DE LA MAIRESSE
87
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

mandate la firme d'arpenteurs-géomètres Lemaire & Paradis aux fins d'assister l'ingénieur municipal dans la réalisation des travaux décrétés par le règlement no. 2349 (réfection et élargissement du boulevard Lemire).

ADOPTÉ

891/9/94 - **Dépôt du procès-verbal (7/9/94) - C.C.U.**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 7 septembre 1994 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉ

892/9/94 - **Acceptation d'un plan d'aménagement du stationnement sur le terrain adjacent à la Caisse pop. St-Thérèse - P.I.A.**

Considérant que de nouveaux plans d'aménagement du stationnement pour la Caisse populaire Ste-Thérèse au 521 rue Lindsay ont été présentés à la Ville de Drummondville;

Considérant que l'aménagement paysager proposé respecte les recommandations émises par le Comité consultatif d'urbanisme sous la résolution numéro 94.08.06;

Considérant que ledit nouveau plan paysager répond aux critères élaborés dans le règlement sur les P.I.A.;

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville:

1° accepte le plan d'aménagement paysager du projet d'aménagement du stationnement de la Caisse populaire Ste-Thérèse au 521 rue Lindsay dans le cadre du P.I.A. et portant le sceau du Comité consultatif d'urbanisme en date du 7 septembre 1994;

2° autorise la démolition du duplex situé au 521 rue Lindsay.

ADOPTÉ

893/9/94 - **Acceptation d'un projet de rénovations mineures au bâtiment situé au 234 rue Moisan dans le cadre d'un P.I.A.**

Considérant qu'une demande visant à rafraichir le bâtiment sis au 234 rue Moisan a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment est localisé dans le périmètre du centre-ville et donc soumis aux critères du P.I.A.;

Considérant que les interventions extérieures proposées sont:

- le recouvrement des fenêtres extérieures d'aluminium vert forêt
- le changement de tous les facias et ornements existants par de l'aluminium vert forêt
- de refaire le crépi sur le solage
- la pose de gouttières tout le tour de la garderie
- la réfection de la couverture en bardeaux d'asphalte
- la construction d'une jupette au bas de la salle de repos
- la pose de vinyle et de soffite sur la remise existante
- l'agrandissement du garage actuel et la réfection de l'existant (bardeaux, soffite);

Considérant qu'il s'agit de travaux destinés au rafraichissement de la bâtisse;

Considérant que les travaux proposés respectent l'intégration architecturale du bâtiment dans son environnement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville accepte les rénovations proposées pour la bâtisse sise au 234 rue Moisan dans le cadre du P.I.A.

ADOPTÉ

894/9/94 - **Adoption du règlement no. 2376 - Projet de construction d'unités résidentielles de trois logements-condominium**

La greffière procède à la lecture du règlement no. 2376 décrétant un emprunt de 165 000 $ afin de permettre la modification d'un projet de construction d'unités résidentielles de trois logements-condominium, déjà amorcé, en un projet de construction unifamiliale dans le secteur "Les Jardins du Golf, phase 3".

Le maire suppléant Alain Carrier rappelle les principales conditions du règlement:

1) emprunt sur une période de 10 ans;
2) pas de possibilité de payer comptant;
3) taxation ou tarification rattachée au terrain.

Le conseiller Jean-Guy Spénard ne s'objecte pas à l'adoption du règlement mais trouve difficile d'accepter qu'une partie soit remboursée par l'ensemble des propriétaires. Il dresse l'historique du dossier et soumet quelques chiffres qui démontrent la participation importante de l'ensemble de la Ville pour un projet très particulier. Il est d'avis que tous les coûts doivent être assumés par le secteur et trouve injustifié de demander à l'ensemble de la Ville de payer. Il se dit conscient de l'effort du secteur.

Le conseiller Gilles Fontaine maintient la position dénoncée lors de l'avis de motion et est d'accord pour que le secteur assume seul les coûts décrétés par le règlement.

Le conseiller Luc Teasdale est d'avis que ce dossier doit être traité et considéré comme un correctif à apporter à une situation.

Le conseiller Réal Sawyer soutient qu'un problème reste à résoudre et que la solution proposée est la plus logique. Il fait également référence au dossier Lapéro-Lemaire où la Ville s'implique.

Le maire suppléant Alain Carrier rappelle que le promoteur a soumis des projets de construction unifamiliale et que le Conseil a refusé. Selon lui, la construction unifamiliale répond mieux aux besoins. De plus, selon son expérience dans la vie municipale, la Ville se doit d'injecter de l'argent pour régler des problèmes.

Le conseiller Réal Jean partage l'avis de M. Spénard. Il aurait été prêt à ce que la Ville assume certains coûts, mais s'oppose au projet tel que soumis.

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé reconnait que les coûts dénoncés ont changé au cours des discussions. Cependant, le Conseil ne doit pas être insensible à la participation du secteur. Pour la crédibilité du Conseil, il est important de trouver une solution et de régler le dossier.

Le conseiller Réjean Gosselin prend son siège à 18h00.

La conseillère Réjeanne Viens s'interroge sur la logique dans certains dossiers et fait ainsi référence au permis que la Ville s'apprête à donner pour un 27 logements dans le même secteur. Elle se ralliera à la majorité.

Le conseiller Guy Drouin trouve la participation de la Ville trop élevée, il aurait été prêt à accepter de 50 à 60 000 $. Selon lui, les propriétaires du secteur devraient payer plus.

Afin de permettre une décision éclairée, le Conseil autorise l'intervention de quelques représentants du secteur.

Me Denis Gariépy trouve déplorable que le Conseil véhicule le projet comme un cadeau au secteur. Selon lui, le secteur est gagnant, les promoteurs sont gagnants et la Ville est gagnante par la qualité du secteur qui devient un outil de promotion.

M. Forest demande que l'on tienne compte du profit de la Ville entre l'achat et la vente des terrains.

M. Denis Drolet est d'avis que la majorité des coûts soit assumée par la Ville.

Suite à ces interventions, il est proposé par le conseiller Réal Sawyer, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et résolu que le règlement no. 2376 soit et est adopté.

Le maire suppléant demande le vote sur la proposition.

Votent POUR	Votent CONTRE
M. Pierre-Yvan Aubé	M. Jean-Guy Spénard
Mme Odette Bélanger Marcotte	M. Réjean Gosselin
M. Réal Sawyer	M. Gilles Fontaine
M. Robert Lafrenière	M. Réal Jean
M. Guy Dubreuil	
Mme Réjeanne Viens	
M. Guy Drouin	
M. Denis Savoie	
M. Luc Teasdale	

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2376 et ce de 9 heures à 19 heures le 28 septembre 1994.

895/9/94 - **Adoption du règlement no. 2377 - Travaux de modification ou de remplacement du système d'éclairage municipal**

Lecture est donnée du règlement no. 2377 décrétant des travaux de modification ou de remplacement du système d'éclairage municipal de même que des travaux de modification au système de signalisation routière lumineux.

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que ce règlement soit et est adopté.

Le conseiller Denis Savoie s'oppose aux spécifications du devis. Il fait part du prix offert à St-Nicéphore et à Drummondville pour la même lampe. Il s'objecte à la façon de procéder.

Le conseiller Jean-Guy Spénard demande des précisions à M. Savoie quant au prix dénoncé:

1) dans les 2 cas, les taxes sont-elles incluses?

2) les spécifications sont-elles les mêmes?

3) De plus, pourquoi le deuxième soumissionnaire n'est-il pas le plus bas?

M. Gérald Lapierre, d.g.a., fait l'historique du dossier en précisant que la Ville a procédé par projet pilote pour un certain secteur et qu'à partir des constatations, le devis a été préparé en tenant compte des attentes.

Le conseiller Gilles Fontaine quitte la séance à 18h25, de même que la conseillère Odette Bélanger Marcotte.

Le maire suppléant Alain Carrier est d'avis que la modification proposée représentera une économie mensuelle d'environ 20 000 $. Il trouve déplorable que certains aient la "maladie de la dette". Selon lui, pour éviter que la dette augmente, la Ville risque de payer un taux d'intérêt plus fort, puisque le financement est assuré par l'entrepreneur. Pour cette année, compte tenu du retard, la Ville perd environ 250 000 $.

Le conseiller Jean-Guy Spénard vérifiera certains avancés de M. Carrier et trouve bizarre que certains élus découvrent tout à coup que le clé en mains fasse l'objet de questionnement.

Le maire suppléant demande le vote sur cette proposition.

Votent POUR	Votent CONTRE
M. Pierre-Yvan Aubé	M. Denis Savoie
M. Jean-Guy Spénard	M. Guy Drouin
M. Réal Sawyer	M. Luc Teasdale
M. Robert Lafrenière	
M. Guy Dubreuil	
M. Gilles Fontaine	
M. Réjean Gosselin	
Mme Réjeanne Viens	

ADOPTÉ

896/9/94

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

- **CONVERSION, MODIFICATION ET ENTRETIEN DE L'ÉCLAIRAGE DE RUES ET ENTRETIEN DES FEUX DE CIRCULATION (TP-94-11)**
  (Soumissions sur invitation: Ouverture le 31 août 1994)

Soumissionnaires	Prix (taxes incl.)
. ÉLECTRO-SYSTEME P.L. INC. 235 Lévis Drummondville	846 963,02 $
. PAUL SAVARD ENT. ELECT. INC. 532 Lindsay Drummondville	878 798,34 $

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la soumission de **Électro-Système P.L. Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

Le maire suppléant demande le vote sur cette proposition.

Votent POUR	Votent CONTRE
M. Pierre-Yvan Aubé	M. Denis Savoie
M. Jean-Guy Spénard	M. Guy Drouin
M. Réal Sawyer	M. Luc Teasdale
M. Robert Lafrenière	
M. Guy Dubreuil	
M. Gilles Fontaine	
M. Réjean Gosselin	
Mme Réjeanne Viens	

ADOPTÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
91
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Période de questions

- Intervenant: **M. André Verrier**

M. André Verrier demande si le projet au coin de la rue Paul-H. Frigon et du boulevard René-Lévesque est accepté.

M. Alain Carrier fait lecture des recommandations du C.C.U. et certaines précisions seront apportées. De plus, le conseiller Guy Drouin consultera les résidents du secteur sur le projet.

897/9/94 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Thérèse Cajolet
Greffière.

Maire suppléant.

INITIALES DE LA MAIRESSE 92 INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

19 septembre 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 19 septembre 1994 à 19h00, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

  Pierre-Yvan Aubé
  Odette Bélanger Marcotte
  Guy Drouin
  Guy Dubreuil
  Gilles Fontaine
  Réjean Gosselin
  Réal Jean
  Robert Lafrenière
  Jean-Guy Spénard
  Luc Teasdale
  Céline Trottier
  Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

  M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
  Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques
  Mme Anik Bonvouloir, urbaniste

- Secrétaire:

  Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

898/9/94 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

Madame la mairesse explique la procédure de consultation publique édictée par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et précise la nature et l'objet des projets de règlements suivants:

- **Règlement no. 2362** amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 4-90 dans le but de réduire la densité d'occupation au sol des terrains situés en bordure de la rue St-Onge, entre la rivière St-Germain et la voie ferrée du C.N., de densité moyenne II à densité moyenne I et de modifier l'affectation commerciale des lots 293 et 294 localisés au nord de la voie ferrée du C.N. pour une affectation résidentielle à densité faible;

- **Règlement no. 2363** amendant le règlement de zonage municipal no. 6-90 dans le but de modifier le plan de zonage afin de créer une zone résidentielle bifamiliale et trifamiliale Rb4-052-6 sur la rue St-Onge (côté nord-est), entre la rivière St-Germain et les lots ayant façade sur la rue Des Grands Ducs et ceci à même la zone commerciale Cs4-052-5 et d'en fixer les normes qui la réglementeront;

INITIALES DE LA MAIRESSE

93

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

- **Règlement no. 2364** amendant le règlement de lotissement municipal no. 7-90 dans le but d'établir des normes de lotissement, soit frontage, profondeur et superficie, pour la nouvelle zone résidentielle Rb4-052-6 située en bordure de la rue St-Onge, côté nord-est, entre la rivière St-Germain et les terrains ayant façade sur la rue Des Grands Ducs et de modifier les normes de lotissement de l'article 110.1 relatives à la superficie et la profondeur;
- **Règlement no. 2365** amendant le règlement de zonage municipal no. 6-90 dans le but de modifier le plan de zonage afin de créer une zone résidentielle bifamiliale et trifamiliale (Rb4-053-3) située de part et d'autre de la rue St-Onge, entre la voie ferrée du C.N. et la limite sud-est des lots ayant façade sur la rue Des Grands Ducs et ceci en annulant la zone commerciale Cs4-052-1 et de fixer les normes qui réglementeront la nouvelle zone résidentielle créée Rb4-053-3;
- **Règlement no. 2366** amendant le règlement de lotissement municipal no. 7-90 dans le but d'établir des normes de lotissement, soit frontage, profondeur et superficie pour la nouvelle zone résidentielle Rb4-053-3 située de part et d'autre de la rue St-Onge, entre la voie ferrée du C.N. et la limite sud-est des terrains ayant front sur la rue Des Grands Ducs;
- **Règlement no. 2367** amendant le règlement de zonage municipal no. 6-90 dans le but de modifier le plan de zonage afin de créer une (1) nouvelle zone résidentielle unifamiliale à même toute la zone commerciale Cz4-054 de ce fait annulée et une partie des zones résidentielles Ru4-053 et Ru4-053-1 (ladite zone créée longeant la voie ferrée du C.N., côté nord-ouest) et d'en fixer des normes qui la réglementeront;
- **Règlement no. 2368** amendant le règlement de lotissement municipal no. 7-90 dans le but d'établir des normes de lotissement concernant le frontage, la profondeur et la superficie pour les zones résidentielles Ru4-053, Ru4-053-1 et Ru4-054;
- **Règlement no. 2369** amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080 dans le but de changer l'affectation du sol des lots 17P situés en bordure de la rue St-Georges côté sud-est, entre le pont de la Traverse et la rue Heriot de "résidentielle, faible densité" à "commerce de détail et de service";
- **Règlement no. 2370** amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier le plan de zonage afin de changer l'utilisation dominante de la zone résidentielle H06-10 localisée à l'angle est des rues St-Georges et Heriot (52 et 58 rue St-Georges) pour une utilisation commerciale (C06-10), d'y ajouter les classes d'usages h5.1 et c2 et de modifier la grille des usages et normes de la zone H06-10 en changeant l'utilisation dominante, en y ajoutant la nouvelle classe d'usages c2 avec usage spécifique, disposition spéciale et des normes afférentes, ainsi qu'en modifiant une norme aux classes h1 et h2;
- **Règlement no. 2371** amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but d'ajouter à la terminologie la définition de l'expression "unités juxtaposées" et une nouvelle disposition concernant le nombre de remises permises pour les unités juxtaposées.

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

899/9/94 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Thérèse Lapoint
.....
Greffière

Francine Lemieux-Jutras
.....
Mairesse



LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

19 septembre 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 19 septembre 1994, **sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no. 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Odette Bélanger Marcotte
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

900/9/94 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel, après y avoir ajouté les items suivants:

35A. Conversion du système d'éclairage et maladie de la dette (M. Jean-Guy Spénard)
35B. Rue St-Laurent (M. Luc Teasdale)
35C. Information - Rémunération des élus (M. Réal Sawyer)
35D. Travaux, rues Heriot et Brock (M. Pierre-Yvan Aubé).

ADOPTÉ

901/9/94 - **Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 6 septembre 1994**

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 6 septembre 1994 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Luc Teasdale, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

902/9/94 - **Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 13 septembre 1994**

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale du 13 septembre 1994 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

Le Conseil prend connaissance de la soumission suivante:

903/9/94

- **LOCATION DE MACHINERIE DE DÉNEIGEMENT - NIVELEUSE - HIVER 94/95 (TP-94-10) - (Soumission sur invitation: Ouverture le 7 septembre 1994)**

(Le détail de cette soumission apparaît à un tableau préparé par M. Denis Larocque, directeur du Service des travaux publics, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A")

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la soumission de **Sintra Inc. (Centre du Québec)**, au montant de 90 $/h (taxes en sus) soit retenue, étant la seule soumission reçue conforme.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres provenant de:

. Commission de Protection du Territoire Agricole du Québec (Demande de la Ville pour aménager des remblais de part et d'autre du ruisseau Fréchette dans le cadre de travaux d'assainissement des eaux usées)
. M. Claude Ryan, Ministre des Affaires municipales (Aide financière de 953 126 $ pour des travaux de revitalisation du centre-ville)
. M. Claude Ryan, Ministre des Affaires municipales (Enveloppe budgétaire additionnelle de 10 000 $ dans le cadre du Programme RéparAction)
. Corporation Municipale de la Paroisse de Saint-Majorique (Limite de vitesse - boul. St-Joseph Ouest, boul. Patrick et route Farley).

904/9/94 - **Autorisation à Superfruit Inc. - Étalage de fruits à l'extérieur de son commerce au 267 Lindsay**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise Superfruit Inc. à procéder à l'étalage de citrouilles à l'extérieur de son commerce situé au 267 rue Lindsay et ce pour la période du 13 au 31 octobre 1994.

ADOPTÉ

905/9/94 - **Autorisation à l'Ensemble Do-Ados Inc. - Installation d'un chapiteau à chacune des succursales Tim Horton**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Ensemble Do-Ados Inc. à installer un chapiteau à chacune des succursales des restaurants Tim Horton le 23 septembre 1994 pour permettre la tenue d'une activité de levée de fonds.

ADOPTÉ

906/9/94 - **Autorisation au directeur des Services juridiques - Règlement hors-cour dans le dossier no. 500-05-001425-931**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que le directeur des Services juridiques de la Ville de Drummondville soit autorisé à procéder par règlement hors-cour dans le dossier numéro 500-05-001425-931 de la Cour Supérieure du district de Montréal, opposant la compagnie 434856 Ontario Inc. à la Ville.

Le règlement hors-cour proposé représente une somme de 15 000 $, laquelle sera payable à même le surplus de l'ex-Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

907/9/94 - **Amendement à l'art. 1 du règlement no. 2338 (travaux d'aqueduc sur le boulevard Allard)**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que l'article 1 du règlement no. 2338 décrétant des travaux d'aqueduc sur le boulevard Allard, entre le 4950 boulevard Allard et les limites de la Ville, soit amendé de façon à préciser que le projet réfère au dossier ME94DR06, plans 1 et 2 datés du 18 août 1994.

ADOPTÉ

908/9/94 - **Appui à la firme Autobus Auger Estrie Inc. - Modification d'horaire et de fréquence des parcours entre Drummondville/Québec**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que le directeur général soit autorisé à signer une lettre d'appui à la firme Autobus Auger Estrie Inc. pour une modification d'horaire et de fréquence des parcours entre Drummondville et Québec.

ADOPTÉ

909/9/94 - **Mandat au Groupe HBA Experts-Conseils Inc. - Surveillance des travaux de conversion au gaz naturel (C.I.D.C.S.G.)**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe HBA Experts-Conseils Inc. aux fins de préparer les plans, les devis et une demande de soumissions publiques et d'assurer la surveillance des travaux de conversion au gaz naturel du système de chauffage du Centre d'information documentaire Côme St-Germain.

ADOPTÉ

910/9/94 - **Emprunt de 32 200 $ au fonds de roulement**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville emprunte une somme de 32 200 $ à son fonds de roulement pour la réalisation des travaux de conversion au gaz naturel du système de chauffage du Centre d'information documentaire Côme St-Germain.

Cet emprunt est remboursable sur une période de 3 ans et de la façon suivante:

10 735 $ en 1995
10 735 $ en 1996
10 730 $ en 1997.

ADOPTÉ



911/9/94 - **Autorisation à l'ingénieur municipal - Signature d'un procès-verbal de bornage (lot 134-45 et partie du lot 134-46)**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise l'ingénieur municipal à signer pour et au nom de la Ville un procès-verbal de bornage affectant le lot 134-45 et une partie du lot 134-46 du cadastre du Canton de Grantham, situés le long des rues Killoran et Gall.

Les honoraires professionnels sont de l'ordre de 750 $.

ADOPTÉ

912/9/94 - **Installation d'affiches publicitaires - Levée de fonds de la Fondation Ste-Croix**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise Les Pétroles Therrien Inc. à installer des affiches publicitaires dans le cadre de la levée de fonds de la Fondation Ste-Croix, le tout pour la période du mois d'octobre 1994.

ADOPTÉ

Rapport du trésorier - Activités électorales pour l'année 1993

Conformément à l'article 513 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, le trésorier d'élection dépose le compte rendu des activités électorales de l'année 1993.

Les membres du Conseil en prennent connaissance et copie est transmise aux archives de la Ville.

Dépôt du certificat relatif au règlement no. 2361

Conformément à la loi, la greffière dépose le certificat concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur le règlement no. 2361 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850.

913/9/94 - **Signature d'un plan de cadastre (Les Hebdos Unimédia)**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un plan de cadastre pour le terrain faisant l'objet de la vente à Les Hebdos Unimédia, le tout sans frais pour la Ville.

ADOPTÉ

914/9/94 - **Demande à la SQAE - Système d'aération hybride pour la station d'épuration**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville demande à la Société québécoise d'assainissement des eaux de concevoir un système d'aération hybride pour la station d'épuration, c'est-à-dire la première série d'étangs avec des aérateurs du type à Tube Statique et la seconde série avec des aérateurs du type à Fine Bulle.

Abrogée par rés. 27/1/95

ADOPTÉ

915/9/94 - **Appui à la candidature de la Ville de Victoriaville comme ville hôtesse - Finale provinciale des Jeux du Québec, été 1997**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville appuie la candidature de la Ville de Victoriaville comme ville hôtesse pour la présentation de la Finale provinciale des Jeux du Québec, été 1997, et assure le futur Comité organisateur de son entière collaboration.

ADOPTÉ

916/9/94 - **Adoption du projet de règlement no. 2378 - Plan d'urbanisme**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie,
appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no. 2378 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080 dans le but de changer l'affectation du sol des terrains situés de part et d'autre de la rue Lindsay, dans son tronçon situé approximativement entre la rue Dumoulin et la rue St-Jean, de "résidentielle, moyenne densité 1" à "commerce de détail et de service", soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

La conseillère Réjeanne Viens enregistre sa dissidence sur cette proposition.

ADOPTÉ

917/9/94 - **Avis de motion d'un règlement (no. 2378) - Plan d'urbanisme**

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement (no. 2378) amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080 dans le but de changer l'affectation du sol des terrains situés de part et d'autre de la rue Lindsay, dans son tronçon situé approximativement entre la rue Dumoulin et la rue St-Jean, de "résidentielle, moyenne densité 1" à "commerce de détail et de service".

918/9/94 - **Dispense de lecture du règlement no. 2378**

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2378 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080 dans le but de changer l'affectation du sol des terrains situés de part et d'autre de la rue Lindsay, dans son tronçon situé approximativement entre la rue Dumoulin et la rue St-Jean, de "résidentielle, moyenne densité 1" à "commerce de détail et de service", dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

919/9/94 - **Adoption du projet de règlement no. 2379 - Zonage**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Denis Savoie,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no. 2379 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier le plan de zonage de manière à créer une zone commerciale C06-59 à même une partie de la zone résidentielle H06-33 formée des terrains situés de part et d'autre de la rue Lindsay, dans son tronçon entre la rue Dumoulin et la rue St-Jean, d'y permettre les classes d'usages h2, h3, h5 et c2, d'agrandir la zone résidentielle H06-57 à même une partie de la zone résidentielle H06-33 (terrains en bordure de la rue Des Écoles, côté nord-est, entre la rue Dumoulin et la rue St-François) et d'ajouter la nouvelle zone commerciale C06-59 aux grilles des usages et normes avec les classes d'usages permises, des normes et une disposition spéciale relative aux usages, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

La conseillère Réjeanne Viens enregistre sa dissidence sur cette proposition.

ADOPTÉ

920/9/94 - **Avis de motion d'un règlement (no. 2379) - Zonage**

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement (no. 2379) amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier le plan de zonage de manière à créer une zone commerciale C06-59 à même une partie de la zone résidentielle H06-33 formée des terrains situés de part et d'autre de la rue Lindsay, dans son tronçon entre la rue Dumoulin et la rue St-Jean, d'y permettre les classes d'usages h2, h3, h5 et c2, d'agrandir la zone résidentielle H06-57 à même une partie de la zone résidentielle H06-33 (terrains en bordure de la rue Des Écoles, côté nord-est, entre la rue Dumoulin et la rue St-François) et d'ajouter la nouvelle zone commerciale C06-59 aux grilles des usages et normes avec les classes d'usages permises, des normes et une disposition spéciale relative aux usages.

921/9/94 - **Dispense de lecture du règlement no. 2379**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no. 2379 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier le plan de zonage de manière à créer une zone commerciale C06-59 à même une partie de la zone résidentielle H06-33 formée des terrains situés de part et d'autre de la rue Lindsay, dans son tronçon entre la rue Dumoulin et la rue St-Jean, d'y permettre les classes d'usages h2, h3, h5 et c2, d'agrandir la zone résidentielle H06-57 à même une partie de la zone résidentielle H06-33 (terrains en bordure de la rue Des Écoles, côté nord-est, entre la rue Dumoulin et la rue St-François) et d'ajouter la nouvelle zone commerciale C06-59 aux grilles des usages et normes avec les classes d'usages permises, des normes et une disposition spéciale relative aux usages, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

922/9/94 - **Avis de motion d'un règlement - Entente intermunicipale avec la Mun. de St-Nicéphore (entretien d'hiver de certaines rues)**

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement autorisant la signature d'une entente intermunicipale à intervenir entre la Ville de Drummondville et la Municipalité de St-Nicéphore pour l'entretien d'hiver de la 132e Avenue, de la rue Dubois, de la rue Bellerive et d'une partie du boulevard Allard.

923/9/94 - **Avis de motion d'un règlement - Travaux de drainage et installation d'égouts pluviaux sur le boulevard St-Joseph**

La conseillère Odette Bélanger Marcotte donne avis de motion d'un règlement décrétant l'exécution de travaux de drainage et d'installation d'égouts pluviaux sur le boulevard St-Joseph, entre l'avenue des Lilas et le pont de la rivière St-Germain, ainsi que des travaux d'aménagement d'un terre-plein et des travaux de pavage et prévoyant un emprunt n'excédant pas 1 059 600 $.

924/9/94 - **Adoption du règlement no. 2362 - Plan d'urbanisme**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2362 a été donné (réf: 816/8/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no. 2362 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 4-90 dans le but de réduire la densité d'occupation au sol des terrains situés en bordure de la rue St-Onge, entre la rivière St-Germain et la voie ferrée du C.N., de densité moyenne II à densité moyenne I et de modifier l'affectation commerciale des lots 293 et 294 localisés au nord de la voie ferrée du C.N. pour une affectation résidentielle à densité faible.

Il est proposé par le conseiller Luc Teasdale, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2362 et ce de 9 heures à 19 heures le 27 septembre 1994.

Le conseiller Luc Teasdale fournit des informations supplémentaires concernant le règlement précité.

925/9/94 - **Adoption du règlement no. 2363 - Zonage**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2363 a été donné (réf: 819/8/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no. 2363 amendant le règlement de zonage municipal no. 6-90 dans le but de modifier le plan de zonage afin de créer une zone résidentielle bifamiliale et trifamiliale Rb4-052-6 sur la rue St-Onge (côté nord-est), entre la rivière St-Germain et les lots ayant façade sur la rue Des Grands Ducs et ceci à même la zone commerciale Cs4-052-5 et d'en fixer les normes qui la réglementeront.

Il est proposé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

926/9/94 - **Adoption du règlement no. 2364 - Lotissement**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2364 a été donné (réf: 822/8/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait

un résumé du règlement no. 2364 amendant le règlement de lotissement municipal no. 7-90 dans le but d'établir des normes de lotissement, soit frontage, profondeur et superficie, pour la nouvelle zone résidentielle Rb4-052-6 située en bordure de la rue St-Onge, côté nord-est, entre la rivière St-Germain et les terrains ayant façade sur la rue Des Grands Ducs et de modifier les normes de lotissement de l'article 110.1 relatives à la superficie et la profondeur.

Il est proposé par le conseiller Luc Teasdale, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2364 et ce de 9 heures à 19 heures le 27 septembre 1994.

927/9/94 - **Adoption du règlement no. 2365 - Zonage**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2365 a été donné (réf: 825/8/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no. 2365 amendant le règlement de zonage municipal no. 6-90 dans le but de modifier le plan de zonage afin de créer une zone résidentielle bifamiliale et trifamiliale (Rb4-053-3) située de part et d'autre de la rue St-Onge, entre la voie ferrée du C.N. et la limite sud-est des lots ayant façade sur la rue Des Grands Ducs et ceci en annulant la zone commerciale Cs4-052-1 et de fixer les normes qui réglementeront la nouvelle zone résidentielle créée Rb4-053-3.

Il est proposé par le conseiller Luc Teasdale, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

928/9/94 - **Adoption du règlement no. 2366 - Lotissement**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2366 a été donné (réf: 828/8/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no. 2366 amendant le règlement de lotissement municipal no. 7-90 dans le but d'établir des normes de lotissement, soit frontage, profondeur et superficie pour la nouvelle zone résidentielle Rb4-053-3 située de part et d'autre de la rue St-Onge, entre la voie ferrée du C.N. et la limite sud-est des terrains ayant front sur la rue Des Grands Ducs.

Il est proposé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, appuyé par le conseiller Luc Teasdale, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2366 et ce de 9 heures à 19 heures le 27 septembre 1994.

929/9/94 - **Adoption du règlement no. 2367 - Zonage**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2367 a été donné (réf: 831/8/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no. 2367 amendant le règlement de zonage municipal no. 6-90 dans le but de modifier le plan de zonage afin de créer une (1) nouvelle zone résidentielle unifamiliale à même toute la zone commerciale Cz4-054 de ce fait annulée et une partie des zones résidentielles Ru4-053 et Ru4-053-1 (ladite zone créée longeant la voie ferrée du C.N., côté nord-ouest) et d'en fixer des normes qui la réglementeront.

Il est proposé par le conseiller Luc Teasdale, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

930/9/94 - **Adoption du règlement no. 2368 - Lotissement**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2368 a été donné (réf: 834/8/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no. 2368 amendant le règlement de lotissement municipal no. 7-90 dans le but d'établir des normes de lotissement concernant le frontage, la profondeur et la superficie pour les zones résidentielles Ru4-053, Ru4-053-1 et Ru4-054.

Il est proposé par le conseiller Guy Dubreuil, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2368 et ce de 9 heures à 19 heures le 3 octobre 1994.

931/9/94 - **Adoption du règlement no. 2369 - Plan d'urbanisme**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2369 a été donné (réf: 837/8/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no. 2369 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080 dans le but de changer l'affectation du sol des lots 17P situés en bordure de la rue St-Georges côté sud-est, entre le pont de la Traverse et la rue Heriot de "résidentielle, faible densité" à "commerce de détail et de service".

Il est proposé par le conseiller Guy Dubreuil, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2369 et ce de 9 heures à 19 heures le 27 septembre 1994.

932/9/94 - **Adoption du règlement no. 2370 - Zonage**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2370 a été donné (réf: 840/8/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no. 2370 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but de modifier le plan de zonage afin de changer l'utilisation dominante de la zone résidentielle H06-10 localisée à l'angle est des rues St-Georges et Heriot (52 et 58 rue St-Georges) pour une utilisation commerciale (C06-10), d'y ajouter les classes d'usages h5.1 et c2 et de modifier la grille des usages et normes de la zone H06-10 en changeant l'utilisation dominante, en y ajoutant la nouvelle classe d'usages c2 avec usage spécifique, disposition spéciale et des normes afférentes, ainsi qu'en modifiant une norme aux classes h1 et h2.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

933/9/94 - **Adoption du règlement no. 2371 - Zonage**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2371 a été donné (réf: 843/8/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no. 2371 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850 dans le but d'ajouter à la terminologie la définition de l'expression "unités juxtaposées" et une nouvelle disposition concernant le nombre de remises permises pour les unités juxtaposées.

Il est proposé par le conseiller Réjean Gosselin, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2371 et ce de 9 heures à 19 heures le 27 septembre 1994.

Informations des membres du Conseil

Rénovation domiciliaire: subventions toujours disponibles (M. Gilles Fontaine)

Le conseiller Gilles Fontaine fait lecture d'un communiqué qui traite des sommes disponibles dans le cadre du programme "Virage rénovation".

Conversion du système d'éclairage (M. Jean-Guy Spénard)

Le conseiller Jean-Guy Spénard s'interroge sur les points soulevés par le conseiller Denis Savoie en rapport avec la conversion du système d'éclairage.

Le prix dénoncé par M. Savoie lors de la dernière séance, inclut-il la lampe et le luminaire?

M. Savoie confirme. Il rappelle également que son intervention touchait la spécification dans le cahier des charges, soit le numéro de série H5100G2Y 1224RE.

M. Spénard fait alors mention que certaines lampes et certains luminaires sont source d'économie d'énergie. Il rappelle que l'écart entre les 2 soumissions déposées représente environ 40 000 $.

M. Savoie dit qu'il n'a pas aimé l'addenda de dernière minute.

M. Gérald Lapierre, d.g.a., rappelle les différentes étapes et affirme que depuis le début, la compagnie Landmark a été retenue et qu'aucun addenda n'a été fait dans ce projet.

Quant au financement, le conseiller Spénard se dit d'accord avec le fait que les coûts de financement sont un peu plus élevés, cependant les délais engendrés par un règlement d'emprunt auraient causé des coûts supplémentaires.

Le maire suppléant Alain Carrier fait état d'un rapport soumis par l'ingénieur qui démontrait qu'avec la compagnie Landmark, la Ville réaliserait moins d'économie. Il compare le dossier au contrat des bacs roulants et tente de prouver qu'il est plus économique de faire que de faire faire.

M. Gérald Lapierre, d.g.a., rappelle que l'économie d'énergie n'a pas été le seul critère pour choisir la compagnie Landmark mais également la diffusion de la lumière a joué un rôle important. De plus, il soutient que les soumissions correspondent aux chiffres dénoncés par le Groupe HBA Experts-Conseils.

Maladie de la dette (M. Jean-Guy Spénard)

Le conseiller Jean-Guy Spénard cite certains commentaires de la Canadienne d'évaluation de crédit et parle du niveau d'endettement de la Ville.

Madame la mairesse précise l'échéancier qui a été suivi pour le dossier de conversion et juge qu'à partir du moment où Hydro-Québec a accepté le projet de Drummondville, tout a été mis en oeuvre pour réaliser le programme.

Le maire suppléant Alain Carrier trouve bizarre que si CBRS regarde tout çà, pourquoi on paie 2% de plus.

Le conseiller Jean-Guy Spénard mentionne la dette per capita pour les années 1987, 1988, 1989 et 1992.

Pour le conseiller Luc Teasdale, il s'agit de faire une gestion efficace.

Rue St-Laurent (M. Luc Teasdale)

Le conseiller Luc Teasdale veut savoir ce qui arrive avec la demande des propriétaires de la rue St-Laurent.

Madame la mairesse confirme qu'une rencontre est prévue pour la semaine prochaine.

Information - rémunération des élus

Le conseiller Réal Sawyer s'interroge sur la date de paiement de la rémunération des élus.

Travaux, rues Heriot et Brock

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé informe la population que des travaux seront effectués sur les rues Heriot et Brock et plus particulièrement sur la voie ferrée.

INITIALES DE LA MAIRESSE

105

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Travaux dans le secteur Lapéro-Lemaire

Le conseiller Réjean Gosselin annonce le début des travaux dans le secteur Lapéro-Lemaire.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Aucune personne présente ne pose de questions.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu **lundi le 3 octobre 1994.**

934/9/94 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Thérèse Cajolet
Greffière

Mairesse

INITIALES DE LA MAIRESSE
106
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

26 septembre 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 26 septembre 1994 à 17h00, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Odette Bélanger Marcotte
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Réal Sawyer
Luc Teasdale
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et environnement urbain
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

935/9/94 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

936/9/94

1- **DÉNEIGEMENT 1994-1997 - EX-MUNICIPALITÉ DE GRANTHAM (TP-94-12)**
(Soumissions ouvertes le 14 septembre 1994)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Denis Larocque, directeur du Service des travaux publics, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A")

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la soumission de **Excavation Chauvette Enr.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

937/9/94

2- **AMÉNAGEMENT D'UN SENTIER PIÉTON ET CYCLABLE (SENTIER DES FORGES) (DOSSIER NO. 93215-13) - (Soumissions ouvertes le 23 septembre 1994)**

Soumissionnaires	Prix (taxes incl.)
. PAYSAGISTE MARC-ANDRÉ ENR. 230 Notre-Dame, C.P. 840 St-Germain de Grantham	105 572,47 $
. SOTRAMEX INC. 2345 Sigouin Drummondville	164 022,26 $
. EXCAVATIONS TOURVILLE INC. 5900 boul. Tourville, R.R. 1 Drummondville	143 868,19 $
. SERVICE PAYSAGISTE DRUMMOND INC. 1535 Janelle Drummondville	94 920,35 $
. LAMBERT & GRENIER INC. 1244 Chemin Quatre-Saisons N.D. Bon-Conseil	135 533,34 $

Il est proposé par le conseiller Réal Sawyer, appuyé par le maire suppléant Alain Carrier, et unanimement résolu que la soumission de **Service Paysagiste Drummond Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

938/9/94

3- **VENTE DU LOT 126-3-422 (CHEMIN DU GOLF) - DÉVELOPPEMENT DOMICILIAIRE LA COULÉE - (Soumission ouverte le 23 septembre 1994)**

Soumissionnaire	Prix
. M. STEVE HALLÉ 4715 Fugère Drummondville	32 000,00 $

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que la soumission de **M. Steve Hallé** soit retenue.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

939/9/94 - **Avis de motion d'un règlement - Amendement au règ. no. 2252**

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement no. 2252 (travaux de pavage et de bordures sur la rue Fauteux) de façon à modifier l'article 9 relatif à la taxation.

INITIALES DE LA MAIRESSE

108

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

940/9/94 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Thérèse Cayer
Greffière

Mairesse

INITIALES DE LA GREFFIÈRE
109
INITIALES DE LA MAIRESSE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

3 octobre 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 3 octobre 1994, **sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no. 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Odette Bélanger Marcotte
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

941/10/94 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Réal Sawyer, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel, après y avoir ajouté les items suivants:

37G. Bonnes nouvelles - Ville de Drummondville (M. Jean-Guy Spénard)
37H. Règlement no. 2376 (M. Réal Jean)
37I. Commentaires (M. Réjean Gosselin)
37J. Règlement no. 2362 (M. Luc Teasdale)
37K. Pavage - rue Des Grands Ducs (M. Luc Teasdale)
37L. Abris d'autos (M. Gilles Fontaine)
37M. Information - dépenses (M. Alain Carrier)
37N. Information - éclairage (M. Denis Savoie).

ADOPTÉ

Proclamation - "Semaine nationale de la Famille"

Madame la mairesse proclame la semaine du 3 au 9 octobre 1994 "Semaine nationale de la Famille".

942/10/94 - **Adoption du procès-verbal - Ass. publ. cons. du 19 septembre 1994**

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 19 septembre 1994 à 19h00 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

943/10/94 - **Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 19 septembre 1994**

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 19 septembre 1994 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

944/10/94 - **Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 26 septembre 1994**

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 26 septembre 1994 à 17h00 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

945/10/94

1- **ENSEMENCEMENT DU PARC LA VOLIERE (DOSSIER: M-4137-15)**
(Soumissions ouvertes le 30 septembre 1994)

Soumissionnaires	Prix (taxes incl.)
. SOTRAMEX INC. 2345 Sigouin Drummondville	76 481,36 $
. EXCAVATION TOURVILLE INC. 5 900 boul. Tourville St-Nicéphore	80 715,35 $

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Luc Teasdale, et unanimement résolu que la soumission de **Sotramex Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

946/10/94

2- **FOURNITURE DE CHLORURE DE SODIUM EN VRAC (NO. 4-088)**
(Soumissions ouvertes le 28 septembre 1994)

Soumissionnaires	Prix (taxes en sus)
. SEL AKZO NOBEL LTÉE 507 Place d'Armes, suite 2003 Montréal	53,96 $ la tonne métrique

. SIFTO CANADA INC. 7044 Notre-Dame Est Montréal	53,90 $ la tonne métrique
. Mines Seleine, Division de la Société Canadienne de Sel Ltée 10701 Parkway Ville d'Anjou	53,24 $ la tonne métrique

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la soumission de **Mines Seleine, Division de la Société canadienne de Sel Ltée** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉ

Le conseiller Guy Drouin souhaite que l'on tente d'obtenir les causes de l'augmentation depuis 1987-1988.

947/10/94

3- **FOURNITURE DE CHLORURE DE CALCIUM EN VRAC POUR ABRASIF (NO. 4-089)**
(Soumissions ouvertes le 28 septembre 1994)

Soumissionnaires	Prix (taxes en sus)
. PRODUITS CHIMIQUES GENERAL DU CANADA LTÉE Ile Clark Valleyfield	253,36 $ la tonne métrique
. SOMAVRAC INC. 3450 Boul. Royal Trois-Rivières	287,00 $ la tonne métrique

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la soumission de **Produits Chimiques Général du Canada Ltée** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉ

948/10/94

4- **ECLAIRAGE RUE LINDSAY - PHASE III (DOSSIER NO. ME94DR03)**
(Soumissions ouvertes le 28 septembre 1994)

Soumissionnaires	Prix (taxes incl.)
. PAUL SAVARD ENT. ELECT. INC. 532 Lindsay Drummondville	94 343,46 $
. ELECTRO-SYSTEME P.L. INC. 235 Lévis Drummondville	94 535,37 $

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la soumission de **Paul Savard Ent. Elect. Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE

112

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

949/10/94

5- **FOURNITURE D'ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES A LA BIBLIOTHEQUE**
(Soumissions sur invitation: Ouverture le 15 août 1994)

Soumissionnaires	Prix (taxes incl.)
. CONSULTANTS TECHNI-INFO B.F. INC. 110 Avenue des Chênes Victoriaville	31 408 $
. M.A.I. CANADA 1963 boul. Charest Ouest Ste-Foy	22 493 $

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que la soumission de **M.A.I Canada** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉ

950/10/94

6- **FOURNITURE ET PLANTATION DE FLEURS ET MOSAICULTURE**
(Soumissions ouvertes le 27 septembre 1994)

(Le détail de ces soumissions apparait à un tableau préparé par M. Gilles Charest, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A")

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que les soumissionnaires suivants soient retenus pour les items ci-après mentionnés:

- **SERRES TROPICELL ENR.** pour un montant total de 6 505,69 $ (item no. 1)
- **SERRES BINETTE INC.** pour un montant total de 7 910,20 $ (items nos 2, 3 et 4)
- **SERRE S.A.D. INC.** pour un montant total de 3 713,50 $ (item no. 5).

ADOPTÉ

951/10/94

7- **TRAVAUX DE RÉNOVATION DU CHALET LAURENT BERNIER (NO. 4-093)**
(Soumissions ouvertes le 27 septembre 1994)

(Le détail de ces soumissions apparait à un tableau préparé par M. Gilles Charest, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A")

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la soumission de **Construction A. Lambert Enr.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres provenant de:

. Sidac Centre-Ville (Invitation à la Ville de revoir sa réglementation sur les vendeurs itinérants)
. Résidents de la rue Des Camélias (Pétition pour la réalisation des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur cette rue)
. 1 805 citoyens (Pétition afin de permettre le transport en commun le dimanche)
. Chambre de Commerce de Drummond (Projet de modification au plan d'urbanisme - agrandissement de la zone commerciale du centre-ville).

952/10/94 - **Acceptation des comptes**

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 6 septembre au 3 octobre 1994, lesquels comptes totalisent la somme de 4 336 141,77 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

953/10/94 - **Utilisation de l'O.Y.C. - Corps de Cadets de la Marine Royale du Canada**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise le Corps de Cadets de la Marine Royale du Canada, unité 218 Drummondville, à utiliser l'Olympia Yvan Cournoyer le 3 juin 1995 pour sa revue annuelle.

ADOPTÉ

954/10/94 - **Subvention de 650 $ - Centraide Coeur du Québec Inc.**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 650 $ à Centraide Coeur du Québec Inc. à titre de subvention 1994.

ADOPTÉ

955/10/94 - **Affectation d'une somme de 7 000 $ à même son fonds de parc - (réparation majeure - Les Loisirs St-Joseph)**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville affecte une somme de 7 000 $ à même son fonds de parc pour une réparation majeure au Centre abritant Les Loisirs St-Joseph de Drummondville Inc.

ADOPTÉ

956/10/94 - **Mandat à Me Hélène Lupien - Acquisition des rayons d'emprises de la rue Letendre (281-64 Ptie et 281-52 Ptie)**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate Me Hélène Lupien, notaire, aux fins de préparer et rédiger un acte d'acquisition d'une partie du lot 281-64 du cadastre du Canton de Grantham telle que décrite à la description technique préparée par M. Pierre Grondin, arpenteur-géomètre, le 2 septembre 1994 (dossier no 1168 - minute no 2829), propriété de la compagnie Emballage D.G. Inc., et d'une partie du lot 281-52 du cadastre du Canton de Grantham telle que décrite à la description technique préparée par M. Pierre Grondin, arpenteur-géomètre, le 2 septembre 1994 (dossier no 1168 - minute no 2830), propriété de la compagnie 2547-4362 Québec Inc.

Cette acquisition est faite pour la somme nominale de un dollar (1,00 $) et autres considérations.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉ

957/10/94 - **Mandat à Me Paul Biron - Opinion juridique sur l'art. 18 du décret 1731-93 (Regroupement Drummondville/Grantham)**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate Me Paul Biron, avocat, aux fins d'obtenir une opinion juridique sur l'article 18 du décret 1731-93 du 8 décembre 1993 autorisant le regroupement des municipalités de Drummondville et Grantham.

ADOPTÉ

958/10/94 - **Mandat à Les Consultants Falardeau & Ass. Ltée - Installation de feux de circulation (angle boul. Lemire/rue Janelle)**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Les Consultants Falardeau & Associés Ltée, spécialistes en feux de circulation, aux fins de préparer les plans, les devis et une demande de soumissions publiques et d'assurer la surveillance des travaux d'installation de feux de circulation à l'angle du boulevard Lemire et de la rue Janelle.

ADOPTÉ

959/10/94 - **Mandat à M. Alain David - Servitude temporaire sur les lots 299 et 301, propriété de M. Marcel Guilbault**

Il est proposé par le conseiller Guy Dubreuil, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate M. Alain David, évaluateur, aux fins d'évaluer la servitude temporaire à être prise sur les lots 299 et 301 du cadastre du Canton de Grantham, propriété de M. Marcel Guilbault.

ADOPTÉ

960/10/94 - **Acceptation des prévisions budgétaires 1995 de l'O.M.H.D.**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville accepte les prévisions budgétaires de l'Office municipal d'habitation de Drummondville pour l'année 1995.

ADOPTÉ

961/10/94 - **Appui au projet du Comptoir Alimentaire Drummond**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Luc Teasdale, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville appuie le projet du Comptoir Alimentaire Drummond déposé au Fonds d'interventions régionales.

ADOPTÉ

962/10/94 - **Dépôt du compte rendu (20/9/94) - Comité de transp. en commun**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de transport en commun tenue le 20 septembre 1994 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉ

963/10/94 - **Dépôt du procès-verbal (21/9/94) - C.C.U.**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 21 septembre 1994 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉ

964/10/94 - **Autorisation pour une enseigne murale sur le bâtiment sis aux 182-186 Heriot - P.I.A.**

Considérant qu'une demande d'autorisation pour une enseigne sur le mur arrière de la bâtisse sise aux 182-186 rue Heriot dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant qu'il s'agit d'une intervention pour un bâtiment localisé dans le centre-ville, donc soumis aux critères du P.I.A.:

Considérant que le requérant désire repeindre le mur arrière du rez-de-chaussée d'une couleur gris-vert, ajouter certaines identifications peintes à même le mur et installer une demi-carrosserie d'automobile sur le toit du rez-de-chaussée;

Considérant qu'en vertu de la réglementation actuelle, la carrosserie du véhicule constitue de l'affichage;

Considérant qu'en vertu de l'article 10.3.3 relatif à l'affichage, il est prohibé de permettre l'installation du véhicule sur le toit du rez-de-chaussée;

Considérant que, toujours en vertu du même article 10.3.3 (enseignes prohibées), il est strictement interdit de peindre une enseigne sur un mur de bâtiment;

Considérant que les couleurs de peinture proposées pour l'intervention du rez-de-chaussée s'harmonisent avec le bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville:

a) conserve le statu quo sur la réglementation de zonage actuelle qui prohibe des enseignes peintes à même le mur d'un bâtiment, ainsi que l'installation d'une carrosserie de véhicule;

b) permette les couleurs de peinture proposées sur le mur arrière du rez-de-chaussée (côté Parc Woodyatt) en exigeant, toutefois, que l'enseigne identifiant la discothèque respecte la réglementation actuelle.

ADOPTÉ

965/10/94 - **Refus d'un ajout d'un bâtiment accessoire servant de bureaux au 261 rue Lindsay - P.I.A.**

Considérant qu'une demande visant à ajouter un nouveau bâtiment accessoire d'une grandeur de douze pieds par vingt-quatre pieds (12' x 24') qui servirait de bureaux sur les terrains actuels du CN au 261 rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que l'article 5.4.2.1 du règlement de zonage énumère les usages accessoires permis à un usage principal;

Considérant que l'opération d'un usage "bureaux" n'est pas autorisée dans un bâtiment accessoire;

Considérant que l'immeuble où l'intervention est projetée est situé dans le périmètre du centre-ville, donc soumis aux critères du P.I.A.;

Considérant que le matériau proposé pour le revêtement extérieur du bâtiment accessoire projeté est de la tôle;

Considérant que dans le centre-ville ce type de matériau est proscrit;

Considérant que des milliers de voyageurs circulent sur cette ligne de transport;

Considérant que l'architecture du bâtiment projeté n'améliore pas la qualité visuelle du paysage urbain actuel;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville conserve le statu quo sur la réglementation d'urbanisme actuelle qui prohibe les bureaux comme usage accessoire dans une classe d'usages dite "utilité publique" et ce, dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉ

966/10/94 - **Acceptation d'un projet d'agrandissement du bâtiment sis au 607 Lindsay et de démolition du bâtiment sis au 601 Lindsay (P.I.A.)**

Considérant qu'une demande visant à agrandir la partie arrière du commerce situé au 607 rue Lindsay (Bouffard Fourrure), a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le requérant désire agrandir la voûte de son commerce (entrepôt de fourrures) située à l'arrière;

Considérant que la grille des usages et normes de la zone concernée prévoit une norme maximale de quarante pour cent (40%) pour la superficie d'implantation du bâtiment au sol sur le terrain;

Considérant qu'en tenant compte du projet d'agrandissement, la superficie d'implantation au sol du bâtiment serait de soixante-deux pour cent (62%);

Considérant qu'en accordant une dérogation mineure sur la norme précitée relative à la superficie d'implantation du bâtiment au sol, cela ne causerait pas de préjudice aux droits de jouissance des propriétés voisines;

Considérant que l'agrandissement projeté scinderait davantage les deux (2) utilisations du bâtiment principal, soit l'aire de vente et l'aire de l'atelier/design et entreposage;

Considérant que l'agrandissement projeté permettrait un meilleur fonctionnement des opérations intérieures;

Considérant que les matériaux utilisés pour l'agrandissement seraient les mêmes que ceux déjà existants, soit de la brique d'argile rouge;

Considérant que le projet d'agrandissement respecte l'harmonisation architecturale du bâtiment existant et de son environnement;

Considérant que les deux (2) cases de stationnement supplémentaires nécessitées par le projet d'agrandissement seraient localisées sur le terrain adjacent, soit le 601 rue Lindsay;

Considérant qu'au 601 rue Lindsay, un bâtiment de type commercial (Radio d'auto Drummond) doit être démoli;

Considérant que le bâtiment commercial à être démoli n'a pas une valeur patrimoniale élevée;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville:

a) accepte le projet d'agrandissement du bâtiment situé au 607 rue Lindsay dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale;

b) accepte la dérogation mineure nécessaire au projet d'agrandissement et relative à la norme maximale exigée pour la superficie d'implantation au sol du bâtiment par rapport au terrain passant de quarante pour cent (40%) à soixante-deux pour cent (62%);

c) autorise la démolition du bâtiment commercial sis au 601 rue Lindsay.

ADOPTÉ

967/10/94 - **Dépôt du compte rendu (22/9/94) - Comité de Circulation**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de Circulation tenue le 22 septembre 1994 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉ

968/10/94 - **Installation d'enseignes "Interdiction de stationnement" sur la rue Ringuet (entre St-Alfred et St-Pierre)**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'enseignes "Interdiction de stationnement" sur la rue Ringuet, entre les rues St-Alfred et St-Pierre, et ce du lundi au vendredi, de 8h00 à 16h00, du 23 août au 23 juin.

ADOPTÉ

Dépôt des certificats relatifs aux règlements nos 2362, 2364, 2366, 2369, 2371 et 2376

Conformément à la loi, la greffière dépose les certificats concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur les règlements suivants:

- règlement no. 2362 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 4-90;
- règlement no. 2364 amendant le règlement de lotissement municipal no. 7-90;
- règlement no. 2366 amendant le règlement de lotissement municipal no. 7-90;
- règlement no. 2369 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no. 2080;
- règlement no. 2371 amendant le règlement de zonage municipal no. 1850;
- règlement no. 2376 décrétant un emprunt de 165 000 $ afin de permettre la modification d'un projet de construction d'unités résidentielles de trois logements-condominium, déjà amorcé, en un projet de construction unifamiliale dans le secteur "Les Jardins du Golf, phase 3".

Suite au registre tenu le 28 septembre 1994 concernant le règlement no. 2376 décrétant un emprunt de 165 000 $ afin de permettre la modification d'un projet de construction d'unités résidentielles de trois logements-condominium, déjà amorcé, en un projet de construction unifamiliale dans le secteur "Les Jardins du Golf, phase 3", 1059 personnes ont signé le registre alors que le minimum requis était de 773 pour rendre obligatoire la tenue d'un scrutin référendaire.

969/10/94 - **Abandon des procédures du règlement no. 2376**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le Conseil de la Ville de Drummondville abandonne les procédures du règlement no. 2376 décrétant un emprunt de 165 000 $ afin de permettre la modification d'un projet de construction d'unités résidentielles de trois logements-condominium, déjà amorcé, en un projet de construction unifamiliale dans le secteur "Les Jardins du Golf, phase 3".

970/10/94 - **Avis de motion d'un règlement - Emprunt de 105 000 $ - Construction d'unités résidentielles - Les Jardins du Golf, Ph 3**

Le conseiller Réal Sawyer donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas 105 000 $ afin de permettre la modification d'un projet de construction d'unités résidentielles de trois logements-condominium, déjà amorcé, en un projet de construction unifamiliale dans le secteur "Les Jardins du Golf, phase 3". L'emprunt inclura notamment des frais de démolition ou de relocalisation de certains équipements, de même que le remboursement d'honoraires professionnels et autres sommes déjà déboursées pour la mise en oeuvre du projet en cours.

971/10/94 - **Avis de motion d'un règlement - Amendement au règ. no. 2359**

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement no. 2359 relatif aux P.I.A. afin de soumettre une partie de la zone résidentielle H01-43 à certains critères quant à la construction des bâtiments et à l'aménagement des terrains.

Rapport mensuel du Service de planification du territoire - Construction

Le conseiller Gilles Fontaine résume la situation de l'habitation pour le mois de septembre 1994 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 1993.

Rapport trimestriel du trésorier au 31 août 1994

Le conseiller Jean-Guy Spénard commente le rapport du trésorier pour la période se terminant le 31 août 1994.

972/10/94 - **Protocole d'entente avec le Pensionnat de Drummondville Heures de glace au C.M.D. - Saison 1994/1995**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que le directeur du Service du Loisir et de l'Action communautaire soit autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Pensionnat de Drummondville pour l'utilisation d'heures de glace au Centre Marcel Dionne durant la saison hivernale 1994-1995.

ADOPTÉ

973/10/94 - **Tenue d'un encan-show le 8 octobre 1994 - Fondation Ste-Croix Inc.**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise la Fondation Ste-Croix Inc. à tenir un encan-show le 8 octobre 1994 sur le site de l'hôpital.

La Ville autorise également l'affichage temporaire pour cette journée et permet l'opération d'une cantine durant l'activité.

ADOPTÉ

974/10/94 - **Tenue d'une guignolée - Comptoir Alimentaire Drummond**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise le Comptoir Alimentaire Drummond Inc. à tenir une guignolée le 4 décembre 1994 et à l'annoncer le 3 décembre 1994, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉ

975/10/94 - **Modification des modalités de paiement du salaire des élus municipaux**

Il est proposé par le maire suppléant Alain Carrier, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville modifie les modalités de paiement du salaire des élus municipaux de façon à permettre le paiement aux 15 jours pour le salaire et le remboursement de la portion attribuable aux dépenses à la fin de chaque mois.

ADOPTÉ

976/10/94 - **Avis de motion d'un règlement - Amendement au règlement no 2240 Permis de stationnement pour résidents du centre-ville**

La conseillère Réjeanne Viens donne avis de motion d'un règlement modifiant le règlement no. 2240 en établissant un permis de stationnement pour certains résidents du centre-ville.

977/10/94 - **Avis de motion d'un règlement - Manque à gagner de 18 000 $ (Travaux d'aqueduc sur le boul. Allard - règlement no. 2338)**

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement no. 2338 de manière à augmenter l'emprunt qui y est prévu de 72 000 $ à 90 000 $.

978/10/94 - **Avis de motion d'un règlement - Signature de l'addenda no. 1 à l'entente interm. créant la Régie interm. de la Cité des Loisirs**

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement autorisant la signature de l'addenda numéro 1 à l'entente intermunicipale créant la Régie intermunicipale de la Cité des Loisirs, intervenue le 28 mai 1991, entre Drummondville et St-Charles-de-Drummond, dans le but de permettre l'addition de substituts aux délégués au conseil d'administration de la Régie.

979/10/94 - **Adoption du règlement no. 2373 - Division de la Ville en 12 districts électoraux pour l'élection générale mun. de 1995**

Lecture est donnée du règlement no. 2373 divisant la Ville de Drummondville en 12 districts électoraux pour l'élection générale municipale de 1995.

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et résolu que ce règlement soit adopté.

Madame la mairesse demande le vote sur la proposition.

Votent POUR	Votent CONTRE
M. Pierre-Yvan Aubé	M. Denis Savoie
Mme Odette Bélanger Marcotte	M. Luc Teasdale
M. Guy Drouin	M. Alain Carrier
M. Guy Dubreuil	M. Robert Lafrenière
M. Gilles Fontaine	
M. Réjean Gosselin	
M. Réal Jean	
M. Réal Sawyer	
M. Jean-Guy Spénard	
Me Céline Trottier	
Mme Réjeanne Viens	

ADOPTÉ A LA MAJORITÉ

Le conseiller Luc Teasdale appuie le conseiller Denis Savoie puisque celui-ci n'est pas satisfait de la division proposée.

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé est d'avis que tous ont perdu une partie du territoire antérieur et que le travail a été fait de façon honnête.

Le conseiller Réal Jean rappelle qu'il y a eu unanimité lors du dépôt du projet.

Le conseiller Denis Savoie rappelle ses interventions lors de la préparation du projet.

La conseillère Céline Trottier souligne que les documents d'information ont été remis à tous; qu'une vérification a pu être faite; qu'à la séance du 22 août chacun avait pu émettre ses commentaires et qu'un avis a été publié dans le journal.

980/10/94 - **Adoption du règlement no. 2380 - Entente intermunicipale avec la Mun. de St-Nicéphore (entretien - ptie du boul. Jean-de-Brébeuf)**

Lecture est donnée du règlement no. 2380 autorisant une entente intermunicipale relative à l'entretien d'une partie du boulevard Jean-de-Brébeuf entre les municipalités de Drummondville et St-Nicéphore.

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

981/10/94 - **Adoption du règlement no. 2381 - Entente intermunicipale avec la Mun. de St-Germain Paroisse (entretien - cinquième Rang Ouest)**

Lecture est donnée du règlement no. 2381 autorisant une entente intermunicipale relative à l'entretien du cinquième Rang Ouest entre les municipalités de Drummondville et Saint-Germain Paroisse.

Il est proposé par le conseiller Guy Dubreuil, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

982/10/94 - **Adoption du règlement no. 2382 - Entente intermunicipale avec la Mun. de St-Nicéphore (entretien d'hiver sur certaines rues)**

Lecture est donnée du règlement no. 2382 autorisant une entente intermunicipale relative à l'entretien d'hiver d'une partie du boulevard Allard, ainsi que d'une partie des rues Dubois, Bellerive et 132e Avenue entre les municipalités de Drummondville et St-Nicéphore.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

983/10/94 - **Adoption du règlement no. 2383 - Travaux de drainage et installation d'égouts pluviaux sur le boul. St-Joseph**

Lecture est donnée du règlement no. 2383 décrétant un emprunt de 1 059 600 $ pour l'exécution de travaux de drainage et d'installation d'égouts pluviaux sur le boulevard St-Joseph, entre l'avenue des Lilas et le pont de la rivière St-Germain, ainsi que des travaux de pavage et d'aménagement du terre-plein.

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2383 et ce de 9 heures à 19 heures le 19 octobre 1994.

Le conseiller Robert Lafrenière précise que le secteur présente de grandes difficultés d'accès et que le Conseil avait promis que les propriétaires seraient rencontrés afin de répondre aux attentes. Pour ces raisons, il demande donc de mettre tout en oeuvre pour respecter l'engagement face aux résidents et de faire des rencontres.

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé confirme que le projet tient compte des commentaires des propriétaires et il l'assure que l'engagement pris sera respecté.

Le conseiller Guy Drouin souhaite qu'une solution qui satisfasse toutes les parties soit trouvée.

984/10/94 - **Adoption du règlement no. 2384 - Amendement à l'art. 9 du règ. no. 2252 (travaux, rue Fauteux)**

Lecture est donnée du règlement no. 2384 amendant l'article 9 du règlement d'emprunt no. 2252 de manière à en préciser le mode de taxation (travaux de pavage et de bordures sur la rue Fauteux).

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Informations des membres du Conseil

Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du Conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à:

- M. Gilles Dupré, employé au Service des travaux publics, à l'occasion du décès de son frère, M. Albert Dupré;
- la famille de M. Roland Langlois, ex-policier.

Les bureaux des services municipaux seront fermés le lundi 10 octobre 1994 (M. Jean-Guy Spénard)

Le conseiller Jean-Guy Spénard avise la population que les bureaux administratifs de la Ville seront fermés le 10 octobre 1994.

Le Service de transport en commun sera interrompu le lundi 10 octobre 1994 (M. Réal Jean)

Le conseiller Réal Jean souligne l'interruption du transport en commun lundi le 10 octobre 1994.

Le conseiller Robert Lafrenière traite des sujets suivants:

- Pas d'enlèvement des ordures ménagères ni de collecte sélective le lundi 10 octobre 1994

- 3e opération d'enlèvement des gros rebuts du 17 au 21 octobre 1994

- Interdiction de déposer des feuilles mortes dans les bacs verts utilisés pour la collecte sélective. A ce sujet, le conseiller Réal Sawyer demande que l'on évalue la possibilité de ramasser les feuilles en septembre.

Bonnes nouvelles - Ville de Drummondville (M. Jean-Guy Spénard)

Le conseiller Jean-Guy Spénard informe la population que la cote de crédit des obligations de la Ville a été revisée par la firme CBRS, elle devient BBB+.

Le maire suppléant Alain Carrier compare les méthodes de remboursement de l'ex-municipalité de Grantham et de l'ex-Ville de Drummondville.

M. Spénard précise que l'étude de CBRS ne dit rien de mal, mais constate seulement certaines situations.

Règlement no 2376 (M. Réal Jean)

Le conseiller Réal Jean, au nom de ses collègues qui s'étaient opposés au règlement no 2376, remercie les gens qui se sont présentés au registre.

Le maire suppléant Alain Carrier résume les négociations qui avaient mené au projet de règlement.

Le conseiller Gilles Fontaine confirme qu'il est normal que les citoyens soient au courant et qu'il n'a pas trahi, ni n'a été trahi par personne.

Commentaires (M. Réjean Gosselin)

Le conseiller Réjean Gosselin a exprimé son opinion et ne peut passer sous silence l'attaque de M. Carrier sur son intégrité.

Il mentionne la participation de l'ex-municipalité de Grantham dans certains projets pour les travaux d'infrastructures.

Règlement no 2362 (M. Luc Teasdale)

Le conseiller Luc Teasdale informe le Conseil qu'il a consulté la population du secteur affecté par le règlement no. 2362. Il fait part de certains problèmes de sécurité le long du collecteur St-Onge.

Pavage - rue Des Grands Ducs (M. Luc Teasdale)

Le conseiller Luc Teasdale rassure les résidents du secteur de la rue des Grands Ducs quant au coût des travaux de pavage. Il dit que le prix est d'environ 35 $ le pied linéaire.

Abris d'autos (M. Gilles Fontaine)

Le conseiller Gilles Fontaine rappelle la réglementation relative aux abris d'autos.

Information - dépenses (M. Alain Carrier)

Le maire suppléant Alain Carrier précise certains coûts pour des plantes. Il déclare vouloir travailler pour le grand Drummondville.

Madame la mairesse souhaite depuis longtemps que tout le monde travaille pour la collectivité.

Information - éclairage (M. Denis Savoie)

Compte tenu de l'heure, le conseiller Denis Savoie se désiste de sa période d'information pour laisser la chance aux personnes présentes.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenants:
  a) **Me Denis Gariépy**
     Sujet: - règlement no 2376
  b) **M. Gilles Pellerin**
     Sujet: - pistes cyclables
  c) **M. Réal Vaillancourt**
     Sujet: - item 26A
  d) **M. André Verrier**
     Sujet: - règlement no 2376
  e) **M. Denis Leblanc**
     Sujets: - règlement no 2313
             - usages temporaires
  f) **M. Donald Ross**
     Sujet: - transport en commun
  g) **M. Benoit Cusson**
     Sujet: - transport en commun
  h) **M. Guy Drouin** de la Sidac Centre-Ville
     Sujets: - vendeurs itinérants
             - zone commerciale

a) **Me Denis Gariépy**

Me Gariépy n'a jamais senti que la Ville s'occupait de son dossier. Il juge que la population a été mal informée dans le dossier du règlement no 2376.

b) **M. Gilles Pellerin**

M. Pellerin trouve exagéré le coût de la piste cyclable en voie de réalisation.

Des précisions sont apportées. M. Alain Carrier rappelle qu'il a suggéré d'affecter les sommes prévues pour le pavage de la rue Michaud à la piste cyclable et au pavage de certaines rues. Mme Francine Ruest-Jutras souligne que le kiosque d'information touristique accueille annuellement 40 000 visiteurs. Elle fait état que la MRC de Drummond dans sa planification stratégique évalue parmi ses priorités un réseau vert et un réseau blanc.

c) **M. Réal Vaillancourt**

M. Vaillancourt fait l'autopsie des interventions de certains élus en rapport avec le règlement no 2376.

d) **M. André Verrier**

M. Verrier rectifie certaines déclarations qui, selon lui, sont erronnées.

M. Verrier demande également où en est le projet "Frigon/René-Lévesque"?

e) **M. Denis Leblanc**

M. Leblanc veut obtenir le coût total de la piscine du secteur Sud.

M. Leblanc veut savoir quand le Conseil statuera sur les usages temporaires?

Madame la mairesse confirme que la Sidac a déposé un projet de règlement et que le Conseil fera certaines vérifications dans les meilleurs délais.

f) **M. Donald Ross**

M. Ross souhaite que la population puisse bénéficier des services du transport en commun le dimanche.

INITIALES DE LA MAIRESSE
124
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

g) **M. Benoit Cusson**

M. Cusson appuie la démarche de M. Donald Ross.

h) **M. Guy Drouin de la Sidac Centre-Ville**

M. Drouin souhaite que la Ville tienne compte de la réglementation pour les vendeurs itinérants.

M. Drouin attire l'attention du Conseil sur l'étude du dossier de zonage commercial sur la rue Lindsay.

Une discussion entre le conseiller Denis Savoie et M. Guy Drouin de la Sidac résume la position de chacun sur le sujet.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu **lundi le 17 octobre 1994**.

985/10/94 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Thérèse Lagacé
Greffière

Jacqueline Goyette-Jones
Mairesse

INITIALES DE LA MAIRE
125
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

11 octobre 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 11 octobre 1994 à 17h30, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Odette Bélanger Marcotte
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et environnement urbain
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

986/10/94 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

987/10/94 - **Protocole d'entente avec le Collège St-Bernard - Utilisation d'heures de glace au Centre Marcel-Dionne**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et unanimement résolu que le directeur du Service du Loisir et de l'Action communautaire de la Ville soit autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Collège St-Bernard pour l'utilisation d'heures de glace au Centre Marcel-Dionne durant la saison 1994-1995.

ADOPTÉ

988/10/94 - **Protocole d'entente avec M. J.A. Sylvio Smith - Vente de contrats publicitaires sur panneaux (intérieur et extérieur) des autobus**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec M. J.A. Sylvio Smith pour la vente de contrats publicitaires sur les panneaux à l'intérieur et à l'extérieur des autobus.

Le conseiller Guy Drouin enregistre sa dissidence compte tenu qu'il s'objecte à toute publicité sur les autobus jugeant que la Ville entre en conflit avec le privé et ne respecte pas le règlement d'affichage.

Le conseiller Réal Jean est d'avis que la comparaison entre la publicité sur les autobus et l'affichage est boiteuse. De plus, il rappelle que le Service de transport en commun est un service subventionné et que les revenus générés par la vente de publicité diminuent le déficit.

Le conseiller Luc Teasdale trouve que la publicité n'est pas toujours de bon goût.

Madame la mairesse demande le vote sur la proposition.

Votent POUR	Votent CONTRE
M. Pierre-Yvan Aubé	M. Réal Sawyer
Me Céline Trottier	M. Luc Teasdale
M. Robert Lafrenière	M. Alain Carrier
Mme Odette Bélanger Marcotte	M. Guy Drouin
M. Réal Jean	
M. Jean-Guy Spénard	
M. Gilles Fontaine	
M. Réal Gosselin	
M. Denis Savoie	
Mme Réjeanne Viens	

ADOPTÉ A LA MAJORITÉ

989/10/94 - **Protocole d'entente avec Cascades Inc. - Entretien du parc Antonio-Lemaire**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec la compagnie Cascades Inc. pour l'entretien du parc Antonio-Lemaire.

L'entente est valable pour l'année 1994 et représente un déboursé de 3 375 $ pour la Ville, soit 50% du contrat d'entretien.

ADOPTÉ

990/10/94 - **Autorisation au Groupe HBA Experts-Conseils Inc. - Présentation de plans & devis au MENVIQ (Aq., ég. & voirie - secteur Loring)**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise la firme Le Groupe HBA Experts-Conseils Inc. à présenter, pour approbation, au ministère de l'Environnement les plans et devis pour la réalisation des travaux du secteur Loring (lot numéro 1 - projet centre-ville). Lesdits plans et devis portent le numéro de projet 0594016.

ADOPTÉ

991/10/94 - **Mandat à Le Groupe Conseil Robert Malouin Inc. - Surveillance des travaux prévus au règlement no 2350 (secteur Lapéro-Lemaire)**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Le Groupe Conseil Robert Malouin Inc. aux fins d'assurer la surveillance des travaux prévus dans le secteur Lapéro-Lemaire et décrétés au règlement no 2350.

ADOPTÉ

992/10/94 - **Vente d'un terrain industriel à Entreposage Bourret Inc.**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie Entreposage Bourret Inc. une partie des lots 281 et 282 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie totale de 49 271,1 mètres carrés, le tout selon le plan et la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Yves Noël en date du 7 octobre 1994 (numéro de répertoire: 4411 - numéro de minute: 7350), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

Cette vente est faite en contrepartie d'une somme de cent trente-huit mille trois cent neuf dollars et quatre-vingt-dix cents (138 309,90 $), et de la rétrocession d'une partie du lot 281-32, d'une superficie de 3 167,8 mètres carrés. Ladite somme de 138 309,90 $ est payable comme suit:

- 10% à la signature du contrat, soit treize mille neuf cents dollars (13 900 $);
- le solde de cent vingt-quatre mille quatre cent neuf dollars et quatre-vingt-dix cents (124 409,90 $) est payable à raison de versements annuels, égaux et consécutifs de vingt-quatre mille huit cent quatre-vingt-un dollars et quatre-vingt-dix-huit cents (24 881,98 $), dont le premier versement deviendra dû et échu un an après la signature du contrat et les autres d'année en année jusqu'à parfait paiement avec intérêt au taux de 8% payable en même temps et en plus des versements de capital.

Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire Michel Giguère et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "B".

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

Le maire suppléant Alain Carrier se dit d'accord avec la vente d'un terrain industriel mais est en désaccord quant au financement. Il invoque que les terrains ne sont pas chers et que les industriels profitent d'une exemption de taxes et ne déboursent aucune somme supplémentaire pour les infrastructures. Il préférerait que l'on vende seulement une partie et que le promoteur paie comptant. Il compare ce dossier à une vente de terrain dans le secteur résidentiel.

Le conseiller Guy Drouin se déclare en faveur de la vente telle que proposée.

Le conseiller Luc Teasdale trouve que la Ville crée un précédent.

Le conseiller Jean-Guy Spénard précise que la compagnie paiera 8% d'intérêt et il fait lecture des "Considérant" qui ont motivé la recommandation de la Société de Développement Économique de Drummondville.

Le conseiller Réjean Gosselin rappelle que l'ex-municipalité de Grantham a déjà procédé de la même façon lorsqu'elle a vendu une rue à la même compagnie.

Le conseiller Denis Savoie demande si la Ville finance lorsqu'elle vend du terrain résidentiel?

Madame la mairesse répond que l'offre avait été faite pour le secteur Boisé de la Marconi.

La conseillère Odette Bélanger Marcotte demande le vote, elle est appuyée par le conseiller Pierre-Yvan Aubé.

Tous sont d'accord pour cette proposition de vote.

Madame la mairesse demande le vote sur la proposition principale.

Votent POUR	Votent CONTRE
M. Pierre-Yvan Aubé	M. Alain Carrier
Me Céline Trottier	M. Denis Savoie
M. Robert Lafrenière	M. Luc Teasdale
Mme Odette Bélanger Marcotte	
M. Réal Jean	
M. Jean-Guy Spénard	
M. Gilles Fontaine	
M. Réal Gosselin	
Mme Réjeanne Viens	
M. Réal Sawyer	
M. Guy Drouin	

ADOPTÉ A LA MAJORITÉ

A 18h15, les conseillers Odette Bélanger Marcotte et Robert Lafrenière quittent leurs sièges.

993/10/94 - **Adoption du règlement no 2385 modifiant le règlement no 2240 (permis de stationnement pour certains résidents du centre-ville)**

Lecture est donnée du règlement no 2385 modifiant le règlement no 2240 de façon à établir un permis de stationnement pour certains résidents du centre-ville.

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Le conseiller Luc Teasdale trouve que vingt-cinq dollars (25 $) pour le coût du permis, c'est dispendieux.

Le conseiller Robert Lafrenière précise qu'il s'agit pour la Ville de trouver un moyen pour répondre aux attentes des propriétaires du secteur et que si on tient compte des coûts que chaque propriétaire débourse pour son terrain personnel, les coûts ne sont pas onéreux.

Le conseiller Réal Sawyer aurait pour sa part préféré qu'on ne délimite pas les endroits mais qu'on respecte les besoins.

994/10/94 - **Adoption du règlement no 2386 - Amendement au règlement no 2338**

Lecture est donnée du règlement no 2386 amendant le règlement no 2338 de manière à augmenter l'emprunt qui y est prévu de 72 000 $ à 90 000 $ (travaux d'aqueduc sur le boulevard Allard).

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no. 2386 et ce de 9 heures à 19 heures le 25 octobre 1994.

995/10/94 - **Adoption du règlement no 2387 - Signature de l'addenda no 1 à l'entente interm. créant la Régie interm. de la Cité des Loisirs**

Lecture est donnée du règlement no 2387 autorisant la signature de l'addenda numéro 1 à l'entente intermunicipale créant la Régie intermunicipale de la Cité des Loisirs, intervenue le 28 mai 1991, entre Drummondville et St-Charles-de-Drummond, dans le but de permettre l'addition de substituts aux délégués au conseil d'administration de la Régie.

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

996/10/94 - **Adoption du projet de règlement no 2388 - P.I.A.**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par la conseillère Réjeanne Viens,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2388 amendant le règlement no 2359 relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale visant à y assujettir une portion du territoire comprise dans la zone résidentielle H01-43, à savoir les terrains transversaux, en totalité ou en partie, entre le boulevard René-Lévesque et la rue F.-X. Charbonneau et ayant pour effet de soumettre l'obtention de tout permis de construction et de tout certificat d'autorisation relatifs à l'architecture extérieure de certains bâtiments à l'approbation du Conseil municipal en regard d'objectifs et critères d'aménagement spécifiques qui seront précisés à l'intérieur du présent règlement, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ

997/10/94 - **Adoption du règlement no 2389 - Emprunt de 105 000 $ - (projet de construction unifamiliale - Les Jardins du Golf, Ph. 3)**

Lecture est donnée du règlement no 2389 décrétant un emprunt de 105 000 $ afin de permettre la modification d'un projet de construction d'unités résidentielles de trois logements-condominium, déjà amorcé, en un projet de construction unifamiliale dans le secteur "Les Jardins du Golf, phase 3".

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 2389 et ce de 9 heures à 19 heures le 25 octobre 1994.

998/10/94 - **Acceptation du projet de bâtiments à être construits sur les terrains à l'angle boul. René-Lévesque/rue Paul-H.-Frigon**

Considérant que des nouvelles esquisses des façades des bâtiments comprenant quatre (4) logements à être construits sur la portion de terrain résiduelle localisée à l'angle du boulevard René-Lévesque et de la rue Paul-H.-Frigon;

Considérant que le projet domiciliaire nécessite un plan d'aménagement d'ensemble;

Considérant que seule la portion de terrain sous étude n'était pas incluse dans le plan d'aménagement d'ensemble quant au type de bâtiments prévu, ainsi qu'à leur architecture;

Considérant que les plans proposés prévoient trois (3) constructions de quatre (4) unités de logements chacune;

Considérant que lesdits plans démontrent une architecture fort intéressante;

Considérant que plusieurs éléments architecturaux décoratifs ont été ajoutés, offrant ainsi des perspectives ayant plus d'éclat;

Considérant que sur la façade principale du bâtiment nous retrouvons un matériau décoratif dont le type s'harmonise bien avec l'architecture proposée;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville:

- accepte les plans déposés par M. Denis Chamberland pour la construction de trois (3) quatre (4) logements localisés à l'angle du boulevard René-Lévesque et de la rue Paul-H.-Frigon et ce, dans le cadre du Plan d'aménagement d'ensemble;

- permette les éléments architecturaux de type "moulure architecturale victorienne" sur la façade principale du bâtiment en tenant compte que ce sont des décorations et qu'ils ne sont pas de type maçonnerie.

ADOPTÉ

Période de questions

- Intervenants: a) **M. André Verrier**
  b) **M. Denis Drolet**
  c) **M. Pierre Pelletier**

a) **M. André Verrier**

M. Verrier demande au Conseil de baliser le délai d'émission d'un permis pour une construction qui répond aux exigences du P.I.A. prévues au règlement no 2388.

M. Gérald Lapierre, d.g.a., assure les promoteurs que le Service des permis sera très diligent.

INITIALES DE LA MAIRESSE
131
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

M. Verrier veut la garantie que le permis sera émis à l'intérieur d'un délai d'un mois. Suite à l'intervention du maire suppléant Alain Carrier, M. Verrier informe les élus que les promoteurs feront part de leurs doléances prochainement.

Le conseiller Gilles Fontaine rappelle que si une modification au règlement de zonage n'est pas nécessaire, le délai pour l'émission d'un permis n'est pas très long.

b) **M. Denis Drolet**

M. Drolet se dit satisfait de la finale du dossier des Jardins du Golf. Il tient à rétablir certains chiffres.

Le conseiller Réal Jean précise qu'il a défendu un principe.

c) **M. Pierre Pelletier**

M. Pelletier souligne que 7 terrains sont assujettis au P.I.A. et que le Service des permis lui a confirmé qu'un permis pouvait être émis dans un délai de 2 semaines.

999/10/94 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Greffière.

Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
1
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

17 octobre 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 17 octobre 1994 à 19h15, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras;** cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Odette Bélanger Marcotte
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Céline Trottier

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
Mme Anik Bonvouloir, urbaniste

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

1000/10/94 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

Madame la mairesse explique la procédure de consultation publique édictée par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et précise la nature et l'objet des projets de règlements suivants:

- **Règlement no 2378** amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no 2080 dans le but de changer l'affectation du sol des terrains situés de part et d'autre de la rue Lindsay, dans son tronçon entre la rue Dumoulin et la rue St-Jean, de "résidentielle, moyenne densité 1" à "commerce de détail et de service";

INITIALES DE LA MAIRESSE
2
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

- **Règlement no 2379** amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but de modifier le plan de zonage afin de créer une zone commerciale C06-59 à même une partie de la zone résidentielle H06-33 et formée des terrains situés de part et d'autre de la rue Lindsay, dans son tronçon entre la rue Dumoulin et la rue St-Jean, d'y permettre les classes d'usages h2, h3, h5 et c2, d'agrandir la zone résidentielle H06-57 à même une partie de la zone résidentielle H06-33 (terrains situés en bordure de la rue Des Écoles, côté Nord-Est, entre les rues Dumoulin et St-François) et d'ajouter la nouvelle zone commerciale C06-59 aux grilles des usages et normes, les classes d'usages permises, des normes afférentes et une disposition spéciale relative aux usages.

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

1001/10/94 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Thérèse Cayer
Greffière

Françoise Lucas-Jutras
Mairesse

INITIALES DE LA MAIRESSE
3
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

17 octobre 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 17 octobre 1994, **sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no. 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Odette Bélanger Marcotte
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

1002/10/94 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel, après y avoir ajouté les items suivants:

28D) Redécoupage de la région administrative 04 (Mme Francine Ruest-Jutras)
28E) Programme d'infrastructures (M. Alain Carrier)
28F) Transport en commun (M. Luc Teasdale).

ADOPTÉ

Proclamation - "Semaine de la santé et de la sécurité du travail"

Madame la mairesse proclame la semaine du 17 au 23 octobre 1994 "Semaine de la santé et de la sécurité du travail".

1003/10/94 - **Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 3 octobre 1994**

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 3 octobre 1994 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

1004/10/94 - **Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 11 octobre 1994**

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 11 octobre 1994 à 17h30 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

1005/10/94

1- **RÉSERVOIR SOUTERRAIN - USINE DE TRAITEMENT D'EAU (NO 4-094)**
(Soumissions sur invitation: Ouverture le 11 octobre 1994)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Gilles Charest, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A")

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la soumission de **Pierre Léveillée Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉ

1006/10/94

2- **TRANSPLANTATION D'ARBRES (NO 4-100)**
(Soumissions sur invitation: Ouverture le 11 octobre 1994)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Gilles Charest, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A")

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la soumission de **Gestion Edgard Blanchette Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉ

1007/10/94

3- **DÉBLAIEMENT DES PATINOIRES (NO 4-096)**
(Soumissions sur invitation: Ouverture le 7 octobre 1994)

(Le détail de cette soumission apparaît à un tableau préparé par M. Gilles Charest, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A")

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que la soumission de **Terrassements Lambert Inc.** soit retenue pour les items ci-après mentionnés:

- Camion avec chasse-neige : 33,00 $ (taxes en sus)
- Chargeur sur roue avec godet : 50,00 $ (taxes en sus)
- Tracteur-souffleur : 45,00 $ (taxes en sus).

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres provenant de:

. Résidents des rues Dorion, Marchand, Moisan et Mélançon (pétition relativement aux inconvénients causés par les trains du CN)
. Ministère des Affaires municipales (Accord du ministère à ce que la station d'épuration de Drummondville soit conçue avec les deux types d'aération tel que demandé à la résolution no 914/9/94).

La greffière fait également mention de demandes d'aide financière et de lettres de remerciements.

1008/10/94 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 61 St-Denis

Considérant qu'une demande de dérogation mineure a été dûment présentée pour l'immeuble situé au 61 rue St-Denis;

Considérant que cette dérogation mineure concerne une diminution de la norme des marges latérales totales dudit immeuble;

Considérant que ladite résidence a été bâtie en novembre 1969;

Considérant que le terrain a une dimension de cinquante pieds par cent pieds (50' x 100');

Considérant que le requérant aimerait se bâtir un abri d'auto;

Considérant que les normes actuelles de la réglementation exigent qu'un abri d'auto soit à zéro virgule cinq mètre (0,5 m) minimum de la limite du terrain tout en respectant un minimum de trois virgule cinq mètres (3,5 m) pour le total des deux (2) marges latérales;

Considérant que le projet du requérant respecte la norme de zéro virgule cinq mètre (0,5 m) pour la marge latérale après construction de l'abri d'auto mais, par contre, la somme des deux (2) marges latérales deviendrait deux virgule quarante-deux mètres (2,42 m);

Considérant qu'en respectant la réglementation, le requérant affirme ne pas avoir un abri d'auto de grandeur suffisante pour être opérationnel;

Considérant que l'aménagement du terrain ainsi que le concept architectural de l'abri d'auto sont prévus en fonction de la grandeur de ce dernier qui dégage zéro virgule cinq mètre (0,5 m) de la ligne latérale du terrain;

Considérant que la demande ne cause pas de préjudice aux droits de jouissance des propriétaires voisins;

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu d'accorder la dérogation mineure demandée pour l'immeuble situé au 61 rue St-Denis et qui consiste à

INITIALES DE LA MAIRESSE
6
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

diminuer la norme minimale de la somme des marges latérales totale prescrite de trois virgule cinq mètres (3,5 m) à deux virgule quarante-deux mètres (2,42 m) pour permettre la construction d'un abri d'auto à zéro virgule cinq mètre (0,5 m) de la ligne latérale du terrain.

ADOPTÉ

1009/10/94 - **Dérogation mineure - Immeuble portant le no de lot 674**

Considérant qu'une demande de dérogation mineure a été dûment présentée pour l'immeuble portant le numéro de lot 674 (rue Dumoulin);

Considérant que cette dérogation mineure concerne une diminution de la largeur minimale requise pour le terrain en question;

Considérant qu'il s'agit d'un terrain existant;

Considérant que l'usage est conforme et protégé par droits acquis;

Considérant que la grille des usages et normes de la zone où se situe le terrain concerné prescrit une largeur minimale de terrain de quatorze mètres (14 m);

Considérant que ledit terrain a une largeur de sept mètres (7 m);

Considérant que le requérant est dans l'impossibilité de se conformer;

Considérant que la situation est existante et que l'acceptation de cette dérogation ne causera pas de préjudice aux droits de jouissance des propriétés voisines;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et unanimement résolu d'accorder la dérogation mineure demandée pour l'immeuble situé en bordure de la rue Dumoulin et portant le numéro de lot 674 et qui consiste à diminuer la norme minimale prescrite pour la largeur du terrain de quatorze mètres (14 m) à sept mètres (7 m).

ADOPTÉ

1010/10/94 - **Tenue des Championnats provinciaux de patinage artistique au C.M.D. et à l'O.Y.C. - Club de Patinage Artistique de Dr'Ville**

Considérant la demande du Drummondville Olympique;

Considérant l'envergure de l'activité;

Considérant la visibilité de la Ville (radio et TV nationales);

Considérant les retombées économiques pour les entreprises de services sur le territoire de la Ville;

Considérant que la majorité des parties des adultes pourront être déplacées à la fin de la saison;

Considérant que le Club de hockey Les Voltigeurs sera avisé un an à l'avance;

Considérant la recommandation du Comité Loisir et Vie communautaire;

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise la tenue des Championnats provinciaux de patinage artistique 1995 les 16, 17, 18 et 19 novembre 1995 dans le cadre du vingtième anniversaire du Club de Patinage Artistique de Drummondville, et autorise également l'utilisation du Centre Marcel-Dionne et de l'Olympia Yvan-Cournoyer.

ADOPTÉ



1011/10/94 - **Convention d'adhésion avec la Caisse populaire Desjardins de Drummondville - Service Télétrésorerie**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que:

1° la Ville de Drummondville adhère au service Télétrésorerie offert par la Caisse populaire Desjardins de Drummondville;

2° la mairesse et le trésorier ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-trésorier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville toute convention d'adhésion et tout autre document requis ou utile à cette fin;

3° la convention d'adhésion et les autres documents mentionnés ci-haut s'appliquent nonobstant toute convention relative au fonctionnement du compte, toute résolution relative aux opérations, aux signatures ou tout autre document de même nature en possession de la caisse où le compte est détenu;

4° les personnes mentionnées ci-dessus soient et sont autorisées, au nom de la Ville, à apporter en tout temps des modifications à la convention d'adhésion et à tout autre document relatif à ce service.

ADOPTÉ

1012/10/94 - **Intégration des comptes de la Ville au service Télétrésorerie**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard,
appuyé par le conseiller Réal Jean,
et unanimement résolu:

1° Que la Ville de Drummondville consente à ce que le ou les comptes qu'elle détient à la Caisse populaire Desjardins de Drummondville soient intégrés au service Télétrésorerie Desjardins;

2° Que M. Gilles Bélisle et ses représentants dûment désignés soient et sont par la présente autorisés, pour et au nom de la Ville de Drummondville, à effectuer des opérations au compte au moyen du service, nonobstant toute convention relative au fonctionnement du compte, toute résolution relative aux opérations, aux signatures ou tout autre document de même nature en possession de la caisse où le compte est détenu, et à signer tout document requis ou utile à cette fin.

ADOPTÉ

1013/10/94 - **Autorisation à la Sidac Alain Limoges de Dr'Ville - Décoration des rues du centre-ville pour la fête de l'Halloween**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise la Sidac Alain Limoges de Drummondville Inc. à décorer les rues du centre-ville pour les festivités de l'Halloween le 31 octobre 1994.

ADOPTÉ

1014/10/94 - **Vente par la Ville à la Caisse populaire St-Pierre de l'immeuble situé au 2345 rue St-Pierre**

Il est proposé par le conseiller Luc Teasdale, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville vende à la Caisse populaire St-Pierre de Drummondville l'immeuble sis et situé au 2345 rue St-Pierre et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du Canton de Grantham, circonscription foncière de Drummond, comme étant le lot vingt-huit de la subdivision officielle du lot deux cent quatre-vingt-quatre (284-28 Grantham), avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

INITIALES DE LA MAIRESSE
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Ladite vente est consentie pour et en considération d'une somme de deux cent vingt-neuf mille dollars (229 000 $) payable comptant à la signature de l'acte de vente, le tout sujet à l'approbation d'un amendement au règlement de zonage municipal qui autorisera l'implantation d'un centre financier à l'endroit précité. L'acte de vente devra être signé le ou avant le 15 décembre 1994.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉ

1015/10/94 - **Cession à Hydro-Québec des luminaires à vapeur de mercure convertis (Recyclage des vieux luminaires)**

Attendu que la Ville de Drummondville a converti au sodium son réseau d'éclairage des voies publiques en conformité avec les modalités du Programme de conversion de l'éclairage public d'Hydro-Québec;

Attendu que la municipalité sait que ses vieux luminaires au mercure sont susceptibles de contenir des déchets dangereux tels que du BPC dans les condensateurs et du mercure dans les ampoules;

Attendu que la municipalité désire respecter les lois et les règlements concernant les déchets dangereux du MENVIQ;

Attendu que la municipalité a le choix, soit:

1) de procéder elle-même (à ses frais) au recyclage et au traitement des luminaires convertis avec toutes ses composantes, y compris le BPC et le mercure, en conformité aux normes du MENVIQ;

2) de céder à Hydro-Québec ses droits de propriété sur les luminaires convertis;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville cède gratuitement à Hydro-Québec les luminaires à vapeur de mercure convertis dans le cadre du Programme de conversion de l'éclairage public pour en permettre le recyclage et le traitement.

ADOPTÉ

Dépôt du certificat relatif au règlement no 2368

Conformément à la loi, la greffière dépose le certificat concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur le règlement no 2368 amendant le règlement de lotissement municipal no 7-90.

1016/10/94 - **Dépôt du procès-verbal (5/10/94) - C.C.U.**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 5 octobre 1994 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉ

1017/10/94 - **Nomination de rues**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination des rues suivantes:

INITIALES DE LA MAIRESSE
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

- rue des Sittelles, au lieu de rue Bergeron, pour les lots 2-33 et 2-57 Ptie (ex-Grantham);
- rue Joseph-Pearson, au lieu de rue Labonté, pour le lot 107-1 (ex-Grantham);
- rue Théo-Ketterer, au lieu de rue Letendre, pour les lots 281-43 Ptie et 281-66.

ADOPTÉ

1018/10/94 - **Abandon des procédures du règlement no 2355**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville abandonne les procédures du règlement no 2355 qui prévoyait un amendement au règlement de zonage municipal no 1850 et particulièrement l'ajout de dispositions à la zone H01-43 (Les Jardins du Golf).

ADOPTÉ

1019/10/94 - **Adoption du projet de règlement no 2390 - Zonage**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière,
appuyé par le conseiller Réal Jean,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2390 amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but d'ajouter certaines normes relatives aux terrain, marges, bâtiment et rapports pour les constructions quadruplex dans la grille des usages et normes de la zone résidentielle H02-36, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ

1020/10/94 - **Avis de motion d'un règlement (no 2390) - Zonage**

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement (no 2390) amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but d'ajouter certaines normes relatives aux terrain, marges, bâtiment et rapports pour les constructions quadruplex dans la grille des usages et normes de la zone résidentielle H02-36.

1021/10/94 - **Dispense de lecture du règlement no 2390**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2390 amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but d'ajouter certaines normes relatives aux terrain, marges, bâtiment et rapports pour les constructions quadruplex dans la grille des usages et normes de la zone résidentielle H02-36, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

1022/10/94 - **Adoption du projet de règlement no 2391 - Zonage**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Guy Dubreuil,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2391 amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but de créer une nouvelle zone industrielle I02-60 à même la zone industrielle I02-49 (terrains en bordure de la rue Sigouin, côté sud-est et au sud-ouest du boulevard Lemire), d'y permettre la classe d'usages i2, d'ajouter une nouvelle grille des usages et normes y incluant des normes afférentes à cette nouvelle zone I02-60 et de modifier la norme minimale de la marge arrière de la classe d'usages i2 dans la grille des usages et normes de la zone industrielle I02-49, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ

1023/10/94 - **Avis de motion d'un règlement (no 2391) - Zonage**

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement (no 2391) amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but de créer une nouvelle zone industrielle I02-60 à même la zone industrielle I02-49 (terrains en bordure de la rue Sigouin, côté sud-est et au sud-ouest du boulevard Lemire), d'y permettre la classe d'usages i2, d'ajouter une nouvelle grille des usages et normes y incluant des normes afférentes à cette nouvelle zone I02-60 et de modifier la norme minimale de la marge arrière de la classe d'usages i2 dans la grille des usages et normes de la zone industrielle I02-49.

1024/10/94 - **Dispense de lecture du règlement no 2391**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2391 amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but de créer une nouvelle zone industrielle I02-60 à même la zone industrielle I02-49 (terrains en bordure de la rue Sigouin, côté sud-est et au sud-ouest du boulevard Lemire), d'y permettre la classe d'usages i2, d'ajouter une nouvelle grille des usages et normes y incluant des normes afférentes à cette nouvelle zone I02-60 et de modifier la norme minimale de la marge arrière de la classe d'usages i2 dans la grille des usages et normes de la zone industrielle I02-49, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

1025/10/94 - **Adoption du projet de règlement no 2392 - Plan d'urbanisme**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière,
appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2392 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no 4-90 dans le but de modifier l'affectation du sol du lot numéro 284-28 ayant frontage sur la rue St-Pierre d'institutionnelle et publique <Pi> à commerciale <C>, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ

1026/10/94 - **Avis de motion d'un règlement (no 2392) - Plan d'urbanisme**

Le conseiller Guy Dubreuil donne avis de motion d'un règlement (no 2392) amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no 4-90 dans le but de modifier l'affectation du sol du lot numéro 284-28 ayant frontage sur la rue St-Pierre d'institutionnelle et publique <Pi> à commerciale <C>.

1027/10/94 - **Dispense de lecture du règlement no 2392**

Il est proposé par le conseiller Guy Dubreuil, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2392 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no 4-90 dans le but de modifier l'affectation du sol du lot numéro 284-28 ayant frontage sur la rue St-Pierre d'institutionnelle et publique <Pi> à commerciale <C>, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

1028/10/94 - **Adoption du projet de règlement no 2393 - Zonage**

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé,
appuyé par le conseiller Réjean Gosselin,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2393 amendant le règlement de zonage municipal no 6-90 dans le but de modifier le plan de zonage afin d'agrandir la zone commerciale Cs4-033 et ce, à même la zone publique Pi4-032 localisée en bordure de la rue St-Pierre et de ce fait, d'annuler la zone publique Pi4-032, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ

1029/10/94 - **Avis de motion d'un règlement (no 2393) - Zonage**

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé donne avis de motion d'un règlement (no 2393) amendant le règlement de zonage municipal no 6-90 dans le but de modifier le plan de zonage afin d'agrandir la zone commerciale Cs4-033 et ce, à même la zone publique Pi4-032 localisée en bordure de la rue St-Pierre et de ce fait, d'annuler la zone publique Pi4-032.

1030/10/94 - **Dispense de lecture du règlement no 2393**

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2393 amendant le règlement de zonage municipal no 6-90 dans le but de modifier le plan de zonage afin d'agrandir la zone commerciale Cs4-033 et ce, à même la zone publique Pi4-032 localisée en bordure de la rue St-Pierre et de ce fait, d'annuler la zone publique Pi4-032, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

1031/10/94 - **Adoption du règlement no 2378 - Plan d'urbanisme**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no. 2378 a été donné (réf: 917/9/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2378 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no 2080 dans le but de changer l'affectation du sol des terrains situés de part et d'autre de la rue Lindsay, dans son tronçon entre la rue Dumoulin et la rue St-Jean, de "résidentielle, moyenne densité 1" à "commerce de détail et de service".

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le maire suppléant Alain Carrier, et résolu que ce règlement soit adopté.

La conseillère Réjeanne Viens aurait préféré que le Conseil attende le résultat du mandat accordé dans ce dossier avant de prendre une décision.

Le conseiller Denis Savoie rappelle qu'il y a eu une soirée d'information et qu'il a recueilli 594 signatures favorables au changement de zonage.

Les conseillers Guy Drouin, Jean-Guy Spénard, Odette Bélanger Marcotte et Gilles Fontaine se disent en accord avec les propos de la conseillère Réjeanne Viens.

Le conseiller Luc Teasdale est d'avis que le zonage commercial allégera le problème des commerces actuels.

Madame la mairesse demande le vote sur la proposition.

Votent POUR	Votent CONTRE
M. Alain Carrier	Mme Réjeanne Viens
M. Pierre-Yvan Aubé	M. Guy Drouin
M. Réjean Gosselin	M. Gilles Fontaine
M. Réal Jean	M. Guy Dubreuil
M. Robert Lafrenière	M. Jean-Guy Spénard
M. Denis Savoie	Mme Odette Bélanger Marcotte
M. Réal Sawyer	
M. Luc Teasdale	
Me Céline Trottier	

ADOPTÉ A LA MAJORITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 2378 et ce de 9 heures à 19 heures le 25 octobre 1994.

1032/10/94 - **Adoption du règlement no 2379 - Zonage**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2379 a été donné (réf: 920/9/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2379 amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but de modifier le plan de zonage afin de créer une zone commerciale C06-59 à même une partie de la zone résidentielle H06-33 et formée des terrains situés de part et d'autre de la rue Lindsay, dans son tronçon entre la rue Dumoulin et la rue St-Jean, d'y permettre les classes d'usages h2, h3, h5 et c2, d'agrandir la zone résidentielle H06-57 à même une partie de la zone résidentielle H06-33 (terrains situés en bordure de la rue Des Écoles, côté Nord-Est, entre les rues Dumoulin et St-François) et d'ajouter la nouvelle zone commerciale C06-59 aux grilles des usages et normes, les classes d'usages permises, des normes afférentes et une disposition spéciale relative aux usages.

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Informations des membres du Conseil

Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du Conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à:

- Mme Martine Cyr, Mme Thérèse Cajolet et M. Roland Cajolet, employés à la Ville, à l'occasion du décès de M. Ozanam Cyr;
- Mme Carole Tourangeau, employée au Service de la sécurité publique, à l'occasion du décès de son père, M. Fernand Tourangeau.

Exposition du Musée du Québec au Centre Culturel (Mme Réjeanne Viens)

La conseillère Réjeanne Viens invite la population à visiter l'exposition du Musée du Québec au Centre Culturel.

De plus, la conseillère informe les signataires d'une pétition touchant la circulation des locomotives qu'une rencontre sera tenue dans les prochains jours.

Fermeture de la rue Notre-Dame mercredi le 19 octobre 1994 au passage à niveau (M. Pierre-Yvan Aubé)

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé avise la population que la rue Notre-Dame est fermée jusqu'au 19 octobre 1994 à la hauteur du passage à niveau.

Redécoupage de la région administrative 04 (Mme Francine Ruest-Jutras)

Madame la mairesse traite de la redéfinition de la région administrative 04 et souligne l'appui de la Ville de Victoriaville et de la MRC d'Arthabaska et l'intérêt manifesté par le maire de Plessisville.

Programme d'infrastructures (M. Alain Carrier)

Le maire suppléant Alain Carrier traite du programme d'infrastructures, de la Société d'Agriculture et du boulevard René-Lévesque.

Le conseiller Jean-Guy Spénard apporte certaines précisions et/ou corrections aux propos de M. Carrier.

Le conseiller Robert Lafrenière demande que l'on dresse un portrait d'ensemble des projets.

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général, dresse l'historique du dossier centre-ville et explique pourquoi il a privilégié, sans consultation, le projet du Bloc 41 dans le volet "centre-ville".

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé énonce quelques éléments qui font que, pour lui, la priorité doit être accordée au Bloc 41. Quant à la Société d'Agriculture, il souhaite depuis 1987 que le déménagement s'effectue.

Madame la mairesse déplore la vision apocalyptique de M. Carrier. Elle résume pourquoi la Ville a présenté un projet "centre-ville global". Elle rappelle également à M. Carrier que la Société d'Agriculture n'avait pas reçu de réponse à sa première demande de rencontre, que les travaux d'assainissement se poursuivent d'année en année, que si Drummondville bénéficie d'une baisse de son compte de taxes c'est en partie imputable au remboursement de la dette.

Le conseiller Denis Savoie rappelle qu'il s'est objecté à l'affectation de l'argent accordé au centre-ville ailleurs qu'au centre-ville.

Le conseiller Luc Teasdale juge que les surplus devraient être affectés à la réalisation de travaux.

Madame la mairesse rappelle que le 5,5 millions de dollars qu'il faudra investir pour finir le Collecteur St-Onge sera payé par tous les contribuables de la Ville.

1033/10/94 - **Clôture de sécurité le long de la rue des Grands Ducs**

Le conseiller Luc Teasdale rappelle que la Ville devrait installer une clôture de sécurité le long de la rue des Grands Ducs à la traverse du Collecteur St-Onge.

Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras propose que la Ville procède immédiatement à cette installation afin d'assurer la sécurité des résidents du secteur et le conseiller Pierre-Yvan Aubé appuie.

ADOPTÉ

Transport en commun (M. Luc Teasdale)

Le conseiller Luc Teasdale suggère des modifications au trajet du transport en commun de façon à mieux répondre aux besoins des usagers du Domaine du 150e.

Le conseiller Réal Jean rappelle que le parcours a été choisi par les élus de Grantham et tel que convenu lors de l'implantation du service, des modifications pourront être évaluées au cours de la prochaine année, tout en respectant le temps et les correspondances.

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé suggère que l'on vérifie auprès de certaines municipalités s'il existe un code d'éthique pour les élus.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenants:
  a) **Mme Joan Nicol**
     Sujet: Déversement de neige - dépotoir Celanese
  b) **M. Serge Laprade**
     Sujet: Bassins aérés
  c) **M. Denis Leblanc**
     Sujet: Garage municipal
  d) **Mme Suzan Dumas**
     Sujet: Permis
  e) **M. Louis Landry**
     Sujet: Permis de garage
  f) **M. Guy Turenne**
     Sujets: - Élus municipaux
             - Garage municipal.

a) **Mme Joan Nicol**

Quels sont les projets de la Ville pour l'hiver prochain quant à l'utilisation du dépotoir à neige Celanese?

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé l'assure que les déversements seront dirigés vers d'autres sites et que l'on priorisera les opérations de jour à cet endroit.

b) **M. Serge Laprade**

M. Laprade s'inquiète de la modification au système d'aération des étangs et souligne que les propriétaires du secteur n'ont pas été avisés.

Le conseiller Robert Lafrenière explique le dossier et assure M. Laprade que la Ville verra à informer les gens du secteur des modifications qui pourraient être apportées au projet.

Le conseiller Réal Sawyer déplore le fait que le déboisement ait été effectué sans que l'on tienne compte des besoins.

INITIALES DE LA MAIRESSE
15
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Le directeur général Marc-Yves Beaulieu l'assure que le déboisement dont parle M. Sawyer n'a pas été réalisé par les responsables de la SQAE.

Madame la mairesse confirme que le Conseil de Ville verra à informer le milieu.

c) M. Denis Leblanc

M. Leblanc s'interroge sur la localisation du garage municipal au Bloc 41. Il s'inquiète de la sécurité des jeunes qui fréquentent les écoles Aquarelle et St-Simon.

La conseillère Céline Trottier reconnait avoir été sensibilisée à ce problème et confirme que des discussions avec les différents intervenants ont été tenues et que la sécurité des jeunes ne sera pas mise en péril.

d) Mme Suzan Dumas

Mme Dumas a acquis en janvier 1994 un immeuble de 4 logements au 555 rue Dumoulin et elle souhaite transformer une partie de son logement en salon de coiffure.

Elle aurait vérifié au Service des permis pour se faire répondre au départ qu'elle avait droit puis lors du dépôt de la demande officielle, se faire dire que la zone ne permettait pas de commerce.

M. Marc-Yves Beaulieu, d.g., vérifiera le dossier.

Le maire suppléant Alain Carrier demande que l'on étudie la possibilité de permettre au propriétaire d'un immeuble à logements d'opérer certains genres de commerce ou de permettre à un locataire de le faire si le propriétaire l'autorise.

Le conseiller Denis Savoie dénonce le fait que l'épouse d'un conseiller opère un commerce à sa résidence et ce sans permis.

e) M. Louis Landry

M. Landry demande des précisions sur sa demande de permis d'affichage et sur son agrandissement.

Mme Anik Bonvouloir explique le dossier et le conseiller Gilles Fontaine confirme que l'affichage n'a pas été autorisé pour la grandeur demandée.

f) M. Guy Turenne

M. Turenne reporte son intervention relative aux élus municipaux. Par contre, M. Turenne exprime au Conseil son point de vue sur la qualité des équipements actuels et sur la tolérance et le bénévolat des employés.

Le maire suppléant Alain Carrier est d'avis que certaines réparations devront également être faites à l'actuel garage municipal si le Service de la sécurité publique déménage à cet endroit.

Le conseiller Guy Drouin s'oppose au genre de discussion actuel.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu **lundi le 7 novembre 1994**.

INITIALES DE LA MAIRESSE
16
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

1034/10/94 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Thérèse Cayouette
Greffière

Francine Lorrette Julien
Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

24 octobre 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 24 octobre 1994 à 17h00, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et environnement urbain
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

1035/10/94 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

1036/10/94 - Adjudication d'une émission d'obligations de 6 530 000 $

Considérant que la corporation de la Ville de Drummondville dans le comté de Drummond, a demandé par l'entremise du système électronique d'informations financières, des soumissions pour la vente d'une émission d'obligations au montant de 6 530 000 $;

Considérant qu'à la suite de cette demande, la Ville de Drummondville a reçu une soumission ci-dessous détaillée:

Nom du soumissionnaire	Prix offert	Montant	Taux	Échéance	Loyer
. LÉVESQUE, BEAUBIEN, GEOFFRION INC. TASSÉ & ASS. LTÉE RBC DOMINION VALEURS MOBILIERES INC. MIDLAND WALWYN CAPITAL INC. VALEURS MOBILIERES DESJARDINS INC. SCOTIA MCLEOD INC. WOOD GUNDY INC. RICHARDSON, GREENSHIELDS DU CANADA LTÉE WHALEN BÉLIVEAU & ASSOCIÉS LTÉE	98,165	633 000 $ 687 000 $ 744 000 $ 808 000 $ 3 658 000 $	6,25% 7,25% 7,75% 8,25% 8,50%	1995 1996 1997 1998 1999	8,8336

Considérant que l'offre ci-haut provenant de Lévesque, Beaubien, Geoffrion Inc., Tassé & Associés Ltée, RBC Dominion Valeurs Mobilières Inc., Midland Walwyn Capital Inc., Valeurs Mobilières Desjardins Inc., Scotia McLeod Inc., Wood Gundy Inc., Richardson, Greenshields du Canada Ltée et Whalen Béliveau & Associés Ltée s'est avérée être la plus avantageuse;

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que l'émission d'obligations au montant de 6 530 000 $ de la Corporation de la Ville de Drummondville soit adjugée à Lévesque, Beaubien, Geoffrion Inc., Tassé & Associés Ltée, RBC Dominion Valeurs Mobilières Inc., Midland Walwyn Capital Inc., Valeurs Mobilières Desjardins Inc., Scotia McLeod Inc., Wood Gundy Inc., Richardson, Greenshields du Canada Ltée et Whalen Béliveau & Associés Ltée.

ADOPTÉ

Le conseiller Robert Lafrenière trouve curieux que toutes les firmes s'affilient pour former un consortium.

Il est convenu de demander au ministère des Affaires municipales s'il s'agit d'une tendance et si elle influence les taux.

1037/10/94 - **Modification des règ. d'emprunt - Émission de 6 530 000 $**

Attendu que la Ville de Drummondville émet des obligations pour un montant de 6 530 000 $, en vertu des règlements d'emprunt suivants et pour les montants indiqués en regard de chacun d'eux:

Règlement d'emprunt	Pour un montant de
19-87 (25-88)	428 200 $
20-87 (26-88)	169 000 $
29-88	606 800 $
1870 (1907)	292 900 $
1930	430 100 $
1930	975 700 $
2231	54 500 $
2308	100 000 $
2309	365 000 $
2310	332 800 $
2313	200 000 $
2329	800 000 $
2330	150 000 $
2335	125 000 $
2348	1 500 000 $

Attendu que, pour les fins de ladite émission, il est nécessaire de modifier les règlements en vertu desquels ces obligations sont émises;

Il est par conséquent,
proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard,
appuyé par le conseiller Robert Lafrenière,
et résolu unanimement:

INITIALES DE LA MAIRESSE
19
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

QUE chacun des règlements d'emprunt indiqués ci-dessus soit et est amendé, s'il y a lieu, afin que chacun d'eux soit conforme à ce qui est stipulé ci-bas, et ce en ce qui a trait au montant d'obligations spécifié ci-haut en regard de chacun desdits règlements compris dans l'émission de 6 530 000 $:

1. Les obligations seront datées du 29 novembre 1994;

2. Les obligations seront payables au porteur ou au détenteur enregistré, selon le cas, à la Caisse populaire Desjardins de Drummondville ou à la Caisse centrale Desjardins du Québec à Montréal;

3. Un intérêt à un taux n'excédant pas 10,00 % l'an sera payé semi-annuellement le 29 mai et le 29 novembre de chaque année sur présentation et remise à échéance des coupons attachés à chaque obligation; ces coupons seront payables au porteur seulement, aux mêmes endroits que le capital;

4. "Les obligations ne seront pas rachetables par anticipation; toutefois, elles pourront être rachetées avec le consentement des détenteurs conformément à la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (L.R.Q., Chapitre D-7, article 17)";

5. Les obligations seront émises en coupures de 1 000 $ ou de multiples de 1 000 $;

6. Les obligations seront signées par la mairesse et le trésorier. Un fac-similé de leur signature respective sera imprimé, gravé ou lithographié sur les coupons d'intérêt. Cependant, un fac-similé de la signature de la mairesse pourra être imprimé, gravé ou lithographié sur les obligations.

ADOPTÉ

1038/10/94 - **Modification des règlements d'emprunt - Terme plus court**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que, pour l'emprunt au montant total de 6 530 000 $, effectué en vertu des règlements numéros 19-87 (25-88), 20-87 (26-88), 29-88, 1870 (1907), 1930, 2231, 2308, 2309, 2310, 2313, 2329, 2330, 2335, 2348, la Ville de Drummondville émette des obligations pour un terme plus court que le terme prévu dans les règlements d'emprunt, c'est-à-dire pour un terme de 5 ans (à compter du 29 novembre 1994); en ce qui regarde les amortissements annuels de capital prévus pour les années 6 et suivantes, au lieu du terme prescrit pour lesdits amortissements pour les règlements numéros 1870 (1907), 1930, 2231, 2308, 2310, 2329, 2348, chaque émission subséquente devant être pour le solde ou partie de la balance due sur l'emprunt.

ADOPTÉ

1039/10/94 - **Renouvellement pour un terme additionnel de 3 mois et 8 jours**

Considérant que la Ville de Drummondville, dans le comté de Drummond, avait le 21 août 1994, un montant de 430 100 $ à renouveler sur un emprunt original de 2 500 000 $ pour une période de 5 ans, en vertu du règlement numéro 1930;

Considérant que ledit renouvellement n'a pas été effectué à la date prévue;

Considérant que l'émission d'obligations qui comprendra ledit renouvellement sera datée du 29 novembre 1994;



Considérant que la municipalité désire se prévaloir des dispositions de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (L.R.Q. - Chapitre D-7, article 02), qui prévoit que le terme original d'un emprunt peut être prolongé d'au plus douze (12) mois lors de chaque émission de nouvelles obligations;

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville, dans le comté de Drummond, émette les 430 100 $ d'obligations de renouvellement pour un terme additionnel de 3 mois et 8 jours au terme original du règlement ci-haut mentionné.

ADOPTÉ

1040/10/94 - **Renouvellement pour un terme additionnel de 15 jours**

Considérant que la Ville de Drummondville, dans le comté de Drummond, aura le 14 novembre 1994, un montant de 1 268 600 $ à renouveler sur un emprunt original de 2 860 000 $ pour une période de 10 ans, en vertu des règlements numéros 1870 (1907), 1930;

Considérant que ledit renouvellement ne sera pas effectué à la date prévue;

Considérant que l'émission d'obligations qui comprendra ledit renouvellement sera datée du 29 novembre 1994;

Considérant que la municipalité désire se prévaloir des dispositions de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (L.R.Q. - Chapitre D-7, article 02), qui prévoit que le terme original d'un emprunt peut être prolongé d'au plus douze (12) mois lors de chaque émission de nouvelles obligations;

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville, dans le comté de Drummond, émette les 1 268 600 $ d'obligations de renouvellement pour un terme additionnel de 15 jours au terme original des règlements ci-haut mentionnés.

ADOPTÉ

1041/10/94 - **Renouvellement pour un terme additionnel de 1 jour**

Considérant que la Ville de Drummondville, dans le comté de Drummond, aura le 28 novembre 1994, un montant de 1 204 000 $ à renouveler sur un emprunt original de 1 951 000 $ pour une période de 5 ans, en vertu des règlements numéros 19-87 (25-88), 20-87 (26-88), 29-88;

Considérant que ledit renouvellement ne sera pas effectué à la date prévue;

Considérant que l'émission d'obligations qui comprendra ledit renouvellement sera datée du 29 novembre 1994;

Considérant que la municipalité désire se prévaloir des dispositions de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (L.R.Q. - Chapitre D-7, article 02), qui prévoit que le terme original d'un emprunt peut être prolongé d'au plus douze (12) mois lors de chaque émission de nouvelles obligations;

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville, dans le comté de Drummond, émette les 1 204 000 $ d'obligations de renouvellement pour un terme additionnel de 1 jour au terme original des règlements ci-haut mentionnés.

ADOPTÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
21
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

1042/10/94 - **Appropriation d'une somme de 122 857 $ - Refinancement d'une émission d'obligations prévu au mois d'août 1994**

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville approprie une somme de 122 857 $ provenant de soldes disponibles de règlements d'emprunt au remboursement partiel du refinancement d'une émission d'obligations prévu au mois d'août 1994.

ADOPTÉ

1043/10/94 - **Appropriation d'une somme de 446 043 $ - Refinancement d'une émission d'obligations prévu au mois d'août 1994**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville approprie à même les surplus de l'ex-Ville de Drummondville une somme de 446 043 $ au remboursement partiel du refinancement d'une émission d'obligations prévu au mois d'août 1994.

ADOPTÉ

1044/10/94 - **Appropriation d'une somme de 1 361 400 $ - Refinancement d'une émission d'obligations prévu au mois de novembre 1994**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville approprie à même les surplus de l'ex-Ville de Drummondville une somme de 1 361 400 $ au remboursement partiel du refinancement d'une émission d'obligations prévu au mois de novembre 1994.

ADOPTÉ

1045/10/94 - **Dérogation mineure - Immeuble situé au 607 Lindsay**

Considérant qu'une demande de dérogation mineure a été dûment présentée pour l'immeuble portant le numéro civique 607 rue Lindsay;

Considérant que cette dérogation mineure concerne une augmentation de la norme maximale requise pour la superficie d'implantation au sol par rapport au terrain;

Considérant que cette dérogation permettrait la réalisation d'un projet d'agrandissement de la partie arrière (entrepôt de fourrures) du commerce;

Considérant que la grille des usages et normes de la zone concernée prévoit une norme maximale de quarante pour cent (40 %) pour la superficie d'implantation du bâtiment au sol sur le terrain;

Considérant qu'en tenant compte du projet d'agrandissement, la superficie d'implantation au sol du bâtiment serait de soixante-deux pour cent (62 %);

Considérant qu'en accordant une dérogation sur la norme relative à la superficie d'implantation au sol, cela ne causerait pas de préjudice aux droits de jouissance des propriétés voisines;

Considérant que l'agrandissement projeté scinderait davantage les deux (2) utilisations du bâtiment principal, soit l'aire de vente et l'aire de l'atelier-design et entreposage;

Considérant que l'agrandissement projeté permettrait un meilleur fonctionnement des opérations intérieures;

INITIALES DE LA MAIRESSE
22
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu d'accorder la dérogation mineure demandée pour l'immeuble situé au 607 rue Lindsay nécessaire au projet d'agrandissement et qui consiste à permettre une augmentation de la norme maximale prescrite pour une implantation de bâtiment au sol par rapport au terrain et ce, de quarante pour cent (40 %) à soixante-deux pour cent (62 %).

ADOPTÉ

1046/10/94 - **Dérogation mineure - Immeuble situé au 40 Plessis**

Considérant qu'une demande de dérogation mineure a été dûment présentée pour l'immeuble portant le numéro de lot 245-3-1 et le numéro civique 40 rue Plessis;

Considérant que cette dérogation mineure concerne une diminution de la norme minimale pour la superficie de terrain exigée dans la grille des usages et normes concernée pour une construction unifamiliale isolée;

Considérant qu'il s'agit d'un terrain vacant situé à l'angle des rues Plessis et Montcalm dans la zone résidentielle H09-25;

Considérant que le requérant désire construire une résidence unifamiliale isolée sur le terrain en question;

Considérant que le terrain sous étude respecte les normes minimales sur le frontage et la profondeur du terrain requises à la réglementation d'urbanisme actuelle;

Considérant que le plan d'implantation au sol de la construction projetée, réalisé par un arpenteur-géomètre, démontre une implantation conforme;

Considérant que la superficie minimale de terrain exigée pour une construction de la classe d'usages h1 (unifamiliale isolée) dans la zone H09-25 est de quatre cent cinquante mètres carrés (450 m^2);

Considérant que le terrain sous étude a une superficie de quatre cent dix-huit virgule un mètres carrés (418,1 m^2);

Considérant que les terrains adjacents au terrain des demandeurs sont déjà bâtis;

Considérant que les requérants sont dans l'impossibilité de respecter la réglementation actuelle exigée pour la superficie minimale dudit terrain;

Considérant qu'en exigeant le respect de la réglementation exigée pour la superficie minimale du terrain en question, les requérants subissent un préjudice sérieux puisqu'aucune construction ne pourra y être érigée;

Considérant que la dérogation mineure ne porte pas préjudice aux droits de jouissance des propriétés voisines;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Luc Teasdale, et unanimement résolu d'accorder la dérogation mineure demandée pour l'immeuble portant le numéro de lot 245-3-1 et sis au 40 rue Plessis permettant que la superficie du terrain soit de quatre cent dix-huit virgule un mètres carrés (418,1 m^2) plutôt que quatre cent cinquante mètres carrés (450 m^2) tel que prescrit et ce, pour la réalisation d'une construction unifamiliale isolée.

ADOPTÉ

1047/10/94 - **Dérogations mineures - Immeuble situé au 521 Laferté**

Considérant qu'une demande de dérogations mineures a été dûment présentée pour l'immeuble situé au 521 rue Laferté;

INITIALES DE LA MAIRESSE
23
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Considérant que ces dérogations mineures concernent l'implantation d'une remise et d'un abri d'auto sur le terrain où ledit immeuble est situé;

Considérant que la résidence sous étude a été construite en 1970;

Considérant qu'en 1976, un permis d'agrandissement a été émis;

Considérant qu'à l'époque, la marge latérale minimale exigée pour une remise et un abri d'auto était de zéro virgule quatre-vingt-onze mètre (0,91 m) (3 pieds);

Considérant que suite à une transaction de ladite résidence, un certificat de localisation vient d'être réalisé;

Considérant que ledit certificat de localisation indique que la marge latérale de la remise, suite à l'agrandissement réalisé en 1976, est non conforme puisque le côté le plus rapproché est localisé à zéro quatre-vingt-sept mètre (0,87 m) de la limite du terrain;

Considérant que ledit certificat indique également que la marge latérale de l'abri d'auto est de zéro virgule quatre-vingt-neuf mètre (0,89 m) de la limite du terrain;

Considérant que les normes actuelles relatives aux marges latérales pour les bâtiments accessoires sont différentes de celles qui étaient applicables à l'époque où les travaux ont été réalisés;

Considérant que des dérogations mineures doivent être émises en fonction de la réglementation actuellement en vigueur;

Considérant que la réglementation actuelle prescrit

1) qu'une remise
   - soit localisée à trois mètres (3 m) minimum du bâtiment principal;
   - soit localisée à un mètre (1 m) minimum d'un autre bâtiment accessoire (abri d'auto);
   - ait une superficie maximale de vingt mètres carrés (20 m^2);
   - ait une longueur de mur maximale de quatre virgule cinq mètres (4,5 m);
   - ait une marge latérale d'au moins un mètre (1 m) dans la partie la plus rapprochée de la ligne du terrain;
   - soit limitée à une seule par terrain;
   - ait l'extrémité de son toit à au moins zéro virgule cinq mètre (0,5 m) de la ligne latérale du terrain;
2) que l'extrémité du toit de l'abri d'auto soit à au moins zéro virgule cinq mètre (0,5 m) de la ligne latérale du terrain;
3) un total des marges latérales de trois virgule cinq mètres (3,5 m) pour un bâtiment avec abri d'auto;

Considérant qu'à l'époque, les travaux ont été réalisés de bonne foi;

Considérant que le requérant est dans l'impossibilité de respecter la réglementation actuelle;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu d'accorder les dérogations mineures demandées pour l'immeuble situé au 521 rue Laferté et qui consistent à ce que

1) la remise
   - soit à moins de trois mètres (3 m) du bâtiment principal;
   - soit à moins de un mètre (1 m) de l'abri d'auto (bâtiment accessoire);
   - ait une superficie de vingt-deux mètres carrés (22 m^2) plutôt que vingt mètres carrés (20 m^2);

INITIALES DE LA MAIRESSE
24
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

- ait une longueur de mur de cinq virgule quatre-vingt-quatorze mètres (5,94 m) plutôt que quatre virgule cinq mètres (4,5 m);
- ait une marge latérale de zéro quatre-vingt-sept mètre (0,87 m) pour son mur le plus rapproché de la limite du terrain plutôt qu'un mètre (1 m);
- ait l'extrémité de son toit à moins de zéro virgule cinq mètre (0,5 m) de la ligne latérale du terrain;

2) il y ait deux (2) bâtiments accessoires de même type (remise) sur ledit terrain;

3) l'extrémité du toit de l'abri d'auto soit à moins de zéro virgule cinq mètre (0,5 m) de la ligne latérale du terrain;

4) le total des marges latérales soit de trois virgule zéro cinq mètres (3,05 m) plutôt que de trois virgule cinq mètres (3,5 m) pour un bâtiment avec abri d'auto.

Le conseiller Robert Lafrenière enregistre sa dissidence sur cette proposition.

Madame la mairesse demande le vote sur cette proposition.

Votent POUR	Votent CONTRE
M. Alain Carrier	M. Robert Lafrenière
M. Pierre-Yvan Aubé	M. Réal Sawyer
M. Guy Drouin	M. Luc Teasdale
M. Guy Dubreuil	
M. Gilles Fontaine	
M. Réjean Gosselin	
M. Réal Jean	
M. Denis Savoie	
M. Jean-Guy Spénard	
Me Céline Trottier	
Mme Réjeanne Viens	

ADOPTÉ A LA MAJORITÉ

1048/10/94 - **Mandat à Me Jean Shooner - Échange de terrains avec la Commission scolaire Des Chênes**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate Me Jean Shooner, notaire, aux fins de préparer et rédiger un acte d'échange de terrains à intervenir entre la Ville de Drummondville et la Commission scolaire Des Chênes.

Ledit échange de terrains affecte une partie des lots 19, 20, 21, 22, 34, 38, 53 et 71 de la subdivision officielle du lot 148 du cadastre du Canton de Grantham, propriété actuelle de la Commission scolaire Des Chênes et une partie du lot 142B du cadastre du Canton de Grantham, propriété de la Ville de Drummondville.

Cet échange de terrains est consenti aux conditions suivantes:

- La Commission scolaire s'engage à:
  - . aménager le terrain en stationnement qui, en dehors des périodes d'occupation scolaire, pourra être utilisé par la population (stationnement public pour les commerces du secteur et marché public);
  - . pourvoir à l'entretien du stationnement et ce, sans frais pour la Ville;
  - . installer une clôture à la limite du terrain et barrière d'accès (côté St-Marcel);
  - . paysager le périmètre du stationnement;
  - . aménager un sentier d'accès protégé de douze pieds (12') pour les écoliers entre la rue St-Marcel et la cour d'école;
  - . rétrocéder le stationnement à la Ville advenant le changement de statut de l'école;

. ne pas demander une clause libérant la Commission scolaire de toute responsabilité et de toute obligation éventuelle relatives à une décontamination du sol;

. défrayer 50% des honoraires professionnels.

- La Ville de Drummondvile s'engage à:

. autoriser la Commission scolaire à entreposer la neige du stationnement sur la partie de terrain de la Ville à l'extrémité du stationnement (en direction de la rue St-Marcel), terrain qu'elle nettoiera à la fonte de la neige;

. défrayer 50% des honoraires professionnels.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉ

1049/10/94 - **Mandat à Lemaire & Paradis - Description technique des terrains échangés avec la Commission scolaire Des Chênes**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme d'arpenteurs-géomètres Lemaire & Paradis aux fins de rédiger la description technique des lots faisant l'objet d'un échange de terrains entre la Ville de Drummondville et la Commission scolaire Des Chênes, lequel échange affecte une partie des lots 148-19, 148-20, 148-21, 148-22, 148-34, 148-38, 148-53 et 148-71 du cadastre du Canton de Grantham (Commission Scolaire) et une partie du lot 142B du cadastre du Canton de Grantham (Ville).

ADOPTÉ

1050/10/94 - **Mandat à Environnement Conseil BGA Inc. - Fourniture d'une cartographie numérisée**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Environnement Conseil BGA Inc. aux fins de fournir à la Ville une cartographie numérisée du cadastre de la Ville, le tout selon la demande de soumissions sur invitation préparée par le Service de la planification du territoire le 18 octobre 1994.

Les honoraires professionnels représentent une somme de 13 725 $ plus taxes et sont payables selon l'échéancier prévu à l'offre de services.

ADOPTÉ

1051/10/94 - **Demande d'aide financière pour des travaux de conversion (Programme de conversion de l'éclairage public d'Hydro-Québec)**

Attendu que la Ville de Drummondville bénéficie du tarif général d'éclairage public (propriétaire de son réseau d'éclairage public);

Attendu qu'une partie du parc d'éclairage public de la municipalité fonctionne avec des lampes à incandescence, fluorescentes et/ou à vapeur de mercure, lesquelles sont peu efficaces;

Attendu que dans le cadre du Programme de conversion de l'éclairage public d'Hydro-Québec, la municipalité a fait réaliser une étude technico-économique, laquelle a été acceptée par Hydro-Québec;

Attendu qu'il est avantageux pour la Ville de Drummondville de réaliser la conversion au sodium du parc d'éclairage public, selon les modalités du Programme;

Attendu qu'Hydro-Québec, par son Programme de conversion de l'éclairage public, offre aux municipalités une aide financière pour la réalisation des travaux de conversion;

Attendu que la Ville de Drummondville s'est engagée à convertir tous ses luminaires au mercure pour du sodium selon le Programme de conversion de l'éclairage public d'Hydro-Québec en mandatant Électro-Système P.L. Inc. pour effectuer les travaux;

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le maire suppléant Alain Carrier, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville demande l'aide financière prévue au Programme en vue de la présentation des décomptes progressifs des travaux.

ADOPTÉ

1052/10/94 - **Dépôt du compte rendu (18/10/94) - Comité de transp. en commun**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de transport en commun tenue le 18 octobre 1994 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉ

1053/10/94 - **Dépôt du procès-verbal (19/10/94) - C.C.U.**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 19 octobre 1994 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉ

1054/10/94 - **Acceptation des plans de construction pour des bâtiments comprenant 4 logements (côté nord de la rue Bernier) - P.I.A.**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville accepte les plans déposés par M. Alain Lamontagne relativement aux quadruplex projetés sur la rue Bernier, côté nord, entre les rues Cormier et Perron, et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

AMENDÉE PAR RÉS. 366/4/95

Cette acceptation est reliée au fait que le promoteur rencontre les exigences suivantes:

- modifications de façon à améliorer l'aspect des bâtiments visibles de l'autoroute 20;
- installation d'une haie de cèdres de 6 pieds, au moment de la transplantation, à l'arrière des bâtiments projetés;
- plantation d'épinettes et d'érables argentés d'un diamètre de 4 pouces minimum, à 4 pieds du sol, le tout placé en alternance aux 20 pieds maximum.

ADOPTÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

1055/10/94

1- **FOURNITURE ET INSTALLATION DE FEUX DE CIRCULATION (CARREFOUR BOUL. LEMIRE/RUE JANELLE (NO 94-210) - (Soumissions ouvertes le 19 octobre 1994)**

Soumissionnaires	Prix (Taxes incl.)
. ÉLECTRO-SYSTEME P.L. INC. 235 Lévis Drummondville	16 665,97 $
. PAUL SAVARD ENT. ÉLECT. INC. 532 Lindsay Drummondville	18 554,15 $

INITIALES DE LA MAIRESSE
27
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la soumission de **Electro-Système P.L. Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

1056/10/94

2- **TRAVAUX - CHEMIN DE DESSERTE A L'AÉROPORT**
(Soumissions sur invitation ouvertes le 18 octobre 1994)

Soumissionnaires	Prix
. R.C. HÉBERT TRANSPORT INC. 900 St-Pierre Drummondville	7 634,99 $
. EXCAVATION F. MAJEAU ET FILS INC. 970 St-Jean Drummondville	12 439,33 $
. EXCAVATION McBM INC. 980 - 5e Rang Drummondville	15 953,70 $

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la soumission de **R.C. Hébert Transport Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉ

1057/10/94 - **Subvention de 100 $ - Groupe de relation d'aide des maladies intestinales (GRAMI)**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Guy Grouin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ au Groupe de relation d'aide des maladies intestinales (GRAMI) à titre de subvention 1994.

ADOPTÉ

1058/10/94 - **Demande de subvention du Conseil régional de la prévention de la criminalité reportée**

Sur proposition du conseiller Guy Drouin, appuyée par la conseillère Réjeanne Viens, la demande de subvention du Conseil régional de la prévention de la criminalité est reportée.

ADOPTÉ

1059/10/94 - **Tenue de la campagne du Coquelicot - Légion Royale Canadienne**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise la Légion Royale Canadienne à tenir sa campagne du Coquelicot du 27 octobre au 5 novembre 1994 inclusivement et sa parade annuelle le 6 novembre 1994, le tout selon un parcours approuvé par le Service de la sécurité publique.

De plus, la Ville de Drummondville consent à défrayer le coût d'une couronne de 50 $ et verse également une subvention de 50 $ à l'organisme.

ADOPTÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
28
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

1060/10/94 - **Lettre d'entente avec le Syndicat des Employés municipaux de Drummondville - Règlement de griefs**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que le directeur du Service des ressources humaines et le directeur des Services juridiques de la Ville soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une lettre d'entente avec le Syndicat des Employés municipaux de Drummondville (CSN) en règlement des griefs numéros 92-32, 94-01, 94-02 et 94-03.

ADOPTÉ

1061/10/94 - **Mandat à l'U.M.Q. - Achat de formulaires pour les cours municipales**

Vu la proposition de l'Union des municipalités du Québec de procéder, au nom des municipalités intéressées, à un achat regroupé concernant l'achat de formulaires pour les cours municipales;

Vu l'article 29.9.1 de la Loi sur les Cités et Villes;

Attendu que la Ville de Drummondville désire procéder à cet achat regroupé pour se procurer les formulaires et les quantités amplement décrites au bon de commande;

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière,
appuyé par le conseiller Réal Jean,
et résolu unanimement:

1° QUE la Ville de Drummondville confie à l'Union des municipalités du Québec le mandat de procéder, en son nom et avec les autres municipalités intéressées, à un achat regroupé concernant les formulaires pour les cours municipales, nécessaires pour les activités de la municipalité et ce, afin de se procurer lesdits formulaires et quantités amplement décrites au bon de commande;

2° QUE la Ville de Drummondville s'engage, si l'Union des municipalités du Québec adjuge un contrat, à respecter les termes du présent mandat comme si elle avait contracté directement avec le fournisseur à qui le contrat est adjugé;

3° QUE la Ville de Drummondville consente, en considération des services rendus par l'Union des municipalités du Québec, à verser à l'Union des frais administratifs, à concurrence de leur part du contrat adjugé, représentant 3 % du montant de contrat;

4° QUE copie de la présente résolution et du bordereau de commande soient transmis à l'Union des municipalités du Québec.

ADOPTÉ

1062/10/94 - **Appui à la Commission Environnement pour contrer l'importation de déchets américains en région et demander des audiences publiques**

Considérant que l'importation de déchets américains met en péril nos programmes de collecte sélective;

Considérant que l'importation des déchets américains met en péril la valeur collective que représentent nos lieux d'enfouissement sanitaire, notamment en regard de l'épuisement prématuré des sites;

Considérant que l'importation de déchets américains va à l'encontre de la politique québécoise de gestion intégrée des déchets qui est basée sur les 3R (réduction, récupération, recyclage) et qui vise une baisse des volumes de déchets enfouis de l'ordre de 50 % d'ici l'an 2000;

Considérant que l'importation de déchets américains occasionne des coûts importants aux régions en termes d'infrastructures, de coûts d'enfouissement et de traitement des rejets;

Considérant que l'importation de déchets américains risque d'occasionner dans l'avenir des coûts faramineux face à la fermeture et l'entretien de ces lieux;

Considérant le large consensus des différents intervenants socio-économiques face à l'importation des déchets en provenance des États-Unis;

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Luc Teasdale, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville appuie la Commission Environnement dans ses demandes:

- au gouvernement du Québec d'amener, au besoin, ce dossier devant les plus hautes instances judiciaires afin d'interdire l'importation de déchets américains;
- au gouvernement du Canada d'intervenir et faire modifier, si nécessaire, le Traité de libre-échange en ce qui a trait à la libre circulation des déchets;
- au gouvernement du Québec de procéder immédiatement aux audiences annoncées et à une enquête publique sur l'ensemble de la gestion des déchets solides au Québec;
- aux M.R.C. de la région 04 de saisir l'occasion qui leur est offerte par la révision de leurs schémas d'aménagement afin d'identifier, dès maintenant, les équipements et sites prévus pour la gestion de leurs déchets, dans une perspective de protection intégrale de leurs territoires.

ADOPTÉ

1063/10/94 - **Emprunt de 24 300 $ au fonds de roulement**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville emprunte une somme de 24 300 $ à son fonds de roulement pour la fourniture et l'installation de feux de circulation au carrefour du boulevard Lemire et de la rue Janelle, et pour l'exécution de travaux sur le chemin de desserte à l'aéroport municipal.

Cet emprunt sera remboursable sur une période de 3 ans, à savoir:

8 100 $ en 1995
8 100 $ en 1996
8 100 $ en 1997.

ADOPTÉ

1064/10/94 - **Avis de motion d'un règlement - Déroulement des séances du Conseil**

Le conseiller Jean-Guy Spénard donne avis de motion d'un règlement concernant le déroulement des séances du Conseil.

Période de questions

M. Gilles Caissy du 525 rue Laferté se dit insatisfait de la décision prise par le Conseil de Ville dans le dossier de dérogations mineures pour l'immeuble situé au 521 Laferté.

Le conseiller Gilles Fontaine est d'avis que le bâtiment a toujours été considéré comme remise et que les dérogations mineures demandées régularisent tout le dossier.

Le conseiller Robert Lafrenière demande si M. Caissy a réellement consulté un évaluateur.

INITIALES DE LA MAIRESSE

30

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

1065/10/94 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Thérèse Lapointe
Greffière.

Germaine Lauzé Julien
Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
31
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

7 novembre 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 7 novembre 1994 à 19 h 15, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Odette Bélanger Marcotte
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

1066/11/94 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

Madame la mairesse explique la procédure de consultation publique édictée par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et précise la nature et l'objet des projets de règlements suivants:

- **Règlement no 2388** amendant le règlement municipal no 2359 relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale visant à assujettir l'obtention de tout permis de construction et de tout certificat d'autorisation concernant l'architecture extérieure de certains bâtiments à l'approbation du Conseil municipal en regard d'objectifs et critères d'aménagement qui seront précisés dans le cadre de cedit règlement; cette réglementation étant applicable exclusivement dans la zone résidentielle H01-43 à savoir les terrains transversaux, en totalité ou en partie, entre le boulevard René-Lévesque et la rue F.-X. Charbonneau;
- **Règlement no 2390** amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but de rajouter certaines normes relatives aux terrain, marges, bâtiment et rapports pour les constructions quadruplex dans la grille des usages et normes de la zone résidentielle H02-36;

- **Règlement no 2391** amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but de créer une nouvelle zone industrielle I02-60 à même la zone industrielle I02-49 (terrains en bordure de la rue Sigouin, côté Sud-Est et au Sud-Ouest du boulevard Lemire), d'y permettre la classe d'usages i2, d'ajouter une nouvelle grille des usages et normes y incluant des normes afférentes à cette nouvelle zone I02-60 et de modifier la norme minimale de la marge arrière de la classe d'usages i2 dans la grille des usages et normes de la zone industrielle I02-49;
- **Règlement no 2392** amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no 4-90 dans le but de modifier l'affectation du sol du lot numéro 284-28 ayant frontage sur la rue St-Pierre, d'institutionnelle et publique <Pi> à commerciale <C>;
- **Règlement no 2393** amendant le règlement de zonage municipal no 6-90 dans le but de modifier le plan de zonage afin d'agrandir la zone commerciale Cs4-033 et ce, à même la zone publique Pi4-032 localisée en bordure de la rue St-Pierre et, de ce fait, d'annuler la zone publique Pi4-032.

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

1067/11/94 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Thérèse Cayouette
Greffière.

Jeannine Lamontagne
Mairesse.



LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

7 novembre 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 7 novembre 1994, **sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no. 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Odette Bélanger Marcotte
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et environnement urbain **(arrivée: 21 h 30)**
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

1068/11/94 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel, après y avoir ajouté les items suivants:

19. Locomotives du CN (Mme Réjeanne Viens)
46A. Infrastructures au centre-ville (M. Pierre-Yvan Aubé).

ADOPTÉ

1069/11/94 - **Adoption du procès-verbal - Ass. publ. cons. du 17 octobre 1994**

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 17 octobre 1994 à 19 h 15 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
34
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

1070/11/94 - **Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 17 octobre 1994**

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 17 octobre 1994 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

1071/11/94 - **Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 24 octobre 1994**

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 24 octobre 1994 à 17 h 00, et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

1072/11/94

1- **AQUEDUC, ÉGOUTS & VOIRIE - SECTEUR LORING (LOT 1) - CENTRE-VILLE (PROJET NO 0594016) - Soumissions ouvertes le 24 octobre 1994**

Soumissionnaires	Prix
. R. GUILBEAULT CONSTRUCTION INC. 805 boul. Lemire Drummondville	1 424 448,54 $
. SINTRA INC. (RÉGION CENTRE DU QUÉBEC) 911 St-Mathieu N.D. Bon-Conseil	1 811 656,59 $

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que la soumission de **R. Guilbeault Construction Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

1073/11/94

2- **CONVERSION DU SYSTEME DE CHAUFFAGE - CENTRE D'INFORMATION DOCUMENTAIRE COME ST-GERMAIN (PROJET NO 1294051) - (Soumissions ouvertes le 2/11/94)**

Soumissionnaires	Prix
. VENTILATION G. BINETTE LTÉE 4225 boul. St-Joseph Drummondville	38 342,44 $
. LE GROUPE CEVEC INC. 212 Rte 122 St-Germain	37 001,19 $
. PLOMBACTION INC. 71 Bernier Victoriaville	56 692,61 $

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la soumission de **Le Groupe Cevec Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

1074/11/94

3- **PROLONGEMENT DE L'AQUEDUC SUR LE BOULEVARD ALLARD (ME94DR06)**
(Soumissions ouvertes le 15 septembre 1994)

Soumissionnaires	Prix (taxes incl.)
. R. GUILBEAULT CONSTRUCTION INC. 805 boulevard Lemire Drummondville	86 098,48 $
. SINTRA INC. (CENTRE DU QUÉBEC) 911 St-Mathieu N.D. Bon-Conseil	90 345,80 $
. EXCAVATION Mc.B.M. INC. 1 Notre-Dame de Lourdes St-Edmond	79 423,22 $
. EXCAVATIONS TOURVILLE INC. 5900 boul. Tourville, R.R. 1 Drummondville	83 168,92 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la soumission de **Excavation Mc.B.M. Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités pour un montant maximum de 65 600 $ suite à l'approbation partielle du ministère des Affaires municipales datée du 24 octobre 1994 et le solde de 13 823,22 $ devra faire l'objet d'une autre convention lorsque l'approbation du règlement no 2386 sera signée par le Ministre des Affaires municipales.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres provenant de:

. M. Guy Chevrette, Ministre des Affaires municipales (Mise au point sur le Programme d'infrastructures Canada-Québec)
. Commission de la représentation électorale du Québec (Règlement no 2373 décrétant la division du territoire de la Ville de Drummondville en 12 districts électoraux, conforme aux exigences de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités).

La greffière fait également mention de lettres de remerciements et de demandes d'aide financière.

1075/11/94 - Acceptation des comptes

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 3 octobre au 7 novembre 1994, lesquels comptes totalisent la somme de 4 195 312,39 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
36
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

1076/11/94 - **Don d'un véhicule du Service des travaux publics à la Régie intermunicipale de la Cité des Loisirs**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville cède à titre gratuit à la Régie intermunicipale de la Cité des Loisirs un véhicule excédentaire du Service des travaux publics, le tout en conformité avec l'article 28-1, 2° de la Loi sur les Cités et Villes.

ADOPTÉ

1077/11/94 - **Subvention de 7 000 $ - Les Loisirs St-Joseph de Drummondville**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 7 000 $ à Les Loisirs St-Joseph de Drummondville Inc. à titre de subvention 1994.

ADOPTÉ

1078/11/94 - **Modification des tarifs du Service de transport en commun**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que les tarifs du Service de transport en commun de la Ville de Drummondville soient modifiés à compter du 1er janvier 1995 et ce de la façon suivante, savoir:

ABROGÉE PAR RÉS. 997/11/95

- tarif adulte	- billet	1,40 $
	- argent comptant	1,65 $
- tarif étudiant	- billet	1,15 $
	- argent comptant	1,40 $
- tarif personne 65 ans +	- billet	0,95 $
	- argent comptant	1,20 $
- coût du laissez-passer mensuel	- adulte	37,00 $
	- étudiant	23,00 $
	- personne 65 ans +	19,00 $
- enfant de moins de 6 ans		gratuit

Tout enfant de moins de 6 ans devra être accompagné d'une personne responsable.

Toute personne empruntant le Service de transport en commun et utilisant le mode de paiement "argent comptant" devra fournir la somme exacte au chauffeur de l'autobus.

La présente résolution abroge à toutes fins que de droit la résolution no 912/12/93 du 6 décembre 1993.

ADOPTÉ

1079/11/94 - **Modification des horaires - Service de transport en commun**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que les horaires du Service de transport en commun de la Ville soient modifiés durant la période des fêtes 1994, et ce de la façon suivante:

- de 6 h 50 à 22 h 00 le 19 décembre 1994
- de 6 h 50 à 22 h 00 le 20 décembre 1994
- de 6 h 50 à 22 h 00 le 21 décembre 1994
- de 6 h 50 à 22 h 00 le 22 décembre 1994
- de 6 h 50 à 22 h 00 le 23 décembre 1994

INITIALES DE LA MAIRESSE
37
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

- de 8 h 00 à 18 h 00 le 24 décembre 1994
- pas de service le 25 décembre 1994
- de 12 h 00 à 19 h 00 le 26 décembre 1994
- pas de service le 1er janvier 1995
- pas de service le 2 janvier 1995.

ADOPTÉ

Le conseiller Robert Lafrenière intervient pour demander que l'on traite du dossier de desserte par le Service de transport en commun le dimanche. Il se dit conscient que cet ajout engendre des coûts, mais que le service répond à un besoin des travailleurs et des gens qui veulent sortir le dimanche et qui n'ont pas d'auto. Selon l'évaluation faite, cette tentative représenterait des déboursés d'environ 7 000 $ pour 3 mois.

Le conseiller Réal Jean suggère que la Ville attende un an. En 1994, la Ville a mis en opération le service pour le secteur de Grantham. Actuellement sur ce circuit, 20 passagers à l'heure utilisent le service. Avant l'ajout de ce service, il en coûtait 0,67 $ par billet à la Ville, maintenant le coût a grimpé à 1,00 $ par billet. Avec le service le dimanche, le coût grimperait à 1,04 $ par billet. Il fait également mention du sondage réalisé par la compagnie de transport dans lequel seulement 38 usagers sur 403 souhaitaient le service de transport en commun le dimanche.

Le conseiller Luc Teasdale est d'accord avec le principe de prudence mais est d'avis que la clientèle du dimanche en est une spéciale et que l'ajout du service pour cette journée aurait amélioré la qualité de vie de certains individus.

Le conseiller Denis Savoie abonde dans le même sens que son collègue, M. Teasdale, et aurait souhaité que la Ville offre ce service.

La conseillère Odette Bélanger Marcotte est d'accord avec l'ajout du service.

Le conseiller Guy Drouin s'objecte à la discussion puisque l'item n'était pas à l'ordre du jour.

Compte tenu que le sujet fait partie d'une modification, Madame la mairesse suggère que le dossier soit traité à l'item 45A.

1080/11/94 - **Protocole d'entente avec Action Environnement Drummond Inc. - Projet "Recyclons dans notre cour"**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Luc Teasdale, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec Action Environnement Drummond Inc. dans le cadre du projet "Recyclons dans notre cour".

Le protocole d'entente est valable pour les années 1994/1995 et 1995/1996 et comprend le versement d'une subvention annuelle de 9 700 $ répartie comme suit:

- 8 500 $ pour l'animation du projet
- 1 200 $ pour la location d'un local.

ADOPTÉ

1081/11/94 - **Rétrocession d'une partie de l'ancien chemin public (Petit Cinquième Rang) contiguë aux lots 344 et 345**

Attendu que le ministère des Transports a élargi et redressé le chemin du Petit Cinquième Rang, il y a plusieurs années;

Attendu que le gouvernement a remis à l'ex-municipalité de Grantham ledit chemin;

INITIALES DE LA MAIRESSE
38
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Attendu que ledit chemin a une largeur de 66 pieds;

Attendu que la partie de l'ancien chemin public qui n'est plus utile est contiguë aux lots 344 et 345 du cadastre du Canton de Grantham;

Attendu que la Ville de Drummondville ne désire pas utiliser ni garder cette parcelle de terrain dans l'emprise extra-routière;

Attendu que M. Michel Dubé, arpenteur-géomètre, a déposé une copie du plan d'expropriation par le ministère des Transports, montrant la partie de l'ancien chemin public désaffectée;

Il est proposé par le conseiller Guy Dubreuil,
appuyé par le conseiller Réjean Gosselin,
et résolu:

1° QUE les attendus font partie intégrante de la présente résolution;

2° QUE la Ville de Drummondville n'a pas besoin de la parcelle de terrain (ancien chemin public) tel qu'elle est montrée au plan déposé par M. Michel Dubé, arpenteur-géomètre, en date du 20 octobre 1994;

3° QUE la Ville de Drummondville rétrocède cette partie de l'ancien chemin public au propriétaire riverain selon la loi, et ce à titre gratuit;

4° QUE la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉ

1082/11/94 - **Protocole d'entente avec le Ministre des Affaires municipales (réfection et élargissement du boul. Lemire)**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Ministre des Affaires municipales relativement au versement d'une aide financière par le ministère aux fins de réaliser des travaux de réfection et d'élargissement du boulevard Lemire (de Jean-de-Brébeuf à Route 122) reconnus admissibles dans le cadre du volet 1 du programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec.

ADOPTÉ

1083/11/94 - **Protocole d'entente avec le Ministre des Affaires municipales (réfection du boul. St-Joseph et amélioration du drainage)**

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Ministre des Affaires municipales relativement au versement d'une aide financière par le ministère aux fins de réaliser des travaux de réfection de la chaussée du boulevard St-Joseph et d'amélioration du drainage reconnus admissibles dans le cadre du volet 1 du programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec.

ADOPTÉ

1084/11/94 - **Autorisation et mandat au Groupe HBA Experts Conseils Inc. - Travaux exécutés dans le développement domiciliaire La Volière**

Il est proposé par le conseiller Luc Teasdale, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise le Groupe HBA Experts Conseils Inc. à présenter au ministère de l'Environnement du Québec, pour approbation, les plans (projet no 97-94) des infrastructures à réaliser dans le développement domiciliaire La Volière et mandate également cette firme aux fins d'assurer la surveillance des travaux précités. Les honoraires professionnels sont à la charge du promoteur.

ADOPTÉ

1085/11/94 - **Relocalisation des locomotives du CN**

Considérant que la Ville de Drummondville, suite à des représentations de citoyens du centre-ville, tente de relocaliser les locomotives du centre-ville;

Considérant que la compagnie CN Amérique du Nord accepte de relocaliser les locomotives du centre-ville, moyennant une participation financière de la Ville;

Considérant que cette relocalisation permettra aux résidents du secteur concerné de bénéficier d'une certaine quiétude;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville confirme à CN Amérique du Nord sa participation financière à la relocalisation des locomotives du centre-ville et injecte une somme de 35 000 $ dans ce projet.

ADOPTÉ

La conseillère Réjeanne Viens fait lecture d'un communiqué qui traite du dossier.

1086/11/94 - **Cession d'une partie du lot 116-44 (rue) à Transport Bourret Inc.**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville cède à Transport Bourret Inc. une partie du lot 116-44 (rue) du cadastre du Canton de Grantham, circonscription foncière de Drummond, d'une superficie de 10,9 m^2. Cette cession est faite pour le prix de 11,608 $ le mètre carré, payable comptant à la signature du contrat.

De plus, l'acquéreur devra assumer les honoraires professionnels de l'arpenteur-géomètre, si nécessaire, et du notaire de son choix.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉ

1087/11/94 - **Annulation du cadastre de rue sur une partie du lot 116-44**

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise l'annulation du cadastre de rue sur une partie du lot 116-44 du Canton de Grantham, circonscription foncière de Drummond, et vendue à Transport Bourret Inc.

ADOPTÉ

1088/11/94 - **Dépôt du compte rendu (26/10/94) - Comité de Circulation**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de Circulation tenue le 26 octobre 1994 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉ

1089/11/94 - **Installation d'enseignes "Arrêt toutes directions" sur la rue Brock à l'intersection de la rue Dunkin**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'enseignes "Arrêt toutes directions" sur la rue Brock à l'intersection de la rue Dunkin.

ADOPTÉ

1090/11/94 - **Installation d'une flèche pour tourner à droite aux feux de circulation à l'angle du boul. Mercure et de la rue Celanese**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une flèche pour tourner à droite aux feux de circulation situés à l'intersection du boulevard Mercure et de la rue Celanese.

ADOPTÉ

1091/11/94 - **Installation d'enseignes "Arrêt toutes directions" à l'intersection des Lilas et des Pins**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'enseignes "Arrêt toutes directions" à l'intersection de l'avenue des Lilas et du boulevard des Pins et ce à compter du 21 novembre 1994.

ADOPTÉ

1092/11/94 - **Enlèvement des arrêts sur l'avenue des Lilas à l'intersection du boul. des Ormes**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise l'enlèvement des arrêts sur l'avenue des Lilas à l'intersection du boulevard des Ormes et ce à compter du 21 novembre 1994.

ADOPTÉ

1093/11/94 - **Dépôt du procès-verbal (2/11/94) - C.C.U.**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 2 novembre 1994 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉ

1094/11/94 - **Acceptation du projet d'agrandissement de la bâtisse située au 607 Lindsay - P.I.A.**

Considérant que de nouvelles propositions ont été présentées à la Ville de Drummondville relativement au projet d'agrandissement de la bâtisse sise au 607 rue Lindsay dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant qu'il s'agit d'un bâtiment situé dans une zone où un plan d'implantation et d'intégration architecturale est exigé;

Considérant que le requérant désire agrandir son bâtiment à même le terrain adjacent au commerce actuel;

Considérant que le requérant, en retrouvant des photos du bâtiment d'origine, a pu démontrer la spécificité de la corniche de la bâtisse;

Considérant que l'une des propositions du demandeur reprend certains éléments d'origine du bâtiment dont la corniche;

Considérant que cette proposition s'inscrit bien dans une intégration architecturale du milieu, à l'exception de certains éléments qui surchargent le bâtiment tels que le garde-corps complètement fermé et la longueur de l'avant toit;

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville accepte le plan fourni au Comité consultatif d'urbanisme relativement au projet d'agrandissement de la bâtisse située au 607 rue Lindsay et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale avec toutefois la modification suivante:

- que le garde-corps fermant le balcon avant du logement de l'étage soit enlevé et remplacé par un garde-corps ajouré.

ADOPTÉ

Dépôt des certificats relatifs aux règlements nos 2378, 2383, 2386 et 2389

Conformément à la loi, la greffière dépose les certificats concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur les règlements suivants:

- règlement no 2378 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no 2080;
- règlement no 2383 décrétant un emprunt de 1 059 600 $ pour l'exécution de travaux de drainage et d'installation d'égouts pluviaux sur le boulevard St-Joseph, entre l'avenue Des Lilas et le pont de la rivière St-Germain, ainsi que des travaux de pavage et d'aménagement du terre-plein;
- règlement no 2386 amendant le règlement no 2338 de manière à augmenter l'emprunt qui y est prévu de 72 000 $ à 90 000 $ (travaux d'aqueduc sur le boulevard Allard);
- règlement no 2389 décrétant un emprunt de 105 000 $ afin de permettre la modification d'un projet de construction d'unités résidentielles de trois logements-condominium, déjà amorcé, en un projet de construction unifamiliale dans le secteur "Les Jardins du Golf, phase 3".

Rapport mensuel du Service de planification du territoire - Construction

Le conseiller Gilles Fontaine résume la situation de l'habitation pour le mois d'octobre 1994 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 1993.

1095/11/94 - **Mandat à Jodoin, Grondin & Ass. - Assistance au Groupe HBA Experts Conseils (prog. Travaux d'infrastructures, centre-ville)**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme d'arpenteurs-géomètres Jodoin, Grondin & Associés aux fins d'assister le Groupe HBA Experts Conseils Inc. dans la réalisation des travaux à être exécutés dans le cadre du programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec, volet centre-ville.

ADOPTÉ

1096/11/94 - **Mandat à Les Laboratoires Shermont - Analyse des matériaux pour travaux exécutés au centre-ville (progr. Travaux d'infrast.)**

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Les Laboratoires Shermont Inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour la réalisation des travaux à être exécutés dans le cadre du programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec, volet centre-Ville.

ADOPTÉ

1097/11/94 - **Règlement hors Cour du dossier "D. Lemay Construction Inc."**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et résolu que Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques, soit et est autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un règlement hors Cour avec D. Lemay Construction Inc. dans le dossier de cour portant le numéro 405-05-000234-906 en contrepartie du paiement d'une somme de 7 000 $ à D. Lemay Construction Inc.

Le conseiller Denis Savoie enregistre sa dissidence sur cette proposition puisque la Ville n'a aucune responsabilité dans ce dossier, qu'il s'agit de l'erreur d'un notaire et que le professionnel doit assumer ses responsabilités.

ADOPTÉ

1098/11/94 - **Achat du lot 282-38 de Gestion M. Équilbec Inc.**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte d'achat par la Ville de Drummondville d'un terrain situé au 2625 rue Sigouin et connu comme étant le lot 282-38 du cadastre du Canton de Grantham, propriété de Gestion M. Équilbec Inc. Cette acquisition est faite pour la somme de 38 601,72 $.

La Ville s'engage en outre à déménager la clôture existant sur ce terrain sur un immeuble à acquérir par Gestion M. Équilbec Inc. sur la rue Letendre.

De plus, la Ville permet à Gestion M. Équilbec Inc. d'occuper jusqu'au 31 mai 1995 les lieux faisant l'objet de la présente transaction.

Le conseiller Jean-Guy Spénard résume le dossier et précise que la superficie faisant l'objet de la transaction équivaut à 55 672 pieds carrés.

Le conseiller Denis Savoie enregistre sa dissidence sur le dossier. Il est conscient que le dossier règle un problème de voisinage mais conçoit mal que la Ville débourse plus pour ce terrain que le prix réellement payé par Gestion M. Équilbec Inc. en 1992. Cette acquisition avait été faite pour réaliser une construction industrielle, ce qui n'a pas été fait. Il dit que Madame la mairesse est en conflit d'intérêt dans ce dossier.

Madame la mairesse rétorque qu'elle n'est pas en conflit d'intérêt, qu'elle est très à l'aise avec le dossier puisqu'en aucun temps une compagnie de M. Équilbec n'a pris action contre la Ville.

Le conseiller Jean-Guy Spénard fait lecture d'un article du contrat intervenu avec Gestion M. Équilbec Inc.

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé juge que la Ville dépense un minimum d'argent pour régler la qualité de vie d'un groupe de citoyens.

Madame la mairesse demande au procureur de la Ville de préciser les exigences du Code Civil lorsque la Ville veut reprendre un terrain.

Me Claude Proulx confirme qu'un avis de 60 jours doit être transmis à la compagnie fautive et aux termes de ce délai, la Ville peut procéder, s'il y a lieu.

Madame la mairesse demande le vote sur la proposition.

Votent POUR	Vote CONTRE
M. Pierre-Yvan Aubé	M. Denis Savoie
Mme Odette Bélanger Marcotte	
M. Guy Drouin	
M. Guy Dubreuil	
M. Gilles Fontaine	
M. Réjean Gosselin	
M. Réal Jean	
M. Robert Lafrenière	
M. Jean-Guy Spénard	
M. Luc Teasdale	
Me Céline Trottier	
Mme Réjeanne Viens	

ADOPTÉ A LA MAJORITÉ

1099/11/94 - **Vente d'un terrain industriel à Gestion M. Équilbec Inc.**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente à Gestion M. Équilbec Inc. d'un terrain situé sur la rue Letendre et connu comme étant une partie du lot 281 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie approximative de 55 000 pieds carrés, au prix de 0,28 $ le pied carré.

Amendée par rés. 1185/12/94

Le terrain ainsi vendu sera assujetti à une clause pénale de 20 000 $ advenant que le terrain vendu n'ait pas été construit au 31 mai 1995, laquelle somme sera payable comptant le 1er juin 1995.

Par ailleurs, un droit de premier refus est accordé sur un terrain adjacent à celui ici vendu à l'acheteur. Ce droit porte sur un terrain d'une superficie approximative de 45 000 pieds carrés. Advenant que cet immeuble soit ainsi acquis, il devra l'être aux conditions qui prévaudront pour la vente de terrain industriel au moment de cette vente à venir.

Madame la mairesse demande le vote sur la proposition.

Votent POUR	Vote CONTRE
M. Pierre-Yvan Aubé	
Mme Odette Bélanger Marcotte	
M. Guy Drouin	
M. Guy Dubreuil	
M. Gilles Fontaine	
M. Réjean Gosselin	
M. Réal Jean	
M. Robert Lafrenière	

Votent POUR (suite)

M. Denis Savoie
M. Jean-Guy Spénard
M. Luc Teasdale
Me Céline Trottier
Mme Réjeanne Viens

ADOPTÉ

1100/11/94 - **Convention prévoyant la cessation par Sotramex Inc. de ses activités d'entreposage et de garage (2345 Sigouin)**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec Gestion M. Équilbec Inc. ou Sotramex Inc. suivant laquelle Sotramex Inc. s'engage à abandonner l'entreposage extérieur et les activités de garage mécanique à son immeuble du 2345 rue Sigouin. En contrepartie de cet engagement, la Ville paie la somme de 18 000 $ et s'engage à déménager la clôture située sur ce terrain sur un immeuble appartenant à Gestion M. Équilbec Inc. sur la rue Letendre.

Madame la mairesse demande le vote sur la proposition.

Votent POUR	Vote CONTRE
M. Pierre-Yvan Aubé	M. Denis Savoie
Mme Odette Bélanger Marcotte	
M. Guy Drouin	
M. Guy Dubreuil	
M. Gilles Fontaine	
M. Réjean Gosselin	
M. Réal Jean	
M. Robert Lafrenière	
M. Jean-Guy Spénard	
M. Luc Teasdale	
Me Céline Trottier	
Mme Réjeanne Viens	

ADOPTÉ A LA MAJORITÉ

1101/11/94 - **Abrogation de la résolution no 678/7/94 (mandat à Me A. Lepage)**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la résolution no 678/7/94 du 4 juillet 1994 soit abrogée à toutes fins que de droit.

ADOPTÉ

1102/11/94 - **Mandat à Me Gérard Fradet - Actes de servitudes nécessaires - (travaux d'éclairage sur la rue Lindsay, Ph. III)**

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate Me Gérard Fradet, notaire, aux fins de préparer et rédiger les actes de servitudes nécessaires pour la réalisation des travaux d'éclairage sur la rue Lindsay, Phase III.

ADOPTÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
45
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

1103/11/94 - **Mandat à M. A.-Marcel Lachapelle, a.-g. - Préparation de descriptions techniques (travaux sur la rue Lindsay, Ph. III)**

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate M. A.-Marcel Lachapelle, arpenteur-géomètre, aux fins de préparer et rédiger les descriptions techniques nécessaires à la réalisation des travaux d'éclairage sur la rue Lindsay, Phase III.

ADOPTÉ

1104/11/94 - **Subvention de 300 $ - Croix-Rouge**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 300 $ à la Croix-Rouge à titre de subvention 1994.

ADOPTÉ

1105/11/94 - **Subvention de 1 500 $ - Fondation Ste-Croix**

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 500 $ à la Fondation Ste-Croix à titre de subvention 1994.

ADOPTÉ

1106/11/94 - **Nomination de parcs**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination des parcs suivants:

- Parc Mgr Adolphe Demers, pour le parc situé en face de l'église St-Joseph;
- Parc Gérard Perron, pour l'emplacement regroupant les équipements sportifs entre le boulevard St-Joseph et la rue St-Albert.

Avant de prendre le vote, certains élus désirent s'exprimer sur le sujet.

Le conseiller Denis Savoie est d'avis que le nom de Gérard Perron devrait être gardé en banque pour un autre emplacement. Selon lui, la modification de nom affecte le caractère de St-Joseph.

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé appuie la démarche du conseiller Réal Jean.

Le conseiller Réal Jean trouve déplorable que des commentaires négatifs soient faits alors qu'on veut rendre hommage à quelqu'un.

Le conseiller Luc Teasdale considère que le nom de parc St-Joseph fait partie de l'histoire.

Madame la mairesse demande le vote sur cette proposition.

Votent POUR	Votent CONTRE
M. Pierre-Yvan Aubé	M. Robert Lafrenière
Mme Odette Bélanger Marcotte	M. Denis Savoie
M. Guy Drouin	M. Luc Teasdale
M. Guy Dubreuil	
M. Gilles Fontaine	
M. Réjean Gosselin	
M. Réal Jean	

Votent POUR (suite)

M. Jean-Guy Spénard
Me Céline Trottier
Mme Réjeanne Viens

ADOPTÉ A LA MAJORITÉ

1107/11/94 - **Avis de motion d'un règlement amendant l'article 6c du règlement no 1863**

Le conseiller Jean-Guy Spénard donne avis de motion d'un règlement amendant l'article 6c du règlement no 1863 de façon à augmenter la norme de rejet à 30 mg/litre d'huiles, de graisses et de goudrons d'origine minérale.

1108/11/94 - **Avis de motion d'un règlement amendant le règlement no 2252**

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement no 2252 (travaux de pavage et de bordures sur la rue Fauteux) de façon à modifier l'article 9 relatif à la taxation et abrogeant le règlement no 2384.

1109/11/94 - **Adoption du projet de règlement no 2395 - Plan d'urbanisme**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière,
appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2395 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no 2080 dans le but de changer l'affectation du sol du lot numéro 124-581 situé à l'angle des rues William et St-Amant (côté Sud) et de la partie du lot numéro 127-2-29 localisée en bordure de la rue Crépeau (côté Sud-Est) de "résidentielle, moyenne densité 1" à "commerce régional et artériel", soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

Madame la mairesse demande le vote sur la proposition.

Votent POUR

Mme Odette Bélanger Marcotte
M. Guy Drouin
M. Guy Dubreuil
M. Réjean Gosselin
M. Robert Lafrenière
M. Denis Savoie
M. Jean-Guy Spénard
M. Luc Teasdale
Me Céline Trottier

Votent CONTRE

M. Pierre-Yvan Aubé
M. Gilles Fontaine
M. Réal Jean
Mme Réjeanne Viens

ADOPTÉ A LA MAJORITÉ

1110/11/94 - **Avis de motion d'un règlement (no 2395) - Plan d'urbanisme**

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no 2080 dans le but de changer l'affectation du sol du lot numéro 124-581 situé à l'angle des rues William et St-Amant (côté Sud) et de la partie du lot numéro 127-2-29 localisée en bordure de la rue Crépeau (côté Sud-Est) de "résidentielle, moyenne densité 1" à "commerce régional et artériel".



1111/11/94 - **Dispense de lecture du règlement no 2395**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2395 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no 2080 dans le but de changer l'affectation du sol du lot numéro 124-581 situé à l'angle des rues William et St-Amant (côté Sud) et de la partie du lot numéro 127-2-29 localisée en bordure de la rue Crépeau (côté Sud-Est) de "résidentielle, moyenne densité 1" à "commerce régional et artériel", dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

1112/11/94 - **Adoption du projet de règlement no 2396 - Zonage**

Il est proposé par le conseiller Luc Teasdale,
appuyé par le conseiller Denis Savoie,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2396 amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but de modifier le plan de zonage de manière à inclure à la zone commerciale CO1-36 le lot numéro 124-581 localisé à l'angle des rues William et St-Amant (côté Sud) et faisant actuellement partie de la zone résidentielle HO1-38 ainsi qu'une partie du lot 127-2-29 localisée en bordure de la rue Crépeau et faisant actuellement partie de la zone résidentielle HO1-37, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

Madame la mairesse demande le vote sur la proposition.

Votent POUR	Votent CONTRE
Mme Odette Bélanger Marcotte	M. Pierre-Yvan Aubé
M. Guy Drouin	M. Gilles Fontaine
M. Guy Dubreuil	M. Réal Jean
M. Réjean Gosselin	Mme Réjeanne Viens
M. Robert Lafrenière	
M. Denis Savoie	
M. Jean-Guy Spénard	
M. Luc Teasdale	
Me Céline Trottier	

ADOPTÉ A LA MAJORITÉ

1113/11/94 - **Avis de motion d'un règlement (no 2396) - Zonage**

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement (no 2396) amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but de modifier le plan de zonage de manière à inclure à la zone commerciale CO1-36 le lot numéro 124-581 localisé à l'angle des rues William et St-Amant (côté Sud) et faisant actuellement partie de la zone résidentielle HO1-38 ainsi qu'une partie du lot 127-2-29 localisée en bordure de la rue Crépeau et faisant actuellement partie de la zone résidentielle HO1-37.

1114/11/94 - **Dispense de lecture du règlement no 2396**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Luc Teasdale, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2396 amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but de modifier le plan de zonage de manière à

inclure à la zone commerciale C01-36 le lot numéro 124-581 localisé à l'angle des rues William et St-Amant (côté Sud) et faisant actuellement partie de la zone résidentielle H01-38 ainsi qu'une partie du lot 127-2-29 localisée en bordure de la rue Crépeau et faisant actuellement partie de la zone résidentielle H01-37, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉ

1115/11/94 - **Adoption du règlement no 2388 - P.I.A.**

Lecture est donnée du règlement no 2388 amendant le règlement municipal no 2359 relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale visant à assujettir l'obtention de tout permis de construction et de tout certificat d'autorisation concernant l'architecture extérieure de certains bâtiments à l'approbation du Conseil municipal en regard d'objectifs et critères d'aménagement qui seront précisés dans le cadre de cedit règlement; cette réglementation étant applicable exclusivement dans la zone résidentielle H01-43 à savoir les terrains transversaux, en totalité ou en partie, entre le boulevard René-Lévesque et la rue F.-X. Charbonneau.

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

1116/11/94 - **Adoption du règlement no 2390 - Zonage**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2390 a été donné (réf: 1020/10/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2390 amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but de rajouter certaines normes relatives aux terrain, marges, bâtiment et rapports pour les constructions quadruplex dans la grille des usages et normes de la zone résidentielle H02-36.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 2390 et ce de 9 heures à 19 heures le 29 novembre 1994.

1117/11/94 - **Adoption du règlement no 2391 - Zonage**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2391 a été donné (réf: 1023/10/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2391 amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but de créer une nouvelle zone industrielle I02-60 à même la zone industrielle I02-49 (terrains en bordure de la rue Sigouin, côté Sud-Est et au Sud-Ouest du boulevard Lemire), d'y permettre la classe d'usages i2, d'ajouter une nouvelle grille des usages et normes y incluant des normes afférentes à cette nouvelle zone I02-60 et de modifier la norme minimale de la marge arrière de la classe d'usages i2 dans la grille des usages et normes de la zone industrielle I02-49.

INITIALES DE LA MAIRESSE
49
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 2391 et ce de 9 heures à 19 heures le 29 novembre 1994.

1118/11/94 - **Adoption du règlement no 2392 - Plan d'urbanisme**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2392 a été donné (réf: 1026/10/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2392 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no 4-90 dans le but de modifier l'affectation du sol du lot numéro 284-28 ayant frontage sur la rue St-Pierre, d'institutionnelle et publique <Pi> à commerciale <C>.

Il est proposé par le conseiller Luc Teasdale, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

1119/11/94 - **Adoption du règlement no 2393 - Zonage**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2393 a été donné (réf: 1029/10/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2393 amendant le règlement de zonage municipal no 6-90 dans le but de modifier le plan de zonage afin d'agrandir la zone commerciale Cs4-033 et ce, à même la zone publique Pi4-032 localisée en bordure de la rue St-Pierre et, de ce fait, d'annuler la zone publique Pi4-032.

Il est proposé par le conseiller Réjean Gosselin, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Service de transport en commun le dimanche

Le conseiller Robert Lafrenière propose que la Ville instaure:

1° un service de transport en commun le dimanche pour une période d'essai de 3 mois, soit du 13 novembre 1994 au 12 février 1995;

2° un service à toutes les heures, de 11 heures à 18 heures.

Pour le maintien du service au-delà de cette période, un minimum de 75 passagers à l'heure devra être respecté.

Le conseiller Luc Teasdale appuie cette proposition.

Le conseiller Réal Jean rappelle les résultats du sondage réalisé par la compagnie de transport et mentionne également que le gouvernement réduit ses subventions pour le transport en commun et que la Ville doit être prudente.

Le conseiller Guy Drouin accepterait l'essai dans une autre période de l'année, car selon lui, la période des fêtes fausse les résultats. De plus, il faudrait changer les habitudes de la population et la période de 3 mois est trop courte.

Le conseiller Jean-Guy Spénard partage le même avis que MM. Drouin et Jean et souhaite que la Ville attende un an.

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé abonde dans le même sens que M. Spénard. Il rappelle qu'il faut tenir compte de la capacité de payer de la population. Il propose que l'on procède à un sondage auprès des utilisateurs pour connaître l'intérêt et d'ici un an, le dossier pourra être réévalué.

Le conseiller Réjean Gosselin demande le vote et le conseiller Réal Jean appuie cette demande. Madame la mairesse demande aux élus s'ils sont prêts à prendre le vote.

Votent POUR	Votent CONTRE
M. Pierre-Yvan Aubé	M. Robert Lafrenière
Mme Odette Bélanger Marcotte	M. Denis Savoie
M. Guy Drouin	M. Luc Teasdale
M. Guy Dubreuil	
M. Gilles Fontaine	
M. Réjean Gosselin	
M. Réal Jean	
M. Jean-Guy Spénard	
Me Céline Trottier	
Mme Réjeanne Viens	

Madame la mairesse demande le vote sur la proposition du conseiller Robert Lafrenière relative à l'implantation d'un service de transport en commun le dimanche.

Votent POUR	Votent CONTRE
Mme Odette Bélanger Marcotte	M. Pierre-Yvan Aubé
M. Robert Lafrenière	M. Guy Drouin
M. Denis Savoie	M. Guy Dubreuil
M. Luc Teasdale	M. Gilles Fontaine
	M. Réjean Gosselin
	M. Réal Jean
	M. Jean-Guy Spénard
	Me Céline Trottier
	Mme Réjeanne Viens

REJETÉ

Informations des membres du Conseil

Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du Conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à:

- M. Réal Sawyer, conseiller, à l'occasion du décès de sa belle-soeur, Mme Pierrette Forcier Roy;
- Mme Thérèse Cajolet et M. Roland Cajolet, employés à la Ville, à l'occasion du décès de M. Armand Cajolet;
- M. André Paris, employé au Service des travaux publics, à l'occasion du décès de sa soeur, Mme Marguerite Paris Beauregard.

Infrastructures au centre-ville (M. Pierre-Yvan Aubé)

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé fait lecture d'un communiqué qui traite des travaux qui seront réalisés au centre-ville et plus particulièrement sur la rue Loring.

Le conseiller Réal Jean rassure les commerçants du centre-ville et précise que l'ingénieur, un représentant de Rues Principales et un représentant de la Ville rencontreront tous les commerçants du secteur pour leur expliquer le projet.

Le conseiller Robert Lafrenière souhaite qu'une couche de pavage économique soit étendue aux intersections.

Règlement no 2390 (M. Robert Lafrenière)

Le conseiller Robert Lafrenière rassure les gens du secteur visé par le règlement no 2390 en leur précisant que le projet n'affecte pas l'intérieur du développement.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Madame la mairesse résume le règlement qui concerne la période de questions.

- Intervenants:
  a) **M. Denis Leblanc**
     Sujet: - sécurité
  b) **M. Louis Durepos**
     Sujet: - publicité sur les enseignes
  c) **Mme Suzan Dumas**
     Sujet: - permis au 555 Dumoulin
  d) **Mme Rita Larose**
     Sujet: - rue Sigouin
  e) **M. Gilles Pellerin**
     Sujet: - arrêts, angle des Lilas/des Pins/des Ormes.

a) **M. Denis Leblanc**

M. Leblanc rappelle certains engagements obtenus lors d'une rencontre le 27 octobre 1994 et souhaite que le Conseil les respecte.

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé confirme qu'il respectera ses engagements.

La conseillère Céline Trottier fait lecture d'un communiqué signé par le directeur du Service des travaux publics le 28 octobre 1994, ce qui prouve la diligence des interventions.

b) **M. Louis Durepos**

Pourquoi, lui, il a reçu une lettre certifiée le 28 octobre 1994 pour une enseigne non conforme alors que 18 autres commerçants sur le boulevard Lemire enfreignent la loi et n'ont pas reçu d'avis?

Madame la mairesse souligne que si un avis lui a été transmis c'est que sa publicité est interdite par la réglementation et que personne ne lui en veut.

M. Durepos précise qu'on lui aurait dit que la plainte aurait été formulée par un élu.

Madame la mairesse rappelle que son dossier est dérogatoire et l'assure que l'équité de traitement est accordée à tous.

c) **Mme Suzan Dumas**

Mme Dumas veut savoir si elle peut obtenir un suivi du dossier.

M. Gérald Lapierre, d.g.a., confirme que les orientations ont été évaluées dans ce dossier et que le mandat donné à Environnement Conseil BGA devrait contenir des recommandations à ce sujet.

INITIALES DE LA MAIRESSE
52
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Madame la mairesse lui certifie qu'un membre du personnel du Service des permis assurera le suivi.

d) Mme Rita Larose

Mme Larose se dit heureuse des résolutions adoptées relativement au déménagement de Sotramex Inc. Elle s'interroge sur le respect de la zone tampon.

Madame la mairesse précise que l'entente intervenue avec Sotramex Inc. prévoit le déménagement des activités pour le 31 mai 1995. Quant à la zone tampon, la compagnie Gaz Métropolitain verra au respect de la servitude.

e) M. Gilles Pellerin

M. Pellerin se dit en accord avec l'installation d'arrêts toutes directions à l'angle de l'avenue des Lilas et du boulevard des Pins, mais s'interroge sur l'enlèvement des enseignes à l'intersection de l'avenue des Lilas et du boulevard des Ormes. Selon lui, il serait préférable de consulter les directions d'écoles afin d'éviter les accidents à cet endroit.

Le conseiller Guy Drouin se dit prêt à rencontrer les responsables.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu **lundi le 21 novembre 1994.**

1120/11/94 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉ

Thérèse Cayouette
Greffière.

Mairesse.



LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

21 novembre 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 21 novembre 1994, **sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no. 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Odette Bélanger Marcotte
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

1121/11/94 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Réjean Gosselin, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel, après y avoir ajouté l'item suivant:

39F. Remerciements au Comité de Circulation (M. Alain Carrier).

ADOPTÉE

Lecture du discours

Madame la mairesse procède à la lecture du discours sur **les états financiers 1993, le budget et le plan triennal d'immobilisations 94 et les orientations budgétaires et le plan triennal d'immobilisations 95**, lequel discours demeure annexé au présent procès-verbal pour en faire partie comme si au long relaté.

INITIALES DE LA MAIRESSE
54
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

1122/11/94 - **Adoption du procès-verbal - Ass. publ. cons. du 7 novembre 1994**

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 7 novembre 1994 à 19h15 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE

1123/11/94 - **Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 7 novembre 1994**

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 7 novembre 1994 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

1124/11/94

- **DISPOSITION DES ACTIFS (VENTE DE BIENS) - No 4-111**
  (Soumissions ouvertes le 16 novembre 1994)

(Le détail de ces soumissions apparait à un tableau préparé par M. Gilles Charest, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A")

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que les soumissionnaires suivants soient retenus pour chaque lot:

. **A. Champigny Tracteur Enr.**	pour un montant total de	930,90 $
. **Équipement Luc Lefebvre**	pour un montant total de	460,10 $
. **Terrassements Lambert Inc.**	pour un montant total de	535,00 $
. **Ramcel Auto Inc.**	pour un montant total de	422,65 $
. **Métaux A.D. Picard Inc.**	pour un montant total de	1 444,50 $
. **C.A. Coutu & Fils Enr.**	pour un montant total de	630,23 $
. **Denis Cloutier**	pour un montant total de	240,75 $

ADOPTÉE

C O R R E S P O N D A N C E:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres provenant de:

. Comité d'école de l'école Duvernay (Demande d'un brigadier ou d'une brigadière adulte à l'intersection du boulevard Mercure et de la 104e Avenue)
. Différents organismes (Demandes de subvention qui seront traitées au budget 1995).

La greffière fait également mention de lettres de remerciements et en particulier celle de la famille Perron.

1125/11/94 - **Subvention de 1 300 $ - Association du Hockey Mineur de Drummondville**

Il est proposé par le conseiller Réal Sawyer, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 300 $ à l'Association du Hockey Mineur de Drummondville à titre de subvention 1994.

ADOPTÉE

INITIALES DE LA MAIRESSE
55
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

1126/11/94 - **Dérogation mineure - Immeuble situé au 2165 Power**

Considérant qu'une demande de dérogation mineure a été dûment présentée pour l'immeuble industriel situé au 2165 rue Power;

Considérant que cette dérogation mineure concerne un empiètement dans la marge arrière engendré par l'agrandissement projeté dudit immeuble industriel;

Considérant que le plan projet de l'agrandissement démontre une marge arrière de six mètres (6 m) et que celle fixée à la grille des usages et normes est de quinze mètres (15 m);

Considérant qu'il s'agit d'une zone industrielle;

Considérant que dans cette zone, les terrains n'ont que soixante mètres (60 m) de profondeur;

Considérant que le requérant possède une industrie d'entreposage intérieur et que, par le fait même, l'entreposage extérieur en arrière lot ne lui est d'aucune utilité;

Considérant que la réglementation actuelle lui porte préjudice, compte tenu du type d'activité qu'il exerce;

Considérant que la dérogation ne porte pas préjudice aux droits de jouissance des propriétés voisines;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu d'accorder la dérogation mineure demandée pour l'immeuble situé au 2165 rue Power et qui consiste à permettre une marge arrière de six mètres (6 m) plutôt que de quinze mètres (15 m), tel que prescrit.

ADOPTÉE

1127/11/94 - **Dérogation mineure - Immeuble situé au 210 - 129e Avenue**

Considérant qu'une demande de dérogation mineure a été dûment présentée pour l'immeuble situé au 210 - 129e Avenue;

Considérant que cette dérogation mineure concerne l'implantation non conforme de la résidence mentionnée ci-haut;

Considérant que la marge de recul avant prescrite pour cette implantation est de sept virgule douze mètres (7,12 m);

Considérant que la résidence est implantée à sept virgule quarante-quatre mètres (7,44 m) de la ligne de terrain avant;

Considérant qu'il s'agit d'une augmentation de la norme de zéro virgule trente-deux mètre (0,32 m) (1 pied);

Considérant que le requérant est dans l'impossibilité de se conformer à la réglementation actuelle;

Considérant que la dérogation ne porte pas atteinte aux droits de jouissance des propriétés voisines;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu d'accorder la dérogation mineure demandée pour l'immeuble situé au 210 - 129e Avenue et qui consiste en une augmentation de la norme prescrite de la marge de recul avant du bâtiment qui est de sept virgule douze mètres (7,12 m) pour la porter à sept virgule quarante-quatre mètres (7,44 m).

ADOPTÉE

1128/11/94 - **Nomination de MM. Guy Drouin, Marc-Yves Beaulieu et J.-Marcel Lefebvre - Comité de prévention des inondations**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que MM. Guy Drouin, Marc-Yves Beaulieu et J.-Marcel Lefebvre soient autorisés à représenter la Ville de Drummondville au sein du Comité de prévention des inondations sur la rivière St-François.

ADOPTÉE

1129/11/94 - **Autorisation à la Mun. de St-Nicéphore - Demande de soumissions publiques pour les travaux de prévention des inondations**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise la Municipalité de St-Nicéphore à procéder par demande de soumissions publiques pour les travaux de prévention des inondations sur la rivière St-François.

ADOPTÉE

1130/11/94 - **Emprunt de 65 000 $ au fonds de roulement - Stationnement près du C.R.S.J.B. et réfection de certains passages à niveau**

Il est proposé par le maire suppléant Alain Carrier, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville emprunte une somme de 65 000 $ à son fonds de roulement pour l'exécution de travaux permettant l'implantation d'un stationnement près du Centre Récréatif St-Jean-Baptiste sur la 18e Avenue et la réfection des passages à niveau sur les rues Brock et Heriot.

Cet emprunt est remboursable sur une période de 5 ans et de la façon suivante:

13 000 $ en 1995
13 000 $ en 1996
13 000 $ en 1997
13 000 $ en 1998
13 000 $ en 1999.

ADOPTÉE

Le maire suppléant Alain Carrier rappelle que les résidents du secteur souhaitent que le stationnement sur rue soit limité et à cet effet, le Comité de Circulation se penchera sur le problème.

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé informe la population qu'une consultation auprès des résidents permettra de connaître leurs attentes.

1131/11/94 - **Échange de terrains entre la Ville et Mme Gisèle Surprenant Lemieux - Développement résidentiel près de la rue Gauthier**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville consente un échange de terrains avec Madame Gisèle Surprenant Lemieux ou sa compagnie sur les parties des lots 168, 168-30 et 168-38 du cadastre du Canton de Grantham, le tout selon la description technique qui devra être préparée par un arpenteur-géomètre et ce, aux frais de la cessionnaire.

De plus, ledit échange de terrains est consenti à la condition expresse que Mme Gisèle Surprenant Lemieux ou sa compagnie procède, à ses frais, à l'implantation des réseaux d'égouts sanitaire et pluvial et d'aqueduc, et à l'exécution de travaux de fondation de rues sur la rue Gauthier, entre la rue Cormier et l'ancienne emprise Nord-Est de la rue Perron et sur le prolongement de la rue William, entre les rues Perron et G.E. Cyr.



De plus, Mme Gisèle Surprenant Lemieux ou sa compagnie devra relocaliser un tronçon d'égout pluvial de la rue Perron, entre les rues Gauthier et William. Également, Mme Gisèle Surprenant Lemieux ou sa compagnie remettra à la Ville la rue Gauthier et ses infrastructures, de même que la rue William, entre les rues Perron et G.E. Cyr, incluant les infrastructures, le tout pour la somme nominale de un dollar (1,00 $).

Ledit acte d'échange prévoira également les modalités d'installation et de paiement des infrastructures, de surveillance des travaux et du paiement des honoraires professionnels.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tout acte afférent au présent projet; les honoraires professionnels du notaire étant à la charge de Mme Gisèle Surprenant Lemieux ou sa compagnie.

ADOPTÉE

1132/11/94 - **Droit de passage sur les terrains de l'aéroport de Drummondville à Moto Club Drummond Inc.**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville accorde à Moto Club Drummond Inc. un droit de passage sur les terrains de l'aéroport de Drummondville et ce pour la saison 1994-1995. Ce droit de passage donne accès à la rivière St-François et est sujet à l'autorisation de la Municipalité de St-Nicéphore quant à la traverse de ladite rivière.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente avec l'organisme précité.

ADOPTÉE

1133/11/94 - **Embauche de MM. Rodrigue Vigneault et Stéphane Hélie et de Mme Nancy Gagnon à titre d'employés à l'essai**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de MM. Rodrigue Vigneault et Stéphane Hélie et de Mme Nancy Gagnon à titre d'employés à l'essai au Service de la sécurité publique, le tout conformément à la Loi de police du Québec et à la convention collective de l'Unité des Policiers de Drummondville Inc.

De plus, MM. Rodrigue Vigneault et Stéphane Hélie et Mme Nancy Gagnon s'engagent à respecter le règlement no 2034 quant au lieu de résidence.

Les dates d'ancienneté devront être établies selon le rang apparaissant à la présente et selon les ententes intervenues avec l'U.P.D.I.

ADOPTÉE

1134/11/94 - **Autorisation à la Sidac Alain Limoges - Installation de décorations de Noël au centre-ville**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise la Sidac Alain Limoges de Drummondville Inc. à installer des couronnes de Noël au centre-ville et à aménager le parc de la Place Hôtel de Ville, ainsi que le parc de la Place St-Frédéric.

ADOPTÉE

1135/11/94 - **Acceptation du plan directeur de déneigement - Hiver 1994/1995**

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que le plan directeur de déneigement pour l'hiver 1994/1995 soit accepté tel que présenté par le directeur du Service des travaux publics.

ADOPTÉE

Le conseiller Réal Sawyer rappelle que certaines petites modifications doivent être apportées.

1136/11/94 - **Mandat au Groupe HBA Experts Conseils Inc. - Surveillance des travaux (Rue Fugère)**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe HBA Experts Conseils Inc. aux fins d'assurer la surveillance des travaux exécutés sur la rue Fugère. Les honoraires professionnels sont à la charge du promoteur.

ADOPTÉE

1137/11/94 - **Mandat à Les Laboratoires Shermont Inc. - Analyse des travaux (Rue Fugère)**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont Inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour la réalisation des travaux exécutés sur la rue Fugère. Les honoraires professionnels sont à la charge du promoteur.

ADOPTÉE

1138/11/94 - **Mandat au Groupe Conseil Robert Malouin Inc. - Préparation de plans, de devis et d'une demande de soumissions publiques**

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate Le Groupe Conseil Robert Malouin Inc. aux fins de préparer les plans, les devis préliminaires et définitifs et une demande de soumissions publiques pour l'exécution de travaux sur le boulevard St-Joseph, entre l'avenue des Lilas et le pont de la rivière St-Germain, lesquels travaux sont prévus au règlement no 2383.

De plus, les consultants participeront aux séances d'information.

ADOPTÉE

Le conseiller Robert Lafrenière explique que la Ville procédera à une consultation auprès des résidents du secteur et qu'ensemble on tente de trouver une solution satisfaisante.

1139/11/94 - **Vente d'un terrain industriel à la compagnie 2547-4362 Québec**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie 2547-4362 Québec Inc. (A.D.R. 2000 Enr.) une partie du lot 281 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 6 424,4 mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Yves Noël en date du 17 novembre 1994 (numéro de répertoire: 4411 - numéro de minute: 7382), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".



Cette vente est faite pour le prix de 3,00 $ le mètre carré, soit dix-neuf mille deux cent soixante-treize dollars et vingt cents (19 273,20 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire Jean Shooner et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "B".

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE

1140/11/94 - **Vente d'un terrain industriel à la compagnie 2547-4362 Québec**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie 2547-4362 Québec Inc. (A.D.R. 2000 Enr.) une partie du lot 281 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 7 414 mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Yves Noël en date du 17 novembre 1994 (numéro de répertoire: 4411 - numéro de minute: 7383), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

Cette vente est faite pour le prix de 3,00 $ le mètre carré, soit vingt-deux mille deux cent quarante-deux dollars (22 242,00 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire Jean Shooner et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "B".

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE

1141/11/94 - **Vente d'un terrain industriel à la compagnie 2547-4362 Québec**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie 2547-4362 Québec Inc. (A.D.R. 2000 Enr.) une partie du lot 281 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 8 638,9 mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Yves Noël en date du 17 novembre 1994 (numéro de répertoire: 4411 - numéro de minute: 7381), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

Cette vente est faite pour le prix de 3,00 $ le mètre carré, soit vingt-cinq mille neuf cent seize dollars et soixante-dix cents (25 916.70 $) payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire Jean Shooner et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "B".

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE

1142/11/94 - **Convention avec le Club de Hockey Drummond Inc. (Les Voltigeurs)**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le Club de Hockey Drummond Inc. (Les Voltigeurs) relativement à certaines garanties consenties par le Club de Hockey Drummond Inc. à la Ville, le tout selon les exigences de la résolution no 288/3/94.

Ladite convention devra tenir compte du fait que la Ville doit être remboursée pour les sommes avancées, advenant la vente ou la cession de la franchise.

ADOPTÉE

1143/11/94 - **Intervention de la Ville dans une hypothèque mobilière (Excavation Chauvette Enr.)**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à intervenir pour et au nom de la Ville de Drummondville dans une hypothèque mobilière par Gaétan Chauvette faisant affaires sous la raison sociale de "Excavation Chauvette Enr." en faveur de la Caisse populaire de Ste-Clotilde de Horton. L'intervention de la Ville garantit le paiement de 139 060,55 $ annuellement et pour une période de 3 ans, suite à l'octroi du contrat de déneigement à Excavation Chauvette Enr. le 26 septembre 1994.

ADOPTÉE

1144/11/94 - **Acte d'annulation de servitude sur une partie des lots 279, 279-2(rue), 279-1(rue), 279 et 279-5**

Il est proposé par le conseiller Guy Dubreuil, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte d'annulation de servitude sur une partie des lots 279, 279-2 (rue), 279-1 (rue), 279 et 279-5 du cadastre du Canton de Grantham, le tout selon le projet d'acte soumis par Me Julie Boucher, notaire, et dont copie est annexée à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

ADOPTÉE

1145/11/94 - **Autorisation au D.O. d'afficher les activités de Opération Nez-Rouge**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise le Drummondville Olympique à afficher les activités de Opération Nez-Rouge et ce du 5 décembre 1994 au 5 janvier 1995.

ADOPTÉE

1146/11/94 - **Appropriation d'un surplus de 2 401 $ (règlement no 40-92 de l'ex-municipalité de Grantham)**

Attendu que le règlement no 40-92 de l'ex-municipalité de Grantham est financé;

Attendu que les coûts de financement ont été moindres que prévus;

Attendu l'article 8 de la Loi sur les dettes et emprunts municipaux;

Il est proposé par le conseiller Guy Dubreuil, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu de transférer le montant suivant aux fins d'appliquer ce montant au paiement des échéances annuelles pour le remboursement de l'emprunt en capital et intérêts pour l'année 1995:

Règlement no 40-92 (aqueduc, boul. Lemire Ouest) 2 401 $.

ADOPTÉE

1147/11/94 - **Avis de motion d'un règlement - Amendement au règlement no 819 (calendrier des séances du Conseil en janvier et mars 1995)**

Le conseiller Jean-Guy Spénard donne avis de motion d'un règlement amendant l'article 4 du règlement no 819 de façon à modifier le calendrier des séances régulières du Conseil pour les mois de janvier et mars 1995.

1148/11/94 - **Avis de motion d'un règlement - Travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie sur le boulevard René-Lévesque**

Le maire suppléant Alain Carrier donne avis de motion d'un règlement décrétant un emprunt de 2 400 000 $ pour l'exécution de travaux d'aqueduc, d'égouts domestique et pluvial et de voirie sur le boulevard René-Lévesque, entre les rues Robert-Bernard et Paul-H. Frigon.

1. Aqueduc	155 000 $
2. Égout domestique	222 000
3. Égout pluvial	692 000
4. Travaux de voirie	1 026 000
	2 095 000 $
Honoraires professionnels	245 000
Frais de financement	60 000
TOTAL - EMPRUNT:	2 400 000 $

Le maire suppléant Alain Carrier aurait souhaité que les travaux soient inclus dans le Programme d'infrastructures Canada-Québec.

Madame la mairesse souligne que c'était impossible.

1149/11/94 - **Adoption du projet de règlement no 2399 - Zonage**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2399 amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but de rajouter une nouvelle disposition concernant le nombre de garages et/ou abris d'autos rattachés aux bâtiments des classes d'usages h2 et h3 de type unités juxtaposées, de modifier les dispositions relatives au nombre d'accès au terrain, à la localisation de cesdits accès ainsi qu'à leur largeur, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE

1150/11/94 - **Avis de motion d'un règlement (no 2399) - Zonage**

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement (no 2399) amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but de rajouter une nouvelle disposition concernant le nombre de garages et/ou abris d'autos rattachés aux bâtiments des classes d'usages h2 et h3 de type unités juxtaposées, de modifier les dispositions relatives au nombre d'accès au terrain, à la localisation de cesdits accès ainsi qu'à leur largeur.

INITIALES DE LA MAIRESSE
62
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

1151/11/94 - **Avis de motion d'un règlement - Zonage**

Le maire suppléant Alain Carrier donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement de zonage municipal no 1850 de manière à autoriser certains usages commerciaux d'une ou de plusieurs catégories d'immeubles, de type multifamilial.

1152/11/94 - **Adoption du règlement no 2397 - Amendement à l'art. 6c du règlement no 1863**

Lecture est donnée du règlement no 2397 amendant l'article 6c du règlement no 1863 relatif aux rejets dans les réseaux d'égouts de la Ville de Drummondville.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE

1153/11/94 - **Adoption du règlement no 2398 - Amendement au règlement no 2252 et abrogation du règlement no 2384**

Lecture est donnée du règlement no 2398 amendant l'article 9 du règlement no 2252 de manière à en préciser le mode de taxation (travaux de pavage et de bordures sur la rue Fauteux).

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 2398 et ce de 9 heures à 19 heures le 6 décembre 1994.

1154/11/94 - **Adoption du projet de règlement no 2400 - Zonage**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Guy Dubreuil,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2400 amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but de créer une nouvelle zone industrielle I02-60 à même la zone industrielle I02-49 (terrains en bordure de la rue Sigouin, côté Sud-Est et au Sud-Ouest du boulevard Lemire), d'y permettre la classe d'usages i2, d'ajouter une nouvelle grille des usages et normes y incluant des normes afférentes et des dispositions spéciales pour la classe d'usages i2 permise dans la nouvelle zone industrielle I02-60 et de modifier la norme minimale de la marge arrière dans la grille des usages et normes pour la zone industrielle I02-49, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE

INITIALES DE LA MAIRESSE
63
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

1155/11/94 - Avis de motion d'un règlement (no 2400) - Zonage

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement (no 2400) amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but de créer une nouvelle zone industrielle I02-60 à même la zone industrielle I02-49 (terrains en bordure de la rue Sigouin, côté Sud-Est et au Sud-Ouest du boulevard Lemire), d'y permettre la classe d'usages i2, d'ajouter une nouvelle grille des usages et normes y incluant des normes afférentes et des dispositions spéciales pour la classe d'usages i2 permise dans la nouvelle zone industrielle I02-60 et de modifier la norme minimale de la marge arrière dans la grille des usages et normes pour la zone industrielle I02-49.

1156/11/94 - Dispense de lecture du règlement no 2400

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2400 amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but de créer une nouvelle zone industrielle I02-60 à même la zone industrielle I02-49 (terrains en bordure de la rue Sigouin, côté Sud-Est et au Sud-Ouest du boulevard Lemire), d'y permettre la classe d'usages i2, d'ajouter une nouvelle grille des usages et normes y incluant des normes afférentes et des dispositions spéciales pour la classe d'usages i2 permise dans la nouvelle zone industrielle I02-60 et de modifier la norme minimale de la marge arrière dans la grille des usages et normes pour la zone industrielle I02-49, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE

Informations des membres du Conseil

Vente des permis pour stationner la nuit dans les endroits autorisés (Mme Réjeanne Viens)

La conseillère Réjeanne Viens rappelle aux automobilistes que le règlement interdisant de stationner dans les rues ou parcs publics de stationnement, entre minuit (24 h 00) et 7 h 00 le matin, entrera en vigueur, comme à chaque année, à compter du 1er décembre 1994 jusqu'au 31 mars 1995.

La conseillère Réjeanne Viens informe également la population que le stationnement au centre-ville sera gratuit du 5 décembre 1994 au 7 janvier 1995.

Deux nouveaux arrêts toutes directions en vigueur le 21 novembre (M. Réal Jean)

Le conseiller Réal Jean informe les automobilistes que 2 nouveaux arrêts toutes directions seront en vigueur à compter du lundi 21 novembre prochain.

Programme <Virage rénovation> (M. Gilles Fontaine)

Le conseiller Gilles Fontaine informe la population que le programme <Virage rénovation> destiné au propriétaire-occupant d'un bâtiment unifamilial ou au propriétaire-occupant d'un cinq unités de logements et moins tire à sa fin. Après le 2 décembre prochain, aucune demande ne sera acceptée.

Patinage libre annulé les 26 et 27 novembre 1994 à l'O.Y.C. (Me Céline Trottier)

La conseillère Céline Trottier avise la population que les périodes de patinage prévues le samedi soir et le dimanche après-midi seront annulées pour la fin de semaine du 26 et 27 novembre prochains.

Patinage libre le 25 novembre 1994 (Me Céline Trottier)

La conseillère Céline Trottier informe les étudiants et étudiantes qui seront en congé scolaire le vendredi 25 novembre qu'il y aura du patinage libre de 13 h 30 à 15 h 00 au Centre Marcel Dionne.

Remerciements au Comité de Circulation (M. Alain Carrier)

Le maire suppléant Alain Carrier remercie le Comité de Circulation pour la recommandation d'installer des feux de signalisation à l'angle du boulevard Lemire et de la rue Janelle et d'installer des arrêts toutes directions à l'angle du boulevard des Pins et de l'avenue des Lilas. Il fait également allusion aux raisons qui ont motivé ces travaux.

Le conseiller Réal Jean, président du Comité de Circulation, reconnait que certains faits nouveaux, dont notamment le Service de transport en commun dans le secteur Grantham, ont modifié la décision première relative aux feux de signalisation à l'angle du boulevard Lemire et de la rue Janelle. La recommandation première des professionnels ne prévoyait pas ce genre d'installation à cet endroit.

Pour ce qui est de l'intersection des Pins/des Lilas, l'angle de visibilité est excellent mais dû au fait que des accidents se produisent régulièrement à cet endroit, une nouvelle orientation dans ce dossier est nécessaire.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

1157/11/94 - **Subvention de 5 000 $ - Lado Jeunesse - secteur Grantham**

M. Réal Lamothe, membre du conseil d'administration de Lado Jeunesse - secteur Grantham, dépose au Conseil une demande d'aide financière pour le démarrage de la Maison des Jeunes.

M. Sylvain Morrissette, coordonnateur de Lado Jeunesse, soumet au Conseil les objectifs de l'organisme.

Un représentant des jeunes dépose une pétition démontrant l'intérêt et les attentes des jeunes.

Comme le dossier a été discuté dans le cadre de la préparation du budget 1995, comme les responsables de Lado Jeunesse s'engagent à rencontrer les responsables des Loisirs St-Pierre, le maire suppléant Alain Carrier propose que la Ville verse une somme de 5 000 $ à l'organisme en 1994 et ce, afin de démarrer le projet dans les meilleurs délais. Le conseiller Pierre-Yvan Aubé appuie son collègue.

ADOPTÉE

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu **lundi le 5 décembre 1994**.

1158/11/94 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉE

Thérèse Caporet
Greffière.

Françoise Gauthier
Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
65
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

28 novembre 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 28 novembre 1994 à 17 h 00, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Odette Bélanger Marcotte
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gérald Lapierre, directeur général adjoint, Service au public et environnement urbain
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

1159/11/94 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE

1160/11/94 - **Intervention de la Ville dans un acte de vente par la Légion Canadienne à Le Comptoir Alimentaire Drummond**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à intervenir pour et au nom de la Ville de Drummondville dans un acte de vente par The Board of Trustees of Branch 51 Canadian Legion B.E.S.L. of Drummondville à Le Comptoir Alimentaire Drummond, de façon à maintenir le droit de premier refus sur ledit immeuble.

ADOPTÉE

1161/11/94 - **Abandon des procédures du règlement no 2391 (Zonage)**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville abandonne les procédures du règlement no 2391 amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but de modifier le zonage industriel de l'espace de terrains compris approximativement entre la rue Power et la limite arrière des lots ayant frontage du côté sud-est de la rue Sigouin, la rue Bergeron et le boulevard Lemire.

ADOPTÉE

1162/11/94 - **Mandat à Les Laboratoires Shermont Inc. - Analyse des matériaux (Travaux sur le boul. Lemire - règlement no 2349)**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Luc Teasdale, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont Inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour la réalisation des travaux d'amélioration et de remplacement de la structure du boulevard Lemire/tronçon Jean-de-Brébeuf à la route 122, lesquels travaux sont prévus au règlement no 2349.

ADOPTÉE

1163/11/94 - **Mandat à Les Laboratoires Shermont Inc. - Analyse des matériaux (Travaux sur le boul. St-Joseph - règlement no 2383)**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont Inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour la réalisation des travaux sur le boulevard St-Joseph, entre l'avenue Des Lilas et le pont de la rivière St-Germain, lesquels travaux sont prévus au règlement no 2383.

ADOPTÉE

1164/11/94 - **Emprunt de 42 000 $ au fonds de roulement - Travaux d'éclairage sur les rues Paul-H. Frigon et Paris**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville emprunte une somme de 42 000 $ à son fonds de roulement aux fins de réaliser les travaux d'éclairage sur les rues Paul-H. Frigon et Paris.

Cet emprunt est remboursable sur une période de 5 ans et ce de la façon suivante:

8 400 $ en 1995
8 400 $ en 1996
8 400 $ en 1997
8 400 $ en 1998
8 400 $ en 1999.

ADOPTÉE

1165/11/94 - **Mandat à Les Consultants Audet & Associés Inc. - Travaux d'éclairage sur les rues Paul-H. Frigon et Paris**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Consultants Audet & Associés Inc. aux fins de préparer les plans, les devis et une demande de soumissions publiques et d'assurer la surveillance des travaux d'éclairage sur les rues Paul-H. Frigon et Paris.

ADOPTÉE

1166/11/94 - **Adoption du règlement no 2401 - Travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie sur le boulevard René-Lévesque**

Lecture est donnée du règlement no 2401 décrétant un emprunt de 2 400 000 $ pour l'exécution de travaux d'aqueduc, d'égouts domestique et pluvial et de voirie sur le boulevard René-Lévesque, entre les rues Robert-Bernard et Paul-H. Frigon.

Il est proposé par le maire suppléant Alain Carrier, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 2401 et ce de 9 heures à 19 heures le 13 décembre 1994.

Le maire suppléant Alain Carrier demande si les travaux pour la réalisation de trottoirs et de pistes cyclables sont inclus dans le présent règlement?

Le directeur général, M. Marc-Yves Beaulieu, rétorque que le règlement prévoit lesdites sommes mais que les travaux seront effectués seulement en 1996 et 1997.

1167/11/94 - **Mandat à Le Groupe HBA Experts Conseils Inc. - Travaux sur le boul. René-Lévesque (entre Robert-Bernard/Paul-H. Frigon)**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate Le Groupe HBA Experts Conseils Inc. aux fins de préparer les plans et devis préliminaires pour la réalisation des travaux d'aqueduc, d'égouts domestique et pluvial et de voirie sur le boulevard René-Lévesque, entre les rues Robert-Bernard et Paul-H. Frigon.

ADOPTÉE

1168/11/94 - **Mandat à Les Laboratoires Shermont Inc. - Expertises sur le boul. René-Lévesque (entre Robert-Bernard/Paul-H. Frigon)**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont Inc. aux fins de procéder à certaines expertises sur le boulevard René-Lévesque, entre les rues Robert-Bernard et Paul-H. Frigon.

ADOPTÉE

1169/11/94 - **Mandat à Lemaire et Paradis, a.-g. - Lotissement des lots sur le boul. René-Lévesque (entre Robert-Bernard/Paul-H. Frigon)**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme d'arpenteurs-géomètres Lemaire et Paradis aux fins d'assister les services de la Ville pour le lotissement des lots sur le boulevard René-Lévesque, entre les rues Robert-Bernard et Paul-H. Frigon.

ADOPTÉE

INITIALES DE LA MAIRESSE

68

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

1170/11/94 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉE

Thérèse Caporet
Greffière.

Francois Gauthier Julien
Mairesse.



LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

5 décembre 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 5 décembre 1994 à 19 h 15, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Odette Bélanger Marcotte
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

1171/12/94 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE

Madame la mairesse explique la procédure de consultation publique édictée par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et précise la nature et l'objet des projets de règlements suivants:

- **Règlement no 2395** amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no 2080 dans le but de changer l'affectation du sol du lot numéro 124-581 situé à l'angle des rues William et St-Amant (côté Sud) et de la partie du lot numéro 127-2-29 localisée en bordure de la rue Crépeau (côté Sud-Est) de "résidentielle, moyenne densité 1" à "commerce régional et artériel";

- **Règlement no 2396** amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but de modifier le plan de zonage de manière à inclure à la zone commerciale CO1-36 le lot numéro 124-581 localisé à l'angle des rues William et St-Amant (côté Sud) et faisant actuellement partie de la zone résidentielle HO1-38 ainsi qu'une partie du lot 127-2-29 localisée en bordure de la rue Crépeau et faisant actuellement partie de la zone résidentielle HO1-37.

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

1172/12/94 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Réal Sawyer, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉE

Thérèse Papou
Greffière.

Jeanne-Mance Gauthier Tétreau
Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
71
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

5 décembre 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 5 décembre 1994, **sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Odette Bélanger Marcotte
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

1173/12/94 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel, après y avoir ajouté les items suivants:

51C. Pression du réseau d'aqueduc (M. Pierre-Yvan Aubé)
51D. Dépotoir à neige (M. Alain Carrier)
51E. Société d'Agriculture (M. Alain Carrier).

ADOPTÉE

1174/12/94 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 21 novembre 1994

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 21 novembre 1994 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE

1175/12/94 - **Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 28 novembre 1994**

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale du 28 novembre 1994 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

1176/12/94

1- **FOURNITURE DE BACS ROULANTS (NO 4-117)**
(Soumissions ouvertes le 30 novembre 1994)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Gilles Charest, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A")

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et résolu que la soumission de **SSI Schaefer System** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La Ville de Drummondville retient l'alternative "B" de la soumission qui prévoit le financement sur une période de 36 mois et un remboursement mensuel de 4 260,62 $. Le montant des taxes, soit 19 114,16 $, sera payable comptant à la livraison des bacs.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour la fourniture desdits bacs roulants.

Le conseiller Guy Dubreuil enregistre sa dissidence sur la proposition.

Le maire suppléant Alain Carrier aurait apprécié qu'il y ait consultation sur le projet. Il fait état du projet avec la MRC de Drummond et s'inquiète de la décision de la Ville.

Madame la mairesse est d'avis qu'il est pertinent de faire la collecte sélective sur le territoire de l'ex-municipalité de Grantham. Elle rappelle qu'il n'est pas question de bousculer quoi que ce soit quant à la cogénération et au Bill privé.

Le conseiller Robert Lafrenière dénonce les coûts qui seront chargés aux contribuables du secteur de l'ex-municipalité de Grantham.

Le conseiller Jean-Guy Spénard, pour sa part, rappelle les coûts payés par les résidents de l'ex-Ville de Drummondville pour un même service.

Madame la mairesse demande le vote sur la proposition.

Votent POUR	Votent CONTRE
M. Alain Carrier	M. Guy Dubreuil
M. Pierre-Yvan Aubé	M. Réal Sawyer
Mme Odette Bélanger Marcotte	
M. Guy Drouin	
M. Gilles Fontaine	
M. Réjean Gosselin	
M. Réal Jean	

Votent POUR (suite)

M. Robert Lafrenière
M. Denis Savoie
M. Jean-Guy Spénard
M. Luc Teasdale
Me Céline Trottier
Mme Réjeanne Viens

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ

1177/12/94

2- **COLLECTE SÉLECTIVE DES MATIERES RECYCLABLES DU SECTEUR GRANTHAM (TP-94-13) - (Soumissions ouvertes le 18 novembre 1994)**

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Denis Larocque, directeur du Service des travaux publics, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A")

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la soumission de **Récupération Cascades Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution du contrat de collecte sélective.

Le conseiller Guy Dubreuil enregistre sa dissidence sur la proposition.

Le conseiller Réal Jean est d'avis que le fait d'accepter la collecte sélective constitue une amélioration de la qualité de vie.

Le maire suppléant Alain Carrier se demande ce que la Ville fera avec les bacs lorsque le projet prôné par la MRC de Drummond verra le jour. Il fait lecture d'un extrait de procès-verbal de la MRC qui traite du sujet.

Madame la mairesse affirme que les bacs pour la récupération sont là pour rester. Elle confirme qu'elle a proposé au Conseil des maires de surseoir à la présentation du Bill privé de façon à permettre de voir ce que le porte-drapeau en pense.

Madame la mairesse demande le vote sur la proposition.

Votent POUR

M. Alain Carrier
M. Pierre-Yvan Aubé
Mme Odette Bélanger Marcotte
M. Guy Drouin
M. Gilles Fontaine
M. Réjean Gosselin
M. Réal Jean
M. Robert Lafrenière
M. Denis Savoie
M. Jean-Guy Spénard
M. Luc Teasdale
Me Céline Trottier
Mme Réjeanne Viens

Votent CONTRE

M. Guy Dubreuil
M. Réal Sawyer

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres provenant de:

INITIALES DE LA MAIRESSE
74
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

. Ministère des Affaires municipales (Admissibilité de la Ville à une aide financière pour la réfection des infrastructures au centre-ville dans le cadre du programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec)
. Ministère des Affaires municipales (Refus d'une aide financière pour la réfection de l'égout pluvial sur la rue Saint-Onge dans le cadre du programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec).

La greffière fait également mention de lettres de demandes d'aide financière qui seront traitées lors du prochain budget 1995.

1178/12/94 - **Acceptation des comptes**

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 7 novembre au 5 décembre 1994, lesquels comptes totalisent la somme de 3 101 568,46 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE

1179/12/94 - **Dérogation mineure - Immeuble situé au 2400 Tousignant**

Considérant qu'une demande de dérogation mineure a été dûment présentée pour l'immeuble situé au 2400 rue Tousignant;

Considérant que cette dérogation mineure concerne un empiètement dans la marge de recul avant dudit immeuble;

Considérant que la marge de recul avant prescrite à la réglementation actuelle pour le bâtiment sous étude est de six virgule un mètres (6,1 m);

Considérant que la résidence en question est implantée à six virgule zéro cinq mètres (6,05 m);

Considérant qu'il s'agit d'un empiètement mineur dans la marge de recul avant de zéro virgule zéro cinq mètre (0,05 m);

Considérant que le requérant est dans l'impossibilité de se conformer à la réglementation actuelle;

Considérant que la dérogation ne porte pas préjudice aux droits de jouissance des propriétés voisines;

Considérant que les travaux ont été faits de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et unanimement résolu d'accorder la dérogation mineure demandée pour l'immeuble localisé au 2400 rue Tousignant et qui consiste à permettre une marge de recul avant de six virgule zéro cinq mètres (6,05 m) plutôt que de six virgule un mètres (6,1 m) tel que prescrit à la réglementation actuelle.

ADOPTÉE

1180/12/94 - **Taux de location des équipements du Service des travaux publics pour l'année 1995**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville fixe les taux de location pour les équipements du Service des travaux publics pour l'année 1995 et ce selon un tableau annexé à la présente pour en faire partie intégrante.

ADOPTÉE

INITIALES DE LA MAIRESSE
75
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

1181/12/94 - **Paiement d'une somme de 1 300 $ par la Ville pour la levée de la servitude de non-accès, angle Robert-Bernard/René-Lévesque**

Attendu que la Ville de Drummondville désire obtenir une levée de servitude de non-accès à l'intersection du boulevard René-Lévesque et du boulevard Robert-Bernard;

Attendu que le ministère des Transports du Québec est prêt à consentir une levée de servitude de non-accès à l'intersection desdits boulevards;

Attendu que le ministère des Transports du Québec exige des coûts fixes pour l'administration du dossier;

Attendu que le ministère des Transports du Québec juge qu'il n'y a pas de survalue sur l'immeuble;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville accepte d'acquitter les frais de 1 300 $ exigés par le ministère des Transports du Québec pour la levée de la servitude de non-accès sur une partie des lots 123 et 123-7 (rue) du cadastre du Canton de Grantham.

ADOPTÉE

1182/12/94 - **Acceptation d'une offre de financement par la Caisse populaire Desjardins de Dr'Ville pour un emprunt de 224 000 $ par billets**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard,
appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte,
et unanimement résolu:

1° QUE la Ville de Drummondville accepte l'offre qui lui est faite par la Caisse populaire Desjardins de Drummondville pour son emprunt de 224 000 $ par billets en vertu des règlements numéros 2252, 2260 et 2269, au pair, et échéant en série 3 ans comme suit:

14 900 $	8,75 %	19 décembre 1995
16 300 $	8,75 %	19 décembre 1996
192 800 $	8,75 %	19 décembre 1997

2° QUE les billets, capital et intérêts soient payables à la Caisse populaire Desjardins de Drummondville;

3° QUE demande soit faite au Ministre des Affaires municipales d'approuver les conditions du présent emprunt telles que mentionnées ci-haut.

ADOPTÉE

1183/12/94 - **Emprunt par billets d'un montant de 224 000 $ pour un terme plus court que le terme prévu dans les règlements d'emprunt**

Attendu que la Ville de Drummondville se propose d'emprunter par billets un montant total de 224 000 $ en vertu des règlements d'emprunt suivants et pour les montants indiqués en regard de chacun d'eux:

Règlement numéro	Pour un montant de
2252	33 500 $
2260	26 500
2269	164 000

Attendu qu'il serait plus avantageux pour la municipalité de procéder au financement à long terme au moyen de billets au lieu d'obligations;

Attendu qu'à ces fins, il devient nécessaire de modifier les règlements en vertu desquels ces billets sont émis;

INITIALES DE LA MAIRESSE
76
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard,
appuyé par le conseiller Réal Jean,
et résolu unanimement:

QUE le préambule de la présente résolution en fasse partie intégrante comme s'il était ici au long reproduit;

QUE les billets soient signés par la mairesse et le trésorier;

QUE les billets soient datés du 19 décembre 1994;

QUE les intérêts sur les billets soient payables semi-annuellement;

QUE les billets, quant au capital, soient remboursés comme suit:

1.- 14 900 $
2.- 16 300
3.- 17 600

3.- 175 200 $ (à renouveler)

QUE pour réaliser cet emprunt, la municipalité émette par billets pour un terme plus court que le terme prévu dans les règlements d'emprunt; c'est-à-dire pour un terme de 3 ans (à compter du 19 décembre 1994); en ce qui regarde les amortissements annuels de capital prévus pour les années 4 et suivantes, au lieu du terme prescrit pour lesdits amortissements pour les règlements numéros 2252, 2260 et 2269, chaque emprunt subséquent devant être pour le solde ou partie de la balance due sur l'emprunt.

ADOPTÉE

1184/12/94 - **Demande d'exemption de taxes de Centraide Coeur du Québec Inc.**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande de reconnaissance de Centraide Coeur du Québec Inc. formulée auprès de la Commission municipale du Québec aux fins d'une exemption de taxes.

ADOPTÉE

1185/12/94 - **Amendement à la résolution no 1099/11/94 - Modification à la superficie de terrain vendue à Gestion M. Équilbec Inc.**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville amende la résolution no 1099/11/94 adoptée le 7 novembre 1994 de façon à modifier la superficie de terrain vendue à Gestion M. Équilbec Inc. Ladite superficie de 55 000 pieds carrés sera diminuée à 33 000 pieds carrés.

Le conseiller Denis Savoie enregistre sa dissidence sur cette proposition. Selon lui, si la Ville avait suivi la Loi, la reprise de possession aurait été faite depuis longtemps et la Ville n'aurait pas eu de plainte et n'aurait pas eu à déménager la clôture à ses frais.

Madame la mairesse rappelle que l'engagement de construire pour la compagnie Gestion M. Équilbec Inc. sur la rue Sigouin était de 3 200 pieds carrés, alors qu'on veut lui vendre un terrain de 55 000 pieds carrés avec une superficie à construire de 5 500 pieds carrés, on lui impose donc une charge additionnelle.

La Ville n'a accordé aucun traitement de faveur à ladite compagnie et elle se réfère à la compagnie Les Distributions Vanasco Inc. qui a bénéficié d'un délai plus grand que celui prévu et qui a pu construire beaucoup moins grand que les exigences de la réglementation. La Ville essaie de régler en bonne administratrice. Madame la mairesse fait lecture d'une lettre signée par le représentant des signataires de la pétition de la rue Montgrand.

INITIALES DE LA MAIRESSE
77
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Le maire suppléant Alain Carrier rappelle qu'il a envoyé personnellement une lettre à Mme Jutras pour dénoncer cette situation.

Madame la mairesse demande le vote sur la proposition.

Votent POUR	Vote CONTRE
M. Alain Carrier	M. Denis Savoie
M. Pierre-Yvan Aubé	
Mme Odette Bélanger Marcotte	
M. Guy Drouin	
M. Guy Dubreuil	
M. Gilles Fontaine	
M. Réjean Gosselin	
M. Réal Jean	
M. Robert Lafrenière	
M. Réal Sawyer	
M. Jean-Guy Spénard	
M. Luc Teasdale	
Me Céline Trottier	
Mme Réjeanne Viens	

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ

1186/12/94 - Protocole de reconnaissance avec Réseaux Plein Air Drummond Inc.

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec Réseaux Plein Air Drummond Inc. pour une période de 5 ans, soit du 1er janvier 1995 au 31 décembre 1999.

ADOPTÉE

1187/12/94 - Acceptation du recueil de politique de tarification en loisir

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que le recueil de politique de tarification en loisir proposé pour l'année 1995 soit accepté et qu'une copie dudit recueil soit annexée à la présente pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

Madame la mairesse demande le vote sur la proposition.

Votent POUR	Votent CONTRE
M. Pierre-Yvan Aubé	M. Alain Carrier
Mme Odette Bélanger Marcotte	M. Denis Savoie
M. Guy Drouin	M. Luc Teasdale
M. Guy Dubreuil	
M. Gilles Fontaine	
M. Réjean Gosselin	
M. Réal Jean	
M. Robert Lafrenière	
M. Réal Sawyer	
M. Jean-Guy Spénard	
Me Céline Trottier	
Mme Réjeanne Viens	

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ

1188/12/94 - Tenue d'une activité à l'O.Y.C. - Escadron 607 Drummondville

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummond-

INITIALES DE LA MAIRESSE
78
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

ville autorise l'Escadron 607 Drummondville à utiliser l'Olympia Yvan Cournoyer le 27 mai 1995 pour la tenue d'une activité, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE

1189/12/94 - **Dépôt du procès-verbal (23/11/94) - C.C.U.**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 23 novembre 1994 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE

1190/12/94 - **Acceptation d'un projet de rénovation extérieure de l'immeuble situé aux 34 et 36 Bérard - P.I.A.**

Considérant qu'une demande d'autorisation pour une rénovation extérieure du bâtiment portant les numéros civiques 34 et 36 rue Bérard a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le matériau de revêtement extérieur actuel dudit bâtiment est un bardeau d'amiante;

Considérant que ce revêtement est grandement détérioré;

Considérant que la requérante désire:
- changer le revêtement extérieur de son bâtiment pour du déclin de vinyle gris triple (3)
- refaire la galerie avant de l'étage
- refaire l'avant-toit au-dessus de la galerie avant de l'étage. La pente dudit avant-toit sera à trois (3) versants
- changer les garde-corps en aluminium blanc et
- refaire le contour des ouvertures en aluminium de couleur bleu acier;

Considérant que la requérante désire conserver les éléments décoratifs de la corniche;

Considérant que sur cette artère, on retrouve des constructions de brique et d'autres en déclin;

Considérant que l'intervention projetée respecte les critères établis par le plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville accepte les travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment localisé aux 34 et 36 rue Bérard et ce, dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale. Les travaux de rénovation extérieure sont les suivants:

- le revêtement extérieur en vinyle gris triple (3)
- la réfection de l'avant-toit au-dessus de la galerie de l'étage de façon à ce qu'il ait trois (3) versants
- le contour des ouvertures en aluminium bleu acier.

ADOPTÉE

1191/12/94 - **Dépôt du compte rendu (23/11/94) - Comité de Circulation**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de Circulation tenue le 23 novembre 1994 soit déposé aux archives de la Ville.

La conseillère Céline Trottier enregistre sa dissidence sur l'item 1 du compte rendu qui traite de sécurité à l'angle du boulevard Mercure et de la 104e Avenue. Elle aurait souhaité que la Ville autorise l'embauche d'un brigadier adulte pour assurer la sécurité des étudiants qui empruntent cette intersection.

Les conseillers Réal Jean et Denis Savoie mentionnent les recommandations du Service de la sécurité publique et le fait que le Comité de Circulation s'est basé sur le rapport pour prendre une décision.

La conseillère Odette Bélanger Marcotte recommande qu'un brigadier junior soit assigné à la sécurité des jeunes du secteur et elle souhaite qu'une vérification soit faite pour connaître la situation ailleurs.

ADOPTÉE

1192/12/94 - **Installation d'enseignes sur le boulevard Mercure à l'intersection de la 104e Avenue**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation de présignalisation indiquant la présence d'arrêts sur le boulevard Mercure à l'intersection de la 104e Avenue, ainsi que l'installation d'enseignes indiquant une zone de traverse scolaire.

ADOPTÉE

1193/12/94 - **Installation d'enseignes interdisant la circulation lourde sur les rues St-Edgar et St-Thomas (entre Lalemant et Goupil)**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'enseignes interdisant la circulation lourde sur les rues St-Edgar et St-Thomas, entre les rues Lalemant et Goupil.

ADOPTÉE

Dépôt du certificat relatif au règlement no 2390

Conformément à la loi, la greffière dépose le certificat concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur le règlement no 2390 amendant le règlement de zonage municipal no 1850.

Rapport mensuel du Service de planification du territoire - Construction

Le conseiller Gilles Fontaine résume la situation de l'habitation pour le mois de novembre 1994 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 1993.

1194/12/94 - **Mandat à Le Groupe Conseil Robert Malouin Inc. - Mise à jour du dossier du parc Côté**

Il est proposé par le conseiller Réal Sawyer, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme d'ingénieurs-conseils Le Groupe Conseil Robert Malouin Inc. aux fins de procéder à la mise à jour du plan d'aménagement du parc Côté et d'aller en demande de soumissions publiques.

Le conseiller Luc Teasdale reconnait les besoins du secteur visé et accepte la mise en marche de la phase 1 du parc Côté, mais s'objecte à la façon de payer. Selon lui, l'appropriation de 115 000 $ au surplus de l'ex-municipalité de Grantham, n'est pas acceptable, même si un règlement avait été adopté à cet effet. La nouvelle Ville avait accepté d'investir 50 000 $ et l'ex-municipalité de Grantham aurait pu accepter de payer 50 000 $ et la balance aurait pu servir à autre chose.

Madame la mairesse confirme que les élus de l'ex-Ville de Drummondville ont laissé faire la discussion par les gens de Grantham.

Le conseiller Réal Sawyer est d'avis qu'il a existé dans l'ancien Grantham 2 poids 2 mesures pour les investissements. Il rappelle à M. Teasdale que la municipalité a investi 50 000 $ pour la passerelle La Volière et que la balance a été prise à même le surplus. Ces travaux devaient être réalisés avant la fusion. Il souligne également que la phase 1 du parc Côté avait été votée mais que personne, à l'exception de lui, ne croyait à la localisation du parc. Le rapport de la firme Environnement Conseil BGA Inc. confirme que le parc Côté est le site idéal.

Le conseiller Réjean Gosselin soutient que l'ex-Conseil de Grantham était unanime pour le 115 000 $ en 1993. De plus, la nouvelle Ville investit 50 000 $, ce qui porte le total à 165 000 $ pour les gens du secteur.

Le conseiller Jean-Guy Spénard confirme que la nouvelle Ville a toujours été prête à mettre un montant, mais que ce dernier a été jugé insuffisant.

La conseillère Odette Bélanger Marcotte reconnait la nécessité d'avoir un parc dans le secteur proposé compte tenu des besoins. La localisation avait fait l'objet de questionnement, mais le rapport de Environnement Conseil BGA vient confirmer la localisation.

Le maire suppléant Alain Carrier rappelle que la municipalité de Grantham n'existe plus et que les élus de l'ex-municipalité de Grantham ne se sont pas opposés au projet de la piscine du secteur Sud. Dans le dossier du parc Côté, il tient à préciser qu'il ne blâme ni la mairesse, ni les élus de l'ex-Ville de Drummondville, lesquels ont laissé les membres de Grantham prendre la décision et ont respecté le choix de ces derniers. Cependant, il aurait souhaité que l'ancien Conseil de la municipalité de Grantham se tienne debout et affecte une partie de la somme pour le secteur Bonneville, au lieu de tout mettre dans le parc Côté.

Le conseiller Réal Sawyer confirme que l'ex-municipalité de Grantham a adopté des résolutions pour réaliser des travaux dans les parcs pour un montant de 475 000 $, que M. Carrier a inscrit son veto puisque ce montant lui apparaissait énorme. Cependant, M. Sawyer révèle que des investissements ont été réalisés pour 680 000 $, soit 107 000 $ dans le secteur St-Joseph et 580 000 $ dans l'autre secteur. Selon lui, le règlement de 115 000 $ avait été voté dans un objectif d'équité par rapport aux 2 secteurs de la municipalité.

Madame la mairesse demande le vote sur la proposition.

Votent POUR	Vote CONTRE
M. Alain Carrier	
M. Pierre-Yvan Aubé	
Mme Odette Bélanger Marcotte	
M. Guy Drouin	
M. Guy Dubreuil	
M. Gilles Fontaine	
M. Réjean Gosselin	
M. Réal Jean	
M. Robert Lafrenière	
M. Denis Savoie	
M. Réal Sawyer	
M. Jean-Guy Spénard	
M. Luc Teasdale	
Me Céline Trottier	
Mme Réjeanne Viens	

ADOPTÉE

1195/12/94 - Adoption du projet de règlement no 2402 - Plan d'urbanisme

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Réal Sawyer,
et unanimement résolu:

INITIALES DE LA MAIRESSE
81
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

1° QUE le projet de règlement no 2402 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no 4-90 dans le but d'ajouter l'affectation du sol "résidentielle à densité moyenne I et densité moyenne II" à l'affectation "commerciale" des six (6) lots situés en bordure Nord-Est du boulevard St-Joseph Ouest à partir de l'angle Est de la rue Lapéro, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE

1196/12/94 - **Avis de motion d'un règlement (no 2402) - Plan d'urbanisme**

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement (no 2402) amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no 4-90 dans le but d'ajouter l'affectation du sol "résidentielle à densité moyenne I et densité moyenne II" à l'affectation "commerciale" des six (6) lots situés en bordure Nord-Est du boulevard St-Joseph Ouest à partir de l'angle Est de la rue Lapéro.

1197/12/94 - **Dispense de lecture du règlement no 2402**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2402 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no 4-90 dans le but d'ajouter l'affectation du sol "résidentielle à densité moyenne I et densité moyenne II" à l'affectation "commerciale" des six (6) lots situés en bordure Nord-Est du boulevard St-Joseph Ouest à partir de l'angle Est de la rue Lapéro, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE

1198/12/94 - **Adoption du projet de règlement no 2403 - Zonage**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Guy Dubreuil,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2403 amendant le règlement de zonage municipal no 6-90 dans le but d'ajouter les usages résidentiels bifamilial, trifamilial et multifamilial à quatre (4) logements maximum dans la zone commerciale Cs2-043 située en bordure Nord-Est du boulevard St-Joseph Ouest, entre les rues Lapéro et Lemaire, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE

1199/12/94 - **Avis de motion d'un règlement (no 2403) - Zonage**

Le conseiller Réal Sawyer donne avis de motion d'un règlement (no 2403) amendant le règlement de zonage municipal no 6-90 dans le but d'ajouter les usages résidentiels bifamilial, trifamilial et multifamilial à quatre (4) logements maximum dans la zone commerciale Cs2-043 située en bordure Nord-Est du boulevard St-Joseph Ouest, entre les rues Lapéro et Lemaire.

INITIALES DE LA MAIRESSE
82
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

1200/12/94 - **Dispense de lecture du règlement no 2403**

Il est proposé par le conseiller Réal Sawyer, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2403 amendant le règlement de zonage municipal no 6-90 dans le but d'ajouter les usages résidentiels bifamilial, trifamilial et multifamilial à quatre (4) logements maximum dans la zone commerciale Cs2-043 située en bordure Nord-Est du boulevard St-Joseph Ouest, entre les rues Lapéro et Lemaire, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE

1201/12/94 - **Adoption du projet de règlement no 2405 - Plan d'urbanisme**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2405 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no 2080 dans le but de changer l'affectation du sol du lot no 103-3-40 situé du côté Ouest du boulevard Mercure (vis-à-vis le parc Girouard) de "institutionnelle, administrative et récréative" à "commerce de détail et de service", soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE

1202/12/94 - **Avis de motion d'un règlement (no 2405) - Plan d'urbanisme**

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement (no 2405) amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no 2080 dans le but de changer l'affectation du sol du lot no 103-3-40 situé du côté Ouest du boulevard Mercure (vis-à-vis le parc Girouard) de "institutionnelle, administrative et récréative" à "commerce de détail et de service".

1203/12/94 - **Dispense de lecture du règlement no 2405**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2405 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no 2080 dans le but de changer l'affectation du sol du lot no 103-3-40 situé du côté Ouest du boulevard Mercure (vis-à-vis le parc Girouard) de "institutionnelle, administrative et récréative" à "commerce de détail et de service", dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE

1204/12/94 - **Adoption du projet de règlement no 2406 - Zonage**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Réjean Gosselin,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2406 amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but de modifier le plan de zonage afin d'agrandir la zone commerciale C08-11 à même une partie de la zone communautaire P08-32 pour y inclure le lot numéro 103-3-40 localisé du côté Ouest du boulevard Mercure et d'ajouter à la grille des usages et normes l'usage "Maison de chambres et pension" comme usage spécifiquement permis pour la zone commerciale C08-11, soit et est adopté;

INITIALES DE LA MAIRESSE
83
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE

1205/12/94 - **Avis de motion d'un règlement (no 2406) - Zonage**

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement (no 2406) amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but de modifier le plan de zonage afin d'agrandir la zone commerciale C08-11 à même une partie de la zone communautaire P08-32 pour y inclure le lot numéro 103-3-40 localisé du côté Ouest du boulevard Mercure et d'ajouter à la grille des usages et normes l'usage "Maison de chambres et pension" comme usage spécifiquement permis pour la zone commerciale C08-11.

1206/12/94 - **Dispense de lecture du règlement no 2406**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2406 amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but de modifier le plan de zonage afin d'agrandir la zone commerciale C08-11 à même une partie de la zone communautaire P08-32 pour y inclure le lot numéro 103-3-40 localisé du côté Ouest du boulevard Mercure et d'ajouter à la grille des usages et normes l'usage "Maison de chambres et pension" comme usage spécifiquement permis pour la zone commerciale C08-11, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE

1207/12/94 - **Adoption du projet de règlement no 2407 - Zonage**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière,
appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard,
et unanimement résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2407 amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but de modifier certaines dispositions relatives à l'affichage afin de permettre une superficie d'enseigne rattachée au bâtiment plus grande pour les bâtiments ayant plus de dix mille (10 000) mètres carrés de plancher (catégorie "F") selon leur éloignement de la voie publique et de modifier l'aire de plancher pour les commerces de la catégorie d'enseigne "D", soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE

1208/12/94 - **Avis de motion d'un règlement (no 2407) - Zonage**

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement (no 2407) amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but de modifier certaines dispositions relatives à l'affichage afin de permettre une superficie d'enseigne rattachée au bâtiment plus grande pour les bâtiments ayant plus de dix mille (10 000) mètres carrés de plancher (catégorie "F") selon leur éloignement de la voie publique et de modifier l'aire de plancher pour les commerces de la catégorie d'enseigne "D".

1209/12/94 - **Dispense de lecture du règlement no 2407**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2407 amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but de modifier certaines

INITIALES DE LA MAIRESSE
84
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

dispositions relatives à l'affichage afin de permettre une superficie d'enseigne rattachée au bâtiment plus grande pour les bâtiments ayant plus de dix mille (10 000) mètres carrés de plancher (catégorie "F") selon leur éloignement de la voie publique et de modifier l'aire de plancher pour les commerces de la catégorie d'enseigne "D", dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE

1210/12/94 - **Adoption du projet de règlement no 2408 - Zonage**

Il est proposé par le maire suppléant Alain Carrier,
appuyé par le conseiller Luc Teasdale,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2408 amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but de modifier certaines dispositions afin de permettre que les usages accessoires soient permis pour toutes les classes d'usages résidentielles selon certaines prescriptions, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

Le conseiller Gilles Fontaine se dit dissident car il considère:
1) qu'il s'agit d'un étalement commercial;
2) que la quiétude des citoyens est mise en cause;
3) que cette modification nuit aux zones commerciales existantes;
4) qu'une problématique de stationnement sera créée.

Le conseiller Jean-Guy Spénard s'objecte également à ce projet pour les motifs suivants:
- étalement commercial
- qualité de vie diminuée
- problème de stationnement
- nuisance à la rentabilité des commerces existants
- création de certaines obligations aux propriétaires de bâtisses.

Le conseiller Guy Dubreuil s'objecte au projet tel que soumis et aurait préféré un projet sectoriel.

La conseillère Réjeanne Viens soulève les points suivants:
- qualité de vie
- stationnement
- livraison commerciale
- étalement commercial
- gestion de la surtaxe.

La conseillère Odette Bélanger Marcotte aurait préféré un projet pilote sectoriel.

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé était d'accord pour la commercialisation de la rue Lindsay mais la Ville doit restreindre les zones commerciales, on alourdirait les artères résidentielles.

La conseillère Céline Trottier s'élève contre l'adoption du projet soumis.

Les conseillers Denis Savoie et Luc Teasdale se disent en accord.

Le maire suppléant Alain Carrier est d'accord pour les 4 logements et moins; il aurait été favorable pour un secteur plus restreint.

Le conseiller Guy Drouin souhaite une discussion plus approfondie sur le dossier.

Madame la mairesse demande le vote sur la proposition.

INITIALES DE LA MAIRESSE
85
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Votent POUR	Votent CONTRE
M. Alain Carrier	M. Pierre-Yvan Aubé
M. Robert Lafrenière	Mme Odette Bélanger Marcotte
M. Réal Sawyer	M. Guy Drouin
M. Denis Savoie	M. Guy Dubreuil
M. Luc Teasdale	M. Gilles Fontaine
	M. Réjean Gosselin
	M. Réal Jean
	M. Jean-Guy Spénard
	Me Céline Trottier
	Mme Réjeanne Viens

REJETÉE A LA MAJORITÉ

1211/12/94 - **Avis de motion d'un règlement amendant le règlement no 2285 - Programme de revitalisation (parcs et secteurs industriels)**

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement (no 2409) amendant le règlement no 2285 prévoyant un programme de revitalisation pour stimuler le développement dans les parcs industriels et les secteurs industriels de façon à y inclure le parc industriel de l'ex-municipalité de Grantham et à corriger la description des bornes du parc industriel municipal.

1212/12/94 - **Avis de motion d'un règlement - Amendement au règlement no 1050 (Réparation de véhicules routiers dans les rues de la Ville)**

Le conseiller Réal Jean donne avis de motion d'un règlement modifiant le règlement no 1050 afin d'interdire la réparation des véhicules routiers dans les rues de la municipalité.

A 21 h 05, la conseillère Céline Trottier quitte son siège.

1213/12/94 - **Avis de motion d'un règlement - Règlement no 2173 et amendements applicables à la nouvelle Ville de Drummondville**

La conseillère Odette Bélanger Marcotte donne avis de motion d'un règlement afin de rendre le règlement no 2173 de l'ancienne Ville de Drummondville de même que les amendements à ce règlement, applicables à l'ensemble du territoire de la nouvelle Ville de Drummondville (Enlèvement et disposition des déchets).

1214/12/94 - **Avis de motion d'un règlement - Taxes foncières pour 1995**

Le conseiller Jean-Guy Spénard donne avis de motion d'un règlement prévoyant l'imposition des taxes foncières générales et spéciales pour l'année 1995.

1215/12/94 - **Avis de motion d'un règlement - Surtaxe sur les immeubles non résidentiels pour 1995**

Le conseiller Jean-Guy Spénard donne avis de motion d'un règlement prévoyant l'imposition d'une surtaxe sur les immeubles non résidentiels pour l'année 1995.

1216/12/94 - **Avis de motion d'un règlement - Fourniture de l'eau pour 1995**

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement prévoyant l'imposition d'une compensation pour la fourniture de l'eau pour l'année 1995.

1217/12/94 - **Avis de motion d'un règlement - Services d'égouts pour 1995**

Le conseiller Réal Jean donne avis de motion d'un règlement prévoyant l'imposition d'une compensation pour les services d'égouts pour l'année 1995.

1218/12/94 - **Avis de motion d'un règlement - Licences et permis pour 1995**

Le conseiller Réal Sawyer donne avis de motion d'un règlement prévoyant l'imposition des licences et permis pour l'année 1995.

1219/12/94 - **Avis de motion d'un règlement - Cueillette des déchets solides, transport, enfouissement san., collecte sélective et conteneurs**

Le conseiller Jean-Guy Spénard donne avis de motion d'un règlement prévoyant l'imposition d'une compensation pour la cueillette des déchets solides, le transport, l'enfouissement sanitaire, la collecte sélective et les conteneurs nécessaires et ce pour l'année 1995.

1220/12/94 - **Avis de motion d'un règlement - Fourniture des services municipaux à certains immeubles pour 1995**

Le conseiller Réal Jean donne avis de motion d'un règlement prévoyant l'imposition d'une compensation pour la fourniture des services municipaux à certains immeubles pour l'année 1995.

1221/12/94 - **Avis de motion d'un règlement - Cotisation payable par les membres de la Sidac Alain Limoges pour 1995**

Le conseiller Jean-Guy Spénard donne avis de motion d'un règlement décrétant la cotisation payable par les membres de la Sidac Alain Limoges de Drummondville Inc., le mode de calcul ainsi que le nombre de versements pour l'année 1995.

A 21 h 10, la conseillère Céline Trottier reprend son siège.

1222/12/94 - **Avis de motion d'un règlement - Cotisation payable par les membres de la Sidac du quartier St-Joseph pour 1995**

Le conseiller Réal Jean donne avis de motion d'un règlement décrétant la cotisation payable par les membres de la Sidac du quartier St-Joseph, le mode de calcul ainsi que le nombre de versements pour l'année 1995.

1223/12/94 - **Adoption du règlement no 2395 - Plan d'urbanisme**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2395 a été donné (réf: 1110/11/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2395 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no 2080 dans le but de changer l'affectation du sol du lot numéro 124-581 situé à l'angle des rues William et St-Amant (côté Sud) et de la partie du lot numéro 127-2-29 localisée en bordure de la rue Crépeau (côté Sud-Est) de "résidentielle, moyenne densité 1" à "commerce régional et artériel".

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le maire suppléant Alain Carrier, et résolu que ce règlement soit adopté.

Madame la mairesse demande le vote sur la proposition.

INITIALES DE LA MAIRESSE
87
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Votent POUR	Votent CONTRE
M. Alain Carrier	M. Pierre-Yvan Aubé
Mme Odette Bélanger Marcotte	M. Guy Drouin
M. Robert Lafrenière	M. Guy Dubreuil
M. Denis Savoie	M. Gilles Fontaine
M. Réal Sawyer	M. Réjean Gosselin
M. Jean-Guy Spénard	M. Réal Jean
M. Luc Teasdale	Mme Réjeanne Viens
Me Céline Trottier	

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ

1224/12/94 - **Adoption du règlement no 2396 - Zonage**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2396 a été donné (réf: 1113/11/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2396 amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but de modifier le plan de zonage de manière à inclure à la zone commerciale C01-36 le lot numéro 124-581 localisé à l'angle des rues William et St-Amant (côté Sud) et faisant actuellement partie de la zone résidentielle H01-38 ainsi qu'une partie du lot 127-2-29 localisée en bordure de la rue Crépeau et faisant actuellement partie de la zone résidentielle H01-37.

Il est proposé par le maire suppléant Alain Carrier, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que ce règlement soit adopté.

Madame la mairesse demande le vote sur la proposition.

Votent POUR	Votent CONTRE
M. Alain Carrier	M. Pierre-Yvan Aubé
Mme Odette Bélanger Marcotte	M. Guy Drouin
M. Robert Lafrenière	M. Guy Dubreuil
M. Denis Savoie	M. Gilles Fontaine
M. Réal Sawyer	M. Réjean Gosselin
M. Jean-Guy Spénard	M. Réal Jean
M. Luc Teasdale	Mme Réjeanne Viens
Me Céline Trottier	

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ

1225/12/94 - **Adoption du règlement no 2404 - Amendement au règlement no 819 - (Calendrier des séances du Conseil)**

Lecture est donnée du règlement no 2404 amendant le règlement no 819 de façon à modifier le calendrier des séances régulières du Conseil pour les mois de janvier et mars 1995.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE

Informations des membres du Conseil

Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du Conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à M. Jacques Guay et Mme Monique Parenteau Guay, employés à la Ville, à l'occasion du décès de Mme Marie-Claude Guay.

Patinage libre le vendredi 9 décembre 1994 au Centre Marcel Dionne (Me Céline Trottier)

La conseillère Céline Trottier informe les étudiants et étudiantes qui seront en congé scolaire que le vendredi 9 décembre au Centre Marcel Dionne il y aura du patinage libre de 13 h 30 à 15 h 00.

Pression du réseau d'aqueduc (M. Pierre-Yvan Aubé)

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé fait lecture d'un communiqué informant les résidants de la rive nord de la rivière St-François ainsi que les citoyens de la municipalité de St-Charles-de-Drummond que le réseau qui les approvisionne subira une légère baisse de pression d'eau durant quelques jours cette semaine.

Dépotoir à neige (M. Alain Carrier)

Le maire suppléant Alain Carrier demande au responsable des travaux publics de vérifier s'il existe des caoutchoucs pour amoindrir le bruit lors du déversement de neige dans les dépotoirs.

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé affirme que des consignes ont été données aux chauffeurs de camions pour limiter au minimum le bruit.

Société d'Agriculture (M. Alain Carrier)

M. Alain Carrier souhaite que l'on négocie à l'amiable le départ de la Société d'Agriculture. Il dit avoir consacré beaucoup de temps à ce dossier. Il fait également lecture d'une lettre de la Société datée du 2 décembre 1994.

Madame la mairesse déclare avoir fait le suivi du dossier et s'est assurée de sa présentation au programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec. Elle mentionne que la rencontre demandée par la Société le 25 août s'est tenue le 13 septembre 1994.

Le conseiller Robert Lafrenière confirme que la rencontre avait été tenue de façon à permettre à tous de prendre conscience de la problématique.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenants:
  - a) **Mme Suzan Dumas**
    - Règlement no 2408
  - b) **Mme Marie-France Veilleux**
    - Brigadier - angle Mercure/104e Avenue
  - c) **M. Richard Deblois**
    - Collecte sélective
    - Loisirs St-Joseph - discothèque
    - Affichage et assouplissement
  - d) **M. Pierre Delcourt**
    - Pétition
  - e) **M. André Béliveau**
    - Réseaux Plein Air Drummond Inc.
  - f) **M. Alain Madore**
    - Normes d'incendie
  - g) **M. Gilles Pellerin**
    - Sécurité scolaire et enlèvement d'un arrêt
  - h) **Mme Josée Lise Martel**
    - Rendez-vous du vélo.

a) **Mme Suzan Dumas**

Mme Suzan Dumas se dit déçue de la décision des élus face au règlement no 2408. Elle demande au Conseil de reviser sa décision en tenant compte des besoins.

b) **Mme Marie-France Veilleux**

Mme Marie-France Veilleux du comité d'école Duvernay s'interroge sur les motifs invoqués par certains élus pour refuser un brigadier adulte à l'angle de la 104e Avenue et du boulevard Mercure. Elle demande de reviser leur décision en faisant valoir la sécurité des jeunes élèves qui ont à emprunter cette traverse.

Le conseiller Réal Jean rappelle que le Comité de Circulation a tenu compte du rapport du policier.

A 21 h 35, le conseiller Réjean Gosselin quitte son siège.

Le conseiller Denis Savoie confirme que c'est la première fois que le problème survient et que le corps policier a étudié la situation. Il rappelle que depuis 2 ans, la Ville déblaie les trottoirs sur la 104e Avenue. Il souhaite également que la commissaire soumette le dossier à la Commission Scolaire.

A 21 h 40, le conseiller Réjean Gosselin reprend son siège.

Mme Veilleux demande au Conseil de lui fournir le nombre de brigadiers adultes et les endroits où ils sont affectés.

Madame la mairesse affirme que le rapport a été demandé.

c) **M. Richard Deblois**

M. Richard Deblois félicite le Conseil pour avoir voté la collecte sélective dans le secteur de l'ex-municipalité de Grantham.

M. Deblois demande que la Ville intervienne auprès des dirigeants et des jeunes qui fréquentent la discothèque des Loisirs St-Joseph.

M. Deblois demande si le même processus a été suivi pour la modification de zonage prévue aux items nos 34 et 35 de l'ordre du jour.

Madame la mairesse confirme que le même processus a été suivi et que la modification tient compte de la superficie du commerce, de la façade du commerce et de l'éloignement.

d) **M. Pierre Delcourt**

M. Pierre Delcourt fait lecture d'une pétition qu'il souhaite adresser aux gouvernements supérieurs relativement aux déficits.

e) **M. André Béliveau**

M. André Béliveau, président de Réseaux Plein Air Drummond Inc., remercie le Conseil pour le mandat de confiance accordé à son organisme.

f) **M. Alain Madore**

M. Alain Madore expose le problème vécu pour l'implantation d'une discothèque sur la rue Heriot.

Madame la mairesse confirme qu'une solution aurait été mise de l'avant et que M. Michel Blanchette, directeur adjoint du Service de la planification du territoire, l'assure que le suivi sera donné au dossier.

g) **M. Gilles Pellerin**

M. Gilles Pellerin traite de l'arrêt au coin de l'avenue Des Lilas et du boulevard Des Ormes. Il demande que le Service de la sécurité publique assure une surveillance accrue.

Le conseiller Guy Drouin a déjà fourni une réponse verbale et une pancarte "Attention à nos enfants" pourra être installée.

M. Pellerin fait remarquer qu'on n'a pas indiqué l'enlèvement de l'arrêt.

h) Mme Josée Lise Martel

Mme Josée Lise Martel fait lecture d'une lettre du président du Rendez-vous du vélo qui démontre une intention de verser 10 000 $ pour le développement des pistes cyclables.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu **lundi le 19 décembre 1994**.

1226/12/94 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉE

Thérèse Coyette
Greffière.

Francine Lemay Julien
Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
91
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

19 décembre 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 19 décembre 1994 à 19 h 15, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras;** cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Odette Bélanger Marcotte
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Luc Teasdale
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Mme Anik Bonvouloir, urbaniste

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

1227/12/94 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE

Madame la mairesse explique la procédure de consultation publique édictée par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et précise la nature et l'objet des projets de règlements suivants:

- **Règlement no 2399** amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but de rajouter une nouvelle disposition concernant le nombre de garages et/ou abris d'autos rattachés aux bâtiments de classes d'usages h2 et h3 de type unités juxtaposées et de modifier les dispositions relatives au nombre d'accès au terrain, à la localisation de cesdits accès ainsi qu'à leur largeur;

- **Règlement no 2400** amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but de créer une nouvelle zone industrielle I02-60 à même la zone industrielle I02-49 (terrains en bordure de la rue Sigouin, côté Sud-Est et au Sud-Ouest du boulevard Lemire), d'y permettre la classe d'usages i2, d'ajouter une nouvelle grille des usages et normes y incluant des normes afférentes et des dispositions spéciales pour la classe d'usages i2 permise dans la nouvelle zone industrielle I02-60 et de modifier la norme minimale de la marge arrière dans la grille des usages et normes pour la zone industrielle I02-49.

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

1228/12/94 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉE

Thérèse Caporet
Greffière.

Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
93
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

19 décembre 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 19 décembre 1994 à 19 h 30, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Odette Bélanger Marcotte
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

1229/12/94 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE

Discours sur le budget 1995

Madame la mairesse prononce le discours sur le budget 1995 et le programme triennal d'immobilisations pour les années 1995/1996/1997.

Ce texte est annexé au présent procès-verbal pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

Par la suite, Madame la mairesse invite le conseiller Jean-Guy Spénard, président du Comité des finances, à élaborer sur le budget 1995.

M. Jean-Guy Spénard explique les différents écarts entre les revenus escomptés et les dépenses prévues pour les différents services.

Une copie du discours de M. Spénard est annexée au présent procès-verbal pour en faire partie intégrante comme annexe "B".

1230/12/94 - **Adoption du budget 1995**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et résolu que le budget de l'année 1995 prévoyant des dépenses et des revenus de l'ordre de 40 150 000 $ soit adopté et que le document explicatif de ce budget soit annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

Un document explicatif du budget 1995 sera publié dans un journal local et également distribué.

- Le maire suppléant Alain Carrier propose qu'une somme de 158 400 $ soit prise à même le surplus accumulé de l'ex-municipalité de Grantham afin d'amoindrir la hausse de taxes des résidents de l'ex-municipalité de Grantham.

- Le conseiller Luc Teasdale appuie son collègue.

- Madame la mairesse aurait apprécié que la discussion se fasse avant.

- Le conseiller Réjean Gosselin se dit d'accord avec la proposition de M. Carrier, même s'il trouve bizarre ce revirement quant à l'affectation d'une somme originalement prévue pour l'expropriation de M. Ramsay.

- Le conseiller Guy Dubreuil est parfaitement d'accord pour réduire la taxe mais confirme que depuis un mois, il parlait de cette solution.

- La conseillère Odette Bélanger Marcotte est en accord avec la proposition.

- Le conseiller Réal Sawyer s'interroge sur le montant de 158 400 $. Advenant l'hypothèse que la municipalité retourne le 158 400 $ aux contribuables et que les actions déjà prises exigent des déboursés plus importants, qu'arrivera-t-il?

- Madame la mairesse confirme que selon le décret de regroupement, l'ex-municipalité de Grantham devra imposer une taxe à son secteur.

- Le maire suppléant Alain Carrier reconnait que suite aux agissements de certains élus dans le dossier Ramsay, il se dit inquiet. Il rappelle que le conseiller Réjean Gosselin a lui-même proposé en 1990 l'expropriation de M. Ramsay.

Si la municipalité arrête les procédures, les élus sont conscients qu'il y aura des coûts à assumer. De plus, les déboursés faits pour:

- le parc Côté : 115 000 $
- le développement Lapéro-Lemaire : 95 000 $
- la tarification loisirs : 4 000 $

augmentent la crainte des gens.

- Le conseiller Guy Dubreuil préfère que le 158 400 $ soit affecté à une échéance de règlement.

- Le conseiller Réal Sawyer est d'avis que le rabais de 0,06 $ sur la taxe foncière bénéficie immédiatement aux contribuables alors que la proposition de M. Dubreuil est une baisse permanente à long terme.

- Le conseiller Réjean Gosselin reconnait avoir proposé l'expropriation dans le dossier Ramsay et ce en se basant sur des critères non contestés au départ. Sauf qu'à 15 jours de l'audition, le montant a été contesté et M. Ramsay demandait 3 fois le montant proposé et seule l'ex-municipalité de Grantham aurait payé.

- Le maire suppléant Alain Carrier tient à préciser qu'il a toujours été dit que les coûts seraient de 150 000 $, plus les frais, dont les analyses de sol.

- Madame la mairesse demande le vote sur la proposition de M. Carrier qui affecte le 158 400 $ du surplus de l'ex-municipalité de Grantham à la taxe foncière, ce qui ramènerait à 0,64 $ le taux de la taxe foncière pour les contribuables de l'ex-municipalité de Grantham.

Les ex-dirigeants de Grantham se prononcent comme suit:

Votent POUR	Vote CONTRE
M. Alain Carrier	M. Guy Dubreuil
M. Réjean Gosselin	
M. Luc Teasdale	
Mme Odette Bélanger Marcotte	
M. Réal Sawyer	

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ

La discussion se poursuit sur le budget original.

- Le maire suppléant Alain Carrier se dit fier du surplus mais considère qu'il s'agit d'un budget préélectoral. Sa vision des choses est que la Ville rembourse la dette avec les surplus mais néglige les travaux d'infrastructures. Il fait état des surplus de l'ex-Ville de Drummondville pour les années 1991 - 25 000 $, 1992 - 541 000 $, et 1993 - 1 900 000 $, et laisse sous-entendre que la Ville a voulu favoriser le regroupement en augmentant son surplus.

Au-delà de la hausse de taxes, les commerçants et industriels verront une augmentation drastique au niveau de la taxe d'affaires qui sera modifiée par la surtaxe. Certains subiront entre 20 % et 50 % d'augmentation et d'autres jusqu'à 100 % d'augmentation.

Il juge qu'il y a beaucoup de travaux à faire et que la Ville a camouflé 500 000 $. De plus, M. Carrier dit que les subventions gouvernementales contribuent au surplus.

- Madame la mairesse rappelle à M. Carrier que la dette de Drummondville baisse depuis 6 ans, qu'il y a une constante au niveau des immobilisations et que la nouvelle Ville devra ramasser des dossiers de l'ex-municipalité de Grantham, dont celui du collecteur St-Onge.

- A ce moment-ci, M. Carrier se retire ayant des intérêts dans le dossier.

- Madame la mairesse poursuit en précisant qu'il reste 5 000 000 $ à investir pour le collecteur St-Onge, incluant le pont. Aucun mode de financement n'a été prévu. Qui va payer?

Dans le dossier d'assainissement des eaux, un problème d'eau existe de l'autre côté de l'autoroute 20. Il faudra construire un réservoir.

Les citoyens de Drummondville n'acceptent pas de se faire dire qu'on a ralenti les investissements. Il faut regarder le partage et l'ex-municipalité de Grantham a eu largement sa part.

Elle fait également référence au Service de transport en commun qui dessert le territoire de l'ex-Grantham et qui est déficitaire de 200 000 $. Si la municipalité de Grantham s'était dotée de ce service, il représenterait 0,08 $ de taxes que les contribuables auraient eu à payer.

- Le maire suppléant Alain Carrier reprend son siège.

- Le conseiller Jean-Guy Spénard se dit désappointé des propos de M. Carrier. Il a beaucoup de difficulté à accepter l'accusation à l'effet qu'on joue avec les chiffres. Depuis 1988, il n'a pas cherché à fausser les chiffres. Il demande donc que M. Carrier prouve ce qu'il a avancé.

INITIALES DE LA MAIRESSE
96
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

- M. Carrier dit ne pas viser M. Spénard. Il réfute les affirmations de Mme Jutras pour ce qui concerne les coûts du transport en commun prétendant que si la fusion ne s'était pas réalisée, il aurait négocié une entente intermunicipale. Selon lui, il y aurait pour 40 millions de dollars de travaux à finir.

- Madame la mairesse précise que la subvention de 241 000 $ suite au regroupement est retournée aux citoyens et que la mesure de neutralité compense pour la perte d'en-lieux de taxes.

- Le conseiller Luc Teasdale continue le débat sur le collecteur St-Onge.

- Le maire suppléant Alain Carrier se retire.

- M. Luc Teasdale est d'avis que le développement de l'ex-Grantham était axé sur les terrains du collecteur St-Onge qui représentaient un magnifique territoire. Il faut également faire attention aux taxes de secteur.

- Madame la mairesse rappelle que le débat ne se serait jamais fait sans l'intervention de M. Carrier. Drummondville performe et la population peut en être fière et compte tenu que la Ville est citée en exemple et obtient des prix pour différentes activités, tout le monde ne peut pas se tromper en même temps.

La Ville devra faire le collecteur St-Onge, les gens n'acceptent plus de vivre à côté d'un trou. Cependant rien n'a été prévu au niveau de la taxation, le total n'a pas été dévoilé et on ne sait pas qui va payer la facture.

- Le maire suppléant Alain Carrier reprend son siège.

- Le conseiller Pierre-Yvan Aubé est déçu des interventions à caractère électoral. Selon lui, les administrateurs doivent prendre des décisions pour favoriser le payeur à long terme et stabiliser les taux de taxation. De plus, il est favorable au budget tel que présenté.

- Madame la mairesse demande à l'ensemble du Conseil de se prononcer sur la proposition de M. Carrier.

Votent POUR	Vote CONTRE
M. Alain Carrier	M. Guy Dubreuil
M. Pierre-Yvan Aubé	
Mme Odette Bélanger Marcotte	
M. Guy Drouin	
M. Gilles Fontaine	
M. Réjean Gosselin	
M. Réal Jean	
M. Robert Lafrenière	
M. Denis Savoie	
M. Réal Sawyer	
M. Jean-Guy Spénard	
M. Luc Teasdale	
Me Céline Trottier	
Mme Réjeanne Viens	

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ

- Le conseiller Robert Lafrenière aurait préféré qu'on baisse la dette plutôt que d'affecter le 158 400 $ à un abaissement de la taxe foncière.

- Madame la mairesse confirme qu'il restera environ 700 000 $ au surplus libre de l'ex-Ville de Drummondville.

- M. Alain Carrier ne comprend pas pourquoi M. Aubé aurait souhaité affecter le 158 400 $ à la dette à long terme puisqu'il a lui-même accepté qu'un montant de 140 000 $ de la nouvelle Ville abaisse la taxe qui reviendra l'année prochaine.

Quant à lui, la taxe du filtre ne reviendra pas, ce qui équivaut à 0,03 $ permettant ainsi l'équilibre.



Quant au dossier du collecteur St-Onge, il maintient n'avoir jamais participé à la discussion, ni en séance, ni en atelier.

- Le conseiller Pierre-Yvan Aubé tient à préciser que dans l'affectation du 140 000 $, il a tenu une bataille rangée et continue de penser que ce n'est pas une bonne chose, mais que par respect pour ses collègues, il a accepté. Il privilégie d'aller chercher le maximum sur le fonds de roulement.

- Madame la mairesse rappelle que Drummondville baisse de 0,15 $, que Grantham conserve le statu quo et que le 0,06 $ comble les coûts dus à la collecte sélective.

Madame la mairesse demande le vote sur le budget.

Votent POUR	Vote CONTRE
M. Alain Carrier	
M. Pierre-Yvan Aubé	
Mme Odette Bélanger Marcotte	
M. Guy Drouin	
M. Guy Dubreuil	
M. Gilles Fontaine	
M. Réjean Gosselin	
M. Réal Jean	
M. Robert Lafrenière	
M. Denis Savoie	
M. Réal Sawyer	
M. Jean-Guy Spénard	
M. Luc Teasdale	
Me Céline Trottier	
Mme Réjeanne Viens	

ADOPTÉE

1231/12/94 - **Adoption du programme triennal d'immobilisations 1995/1996/1997**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et résolu que le programme triennal d'immobilisations pour les années 1995/1996/1997 soit adopté tel que présenté dans un document annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

Un document explicatif du programme triennal d'immobilisations pour les années 1995/1996/1997 sera publié dans un journal local et également distribué.

- Le conseiller Robert Lafrenière est d'accord avec la presque totalité du programme triennal d'immobilisations. Il s'inquiète sur les investissements du garage municipal.

- Le maire suppléant Alain Carrier ne discute pas du collecteur St-Onge. Il traite des subventions accordées par le programme d'infrastructures Canada-Québec. Le montant alloué par citoyen est de 172 $. La Ville est autorisée à exécuter pour 7 400 000 $ de travaux.

Dans le cadre du volet spécial "centre-ville", le programme alloue 1 400 000 $ pour le centre-ville, la Ville veut l'affecter au Bloc 41, alors qu'il serait préférable de l'affecter aux travaux de la rue Lindsay. Depuis des années, il y a des refoulements sur cette rue, il faudrait donc les régler.

Il est contre le programme triennal d'immobilisations pour les projets dans le secteur industriel et à l'aéroport. Il veut que les projets s'appliquent aux contribuables.

- Madame la mairesse informe ses collègues qu'elle a rendez-vous le 17 janvier 1995 au ministère des Affaires municipales pour voir ce qui nous est attribué. Le volet "centre-ville" du programme ne finance pas les infrastructures souterraines, il faut des actions structurales. Le Conseil aura à prendre une décision.



Quant aux travaux dans le parc industriel, on ne sait pas encore s'ils seront admissibles.

Le programme triennal d'immobilisations est un énoncé d'intention.

Elle rappelle également qu'un montant de 1 100 000 $ a été prévu pour la rue Lindsay entre les rues Dumoulin et St-Jean. Mais avant d'engager des sommes, il faudra s'assurer que les résidents veulent les travaux et à quelle période ils les veulent.

- Le conseiller Denis Savoie intervient pour dire qu'il maintient sa position quant à l'affectation du 1 400 000 $ du volet "centre-ville" en précisant qu'il souhaite ardemment que cette somme reste au centre-ville.

Quant aux travaux de la rue Lindsay, il a toujours défendu ses dossiers. Si les gens du secteur décident, on suivra la décision.

- Le conseiller Robert Lafrenière précise qu'il est pour la rénovation du Bloc 41, l'aménagement du terrain et l'embellissement et souhaite que les amas de terre au garage actuel, de même que les petites remises soient transférés immédiatement au Bloc 41.

- Le directeur général précise que le volet 1B "centre-ville" touche la revitalisation. Les travaux souterrains ne sont pas admissibles dans ce volet.

Le projet global de la Ville prévoyait:

1) les infrastructures;
2) le Bloc 41;
3) la transformation du garage en poste de police.

Les 2 projets déposés demeurent et on ne peut modifier.

- Le conseiller Denis Savoie déclare que la confirmation de l'aide financière de 1 400 000 $ est arrivée en 1994 et que les travaux n'ont pas encore été faits, pourquoi?

- Madame la mairesse précise que tous les projets ont été présentés par voie de résolution et que les réponses ont été données en 1994 pour exécution en 1995. Elle réfère au boulevard St-Joseph, au boulevard Lemire, donc dans le cas du Bloc 41, il n'y a pas de différence. De toute manière, l'échéance est prévue pour 1997 conformément aux exigences du programme.

- Le conseiller Guy Dubreuil demande le vote.

Votent POUR	Votent CONTRE
M. Pierre-Yvan Aubé	M. Alain Carrier
Mme Odette Bélanger Marcotte	M. Guy Drouin
M. Guy Dubreuil	M. Luc Teasdale
M. Gilles Fontaine	
M. Réjean Gosselin	
M. Réal Jean	
M. Robert Lafrenière	
M. Denis Savoie	
M. Réal Sawyer	
M. Jean-Guy Spénard	
Me Céline Trottier	
Mme Réjeanne Viens	

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ

- Madame la mairesse demande le vote sur la proposition principale.

Votent POUR	Votent CONTRE
M. Pierre-Yvan Aubé	M. Alain Carrier
Mme Odette Bélanger Marcotte	M. Denis Savoie
M. Guy Drouin	M. Robert Lafrenière
M. Guy Dubreuil	M. Luc Teasdale
M. Gilles Fontaine	

INITIALES DE LA MAIRESSE
99
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Votent POUR (suite)

M. Réjean Gosselin
M. Réal Jean
M. Réal Sawyer
M. Jean-Guy Spénard
Me Céline Trottier
Mme Réjeanne Viens

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ

Période de questions

- Intervenants: a) **M. André Verrier**
  Sujet: Budget.
  b) **M. Guy Turenne**
  Sujet: Garage municipal.

- Le conseiller Gilles Fontaine quitte son siège à 21 h 30.

a) M. André Verrier

M. André Verrier demande des précisions sur le budget et plus particulièrement sur l'affectation de surplus pour boucler le budget.

Madame la mairesse explique qu'un montant de 432 000 $ provient de revenus supérieurs et qu'un montant de 500 000 $ provient du surplus 1994 et sont nécessaires pour des dépenses non récurrentes.

- Le conseiller Réal Jean s'absente à 21 h 34

La Ville a l'intention de retourner toute de suite les subventions aux citoyens.

- Les conseillers Gilles Fontaine et Réal Jean reprennent leur siège à 21 h 35.

M. André Verrier demande si en 1996 le taux de taxation sera semblable.

Madame la mairesse confirme la baisse de 1,53 $ à 1,35 $, ce qui est permanent.

b) M. Guy Turenne

M. Guy Turenne commente les interventions des élus face au projet du Bloc 41.

Le conseiller Guy Drouin s'objecte à l'intervention de M. Turenne et lui demande de poser une question.

M. Turenne commente en précisant que personne ne parle de la réalité.

M. Guy Dubreuil fait partie de ceux qui ont visité le garage et il a constaté que la toiture est extrêmement dangereuse.

M. Alain Carrier déclare que depuis avril 1994 même ceux qui sont contre le projet global, étaient prêts à refaire la toiture et d'autres travaux urgents, comme l'électricité, la dalle de béton.

INITIALES DE LA MAIRESSE

100

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

1232/12/94 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉE

Thérèse Caporet
Greffière.

Jeannine Lamothe
Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
101
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

19 décembre 1994

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil Provisoire de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 19 décembre 1994, **sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Monsieur le maire suppléant Alain Carrier

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Pierre-Yvan Aubé
Odette Bélanger Marcotte
Guy Drouin
Guy Dubreuil
Gilles Fontaine
Réjean Gosselin
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Réal Sawyer
Jean-Guy Spénard
Luc Teasdale
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Marc-Yves Beaulieu, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

1233/12/94 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel, après y avoir ajouté les items suivants:

43A. Informations (M. Jean-Guy Spénard)

43B. Informations (M. Pierre-Yvan Aubé)

43C. Informations (Me Céline Trottier)

43D. Commentaires généraux (M. Alain Carrier)

ADOPTÉE

1234/12/94 - **Adoption du procès-verbal - Ass. publ. cons. du 5 décembre 1994**

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 5 décembre 1994 à 19 h 15 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que corrigé en ajoutant le nom du conseiller Robert Lafrenière dans les présences.

ADOPTÉE

1235/12/94 - **Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 5 décembre 1994**

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 5 décembre 1994 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

1236/12/94

1- **FOURNITURE DE CARBURANTS POUR L'ANNÉE 1995**
(Soumissions ouvertes le 7 décembre 1994)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Gilles Charest, responsable du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A")

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la soumission de **Marchand Petroleum** soit retenue pour les items ci-après mentionnés:

- Essence super sans plomb au prix de 0,5339 $/litre
- Diesel clair au prix de 0,4267 $/litre
- Diesel coloré au prix de 0,2786 $/litre.

ADOPTÉE

1237/12/94

2- **ASSURANCES DE DOMMAGES**
(Soumissions ouvertes le 1er décembre 1994)

Considérant que la Loi sur les Cités et Villes permet à la Ville de Drummondville de prendre une assurance-responsabilité au bénéfice des élus, des fonctionnaires et des employés de la Ville;

Considérant que, conformément à la Loi, la Ville de Drummondville a procédé à un appel d'offres pour l'obtention de soumissions;

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville retienne la soumission de **Pratte-Morrissette Inc.** au montant de 247 642 $, plus taxes, le tout en conformité avec la recommandation de René Laporte & Associés Enr., consultants en assurance, laquelle demeure annexée à la présente pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

ADOPTÉE

A 21 h 45, le conseiller Guy Drouin quitte son siège.

1238/12/94

3- **FOURNITURE DE VETEMENTS POUR LES POLICIERS (NO 4-123)**
(Soumissions ouvertes le 8 décembre 1994)

(Le détail de ces soumissions apparait à un tableau préparé par M. Gilles Charest, rèsponsable du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A")

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que les soumissionnaires suivants soient retenus pour chaque item ou pour chacun des groupes composant un tout:

- **L.G. VIGNEAULT (MAGASIN G. DUBEAU)** pour un montant total approximatif: 1 036,99 $ (taxes incluses)
- **MERCERIE J.V. VERRIER & FILS INC.** pour un montant total approximatif: 18 965,87 $ (taxes incluses)
- **LES DISTRIBUTEURS R. NICHOLLS INC.** pour un montant total approximatif: 5 714,39 $ (taxes incluses)
- **MARTIN & LEVESQUE (1983) INC.** pour un montant total approximatif: 18 548,17 $ (taxes incluses)
- **CHEMISE EMPIRE LTÉE** pour un montant total approximatif: 5 813,41 $ (taxes incluses).

ADOPTÉE

1239/12/94

4- **PHOTOCOPIEUR - SERVICE DE LA TRÉSORERIE (NO 4-126)**
(Soumissions ouvertes le 8 décembre 1994)

(Le détail de ces soumissions apparait à un tableau préparé par M. Gilles Charest, responsable du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A")

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la soumission de **Maxi-Copies Drummond Inc.**, au montant de 288,26 $/mois (taxes incluses), soit retenue, le tout sujet à l'approbation des autorités gouvernementales, compte tenu qu'il s'agit d'un engagement de crédit de plus de 36 mois.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à cette transaction.

ADOPTÉE

A 21 h 46, le conseiller Denis Savoie quitte son siège.

A 21 h 47, le maire suppléant quitte son siège.

C O R R E S P O N D A N C E:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres provenant de:

. Ministère de l'Environnement et de la Faune (Programme "Fonds d'interventions préventives et urgentes - volet subvention" n'a pas été reporté pour l'année en cours).
. Conseil paroissial de pastorale de la paroisse St-Jean-Baptiste, Conseil de Fabrique de la paroisse St-Jean-Baptiste, Cercle de Fermières de St-Joseph, Cercle de Fermières de St-Simon, résidents et résidentes de Drummondville (Agrandissement du site d'enfouissement de St-Nicéphore et importation de déchets américains).

La greffière fait également mention de lettres de remerciements provenant de différents organismes.

A 21 h 50, les conseillers Guy Drouin et Denis Savoie reprennent leur siège.

1240/12/94 - **Acceptation des comptes**

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 5 au 19 décembre 1994, lesquels comptes totalisent la somme de 2 203 596,15 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE

1241/12/94 - **Protocole d'entente avec le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste (Animation des patinoires)**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc. pour l'animation des patinoires extérieures.

Le protocole d'entente est valable pour la saison 1994/1995 et comprend le versement d'une subvention de 24 312 $.

ADOPTÉ

A 21 h 57, la conseillère Réjeanne Viens quitte son siège.

1242/12/94 - **Protocole d'entente avec Les Loisirs St-Joseph de Drummondville Inc. (Animation des patinoires)**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec Les Loisirs St-Joseph de Drummondville Inc. pour l'animation des patinoires extérieures.

Le protocole d'entente est valable pour la saison 1994/1995 et comprend le versement d'une subvention de 4 672 $.

ADOPTÉ

A 21 h 59, la conseillère Réjeanne Viens reprend son siège.

1243/12/94 - **Protocole d'entente avec le Centre Communautaire Drummondville-Sud Inc. (Animation des patinoires)**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Centre Communautaire Drummondville-Sud Inc. pour l'animation des patinoires extérieures.

Le protocole d'entente est valable pour la saison 1994/1995 et comprend le versement d'une subvention de 19 110 $.

ADOPTÉ

1244/12/94 - **Protocole d'entente avec le Centre Communautaire St-Pierre Inc. (Animation des patinoires)**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Centre Communautaire St-Pierre Inc. pour l'animation des patinoires extérieures.

Le protocole d'entente est valable pour la saison 1994/1995 et comprend le versement d'une subvention de 26 754 $.

ADOPTÉ

1245/12/94 - **Acte d'annulation des servitudes de droit de passage pour serv. d'égouts et d'aqueduc (Ptie des lots 143-126, -122 et -121)**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte d'annulation des servitudes de droit de passage pour services d'égouts et d'aqueduc sur une partie des lots 143-126, 143-122 et 143-121 du cadastre du Canton de Grantham. Lesdites servitudes avaient été créées par les actes enregistrés au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Drummond sous les numéros 158948, 163999 et 182890.

ADOPTÉE

1246/12/94 - **Utilisation du Centre Marcel Dionne le 23/12/94 au profit d'organismes sans but lucratif**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise l'utilisation gratuite du Centre Marcel Dionne le 23 décembre 1994 pour une partie de hockey impliquant certains joueurs de la Ligue nationale de hockey. Les profits de cette activité devront être versés à des organismes sans but lucratif opérant à Drummondville.

ADOPTÉE

1247/12/94 - **Vente d'un terrain industriel à la compagnie Techno-Moteur Inc.**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie Techno-Moteur Inc. une partie du lot 281 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 2 787,1 mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Martin Paradis en date du 7 décembre 1994 (numéro de répertoire: 4411 - numéro de minute: 296), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

ABROGÉE PAR RÉS. 343/4/95

Cette vente est faite pour le prix de 3,00 $ le mètre carré, soit huit mille trois cent soixante-et-un dollars et trente cents (8 361,30 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire Daniel Landry et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "B".

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE

1248/12/94 - **Modification du plan d'aménagement d'ensemble (Les Jardins du Golf, Phase III)**

Considérant que la Ville de Drummondville a adopté le règlement no 2389 prévoyant les coûts et frais de modification d'un projet de construction domiciliaire dans le secteur Les Jardins du Golf, phase 3;

Considérant que ledit règlement no 2389 a reçu l'approbation des résidents du secteur et du ministère des Affaires municipales;

Considérant que les promoteurs du projet demandent et acceptent que le plan d'aménagement d'ensemble soit modifié de façon à répondre aux attentes du secteur;

Considérant que les promoteurs ont signé une convention à cet effet devant Me Sylvie Smith, notaire, laquelle doit être enregistrée incessamment;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise la modification du plan d'aménagement d'ensemble pour le projet de développement domiciliaire dans le secteur Les Jardins du Golf, phase 3.

ADOPTÉE

1249/12/94 - **Opposition de la Ville à la demande de dézonage formulée par Léo Rodier à la C.P.T.A.Q.**

Considérant qu'une demande d'autorisation auprès de la C.P.T.A.Q. fut déposée par M. Léo Rodier, propriétaire des lots P.115 et P.117;

Considérant que la nature de cette demande est l'utilisation non agricole, d'aliénation et de lotissement pour la totalité des lots P.115 et P.117 et ceci pour des fins de développements domiciliaires, le tout tel que mentionné dans la demande d'autorisation datée du 5 mai 1994;

Considérant qu'il y a plus de neuf cents (900) terrains situés dans le périmètre d'urbanisation du secteur St-Joseph Ouest;

Considérant que sur le territoire de la Ville de Drummondville, il y a plus de sept mille huit cents (7 800) terrains pour la construction résidentielle;

Considérant qu'il y a un problème d'alimentation en eau pour la protection incendie des futurs développements pour le secteur St-Joseph Ouest et ceci confirmé par les ingénieurs-conseils de la Ville de Drummondville;

Considérant que les orientations prévues au schéma d'aménagement de la M.R.C. de Drummond ainsi qu'au plan d'urbanisme de la Ville de Drummondville ne reconnaissent pas ces lots (P.115 et P.117) pour du développement résidentiel;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu d'aviser la Commission de Protection du Territoire Agricole du Québec que la Ville de Drummondville s'oppose à la demande d'autorisation de M. Léo Rodier auprès de ladite Commission pour l'utilisation non agricole, de lotissement et d'aliénation et ceci dans le but de développements résidentiels sur les lots P.115 et P.117 (dossier #220422).

INITIALES DE LA MAIRESSE
107
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Les considérants ci-haut énumérés font partie intégrante de la présente résolution.

Madame la mairesse demande le vote sur la proposition.

Votent POUR	Votent CONTRE
M. Alain Carrier	M. Robert Lafrenière
M. Pierre-Yvan Aubé	M. Réal Sawyer
Mme Odette Bélanger Marcotte	M. Luc Teasdale
M. Guy Drouin	
M. Guy Dubreuil	
M. Gilles Fontaine	
M. Réjean Gosselin	
M. Réal Jean	
M. Denis Savoie	
M. Jean-Guy Spénard	
Me Céline Trottier	
Mme Réjeanne Viens	

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ

1250/12/94 - **Appui à la demande formulée par M. Normand Houde auprès de la C.P.T.A.Q. - Enlèvement de sol arable sur les lots 359 et 360**

Attendu que la Loi sur la Protection du Territoire Agricole du Québec énonce qu'une municipalité doit faire connaître son avis suite à la formulation d'une demande;

Attendu que M. Normand Houde est propriétaire des lots 359 et 360 du cadastre du Canton de Grantham;

Attendu que, conformément à la Loi, plus précisément à l'article 62 de la Loi sur la Protection du Territoire Agricole du Québec, les autorités municipales ont analysé la demande et que l'objet de celle-ci ne semble pas contrevenir à aucun règlement municipal;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande formulée par M. Normand Houde pour l'enlèvement de sol arable sur une partie des lots 359 et 360 du cadastre du Canton de Grantham, compte tenu que la réglementation municipale (règlement de zonage numéro 6-90) n'interdit pas ce genre d'activités.

ADOPTÉE

A 22 h 04, le maire suppléant Alain Carrier reprend son siège.

1251/12/94 - **Réaménagement de la station de pompage Vachon et aménagement d'une conduite de refoulement jusqu'au site d'épuration**

Considérant que le collecteur Poulin fut envisagé pour la desserte sanitaire d'une partie du secteur St-Joseph Ouest;

Considérant qu'un pluvial à ciel ouvert est existant dans le prolongement de la rue Poulin et qu'il n'était pas prévu de le fermer lors des travaux d'aménagement du collecteur sanitaire Poulin;

Considérant que la rue Poulin sera un collecteur pluvial majeur, diamètre minimal de 1800 mm et que les frais s'y rapportant seront élevés et non envisagés lors de l'adoption de la résolution no 199-04-93 acceptant le collecteur sanitaire Poulin;

Considérant que les ingénieurs-conseils de la Ville de Drummondville ont signifié un problème en alimentation en eau pour la protection incendie des futurs développements pour le secteur St-Joseph Ouest;

Considérant que les politiques de développement sur le territoire de Drummondville obligent les promoteurs à défrayer les frais reliés aux travaux d'infrastructures;

Considérant que pour le secteur St-Joseph Ouest, des investissements majeurs de la part de la Ville de Drummondville seront nécessaires afin de régler le problème en alimentation d'eau pour la protection incendie des futurs développements;

Considérant que la fusion de Grantham et Drummondville entraine de nouvelles orientations de planification;

Considérant que sur le teritoire de la Ville de Drummondville, il y a un potentiel de plus de sept mille huit cents (7 800) terrains pour la construction résidentielle;

Considérant que la solution de rechange proposée, soit le réaménagement de la station de pompage Vachon, ainsi que l'aménagement d'une conduite de refoulement de ladite station de pompage jusqu'au site de l'usine d'épuration, entraineraient une économie par rapport au projet initial du collecteur sanitaire Poulin de près de 300 000 $ ainsi que les frais de contingence s'y rattachant;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que:

1° la Ville de Drummondville abroge la résolution no 199-04-93 adoptée par l'ex-municipalité de Grantham;

2° la Ville de Drummondville accepte la solution de rechange, soit le réaménagement de la station de pompage sur la rue Vachon, ainsi que l'aménagement d'une coduite de refoulement de ladite station de pompage jusqu'au site de l'usine d'épuration;

3° la Ville de Drummondville avise la Société québécoise d'assainissement des eaux de cette décision.

ADOPTÉE

1252/12/94 - **Renouvellement du contrat de Mme Sylvie Le Gendre à titre d'agent de personnel**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville renouvelle le contrat de Mme Sylvie Le Gendre à titre d'agent de personnel et ce pour la période du 1er janvier 1995 au 31 décembre 1996.

Ce renouvellement de contrat de travail est consenti aux conditions établies par le Conseil de Ville. De plus, Mme Le Gendre devra se conformer au règlement no 2034 quant à son lieu de domicile.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tout document relatif audit contrat.

ADOPTÉE

1253/12/94 - **Renouvellement du contrat de Mme Chantal Dion à titre d'avocate**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville renouvelle le contrat de Mme Chantal Dion à titre d'avocate et ce pour la période du 1er janvier 1995 au 31 décembre 1996.

Ce renouvellement de contrat de travail est consenti aux conditions établies par le Conseil de Ville. De plus, Mme Dion devra se conformer au règlement no 2034 quant à son lieu de domicile.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tout document relatif audit contrat.

ADOPTÉE

1254/12/94 - **Renouvellement du contrat de M. Denis Jauron à titre de coordonnateur à la division permis et programmes du S.P.T.**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville renouvelle le contrat de M. Denis Jauron à titre de coordonnateur à la division permis et programmes du Service de la Planification du Territoire et ce pour la période du 1er janvier 1995 au 31 décembre 1996.

Ce renouvellement de contrat de travail est consenti aux conditions établies par le Conseil de Ville. De plus, M. Denis Jauron devra se conformer au règlement no 2034 quant à son lieu de domicile.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tout document relatif audit contrat.

ADOPTÉE

1255/12/94 - **Renouvellement du contrat de M. Mario Leclerc à titre d'agent technique**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville renouvelle le contrat de M. Mario Leclerc à titre d'agent technique et ce pour la période du 1er janvier 1995 au 31 décembre 1996.

Ce renouvellement de contrat de travail est consenti aux conditions établies par le Conseil de Ville. De plus, M. Mario Leclerc devra se conformer au règlement no 2034 quant à son lieu de domicile.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tout document relatif audit contrat.

ADOPTÉE

1256/12/94 - **Mandat à M. Laurent Joyal, arch. - Surveillance des travaux de réfection de toiture du Bloc 41**

Il est proposé par le maire suppléant Alain Carrier, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville mandate M. Laurent Joyal, architecte, aux fins de préparer les plans, les devis et une demande de soumissions publiques et d'assurer la surveillance des travaux de réfection de toiture du Bloc 41.

ADOPTÉE

1257/12/94 - **Subvention de 100 $ - Au Bout du Fil Drummond Inc.**

Il est proposé par le conseiller Guy Dubreuil, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ à l'organisme Au Bout du Fil Drummond Inc. à titre de subvention 1994.

ADOPTÉE

1258/12/94 - **Dépôt du procès-verbal (14/12/94) - C.C.U.**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 14 décembre 1994 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE

1259/12/94 - **Acceptation d'un projet de rénovation de façade de l'immeuble situé au 560 Lindsay - P.I.A.**

Considérant qu'une demande d'autorisation pour rénover la façade extérieure du bâtiment localisé au 560 rue Lindsay et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que la rénovation proposée consiste à déplacer l'escalier de bois actuel ainsi que les ouvertures et la porte du commerce (Les Aubaines en Or);

Considérant que le plan soumis propose un recouvrement de vinyle blanc sur une partie du bâtiment à même la brique existante;

Considérant que plusieurs éléments tels les colonnes en bois vert forêt, l'ajout du solin, l'oeil de boeuf, les plates-bandes aménagées et l'embellissement de l'affichage témoignent d'une amélioration certaine de l'intégration du bâtiment dans son environnement;

Considérant que les garde-corps des balcons aux étages sont en fer forgé;

Considérant que l'ensemble des bâtiments localisés du même côté de rue que le bâtiment sous étude sont en maçonnerie;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville accepte le plan préparé par M. Denis Chamberland, technicien en architecture, en apportant toutefois les corrections suivantes:

- que le déclin de vinyle vertical blanc soit prohibé et que seule la brique soit permise;
- que les garde-corps de l'escalier soient en même matériau que ceux des balcons aux étages, c'est-à-dire en fer forgé;
- que les deux (2) solins soient de la même couleur;

le tout selon les critères établis au règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale et ce pour le bâtiment localisé au 560 rue Lindsay.

ADOPTÉE

1260/12/94 - **Identification des stationnements municipaux au centre-ville**

Considérant qu'une demande voulant que l'on numérote et identifie les stationnements municipaux situés au centre-ville, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que des suggestions sont apportées de façon à faciliter le repérage des stationnements;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville procède à la numérotation et à l'identification des quinze (15) stationnements du centre-ville ci-après énumérés, le tout tel que montré sur un plan annexé à la présente pour en faire partie intégrante:

1 Stationnement Woodyatt
2 Stationnement Heriot
3 Stationnement Raoul-Couture
4 Stationnement Louis-G. Vigneault
5 Stationnement Saint-Frédéric
6 Stationnement Place du Centre
7 Stationnement de la Gare
8 Stationnement de la Garderie
9 Stationnement Centre Marcel Dionne
10 Stationnement des Forges
11 Stationnement de l'Hôtel de Ville
12 Stationnement du Bell
13 Stationnement Saint-Jean
14 Stationnement du Manoir
15 Stationnement du Barrage.

ADOPTÉE

1261/12/94 - **Dépôt du compte rendu (13/12/94) - Comité de transp. en commun**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de transport en commun tenue le 13 décembre 1994 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE

Le conseiller Robert Lafrenière demande au président du Comité de transport en commun de revoir la localisation de l'arrêt à l'angle des rues De Boucherville et St-Amant.

1262/12/94 - **Dépôt du compte rendu (15/12/94) - Comité de Circulation**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de Circulation tenue le 15 décembre 1994 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE

1263/12/94 - **Signalisation d'une "zone de parc" sur la rue St-Aimé**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et unanimement résolu que le Service des travaux publics de la Ville de Drummondville soit autorisé à procéder à l'installation d'une signalisation de zone de parc sur la rue St-Aimé, à proximité du Centre Communautaire Drummondville-Sud.

ADOPTÉE

1264/12/94 - **Installation de panneaux d'arrêt sur la rue Théode (à l'intersection de la rue Fugère)**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et unanimement résolu que le Service des travaux publics de la Ville de Drummondville soit autorisé à procéder à l'installation de panneaux d'arrêt sur la rue Théode, à l'intersection de la rue Fugère.

ADOPTÉE

1265/12/94 - **Installation d'enseignes sur la rue Brock (entre la rue St-Jean et le 523 rue Brock)**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que le Service des travaux publics de la Ville de Drummondville soit autorisé à procéder à l'installation d'enseignes interdisant le stationnement sur la rue Brock, côté ouest, entre la rue St-Jean et le 523 rue Brock.

ADOPTÉE

1266/12/94 - **Installation d'enseignes sur la rue Ringuet (entre les rues Bruno et Marchand)**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que le Service des travaux publics de la Ville de Drummondville soit autorisé à installer des enseignes limitant le stationnement à 60 minutes sur la rue Ringuet, entre les rues Bruno et Marchand, du lundi au vendredi, de 8h00 à 16h00, entre le 24 août et le 24 juin.

ADOPTÉE

Dépôt du certificat relatif au règlement no 2401

Conformément à la loi, la greffière dépose le certificat concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur le règlement no 2401 décrétant des travaux d'aqueduc, d'égouts domestique et pluvial et de voirie sur le boulevard René-Lévesque, entre les rues Robert-Bernard et Paul-H. Frigon, et prévoyant un emprunt de 2 400 000 $.

1267/12/94 - **Autorisation à Le Groupe HBA Experts-Conseils Inc. - Travaux sur le boulevard René-Lévesque**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville autorise Le Groupe HBA Experts-Conseils Inc. à présenter au ministère de l'Environnement du Québec, pour approbation, les plans et devis pour la réalisation des travaux sur le boulevard René-Lévesque.

ADOPTÉE

1268/12/94 - **Appui à la formation d'une nouvelle région administrative 04 Sud**

Considérant les efforts du gouvernement du Québec depuis plusieurs années pour promouvoir le développement des régions en harmonie avec leur dynamisme propre, pour coordonner les actions régionales du gouvernement et pour les mettre en oeuvre;

Considérant la création sous la responsabilité du ministère de l'Industrie et du Commerce en mars 1966 de régions administratives (dont celle 04 Mauricie/Bois-Francs) établies à partir d'un espace territorial articulé sur la hiérarchie urbaine du Québec, se fondant sur la théorie des pôles de croissance et de leurs zones d'attraction;

Considérant que cette division du territoire québécois visait alors à déconcentrer des services gouvernementaux, à servir de cadre aux programmes de planification économique du gouvernement et à faciliter le développement industriel du Québec;

Considérant qu'à travers le Québec, la région administrative est maintenant devenue une région socio-économique significative, répondant non seulement à des préoccupations d'administration gouvernementale mais aussi à des facteurs d'appartenance socio-écono-culturelle;

INITIALES DE LA MAIRESSE
113
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Considérant qu'une région administrative doit servir d'assises à la concertation entre le gouvernement et les différents intervenants régionaux;

Considérant la tendance gouvernementale de faire des régions administratives actuelles de futures structures politiques représentées par les délégués régionaux, sur lesquelles se greffent immédiatement les municipalités régionales de comté (M.R.C.), puis les municipalités;

Considérant que toute concertation, si elle veut être efficace sur un même territoire d'appartenance, doit s'effectuer entre populations ayant des liens communs d'appartenance et des affinités, un tissu et des activités économiques semblables de même que des liens culturels;

Considérant que le développement régional doit s'appuyer sur une carte des régions administratives qui tient compte des dynamismes régionaux et que le gouvernement, à titre de partenaire des intervenants du milieu, doit soutenir davantage leurs préoccupations;

Considérant que, dans l'ensemble du Québec, la région administrative est maintenant considérée comme territoire privilégié pour les activités de développement régional;

Considérant que les acteurs régionaux désirent une politique de régionalisation gouvernementale adaptée à la réalité du milieu;

Considérant que la création des municipalités régionales de comté a favorisé le sentiment d'appartenance à une région et que les régions administratives respectent généralement les limites des territoires des municipalités régionales de comté;

Considérant l'importance d'ajuster le territoire d'une carte d'une région administrative aux limites des municipalités régionales de comté;

Considérant que la mise en place d'une nouvelle région administrative nécessite les ressources humaines, financières et matérielles adéquates et propres à cette région;

Considérant que la localisation de nouveaux bureaux régionaux des ministères et des organismes régionaux doit tenir compte des particularités propres à chaque région, et que leur concentration dans une seule ville, selon la théorie des pôles de croissance, ne peut plus, comme ce fut déjà, être le seul critère de référence;

Considérant l'importance d'harmoniser le territoire des bureaux régionaux des ministères et des organismes régionaux au territoire de la nouvelle région administrative;

Considérant que tous les ministères et organismes respectent l'unité territoriale de chacune des régions administratives lorsqu'ils dispensent des services sur une base régionale;

Considérant la création de la région administrative 04, laquelle se caractérise actuellement par la présence de deux sous-régions, la Mauricie où dominent Trois-Rivières et Shawinigan, d'une part et les Bois-Francs où dominent Drummondville et Victoriaville, d'autre part;

Considérant que suivant la population en vigueur au 1er janvier 1993, la région administrative 04 est composée des populations des municipalités régionales de comté suivantes:

Rive Sud

- Arthabaska	60 257	
- Bécancour	19 175	
- Drummond	79 654	
- L'Érable	24 680	
- Nicolet-Yamaska	23 897	
Sous-total	207 663	(45%)

INITIALES DE LA MAIRESSE
114
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Rive Nord

- Francheville	137 458	
- Le Centre de la Mauricie	67 379	
- Le Haut St-Maurice	16 272	
- Maskinongé	23 802	
- Mékinac	13 629	
Sous-total	258 540	(55%)
TOTAL	466 203	(100%)

Considérant l'existence de deux entités économiques distinctes au plan industriel, agricole, touristique, communautaire, culturel, etc., au sein de la région administrative 04;

Considérant la différence de tissu industriel entre la Rive nord et la Rive sud du fleuve St-Laurent à l'intérieur de la région administrative 04, notamment sur la foi que les petites et moyennes entreprises (PME) et celles reliées à l'agro-alimentaire sont à la base de l'économie au sud du fleuve St-Laurent, comparativement aux entreprises d'envergure internationale au nord du même fleuve;

Considérant le défaut de sous-régionalisation dans la localisation et dans l'utilisation des services socio-culturels, touristiques de loisirs, de santé, éducatifs et de communication de la région administrative 04;

Considérant les échanges limités entre les deux sous-régions au plan économique et dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la voirie notamment, ce qui rend difficile une forte intégration régionale;

Considérant la concertation et la volonté des citoyens, citoyennes et différents intervenants au sud du fleuve St-Laurent à l'intérieur de la région administrative 04 en vue d'une région administrative;

Considérant l'importance de procéder à la révision des limites de la région administrative 04 pour en faire deux entités distinctes;

Considérant que la création d'une région administrative permettra aux intervenants du milieu de décider eux-mêmes des orientations jugées prioritaires pour le développement de ce même milieu;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que le Conseil de la Ville de Drummondville demande au ministre des Affaires municipales et ministre d'État au Développement des régions, Guy Chevrette:

1. d'ordonner avant le 31 mars 1995 la création d'une nouvelle région administrative, comprenant les municipalités régionales de comté d'Arthabaska, de Bécancour, de Drummond, de l'Érable et de Nicolet-Yamaska;

2. de procéder, en collaboration avec ses collègues:

   a) à l'établissement d'un calendrier de l'implantation des bureaux régionaux des ministères et de leur localisation,

   b) à la réalisation d'un échéancier d'harmonisation des territoires des ministères à la nouvelle région administrative, et

   c) à la confection d'un calendrier d'implantation de nouveaux organismes régionaux et à l'harmonisation du territoire de l'ensemble de ces organismes aux nouvelles limites de la nouvelle région administrative,

   tout en tenant compte de la volonté exprimée par le milieu sur la répartition des bureaux régionaux des ministères et des organismes régionaux;

3. de mettre en place au plus tard un (1) an après l'adoption du décret créant la nouvelle région, les nouveaux bureaux régionaux des ministères et les organismes s'y rattachant.

ADOPTÉE

Le conseiller Guy Drouin se dit en accord avec la proposition, à titre de citoyen de Drummondville, mais s'interroge, à titre de citoyen du Québec, des coûts engendrés pour l'ensemble de la population alors que le déficit du gouvernement est déjà énorme.

Le maire suppléant Alain Carrier reprend les mêmes commentaires tout en se disant favorable à la proposition.

1269/12/94 - **Modification du nom de certaines rues**

Il est proposé par le conseiller Réjean Gosselin, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville modifie le nom des rues suivantes:

- rue Nadeau (secteur ex-Grantham) sera dorénavant connue sous le nom de rue Des Champs;

- rue Dubois (secteur ex-Drummondville) sera dorénavant connue sous le nom de rue Des Voiliers.

ADOPTÉE

1270/12/94 - **Bail de location avec Atelier de logements communautaires (Manoir Drummond) - Espaces de stationnement**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et unanimement résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un bail de location avec Atelier de logements communautaires (Manoir Drummond) pour l'utilisation de 40 espaces de stationnement.

ADOPTÉE

1271/12/94 - **Appréciation de la Ville - Appui gouvernemental au Programme des infrastructures urbaines**

Considérant que le 21 décembre 1993 les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ont unanimement approuvé la mise sur pied d'un Programme national d'infrastructures à frais partagés, en accord avec le programme proposé par la Fédération canadienne des municipalités;

Considérant que le programme a pour but de renouveler les infrastructures urbaines, de créer des emplois, d'améliorer l'environnement et de rehausser la compétitivité du Canada;

Considérant que le programme est maintenant établi depuis un an et que les collectivités de l'ensemble du Canada profitent du programme pour moderniser et remettre à neuf tous les types de services;

Considérant que dans la Ville de Drummondville, des montants d'environ 3 923 460 $ ont déjà été accordés en vertu du programme, que plusieurs emplois ont été créés, et que le programme a aidé à renouveler les infrastructures dans plusieurs secteurs de la Ville;

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville félicite les gouvernements fédéral et provincial pour cette excellente initiative et fasse connaître au Premier Ministre du Québec son appréciation à l'égard de l'appui manifesté par les autorités gouvernementales.

ADOPTÉE

INITIALES DE LA MAIRESSE
116
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

1272/12/94 - **Avis de motion d'un règlement - Terrains et permis de stationnement (règ. no 2240 et amendements)**

La conseillère Réjeanne Viens donne avis de motion d'un règlement remplaçant le règlement no 2240 et ses amendements relativement aux terrains et permis de stationnement.

La conseillère Réjeanne Viens informe les automobilistes que les vignettes de stationnement 1994 sont valables jusqu'en janvier 1995.

1273/12/94 - **Avis de motion d'un règlement - Zonage**

Le maire suppléant Alain Carrier donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement de zonage municipal no 1850 de façon à permettre un usage commercial en secteur résidentiel et plus particulièrement constitué par la rue Dumoulin, entre la rue St-Maurice et l'arrière des lots ayant façade sur la rue Notre-Dame; par la rue St-Maurice, entre les rues Dumoulin et St-Damien; et par la rue St-Damien, entre la rue St-Maurice et l'arrière des lots ayant façade sur la rue Notre-Dame.

1274/12/94 - **Adoption du règlement no 2374 - Entente intermunicipale avec St-Nicéphore et St-Charles-de-Drummond**

Lecture est donnée du règlement no 2374 autorisant une entente intermunicipale relative à la construction et à l'exploitation par fourniture de services de la part de la Ville de Drummondville d'un système commun d'assainissement des eaux usées entre les municipalités de Drummondville, Saint-Nicéphore et Saint-Charles-de-Drummond.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE

1275/12/94 - **Adoption du règlement no 2399 - Zonage**

Lecture est donnée du règlement no 2399 amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but de rajouter une nouvelle disposition concernant le nombre de garages et/ou abris d'autos rattachés aux bâtiments de classes d'usages h2 et h3 de type unités juxtaposées et de modifier les dispositions relatives au nombre d'accès au terrain, à la localisation de cesdits accès ainsi qu'à leur largeur.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 2399 et ce de 9 heures à 19 heures le 10 janvier 1995.

1276/12/94 - **Adoption du règlement no 2400 - Zonage**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2400 a été donné (réf: 1155/11/94), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait

INITIALES DE LA MAIRESSE
117
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

un résumé du règlement no 2400 amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but de créer une nouvelle zone industrielle I02-60 à même la zone industrielle I02-49 (terrains en bordure de la rue Sigouin, côté Sud-Est et au Sud-Ouest du boulevard Lemire), d'y permettre la classe d'usages i2, d'ajouter une nouvelle grille des usages et normes y incluant des normes afférentes et des dispositions spéciales pour la classe d'usages i2 permise dans la nouvelle zone industrielle I02-60 et de modifier la norme minimale de la marge arrière dans la grille des usages et normes pour la zone industrielle I02-49.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 2400 et ce de 9 heures à 19 heures le 17 janvier 1995.

1277/12/94 - **Adoption du règlement no 2409 - Amendement au règlement no 2285 - Programme de revitalisation**

Lecture est donnée du règlement no 2409 amendant le règlement no 2285 prévoyant un programme de revitalisation pour stimuler le développement dans les parcs industriels et les secteurs industriels, de façon à y inclure le parc industriel de l'ex-municipalité de Grantham et à corriger la description des bornes du parc industriel municipal.

Il est proposé par le maire suppléant Alain Carrier, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE

1278/12/94 - **Adoption du règlement no 2413 - Modification au règlement no 1050 (Interdiction de réparer des véhicules routiers dans les rues)**

Lecture est donnée du règlement no 2413 modifiant le règlement no 1050 afin d'interdire la réparation des véhicules routiers dans les rues de la municipalité.

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE

1279/12/94 - **Adoption du règlement no 2414 - Enlèvement et disposition des déchets**

Lecture est donnée du règlement no 2414 afin de rendre le règlement no 2173 de l'ancienne Ville de Drummondville de même que les amendements à ce règlement applicables à l'ensemble du territoire de la nouvelle Ville de Drummondville (Enlèvement et disposition des déchets).

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE

INITIALES DE LA MAIRESSE
118
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

1280/12/94 - **Adoption du règlement no 2415 - Taxes foncières pour 1995**

Lecture est donnée du règlement no 2415 prévoyant l'imposition des taxes foncières générales et spéciales pour l'année 1995.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE

1281/12/94 - **Adoption du règlement no 2416 - Surtaxe sur les immeubles non résidentiels pour 1995**

Lecture est donnée du règlement no 2416 prévoyant l'imposition d'une surtaxe sur les immeubles non résidentiels pour l'année 1995.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE

1282/12/94 - **Adoption du règlement no 2417 - Fourniture de l'eau pour 1995**

Lecture est donnée du règlement no 2417 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la fourniture de l'eau pour l'année 1995.

Il est proposé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, appuyé par le conseiller Guy Dubreuil, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE

1283/12/94 - **Adoption du règlement no 2418 - Services d'égouts pour 1995**

Lecture est donnée du règlement no 2418 prévoyant l'imposition d'une compensation pour les services d'égouts pour l'année 1995.

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE

1284/12/94 - **Adoption du règlement no 2419 - Licences et permis pour 1995**

Lecture est donnée du règlement no 2419 prévoyant l'imposition des licences et permis pour l'année 1995.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réjean Gosselin, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE

1285/12/94 - **Adoption du règlement no 2420 - Cueillette des déchets, transport, enfouissement san., collecte sélective et conteneurs pour 1995**

Lecture est donnée du règlement no 2420 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la cueillette des déchets solides, le transport, l'enfouissement sanitaire, la collecte sélective et les conteneurs nécessaires et ce pour l'année 1995.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Odette Bélanger Marcotte, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE

1286/12/94 - **Adoption du règlement no 2421 - Fourniture des services municipaux à certains immeubles pour 1995**

Lecture est donnée du règlement no 2421 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la fourniture des services municipaux à certains immeubles pour l'année 1995.

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Réal Sawyer, et unanimement résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE

Informations des membres du Conseil

Taxes (M. Jean-Guy Spénard)

Le conseiller Jean-Guy Spénard informe la population que les comptes de taxes seront mallés durant la semaine du 16 janvier 1995.

Il rappelle également que certains services municipaux seront fermés durant la période des fêtes.

Communiqués (M. Pierre-Yvan Aubé)

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé fait lecture de certains communiqués traitant de:

- bris de conduite d'aqueduc
- enlèvement d'ordures
- cueillette des arbres de Noël

Patinage libre (Me Céline Trottier)

La conseillère Céline Trottier invite les gens à participer aux séances de patinage libre durant la période des fêtes.

Chauffage (M. Alain Carrier)

M. Alain Carrier soulève la question du chauffage de la salle du Conseil durant les séances.

Il demande de vérifier le tout.

Souhaits (M. Alain Carrier)

M. Alain Carrier souhaite Joyeux Noël et d'heureuses fêtes à tous et demande au Père Noël de ne pas l'oublier en novembre 1995.

Souhaits (Mme Francine Ruest-Jutras)

Madame la mairesse offre ses voeux de Joyeux Noël, de prospérité et de très Bonne Année à tous les contribuables de la Ville.

INITIALES DE LA MAIRESSE

120

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenants: a) M. Roger Morency
  b) Mme Suzan Dumas
  c) Mme Françoise Desrosiers Chartrand

- **M. Roger Morency / Mme Suzan Dumas**

  M. Morency demande à la Ville de réviser sa décision relative au commerce du 555 rue Dumoulin.

  Mme Suzan Dumas explique qu'elle a fait des recherches au niveau du Code Civil et elle tient à déposer un avis de Me Laplante sur le sujet. Elle traite du pouvoir de propriétaire face au locataire.

  Madame la mairesse se dit prête à recevoir l'avis mais précise également que la surtaxe relève de l'immeuble. Dans le cas d'un locataire, le propriétaire demeure responsable du paiement des taxes.

- **Mme Françoise Desrosiers Chartrand**

  Mme Chartrand demande au conseiller Réal Sawyer quand les gens du secteur ont été consultés sur l'aménagement du parc Côté.

  Le conseiller Réal Sawyer parle de la réunion de l'an passé lorsque les gens ont parlé du parc Simard.

  Mme Chartrand demande qu'une nouvelle rencontre soit tenue sur le sujet afin de discuter de la situation des jeunes dans le secteur.

  Le maire suppléant Alain Carrier explique que les gens du secteur s'interrogent sur la nécessité du parc Côté et préféreraient peut-être que l'argent soit investi ailleurs.

  Madame la mairesse remercie Mme Chartrand pour ses commentaires à l'endroit des parcs de la Ville et confirme que la nouvelle Ville a posé des gestes concrets pour le loisir dans le secteur visé par l'intervention. Drummondville a signifié un avis de réserve sur le lot voisin du Centre Communautaire de façon à agrandir ce dernier. La Ville investit 50 000 $ pour le parc Côté.

  Le conseiller Réal Sawyer résume le dossier et précise que l'étude de Environnement Conseil B.G.A. vient confirmer le besoin et établir la localisation du parc.

  Il confirme également qu'il y a place pour deux parcs de quartier et énumère les équipements qu'on devrait y retrouver.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu **lundi le 16 janvier 1995.**

1287/12/94 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE.

ADOPTÉE

Thérèse Gagnon
Greffière.

Mairesse.